



HAL
open science

Action, subjectivation, autonomie: le cas exemplaire du contre-espace public de Bure

Eleonora Garzia

► **To cite this version:**

Eleonora Garzia. Action, subjectivation, autonomie: le cas exemplaire du contre-espace public de Bure. Sociologie. Université Paris Cité; Università degli studi Roma Tre, 2020. Français. NNT: 2020UNIP7209 . tel-03357985

HAL Id: tel-03357985

<https://theses.hal.science/tel-03357985>

Submitted on 29 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Paris

En cotutelle avec Università degli Studi Roma Tre

École doctorale 624 Sciences de Sociétés

Laboratoire PHILÉPOL EA(4569) : Ethique, Politique et Santé

Action, subjectivation, autonomie

Le cas exemplaire du contre-espace public de Bure

Par Eleonora Garzia

Thèse de doctorat de Sociologie

Dirigée par Jan Spurk
et par Marina D'Amato

Présentée et soutenue publiquement le 16/12/2020

Devant un jury composé de :

Sylvaine Bulle, Professeure des universités, Université de Paris, présidente du jury
Stéphanie Dechezelles, Maîtresse de conférences, IEP d'Aix-en-Provence,
examinatrice

Marina D'Amato, Professeure des universités, Università degli Studi Roma Tre, co-
directrice

Geoffrey Pleyers, Professeur des universités, Université catholique de Louvain,
rapporteur

Jan Spurk, Professeur des universités, Université de Paris, directeur

Patrick Vassort, Maître de conférences (HDR), Université de Caen Normandie,
rapporteur



Université de Paris

En cotutelle avec Università degli Studi Roma Tre

École doctorale 624 Sciences de Sociétés

Laboratoire PHILÉPOL EA(4569) : Ethique, Politique et Santé

Action, subjectivation, autonomie

Le cas exemplaire du contre-espace public de Bure

Par Eleonora Garzia

Thèse de doctorat de Sociologie

Dirigée par Jan Spurk
et par Marina D'Amato

Présentée et soutenue publiquement le 16/12/2020

Devant un jury composé de :

Sylvaine Bulle, Professeure des universités, Université de Paris, présidente du jury
Stéphanie Dechezelles, Maîtresse de conférences, IEP d'Aix-en-Provence,
examinatrice

Marina D'Amato, Professeure des universités, Università degli Studi Roma Tre, co-
directrice

Geoffrey Pleyers, Professeur des universités, Université catholique de Louvain,
rapporteur

Jan Spurk, Professeur des universités, Université de Paris, directeur

Patrick Vassort, Maître de conférences (HDR), Université de Caen Normandie,
rapporteur



Except where otherwise noted, this is work licensed under
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

Résumé :

Cette thèse analyse un mouvement d'opposition, qui, à travers une action antagoniste et conflictuelle, produit son agir et son « sens » de l'action. L'enjeu principal consiste à observer le phénomène de Bure à partir de l'agir et des visions du monde des acteurs, notamment à partir de membres de « la commune de Bure » qui s'opposent à la construction de Cigéo, le projet français d'enfouissement des déchets nucléaires. L'étude, qui s'efforce d'analyser les représentations et les pratiques qui alimentent tant objectivement que subjectivement l'action des individus, s'appuie sur une enquête qualitative fondée sur l'observation participante et sur des entretiens compréhensifs. A cet égard, il s'agit de comprendre l'agir des acteurs à travers leur activité réflexive et subjective, mais aussi leur activité « concrète » observée, en se focalisant sur le sens qu'ils donnent à leurs actions et les éléments qui les poussent à la mobilisation.

A Bure, la peur et la menace de la construction d'un centre d'enfouissement ont poussé les individus à se rassembler autour d'une lutte commune, mais ce qui distingue la résistance à Bure d'autres mouvements similaires est la construction progressive d'un savoir partagé, qui s'est étendu peu à peu à des questions et des sujets qui ne concernent pas seulement les déchets nucléaires. A cet égard, tous les acteurs ont en commun un sentiment de malaise, de frustration et de manque de reconnaissance qui les trouble et qui les pousse à l'action. L'expérience et l'expérimentation, la lutte pour la reconnaissance, la volonté de puissance et le besoin de manifester les sentiments forgent le vécu des membres de la commune de Bure et leur permettent d'expérimenter de nouvelles formes des modes-de-vie alternatives. Des espaces d'expérience se façonnent, dans lesquels, ensuite, des alternatives « concrètes » et « imaginées » à la vie et à la société émergent. C'est dans ce cadre que, les représentations et les pratiques transforment les espaces d'expérience en contre-espaces publics. Les structures mentales persistantes, les sentiments profonds et les interactions significatives deviennent le moteur de la mobilisation et la pulsion vers un processus de subjectivation qui concerne les sujets agissants. De plus, il y a une volonté qui se déploie, une volonté de dépassement du malaise et la détermination à créer un futur alternatif.

Cette thèse s'efforce d'analyser le potentiel d'agir du cas exemplaire du mouvement de la commune de Bure, sa capacité à travers l'action de créer et d'organiser un espace public délimité qui sera capable de regrouper des visions du monde exprimant une résistance à l'ordre établi et une nouvelle possibilité de changement. L'étude s'efforce de montrer comment l'expérience du conflit et de la quête de reconnaissance peut faire réfléchir sur le malaise qui touche la société et sur les avènements possibles auxquels les sujets peuvent aspirer.

Mots clés :

Mouvements sociaux, action, autonomie, subjectivation, nucléaire, malaise, avènements possibles, quête de reconnaissance, sentiments.

Title :

Action, subjectivation, autonomy. The exemplary case of Bure's counter-public.

Abstract :

This dissertation analyzes an opposition movement that produces its action and its “sense” of action through antagonism and conflict. Particularly it aims to observe the “Bure phenomenon” from the actions and worldviews of the actors, starting from the members of “la commune de Bure” who oppose the construction of Cigéo, the Highly Radioactive Waste Underground Storing Project (Bure, France). The present study, which seeks to analyze representations and practices that feed both objectively and subjectively into the actions of individuals, conducted a qualitative survey based on participant observations and interviews. The challenge is to understand not only the actions of the actors through their reflexive and subjective activity, but also their observed “concrete” activity, focusing on the meaning they give to their actions and the elements that push them to mobilization. The fear to the landfill center in Bure and the perceived threat that it represents have driven individuals to rally around a common struggle. What distinguishes this resistance from other similar opposition movements is the progressive development of a shared knowledge, which has gradually extended to issues that do not only concern nuclear waste. All the actors feel a common unease, frustration and lack of recognition that trouble and encourage them to action. Their shared experience, struggle for recognition, will to power and need to manifest feelings forge the life of the members of “la commune de Bure”: spaces of experience are shaped, in which “concrete” and “imagined” alternatives to the dominant forms of life and society emerge. It is in this way that representations and practices transform spaces of experience into counter-publics. Persistent mental structures, deep feelings and meaningful interactions become the motor of mobilization and the impulse towards a process of subjectivation that concerns the acting subjects. In addition, there is a will that unfolds, a will to overcome uneasiness and the determination to create an alternative future. This dissertation aims to analyze the “potentiel d’agir” of an exemplary case by means the Bure’s movement, its capacity to create and organize a delimited public space through action able to bring together worldviews of resistance to the established order and new possibilities for change. The experience of conflict and the quest for recognition can make people reflect on the unease that affects society and the possible future alternatives.

Keywords :

Social movements, action, autonomy, subjectivation, nuclear power, unease, possible futures, quest for recognition, emotions.

Remerciements

Ca y est, la fin est arrivée et je pense à toutes celles et ceux qui m'ont suivie tout au long de ce travail. Si la thèse est finalement un travail personnel, il n'est rien sans le soutien de personnes qui, tout au long de son déroulement, nourrissent la réflexion tout autant que le quotidien. Je souhaiterais les remercier comme il se doit.

Je voudrais adresser, tout d'abord, une reconnaissance particulière à mon directeur, Monsieur Jan Spurk, pour son écoute attentive, ses précieux conseils et ses attentes exigeantes. Il a su me guider tout au long de ces années de formation à la recherche et il m'a soutenue avec bienveillance sur le chemin de ma propre découverte. J'ai beaucoup appris lors de nos échanges, j'espère qu'ils se poursuivront à l'avenir.

Je souhaite également remercier Madame Marina D'Amato, Madame Sylvaine Bulle, Madame Stéphanie Dechezelles, Monsieur Patrick Vassort de l'intérêt qu'ils ont témoigné pour mon travail et pour avoir accepté d'être membres de mon jury de thèse. Particulièrement, je tiens à exprimer ma gratitude à Geoffrey Pleyers, pour son amitié et son écoute précieuse car nos discussions ont nourri des moments décisifs de la thèse ; merci encore pour m'avoir introduit au sein du groupe SMAG de l'Université Catholique de Louvain, dont les échanges m'ont fait avancer dans mes réflexions et dans mon travail.

J'adresse aussi mes remerciements aux professeurs, aux collègues et au personnel de PHILÉPOL qui m'ont accueillie au sein du laboratoire. Merci particulièrement à Madame Valérie Brunetière et Monsieur Juan Alonso pour leurs conseils précieux. Merci à l'Université Paris Descartes de m'avoir donné l'opportunité d'apprendre et grâce à laquelle s'est affirmé mon attachement à la sociologie.

Je voudrais par ailleurs témoigner ma gratitude à la Fondazione Cassa Rurale di Trento qui m'a permis de débiter ma thèse dans les meilleurs conditions et m'accordant une bourse d'étude ; merci de croire fermement à l'engagement et à la détermination des jeunes de Trento qui quittent leur ville et leur pays pour poursuivre leurs études et leurs rêves à l'étranger.

Une thèse ne serait rien sans les amis, leur soutien allège le quotidien. Un grand merci à ma « grande famille parisienne », j'ai eu la chance d'être entourée tout au long de ma vie à Paris par des personnes formidables ; mais aussi un grand merci à tous mes amis d'Italie et d'autres

pays qui, malgré la distance, ont toujours été présents. Tout d'abord merci à Flavia, la meilleure amie qu'on puisse trouver. Quels que soient les pays que nous habiterons et les chemins que nous prendrons j'espère que nous continuerons à les parcourir ensemble, je sais que j'ai rencontré l'une de mes âmes sœurs. A Léonore et Cecilia, ensemble nous avons formé un trio inséparable, vous étiez là pour me réconforter dans les moments difficiles et pour fêter avec moi dans les joies de la vie : merci pour cette chance, pour tous les moments que nous avons partagé et que nous partagerons ensemble. A Hana, mon alliée dans cette aventure et une amie spéciale toujours là pour moi, je ne sais pas ce que j'aurais fait sans toi, vivre cette expérience ensemble a été réconfortant ! A Anna Vittoria, car elle n'oublie jamais rien et surtout parce que nous partageons une amitié sincère depuis désormais 15 ans. A Lenin, Océane, Marine, Quentin, Franci, Andrea, Sara, Francesca, Clio, Nina, Charles, Marie-Noëlle, Mici, Antoine, Imad, Sevina, Annie et Françoise et au petit Lucas. J'ai beaucoup de souvenirs de moments heureux passés en votre compagnie à Paris. A Bartolo, Joëlle et Claude, merci de m'avoir fait sentir comme en famille pendant un moment difficile de la vie et de la thèse : merci pour votre soutien et votre compagnie quotidienne. A Tobias, qui m'a enseigné le « vrai amour » pour une autre personne et pour une autre culture ; merci de m'avoir suivie jour après jour pendant un grand partie de ce travail. A ma zia Paola et à ma cousine Sofia toujours là pour moi, à Giulia, Tila, Arianna, Rossella et Mariafrancesca, qui de loin ont su apporter le soutien dont j'avais besoin.

Enfin, c'est ma famille que je remercie, plus que toute autre personne. Sans vous je ne serais pas où j'en suis aujourd'hui. A ma sœur Isabella et son mari Enrico, à mon frère Federico et son épouse Adriana, deux couples que ensemble font la force et qui me donnent la force ; des amis véritables dans ma vie, qui sont toujours là pour moi. A mes parents, Mino et Mariarosa. Mes super-héros ! Merci de m'avoir mise sur la voie de la sociologie et d'avoir été un exemple de détermination, d'amour inconditionnel, de dépassement de soi et d'avoir toujours eu confiance en moi. Je ne souhaite rien d'autre que de vous rendre fiers à hauteur de tout cet amour que je vous porte. C'est à vous, particulièrement, que je souhaite dédier ce travail.

Grazie a tutti voi di tutto !

Sommaire

Introduction	9
Chapitre 1 : « Bure partout »	21
Chapitre 2 : La problématique, les hypothèses et l'état de la recherche	57
Chapitre 3 : Méthodes et techniques de recherche	117
Chapitre 4 : Projet et contre-projet : des représentations en opposition.....	153
Chapitre 5 : Deux niveaux de conflit	205
Chapitre 6 : Conflits de subjectivités.....	243
Chapitre 7 : Expériences de résistance concrètes et radicales	261
Chapitre 8 : La créativité du contre-espace public	299
Conclusion générale	331
Annexes	341
Bibliographie.....	350
Tables des matières	377

« ...e, dopo, tutto sarà lo stesso mentre tutto sarà cambiato »

Giuseppe Tomasi di Lampedusa¹

Introduction

Comme affirme Raymond Boudon², la sociologie, en tant que science explicative, a la tâche d'identifier des structures théoriques générales à partir de l'analyse de phénomènes particuliers, et, en ce sens, nous pouvons la définir comme la science du particulier. C'est avec cette phrase que nous souhaitons ouvrir ce long parcours de travail qui nous a porté à la conclusion d'une thèse de doctorat en sociologie. Car, c'est justement cette phrase qui a stimulé l'intérêt vers une science aussi fascinante ; et particulièrement car c'est avec cette phrase que nous avons grandi. Entre les couloirs de la Faculté de Sociologie de l'Université de Trento dans laquelle mes parents sont sociologues et professeurs et entourés à la maison de livres des classiques de la sociologie comme Vico, Weber, Pareto, Durkheim et beaucoup d'autres. Un intérêt toujours plus vif envers la sociologie nous a été transmis depuis le plus jeune âge pour essayer de donner – chaque jour – une réponse aux événements qui nous entourent tout au long de notre parcours de vie. En effet, la sociologie est toujours amenée à comprendre les mondes sociaux et les problèmes qui échappent aux habitudes. Et c'est ainsi qu'il en a toujours été pendant toutes nos études universitaires en sociologie, qui nous ont amenés à nous plonger dans cette science à travers plusieurs points de vue et dans plusieurs pays différents.

La sociologie est une science, elle est la science du particulier, et a pour but de donner des réponses et, à cet égard, c'est le particulier qui nous permet de comprendre le tout. Mais, il ne faut pas confondre « le particulier » avec « le singulier », car le singulier se présente une seule fois, le particulier au contraire concerne une réalité plus étendue. De nombreux travaux en sciences sociales ont une portée volontairement limitée : ils se donnent comme but celui de décrire un phénomène, un problème, une situation, un événement, une interaction ou de contribuer à la connaissance des causes du phénomène, du problème, de la situation, etc., sans

¹ Tomasi di Lampedusa, G. (1970). *Il Gattopardo*. Milano: Feltrinelli, p. 24. Il faut que tout change, pour que tout reste comme avant

² Boudon, R. (1979). *La logique du social*. Paris : Librairie Hachette.

ambition de synthèse ou de généralisation. Certains par exemple, s'intéressent à une question déjà bien définie et s'efforcent d'apporter une valeur ajoutée aux analyses disponibles. Au contraire, une recherche rigoureuse devrait impliquer des efforts pour définir l'objet afin de clarifier les hypothèses et les directives théoriques qui sous-tendent le travail ; de choisir la méthode et les techniques appropriées et de les mettre en œuvre pour ensuite « monter en généralité », sans, bien évidemment, perdre la finesse de l'analyse. A ce titre, force est d'affirmer que faire le choix d'un raisonnement articulant l'étude d'un cas « particulier », un cas, que nous appellerons « exemplaire », et la montée en généralité, nous a orienté à structurer notre objet d'étude, qui à travers sa complexité, peut, à notre avis, expliquer plusieurs phénomènes. Notre recherche s'inscrit dans les réalités et contextes actuels ; pourtant le propos n'est pas de passer en revue les nombreuses traces de cette actualité mais d'en sélectionner quelques-unes pertinentes au regard de notre travail de recherche.

Venons-en à la présentation concrète de cette réalité car nous souhaiterions rendre compte dès maintenant des logiques de notre objet, de conception et de concrétisation du travail d'investigation et d'interprétation.

En France, dans la zone rurale de la commune de Bure en Meuse, l'entrée en fonctionnement d'un Centre industriel de stockage géologique (Cigéo) est prévue en 2025. Lancé il y a vingt-cinq ans, Cigéo est le projet français de stockage des déchets hautement radioactifs à durée de vie longue (HA-VL) et moyennement radioactifs à durée de vie longue (MA-VL) qui proviennent des installations nucléaires actuellement en fonctionnement en France. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) est en train de construire des installations souterraines, à environ 500 mètres de profondeur, qui accueilleront les colis de déchets. Dès le début (fin des années 1990) et durant une dizaine d'années, la contestation du projet s'est caractérisée par des manifestations et des rassemblements de militants antinucléaires français et étrangers qui se réunissent sur le site une fois par an. En 2004, lors de l'achat, dans le centre du village de Bure, d'une ferme qui sera ensuite baptisée *La Maison de Résistance*, des opposants au projet commencent à s'implanter sur le territoire ; mais ce n'est que pendant le camp anti-autoritaire et anti-capitaliste en 2015 et avec la première occupation du bois Lejuc en 2016 que la contestation se radicalise. C'est à Bure que se

déploie « la bataille du nucléaire »³ ; ce qui n'est encore qu'un projet transforme la controverse à Bure en un véritable conflit.

L'étude d'un seul cas, le cas de Bure, s'est imposée comme étant la méthode la plus appropriée car elle permet de comprendre pourquoi certaines dynamiques et certains mécanismes représentent un enjeu central pour produire des actions particulières et comment ce processus se déploie. Elle permet de rendre compte de cette transformation dans sa globalité.

La rencontre avec notre objet d'étude s'est faite en raison d'un intérêt croissant au fil des années pour la question des mouvements sociaux et leur portée novatrice dans l'espace public. Ce dernier se montre comme lieu de lutte pour l'expression des sujets à travers différentes dimensions de l'expérience. Mais aussi, nous avons été guidés vers notre objet d'étude par une curiosité élevée pour les études consacrées aux mouvements sociaux tendant à aborder les relations sociales et les actions des acteurs sous l'angle de la subjectivation et surtout enclines à traiter l'espace public et le conflit sous le prisme de la subjectivité. Or, dans le passé, surtout dans les années 1970 et 1980 le mouvement anti-nucléaire était un des principales mouvements porteurs d'une recomposition du lien social et politique et des formes d'engagement avec le but d'un renouveau des formes et du sens de cette implication ; de plus elles témoignaient d'un renforcement de la subjectivation et de l'émergence de formes de vie conformes à l'imagination d'une alternative possible. A cet égard, les acteurs possédaient une autonomie subjective assez forte grâce à laquelle ils étaient en mesure de s'opposer aux logiques sociales qui émergeaient. Au cours de ces décennies des dizaines de milliers de personnes se sont engagées pour s'opposer au programme électronucléaire imposé par le pouvoir politique. Pourtant, le brusque arrêt de la dynamique antinucléaire – après l'échec du rassemblement du Malville en 1977 – durcie les luttes en France. A cet égard, une réflexion s'impose à nous : peut-on considérer la mouvance émergente à Bure comme un renouveau des mouvements antinucléaire à l'instar de ceux des années 1970 ?

Or, le conflit à Bure a augmenté en importance et d'intérêt au fil des dernières années dans l'espace public et dans l'opinion publique, à travers les médias et aussi dans le milieu militant que nous avons fréquenté à Paris. En approfondissant peu à peu le sujet, nous nous sommes aperçus que derrière la « simple » contestation contre un projet d'enfouissement nucléaire se cachait « quelque chose de plus profond et vigoureux ». La distinction goffmanienne entre la

³ Nous nous référons notamment au titre de l'ouvrage : D'Allens, G., Fuori, A., (2017). *Bure, la bataille du nucléaire*, Paris, Editions du Seuil.

scène et les coulisses fonctionne ici parfaitement pour interpréter le « phénomène Bure » à l'œuvre dans ces deux espaces. Sur scène, c'est-à-dire le lieu même ouvert au public, s'instaure un fervent refus du projet d'un centre d'enfouissement de déchets radioactifs ; à cet égard les militants doivent cohabiter avec un risque permanent. Alors que derrière la scène nous avons pu remarquer le croisement simultané de plusieurs enjeux : la montée d'un mouvement social, la création d'un lieu de militantisme, l'installation d'une opposition forte et radicale, d'une nouvelle ZAD (zone à défendre) après une longue série d'oppositions aux grands projets d'aménagement territorial sur le territoire français. A cet égard, l'opposition à Bure contre le grand projet d'enfouissement des déchets nucléaires, s'insère dans un réseau des mouvements et de conflits socio-environnementaux qui depuis 2010, conteste des projets d'aménagement du territoire de nature différente. Les conflits ne concernent pas tant la dimension écologique comme dimension physique et mesurable des biens et services environnementaux qui font l'objet du litige, mais plutôt des projets territoriaux qui prévoient une nouvelle définition du rôle des ressources et des relations entre société et ressources et entre groupes sociaux. Dans cette perspective, l'utilisation du terme conflit environnemental pourrait être limitative. Dans la recherche latino-américaine, par exemple, le terme conflit socio-environnemental est utilisé comme définition qui met mieux en évidence la question de la relation entre la société et les ressources et entre les acteurs sociaux. L'alternative pourrait être de parler de conflits territoriaux plutôt que de conflits environnementaux. Le terme « conflit territorial » renvoie à des questions topographiques et à des conflits de frontières, de limites, etc. qui nous ramènent en quelque sorte à une idée du territoire comme espace géométrique ; cependant, si le territoire est considéré comme un produit social, l'utilisation du terme « conflit territorial » semble être approprié (Bagliani et Dansero, 2011, p.320). Ces mouvements se regroupent autour de la contestation et la contre-proposition liées aux GPII⁴ : les « grands projets inutiles et imposés »⁵ : de l'édification d'infrastructures publiques ou privées, comme les centres commerciaux, centrales nucléaires etc., à la construction de lignes de transports à grand vitesse pour le train, des autoroutes, des aéroports. Ils sont nommés « imposés » dès lors que souvent ils prévalent sur les débats démocratiques autour de leur réelle utilité publique. Entre autres il y a la construction de l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes (NDDL), le barrage de Sivens, le train à grande vitesse de la Valle de Suse,

⁴ En dénonçant les abus et les dangers des projets de construction, le journaliste belge Jean-Claude Defossé emploie l'expression GPII pour la première fois dans son ouvrage *Le Petit guide des Grands Travaux Inutiles* (Defossé, 1990).

⁵ Voir à ce sujet Camille, 2013 ; Quadruppani, 2018 ; Des plumes dans le goudron, 2018.

l'extraction du charbon en Rhénanie en Allemagne, les mines d'or à Rosia Montana en Roumaine ou l'autoroute de Moscou-Saint-Pétersbourg en Russie. Les zones choisies pour l'implantation sont souvent considérées par les porteurs des projets contrastés comme périphériques : des territoires ruraux ou périurbains qui peuvent être sacrifiés pour l'intérêt du plus grand nombre. Ce sont des « territoires perdants, pensés comme des espaces de relégation à qui il ne reste plus que l'accueil des infrastructures lourdes et polluantes » (Grisoni, 2015). Les mobilisations contre les grands projets sont assez diffuses, voire en croissance dans plusieurs pays, tant dans les régions industrialisées que dans les régions de la planète les moins développées sur le plan économique. Saint, Flavell et Fox (2009), par exemple, ont montré que presque toutes les nouvelles structures ou infrastructures suscitent une forte opposition de la part de riverains du Canada, des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Environ 74% des citoyens américains et canadiens, et 85% des citoyens britanniques sont contre la création de nouvelles œuvres sur leur territoire. En Amérique Latine, l'opposition de dizaines d'organisations autochtones et paysannes face à *l'Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Sudamericana*, un projet articulé autour d'environ 300 œuvres visant à modifier le profil du continent par la construction d'aéroports, routes, chemins de fer, gazoducs, oléoducs et d'autres infrastructures destinées à transporter des personnes, des informations, des produits et des énergies et marchandises. Des mobilisations similaires ont lieu en Inde et dans de nombreux pays en développement.

Dans les motivations qui conduisent les militants à s'opposer il y a plusieurs raisons qui se recoupent : une nécessité de trouver des manières pour résister tous ensemble à des grands projets d'aménagement du territoire, des luttes qui sont très fortes dans ces dernières années, et qui résultent des logiques capitalistes qu'ils rejettent. Selon les militants ces projets sont imposés de manière autoritaire, voir violente qui les amènent à exprimer une volonté puissante de se réappropriier leur vie et ces territoires tout en se rejoignant autour d'une même logique et en partageant des expériences communes.

À partir de 2011 un « Forum contre les grands projets inutiles » est organisé chaque année sur les lieux symboliques de la lutte et de la contestation. Le premier a eu lieu en Italie, organisé par le Mouvement No TAV, les opposants installés en Vallée de Susse contre la construction de la ligne à grande vitesse Lyon-Turin. La critique des opposants ne concerne pas seulement – comme ils affirment – l'énorme désastre écologique, socio-économique et humain qui concerne les territoires en question, mais aussi le capital prédateur qui, à leur avis, est en train d'augmenter sa domination sur la planète à travers une concurrence exacerbée et une non participation effective de la population à la prise des décisions. Selon les militants, le système

économique libéral qui domine le monde est en crise profonde, les Grands Projets Inutiles Imposées sont des instruments qui garantissent des profits exorbitants aux grands groupes industriels et financiers, civils et militaires désormais incapables d'obtenir des taux de profits élevés sur des marchés globaux saturés⁶.

« Contre l'aéroport et son monde » proclament depuis près d'une décennie les zadistes de NDDL ; « contre Cigéo et son monde » affirment les opposants à Bure. Selon les militants, les GPII constituent un désastre écologique pour les territoires impliqués et un désastre social pour les populations concernées. Avec la mise en réseau des luttes, il ne s'agit plus de s'opposer à un grand projet, mais de se situer dans la critique radicale associant la technique et la raison économique. « Refuser les grands projets, c'est refuser leur monde ! », affirment les opposants.

Certes, à Bure, la « peur » et la « menace » de la construction d'un centre d'enfouissement ont poussé les individus à se rassembler autour d'une lutte commune, mais ce qui distingue la résistance à Bure d'autres mouvements similaires est la construction progressive d'un savoir partagé, qui s'est étendu peu à peu à des questions et des sujets qui ne concernent pas seulement le nucléaire ou l'enfouissement des déchets radioactifs, ou toutes les autres questions qui s'en rapportent. Cette connaissance a conduit les opposants au projet, ou du moins, un grand nombre d'entre eux, à entamer une réflexion approfondie sur des questions générales telles que le modèle de développement de la société, les formes de représentation démocratique, les biens communs, etc. Bien que le mouvement n'ait pas perdu son dynamisme ni sa vocation antagoniste, il est aussi et surtout un mouvement « pour » et pas seulement un mouvement « contre ».

A ce titre, notre volonté n'est pas celle de traiter l'enfouissement des déchets nucléaires d'un point de vue technique ou économique, mais plutôt d'analyser les enjeux sociaux et les formes de sociabilité que plus de 30 ans de lutte ont provoqué. Pour l'existence d'un territoire, pour la vie, par principe et par idéologie on se mobilise à Bure afin d'empêcher la construction d'un grand projet d'aménagement territorial. C'est à la « commune d'opposants » à Bure que nous nous intéressons : un mouvement consolidé par une résistance, et une résistance transformée en communauté. Nous avons rassemblé et nous présenterons les réflexions et les expériences de cette « commune », lesquelles tentent de raconter l'expérience du conflit afin de raisonner sur les avenir possibles. Un mouvement émerge, une lutte et des initiatives se succèdent, consolidant la conscience de pouvoir imaginer et concrétiser des

⁶ La Charte de Tunis : <http://www.presidioeuropa.net/blog/la-carta-di-tunisi-la-charte-de-tunis/>.

futurs possibles. C'est un processus subversif car il modifie les attentes, les comportements, concrétise une nouvelle légitimité et établit des rapports de force différents. La contraposition est claire et définie. Cela consolide des affinités affectives et une intention effective qui lie et implique des autonomies subjectives : cela constitue la force du mouvement et exprime sa continuité.

Cette étude est motivée par au moins trois raisons. Tout d'abord, la première résulte d'une réaction face à certains discours médiatiques et une partie de l'opinion publique qui voient l'opposition à Bure comme une occupation portée par une mouvance d'extrême gauche anarchiste, ayant envie de contrarier fortement l'Etat et de cette façon avoir un peu de visibilité. La situation ne peut pas être réduite à des actions suivant des idéologies politiques, la réalité est bien différente. « Bure est bien plus que cela » ; ce n'est pas une résistance qui se confine à une lutte contre le nucléaire et contre l'exploitation économique, elle s'exprime à travers une lutte animée par un fort malaise et de la frustration, par un ressenti de mal-vivre. De plus, il y a une volonté qui se déploie : une volonté de dépassement du malaise et la détermination à créer un futur alternatif, comme les opposants l'expriment. A ce titre, la seconde raison s'explique à travers le fait de voir croître de plus en plus dans la société des « formes de vie » « dotées d'intensités diverses, en valeurs comme en qualités » (Bulle, 2018, p. 168) dont Bure représente un exemple. La forme de vie se lie aux actes, aux modes, au processus, aux possibilités de vie et elle représente notamment un projet, un potentiel de dépassement. Il se crée une relation nouvelle entre les modes de socialisation, l'expérience vécue et l'action. Une vie séparée de sa forme ne peut pas exister (Agamben, 2002). Les militants expriment une cohérence entre leur mode de vie, leurs pensées et leurs activités, qui s'expliquent en une forme de vie autonome. Les acteurs construisent leur propre réalité : ils fusionnent la réalité quotidienne avec leurs valeurs, leurs idéologies, leurs expériences, leurs symboles. Pour les opposants, c'est une tension entre l'ordre social et l'imagination d'un horizon différent, c'est une résistance – comme ils affirment – contre le système dominant et l'ouverture de futurs possibles. La troisième raison partait du désir de comprendre le développement du phénomène des ZAD. Nous pensions que des facteurs, des variables devaient forcément expliquer ces dynamiques et qu'il fallait évidemment aller chercher au delà du phénomène NIMBY, trop facilement donné comme explication.

Cette thèse tente d'analyser un mouvement d'opposition, qui, à travers une action antagoniste et conflictuelle, produit son agir et son « sens » de l'action ; elle tente d'appréhender les

expériences sensibles et empiriques des individus cherchant à faire basculer l'ordre social institué. Nous voyons à Bure l'émergence d'un mouvement social : des sujets humains qui constatent qu'une certaine situation sociale ne reflète pas leurs modèles culturels et leurs modes de vie et dans laquelle ils ressentent que leur dignité est niée. Les militants structurent alors le mouvement, ils lui donnent forme, pouvoir et organisation, ils sont la charnière qui relie les différents segments qui constituent la base des participants. Les militants échangent et interagissent entre eux, mais aussi avec le mouvement qui représente une minorité de la population, une « minorité active ». Une minorité qui compte car elle possède des caractéristiques spécifiques d'opposition et qui, lorsqu'elle est active, influence les rapports de pouvoir établis, dans une situation sociale particulière et dans un moment particulier d'opposition. Dans le mouvement, le militant estime posséder et il est porteur de différentes compétences qui enrichissent et rendent spéciale sa fonction. Il possède des expériences acquises dans des conflits et des oppositions passés ou actuels ; il exprime des visions et des attentes qui qualifient et définissent, en faisant avancer l'état de la contestation. Le militant organise les activités et les actions, en se rapportant avec spontanéité avec tous les domaines et les perspectives qui assument une valeur politique et sociale. Pour ce faire, il sédimente la continuité (Centro Sociale Askatasuna, 2012).

Les opposants ne détiennent pas les mêmes savoirs et savoir-faire vis-à-vis de la contestation. Les visions du monde et les raisons d'agir ne sont pas les mêmes. Ainsi se créent donc des relations conflictuelles entre les opposants. Cependant le conflit n'est pas une « dysfonction sociale », mais un facteur de socialisation (Simmel, 1989). La lutte a une signification sociologique, car elle produit ou modifie des communautés d'intérêt, organisations et actions collectives. La lutte est une forme d'association et de socialisation. Si chaque action réciproque et mutuelle entre deux ou plusieurs individus constitue une forme d'association, alors, la lutte, qui est une des actions réciproques les plus actives, doit être considérée comme association. Le conflit regroupe tous les sentiments et expressions d'hostilité à la vie sociale soit tous les sentiments de coopération, de solidarité et d'harmonie d'intérêts. C'est-à-dire, cette thèse aborde un conflit organisé collectivement, ouvert, un conflit qui porte à un contre-projet de société. Toutes les sociétés ont été conflictuelles, il ne peut pas y avoir de sociétés non conflictuelles, nous pourrions donc nous aussi désigner la société moderne – notamment les sociétés démocratiques qui prévoient et permettent les conflits même dans les constitutions en le codifiant - comme société conflictuelle, englobant l'ensemble des activités humaines et sociales en même temps qu'elle trace les ruptures qui secouent chacune d'elles.

L'opposition se caractérise par la défense d'une cause spécifique et de plusieurs causes liées à cette dernière, la mobilisation d'acteurs avec des visions du monde différentes et le recours à des modes d'action diverses. Dans le prolongement des travaux identifiant les dispositions et les dimensions historiques, politiques et sociales à l'émergence de l'action contestataire, nous souhaitons nous intéresser aussi aux caractéristiques de l'engagement contestataire et les dispositions qui poussent à l'action. Pour y parvenir nous nous intéressons plus particulièrement aux activités « spectaculaires » comme les manifestations et les actions directes mais aussi à toutes les actions qui font la routine de l'activité militante, les activités quotidiennes à travers une observation directe et compréhensive des représentations et des pratiques des acteurs.

Nous nous intéressons notamment à ce qui se cache derrière la réflexion et l'action des individus ce qui les pousse à l'action dans une situation d'antagonisme. Le monde est façonné par l'action des hommes ; celle-ci ne doit pas être considérée de manière isolée, mais dans les systèmes et les innombrables relations dans lesquelles elle est encapsulée. Elle est ce qu'elle est par la création et le renouvellement des institutions humaines et, par conséquent, elle peut être transformée. L'attention sera portée tant sur les dimensions du conflit, que sur la production « réelle » et « imaginée » d'une alternative possible au monde social ; une spécificité, dont nous montrons tout de même l'impact sur les représentations et les pratiques de l'opposition et de l'occupation.

Or, il est impossible d'étudier les faits sociaux autrement qu'à travers l'action des acteurs sociaux eux-mêmes, c'est-à-dire à travers des acteurs porteurs de sens. Et c'est là que se dessine le défi qui est à l'origine de cette étude : comment peut-on mieux affirmer la capacité à articuler en même temps des résultats précis et des préoccupations et objectifs plus larges ? Il s'agit de proposer des points de référence, de sens, des lignes directrices. Avec les sciences sociales, nous disposons d'une énorme richesse d'outils pour produire des connaissances rigoureuses et fournir à tous les acteurs de la vie collective un point de vue utile pour améliorer leur capacité à penser et à agir en conséquence.

Le cheminement de la thèse

En commençant notre travail de thèse nous étions intéressés surtout par les mobilisations écologistes et le poids que ces mouvements ont dans la société à différents niveaux. Notre

intérêt portait particulièrement sur les mobilisations anti-nucléaire qui, dans les années 1970, étaient une des principales mouvances porteuses d'une recomposition du lien social et politique et des formes d'engagement avec le but d'un renouveau des formes et du sens de cette implication. C'est pour cette raison que notre attention s'est focalisée sur la situation à Bure. Cette réalité pouvait-elle représenter le renouveau d'une mobilisation anti-nucléaire ? Progressivement l'intérêt s'est déplacé vers les individus engagés. En effet, nos lectures en sociologie des mouvements sociaux et sociologie de l'individu ainsi que notre immersion dans le terrain nous ont incité à nous interroger sur la finalité de l'action et sur les visions du monde qui guident l'agir. Plus particulièrement, ces questions nous ont amené à réfléchir sur l'engagement et sur la subjectivation de l'individu au sein du mouvement. La problématique s'est donc précisée au fil du temps.

Afin de répondre à notre problématique, nous articulons notre thèse en 8 chapitres afin d'explorer l'agir et les raisons d'agir des acteurs appartenant à un mouvement contestataire ; la création d'un contre-espace public à travers la réflexion et l'action des individus et leur processus de subjectivation qui les rend capables de regrouper des visions du monde exprimant une résistance – à leur dire – à l'ordre établi et une nouvelle possibilité de changement. Au cours de notre travail d'analyse nous avons constaté qu'une réelle compréhension du phénomène qui nous intéresse devait passer par la prise en compte de plusieurs dimensions. De façon générale, cette thèse s'inscrit autour de ce que fait l'individu, ce qu'il fait de lui-même et des autres, les actions qu'il entreprend, les discours qu'il tient.

Le *premier chapitre* délimite notre objet de recherche qui voit, plus précisément, la « commune de Bure » en étant au cœur de notre étude sociologique. Nous rentrerons ensuite dans le vif du sujet en esquisant l'histoire du conflit à Bure : les événements et les acteurs concernés. Notre volonté est celle de pouvoir mettre en lumière cette réalité effervescente qui fait de Bure un véritable conflit. Nous détaillons à chaque étape les mécanismes qui sous-tendent les visions du monde, la quête de sens et les raisons d'agir de différents acteurs appartenant à la commune. Les visions du monde des sujets concernés comprennent à la fois un pôle statique et un pôle dynamique ; ces deux pôles entrent en relation pour fournir à l'individu des raisons d'agir d'un côté et de l'autre côté une appréhension de ces mêmes raisons. La question toujours plus puissante du traitement des déchets nucléaires se dessine sous nos yeux, une question qui se déploie sur un plan politique et économique extrêmement délicat. Des résistances et des mouvances qui ont une grande influence se manifestent en même temps. Il s'agit d'analyser le potentiel d'agir du cas exemplaire du mouvement de la

commune de Bure, sa capacité à travers l'action de créer et d'organiser un espace public délimité qui sera capable de regrouper des visions du monde exprimant une résistance à l'ordre établi et une nouvelle possibilité de changement. Dans le *deuxième chapitre* nous exposerons les détails de notre propos en formulant la problématique et les six hypothèses qui en découlent. Nous cadrans ensuite notre étude au moyen d'une contextualisation théorique et de la définition des notions et concepts clefs. Nous présenterons un horizon théorique de toutes les thématiques qui d'une façon ou d'une autre témoignent de l'importance de notre sujet et particulièrement de la mobilisation des acteurs dans et pour la société. Le *troisième chapitre* retrace les approches méthodologiques choisies pour la concrétisation de notre étude, notamment les techniques et les outils employés pour la réalisation du travail sur le terrain d'enquête en passant aussi par l'illustration des limites de l'accès au terrain et les difficultés rencontrées. La présente recherche est de type qualitative, conçue dans une perspective compréhensive et dans une démarche inductive. Nos démarches méthodologiques ont été soumises à des adaptations au fil de l'avancement de notre recherche. Une telle flexibilité, ainsi que l'adaptation des méthodes aux nécessités qui émergeaient du terrain, sont des exigences communes de l'approche inductive adoptée. Nous avons ainsi exploité et combiné trois méthodes différentes et techniques de recherche telles que a) les entretiens individuels et collectifs ; b) l'observation participante et c) la collecte des données documentaires. A travers la présentation de notre méthodologie de recherche, nous reviendrons sur la façon dont nous avons construit notre sujet mais aussi sur la façon dont celui-ci a évolué depuis le début de cette thèse. Le *quatrième* chapitre expose une description des différents acteurs qui participent à l'opposition au projet Cigéo, le rôle qu'ils jouent dans la controverse et les relations qu'ils entretiennent. L'opposition est portée notamment dans l'espace public et elle reconnaît une forme de coordination des acteurs qui contribuent à apporter à la contestation diverses ressources. En ce qui concerne la controverse, nous nous retrouvons devant deux parties en lutte, les promoteurs et les opposants au projet qui formulent des argumentations différentes et contraires, des raisonnements divergents. Les acteurs du conflit ont fini forcément par se regrouper dans des unités collectives qui s'opposent entre elles. Ainsi une distinction entre le « nous » et le « vous » s'établit. Le *cinquième* chapitre démontre l'existence dans la commune de Bure de plusieurs niveaux de contestation et de lutte. Deux niveaux que nous appellerons respectivement « concret » et « sentimental-émotionnel ». Nous souhaitons illustrer comme le conflit social pivote autour d'un objet qui peut avoir deux dimensions, une dimension matérielle, celle qui est mise en évidence, et une dimension plutôt symbolique. A cet égard, il s'avère nécessaire de ne pas considérer l'opposition de façon isolée, mais de l'inscrire dans

l'analyse croisée avec d'autres problématiques, afin de permettre de faire ressortir toutes ses dimensions sociales. Le *sixième* chapitre souhaite montrer l'existence d'une réalité hétérogène au sein de la communauté de Bure. Les acteurs montrent une pluralité de profils, de trajectoires, de modes et de mondes sociaux dans lesquels une multitude de visions du monde et raison d'agir s'entremêlent. Souvent l'intensité et les raisons de l'engagement se diversifient fortement d'un individu à l'autre. A cet égard, les opposants ne détiennent pas les mêmes savoirs et savoir-faire vis-à-vis de la contestation. Cette multiplicité de courants et de mouvances fait en sorte que la coexistence donne lieu à des tensions internes : il émerge ainsi un conflit entre subjectivités différentes. Le *septième* chapitre se focalise sur les expériences concrètes de résistance, sur les lieux et les pratiques ainsi que sur les modes de vie alternatifs mis en place au sein de la commune. Les formes et les pratiques à travers lesquelles les militants concrétisent leur résistance sont les occupations et la constitution d'espaces alternatifs. Ces derniers restent des gestes emblématiques, des moyens de lutte et des formes de vie munies d'intensité et de radicalité. Dans les espaces alternatifs, les acteurs essaient de fonder de nouvelles trajectoires pour la vie en société, de nouveaux modes de vie et « mondes-de-la-vie ». Le *huitième* et dernier chapitre aborde les conditions ayant permis l'émergence d'un contre-espace public à Bure. Nous verrons comment le malaise généralisé et la frustration persistante se transforment en pulsions vers l'action, et comment ils deviennent cause de mobilisation et base pour une lutte pour la reconnaissance. Les expériences émotionnelles et les sentiments moraux, qui jusqu'à présent ont été compris uniquement comme la composante affective des conflits sociaux, deviennent le moteur de la mobilisation et la pulsion vers un processus de subjectivation qui concerne les sujets agissants. Nous irons au fond du concept de subjectivité qui permet le développement du potentiel d'agir et ensuite du potentiel de changement, qui se termine avec la création des futurs alternatifs.

Chapitre 1

« Bure partout »

Traiter d'un mouvement d'opposants relève d'une entreprise complexe. Complexe à bien des égards, puisqu'il s'agit d'analyser en profondeur les raisons de la mobilisation dans l'espace public où s'entremêlent diverses et multiples visions du monde, raisons d'agir et subjectivités. La question est surtout celle d'arriver à comprendre les raisons et la finalité de l'action des acteurs qui se sont au fil du temps installés à Bure, en constituant une communauté et qui s'opposent au projet d'enfouissement des déchets nucléaires. Ainsi, la construction de notre objet de recherche est issue des questionnements suivants : pour quelles raisons les opposants s'installent-ils à Bure ? Pourquoi et comment sont-ils individuellement et collectivement investis dans cette contestation ? De plus, quels termes adopter pour qualifier ce qui *est* et ce qui *se passe* à Bure ? L'étude ne prétend pas produire une sociographie des opposants sur le territoire en lutte, ou se faire le porte-parole de ces derniers ; et elle n'aspire pas non plus à définir les logiques et les raisons du conflit entre les promoteurs du projet Cigéo et les opposants au centre d'enfouissement. Bure... est bien plus que cela !

Notre volonté est celle d'approfondir notre regard sur l'expérience sensible d'un mouvement et en particulier sur le vécu subjectif de ses acteurs. Nous proposons ainsi d'appréhender de l'*intérieur* les vécus des acteurs et leurs actions et de réfléchir à un mouvement d'opposition, qui, à travers une action antagoniste et conflictuelle, produit son agir et son « sens » de l'action.

1.1 La « commune de Bure » comme objet de la recherche

La contestation au centre de stockage des déchets nucléaires à Bure engendre un mouvement d'opposition, une unité collective réelle, une organisation sociale, directement observable et basée sur des conduites et des attitudes collectives continues et actives : « la commune

d'opposants ». « Les gravitantes de Bure : ceux qui vivent, passent [...] souvent à Bure »⁷, à savoir, tous les militants engagés qui se sont installés à Bure et aux alentours, d'une manière ou d'une autre, pour s'opposer au projet d'enfouissement de déchets nucléaires. Les opposants partagent une finalité commune à atteindre, une unité d'attitudes, des travaux et des comportements, qui constituent un cadre social structurable. Ils représentent un microcosme de sociabilité et de visions du monde hétérogènes : un groupe qui reste fractionné et morcelé en son sein mais qui se montre fusionné et consolidé en le regardant de l'extérieur. Nous décrivons les individus sous un terme unique mais pour leur donner une pluralité.

La commune des opposants est un regroupement composé principalement par des jeunes⁸ qui, comme nous le verrons plus tard, « réutilisent » la protestation pour des activités sociales, culturelles et surtout politiques⁹. Les protagonistes se distinguent dans leurs orientations, dans leurs relations avec les institutions, dans leurs objectifs, etc. La commune se caractérise par le fait qu'elle se présente en tant qu'organisation collective autonome, même si le phénomène reste complexe et contradictoire ; à cet égard, il défie, en effet, toute définition univoque.

L'« autogestion » et l'« occupation » en tant que méthodes et garanties d'autonomie restent des dénominateurs communs, mais les implications de ces derniers sont également discutables :

« notre force collective se construit dans l'entremêlement des individualités et non dans leur additions bêtement quantitative. Nulle personne seule ne saurait porter et représenter toutes nos paroles, car nous sommes multiples, à plusieurs voix, plusieurs visages et mille idées. Nous vivons là, nous luttons là, nous sommes par conséquent les plus à même de porter notre parole, anticapitaliste et anti-autoritaire ! Nous n'avons pas besoin de porte-voix, l'amplification de notre mobilisation se fait dans la diffusion et l'échange de nos idées et non dans leur massification par le biais d'un porte-parolat charismatique (Aumenier, 2019, p.143-144) ».

Parler d'une « commune » d'opposants à Bure, pour nous, signifie attirer l'attention sur des expériences diverses. Le terme indique à la fois les protagonistes et leur méthode de mise en œuvre de différentes pratiques et de la contestation. Au cours de l'analyse¹⁰, nous nous

⁷ <https://bureburebure.info/groupe/>.

⁸ Les protagonistes de la commune de Bure ont entre vingt et trente-cinq ans.

⁹ La ligne spécifique du groupe est définie par des assemblées autogérées, tenues régulièrement par les protagonistes (sans récurrence particulière), où les questions théoriques sont discutées, les activités internes et externes sont planifiées et les méthodes d'autofinancement sont étudiées.

¹⁰ L'analyse utilise des données produites par une période prolongée d'observation participante (présence sur place, aux réunions, aux activités, aux manifestations et interviews avec les protagonistes), des informations provenant d'Internet (articles des journaux en ligne, publications sur

concentrons sur la façon dont les habitants de la commune conçoivent l'occupation et leur rapport à la contestation. L'hétérogénéité des expériences ne peut être résumée de manière adéquate par une seule définition théorique, ni réduite à des identités spécifiques, tant en termes de subjectivité des protagonistes que de caractéristiques physiques de l'espace occupé.

La contestation à Bure engendre ainsi des regroupements sur des bases spatiales. Le conflit prend forme à travers l'engagement des opposants sur le territoire. Un nouveau territoire se constitue : un « territoire en lutte ». La réflexivité et les actions des opposants à l'égard de la lutte « contre le projet Cigéo et son monde » modèlent l'organisation spatiale du territoire. La commune des opposants à Bure s'enracine dans des lieux réels qui, à leur tour, sont profondément pénétrés et transformés par l'agir humain. Ces espaces communs permettent l'unité des enjeux du conflit : les militants, qui s'opposent pour avoir le contrôle sur les mêmes ressources et sur les mêmes valeurs, reconnaissent leurs rôles et leur autonomie à l'intérieur de ce champ d'action. Trois groupes d'acteurs appartenant à la commune d'opposants à Bure se forment sur le territoire et ils se situent, sur trois lieux de lutte différents.

*La Maison de Résistance à la poubelle nucléaire*¹¹ est le lieu de convergence de cette commune : c'est une vieille ferme transformée en « espace ouvert » dont l'organisation est confiée aux habitants eux-mêmes ; un lieu de regroupement d'activistes aux trajectoires variées, un lieu de convergence de militants qui se rejoignent autour du refus de l'implantation du site d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure et autour d'une critique anticapitaliste et antiétatique. Achetée en 2004 à l'aide des anti-nucléaires allemands, elle est gérée par le collectif Bure Zone Libre (BZL)¹² et par l'association Réseau Sortir du Nucléaire. Les deux associations possèdent la Maison à travers un contrat de société (SCI), grâce auquel elles partagent le bien immobilier, BZL détient 60% des parts et Réseau Sortir du Nucléaire 40%.

Initialement personne n'y habite, elle n'est ouverte que quelques heures par jour et quelques mois par an. Au fil du temps des militants ont commencé à s'installer. A présent, la Maison

des blogs, etc.) du matériel auto-produit (comme des tracts, des dépliants, etc.). Pour plus de détails cf. chapitre 2.

¹¹ Pour des raisons de lisibilité, dorénavant nous nous y référerons avec l'expression « la Maison ». Ainsi elle est appelée ainsi par les opposants eux-mêmes.

¹² Bure Zone Libre est une association antinucléaire spécifiquement concentrée sur l'opposition au projet Cigéo mais elle assure également son soutien à de nombreuses luttes nationales et internationales.

est ouverte en permanence et il y a toujours des militants installés qui l'habitent et la gèrent ; même si une règle interne détermine que la durée maximale possible pour rester sur place est de deux ans.

Sa particularité est, avant tout, de permettre la présence régulière d'opposants sur le territoire de la commune de Bure, mais aussi de montrer à l'opinion publique l'existence d'une résistance constante sur le territoire. Elle accueille également les journalistes, les visiteurs d'un jour et/ou ceux qui veulent s'installer plus longuement sur la commune. La vie en collectivité et l'autogestion sont les fondements de la Maison, elles témoignent d'une résistance face à l'ordre établi et de l'expérience/expérimentation d'une alternative à celui-ci :

« la Maison de Résistance a pour principaux objectifs d'expérimenter de manières de s'organiser et de vivre ensemble, en autogestion et de façon horizontale » Page d'accueil de la Maison de Résistance¹³.

Les modalités d'organisation et les pratiques mises en place à la Maison sont propres au monde du « milieu autonome », dans lequel pratique et réflexion sont déterminées par des modes de gestion anticapitalistes et révolutionnaires, afin de pouvoir changer et renouveler les avenir et le monde existant (Gottraux, 1997). C'est bien ce que les opposants « prétendent » mettre en place. Habiter devient un élément déterminant de la lutte contre le projet Cigéo et son monde. En ce sens, la Maison représente un lieu collectif de lutte contre les structures du système établi et reflète un projet « alternatif » à la société existante :

« ce qui nous amène tous à la Maison est le refus et la lutte contre l'autoritarisme, le capitalisme. Ce sont des principes que nous partageons collectivement et en autogestion » (Entretien avec Manon, Maison de Résistance, février 2017).

La Maison est avant tout le principal lieu de rencontre des militants, le cœur battant de la résistance contre le projet Cigéo ; le lieu d'abordage pour tous ceux qui veulent connaître en profondeur le mouvement et la contestation. Entrer à la Maison signifie s'immerger instantanément dans « Bure qui lutte », dans une atmosphère de convivialité et de réflexion, former son esprit aux pratiques du conflit, à l'analyse des orientations politiques du mouvement, à la narration des luttes présentes et passées. Les murs de la Maison parlent : ils sont une mémoire historique qui témoigne des diverses phases de la contestation. Pour toutes ces raisons, entrer et séjourner à la Maison et faire connaissance avec ses habitants est la

¹³ <http://burezoneblog.over-blog.com/>

meilleure façon de connaître le mouvement et son combat, mais aussi un passage essentiellement obligatoire pour tous les militants qui souhaitent rejoindre la lutte. L'état d'esprit des habitants est accueillant mais peu chaleureux, nous sommes les bienvenus mais certaines attitudes (propres au milieu autonome) sont attendues et il faut « se débrouiller » tous seuls : personne n'indiquera où il y a de la place pour dormir dans le sleeping ou ce qu'il faut faire. Le lieu militant qui se crée à la Maison se présente comme hautement normatif : il faut respecter des règles précises (explicites ou tacites) de cohabitation et de coexistence¹⁴. Loin de ce que l'on pourrait s'imaginer dans des milieux « antiautoritaires et anticapitalistes » des jeux de pouvoir et une « hiérarchie silencieuse » font partie du fonctionnement intrinsèque : une ou plusieurs personnalités se configurent comme point de repère pour la gestion de la Maison et pour la gestion des projets, d'activités et d'actions, même si, comme on le verra par la suite, le net refus de toute forme hiérarchique, de pouvoir et d'autorité est revendiqué comme un des principes fondamentaux.

En rentrant on arrive directement dans la cuisine, la base logistique du mouvement : une grande table avec tout et n'importe quoi : quelque chose à manger, du matériel pour la prochaine manifestation, des plantes, des chats, des livres, etc. des affiches collées partout appellent à l'autodéfense de l'armée féministe, la lutte antisexiste, un festival queer, etc.

Les chambres voisines abritent d'un côté un salon avec une petite bibliothèque, de l'autre côté une salle informatique, des bureaux. La grange, l'atelier et la salle multi-activité à côté offrent un autre grand soutien logistique aux projets des militants. Tout en haut de la grange le « sleeping », un dortoir avec des matelas mis à disposition de tous.

La maison est un repère mythique. Pour « Sortir du nucléaire » par exemple, elle :

« est l'unique maison antinucléaire de France, qui prend place dans un bâtiment impressionnant par ses proportions et presque mythique par sa rusticité ! C'est un lieu désormais chargé d'histoire car sauvé de la ruine à la force du poignet, situé sur le lieu même de son combat, et fréquenté par des militants de toute la France, d'Allemagne et d'ailleurs »¹⁵.

Une autre maison collective plus petite a été achetée en février 2018 : l'Affranchie. Elle se situe à Mandres-en-Barrois, à 3 km de Bure, du laboratoire de l'Andra, et du bois Lejuc. L'Affranchie n'est pas reliée à l'eau courante mais des approvisionnements sont

¹⁴ Pour connaître les règles de cohabitation il faut s'adresser directement aux initiés ou suivre ce que les autres font.

¹⁵ Présentation de la maison de Bure par le site Réseau Sortir du nucléaire, <https://www.sortirdunucleaire.org/Presentation-de-la-maison-de-Bure>.

fait régulièrement¹⁶, les pièces principales de vie ne sont pas éclairées la nuit. L'Affranchie a de nombreux sleepings, une énorme grange et un jardin.

Laurent Beauguitte (2019) nous explique comme l'utilisation de pseudonymes à Bure est un invariant des ZAD utilisé aussi comme mesure de protection contre les forces de police. De même Geneviève Pruvost (2015) affirme que « personne ne vous demande d'où vous venez, pourquoi vous êtes là, ni même comment vous vous appelez » :

« depuis plusieurs années, les volontaires de la Maison de Résistance ont vu certains d'entre eux s'installer aux environs et drainer à Bure des solidarités qui ont peu à peu contribué à tisser un réseau de soutiens militants, agricoles, artistiques, logistiques à 10, 30 ou 60 kilomètres » Vmc.camp (2017, 2 janvier).

Le bois Lejuc (220 hectares) dans la forêt de Mandres-en-Barrois, situé au nord à quelques kilomètres de Bure, est aussi symbole de l'opposition au projet d'enfouissement ; lieu stratégique tant pour les promoteurs que pour les opposants. En été 2016 l'Andra entreprend des travaux préparatoires de déboisement et de creusement dans la petite forêt avec la perspective d'y implanter des installations de cheminées d'aération du projet Cigéo. Des opposants décident d'occuper le lieu afin d'empêcher la réalisation des travaux de construction de plusieurs galeries indispensables à la poursuite du chantier. D'une première occupation organisée derrière un baraquement fait de cagettes en bois et des postes de contrôle faits de matériaux de récupération, l'occupation se structure de plus en plus par la construction de vigies bloquant l'entrée à la forêt et des cabanes éparpillées dans le bois et élevées dans les arbres :

«[...] l'occupation de la forêt se pérennise. Un habitant « Sven Lindstrom » déclare habiter cette forêt » affirment les opposants dans une description du bois Lejuc sur le site bureburebure.info¹⁷.

Dans le bois occupé illégalement les opposants s'inspirent de la « zone à défendre » (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes, tout en préférant le terme de « zone d'insoumission à la radioactivité » (ZIRA¹⁸). La période de trois semaines, de juin 2016 au 7 juillet 2016, concerne l'intervalle qui marque la première occupation. Une deuxième occupation durant

¹⁶ En raison de cela, l'Affranchie reste dépendant de la Maison de Résistance.

¹⁷ <https://bureburebure.info/le-bois-lejuc/>.

¹⁸ En 2009 l'Andra publie un rapport relatif à une zone voisine de 30km² environ, appelée « Zone d'intérêt pour la Reconnaissance Approfondie (Zira) » pour y poursuivre l'étude d'un centre de stockage souterrain.

mi-juillet 2016 cesse au bout de trois jours suite à des conflits entre opposants, puis la troisième occupation s'est poursuivie du 15 août 2016 jusqu'au 22 février 2018 lorsque la zone a été évacuée par la police.

« L'occupation joue le premier rôle, elle est la marque de fabrique des zones à défendre, à la fois un préalable et le rouage central de ce dispositif d'action. Il ne s'agit pas d'une occupation ponctuelle, temporaire, à l'occasion d'une action militante, comme on en a connu dans d'autres conflits d'aménagement ces dernières années, mais d'une occupation permanente, jour et nuit, pendant des mois ou des années, jusqu'à ce que le conflit prenne fin avec l'abandon du projet ou l'évacuation de la ZAD par les forces de l'ordre. Son rôle est d'empêcher le démarrage matériel du chantier, donc la poursuite du processus d'aménagement » (Subra, 2017).

Le bois est occupé à nouveau une troisième fois depuis le 18 juillet 2019. De nombreuses personnes ont réinvesti ce lieu au sol comme dans les arbres pour réaffirmer leur opposition au projet du centre d'enfouissement de déchets radioactifs Cigéo, au nucléaire et à son monde, industriel, militaire, colonial, ont expliqué les opposants :

« Nous expulser c'est nous faire revenir plus nombreux, nous interdire le territoire c'est renforcer notre conviction à rester, nous réprimer c'est décupler notre détermination à lutter ! Chaque coup porté, a rendu plus visible la lutte de Bure et nous a rapproché d'autres territoires et terrains de lutte »¹⁹.

La ZIRA de Bure se caractérise comme une autre forme d'opposition que la Maison de Résistance. L'occupation du bois est déjà en soi une action directe de l'opposition sur le territoire. L'opposition au projet et la volonté d'un changement sont vécues intensément au bois Lejuc : sur la zone occupée des différents modes de vie, des différents liens au territoire s'expérimentent. Les occupants du bois, « les hiboux », investissent cette forme hybride d'habitat, cette volonté de réappropriation du territoire, d'un engagement très fort. « On ne veut pas faire de la forêt une place forte, mais une place de village » (D'Allens et Fuori, 2017, p.112). Les hiboux mènent une vie de camp autogérée en forêt : ils se chargent de mettre en place des chantiers pour la construction des douches solaires, des barricades, cabanes pour les discussions collectives, où ils organisent des ateliers et des auto-formations (grimpe, déplacements collectifs, actions anti-contrôle policiers, assemblées sur les perspectives des luttes autonomes en France et ailleurs).

¹⁹ Vmc.camp (2017, 28 avril). Expulsables mais pas expulsé.e.s. [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 27 novembre 2019 sur <https://web.archive.org/web/20170616205218/http://vmc.camp/2017/04/28/expulsables-mais-pas-expulse-e-s/#more-5357> .

Occuper le bois veut dire s'impliquer intensément et de manière totale dans la lutte : les conditions de vie, étant assez difficiles surtout en hiver, entraînent une sélection importante. Habituellement les militants qui habitent le bois sont entre 20 et 40 personnes pendant la période estivale, pour arriver jusqu'à 3 ou 5 personnes dans la période hivernale :

« [...] et de quelle liberté ont pu être inspirés les occupant-e-s du Bois Lejuc en juin 2016 et autres chouettes de Bure ? La sensation fugace d'être au monde ! Le plaisir de vivre dans la forêt, de lutter ensemble, de sentir le contact avec l'humus en écoutant le concert de la grive musicienne, des pouillots véloces ...Walden ou la vie dans les bois et la résistance aussi à l'occupant nucléocrate ! »²⁰.

Nous pourrions distinguer trois catégories d'occupants : les jeunes qui occupent en permanence et qui ont fait de la petite forêt leur lieu de vie. Ils ne fréquentent pas souvent la Maison, juste occasionnellement :

« ici on vit intensément chaque jour, il y a un an je ne pensais pas du tout pouvoir passer une nuit dans le froid. Je ne vais pas trop souvent à la Maison, juste parfois pour prendre une douche. (Entretien avec Sophie, Bois Lejuc, novembre 2017).

Les jeunes habitants de la Maison, lesquels s'organisent de manière intermittente pour garantir une permanence au bois ; enfin, des jeunes occasionnels (dont certains sont devenus au fil du temps des habitants permanents) qui arrivent au bois de temps en temps et qui cheminent de cabane en cabane pour vivre l'expérience de l'occupation et de la lutte et ils y séjournent quelques jours ou quelques semaines. Comme aussi pour les opposants habitants de la Maison, le ZIRAdiéEs du bois Lejuc utilisent des pseudonymes comme mesure de protection contre les forces de police et ils cachent leur provenance : l'importance est donnée au savoir faire plutôt qu'à l'identité sociale, à leur avis, imposée par un Etat qui domine.

Depuis 2010, des opposants qui auparavant étaient des habitants de la Maison de Résistance ont multiplié les achats de maisons et/ou des fermes dans les communes proches (notamment à Saudron et Mandres-en-Barrois) afin de pouvoir s'installer de manière permanente dans les villages autour de Bure. Cela leur a permis, d'un côté de

²⁰ Vmc.camp (2017, 15 novembre) [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 16 mars 2019 <https://vmc.camp/2017/11/15/mon-tier-en-der-ou-le-monde-derriere-lobjectif/>.

devenir électeurs lors de consultations²¹ et de l'autre côté, de montrer une forte volonté de faire revivre un territoire. La volonté est celle de s'implanter sur la durée :

« BZL a fait des petits. [...] Julien, arrivée en 2011, retape sa maison et travaille comme cantonnier pour une commune voisine. Marion, arrivée en 2014, s'implique dans la vie culturelle locale, organise des concerts. Marie, arrivée en 2011, s'investit dans le théâtre, transforme la grange de la maison qu'elle a rachetée en salle de spectacle, fait des ateliers pour enfants dans les écoles » (D'Allens et Fuori, 2017, p.106 - 107).

Des nouveaux liens se développent et s'amplifient autour de Bure, conformes au souhait de s'implanter, de s'enraciner et de faire revivre le territoire :

« un contre-espace latent, maillé de lieux amis, entremêlé de coups de main et de coup à boire, prêt à surgir, en puissance. C'est ce ferment qui a nourri un tournant décisif de la lutte dans les dernières années » (D'Allens, Fuori, 2017, p.106 - 107).

Ces implantations sont, de même, bien vues par les militants locaux, qui voient leur contestation se renforcer au fur et à mesure :

« L'Andra veut enfouir les déchets en Meuse et Haute Marne parce que ce sont des régions sinistrées d'un point de vue économique et agricole. Il n'y a pas de tourisme, peu de monde habite dans la Meuse, les autorités ont donc pensé que le projet allait se faire. Depuis là des personnes se sont mobilisées et des entreprises s'y sont installées ce qui a pu relancer la dynamique de la région. Des jeunes viennent également habiter dans la région, ils ont des projets comme l'artisanat ou l'élevage. Le fait de parler du projet Cigéo a permis de faire connaître Bure et de relancer la dynamique de la région alors qu'avant il y avait peu de monde qui vivait là-bas, à part les militants » (Entretien avec Vincent, militant dans l'association Criirad, janvier 2019).

1.1.1 Un regroupement en perpétuel effervescence

Les protagonistes de la commune d'opposants sont des « minorités actives », en perpétuel ferment, qui se recueillent et se mobilisent à Bure. Des acteurs et des groupes sociaux très variés se rallient dans l'opposition contre le projet de stockage des déchets nucléaires. Souvent l'intensité et les raisons de l'engagement se diversifient fortement d'un individu à

²¹ Il faut souligner comme ces petites communes ne comptent que quelques dizaines d'habitants, c'est pour cette raison que leur vote pourrait être déterminant.

l'autre. Il en résulte que ces minorités actives peuvent – souvent – entrer en conflit entre elles. Quelqu'un peut s'associer à la lutte du territoire parce qu'il y est né ou pour manifester son soutien aux populations concernées. Quelqu'un, particulièrement sensible à la lutte anti-nucléaire, peut adhérer au mouvement, en s'orientant vers l'interruption des programmes pour l'intensification de l'utilisation de l'énergie nucléaire déclenchés au début des années 1970 conjointement à l'arrêt des toutes les centrales nucléaires en fonctionnement. Il y en a qui viennent à Bure parce qu'ils s'opposent au pouvoir de la technocratie, à plusieurs origines et causes de la domination et de l'oppression. D'autres vivent l'opposition comme la matérialisation d'une utopie expérimentale, d'une autre manière de vivre : une vie autonome et alternative.

Une minorité active affirme ses propres opinions et convictions dans l'espace public en proposant ses propres finalités comme solution et alternative. Les critères utilisés pour définir la minorité peuvent être à la fois subjectifs et objectifs. La minorité ne se détache pas complètement de la majorité, afin de pouvoir avancer ses points de vue, qui devront suppléer et succéder aux points de vue dominants, de la majorité. Minorité et majorité finissent par s'influencer l'une et l'autre. Les minorités qui se chargent de « convertir » les majorités ont une tâche très lourde : elles doivent réussir à les convaincre de remettre en cause des points de vue largement partagés, en utilisant un travail cognitif exigeant (Pareto, 1916 ; Moscovici, 1996 ; Garzia, 2013). En agissant dans l'espace public, les minorités actives produisent des espaces « particuliers » et « alternatifs » à celui-ci, où elles peuvent exprimer leur critique, leur refus. Dans ces conditions, à travers leur potentiel d'agir, elles proposent des solutions autres, des alternatives, en ramenant en elles-mêmes un potentiel de changement. Elles structurent et développent des nouvelles idées et des nouvelles manières de vivre et voir le monde : les minorités actives jouent un rôle important d'agent novateur (Moscovici, 1996).

Le pouvoir d'attraction des minorités est fortement conditionné par leur crédibilité, qui repose sur l'adoption de styles de comportement unitaires et cohérents. Pour cette raison, si une position montre des fractures internes et des divergences, ou des fluctuations de pensée dans le temps, son impact tend à s'affaiblir. Au contraire, une position qui montre un caractère unitaire et un maintien indépendant de l'évolution des circonstances, peut inciter d'autres personnes à considérer sérieusement le point de vue proposé. Une position assez ferme et précise fournit l'information sur le point de vue de la minorité elle-même, ce qui la rend perceptible comme déterminée et sûre. Les minorités stimulent une pensée divergente dans la société, ce qui incite les acteurs à considérer les problèmes d'un point de vue différent de celui qui les domine. C'est précisément ce qui explique le potentiel d'innovation de la pensée

minoritaire. L'innovation est l'introduction de nouvelles idées et de nouveaux modes de pensée ou de comportement, ou la modification des représentations et solutions antérieures. Tout tourne autour du « conflit cognitif » (Roccatto et Mannarini, 2012, p.144) qui survient lorsque les gens doivent considérer une opinion par opposition à celles qui sont largement partagées. Dans une première phase, la réaction est typiquement celle du rejet : le message est rejeté comme faux, déformé, non fondé, irrationnel, etc. Cependant, si les acteurs de la protestation continuent à transmettre leurs messages avec constance et créativité, le conflit cognitif vécu par ceux qui choisissent de s'exposer à des communications minoritaires peut s'intensifier, l'incertitude et le doute peuvent croître et cela peut pousser ceux qui n'acceptent pas d'aborder les questions soulevées par leurs opposants et de discuter le contenu qu'ils proposent, à s'engager dans un processus d'élaboration cognitive plutôt complexe. Se confronter à ceux qui appuient les positions minoritaires peut amener à penser, et non pas à tenir pour acquis que les choses sont réellement ce que la plupart croit être, à approfondir les connaissances en la matière, à explorer des alternatives.

Quels sont les mécanismes par lesquels les acteurs collectifs qui mènent des luttes symboliques se transforment en minorités actives agissantes, devenant ainsi des acteurs capables d'affirmer leur propre vision de la réalité et d'attirer le consensus ? Roccatto et Mannarini (2012) nous donnent une première réponse. Ils expliquent que le concept de minorité aussi bien que celui de majorité est un concept relatif et non absolu ; de plus, il n'est pas seulement défini par le paramètre numérique, mais par la référence aux normes, principes, visions du monde. En effet, le caractère lié au « nomos » est le premier et peut-être l'élément le plus important qui fait d'une minorité un acteur actif dans les relations sociales. De quelles normes s'agit-il ? Ce sont typiquement des normes « hétérodoxes », différentes de celles qui dominent un système social. Par exemple, les mouvements de protestation deviennent « contronormatifs » quand ils font appel à des modèles de croissance sociale et économique différents de ceux du libéralisme dominant, ou quand ils affirment des revendications démocratiques fondées sur des principes différents de ceux de la représentation. Un autre trait distinctif des minorités est leur visibilité et leur reconnaissance sociale, qui sont essentielles si l'on veut engager un processus d'influence ; elles utilisent des stratégies de communication pour diffuser leurs raisons. Le terrain discursif, à cet égard, l'un des domaines sur lesquels les mouvements de protestation ont l'initiative et le contrôle, est utilisé pour gagner de l'espace dans l'arène publique.

1.1.2 Des conduites et des attitudes collectives

Dans l'espace public et dans la vie sociale, on peut rencontrer partout des systèmes collectifs plus ou moins organisés. Les regroupements inscrits dans la réalité sociale sont, parfois, des expressions assez difficiles à saisir dans leur intégralité et à peine accessibles pour une analyse. En abordant notre objet d'étude, nous nous sommes tout d'abord efforcés de poser notre attention sur une des caractéristiques les plus importantes des regroupements : les comportements plus ou moins répétitifs et la manière qu'ils adoptent pour « être en société ». Les conduites collectives des protagonistes de la commune d'opposants présentent une certaine régularité dans la mesure dans laquelle elles sont organisées. A ce titre, selon Georges Gurvitch (1950) on peut distinguer : a) les conduites collectives rituelles et procédurières fondées sur des traditions ; b) les conduites collectives en tant que pratiques, mœurs, routines ou genres de vie, qui sont beaucoup plus souples que les conduites rituelles et qu'on pourrait qualifier sous le terme de « folklore » ; c) les conduites collectives en tant que modes et engouements, fluides et inconstants, dont les modèles ne sont pas liés à la coutume ou à l'habitude, mais sont constamment renouvelés ; d) les conduites collectives qui tiennent en échec les modèles, qui sont insubordonnées, inattendues, irrégulières, non-conformistes, résistantes. A cet égard, nous pourrions affirmer que la commune de Bure est un regroupement qui se fonde plutôt sur des conduites collectives en tant que modes et engouements fluides et inconstants et sur des conduites non-conformistes, irrégulières qui tiennent en échec les modèles établis. Dans leur façon d'agir et de s'exprimer ils essayent de freiner les « anciens » – à leur dire – modèles de la société.

La commune d'opposants à Bure se fonde sur la spontanéité même si elle présente souvent à la fois des routines et des mœurs établies. Nous pourrions la désigner en tant que groupe partiellement organisé, limité dans le temps mais qui n'échappe pas à une certaine ritualisation, c'est-à-dire, à des manières de faire et d'être qui se répètent de façon cadencée. Henri Mendras (1975) affirme que dans nos sociétés différenciées, chaque groupe a ses propres normes, ses propres valeurs, ses propres rituels, qui, de plus, sont constamment modifiés par le changement permanent de la société dans son ensemble. Mary Douglas, pour sa part, ouvre le champ rituel en intégrant toutes les actions, les gestes qu'elle appelle des actes symboliques et en reconnaissant qu'il existe des rituels en dehors du religieux, une réalité qui peut s'expliquer par le fait que nos expériences se déroulent dans des domaines

distincts et circonscrits (Segalen, 1988). A ce titre, nous pourrions voir comme la commune d'opposants à Bure a ses propres « rites et ritualisations » : ils organisent, de manière cadencée, des assemblées générales et/ou des manifestations, ils s'habillent d'une certaine manière, ils utilisent des expressions typiques d'un certain milieu, ils s'approprient certaines pratiques d'actions, et un certain type d'idéologies précises, etc.

Tout cela sert à s'opposer à la société existante et à s'opposer à d'autres groupes appartenant à cette dernière. Des nouveaux modes de vie se façonnent, en rupture avec les modèles de l'ordre établi. Tous ces comportements et ces conduites s'enchevêtrent : le regroupement structure une communauté, mais sous la forme d'une confédération de petits groupes plus ou moins influents. Nous sommes face à une intrication de rôles, de capacités, de volontés de faire. De ce fait, nous pourrions affirmer qu'une unité cohérente entre les opposants ne se structure pas toujours, comme cela pourrait paraître en regardant la commune de l'extérieur. Les différents rôles sociaux qu'un individu, un Nous, un groupe, sont amenés à jouer ne sont pas toujours harmonisés, intégrés dans une unité cohérente ; ils sont toujours complexes et s'interpénètrent les uns avec les autres.

Jusqu'à maintenant nous avons parlé des conduites collectives (ce que la commune fait et comment les opposants se rapportent les uns aux autres) et ici nous voulons nous arrêter progressivement sur un palier plus profond, sur les attitudes individuelles et collectives, sur les raisons d'être. Avec les attitudes nous nous confrontons à la spontanéité. Selon Gurvitch (1950), ce sont les attitudes collectives qui ouvrent la série de couches en profondeur dont l'ensemble forme l'infrastructure proprement spontanée du social. Ce sont des dispositions qui poussent les groupes, les Nous à l'intérieur des groupes et les sociétés entières à réagir communément, à se conduire d'une certaine façon et à assumer des rôles sociaux particuliers. Les attitudes collectives sont un domaine insaisissable de cette réalité car comme pour la commune de Bure, elle n'est pas une réalité définitive et persistante à long terme, mais plutôt à court terme. La commune ne reflète pas des comportements collectifs préétablis, ordonnés, hiérarchisés, centralisés selon certains modèles conçus et fixés à l'avance dans des schémas plus ou moins rigides. A Bure, on trouve des conduites effervescentes, innovantes et créatrices – au moins, les protagonistes estiment avoir toutes ces caractéristiques et « si les hommes définissent une situation comme réelle, elle sera réelle dans ses conséquences » affirmait W.I. Thomas (1928)²².

²² Voir, à ce titre, la discussion sur la prophétie autoréalisatrice dans R. K. Merton (*Social Theory and Social Structure*, 1949). Dans le chapitre XI Merton, partant du théorème de Thomas, argumente sur « les opinions et la réalité sociale, les vertus de son propre groupe et les vices du groupe extérieur, les

Or, nous observons la réalité effervescente de la commune : des groupements qui sont en perpétuel ferment, tantôt innovateurs, tantôt créateurs. Ces conduites se font toujours en petits groupes, des minorités actives agissantes qui remettent en question la réalité sociale. Ces minorités actives innover, inventent, créent. Lorsque la part de l'imprévu, de l'imprévisible dans la conduite collective atteint son maximum, nous sommes confrontés à une conduite collective en ébullition, innovante, créative. Nous sommes confrontés à des comportements qui non seulement ne tiennent pas compte des modèles et symboles sociaux plus ou moins cristallisés, généralisés et standardisés, mais qui les compromettent, les brisent, les renversent, les annulent, pour les remplacer par leurs propres œuvres. Ce qui a déjà été fait n'arrête pas leur élan, mais les pousse en revanche vers ce qui doit être fait et ce qui doit être fait à nouveau. Ces comportements collectifs innover, inventent, car ils bouleversent la hiérarchie établie des modèles, des rôles et symboles, qui modifient leurs significations pour leur en donner de nouvelles significations et inattendues, qui annulent leur validité, inventant de nouvelles combinaisons, et provoquant la transfiguration des attitudes collectives elles-mêmes. Ces conduites collectives sont créatrices dans la mesure où elles parviennent à constituer de nouvelles interactions, à provoquer des attitudes collectives inattendues, à ouvrir la voie à des idées et des valeurs collectives encore non vécues ou conçues. Dans tous ces cas, il s'agit de la pénétration de différents degrés de la liberté humaine, collective et individuelle, dans le rouage même de la réalité sociale. Cependant, comme témoigne Gurvitch, on commettrait une grave erreur d'analyse, en croyant que les conduites collectives en effervescence, innovantes et créatives n'ont un rôle que dans des circonstances assez exceptionnelles, dans lesquelles leur intensité est incontestablement maximale. Leur présence existe à chaque instant de l'existence de la réalité sociale ; elles se manifestent différemment et participent en tant qu'élément constitutif de chaque phénomène social total. Sur les conduites collectives se fonde une lutte entre une vision du monde plus « statique » et une autre plus « dynamique », entre un sentiment lié à ce qui est acquis et certain, visible et une attitude plus tournée vers l'après et le futur, vers une nouvelle acquisition ; une lutte qui comme beaucoup d'autres, caractérise toute réalité sociale. En fait, dans chaque société et dans chaque groupe particulier, à chaque moment de leur existence il y a un drame entre les

fonctions et dysfonctionnements sociaux, la mise en œuvre des changements institutionnels ». Nous rappelons que Thomas a tenté d'identifier les désirs fondamentaux qui animent les comportements, en identifiant quatre d'entre eux : désir de reconnaissance, de réponse, de nouvelles expériences, de sécurité. Il en a discuté largement dans les chapitre I et II dans *The Unadjusted Girl* (1923).

forces conservatrices et innovantes, entre néophobie et néophilie, ou plus directement entre la « révolution permanente » et la contre-révolution non moins permanente.

Les attitudes des opposants de la commune de Bure sont fluctuantes et persistantes, inattendues et prévisibles, c'est précisément la condition de ces groupes. Les attitudes ne peuvent être détachées des phénomènes sociaux qui les entourent (qui se manifestent sur les trois échelles : Nous, groupes, société). L'attitude a plusieurs aspects, puisqu'elle implique à la fois le « moi », le « Nous », l'autre, les groupes et la société ; comme nous l'avons dit, elle constitue un véritable ensemble social et le mental n'en est qu'un aspect.

Ces conduites peuvent être définies plus précisément comme des ensembles ou des configurations sociales (souvent plutôt virtuelles que concrètes), qui impliquent une mentalité et, en particulier, des préférences et des répugnances affectives, des prédispositions aux comportements et aux réactions, des tendances à assumer des rôles sociaux précis, un caractère collectif, enfin un cadre social dans lequel des échelles de valeurs particulières sont acceptées ou rejetées et dans lequel les symboles sociaux se manifestent. Le symbolisme se révèle partout à Bure ; avec le symbole la réalité sociale est consolidée. Les symboles sociaux peuvent être principalement intellectuels, émotionnellement dominants, principalement actifs et volontaires ; en d'autres termes, la sphère symbolique est essentiellement ambiguë et, pour cette raison, essentiellement sociale et humaine. Les mentalités et les consciences, tant collectives qu'individuelles, utilisent un vaste appareil symbolique (classe III^e des résidus parétiens : besoin de manifester ses propres sentiments par des actes extérieurs). Chaque symbole social a deux pôles : d'une part, il est le signe d'une espèce particulière, d'autre part, il est un instrument de participation. Les symboles sociaux sont des signes (c'est-à-dire des substituts ou des présences conscientes introduites et invoquées intentionnellement pour indiquer paradoxalement des absences).

1.2 Bure : une longue histoire

Que faire avec les déchets nucléaires ? Comment le site de Bure a-t-il été choisi ? Qui sont les parties en contraposition ? Comment s'est développée et comment se déploie la controverse sur le territoire ? Notre intérêt se portera donc sur la structure et sur le processus de structuration du conflit et des conflits qui caractérisent le « phénomène Bure ». Un conflit surgit lorsqu'il y a une divergence d'intérêt, lorsque les individus se retrouvent en présence de

visions du monde opposées. Le conflit revêt une dimension sociale, notamment lorsqu'il se manifeste et se rend « public » dans l'espace public. Un caractère social et un caractère public se combinent. Trois éléments doivent opérer et se concrétiser afin qu'un conflit puisse avoir lieu : a) les acteurs doivent se définir eux-mêmes, c'est-à-dire définir leur rôle dans le conflit ; b) les acteurs doivent se définir en tant que groupe ; déterminer leur unité, face à l'adversaire et aux enjeux du conflit ; c) toutes ces définitions doivent se produire au sein d'un champ d'action limité et précis (Wieviorka, 2013).

Tout événement humain a son propre temps et son propre espace de développement qui définissent son contexte particulier. Toute bonne histoire qui se respecte raconte une controverse. Le contexte décrit le cadre dans lequel le conflit évolue, ses coordonnées spatio-temporelles de référence (le temps historique, les événements, le territoire, la contrepartie, etc.) dans lesquelles l'histoire se développe. Problématiser l'organisation spatiale et temporelle suppose la prise en compte de tous les aspects concernant l'agir et les raisons d'agir dans l'espace et dans le temps au sein desquels celles-ci se réalisent. Temps et espaces produisent des effets sur les individus et leurs visions du monde. Notamment les lieux et les événements ne constituent pas seulement un cadre ou un décor mais bien des intermédiaires dans le jeu.

Chaque année plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes de déchets radioactifs sont produits en France par les différentes activités²³ qui se servent des propriétés de la radioactivité. Vers la fin de 2015 la présence d'environ 1.508.000 m³ de déchets en France a été constatée²⁴ ; selon l'Andra, la France, à la fin de l'année 2017, comptait 1,62 millions de mètres cubes de déchets, dont 60% provenant de l'industrie électronucléaire (Schaub, 2019). Actuellement 90% des déchets radioactifs sont gérés par deux centres de stockage dans l'Aube. Les 10% qui restent ne peuvent pas être stockés dans ces deux centres à cause de leur dangerosité²⁵. Or, que faire, des déchets radioactifs, pour lesquels aucune utilisation ultérieure n'est prévue, à ce jour ? Que faire avec ces 10% de déchets hautement radioactifs qui resteraient en activité encore pour des centaines de milliers d'années ?

C'est Bure, petit village de 92 habitants, et son espace proche, au cœur de la région Grand Est, qui sont concernés. A l'égard de cette controverse se confrontent d'un côté les initiateurs

²³ Pour la production d'électricité d'origine nucléaire, pour la défense nationale, pour l'industrie, pour le secteur de la santé et de la recherche.

²⁴ *Journal de l'Andra*, septembre 2017.

²⁵ *Ibid.*

et les promoteurs du projet : l'Etat et l'Andra avant tout, de même que de nombreuses administrations et établissements publics rattachés à la construction du centre de stockage. De l'autre côté, l'opposition contre l'enfouissement est soutenue par de nombreux groupes, associations, organisations, comités de citoyens qui rejoignent aussi les multiples luttes sociales et environnementales. Ces acteurs dénoncent

« une falsification du débat public, la mauvaise foi du lobby nucléaire, l'inconséquence d'une décision de stockage souterrain en raison de l'impossibilité d'assurer une maîtrise du risque à très long terme, l'incapacité à financer cette infrastructure sur les délais prévus pour son « exploitation », ou encore le saccage irréversible causé à des ressources naturelles renouvelables présentes localement » (Ginet, 2017).

Une controverse de type technique, politique, financière et, surtout, sociétale émerge dans l'espace public. Elle implique la concrétisation d'un projet et d'un « changement » tant au niveau spatial que temporel et social. Dans ce sens, « Bure ne se réduit pas à un trou où creuser un trou, mais constitue un fait social total » (Ginet, 2017, p. 6). Or, ce qui n'est encore qu'un projet transforme la controverse qui concerne la Meuse et la Haute Marne en un conflit. En bref, d'un côté on est face à la question toujours plus puissante du « que faire » des déchets nucléaires, question qui se déploie sur un plan politique et économique extrêmement délicat, de l'autre côté on est face à des « résistances », des mobilisations qui relèvent d'une grande tradition et exercent une forte influence.

1.2.1 La gestion des déchets radioactifs

Le 30 décembre 1991 la loi Bataille²⁶ est votée au Parlement et promulguée ; cette loi présente une réglementation de la gestion des déchets nucléaires radioactifs autour des trois axes suivants : le premier se focalise sur la recherche et l'approfondissement de solutions possibles relatives à la séparation et la transmutation des déchets à vie longue ; le deuxième se centre sur l'analyse des potentiels stockages réversibles ou irréversibles en formations géologiques profondes avec réalisation de deux laboratoires souterrains ; le troisième et dernier axe considère les méthodes et les procédures de conditionnement et d'entreposage de

²⁶ Pour consulter l'intégralité de la loi du 30 décembre relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000-356548&categorieLien=id>.

longue durée en surface (ou subsurface) des déchets²⁷. Une structuration significative d'un programme de recherche démarre, dont la finalité est celle d'essayer d'établir une gestion plus adaptée des déchets qui proviennent des centrales nucléaires. Le premier tout comme le troisième axe de recherche autour de la séparation et la transmutation et le conditionnement et l'entreposage est attribué au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), alors que la direction des recherches autour du deuxième axe concernant le stockage est déléguée à l'Agence Nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), qui à son tour, collabore avec EDF et AREVA ainsi qu'avec des scientifiques du CNRS. L'Andra est un établissement public chargé de concevoir et mettre en œuvre des solutions de gestion sûres pour l'ensemble des déchets radioactifs français. Elle reste indépendante des producteurs de déchets radioactifs et elle est placée sous la tutelle des ministères en charge de l'énergie, de l'environnement et de la recherche²⁸. Quelques mois après la promulgation de la loi Bataille, le programme et les contours des opérations et des démarches confiées à l'Andra sont ensuite définis par la loi. L'Andra est censée réaliser des études de la géologie des départements français, afin de trouver des sites souterrains où pourraient être stockés les déchets radioactifs. Le stockage profond se traduit par l'isolation des déchets radioactifs dans des strates de roche situés à des centaines de mètres de profondeur. Le sol argileux représenterait un obstacle, ou encore mieux une clôture de la radioactivité en couche géologique profonde.

1.2.1 Le choix de Bure

En décembre 1992 Christian Bataille est indiqué comme intermédiaire et chargé de procéder à une consultation préalable des parties concernées, à l'égard du choix des sites sur lesquels des travaux préparatoires pour l'installation d'un laboratoire souterrain pourraient être menés. Aisne et Ile-et-Vilaine, dans le nord-ouest de la France, sont les premiers deux sites nommés au début de 1992. Les premières oppositions, coordonnées entre les différents sites, éclatent : agriculteurs et industriels de l'agro-alimentaire se mobilisent contre ce choix, le Pays de Fougères est en effet un de premiers producteurs de lait en France. 1500 personnes se regroupent à Fougères avec le soutien de plusieurs collectifs qui se sont créés. Nous sommes face à une première prise de conscience de la part des populations concernées : à cet égard,

²⁷ La gestion des déchets nucléaires : http://www.cnrs.fr/publications/imagesdelaphysique/couv-PDF/IdP2006/02_Dejets_nucleaires.pdf.

²⁸ L'Andra en Meuse et Haute-Marne, septembre 2017.

l'image de marque liée au territoire ne pourrait pas, en effet, tirer bénéfice de l'enfouissement des déchets nucléaires dans la zone. A cette occasion le slogan « Ni ici, ni ailleurs, mais autrement ! » (Collectif Burestop 55, 2014) commence à figurer dans les différents lieux d'opposition. Par la suite, le 13 avril 1993 à Fougères une proposition de suppression des études géologiques sur la région est approuvée.

Entre octobre et novembre 1993 le Conseil General de la Haute-Marne, et le Conseil General de la Meuse décident le dépôt officiel de la candidature de leurs départements pour l'installation d'un laboratoire pour les études géologiques profondes, bien que ce dépôt de candidature ne prévoit pas une obligation à un possible stockage. Sitôt après, Christian Bataille suggère au gouvernement de retenir quatre départements, ceux qui avaient manifesté leur intérêt pour le projet : la Meuse, la Haute-Marne, le Gard et la Vienne. De ce fait, en 1994 des travaux de reconnaissance géologique pour l'implantation d'un laboratoire souterrain débutent sur le site de Bure (Meuse), Marcoule (Gard), La Chapelle-Baton (Vienne). Plusieurs résultats ont révélé la géologie des sites de la Meuse et de la Haute-Marne comme très propice.

L'année 1994 est aussi la date d'émergence des premières manifestations contre les travaux de reconnaissance géologique dans la Meuse : la création du *Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets radioactifs*, CDR55, est mise en place. L'association changera ensuite de nom en 2012, elle s'appellera BURESTOP55. Egalement, en septembre 1995

« l'Association des élus meusiens et haut-marnais opposés à l'implantation du laboratoire en vue de l'enfouissement des déchets nucléaires se constitue ; son but est celui de « rassembler les élus meusiens et haut marnais afin de permettre une expression collective de l'opposition au projet de laboratoire et empêcher par tous les moyens légaux, juridiques et démocratiques tout enfouissement de déchets nucléaires en quelque lieu que ce soit » (Collectif Burestop 55, 2014, p. 43 - 44).

En mai 1995 le gouvernement français approuve le dépôt de trois dossiers d'Autorisation d'Implantation et d'Exploitation du laboratoire souterrain de la part de l'Andra, qui inclut aussi celui pour le site de l'Est – indiquant Bure comme site susceptible d'accueillir le laboratoire. Peu après, en 1997, un grand réseau au niveau national pour la sortie du nucléaire se crée : Réseau Sortir du Nucléaire. A l'heure actuelle plus de 900 associations et de 60.000 personnes sont signataires de la charte²⁹ et adhérents au Réseau³⁰.

²⁹ Voir Annexe 1.

³⁰ <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-Reseau-en-quelques-chiffres>.

Fin 1998, début 1999 le gouvernement français choisit le site de Bure, qui se trouve dans une zone peu peuplée (6 habitants/km²) vieillissante et économiquement fragile, un village de 92 habitants entre le département de la Meuse et de la Haute Marne, à 250 km à l'est de Paris, dans le triangle entre St. Dizier, Nancy et Chaumont. Un décret³¹, le 3 août 1999, attribue à l'Andra l'autorité d'implanter et exploiter sur le territoire de la commune un laboratoire souterrain destiné à étudier les formations géologiques profondes où pourraient être stockés les déchets radioactifs. Les travaux de construction du laboratoire de l'Andra démarrent en janvier 2000 car

« les investigations géologiques réalisées à la limite des départements de la Meuse et de la Haute-Marne ont confirmé l'intérêt d'une couche de roche argileuse, l'argilite stable depuis 160 millions d'années et homogène, d'une épaisseur de 130 mètres, et située à environ 500 mètres de profondeur »³².

Un Comité Local d'Information et de Suivi du Laboratoire de Bure, CLIS, est créé sur place, « avec pour mission l'information de ses membres et des populations concernées sur les activités menées dans le laboratoire, et le suivi des recherches et des résultats obtenus »³³. Durant les mêmes semaines du début de l'année 2000 les premières manifestations éclatent ; nombreux opposants venus de Bretagne, d'Auvergne et du Limousin se rejoignent à la mobilisation :

« 500 personnes passent le dimanche sur le site. Elles se rassemblent près d'un immense mur de bottes de paille où sont placardés des dizaines de slogans hostiles à l'enfouissement des déchets nucléaires. Le mur de paille est incendié puis les manifestants font le tour du chantier, renversant les grilles au passage. Un hélicoptère et de nombreuses forces de l'ordre sont présents. Les gendarmes tentent de dissuader aux divers carrefours routiers les personnes qui souhaitent rejoindre le site » (Collectif Burestop 55, 2014, p. 84).

Quelques mois après une convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Objectif Meuse » est signée. Le GIP est un établissement public qui vise à administrer un soutien économique lié à l'implantation du laboratoire souterrain dans le département de la Meuse et Haute-Marne. La même année pendant la période estivale, des opposants campent face au chantier de l'Andra : plus de 2.000 personnes, venues de toute la région Est, mais

³¹ Les militants engagés contre la construction du centre affirment que le décret a été approuvé sans aucune concertation des populations concernées. Dans son Journal, au contraire, l'Andra affirme (p. 6) avoir mené une enquête publique.

³² L'Andra en Meuse et Haute-Marne, septembre 2017, p. 6.

³³ https://www.clis-bure.com/cadres/c_role.html.

aussi des anciens sites, Finistère, Cotes d'Armor, Mayenne, Orne, Aveyron, Deux-Sèvres, Haute-Saône, Charentes, Gard s'organisent en partageant les semaines de permanence :

« un immense NON a été construit en bois lors du camp d'été, face au chantier, 700 personnes se rassemblent et inaugurent le monument en y mettant le feu, après avoir fait une chaîne humaine autour du chantier » (Collectif Burestop 55, 2014, p. 87).

Dans le même esprit, l'été suivant, en 2001, un autre camp est organisé sur le site de Bure : la *Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs*³⁴ convoque collectifs et associations à marcher contre le projet du laboratoire à Bure. Le Réseau Sortir du Nucléaire, Greenpeace, le Collectif des Elus opposés à l'enfouissement sont présents sur place en soutien à l'occupation, aux blocages et à l'organisation des débats et conférences sur la question de l'enfouissement et des énergies renouvelables :

« un groupe de marcheurs quitte les grottes de Lascaux (Dordogne) le 17 juin pour un périple de 700 km à destination de Bure. Les marcheurs font apposer des empreintes de mains de centaines de personnes rencontrées sur des draps qui seront suspendus aux grilles du « labo ». Cette marche atteint Bure le 22 juillet, après 700 km à travers l'hexagone » (Collectif Burestop 55, 2014, p. 88).

Des campements et des festivals seront ensuite organisés chaque été. En 2004, au centre du village de Bure, la *Maison de Résistance à la poubelle nucléaire* est fondée par le collectif Bure Zone Libre et par l'association Réseau Sortir du Nucléaire. Achetée à l'aide des anti-nucléaires allemands, elle est rénovée grâce aux dons et aux investissements personnels des militants. Ainsi aux côtés des habitants, s'installent à Bure des militants qui sont rarement originaires de la région. La Maison, ouverte à toutes et à tous ceux qui veulent prendre part à la lutte, est le lieu de ralliement des oppositions au projet. Incubatrice d'idées et visions partagées, elle joue un rôle central dans la construction de l'activité de résistance et de réflexion.

³⁴ Les principales associations adhérentes : Bure Zone Libre, Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Bar-le-Duc en Meuse (CDR), Collectif haut-marnais contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Saint-Dizier (CEDRA), Collectif d'action contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Maxéville (CACENDR), Coordination Anti-Déchets pour la Sauvegarde de l'Anjou (CADSA), Collectif d'opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs dans le Pays de Fougères (COEDRA), Association citoyenne contre l'enfouissement de déchets nucléaires en Vendée, Collectif Citoyen normand « Le nucléaire et ses déchets... non, merci », Collectif Anti Déchets Radio-Actifs (CADRA) à Dinan, Association contre l'enfouissement des déchets nucléaires à Brennilis.

En janvier 2005 le collectif Bure-Stop avec le renfort de l'association des *Elus opposés à l'enfouissement* coordonnent la distribution d'une pétition pour solliciter les Conseils départementaux de la Haute-Marne et de la Meuse de revendiquer un referendum à l'égard de la construction d'un centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. La pétition est signée par 55.000 électeurs meusiens et haut marnais, mais les assemblées départementales rejettent cette demande (Collectif Burestop 55, 2014). Les festivals et les campements s'intensifient chaque été sur le site de Bure : conférences, débats mais aussi concerts et spectacles sont à l'ordre du jour. Souvent l'ensemble de formes de protestation sont assimilées par les manifestations qui sont organisées au moins une ou deux fois par an :

« manifester c'est engager un débat, c'est appeler tous les citoyens à la réflexion [...] les manifestants ressentent fortement le fait que l'action collective réaffirme en elle-même la liberté fondamentale de s'exprimer dans la rue » (Favre, 1999).

Selon Charles Tilly (1984) l'action protestataire notamment l'action manifestante constitue un moyen à travers la mobilisation de l'opinion, de forcer les arènes institutionnelles à s'ouvrir à la discussion. L'action collective et particulièrement, la manifestation de rue est caractérisée par son effet de pression, d'incitation, de sollicitation de l'espace public. A cet égard Oliver Filleule (1997) soutient que les manifestations ont comme caractéristique l'« expressivité » pour ses participants comme pour les publics, par l'affirmation visible d'un groupe préexistant ou non, par la mise au jour de demandes sociales diffuses ou précises. Or, au moment où la protestation se déploie la critique sociale se rend manifeste : la critique sociale, qui est directement liée à la création du social, se caractérise par son expression vers ce qui est « autre ». Celle-ci s'extériorise en s'adressant aux autres groupes ou mouvements qui sont en opposition à elle ; en se tournant à l'État, contre le Gouvernement qui structure le mode d'existence. La radicalité de la critique sociale s'affirme légitimement. Au moment où la protestation se déroule, les citoyens, qui sont présents physiquement et qui manifestent dans l'espace public s'approprient de la parole publique, expriment leurs opinions et revendications et agissent de manière décisive.

Durant l'automne 2005 le premier débat public est mis en place par la Commission Nationale du Débat Public (Cndp) consacré aux « options générales en matière de gestion des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue » (Ginet, 2017, p. 15). La majorité des collectifs opposés au projet refuse d'y participer et organise une manifestation devant les lieux d'assemblée.

La loi Birraux du 28 juin 2006³⁵ rend possible l'autorisation de la création du centre, uniquement lorsque la réversibilité du stockage est garantie pour une durée de 100 ans. Entre autres, elle définit les différentes périodes et phases antérieures et préparatoires pour le démarrage, sous réserve d'autorisation, en 2025, du projet d'un centre de stockage réversible en couche géologique profonde à Bure. L'Andra avance plusieurs mesures pour garantir la sûreté et développer le territoire tout au long des travaux pour le projet ; à ce titre, depuis 2007 elle se dote d'un Observatoire pérenne de l'environnement (OPE) et d'un Espace technologique à Saudron³⁶. Ces équipements permettent de connaître davantage le milieu naturel et social autour des installations de l'Andra et encore, de sensibiliser le public au projet de stockage. L'Ecothèque qui prendra service en 2014 sera apte à conserver pendant 100 ans les prélèvements à l'égard du milieu naturel.

1.2.2 Le projet Cigéo

En 2009, l'Andra propose au gouvernement français une « zone d'intérêt pour la reconnaissance approfondie » (ZIRA) ; une zone d'implantation du territoire qui couvre environ 30 km² entre quatre villages : Bure, Ribeaucourt, Bonnet et Mandres-en-Barrois. Cette demande permettant de procéder aux études et investigations géologiques qui concernent l'installation du Centre sera ensuite validée en mars 2010.

En 2010 le projet prend le nom de Cigéo. Le projet Cigéo a été donc conçu pour stocker à 500 mètres de profondeur environ 85.000 m³, 10.000 m³ de déchets hautement radioactifs et à durée de vie longue (HA-VL) et 73.000 m³ moyennement radioactifs et à durée de vie longue (MA-VL)³⁷ qui proviennent des installations nucléaires actuellement en activité en France. Ainsi explique l'Andra sur son site [Cigéo] :

« la production d'électricité d'origine nucléaire génère des déchets radioactifs. Les plus dangereux d'entre eux ne peuvent pas être stockés en surface ou à faible profondeur en raison de leur niveau de radioactivité élevé et de leur durée de vie longue. L'objectifs du projet de centre de stockage profond Cigéo est de protéger l'homme et l'environnement du danger de ces déchets sur le très long terme » (s.d.).

³⁵ Pour consulter l'intégralité de la loi du 28 juin 2006 sur le programme relatif à la gestion durable des matières et déchets radioactifs : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEX-T000000240700>

³⁶ L'objectif primaire de l'Espace technologique est de pouvoir donner des informations précises au public à travers des expositions, expérimentations et des prototypes industriels.

³⁷ L'Andra en Meuse et Haute-Marne, septembre 2017.

Et les opposants au projet ripostent :

« Cigéo/BURE = stocker 100 000 m³ de déchets atomiques à 500 m sous terre. Pas de corrosion, pas de mauvais béton, pas de dégradations des colis, pas d'incendies, pas d'explosion, pas d'infiltration d'eau, pas de fuites, pas de rejets radioactifs, pas de séismes, pas de failles, pas d'oublis, pas d'erreurs humaines, pas de mauvais étiquetages, pas d'accidents de transport, pas d'arrangements, pas de raison d'Etat, pas de secrets... VOUS Y CROYEZ ? NOUS PAS, rejoignez-nous ! ». BURESTOP [Cigéo : tout ce qu'on nous cache] (s.d.).

Quelques mois plus tard, au début de l'année 2011 un rapport d'expertise indépendante (IEER) insiste sur de nombreuses incertitudes et ambiguïtés sur le programme et le planning élaborés per l'Andra.

Mai 2013 à janvier 2014 correspond à la période du deuxième débat public organisé par la Commission nationale du débat public, intitulé *Projet Cigéo - création d'un stockage réversible profond de déchets radioactifs en Meuse/Haute-Marne*. Le débat est fortement perturbé par des associations qui bloquent plusieurs assemblées générales. Il est donc décidé d'annuler les réunions et de lancer des séances et des consultations par internet³⁸.

En 2014 l'assemblée antinucléaire Grand Est entreprend la campagne BURE 356 : toutes les associations sont appelées à mener des actions contre le nucléaire et l'enfouissement des déchets radioactifs, avec l'objectif d'élargir la lutte contre le projet Cigéo. Pendant toute cette période chaque année des festivals et des manifestations sont mis en place durant la période estivale. Pendant l'été 2015 un grand rassemblement est organisé par plusieurs associations³⁹ « 100 000 pas à Bure ». Environ 1 500 personnes participent au rassemblement.

Durant les premiers jours de l'année 2016 un effondrement se produit au bout d'une galerie d'expérimentation en phase de creusement provoquant la mort d'un ouvrier et un blessé.

La loi du 25 juillet 2016 qui définit les modalités de création du projet Cigéo et la réversibilité du stockage, est définitivement approuvée par l'Assemblée Nationale. Le démarrage du stockage en couche géologique profonde sur le site de Bure est prévu pour 2030. Bien que

³⁸ 150 cahiers d'acteurs déposés, 1.500 questions posées, 500 avis exprimés dont 25% émanant de Meuse et de Haute-Marne, 9 débats contradictoires organisés en ligne et plus de 9000 connexions. (L'Andra en Meuse et Haute-Marne, octobre 2017).

³⁹ Les Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château, EODRA (association des élus opposés à l'enfouissement des déchets nucléaires) CEDRA 52 (collectif haut-marnais contre l'enfouissement des déchets nucléaires), BURESTOP 55 (collectif meusien contre l'enfouissement des déchets nucléaires), Bure Zone Libre (Maison de Résistance de BURE) (Collectif Burestop 55, 2014).

cette loi représente une avancée significative pour le projet Cigéo, elle ne décrit pas encore son autorisation à procéder aux travaux. L'Andra, doit ensuite soumettre sa demande d'autorisation de construction en 2018.

1.2.3 La radicalisation de l'opposition

Toutefois, pendant le même mois, l'Andra entreprend des travaux préparatoires de déboisement et de creusement dans le petit bois Lejuc, dans la forêt de Mandres-en-Barrois, située à quelques kilomètres de Bure avec la perspective d'y implanter des installations de surface du projet Cigéo. Dès lors le conflit se radicalise : des opposants décident d'occuper le lieu afin d'empêcher la poursuite des travaux de construction de plusieurs galeries indispensables à la poursuite du chantier. D'une première occupation, d'une durée de trois semaines, organisée derrière un baraquement fait de cagettes en bois et de postes de contrôle faits de matériaux de récupération, l'occupation se prolonge et se structure de plus en plus par la construction des cabanes éparpillées dans le bois et élevées dans les arbres. La justice suspend les travaux de l'Andra dans le bois Lejuc. Durant le même été un autre grand rassemblement est mis en place, « 200 000 pas à Bure », organisé par cinq associations et collectifs, *Les Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château*, *EODRA* (Association des élus opposés à l'enfouissement des déchets nucléaires), *CEDRA 52* (Collectif haut-marnais contre l'enfouissement des déchets nucléaires), *BURESTOP 55* (Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets nucléaires), *Bure Zone Libre* (Maison de Résistance de Bure). « Ne laissons pas faire Cigéo » est le slogan de la manifestation.

Depuis 2004 dans le sous-sol argileux de Bure plus de 1600 m environ de galeries sont actuellement réalisées et mises à disposition pour exécuter le programme scientifique et de démonstration ; environ 14000 points de mesure sont installés dans le laboratoire souterrain et transmettent des informations en continu sur le comportement de la roche et des ouvrages réalisés⁴⁰. Après avoir obtenu l'appui des élus locaux, l'Andra et, aussi à partir de l'année 2000 les groupements d'intérêt public Haute-Marne et Objectif-Meuse, dirigent une politique d'acceptabilité sociale en ce qui concerne les riverains : ils financent des subventions, effectuent des achats fonciers et garantissent de l'emploi aux acteurs locaux.

⁴⁰ Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. Sixième rapport national sur la mise en œuvre des obligations e la Convention commune. Octobre 2017. Consultable sur : <https://www.asn.fr/L-ASN/Relations-internationales/Les-relations-multilaterales/Les-cadres-institutionnels/L-Agence-internationale-de-l-energie-atomique-AIEA/Les-conventions-internationales/La-Convention-sur-la-surete-nucleaire>.

Le 22 février 2018 une expulsion des occupants du bois Lejuc a été mise en place ; le jour même le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb affirme :

« nous ne voulons plus en France qu'il y ait des lieux de non-droit, où nous pouvons nous installer en dehors de toute règle. Sur ce lieu, une ordonnance avait été prise par le tribunal d'instance de Bar-le-Duc, qui avait permis d'utiliser la force pour expulser ceux qui étaient présents indument. Donc, nous avons fait exécuter cette mesure » (Astier, 2018).

Cependant l'avocat des opposants réplique :

« une association d'élus, l'Eodra, a installé son siège dans l'une des maisons construites dans le bois Lejuc. L'association a subi une violation de domicile. Des gens ont été expulsés en plein hiver sans aucun respect des règles de base ! La raison d'Etat permet de violer allègrement l'Etat de droit » (Astier, 2018).

Afin que les déchets puissent commencer à arriver en 2025, il faudrait que le creusement des galeries commence d'ici 2020. Entre temps l'Andra est obligée à déposer le dossier de déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création (DAC) du centre de stockage. A cet égard, l'Autorité de sûreté nucléaire lui a demandé de revoir sa copie après avoir émis une « réserve » concernant les déchets bitumineux, particulièrement inflammables.

Le conflit se radicalise au fur et à mesure dans le temps : l'installation des opposants sur la commune et aux alentours, l'occupation du bois Lejuc, l'intervention des personnages emblématiques ou de responsables politiques, mais surtout la présence de gendarmes et CRS sur le site ne font qu'enflammer la situation. Plus le projet approche de la phase de finalisation, plus – d'un côté – la contestation se radicalise et plus – de l'autre côté – l'Etat tente de contrer les militants et les opposants au centre d'enfouissement et leur monde.

Des gendarmes s'installent sur le territoire depuis l'été 2017. Les services de l'Etat ont mis les moyens afin d'adapter le dispositif des forces de l'ordre aux événements et de sécuriser les lieux, avec le soutien logistique de l'Andra. Muriel Nguyen, préfète de la Meuse, a précisé :

« un dispositif de sécurisation adapté, dans la durée, proportionné pour prévenir les risques de troubles à l'ordre public, sécuriser l'ensemble du secteur et rassurer les populations, sera maintenu » Andra (mars 2018).

Un escadron de gendarmes mobiles a été installé et tourne régulièrement (chaque escadron reste plus ou moins trois semaines sur place) : une présence permanente sur le site de l'Andra à Bure de 70 gendarmes mobiles et d'unités du PSIG (Peloton de sécurité et d'intervention de la gendarmerie). La militarisation du territoire, les interventions de la police, la surveillance en continue sont perçues par les militants comme des éléments de légitimation de la protestation, grâce aussi à la propagation d'un sentiment d'indignation. « Bure : en Meuse, nous vivons sous occupation militaire. La société nucléaire est indéniablement une société policière » intitulé *Reporterre.net* dans son article du 21 septembre 2017 (*Reporterre.net*, 2017, 21 septembre).

Les policiers et les gendarmes surveillent la zone quotidiennement, ils prennent position pour empêcher les accès aux installations de l'Andra, ils essaient de bloquer les manifestations. Les affrontements s'intensifient : casques contre cagoules, pierres contre lacrymogène. Le dernier épisode de heurtes avec la police date de l'évacuation du bois Lejuc en février 2018, quand les cabanes et les baraques sur la ZIRA furent démolies par les gendarmes. A Bure, un des objectifs, pour certains le principal, de la contestation était d'empêcher la réalisation des travaux. D'ailleurs, pour une partie du mouvement, il y a eu une radicalisation dans ce sens : l'occupation, à plusieurs reprises du bois Lejuc. Lorsqu'il est fixé, l'objectif d'empêcher les travaux de construction est considéré comme absolument primordial :

« l'occupation se veut aussi une réponse à la répression de l'Etat, affirmant que l'opposition sur le terrain n'a pas été étouffée » *Reporterre.net* (2019, 19 juillet).

Le blocage des travaux peut signifier différentes choses et se produire de différentes manières : de l'agression à la résistance passive, de l'enlèvement à la pénétration de la zone d'aménagement, de l'utilisation des techniques de désobéissance civile⁴¹ à la confrontation physique. La frontière qui existe dans la pratique entre réaction défensive et provocation reste incertaine :

« sur place, la répression s'exprime par une présence policière quotidienne, des contrôles judiciaires, des interdictions de territoire, des perquisitions, et des peines de prison ferme et avec sursis » *Reporterre.net* (2019, 19 juillet).

⁴¹ Les pratiques de la désobéissance civile sont les éléments qui caractérisent une culture révolutionnaire, laquelle conçoit le conflit comme renversement du pouvoir et comme changement social.

Le village meusien est désormais coutumier de manifestations tantôt bon enfant, tantôt violentes :

« trois cents à mille personnes ont manifesté ce mardi dans la Meuse contre le projet Cigéo d'enfouissement de déchets nucléaires. Au moins six opposants ont été blessés gravement tandis que des pierres et des cocktails Molotov ont été lancés sur les gendarmes. La manifestation [...] a tourné à l'affrontement avec les gendarmes, qui ont fait usage d'un canon à eau, de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogène contre une partie des 200 à 1000 protestataires. [...] Parmi les blessés graves, l'un « a un pied très abimé, et un autre une grave brûlure à la joue » a précisé un des militants s'exprimant au nom du collectif, et qui se fait appeler « Michel ». [...] La préfecture de la Meuse a précisé que deux gendarmes mobiles avaient été blessés par un « engin artisanal lancé par les opposants ». Un peu plus tôt, elle avait indiqué que l'un des gendarmes blessés souffrait d'un « trauma sonore ». Les autorités ont dénombré 300 manifestants, dont la majorité était « casquée, cagoulée, vêtue de noir et armée de pierres, bâtons, boucliers ⁴²[...] ». Toujours selon la préfecture, les opposants ont jeté des pierres sur des gendarmes « pré-positionnés à titre préventif » puis un peu plus loin leur ont jeté des cocktails Molotov » (Le Figaro.fr, AFP agence, 2017).

Des habitants de Bure et des environs ont dénoncé dans une lettre ouverte « une stratégie de tension et d'asphyxie systématique que l'Etat a mis en place depuis plusieurs mois [...] elle vise à nous épuiser, à nous isoler, comme des bêtes traquées » (Beurq, 2017).

En se baladant à Bure (en novembre 2017) et dans quelques villages aux alentours, nous avons trouvé des petits post-it collés aux fenêtres des maisons, adressés aux policiers :

« Votre harcèlement quotidien ne nous a pas empêché de manger de délicieuses pommes de terre à la fourme d'Ambert. Notre vie est quand même tellement mieux que la vôtre ! Mais rien n'est irréversible... sauf Cigéo ! ».

« Chers gendarmes, ma maman et ses ami-es disent que tout le monde déteste la police, et bien moi aussi. J'en ai assez que vous me contrôliez dès que je fais du tricycle ».

« Chers gendarmes, ce matin nous avons déjeuné à 8h. Une clémentine, des céréales, du jus de pamplemousse et des tartines, votre absence était un rayon de soleil ».

« Chers gens d'armes immobiles devant notre fenêtre, nous savons que certains d'entre vous viennent de TOULOUSE ; et nous avons une pensée compatissante pour vous, qui êtes loin de vos familles, vos femmes, vos enfants, enterrés dans ce coin sombre de MEUSE, pour défendre votre patrie nucléaire. Bisous ».

⁴² Souvent l'imagination commune associe le militant à quelqu'un équipé de cagoule, casque, lunettes, masque à gaz, épaulettes, cuirasses en caoutchouc et bouclier. Il répand inévitablement l'image d'un mouvement plus disposé qu'exposé à la violence.

Un autre témoignage d'une présence policière diffuse et permanente sont les points de contrôle policiers placés à l'entrée du village de Bure et dans les environs du bois Lejuc. Toutes les voitures ou moyens de transport qui passent sont obligés de s'arrêter et donner leurs informations personnelles aux gendarmes. La police nous a arrêté sur place trois fois en arrivant à Bure lors de nos séjours de terrain: nous avons été obligés de présenter nos pièces d'identité qui ont été retenues pour plus de 15 minutes par un gendarme et nous avons été obligés de montrer le coffre de notre voiture au cas où on ramenait avec nous des objets suspects. Les gendarmes circulent quotidiennement dans les rues des villages et contrôlent attentivement.

La présence policière diffuse sur le territoire, les expulsions des opposants, les heurts lors de manifestations sont perçus par les opposants comme des « actes violents » de la part de l'Etat :

« Les mobilisations sont sans violence, mais le gouvernement crée les conditions de la violence en invitant les flics dans l'histoire pour discréditer, marginaliser les militants de la ZAD » (Entretien avec Morgane, Militante dans Le Amis De La Terre, décembre 2018).

« Il y a une répression d'une portée et d'une intensité exceptionnelles » (Entretien avec Jean-Luc, Maison de Résistance, juin 2018).

« En tant que citoyen, je suis choqué de la manière dont on traite les militants, ils sont traqués comme des terroristes. Même s'ils utilisent des moyens illégaux, ça ne justifie pas leur mauvais traitement et ne donne pas de légitimité aux autorités. Je trouve cela injuste » (Entretien avec Vincent, militant dans l'association Criirad, janvier 2019).

De la même manière, les blocages des travaux, la pénétration de la zone d'aménagement ou l'utilisation des techniques de désobéissance civile de la part des opposants sont perçus par l'Andra, par la filière nucléaire et souvent aussi par l'opinion publique et les médias comme des actes de violence. En tant qu'exemples, *Le Figaro* publie un article le 10 novembre 2017 ayant comme titre « Nucléaire : des opposants à Bure émanent de « groupes organisés et très violents » ». Ou encore un article dans *Franceinfo* publié le 29 janvier 2018 s'intitule : « Déchets nucléaires à Bure : on « a besoin de plus de force de sécurité » face à des opposants « violents et radicalisés » » :

« l'Andra déplore le recours, croissant, à la violence par une minorité de manifestants opposés au projet Cigéo. Elle témoigne son soutien aux riverains, et aux élus locaux, victimes également de ces violences »⁴³ ;

« [...] cette opération d'évacuation était néanmoins très importante pour l'Andra, l'occupation d'opposants amenant de très regrettables manifestations de violence »⁴⁴.

Suite aux dégradations de l'hôtel-restaurant de l'Andra en juin 2017, à la surveillance continue s'associent aussi des poursuites judiciaires, sous divers chefs d'accusation. Une information judiciaire a été ouverte pour « association de malfaiteurs » à l'encontre de sept militants depuis septembre 2017, qui n'ont pas le droit d'entrer en contact les uns avec les autres. Cette information judiciaire a conduit à 14 perquisitions de lieux et à des contrôles judiciaires. Des dizaines de procès pour dégradation, outrages à agents, entrave aux travaux publics ont suivi ; des interdictions de sortie, perquisitions, réquisitions, mises sur écoute, contrôles d'identité quotidiens à Bure. Ces épisodes – dénoncés entre autre par la LDH – ont fait vaciller le mouvement ces derniers mois :

« cette détermination se heurte aujourd'hui à une répression qui a pris une tournure intolérable : [...] la militarisation du territoire, l'interdiction d'accès au bois Lejuc suite à l'expulsion de ses occupant·es, la surveillance généralisée... Les opposant·es au projet d'enfouissement des déchets radioactifs sont épié·es, intimidé·es, placé·es sous contrôle judiciaire, perquisitionné·es, brutalisé·es, empêché·es de mener une vie quotidienne sereine » (Mail newsletter INFOBURE reçu le 12 septembre 2019).

De la part des opposants de Bure, et avec le support du comité de soutien Ile de France, un grand événement en contraposition à l'information judiciaire pour « association de malfaiteurs » a été organisé le weekend du 28 au 30 juin 2019 à Paris⁴⁵.

« Vendredi 28 juin 2019 / dimanche 30 juin 2019 : il y avait là tant de jouvencelles que de vieillards, et tant fameux noceurs que graves philosophes, et tous disaient à part eux : « si malfaiteurs sont, alors certes le sommes aussi ! ». De l'expulsion de la ZAD aux manifs Gilets Jaunes, et de Bure à Briançon en passant par les émeutes du G20, on peut dire que le mot de « répression » aura été sur toutes les lèvres cette année. On se rassure comme on peut en se disant que l'époque est au moins aussi révolutionnaire qu'elle est autoritaire : partout ça bouge et ça gronde. Mais chemin faisant aussi, maintien de l'ordre, tribunaux et contrôles judiciaires amputent des corps, broient des vies, mutilent des amitiés... Bure et son projet de stockage nucléaire ont leur petite place à part dans le tableau : celle d'un laboratoire répressif à

⁴³ <https://www.andra.fr/decouvrez-la-derniere-newsletter-des-arpenteurs>.

⁴⁴ <https://www.andra.fr/fin-de-loccupation-illegale-du-bois-lejuc>.

⁴⁵ Voir Annexe 2.

grande échelle. Avec un dossier de 11 000 pages pour « association de malfaiteurs », ce n'est pas seulement d'une affaire bien circonscrite, mais de la criminalisation de tout un mouvement, vieux de 25 ans, qu'il s'agit. Les moyens mis en œuvre, hérités des lois sécuritaires post-attentats, sont colossaux : cellule policière dédiée, écoutes systématiques, IMSI-catchers, filatures, perquisitions à répétition, gardes-à-vue de 76h, balisage de voitures... Sept personnes mises en examen, placées sous contrôle judiciaire en attendant leur procès, ont désormais interdiction d'entrer en contact les unes avec les autres pour une durée indéterminée. Organiser ce bal, c'est aussi leur dire qu'elles ne sont pas seules. Faire front commun contre les répressions cela peut vouloir dire d'abord se retrouver des attaches quand on veut nous atomiser : se rencontrer quand on veut nous isoler, se prendre par la main quand on veut nous séparer. D'où l'idée de la ronde et du bal : pour ne pas se lâcher ni laisser personne derrière ! L'argent récolté ira à l'association Cacendr (antirep de Bure). *De Bure à Montreuil, nous sommes tous et toutes des malfaiteurs !* » *Démosphère. Agenda alternatif de la région parisienne*⁴⁶.

1.2.4 La bataille juridique

La contestation contre le projet Cigéo apparaît comme un exemple significatif de la convergence des différents moyens de lutte. A cet égard, la bataille juridique, en complémentarité avec d'autres moyens militants, constitue un outil indispensable dans la lutte en ce qui concerne la résistance à Bure ainsi que pour les autres luttes françaises contre les grands projets d'aménagement du territoire telles que la lutte contre le projet de barrage à Sivens, contre le projet de Center Parcs à Roybon ou encore contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Ainsi, le projet Cigéo fait l'objet d'une bataille juridique entre les militants opposés au projet et l'Andra. Plusieurs procédures judiciaires sont toujours en cours ; la contestation se déplace souvent devant un tribunal, avec un soutien de contre-expertises, qui montrent comme la lutte ne reste pas isolée localement mais qu'elle est appuyée à plus large échelle. L'outil juridique a une incidence certaine dans la lutte contre le projet : les recours ont apporté quelques victoires qui ont permis concrètement de faire obstacle au développement et à la mise en œuvre du projet et surtout ils ont impacté au niveau médiatique l'opinion publique en donnant un écho à la lutte. En revanche, il ne faut pas en sous-estimer les limites : présenter une action en justice entraîne nécessairement des coûts assez élevés tout comme l'opacité qui régit la question autour du nucléaire et la difficulté à accéder aux informations sont des véritables contraintes aux actions en justice.

⁴⁶ <https://paris.demosphere.net/rv/70533>.

En 1997, un recours est déposé par le CDR 55 et l'Association des élus meusiens et haut marnais sur la non consultation des populations mais celui-ci sera ensuite rejeté par le Conseil d'Etat. Juste après le décret autorisant l'Andra à s'installer et exploiter sur le territoire de la commune de Bure un laboratoire souterrain destiné à étudier les formations géologiques profondes où pourraient être stockés des déchets radioactifs un groupe juridique informel, composé d'avocats de juristes associatifs et de militants de terrain se met en place. Les recours juridiques entrepris contre le permis de s'installer sur le territoire de la commune sont rejetés (Frachisse et Delalande, 2017, p. 144).

En avril 2008, un recours avait été présenté devant le tribunal administratif de Nancy afin de signaler un conflit d'intérêt qui surgit lorsque Christian Bataille, alors membre du Conseil d'administration de l'Andra avait été nommé président du CLIS de Bure. Ce contentieux a obligé Bataille à démissionner du Conseil d'administration de l'Andra et a attiré l'attention sur divers problèmes de conflits d'intérêts qui pourront émerger en vue de garantir l'avancée du projet Cigéo.

En décembre 2012 six associations (Réseau « Sortir du nucléaire », Bure Stop 55, le CEDRA, l'ASODEDRA, Les Habitants Vigilants de Gondrecourt et MIRABEL - Lorraine Nature Environnement) ont déposé un recours en envoyant un courrier de mise en demeure à l'Andra reprochant à cette dernière d'avoir sous-estimé un important potentiel géothermique présent dans le sous-sol de Bure. Le Tribunal de grande instance de Nanterre a rejeté le recours, en estimant « irrecevables » les demandes des associations et en affirmant qu'elles n'avaient pas d'intérêt à agir. Les associations ont fait appel à la Cour d'appel de Versailles qui a ensuite rejeté de prendre acte de la faute commise par l'Andra. Les associations ont décidé de s'adresser à la Cour de cassation qui a enfin jugé de rejeter le pourvoi des associations

« aux motifs qu'ayant relevé que les travaux de l'Andra avaient été validés par tous ses partenaires, que les manquements à son obligation de délivrer une information exacte et les inexactitudes alléguées n'étaient pas établis avec une certitude suffisante et que l'existence d'une divergence d'appréciation sur les éléments techniques et l'éventualité d'une exploitation géothermique dans le futur ne suffisait pas à démontrer qu'elle aurait fait preuve d'incompétence, de négligence ou de partialité, la cour d'appel, qui n'a pas inversé la charge de la preuve et qui n'était pas tenue de suivre les parties dans le détail de leur argumentation, a pu, par ces seuls motifs, en déduire qu'aucune faute de l'Andra n'était caractérisée et a légalement justifié sa décision »⁴⁷.

⁴⁷ <https://www.sortirdunucleaire.org/Un-potentiel-geothermique-cache>.

Même si l'instance a été déclarée irrecevable le recours a permis de mettre en lumière certaines défaillances techniques du dossier Cigéo et de valoriser le travail d'analyse effectué. En mars 2016 cinq associations, le réseau Sortir du nucléaire, France Nature Environnement, Les Amis de la Terre, MIRABEL-Lorraine Nature Environnement et BureStop55, ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté ministériel pris par Ségolène Royal fixant à 25 milliards d'euros le coût du projet Cigéo, un coût inférieur à ce qui avait été calculé par la Cour des comptes et par l'Andra, chiffré à 34,5 milliards d'euros. Les associations estiment que

« le coût arrêté par la ministre ne permettra pas de constituer des provisions suffisantes pour faire face aux frais entraînés par la gestion de ces déchets le moment venu. Ce choix aboutira à faire payer par les générations futures les sommes non provisionnées » (Griffon, 2016).

En avril 2018 le Conseil d'Etat a refusé la requête des cinq associations, en estimant que le gouvernement avait établi un « cout de compromis » pour éviter d'aggraver les charges sur les producteurs de déchets.

1.2.4.1 Le bois Lejuc au centre de la bataille juridique

Le bois Lejuc, avant tout, a été objet des divers recours juridiques qui ont permis concrètement de faire obstacle à la mise en œuvre du projet et permettent de légitimer l'action de terrain. Un recours contre la deuxième délibération du conseil municipal de Mandres-en-Barrois, qui a eu lieu le 2 juillet 2015, cédant le bois Lejuc à l'Andra avait été déposé par quatre habitants de la commune, qui soutenaient que le vote pour la cession avait été altéré par des nombreuses irrégularités ; plusieurs conseillers municipaux, dont le maire lui-même, se trouvaient en état de conflit d'intérêt en raison des liens qu'ils entretenaient avec l'Andra, et n'auraient pas dû prendre part au vote (Frachisse et Delalande, 2017, p. 146). Le tribunal administratif de Nancy a ensuite rejeté leur demande, affirmant l'absence de doute sérieux sur la légalité de la délibération⁴⁸. En 2016 quatre habitants et six associations portent plainte auprès du procureur de la République de Bar-le-Duc contre l'Andra pour défrichage illégal, destruction d'espèces protégées et construction d'un mur sans autorisation d'urbanisme et un

⁴⁸ Communiqué de presse: Le juge des référés rejette la requête à fin de suspension de l'exécution de la libération du conseil municipal de Mandres-en-Barrois du 18 mai 2017. PDF consulté sur : <https://www.andra.fr/sites/default/files/2018-03/Communique%CC%81%20de%20presse%20Bure.pdf>.

référé afin de faire suspendre les travaux a été déposé. Le 1^{er} août 2016, le Tribunal de grande instance de Bar-le-Duc a reconnu l'existence d'un trouble manifestement illicite, a imposé à l'Andra de suspendre le défrichement jusqu'à obtention d'une autorisation pour celui-ci et à remettre en état les parcelles dans un délai de six mois sauf autorisation obtenue dans ce délai (Frachisse et Delalande, 2017, p. 146). La cour d'appel de Nancy a confirmé en mai 2017 que l'Andra n'avait pas le droit de mener des travaux de défrichement dans le bois, décision conforme à celle rendue en première instance par le tribunal de grande instance de Bar-le-Duc. L'Andra n'a donc aucune autorisation pour reprendre les travaux (Le Monde avec AFP, 2017).

En 2017 l'Andra veut mettre fin à l'occupation du bois en s'adressant au Tribunal de grande instance de Bar-le-Duc qui ensuite confirme, le 26 avril 2017, le caractère illégal de l'occupation, ce qui constitue une étape nécessaire dans le cadre de l'engagement d'une procédure d'expulsion. Des plaintes pénales sont déposées de la part des occupants à l'égard des violences exercées par des vigiles de l'Andra. En même temps l'Andra témoigne une assignation en référé à l'encontre de Sven, habitant du bois Lejuc, pour le faire expulser.

En mars 2019 la cour d'appel de Nancy a infirmé la condamnation prononcée pour deux militants censés avoir fait tomber le mur construit par l'Andra autour du Bois Lejuc durant l'été 2016 ; la construction de ce mur avait été déclarée illégale par le TGI de Bar-le-Duc.

L'Andra a déposé une plainte contre X au sujet des dégradations importantes commises sur le bois Lejuc en juin 2016. Les dégradations sur le matériel de l'Andra et sur le matériel de ses prestataires a été estimé à plus de 25 000 €. Jean Pierre Simon a ensuite, en octobre 2017, été condamné à 2 mois de prison avec sursis par le Tribunal de Bar-Le-Duc pour complicité d'installation sur le territoire de propriété de l'Andra.

Les dégradations commises en février 2017 à l'Ecothèque et en juin 2017 à l'hôtel-restaurant de l'Andra⁴⁹ et les violences qui se sont produites lors d'une manifestation en août de la même année ont ciblé le mouvement d'opposition par une instruction ouverte pour « association de malfaiteurs ». L'objectif pour les gendarmes est celui d'attirer l'attention et insister sur la « radicalité » des actions des opposants « ayant des desseins criminels et [d'être] auteurs d'infractions graves n'ayant pour l'instant entraîné que des dégâts matériels » (Le Devin, Delmas et Halissat, 2018).

⁴⁹ « A l'étage, une dizaine d'occupants sont réveillés par le bruit. La réception est saccagée, une bouteille contenant des hydrocarbures est jetée au sol et s'enflamme. Alors que les individus quittent les lieux, un employé éteint rapidement le départ de feu » (Le Devin, Delmas et Halissat, 2018).

Sur différentes questions, la justice sert d'intermédiaire de la controverse entre Andra et opposants au projet. Certaines plaintes sont validées, d'autres sont écartées mais ce théâtre judiciaire offre aux opposants la possibilité de bloquer le projet en remettant en cause le calendrier technique et aussi de faire entendre leur voix en publicisant leurs actions.

« Il y a plusieurs types d'actions et il y a un soutien juridique en association avec les opposants locaux et les petites associations locales. On les aide à rédiger des recours ou des plaintes, ensemble avec les opposants locaux et le but, en fait, c'est de ralentir voire d'empêcher les travaux par une espèce de guérilla juridique. Effectivement, ça marche parce que grâce à l'action juridique de nos juristes - il me semble qu'on a aussi déposé quelques plaintes conjointement avec les juristes de Greenpeace - des plaintes sont co-déposées avec des habitants du coin. Effectivement, avec ce genre de procès, ce genre de procédure ça leur fait perdre du temps (à l'Andra), ça peut mettre facilement 6 mois, 2 ans, 1 an dans la vue en terme de calendrier de travaux et tout donc effectivement, ça c'est un bon moyen d'essayer de ralentir, parce que d'empêcher c'est plus dur. Essayer de ralentir ce projet c'est sûr que l'action juridique c'est un bon levier » (Entretien avec Julien, salarié Réseau Sortir du nucléaire, novembre 2018).

1.3 Conclusion

La concrétisation d'un projet, qui engage une altération et un changement tant au niveau spatial que temporel et social, se déploie sous nos yeux. Il est question de trouver une solution : traiter des déchets très dangereux pendant un temps extrêmement long. Le problème qui se dessine est sans précédent pour l'humanité, à la fois par le niveau de danger et par la durée pendant laquelle ce danger existera. Ce n'est pas que le projet Cigéo qui est visé par les opposants au centre d'enfouissement, mais aussi tout ce qui tourne autour ; « Cigéo et son monde » sont ciblés par le mouvement de protestation.

La prise en compte de plusieurs et différentes dimensions du phénomène en question est nécessaire pour sa profonde compréhension. Il devient indispensable de tenir compte des différents aspects de la question et du contexte dans lequel elle s'est développée. Nous sommes ainsi entrés dans le vif du sujet. Déterminante est la description de ce qui s'est passé autour du « phénomène Bure » : le temps historique, les événements, les acteurs agissants, les parties en lutte et toutes les actions mises en place par ces dernières. Une controverse de type technique, politique, financière et, surtout, sociétale émerge dans l'espace public ; ce qui n'est encore qu'un projet transforme la controverse qui concerne Bure et ses alentours en un conflit.

D'un côté la question toujours plus puissante de « quoi faire » avec les déchets nucléaire se manifeste, elle se déploie, en effet, sur un plan politique et économique extrêmement délicat ; de l'autre côté des « résistances », des mobilisations qui ont une grande tradition et une forte influence émergent.

C'est à la « commune de Bure » que nous souhaitons adresser notamment notre intérêt. En effet, la position qu'elle occupe dans l'espace public de Bure favorise l'impression que ses membres sont en quelque sorte des acteurs charnières. Les opposants de la commune de Bure sont ceux qui agissent, qui expriment leurs propres convictions et opinions dans l'espace public en proposant leurs propres finalités comme solution alternative. Ils structurent et développent des nouvelles idées et manières de vivre et de voir le monde. Nous nous retrouvons à explorer une intrication des rôles, des capacités, des volontés de faire. Pour toutes ces raisons nous souhaitons nous focaliser sur la réalité effervescente représentée par la commune : des groupements qui sont en perpétuel ferment, tantôt innovateurs, tantôt créateurs ; une unité collective réelle, une organisation sociale, directement observable et basée sur des conduites et des attitudes collectives continues et actives. Le but est celui d'analyser en profondeur les raisons de la mobilisation dans l'espace public où s'entremêlent diverses et multiples visions du monde, raisons d'agir et subjectivités.

Chapitre 2

La problématique, les hypothèses et l'état de la recherche

2.1 La problématique

Au-delà des portraits représentant les enjeux techniques socio-économiques et territoriaux et des descriptions de la manière dont a émergé et se structure la contestation à Bure, bien peu sont les analyses qui observent le phénomène à partir de l'agir et des visions du monde des acteurs qui agissent en son sein. Dans le cadre de cette étude, notre intention est, à cet égard, d'appréhender de l'intérieur les vécus des acteurs et leurs actions. Notre réflexion s'élaborera autour de l'agir des sujets, notamment en focalisant l'attention sur la commune d'opposants à Bure. Nous cherchons à comprendre tant objectivement que subjectivement sur quoi et en quoi se façonne l'action des individus. L'enjeu est celui d'analyser des processus portés par des visions du monde qui entraînent des actions collectives et particulièrement la spécialité individuelle et collective du processus de subjectivation. Nous cherchons à comprendre dans quelle mesure les visions du monde impactent les actions collectives, la construction identitaire de l'individu et son processus de subjectivation.

Nous nous focalisons sur le sens de l'action et sur la « direction de sens » de l'agir des acteurs faisant partie de la commune. Mais encore, sur le sens qu'ils donnent à leurs actions et les éléments qui les poussent à la mobilisation. Nous souhaitons interroger la finalité de l'agir et les différentes directions que cette finalité adopte afin qu'une action puisse s'exprimer dans l'espace public. Ce sont les structures mentales persistantes qui orientent les relations et les interactions significatives, le sens et les directions de sens de l'action. La contestation à Bure, dans les intentions des protagonistes, constitue une critique radicale à la société dès lors qu'elle connaît les éléments qui peuvent la mettre en difficulté en pratiquant le conflit de manière concrète et efficace. Les déchets nucléaires ne sont pas le seul enjeu, la question du nucléaire est, bien sûr, présente, cependant la contestation n'est pas irréductible à des actions d'opposition et de négation du projet. Les enjeux, l'intensité, la durée, l'engagement qui concernent les opposants installés sur le territoire de Bure, leur ont donné des significations et des attentes beaucoup plus profondes et diverses : pour certains c'est l'occasion de réagir

contre l'ordre établi, pour d'autres c'est la démocratie, pour d'autres encore c'est la défense d'un territoire et des générations futures, etc. Tous ont en commun un sentiment de malaise et de frustration qui les habite et qui les pousse à l'action. Pour tous, la mobilisation représente quelque chose qui ne peut pas être abandonné et quelque chose qui pourra leur donner un nouveau sentiment de reconnaissance. Largement répandue est la prise de conscience que « beaucoup plus » est invoqué derrière leurs revendications. Un processus individuel s'inscrit dans un processus collectif, car une multitude de vécus, de pensées coexistent. Un effort réflexif continu et un travail concret de se préserver des logiques imposées et une tension vers la reconnaissance et, dans les intentions des protagonistes, la mise en pratique d'une société alternative. La vie collective, la mise en pratique d'une vie alternative, la convivialité des relations sociales et la quête de reconnaissance produisent un processus de subjectivation. L'engagement dans la mobilisation, l'intensité de l'expérience vécue, la solidarité, amènent les acteurs à développer et vouloir exprimer leur subjectivité dans l'espace public. En se sentant opprimés par des forces externes, les acteurs veulent résister en défendant leur autonomie et en faisant ressortir leur subjectivité. Leurs actions dénoncent la situation qui les entoure et expriment leur refus envers la société, en cherchant – comme nous avons pu constater dans leurs affirmations – des alternatives possibles à la société existante. La subjectivité et l'expérience, en étant au cœur de l'engagement, sont aussi au cœur de la personnalité de chaque individu et de chaque acteur du mouvement.

2.2 Les hypothèses de recherche

2.2.1 Le processus de structuration de la commune de Bure : l'opposition « nous – autres »

Notre *première hypothèse* met en évidence le processus à travers lequel la commune de Bure s'est structurée au sein de la controverse autour du « projet Cigéo et son monde ». Qu'il en soit conscient ou non, l'individu se retrouve dans une éternelle rivalité avec d'autres individus. Partant du constat qu'un conflit surgit lors d'une divergence d'intérêts entre deux ou plusieurs individus, nous pourrions affirmer que les acteurs, protagonistes de ce conflit, finissent forcément par se regrouper en des unités collectives qui s'opposent entre elles. Les deux parties en conflit déterminent leur rôle dans la controverse et elles fixent leur unité face

à l'adversaire et aux enjeux du conflit. A ce propos, construire et affirmer la présence d'un ennemi est fondamental pour définir le groupe lui-même et son identité. Un groupe émerge et s'organise lorsqu'il y a la possibilité de se différencier d'autres groupes. Ainsi une distinction nette entre le « nous » appartenant au groupe et les « autres » appartenant au groupe adversaire s'établit. A Bure, les opposants au projet développent la conscience de leur appartenance commune : ils ont une conscience du nous, ils savent former un groupe qui se distingue du groupe adversaire. L'ennemi est, tout d'abord, l'Andra, qui s'occupe de la gestion des déchets radioactifs et à cet égard elle incarne la menace et la dangerosité du projet ; puis l'Etat, considéré répressif et violent, un appareil de domination des masses qui impose sa propre conduite de l'ordre établi.

La menace d'un événement catastrophique, la souffrance pour la situation de dangerosité et d'incertitude face au projet porte les acteurs à ressentir le besoin de se retrouver, de partager des idées, des espaces et de formes de résistance. Les opposants de la commune sont donc encouragés à se penser comme un ensemble cohérent qui partage à la fois un lieu de résistance et un lieu d'expression et d'expérimentation. La menace transforme le groupe des opposants à Bure en une véritable communauté. Un système de valeurs est partagé, un système cohérent de symboles, de pensées, de réflexions. Les jeunes opposants mettent en commun savoirs et pratiques. Une multitude de vécus, de pensées coexistent, les opposants partagent leurs pratiques matérielles et symboliques et créent une nouvelle communauté qui partage une solidarité de destin et la volonté de mettre en pratique et de partager les valeurs défendues. L'engagement dans la lutte, l'intensité de l'expérience vécue, la solidarité amènent les opposants à vouloir exprimer leur subjectivité dans l'espace public. Pourtant, l'identité collective au sein de la commune se manifeste en tant que produit des processus et des mécanismes différents qui se développent et se déploient grâce à l'expérience de chaque individu dans le groupe à travers lequel il s'identifie et avec lequel il partage un sentiment d'appartenance. La représentation de soi dans le groupe et la vision que l'individu a du même groupe en le voyant de l'extérieur, caractérisent le sentiment d'appartenance à une identité collective. Il est certain que pour pouvoir agir collectivement les membres de la commune de Bure doivent s'identifier comme participants à un « nous » qui s'oppose aux « autres » ; ces derniers poursuivent des finalités différentes et expriment des appartenances et des visions du monde différentes. L'identité qui se manifeste au sein de la commune, est un système de relations et de représentations ; elle est une décision partagée par le biais des opportunités et obligations données par l'action collective.

2.2.2 Deux niveaux de contestation et de lutte

Notre *deuxième hypothèse* comporte l'existence de deux niveaux de contestation et de lutte qui concernent la commune de Bure : le niveau « concret » et le niveau « sentimental-émotionnel ». Un déterminant objectif et un déterminant subjectif entrent en jeu, deux éléments centraux pour construire et structurer le conflit. Le niveau de lutte, que nous appelons « concret » s'explique à travers l'idée que la commune de Bure se caractérise, entre autres, par une « lutte de territoire », une revendication qui tisse un lien très étroit avec la mise en œuvre du projet Cigéo et le territoire sur lequel le projet doit être réalisé. L'environnement, la terre, mais surtout le territoire deviennent les raisons constitutives de la mobilisation. La commune d'opposants donne une forte importance à la centralité du territoire : les militants s'approprient des lieux, ils construisent une relation avec le territoire. Celui-ci devient un lieu de lutte et de conflit ; il est perçu comme agressé, attaqué, dont il faut revendiquer l'unicité. Habiter, tout comme occuper, est aussi, selon ces acteurs, un acte de défense, la distinction entre habiter et défendre devient très floue : les opposants veulent défendre le lieu où ils vivent, ils veulent préserver ce qu'ils créent chaque jour. Les opposants se reconnaissent en tant que partie de ce territoire et par l'intermédiaire de celui-ci. Ils attribuent un sens au territoire et ainsi se dotent eux-mêmes de sens. Le territoire participe à la construction de l'identité du groupe et à la consolidation le sentiment d'appartenance au sens symbolique et matériel : les opposant « imaginent » et structurent une « communauté ». Une communauté en tant que groupe situé dans un espace spécifique, un « nous », une forme de sociabilité qui naît de la fusion des consciences individuelles et qui va constituer une nouvelle totalité.

A côté du niveau « concret » émerge aussi un autre niveau : un niveau, que nous appelons « sentimental-émotionnel ». La mobilisation des acteurs ne dépend pas que de l'entité du danger « tangible » et « concret » mais surtout elle est gérée par un processus cognitif d'interprétation de la réalité, par une composante subjective liée à la sensibilité des individus envers les problèmes qui touchent la société : très parlante, à cet égard, est la formulation souvent soulevée par les militants « contre Cigéo et son monde ». A ce titre, les motivations invoquées par les opposants sont fermement critiques envers la société actuelle ; la cible de la contestation et les adversaires sont les organisations instituées, les partis politiques, les syndicats, les membres de la classe politique, de droite comme de gauche, qui n'arrivent pas/plus à être les vrais représentants des demandes qui proviennent des individus, et qui sont considérés comme ayant des rapports trop attachés aux intérêts des grands entreprises, et plus généralement, perméables aux intérêts du marché. L'objet de la contestation est tout d'abord

le nucléaire, symbole d'un Etat centralisé, mais aussi le refus des lois, des politiques publiques, des modes de prise de décisions, la domination et l'oppression de l'industrie culturelle. Toute logique de domination matérielle et symbolique est rejetée autant que toutes les formes de hiérarchie, de forme verticale d'exercice du pouvoir, comme aussi la conception délégataire de la démocratie. Les opposants exigent une forme plus horizontale de modes d'interaction et une démocratie participative au plus haut degré et plus active de la part des citoyens.

La contestation se partage et s'enrichit entre deux niveaux de lutte, qui vont du « concret » au « sentimental-émotionnel », mais en même temps la contestation se fend aussi ; elle se brise entre ces deux niveaux, car plusieurs visions du monde coexistent et se contrarient dans le même lieu, dans la même lutte.

2.2.3 Conflits dans le conflit

Notre *troisième hypothèse* découle de ce propos : plusieurs conflits coexistent dans le conflit de Bure, entre les opposants de la commune. Cependant ces conflits sont, à leur tour, gérés par des « affinités électives », des formes de solidarité qui s'appuient sur un objectif commun. Or, des acteurs et des groupes sociaux très variés se rallient dans l'opposition contre le projet de stockage des déchets nucléaires. La commune de Bure ne constitue ainsi pas une réalité homogène : souvent l'intensité et les raisons de l'engagement se diversifient fortement d'un individu à l'autre. Les liens qui s'instaurent entre les opposants de la commune relèvent d'une pluralité de « modes » et des « mondes » sociaux, dans lesquels une multitude de visions du monde et raisons d'agir s'entremêlent. La multiplicité des courants et l'hétérogénéité des mouvances font en sorte que la coexistence donne parfois lieu à des tensions : plusieurs conflits coexistent dans le conflit de Bure. Or, au-delà des différences sociales et des divergences idéologiques et politiques, des coalitions et des attachements durables émergent ; différentes tendances et constellations des acteurs faisant partie de la commune peuvent entrer dans un rapport de convergence, de renforcement mutuel à partir d'une communion d'émotions et des formes de solidarité qui s'appuient sur un objectif commun. Ainsi, les dispositions conflictuelles structurent, à leur tour, un nouvel équilibre, et un nouveau fonctionnement social en faisant émerger des affinités électives. Différentes tendances, souvent hétérogènes entre elles, convergent pour former une symbiose et une synthèse finale. Les éléments se saisissent l'un et l'autre pour resurgir de cette union dans une forme

renouvelée. Les différentes constellations des opposants peuvent entrer dans un rapport de renforcement mutuel par la symbiose d'émotions et des formes de solidarité qui leur procure un objectif commun. Les tensions et les tendances entrent dans un rapport de réciprocité grâce à une intention d'unité affective qui implique des subjectivités très différentes. Des affinités électives émergent : les différences coexistent, se respectent et se soutiennent mutuellement, trouvent des occasions de s'exprimer, de se confronter et de se saisir, se manifestent avec plus de solidité – cela constituera ensuite la force du mouvement qui exprimera continuité.

2.2.4 L'émergence d'« espaces d'expérience »

Nous supposons comme *quatrième hypothèse*, que dans les lieux de résistance à Bure des « espaces d'expérience » (Pleyers, 2016) émergent ; des lieux qui permettent aux acteurs de vivre selon leurs propres principes et d'exprimer leur subjectivité. Ces espaces « réels » et « imaginés » pourront s'exprimer en tant que « hétérotopies » (Foucault, 2009) : des lieux concrets qui correspondent à l'imaginaire et à des utopies réalisées. A ce titre, la Maison de Résistance et le bois Lejuc occupé se structurent en espaces d'expérience et correspondent à des hétérotopies en opposition et en substitution au monde réel.

Grâce aux discussions, aux actions et à la construction d'un savoir partagé, la commune de Bure a élaboré un répertoire des moyens, très efficaces, pour créer une vision beaucoup plus large, qui va au-delà de la question des déchets nucléaires. Pour changer « le monde » il faut commencer à mettre en place une série de petits gestes et de petites actions qui puissent avoir un impact concret sur le territoire et qui impliquent les individus de manière directe. Cette vision a permis non seulement de partager une réflexion beaucoup plus large sur la question des déchets, mais aussi de la traduire en actions concrètes. Ces réflexions et actions directes et concrètes jettent les bases d'un laboratoire social où des nouveaux styles de vie sont expérimentés pour une société différente. Les opposants mettent en commun savoirs et pratiques : ils vivent autrement, ils cultivent la terre, ils rénovent les maisons, ils se forment aux actions, etc. Celles-là sont toutes des expériences et des processus d'expérimentations créatives qui pénètrent chaque participant et son identité sociale. Il y a ainsi une cohérence entre les pratiques et les valeurs, dans l'engagement pour construire – comme ils affirment – un autre monde. Depuis plusieurs années les membres de la commune de Bure partagent des expériences collectives et en commun dans leur pratiques : partage de savoir, recherche de leur autonomie, horizontalité des organisations, ouverture d'espaces dans lesquels

l'expérimentation collective est possibles. Venir à Bure, signifie pour les membres de la commune, croire en la nécessité de s'organiser au-delà des luttes locales. Ils construisent ensemble un espace pour y vivre, échanger des pratiques, des discussions à propos des luttes en France et ailleurs, sur leurs manières de vivre le collectif, dans un esprit anti-autoritaire, soucieux de parer à toute forme de domination.

Forts de leur engagement et de l'intensité de l'expérience vécue sur le territoire, les opposants de la commune de Bure créent une autre forme de vie et des véritables espaces d'expérience. Des lieux autonomes, ces derniers, positionnés en dehors de la société et éloignés de l'ordre établi, qui offrent aux acteurs la possibilité de faire ressortir leur subjectivité en vivant selon leurs principes et en tissant des relations sociales différentes.

Chaque groupe produit ses propres hétérotopies spécifiques, autrement dit, des « espaces autres » basés sur des fonctions précises : effacer, compenser, neutraliser ou purifier les sociétés. Des lieux réels qui renvoient continuellement à un autre lieu imaginé, symbolique : des espaces réels au sens où l'utopie disposerait d'un lieu pour s'expliquer. La commune de Bure se lie à la production d'une hétérotopie spécifique : de la constitution effective d'une utopie réalisée, d'une projection idéale d'un monde autre.

2.2.5 La contradiction vécue par les acteurs

Notre *cinquième hypothèse* se rapporte au malaise croissant qui émerge de manière factuelle à Bure. Ce malaise est la consolidation entre ce qui vient de l'intérieur des sujets, le caractère interne, et ce qui provient du monde extérieur. Les individus à Bure, d'un côté ont peur et se sentent menacés et soumis par l'imposition factuelle du projet Cigéo et de l'autre côté se sentent opprimés et méprisés par le mode de fonctionnement de cette société qu'ils retiennent manipulée par la gouvernance⁵⁰ et qui, à son tour, le manipule – à leur dire. Ils se sentent blessés et ils ressentent des manques en raison d'une condition qui abime leur vie ; d'une tension entre ce qui *devrait être*, ce que les acteurs *pensent avoir droit* d'attendre et *ce qui est*, ce qu'ils reçoivent effectivement. A cet égard, les acteurs se retrouvent à faire face à un sentiment de privation, un sentiment de ne pas pouvoir vivre comme *ils voudraient* – et vivre comme *il faudrait* – privation d'un équilibre qui devrait être idéal, une privation d'une situation qui est vue comme indépassable. Tous ces états émotionnels produisent inévitablement un malaise car les individus sont entravés, empêchés et déçus. Or, les acteurs

⁵⁰ Voir à ce sujet Spurk, 2016b.

appartenant à la commune de Bure ne se reconnaissent plus dans la société dans laquelle ils vivent, une lacération très profonde s'installe à l'égard des attentes de reconnaissance. Si ces attentes sont déçues par la société, il en résulte une expérience de mépris. Lorsque les individus se retrouvent dans cette situation qui leur semble inégalitaire et injuste un état de tension survient et le décalage entre leurs perceptions subjectives et les nécessités objectives, entre leurs attentes et la réalité factuelle, porte inexorablement à l'insatisfaction et à la frustration.

Dès lors qu'il y a un attentat à l'intégrité et aux convictions, les sujets ressentent le besoin de rétablir leur situation, de sauvegarder leur propre sens du monde. Les sujets, qui sont en constante quête de reconnaissance, tentent de l'obtenir en ayant appris à la considérer comme légitime au cœur de leur vie. L'existence d'une frustration, constituée par des attentes et des besoins subjectifs, conduit toujours à une forme d'agression, un agir qui se tourne vers une volonté de dépassement. Il se produit, à cet égard, un besoin violent et extrême de manifester ses propres sentiments par des actes extérieurs. Le malaise généralisé, la frustration persistante et la quête de reconnaissance se transforment en pulsions vers l'action et causes de mobilisation. L'expérience du mépris produit des sentiments qui créent les conditions aptes à une position de conflictualité envers les autres.

2.2.6 Formes de vie autres et structuration du contre-espace public

Notre *sixième et dernière hypothèse* est liée directement à la cinquième. L'expérience, l'expérimentation et l'action produites par la quête et la lutte pour la reconnaissance, la volonté de puissance et la manifestation des propres sentiments par des actes extérieurs affectent et orientent le vécu des opposants de la commune de Bure en leur permettant, à la fois, de remettre en cause leurs modes-de-la-vie et leurs mondes-de-la-vie et d'en développer des nouveaux ou alternatifs. Les acteurs de la commune se sentent opprimés et s'efforcent d'exprimer leur indignation à travers une rébellion collective pour contrer la vision qu'ils ont de la société et de l'Etat en tant que constructions hiérarchiques, oppressives et manipulatrices. Par conséquent, cette remise en cause de l'ordre établi et des modes-de-vie assure l'émergence d'un « contre-espace public » ; un espace, à la fois, « concret » et « abstrait » où les contours de l'espace public sont redéfinis, un lieu d'opposition au modèle établi de la société. Ce sont les visions du monde et les actions des acteurs à Bure qui

façonnent le contre-espace public. Celui-ci se construit à travers le vécu des sujets dans la commune, la tension entre différentes visions du monde, le partage du sensible et le déclenchement d'un processus de subjectivation. De plus, grâce à la mise en place des vies autres, des vécus alternatifs et d'un mode de vie en ligne avec leurs aspirations, les acteurs de la commune trouvent, dans le contre-espace public de Bure, la reconnaissance longuement cherchée et à laquelle ils aspiraient. Si les sujets font l'expérience de vivre dans un monde où ils se sentent respectés en tant qu'êtres autonomes, leur identité personnelle fixera les modèles sociaux de reconnaissance. Le contre-espace public leur permet, en effet, de mettre en place des nouveaux modes-de-vie et d'agir différemment. Les acteurs instaurent des « formes de vie » et des formes d'engagement et d'action préfiguratives : ils transposent les propres exigences et aspirations personnelles dans les pratiques quotidiennes mises en place dans le contre-espace public de Bure.

Dans le contre-espace public les sujets se modèlent dans l'action et dans l'expérience : un processus de subjectivation s'éveille et se lie à l'imaginaire, aux désirs, aux expériences et aux besoins. La subjectivation se réalise dans la pensée et dans l'agir. Les acteurs trouvent leur reconnaissance et en même temps construisent eux-mêmes comme principe de sens. Dans le contre-espace public les acteurs de la commune s'affirment comme sujets, affirment leur propre subjectivité tout en essayant de résister à l'ordre établi. Ce processus de subjectivation est un parcours assez complexe qui amène les individus faisant partie du mouvement à se mesurer et à intervenir à différents niveaux de la réalité, à acquérir différentes capacités de critique, d'organisation et de réflexion.

2.3 L'état de la recherche

A l'heure actuelle très peu d'ouvrages et d'articles académiques – même pas une dizaine – ont été consacrés entièrement au sujet de la controverse à Bure alors que les chercheurs en font souvent référence dans des articles qui traitent de contestations environnementales⁵¹, de conflits autour du nucléaire ou de déchets radioactifs⁵², de l'aménagement du territoire⁵³, des ZAD⁵⁴, etc.

⁵¹ Carlino, 2018 ; Chambru, 2014 ; Bertina, 2017.

⁵² Barthe, 2006 ; Patinaux, 2017 ; Chateauraynaud et Debaz, 2017 ; Blanck, 2016 ; Topçu, 2013 ;

⁵³ Masseran et Weil, 2014 ; Lehmann et Motulsky, 2013.

⁵⁴ Dechezelles, 2017 ; Subra, 2017 ; Coutant, 2014.

Sous la direction de Pierre Ginet (2017) une équipe de citoyens et de géographes examinent en détails le projet Cigéo en insistant sur son infaisabilité en raison de la dangerosité extrême et du caractère non-maitrisable et en construisant une contre-expertise sur la gestion des déchets radioactifs. Les onze articles structurant l'ouvrage sont organisés en deux grandes parties : l'une concerne les enjeux et les risques technologiques, l'autre les enjeux et risques socio-économiques et territoriaux. Ce faisant, l'ouvrage *L'opposition citoyenne au projet Cigéo : cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux* cherche à éclairer le rapport entre les citoyens et les promoteurs du projet : un conflit flagrant qui oppose un système technique, politique et financier à une population désireuse de prendre part au processus de décision et construction de ce grand équipement. La parole est donnée aux citoyens qui s'interrogent sur la réalité et sur l'acceptabilité du projet et l'attention est posée sur d'importants questionnements qui, d'une certaine manière, dépassent l'enfouissement des déchets nucléaires et concernent l'idée même de démocratie.

« Bure ne se réduit pas à un trou où creuser un trou mais constitue un fait spatial total » (Ginet, 2017, p.6). « Ce fait spatial total relèverait la confrontation, la portée et les limites de la démocratie, au travers des méthodes utilisées par ses représentants institutionnels d'une part, et par les citoyens opposés au projet d'autre part, pour clamer et asseoir chacun leur légitimité » (Ginet, 2018).

Jan Spurk, dans son ouvrage *Les limites de l'indignation. La révolution commencera-t-elle à Bure ?* (2017) s'efforce de rendre audible la voix des acteurs, leurs visions du monde, leurs raisons d'agir et les affinités électives qui se constituent au sein du conflit de Bure. La compréhension sociologique du phénomène montre comme l'agir dans l'espace public des opposants au projet se constitue comme une véritable indignation envers les promoteurs de Cigéo qui essaient de réaliser un projet nécessaire, rationnel et sans alternative. La gouvernance et les critères rationnels de ce grand équipement industriel s'affrontent ainsi à la critique des opposants qui expérimentent une rupture possible avec l'ordre établi. Des affinités électives entre des acteurs très différents s'instaurent et agissent dans l'espace public :

« à Bure, un projet industriel mené selon des critères rationnels de la gouvernance s'affronte à l'indignation des opposants à ce projet qui débordent largement le petit village de Bure » (Spurk, 2017, p. 9).

L'article du géographe Philippe Subra, *Cigéo, un conflit à vie longue* (2018), porte sur la façon dont le projet Cigéo a émergé progressivement en se limitant à focaliser son attention sur les vicissitudes qui l'ont caractérisé jusqu'à sa création sur le territoire de Bure vers la fin des années 1990. Il pose ensuite son attention sur la situation objective qui explique et qui caractérise l'opposition et sa radicalisation en établissant un court historique des événements. Subra insère l'opposition à Bure dans deux articles (Subra, 2016 ; 2017) qu'il consacre à la complexité d'une « nouvelle » forme de contestation apparue en France, il y a quelques années, représentée par la ZAD. Il propose donc une grille de lecture globale avec des références précises aux différentes ZAD qui se sont formées sur les sites d'une série de projets contestés. L'objet de recherche représenté par la ZAD et l'autonomie mobilise dernièrement de plus en plus de nombreux chercheurs. Bien d'autres auteurs appartenant à des champs disciplinaires différents ont récemment produit des études sur les ZAD et sur leur dynamique et bien évidemment ils citent le cas de Bure en tant que scène contestataire⁵⁵.

A ce sujet Laurent Beauguitte (2019) décrit dans son article *Le Bois Lejuc occupé : éléments sur le fonctionnement d'une petite zad en Meuse (2016-2018)* l'occupation permanente du petit bois à Mandres-en-Barrois à quelques kilomètres de Bure. L'occupation est vue comme une organisation spatiale précise et permanente, en structurant des trajectoires et des pratiques militantes qui ont un fonctionnement très proche des ZAD.

D'autres auteurs plus ou moins éloignés du champ académique se sont aussi intéressés à des questions en lien avec le conflit à Bure, surtout des militants et des collectifs ont examiné la question en partant d'un point de vue intérieur aux opposants. A ce titre, il est difficile de parler de l'opposition à Bure sans évoquer le collectif Bure Stop 55, qui fut sans doute l'un des premiers à s'engager contre la construction du centre d'enfouissement. L'histoire et les événements qui ont caractérisé un mouvement collectif peu commun, une opposition au nucléaire et à l'enfouissement des déchets des années 1987 à nos jours, sur plus de 50 sites en France sont analysés de manière très détaillée par les militants du collectif dans l'ouvrage *Notre colère n'est pas réversible. Enfouir les déchets nucléaires atomiques : le refus* (2014). Le collectif retrace avec minutie des descriptions, tout en incluant beaucoup de photos, les événements les plus significatifs – dont nous aurons l'occasion de reparler ; des dizaines d'actions de toutes sortes qui se sont déployées au fil des années. Une chronologie qui brosse

⁵⁵ Camille, 2013 ; Vidalou, 2017 ; Bulle, 2018 et 2020 ; Des plumes dans le goudron, 2018 ; Verdier, 2018 ; Macé, 2019.

le portrait de près de 35 ans de luttes à travers la France contre l'implantation de sites d'enfouissement de déchets nucléaires avec une attention particulière au site de Bure :

« les années s'enchainent, de nouvelles personnes dont de nombreux jeunes s'engagent, alors nous avons tenté d'assembler tous ces petits bouts d'histoire pour en dérouler un long fil rouge. Objectif : nourrir la mémoire...et la suite. Manifestations, photographies, retour sur réflexions, contextualisation médiatique ou stratégies officielles déployées pour contourner le refus composent donc cette chronologie factuelle, qui laissera à chacun le soin de se faire une opinion » (Collectif Bure Stop 55, p. 3).

Gaspard d'Allens et Andrea Fuori, deux opposants actifs, présentent dans l'ouvrage *Bure, la bataille du nucléaire* (2017), une enquête sur l'engagement vécu et la forme de résistance d'une rébellion contre la violence du monde industriel. Bure ne peut pas être réduit à une controverse technique et économique autour des déchets nucléaires ; il structure une configuration qui bouleverse les consciences et qui a des conséquences non négligeables sur les cadres de vie :

« dans ce milieu hostile, nous avons aussi vu pousser des herbes folles comme des lueurs d'espoir. A Bure une lutte couve depuis plus de vingt ans [...]. Des militants « historiques » refusent ce cimetière atomique, entretenant la flamme de la contestation avec ardeur. Depuis quelques années, ils sont épaulés par des dizaines de personnes, venues de toute la France et de l'Europe, qui s'installent sur place, retapent des maisons en ruine, squattent les terres de l'Agence et nourrissent la résistance » (D'Allens et Fuori, 2017, p. 14)

Serge Aumenier (2019) dans son ouvrage *Bure ; contre le nucléaire et son monde*, développe l'histoire des différents collectifs et leur structuration au fil du temps. L'ouvrage présente une récolte d'un ensemble de témoignages pour donner le sens des vécus et d'expériences sur place et s'orienter dans le temps à venir. L'ouvrage présente une chronologie détaillée des événements qui concernent les résistances au projet Cigéo, dès années 1980 à nos jours. Ensuite la parole est donnée aux militants de la Maison, aux opposants installés au bois, à tous les différents collectifs et personnes qui soutiennent la lutte à Bure et qui se coordonnent sur le terrain. Selon la Fédération Anarchiste, il faut stopper ce projet d'une énorme poubelle nucléaire car il représente un Etat autoritaire qui opprime les citoyens, une société nucléaire qui s'impose aux acteurs. Il faut soutenir la lutte car le combat mené à Bure représente le combat contre la société.

Dans l'espace public et partout dans l'opinion publique, surtout à travers les médias, la question « Bure » a gagné en importance et en intérêt au fil des dernières années. Les médias s'emparent très bien de cette thématique, largement commentée. De janvier 2006 à janvier 2020, *Le Monde* (en ligne) compte environ 86 articles publiés, *Le Figaro* (en ligne) environ 73 et *Libération* (en ligne) environ 64 articles publiés. Pour ce qui concerne les journaux en ligne plutôt engagés dans la lutte, nous avons choisi de prendre en tant qu'exemple le quotidien de l'écologie *Reporterre*⁵⁶ et le media indépendant en ligne *Basta!*⁵⁷. *Reporterre* entre 2011 et 2020 a publié environ 371 articles, *Basta!* environ 87 articles dans la période 2006 et 2020.

2.3.1 La commune à Bure : un cas exemplaire

Pour ce qui nous concerne, nous nous sommes emparés d'un aspect autour la question de Bure qui n'a pas encore été traité ni au sein du domaine académique ni de la part des militants mêmes. Comme nous l'avons montré, plusieurs sont les références aux éléments technoscientifiques autour la question de l'enfouissement des déchets radioactifs ; peu nombreuses mais existantes sont les analyses autour la controverse ou la description factuelle du conflit qui a lieu dans ce petit village de la Meuse. Alors que nous, nous souhaitons interroger le mouvement d'opposition (notamment la « commune » des opposants) qui se structure à Bure, le pourquoi de leur mobilisation et la finalité de leurs vécus et expériences sur le terrain et au sein de la controverse. A cet égard, nous problématisons un « cas exemplaire » d'opposition et de mobilisation. Un cas exemplaire émerge de la réalité factuelle⁵⁸ ; il faut analyser ce qui se montre empiriquement et qui est fondé sur l'expérience pour ensuite expliquer, à travers une approche théorique, les éléments généralisables qui l'associent à la société comme totalité. Un cas typique représente ce que la société devrait être idéalement, la typologie, est la construction abstraite du chercheur, alors que le cas exemplaire est un processus opérationnel et qui apparaît aux cinq sens ; il nous montre ce que la société est. Il ne se réfère pas à un possible bouleversement et une transformation de la société mais il englobe désormais le changement ; pendant sa réalisation il est déjà en train de se transformer. L'exemplarité du cas concerne le comportement, l'acceptation et le refus, l'innovation des objectifs et des moyens des sujets dans la société. R. K. Merton définit cela

⁵⁶ <https://reporterre.net/>.

⁵⁷ <https://www.bastamag.net/>.

⁵⁸ Voir Spurk, 2017.

en tant que « rébellion » (cinquième catégorie de mode d'adaptation) : le sujet rejette globalement les moyens et les buts proposés au profit de l'adhésion à un nouveau système social, donc il est un rebelle, mais pendant qu'il rejette, il est déjà en train de changer. Le cas exemplaire concerne les modalités d'opposition dans l'espace public dans une société démocratique et, par conséquent ouverte, et pour cette raison pendant que les sujets agissent, ils incluent déjà le changement en eux-mêmes. Par le biais de l'utilisation du cas exemplaire nous nous approchons de la mission la plus authentique de la sociologie : décrire et comprendre la société actuelle, vivante, où elle est enracinée. Analyser un cas exemplaire signifie retrouver dans le particulier, dans un cas spécifique et qui apparaît aux cinq sens, des éléments généralisables de la société. A ce titre, pour nous, analyser le cas exemplaire de la commune de Bure signifie retrouver dans cette commune des éléments généralisables à la société et son fonctionnement. Notamment, interroger la finalité de l'agir, les vécus et les expériences des opposants appartenant à la commune, cela signifie se pencher particulièrement sur leurs visions du monde.

2.3.2 Les visions du monde : dévoiler la totalité de la société

« *Die Weltanschauungen* », les visions du monde, se réfèrent à tout l'ensemble d'opinions et des croyances, afférent à la perception de l'existence d'un individu ou d'un groupe d'individus, dans le monde et dans l'univers. « Un phénomène qui dévoile une certaine totalité, une certaine unité de la société et qui serait à la charnière de l'objectivité et de la subjectivité » (Rioux, 1962). Le mot allemand « *Anschauung* » peut se traduire en français à la fois en « opinion » et « regard ». Le terme se caractérise donc par la double connotation de « regard » et d'« idée », « pensée », « opinion » qui émerge – cette dernière – à partir du regard sur le monde (*Welt*). Spurk (2017) nous explique comme le regard est la relation, la connexion active et réciproque que l'acteur lui-même maintient avec le monde et avec les autres qui l'entourent. A travers ce regard l'individu a la possibilité d'expérimenter le monde et de découvrir les autres. Egalement, c'est dans le regard des autres que l'acteur se reconnaît. Les individus, à travers leur regard, essaient d'interpréter le monde ; à travers leur opinion, s'insèrent dans le monde social pour essayer de donner un sens à leur vie et à leur agir dans la société et dans la totalité. « Les visions du monde se réfèrent aux « mondes-de-la-vie » (Husserl), c'est-à-dire à l'apparence et à l'expérience spécifique du concret de la société, pour la maîtriser » (Spurk, 2017 p. 48).

Or, l'étude des visions du monde sollicite à la fois l'idée d'unité et de totalité concrète de l'individu. Selon Karl Mannheim (*Ideologie und Utopie*, 1929), les visions du monde concordent avec la « représentation totale de l'idéologie ». Dilthey, de son côté, affirme que les visions du monde émergent à partir de l'expérience de chaque individu dans la société, du vécu de chaque acteur dans le monde. La situation dans laquelle un individu se trouve provoque en lui un questionnement permanent, en se donnant comme réponse un idéal qui vient, au fur et à mesure, composé ; un « déchiffrement humain du réel » (Heyndels, 1977). Une *Weltanschauung* se caractérise par trois éléments spécifiques et liés les uns avec les autres. Le premier élément s'organise sous forme de croyances appartenant au monde empirique, le deuxième élément se réfère à l'ensemble de jugements de valeur ; le troisième rassemble les désirs, les obligations, les règles pratiques et les principes (Rioux, 1962). Sombart précise que la notion de visions du monde se réfère à « la totalité de nos interprétations du monde et de notre vie dans ce monde, aussi bien que la totalité des valeurs par lesquelles nous vivons » (Sombart, 1939, p. VIII).

Le concept de *Weltanschauung* se trouve disséminé dans divers passages des ouvrages de Max Weber⁵⁹ ; il attribue à cette notion un rôle très important de constitution des groupes sociaux et de compréhension du changement social. Selon Weber, les visions du monde influencent l'action quotidienne des individus et le cours de l'histoire (Kalberg, 2007). Elles se constituent et s'instaurent par le biais d'un ensemble harmonieux de valeurs qui se présentent selon un grand degré de généralité, et qui sont mises en pratique par les individus pendant leur vie sur terre. Ces valeurs se présentent à la fois en tant que réponses aux questions sur la vie et sur l'existence et comme forces d'impulsion de l'agir des individus. Max Weber en trace un exemple dans son ouvrage *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. L'ensemble des valeurs qui caractérisent l'« éthique protestante » des calvinistes, méthodistes, baptistes et quakers du XVII^e siècle déterminait que le travail devait être considéré comme une vocation (*Beruf*). L'activité du travail était donc organisée d'une manière ascétique – à savoir, assez rigoureuse – suivant un ensemble de valeurs, qui assumait un grand degré de généralité. Cette force d'impulsion, aurait, ainsi que d'autres forces énumérées dans des observations préliminaires (*Sociologie des religions*), *nur im Okzident*, seulement en occident, favorisé l'émergence du capitalisme.

En outre, dans les écrits de Max Weber, ce sont les prophètes, figures charismatiques, qui offrent une interprétation de l'existence des hommes et de leur souffrance sur terre : ils

⁵⁹ Voir notamment Weber, 1976 et 1994.

énoncent les visions du monde (Kalberg, 2007). D'après Weber les visions du monde, en ayant leur propre autonomie (*Eigengesetzlichkeit*) s'expriment à la fois en tant que fondement et force d'action. Cette force se manifeste comme une capacité, sur laquelle les individus peuvent s'appuyer, tout comme la capacité à travers laquelle les individus se sentent encouragés à l'action. Les visions du monde, en tant que « totalités ordonnées » sont à la fois promotrices et impulsions d'action :

« une fois établies, les visions du monde marquent une disjonction entre le domaine intramondain et un ordre éthique systématique de valeurs et d'idéaux. Et c'est cette contradiction entre la « totalité ordonnée » et le caractère irrationnel des événements intramondains qui, selon Weber, met en mouvement une force d'impulsion idéale autonome » (Kalberg, 2007).

Grâce à leurs *Weltanschauungen*, les individus créent un lien direct et symétrique avec le monde, qu'ils essayent d'interpréter, et dans lequel ils se situent. En trouvant leur place dans « le-monde-de-la-vie », ils peuvent connaître eux-mêmes, et donner un sens à leur existence : *verstehen, deuten und erklären*. Les visions du monde dirigent et influencent l'agir des individus : la prise de décision la finalité de l'action, tout en en conservant l'ensemble et les orientations des valeurs. Les visions du monde dégagent une force tellement puissante qu'elles ont pu constituer une impulsion au changement social. Or, les mouvements sociaux, résultat de la composition d'actions, sentiments et visions du monde des acteurs qui en prennent partie, sont l'expression d'un changement possible.

2.3.3 Les mouvements sociaux

Selon Boudon et Bourricaud (1991) le terme « mouvement social » est utilisé dans une grande variété de sens. Souvent, il est utilisé dans un sens purement descriptif et peut se référer aux processus les plus divers. Il est aussi utilisé pour mettre en valeur les aspects les plus originaux et les plus créatifs et dynamiques de la vie sociale. Parfois le mouvement est vu comme le produit de « forces collectives » ; d'autres fois, en termes plutôt « individualistes », le mouvement est considéré comme le produit de la composition d'actions, de sentiments, de stratégies individuelles et collectives. Les mouvements sociaux, plus précisément les acteurs dont les activités constituent le phénomène émergent qui est un mouvement social, sont caractérisés à la fois par les règles qui contribuent au changement, et par les valeurs dont ils sont porteurs.

Une première et simple définition peut considérer les mouvements sociaux en tant que réseaux de relations informelles entre acteurs collectifs. Ces derniers partagent une solidarité collective et un système de croyances, l'élaboration et la réflexion autour des visions du monde communes et un système de valeurs alternatives à celles qui sont dominantes. Les membres d'un mouvement social se mobilisent autour des thématiques conflictuelles et, dans plusieurs cas, ils utilisent la protestation comme *modus operandi*.

Alain Touraine propose une théorie de l'action, à l'intérieur de laquelle il élabore le concept de mouvement social. Pour lui, ce n'est qu'à partir d'une théorie de l'action qu'il apparaît concevable de pouvoir fonder le champ d'étude des mouvements sociaux et de l'action collective. En s'éloignant du modèle fonctionnaliste, Touraine ne conçoit pas la société en tant que système, en revanche il définit la vie sociale en tant que maillage et interconnexion d'actions conflictuelles et d'abord des mouvements sociaux (Touraine, 1982). La société est caractérisée à la fois par un ensemble d'institutions et un ensemble d'actions individuelles qui sont liés entre eux et qui engendrent des mouvements qui sont antagonistes et en conflit permanent avec les structures consolidées. Ces conflits, qui traversent la société, caractérisent, transforment et *produisent* cette dernière. Touraine attribue la notion de mouvement social aux conduites d'historicité ; celles-ci révèlent une production antagoniste d'une société à travers ses conflits. La ligne argumentative adoptée par le sociologue français consiste à souligner qu'un mouvement social ne doit pas être conçu en tant que réaction à une situation sociale ; au contraire, c'est cette dernière qui se configure à travers le conflit entre des mouvements sociaux qui luttent pour le contrôle des modèles culturels et l'historicité. Celle-ci se réfère à « la nature historique des phénomènes sociaux » (Touraine, 1984, p. 97). L'historicité désigne « l'ensemble des modèles culturels, cognitifs, économiques, éthiques, par lesquels une collectivité construit ses relations à son environnement (Touraine, 1984, p.98). Un mouvement social se constitue, à cet égard, d'une action conflictuelle à travers laquelle les orientations culturelles et le champ d'historicité sont transformés en des formes d'organisation sociale. Celles-ci sont régies à la fois par des normes culturelles générales et par des rapports de domination sociale (Touraine, 1984). Touraine suppose un mouvement social comme un acteur d'un champ d'action historique composé par trois éléments : un principe d'identité (au nom de qui parle l'acteur), un principe d'opposition (à quel adversaire il s'oppose) et un principe de totalité (pour le contrôle de quel enjeu il se mobilise) (Touraine, 1973). Quand on se réfère à l'« identité », on se retrouve à côté d'acteurs qui ressentent une sorte de mépris et voient leur dignité niée et ils se mobilisent donc pour se défendre. « Toutes

les pratiques ont fondamentalement en commun l'appel à la dignité » (Castells, Khosrokar, Touraine et Wieviorka, 2013, p. 140). C'est exactement ce qu'affirme constamment Pareto : l'utilisation d'arguments moraux est une arme puissante dans les conflits de toutes sortes. A cet égard Durkheim nous expliquait comme la solidarité du groupe dans le collectif est le vecteur qui garantit l'identité. Celle-ci est la capacité réflexive (Melucci, 1982) de produire une impulsion à l'action, donc la capacité de pouvoir agir, la capacité d'action. A cet égard, l'acteur a toujours le potentiel de reconnaître les effets de l'action. Les mouvements sociaux se mobilisent pour une cause, une idée particulière ou en opposition à une entité spécifique et distincte : il est important de trouver un « objectif », un adversaire auquel adresser l'agressivité. Un adversaire précis se trace ; un adversaire qui est souvent incarné par les agents politiques de l'Etat, la classe ou la bureaucratie politique (Castells, Khosrokar, Touraine et Wieviorka, 2013). Du point de vue de la totalité, ce qu'on s'efforce d'explorer c'est la démocratie, la négation des structures d'oppression politique subies. A ces égards, les acteurs principaux de l'action sociale sont les individus et les mouvements sociaux qui luttent pour le contrôle de l'historicité⁶⁰ :

« le mouvement social est une action, celle d'un sujet, c'est-à-dire de l'acteur qui met en cause la mise en forme sociale de l'historicité » (Touraine, 1984, p. 151).

La théorie de l'action de Touraine constitue un paradigme du mouvement social, qui diffère considérablement de l'explication du *collective behaviour* et du modèle de la mobilisation des ressources. Neil Smelser, dans son ouvrage *Theory of Collective Behavior* (1962), conçoit les actions collectives en tant qu'actions situées sur un continuum entre le comportement institutionnalisé et le comportement inhabituel et non institutionnalisé. Le comportement collectif est caractérisé par la mobilisation sur la base d'une croyance, qui redéfinit l'action sociale ; la tension structurelle et l'existence d'une croyance généralisée sont les déterminants fondamentaux de l'action collective. La tension structurelle suppose des problèmes de déstructuration de l'action sociale et se dessine en tant que cause de l'action collective. La croyance généralisée prépare les participants à l'action et repose sur des conditions d'ambiguïté, incertitude et irrationalité (Daher, 2002). La formulation de la théorie de la mobilisation des ressources (Oberschall, 1996 ; Tilly, 1978), qui a pris son essor aux Etats-Unis à partir des années 1960, a changé entièrement la manière de comprendre l'action

⁶⁰ Une façon différente de dire l'expression marxienne « historiquement déterminé », c'est-à-dire l'état des choses présentes.

collective, en déplaçant l'analyse et la réflexion autour de celle-ci vers les dynamiques et les processus de genèse, de composition et d'organisation d'un mouvement social. Dans une perspective entrepreneuriale, le modèle de la mobilisation des ressources entend les mouvements sociaux en tant qu'organisations qui mobilisent des ressources en les répartissant et en les redistribuant afin de pouvoir atteindre leurs buts, leurs objectifs (McCarthy, McPhail et Smith, 1996). Les organisations opèrent en tant que « stockage » de « ressources » qui sont adoptées par un mouvement social en faisant décroître les coûts de la participation individuelle. L'organisation est en soi une ressource susceptible de collecter et d'adopter d'autres ressources pour permettre l'élaboration et la conservation d'un mouvement social. Tout est potentiellement apte à devenir une « ressource » pour l'action dès lors que celle-ci est systématiquement rapportée aux structures et aux contextes dans lesquels une ressource fonctionne comme telle (Fillieule, Agrikoliansky et Sommier, 2010).

Selon Manuel Castells, les contradictions de la société actuelle se constituent dans la sphère de la consommation ; des contradictions qui se manifestent principalement au niveau urbain. Les problèmes urbains, la crise urbaine de la société capitaliste, qui ramène aux changements sociaux, sont les éléments fondamentaux de l'analyse de Castells, qui s'efforce de comprendre les rapports entre l'État, la société et l'espace par le biais des mouvements sociaux. Son analyse se focalise sur le rôle des mouvements sociaux dans la transformation et le changement des villes, à travers leurs structures sociales et leurs formes matérielles (cela dit, il faut se rappeler qu'une telle analyse vaut pour les sociétés démocratiques et constitutionnelles). Les mouvements sociaux « ont leur propre réalité » et ils sont souvent ressources et moyens pour l'innovation car ils ne sont pas limités par l'institutionnalisation des valeurs et des normes dominantes, et ils représentent des solutions à la crise de la société contemporaine. Les luttes urbaines sont, par exemple, une cause du changement social. Elles sont des dispositifs qui remettent en cause le système dominant à partir des problèmes propres à la question urbaine ; ces dispositifs sont à la source du changement et de l'innovation dans la ville (Hannigan, 1985).

Néanmoins, le trait distinctif des mouvements sociaux occidentaux est le fait qu'ils se construisent comme sujet collectif. Le sujet, c'est la constitution de réseaux. L'acteur est les réseaux. Conformément à cette citation, Castells met en évidence l'aspect technologique et technique du mouvement. Ce dernier n'est pas le créateur et fondateur du mouvement social, mais grâce à celui-ci le mouvement peut exister et perdurer dans le temps. En effet, la combinaison entre la construction d'une mobilisation dans l'espace urbain ainsi que dans

l'espace Internet permet la création d'un espace hybride qui peut constituer à son tour un sujet réseau.

2.3.4 Le retour du sujet

A partir des années 1980 nombreux auteurs comme Michel Foucault, Alberto Melucci, Alain Touraine, Charles Taylor se sont interrogés sur le « retour » de cette notion en repositionnant cette dernière à une place déterminante au centre du débat⁶¹. « Retour » ? Il y a donc eu une époque où le sujet était central dans le débat ? Quand ? Ou, était-il présent dans différentes théories comme par exemple la théorie marxiste ou la théorie classique de Weber, etc. ?

Avec le thème du « jeu du Soi » (Melucci, 1991) et du « retour de l'acteur » (Touraine, 1984) le sujet est repositionné dans l'action collective et dans les enjeux de la société. Cependant, la notion reste toujours partielle, sommaire et inachevée car le sujet comprend en lui-même des transformations en devenir qui le modifient au fur et à mesure. Il faut donc le saisir dans son processus de changement en accord avec ses objectifs et ses finalités. En d'autres termes, pour comprendre le sujet il ne s'agit pas de le saisir à un moment bien déterminé de son développement ou à tout moment qui mette en évidence des traits de stabilité, en revanche il faut l'identifier dans son devenir, dans son processus de transformation.

Le sujet est l'être humain agissant dans une situation sociale donnée : « le sujet est alors, simultanément, ce que l'expérience ou l'action a fait » (Wieviorka, 2004). Afin de le comprendre, on se penche sur le degré d'enracinement dans le contexte, sa pénétration dans la situation sociale de référence, l'augmentation de son rôle par rapport aux objectifs et aux finalités qui l'animent, sa capacité à utiliser et à combiner des moyens qui lui sont extérieurs. Il faut néanmoins souligner que tous les individus qui agissent ne sont pas automatiquement des sujets, car le sujet est l'acteur qui pense soi-même, qui a conscience de soi et qui construit sa propre finalité et son propre destin ; le sujet est individuel, mais socialisé et collectif. Le sujet ramène en soi une sorte de responsabilité collective et exerce une condition de relation mutuelle avec les autres ; plus précisément, c'est le rapport entre la finalité du sujet qui réalise l'action et l'évaluation de la part d'autres sujets (notion d' « objectivité » de Pareto) pour pouvoir déterminer la logicité ou la non-logicité de l'action avec la comparaison des deux

⁶¹ A ce propos voir l'intéressante entrée « individualisme » et notamment le paragraphe « individualisme méthodologique » du *Dictionnaire critique de la sociologie* de R. Boudon et F. Barricaud, 1986.

jugements qui, comme nous l'avons déjà dit, découlent de la discordance, de l'opposition, de l'hétérogénéité des finalités.

Selon Alain Touraine (1984 ; 1994) le sujet est liberté : un individu capable de choix libre pour exercer ses actions et d'une réflexion autonome individuelle et collective ; un individu qui maîtrise ses expériences et les transforme en action libre ;

« ceux qui veulent identifier la modernité à la seule rationalisation ne parlent du Sujet que pour le réduire à la raison elle-même et pour imposer la dépersonnalisation, le sacrifice de soi et l'identification à l'ordre impersonnel de la nature ou de l'histoire. Le monde moderne est au contraire de plus en plus rempli par la référence à un Sujet qui est liberté, c'est-à-dire qui pose comme principe du bien le contrôle que l'individu exerce sur ses actions et sa situation, [...]. Le Sujet est la volonté d'un individu d'agir et d'être reconnu comme acteur » (Touraine, 1992, p.267).

Être sujet entraîne la volonté d'être acteur : pouvoir consciencieusement déterminer son environnement plutôt qu'être transformé par ce dernier. Il y a sujet quand l'individu peut concevoir ses propres choix et prendre ses propres décisions, quand l'individu montre une forte volonté d'être reconnu en tant qu'acteur (Touraine, 1992). Selon le sociologue français l'individu se construit soi-même par l'action collective et le conflit social ; il y a ainsi une tendance vers la capacité d'action, la capacité d'agir. L'individu se fait sujet à travers son action, sa volonté à tisser des liens pour construire des relations ou même d'oppositions. Le sujet oriente l'action par la réflexivité et il transforme à son tour le social : à ce titre on ne peut pas séparer le sujet de sa situation sociale. Le sujet est un moyen de production de l'expérience sociale. De plus, il constitue une force critique, une force de contestation et de renversement de l'ordre établi. Il peut se définir « comme une force de résistance aux appareils de pouvoir, appuyée sur des traditions en même temps que définie par une affirmation de liberté » (Touraine, 1992, p. 408). La notion de sujet correspond à ce que Marx appelle « la classe en soi »⁶². Comme le montrent également les positions qui suivent. Pour François Dubet les individus structurent leurs propres représentations sociales afin que leur subjectivité puisse s'affirmer. Tout de même, selon Michel Wieviorka le sujet est l'individu qui souhaite être acteur de sa vie, c'est-à-dire, participer activement dans la formation de son destin, agir consciencieusement pour donner sens à ses propres actions. C'est pourquoi on

⁶² A ce propos, G. Lukács dans le chapitre « la classe en soi » de son ouvrage *Histoire et conscience de classe* (1923), commence par une citation de Marx qui semble nous rappeler les arguments de Touraine : « Il ne s'agit pas de savoir ce que tel ou tel prolétaire, ou l'ensemble du prolétariat, est parfois représenté comme but. Mais il s'agit de savoir ce qu'il est et ce que, conformément à cet être, il sera historiquement contraint de faire (Marx, la sainte famille) (Traduction de l'italien par l'auteure).

peut affirmer que l'individu produit sa propre existence en étant sujet de sa vie. Selon la réflexion de Guy Bajoit (2013), pour devenir sujet l'individu a besoin de faire ressortir les ressources psychiques de sa conscience, à savoir, ses capacités réflexives et expressives et tout de même gérer ses tensions existentielles. Devenir sujet implique un agir sur soi-même pour attirer une reconnaissance sociale de la part des autres, à savoir, être reconnu en tant que sujet par les autres, être reconnu pour ce qu'on désire être et pour ce qu'on désire faire.

Or, avec le terme de sujet l'individu peut témoigner de deux tendances et de l'émergence de deux dimensions spécifiques : la réflexion sur soi-même et la capacité de prendre conscience de soi. A cet égard, c'est la notion de subjectivité qui se montre. Les sujets disposent et expriment de nombreuses spécificités, la plus importante parmi celles-ci est la subjectivité. Elle définit la nature, la qualité, les caractéristiques du sujet, la capacité de se construire soi-même et de se rapporter aux autres dans l'espace public et plus généralement, dans la société. Nous allons maintenant définir notre position théorique autour du concept de subjectivité et préciser comme celui-ci sera compris dans notre étude, car également comme pour la notion de sujet, il reste assez difficile de synthétiser une définition claire de subjectivité, en raison de ses caractérisations souvent extrêmement différentes. Souvent on associe la subjectivité à la notion d'identité ou au concept de sujet sans s'arrêter dans les différentes spécificités qui la produisent et la caractérisent. A cet égard, la subjectivité ne doit pas être identifiée par l'idéologie, la politique, l'appartenance sociale mais plutôt comme un ensemble des désirs, des besoins, d'imaginations. La subjectivité est quelque chose de très spécifique à l'intérieur de chaque sujet mais qui constitue en même temps aussi quelque chose en dehors du sujet. A ce propos, Gabriel Tarde s'exprimait ainsi :

« la notion concrète, substantielle, qu'on découvre en soi, c'est donc celle-ci. Au lieu du fameux *cogito ergo sum*, je dirais volontiers : Je désire, je crois, donc j'ai » (Tarde, 1999, p.43). « [...] la croyance, le désir et la sensation brutes, seuls éléments psychologiques. [...] La croyance et le désir, seules forces et seules quantités de l'âme. [...] La vie sociale considérée comme la distribution changeante d'une certaine somme de croyance et de désir dans les divers canaux de la langue, de la religion, de la science, de l'industrie, du droit, etc. » (Tarde, 1999, pp. 189 – 192).

Dans ce sens, Tarde formule une de ses lois : du dedans au dehors (*ab interioribus ad exteriora*) ; les « dedans » sont les idées et les buts, les « dehors » sont les moyens et les expressions.

Ainsi la notion de subjectivité signifie que le sujet n'est pas déjà accompli, socialement et idéologiquement déterminé. Elle représente les processus d'attraction et d'imagination qui façonnent les individus, les faisant agir comme des sujets dynamiques et changeants.

La subjectivité stimule l'existence, pousse à l'agir, constitue la volonté de se transformer et de viser un but. Au fil de l'histoire, Foucault (2001) affirme que, l'individu s'est toujours construit lui-même, il s'est constitué dans une série infinie de subjectivités. Le sujet est défini dans son rapport au passé et à la place que celui-ci occupe dans la reconstruction personnelle. Martucelli présente la subjectivité comme « domaine de soi soustrait au social [...] intériorité, intimité, conscience, introspection, auto conscience » (Martucelli, 2002, p. 437). Or, la subjectivité endosse différentes facettes et elle s'exprime à travers diverses manières : elle nous apprend quelque chose sur le sujet et sur ce qu'il est ou il pense être à un moment donné. Nous pouvons caractériser la subjectivité comme le système des visions du monde et des conceptions, des représentations, des savoirs et des connaissances, de la culture, des désirs, de certains aspects de l'imaginaire et aussi des passions et des volontés. La subjectivité prend la forme de la personnalité ou du « caractère ». Et le processus de construction de la personnalité est le processus de socialisation si bien décrit par T. Parsons et R.F. Bales dans *Family, Socialization and Interaction Process* (1955) en particulier dans les chapitres II et IV. La subjectivité représente un espace réflexif, celui où on met en œuvre une construction et une reconnaissance de soi. Le lieu de prise de conscience de l'individu de sa relation avec les autres et de la relation au monde. De cette manière, les délimitations entre l'expérience et la subjectivité s'effondrent. L'émergence de la subjectivité résulte de la montée en puissance de la réflexivité sur soi et comme forme d'action. La subjectivité rencontre la volonté et la capacité de construire soi-même, et surtout elle a à avoir avec la co-experience, l'expérience avec les autres. Parmi les premières formulations, celles de G.H. Mead dans *Mind, Self & Society* (1927-1930) nous sont précieuses, en particulier la troisième partie. Mais aussi les formulations de H. Cooley dans *Human Nature and Social Order* (1902). La subjectivité est instaurée par et, à son tour réalise, des nouvelles formes d'agrégation, en multipliant les chemins de recomposition. Elle met en place des systèmes des relations et propose un espace où ses relations peuvent s'affirmer en tant que subjectivités.

Le sujet ne se présente pas comme immobile et inerte, mais il s'insère plutôt dans un processus de subjectivation caractérisé par une dynamique agissante. Un processus de subjectivation lié à l'imaginaire, aux désirs, aux expériences, aux besoins transforme le sujet. Le processus est la constitution, la réalisation, le progrès, l'évolution et le changement d'un

sujet, d'une situation, d'une variable. Le processus permet de prendre en considération la manière dont le phénomène est caractérisé et ces étapes d'évolution. Avec l'analyse du processus, la trajectoire se définit et s'ouvre la réflexion sur l'alternative possible en devenir. Regarder le processus permet d'identifier des ambivalences importantes. Les ambivalences sont présentes dans la réalité, dans le processus, dans les variables, elles sont le point d'appui, les aspects réels que les parties peuvent mettre en valeur et développer ou vice-versa abandonner ou opposer. Le processus définit le point de vue évolutif : la constitution, la formation, la réalisation de la diversité. Le processus laisse la voie libre aux possibles. La prise en compte, le raisonnement sur le processus facilite la lecture de la recomposition, suit les formes et le déroulement de l'enracinement, considère la formation de la subjectivité, de l'opposition, du mouvement, des ruptures. La compréhension du processus favorise les visions qui visent à renforcer les dimensions dynamiques. Le processus, du point de vue révolutionnaire, comprend la transformation, l'accélération, le changement d'état, la rupture. Pour cela, il est important de saisir la réalisation d'un phénomène, de raisonner sur la direction, afin de comprendre comment nous pouvons ensuite agir pour le faire plier et le faire aboutir. Décrire un processus est montrer le mouvement, la transformation et le changement d'état, l'intensité et l'irréductibilité du conflit ; valoriser et choisir les formes de lutte les plus appropriées et les mieux adaptées. Il s'agit de considérer comment les sujets individuels, les agrégats sociaux, le déroulement du conflit évoluent et changent. L'accent est mis sur la rupture, la consolidation ou la dissolution d'un sujet et la modification d'un contexte.

Le processus à travers lequel les sujets se construisent et la subjectivité est définie, correspond au processus de subjectivation. Wieviorka (2004) définit la subjectivation comme un processus de construction de soi d'un individu :

« comme être singulier, capable de formuler ses choix et donc de résister aux logiques dominantes, qu'elles soient économiques, communautaires, technologiques ou autres. Le sujet, c'est d'abord la possibilité de constituer soi-même comme principe de sens, de se poser en être libre et de produire sa propre trajectoire ».

Si l'individu doit résister « aux logiques dominantes » comme l'affirme Wieviorka, il sera, à cet égard, un individu qui construira une subjectivité particulière que nous pouvons appeler « conscience politique » – une nouvelle forme de l'ancienne « conscience de classe » ? En ce sens, Geoffrey Pleyers est plus précis et indique de manière appropriée la figure du jeune alter-activiste. Pleyers (2016) précise que le processus de subjectivation se présente comme

une épreuve pour le sujet de se construire comme soi-même comme principe de sens, l'exercice que fait un individu sur lui-même pour contrôler et réussir à gérer son expérience. Pour affronter et dépasser les logiques de domination, le sujet devra exprimer « sa volonté de se construire comme un être singulier de formuler ses choix » (Pleyers, 2014). La construction de soi passe par une dimension de résistance. Les jeunes alter-activistes pensent construire eux-mêmes en contrant la société de consommation. Ils tendent vers une subjectivité plus authentique à travers une prise de conscience de leurs besoins face à l'envahissement du monde vécu par la mondialisation néolibérale. L'affirmation de soi et, par conséquent, l'affirmation de sa propre subjectivité est un des moyens de résister face à l'ordre établi.

Une position et une conception moins orientée et restreinte mais plus générale et plus profonde de la subjectivation est celle décrite par Jan Spurk (2007) ; en s'appuyant sur les travaux de l'École de Francfort, il reprend l'analyse du caractère social d'Erich Fromm pour expliquer la subjectivité et le processus de subjectivation. Celui-ci est interprété en tant que matrice psychique élaborée par l'inscription de la société dans les sujets et par leur inscription dans la société. La matrice psychique représente le caractère social, les raisons d'agir et les visions du monde qui font agir les sujets, et c'est justement en agissant que ces derniers peuvent créer le social. A cet égard, afin de pouvoir saisir la société, il faut définir l'agir des sujets à travers leur caractère social. Par conséquent, il faut prêter particulièrement attention à la subjectivité exprimée par les sujets, leur « matrice psychique » pour comprendre la société concrète dans une époque donnée.

Le processus de subjectivation se produit dans des conditions concrètes et à travers un lien intense entre le sens, la pratique et l'action. Mettre au centre la relation à soi ne signifie pas pour l'acteur d'ignorer l'importance des enjeux sociaux, qui doivent rester au centre de la réflexion. Puisque, les acteurs sociaux ont une expérience de la vie sociale, un vécu, des représentations, qu'ils donnent du sens aux actions qu'ils mènent, qu'ils interprètent. La participation à la mobilisation produit une transformation des individus impliqués, de leurs relations et du contexte dans lequel ils agissent. Un processus de subjectivation s'engendre et la subjectivité se structure : l'agir façonne les individus qui prennent conscience d'eux-même et de leur action. Notamment les participants au mouvement ont en commun l'objectif de l'opposition. La finalité maintient en vie le sujet et le structure. Un sujet, surtout s'il est collectif, se définit, se représente et il se reconnaît dans le but qu'il poursuit.

2.3.5 Reconnaissance et mépris

Les sujets sont en constante quête de reconnaissance de la part des autres et de la part de la société, car chaque individu, enfant ou adulte, comme nous le savons par le processus de socialisation, magistralement décrit par Parsons et Bales, poursuit inconsciemment dès l'enfance une réponse positive et significative, à partir de la relation avec la mère puis avec les autres personnes significatives. Autrement dit, il doit constamment se battre pour la construction d'une interaction avec l'univers de l'autre personne. Les sujets cherchent une place dans le monde. L'adulte, tout comme l'enfant, cherche une place aux yeux des autres. La plupart des individus, à des moments décisifs de leur vie, recherchent l'expérience d'occuper une position, espérant parfois la seule place importante dans la vision du monde d'une autre personne. On peut en déduire qu'aucune théorie des relations entre les personnes ne peut ignorer le fait que dans l'interaction, on cherche dans l'autre uniquement à obtenir une gratification. Dans l'interaction, nous recherchons dans l'autre une expérience unitaire dont chacun peut se sentir gratifié : non seulement posséder le monde entier par l'autre, mais aussi constituer, même temporairement, le monde entier pour l'autre. Dans la sociologie, dans la philosophie et aussi dans la psychologie sociale, différents auteurs ont montré la portée très puissante de l'estime de soi dans le développement des relations sociales ; le besoin de reconnaissance est important pour des raisons émotionnelles, cognitives et aussi matérielles.

Axel Honneth (1992), en s'appuyant sur les travaux de Hegel, puis de George Mead, sur l'analyse des conflits humains fondés sur une demande de reconnaissance, identifie trois cadres dans lesquels s'inscrit le lien de reconnaissance – *die Liebe* (l'amour), *das Recht* (le droit) et *die Wertschätzung* (la solidarité) et, à partir de cela, il conçoit trois formes de reconnaissance liées à trois types distincts de rapport à soi : a) l'affection, une forme élémentaire de reconnaissance dans le domaine des relations affectives, familiales, sentimentales et amicales. La forme relationnelle en question consiste autant en une participation émotionnelle qu'en une approbation affective de l'autre, une personne reconnue comme porteuse de besoins affectifs. b) Le respect de soi, la reconnaissance des droits de l'autre en termes abstraits et universels, à travers lesquels les membres d'une communauté se reconnaissent comme libres et égaux. Ces modalités concernent le sujet en tant qu'individu rationnel, capable de comprendre et de vouloir et, à ce titre, responsable de ses propres actions. Le droit garantit aux individus le respect d'eux-mêmes et renforce leur autonomie. Un individu se sent reconnu quand la communauté le reconnaît comme faisant partie d'elle-même, quand elle lui donne la possibilité de participer aux délibérations et aux prises de

décision. c) L'estime de soi, dans les pratiques sociales, la reconnaissance est avant tout mise en œuvre sous forme d'estime: l'autre est considéré en vertu de la valeur de sa contribution à la vie sociale. Au-delà d'être reconnu pour les qualités qu'il partage avec la communauté, un individu doit se sentir reconnu pour ses qualités personnelles. La solidarité implique, à cet égard, la valorisation sociale intersubjective. Les trois formes de reconnaissance identifiées, bien que distinctes sur le plan analytique, semblent complémentaires et mutuellement nécessaires pour le développement réussi de l'identité et du comportement humain, et de celles-ci dépend la valorisation et la réalisation de soi comme personne individuée et autonome. Selon Honneth, il faut être reconnu pour devenir ce qu'on est. Ces différentes modalités de reconnaissance ne sont pas toujours indiscutables, car souvent des situations de mépris émergent. L'échec de l'activité universelle de reconnaissance empêche l'établissement de l'individualité et des facultés humaines de parler, de penser et d'agir. Le manque de reconnaissance mine la possibilité d'une subjectivité accomplie. Honneth oppose la reconnaissance à sa négation, le mépris (*Mißachtung*), qui doit être compris dans le sens de « non-respect » ou de « non-reconnaissance ». A cet égard, les différents niveaux de reconnaissance correspondent négativement à trois formes de mépris qui sont à l'origine des « blessures morales » qui voient le sujet privé d'une formation positive de son identité : la maltraitance, la privation de droits et l'humiliation. La méconnaissance s'explique à travers le déni de la valeur sociale du sujet de la part de son propre entourage : l'estime de soi par rapport à la communauté est mise en péril, car l'idéal de valeur et de vie du sujet n'est plus doté de sens. Les sentiments de mépris et de méconnaissance interviennent de manière très vigoureuse dans les interactions sociales entre les individus, car les sujets se mettent en relation les uns avec les autres avec des attentes de reconnaissance dont dépendent les conditions de leur intégrité. Si ces attentes normatives sont déçues par la société, il en résulte une expérience morale qui s'exprime dans le sentiment de méconnaissance. L'expérience de la méconnaissance produit des sentiments négatifs qui créent les conditions aptes à une position de conflictualité envers les autres. La lutte (*Kampf*) naît de situations de déni, d'humiliation, de mépris ou de méconnaissance et représente l'action par laquelle les sujets tentent d'obtenir la reconnaissance qu'ils ont appris à considérer comme légitime au cœur de leur vie. La « lutte pour la reconnaissance » découle du sentiment de non-respect de la reconnaissance. Déjà Marx avait observé que la nécessité et la revendication de plus de dignité donnait une explication aux mouvements ouvriers du XIX siècle. Les luttes sociales reposent significativement sur le sentiment d'injustice. La lutte pour la reconnaissance est justifiée par la volonté de revalorisation sociale de certains groupes et aspire à la mise en

place de conditions sociales permettant aux individus de se développer pleinement. L'expérience de la méconnaissance génère des sentiments négatifs qui créent des conditions propices aux positions conflictuelles. La lutte se produit dans des situations d'humiliation, de mépris ou de méconnaissance et représente l'action à travers laquelle les sujets tentent d'obtenir la reconnaissance qu'ils ont appris à considérer comme légitime. La lutte pour la reconnaissance explique les conflits à travers les expériences qui se développent par le biais de situations de non-respect et d'attente de reconnaissance. Les éléments subjectifs, émotionnels, moraux et symboliques sont au cœur du conflit.

2.3.6 Le conflit au centre de la vie sociale

Nous plaçons le conflit au centre de notre réflexion et comme point de départ de notre analyse de la société et des interactions entre les individus. Dans cette perspective, le conflit nourrit l'existence des sujets collectifs en se positionnant au centre de la vie sociale et en se faisant partie intégrante. La situation conflictuelle ne doit pas être vue comme mobilisatrice de tensions et d'affrontements entre des groupes ou comme phénomène qui dissout les relations sociales, bien au contraire elle doit être vue comme moteur de socialisation et d'unité de la société. Le conflit accompagne toute l'histoire de l'humanité ; sa portée et son intensité sont variables mais il est toujours présent au niveau des relations entre individus, entre groupes, collectifs, sociétés. Selon les nombreux apports, le conflit peut présenter des effets d'innovation et de progrès, ou des effets destructeurs sur la structure sociale dans laquelle ils se produisent. Le conflit lui-même est destructeur, ou porteur de changements positifs. Le conflit constitue et organise les sujets qui agissent dans l'espace public ; et c'est justement le conflit, plutôt que l'ordre, qu'Alain Touraine place au centre de sa sociologie. Pour lui « le bon sociologue, c'est celui qui trouve les conflits, les oppositions, les tensions »⁶³. La sociologie et les sciences sociales en général ont depuis longtemps et avec intérêt investigué le « conflit ». Il faudrait un ouvrage entier pour explorer de manière précise et rigoureuse cette notion et les nombreuses contributions qui ont été, dans toute leur diversité, apportées à cette notion. Nous nous limiterons ici à un certain niveau de généralité.

Le terme « conflit » est emprunté au latin de basse époque « conflictus », qui vient du latin *confligo, ere*, heurter. Selon le *Dictionnaire critique de la sociologie* de Raymond Boudon et

⁶³ Conférence inaugurale du premier Congrès de l'Association Française de Sociologie, 27 février 2004.

François Bourricaud (1991), dans la vie sociale les conflits sont omniprésents et prennent des formes extrêmement variées. Les conflits se distinguent principalement par la nature des enjeux. Ils peuvent concerner la distribution de biens rares (biens économiques, pouvoir), les valeurs, les idées, les règles qui régissent un système d'interaction (par exemple, une organisation). Deuxièmement, les conflits se distinguent par la structure des enjeux. Les conflits sociaux se développent généralement dans le temps ; cette dimension temporelle augmente la variété et la complexité des structures possibles.

Parmi tous les concepts analysés et développés par les sciences sociales, la notion de conflit occupe certainement une place notable. Le concept de conflit a même donné lieu à des tentatives de développement d'une véritable théorie générale, capable d'englober à la fois les différentes dimensions et toutes les variétés d'applications possibles, ainsi que les usages les plus courants au niveau micro- et/ou macrosocial. Par la notion de « conflit » on entend une situation dans laquelle deux ou plusieurs parties ayant des intérêts opposés s'affrontent et s'entravent mutuellement pour limiter l'action de la partie rivale et assurer la réalisation de son objectif. Ces comportements conflictuels sont générés par la perception que les objectifs à atteindre s'excluent mutuellement pour certaines raisons : les parties ont des intérêts divergents, les ressources contestées sont considérées comme rares, l'objet du litige et /ou les relations entre les parties sont placées dans un contexte ambigu. Cette définition du conflit est suffisamment large et générique pour couvrir toutes les différentes catégories de conflits, qui peuvent être, selon Bagliani et Dansero (2011, p. 317) partagées en quatre catégories : conflits interpersonnels, conflits dans les organisations⁶⁴, conflits liés aux politiques publiques et aux processus décisionnels, conflits entre Etats. Les conflits font partie intégrante des relations sociales, étant une occasion de changement et de redéfinition des règles des relations entre les parties. Gurr (1980) rappelle que les conflits peuvent être aussi créatifs que destructeurs, de sorte que la recherche et la pratique sur les conflits devraient renforcer les possibilités créatives et non violentes des conflits et réduire celles qui sont destructrices : l'autorité souligne le fait que, bien que les conflits soient inévitables, les processus menant à l'utilisation de la violence dans les conflits peuvent plutôt être évités. Randall Collins (1975), de sa part, a produit un manuel de sociologie en plaçant le conflit au centre de toutes ses analyses et formulant une série de « principes » conduisant à une science explicative. Pour le sociologue américain les êtres humains sont des êtres sociables mais constamment sujets aux conflits. Il explique que dans la société il existe une minorité qui détient un pouvoir coercitif

⁶⁴ Pour Dahrendorf et Crozier, les conflits des sociétés industrielles modernes sont essentiellement liés à la répartition du pouvoir dans des organisations complexes.

vers une majorité d'autres ; cette situation éveille forcément des tensions antagonistes entre la minorité et la majorité dominée. Les groupes n'ont pas seulement besoin de bien matériels pour mener une bataille : les biens symboliques et la solidarité émotionnelle font partie des « principales armes utilisées dans les conflits ». Afin qu'un conflit devienne manifeste, il faut que les acteurs se mobilisent grâce aux ressources nécessaires à l'organisation, qu'ils soient motivés et soutenus émotionnellement, qu'ils se sentent justifiés moralement et qu'ils aient une orientation symbolique. Le conflit se reproduit par un échange ritualisé d' « atrocités » ; cet échange renforce la motivation émotionnelle et la justification morale, et produit d'autres symboles représentatifs pour des performances rituelles supplémentaires. Le conflit lui-même est destructeur, ou porteur de changements positifs :

« la grande force créatrice qui apporte le changement est le conflit social. Il peut être désagréable et troublant de penser qu'il y a un conflit partout où nous trouvons la vie sociale : néanmoins, il est indispensable pour comprendre les problèmes sociaux. Il est surprenant et anormal qu'il n'y ait pas des conflits ; et nous avons bonne raison de soupçonner quand nous trouvons une société ou une organisation sociale qui, à première vue, ne révèle aucun conflit. Bien sûr, nous ne devons pas supposer que les conflits sont toujours violents et incontrôlés. [...] Le conflit apparaît en tant que fait social universel, peut-être même un élément indispensable de toute vie sociale »⁶⁵ (Dahrendorf, 1967, p. 221-227).

Dans l'œuvre de Machiavelli, on peut repérer une véritable théorie des conflits ; à cet égard, l'humaniste italien pose la question du conflit au centre de sa réflexion. Il en résulte que la politique est caractérisée et marquée par l'expérience du conflit : le monde de la politique est maîtrisé par le conflit individuel et social. La politique se rapporte constamment avec des conflits de différentes natures : des conflits internes (entre distincts groupes politiques et sociaux) et des conflits externes (entre divers états et communautés). Machiavelli, à la fois dans *Discorsi* et *Istorie fiorentine*, emploie différents termes comme « disunioni » et « tumulti »⁶⁶ ou encore « controversie », « dissensioni », et « differenze »⁶⁷ pour se référer aux conflits entre les parties constituant la *citè* ; des conflits, ceux-ci, qui ont une certaine structure institutionnelle et qui enrichissent la vie politique de la *res publica*, afin de pouvoir augmenter sa liberté. Il fait appel aux expressions comme « civili discordie », « intrinseche inimicizie » et « guerre civili »⁶⁸ pour se référer à un autre type de conflits : ceux qui mettent

⁶⁵ Traduit de l'italien par l'auteure.

⁶⁶ « Désunions » et « tumultes ». Traduction de l'italien par l'auteure.

⁶⁷ « Controverses », « désaccords » et « différences ». Traduction de l'italien par l'auteure.

⁶⁸ « Discordes civiles », « inimitiés intrinsèques » et « guerres civiles ». Traduction de l'italien par l'auteure.

en danger la liberté de la *res publica*. Machiavelli est cependant conscient que les « désunions » peuvent dégénérer en guerre civile : les conflits restent constructifs et féconds seulement lorsque la lutte politique n'assume pas les facettes d'une lutte personnelle et privée. Autrement, les conflits nourrissent l'existence des sujets collectifs, des groupes politiques, leur pluralité et leur équilibre dans la ville ; c'est dans ce sens que –comme l'affirme Machiavelli – le rôle prééminent et décisif du « désaccord » entre la plèbe et le sénat romain a porté la *res publica* romaine à être libre et puissante (titre du quatrième chapitre du premier tome *Discorsi*) (Genua, 2005). Les systèmes politiques peuvent assurer leur permanence à travers un constant sentiment d'unité. Ce sont donc les conflits qui contribuent au renforcement de ce dernier : « ordre » et « conflit » sont deux concepts qui ne s'excluent pas (Genua, 2005). Grâce à cette vision Machiavelli arrive à transmettre une nouvelle réflexion sur la notion de conflit : il est placé au centre de la vie sociale et du monde de la *cit*é et revêt un caractère constitutif dans la politique et dans la gestion de la *res publica*. Cela sera ensuite codifié par Pareto dans sa théorie des actions logiques et non-logiques. La logicité et la non-logicité sont vérifiées par accord ou désaccord dans le jugement du sujet qui fait l'action par rapport à ceux qui l'observent. Etant donné que le désaccord apparaît dans la plupart des cas de la vie sociale, comme l'a observé Machiavelli, alors Pareto construit un modèle de l'esprit à partir du contraste, du désaccord (s'il y a accord, *nulla questio*), en entrevoyant quatre types d'actions qui résument l'infinie variété des contrastes et des conflits humains. A la question, les actions ont-elles une finalité logique ? Les réponses d'un point de vue « objectif » (c'est-à-dire de ceux qui ont des connaissances plus étendues) et « subjectif », si elles concordent, elles sont « logiques » et s'il y a du désaccord, elles se déroulent comme suit dans les genres : Non-Non, Non-Oui, Oui-Non, Oui-Oui et quatre espèces des genres III et IV. A partir de ces quatre genres d'action non-logique⁶⁹, Pareto procède à la construction de la théorie des résidus et des dérivations que nous verrons brièvement par la suite⁷⁰.

Dans l'œuvre de Hobbes le conflit est vu de manière totalement différente par rapport à l'analyse de Machiavelli : l'Etat ne peut pas accepter l'existence de conflits, car ils conduisent à la guerre civile. Les conflits ne produisent pas la liberté de l'individu parce qu'il devient prisonnier de l'une des deux parties en lutte et perd ainsi sa liberté.

Dans les grandes courants sociologiques le statut de la notion de conflit, après Pareto, a commencé à se cristalliser autour de la figure de Georg Simmel et dans les enquêtes de

⁶⁹ Voir Garzia, 2013 ; 2017.

⁷⁰ Voir Annexe 5 pour la classification des résidus et dérivation.

l'École de Chicago autour de la personnalité de Robert Park⁷¹. C'est certainement impensable de traiter des formes de conflit sans se servir de l'étude du sociologue Simmel à propos des formes de socialisation.

La socialisation est ce qui

« se passe chaque jour et à tout moment, [elle] ne cesse de nouer, dénouer, renouer ses liens entre les hommes, c'est un flux et une pulsion éternels qui relient entre eux les individus, même lorsqu'elle ne va pas jusqu'à produire de véritables organisations » (Simmel, 1908, p. 55).

La démarche du sociologue allemand saisit l'individu et notamment les interactions entre les individus comme point de départ de l'analyse de la société. Il estime que l'objet spécifique de la sociologie devait être l'étude des « formes de socialisation » et particulièrement l'« action réciproque », autrement dit, la manière avec laquelle les individus agissent réciproquement les uns vers les autres. Dans ce sens, « il y a société, au sens large du mot, partout où il y a action réciproque des individus » (Simmel, 1894, p.497). L'action réciproque est le lieu où la socialisation se met en place, à savoir, l'interaction entre individu et société.

« L'homme est déterminé dans son être tout entier et dans toutes ses manifestations par le fait qu'il vit en action réciproque avec d'autres hommes. L'homme exerce des effets sur autrui et subit ses effets » (Simmel, 1908, pp. 41-43).

Dans son quatrième chapitre intitulé *Der Streit* de l'ouvrage *Soziologie* (1908), Simmel identifie le conflit comme une forme d'action réciproque, puisque cette dernière se présente quand « l'homme entre dans des relations de vie avec autrui, d'action pour, avec, contre autrui, dans des corrélations avec autrui, c'est-à-dire qu'il exerce des effets sur autrui et subit ses effets » (Simmel, 1999, p.43). Le sociologue allemand place le conflit au cœur de la vie sociale, remettant en cause les rôles dévolus à chaque acteur qui prend part au conflit

« le conflit n'est pas un accident dans la vie des sociétés, il en fait partie intégrante. [...] il est comme tel, davantage qu'un facteur qui concourt à la formation d'associations et d'organisations au sein d'une collectivité : il est directement une forme de socialisation, ce qui veut dire que la société vit et subsiste parce qu'elle

⁷¹ La spécificité de la réflexion de l'école de Chicago porte une attention particulière à la théorie écologique appliquée au comportement des individus. Selon Park et ses collègues, il existe une « écologie humaine » qui considère la concurrence entre les individus pour s'emparer des ressources naturelles comme le fondement de toute société humaine. La relation écologique trouve dans l'environnement urbain du tournant du siècle et du début du XX^e siècle un lieu d'expression naturel, qui se manifeste dans les conflits pour la survie. La métropole devient ainsi le lieu où se détermine le processus d'agrégation, de confrontation et de conflit entre les sujets de la population.

comporte nécessairement des conflits. Simmel inverse, en somme, nos habitudes de pensée : en général, nous estimons que pour structurer solidement une société, il faut exclure les conflits ou du moins les amortir autant que possible ; au contraire, à son avis, ils contribuent à l'unité de la vie sociale » (Simmel, 1992).

Simmel entend par conflit toute forme d'« expression d'hostilité [ce qui] suscite ou modifie des communautés d'intérêt, des regroupements en unités, des organisations » (Simmel, 1918, p. 19-24). A cet égard, certains auteurs voient le conflit en tant qu'élément négatif, comme une pathologie inscrite dans la société ; à partir des relations d'affrontement entre individus, Talcott Parsons considère la situation conflictuelle ayant des répercussions nuisibles pour la société. Egalement, Emile Durkheim explique comme l'existence des conflits au sein de la société peut révéler l'anomie : un signal de faiblesse d'intégration et d'absence de règles sociales. Le conflit est vu alors comme facteur anormal et pathologique de la vie sociale, un type d'affrontement qui dévoilerait le mauvais fonctionnement de la société. En revanche, d'après Simmel, la situation conflictuelle, ne figure pas en tant que phénomène qui dissout les relations sociales, bien au contraire, en tant que forme de socialisation des individus et d'unité de la société. Le conflit ne doit pas être vu comme mobilisateur des tensions et d'affrontements entre des groupes, mais plutôt comme moteur de socialisation :

« si toute interaction entre les hommes est une socialisation, alors le conflit, qui est l'une des formes de socialisation les plus actives, qu'il est logiquement impossible de réduire à un seul élément, doit absolument être considéré comme une socialisation » (Simmel, 1992, p. 19).

Simmel met en valeur la portée du conflit dans la société : il démontre la manière dont il contribue à la socialisation des individus en le considérant comme élément central et régulateur de la vie collective. Le conflit unit davantage plutôt qu'il ne dissocie : le groupe prend conscience de lui-même et enrichie son unité à travers le développement de formes de solidarité collective :

« une fois que le conflit a éclaté [...] il est en fait un mouvement de protection contre le dualisme qui sépare, et une voie qui mènera à une sorte d'unité » (Simmel, 1992, p. 19).

Le conflit se configure ainsi en tant que relation sociale positive et en tant que producteur de liens sociaux. Dans ce sens, le sociologue allemand observe comme, d'un côté, les causes qui portent à l'essor d'un conflit sont multiples, mais de l'autre côté, leur fonction reste celle de restaurer l'unité qui vient d'être brisée. Le conflit est vu ainsi comme facteur naturel et positif,

signe d'une forte intégration, qui garantit la cohésion du groupe tout en structurant un nouvel équilibre, et un nouveau fonctionnement social, qui viendra après la résolution de tensions. « C'est, une synthèse d'éléments, un contre autrui qu'il faut ranger avec un pour autrui sous un seul concept supérieur » (Simmel, 1992, p. 20). Le conflit favorise un processus de quête d'unité de la société, à travers les oppositions qui la constituent ; en admettant un affrontement, une interaction entre acteurs, participe au développement et à la transformation de la société. Il porte en soi dynamisme et progrès, en devenant une action réciproque qui produit le fonctionnement, ou bien encore le changement de la société. Le conflit est un indice des évolutions d'une société et témoigne d'une effervescence de cette dernière. Il n'est pas qu'un indicateur, mais tout aussi producteur du changement et du développement de la société.

Pour Marx et les marxistes, les conflits sont essentiellement liés à la distribution des biens matériels, comme le démontre la célèbre théorie marxiste de l'exploitation (l'exploitation consiste, en fait, à sous-payer le travail des travailleurs). C'est dans les relations de production que se forment les ressources qui font l'objet du conflit ; ce sont les systèmes de relations de production qui génèrent systématiquement des conflits indépendamment de la volonté individuelle. Pour certains néo-marxistes modernes, les conflits concernent essentiellement la distribution de biens symboliques (bien culturels) : ainsi pour Henri Lefebvre et les sociologues urbains de pensée marxiste, les conflits historiques de notre temps tournent autour de la récupération du cœur de la ville par les classes qui ont été expropriées. Marx estime le conflit social comme force « motrice de la vie sociale » : en se focalisant notamment sur les sociétés industrielles, il conçoit les luttes de classe comme seul moyen pour « faire » l'histoire des sociétés. Au même titre, Alain Touraine, de son côté, se lie à ce dernier énoncé : le conflit, « moteur de l'histoire », participe à la production de la société et au changement social. Or, selon Marx le conflit pourra être dépassé après l'acquisition de l'émancipation de la part de la classe ouvrière ; au contraire Max Weber ne soutient pas l'hypothèse du possible dépassement du conflit social. Le sociologue allemand pose le mot « conflit » à côté du mot « Kampf » (lutte), et ce dernier au concept de pouvoir. Une relation sociale peut être définie comme une lutte lorsque l'action est orientée dans le but d'affirmer sa volonté contre la résistance d'autrui ou d'autres individus.

Les motivations qui sous-tendent le conflit peuvent être diverses, mais sa fonction reste claire : garantir la cohésion du groupe et disposer pour un changement social et un nouvel équilibre de la société. Selon Weber, l'action devient sociale dès qu'elle se tourne vers les

autres, dès qu'une interaction se crée entre les individus concernés par cette action. L'interaction entre les individus porte ainsi au développement des institutions sociales. De ce fait, le conflit en accordant une interdépendance entre les individus, participe nécessairement au changement et développement de la société. Il exerce une influence positive sur la vitalité des groupes et sur la dynamique de la société.

Cependant, Simmel mentionne des situations dans lesquelles le conflit ne se configure pas, ni en tant que forme de socialisation ni en tant que vecteur positif pour un progrès de la société. La première circonstance, cas limite du conflit, résulte par le sentiment de « destruction » de l'autre et la deuxième circonstance se montre lorsque les raisons de la lutte sont inconscientes. Dans les deux cas, le conflit est paralysé par le manque de relations entre les individus, ce n'est pas un retour à l'équilibre à travers des tensions, mais la forte négation de confiance envers l'ennemi.

Pour Carl Schmitt, dans *Der Nomos der Erde* (1950) les situations conflictuelles (réelles ou potentielles) surviennent lorsqu'une identité collective se constitue. Une identité collective se conçoit quand un groupe d'individus la reconnaît en tant que telle et quand ceux qui ne la reconnaissent pas sont considérés comme des ennemis. Les individus qui se sentent appartenir à cette identité sont prêts à tuer et à mourir pour ce sujet collectif si cela est nécessaire pour que ce sujet soit reconnu.

Lewis Coser structure son ouvrage *Les fonctions du conflit social* (1956) à partir des affirmations de Simmel. Par le biais d'une vision strictement fonctionnaliste et en insistant sur le contexte social de l'interaction, Coser souligne toutes les dimensions positives du conflit, constatant son utilité dans la vie collective. Le conflit est source de liens sociaux et de renforcement du groupe à travers la solidarité entre les individus. Les conflits peuvent servir à éliminer les éléments perturbateurs d'une relation et à établir ainsi son unité. Dans la mesure où le conflit dissout la tension entre les antagonistes, il a des fonctions stabilisatrices et devient ainsi une composante intégrante de la relation. Les onze propositions qu'il énonce représentent tous les mécanismes à travers lesquels le conflit participe à l'intégration de la société dans son ensemble. Le conflit préserve la cohésion du groupe imaginée par Simmel, en contribuant au maintien, à l'ajustement et à l'adaptation des relations et structures sociales ; dans ce sens, il contribue au maintien de la cohésion du système social et empêche l'ossification du système. A cet égard, Coser met en évidence aussi les institutions qui maintiennent le système en écartant d'autres conflits ou en réduisant leur intensité. De plus, il intègre une séparation entre l'attitude conflictuelle, qui modifie les liens entre les participants

et l'attitude conflictuelle, celle qui ne le produit pas. Tout dépend du degré de conflit que les structures sociales supportent et de la façon dont la répartition inégale des droits est considérée ou non (Coser, 1956, pp. 22-23).

D'un point de vue général, l'approche de Simmel a influencé aussi l'école de Chicago, qui à travers des études approfondies sur la ville attribue au conflit un rôle très important de décomposition et réorganisation des milieux urbains (Park, 1925).

Pour le fonctionnaliste Elton Mayo (*The Social Problems of an Industrial Civilization*, 1945) la condition ordinaire d'une société est représentée par le fonctionnement équilibré et harmonique du système, dans lequel l'acteur individuel et collectif et l'institution ont leur place et leur fonction. Dans les sociétés industrielles, les différents groupes qui se forment ont souvent une attitude hostile les uns envers les autres et les causes sont souvent pathologiques et individuelles. Ces dernières peuvent avoir des conséquences négatives et détruire la société si elle ne parvient pas à transformer l'hostilité en coopération.

Dans le même courant fonctionnaliste, pour Robert K. Merton (*Social Theory and Social Structure*, 1949) les conflits, qui existent nécessairement, ne sont pas le produit des causes pathologiques et individuelles, mais ils sont dysfonctionnels au bon fonctionnement d'une société dans la mesure où ils affaiblissent l'adaptation du système et son intégration. Merton conçoit cinq modes d'adaptation de l'individu à la situation à laquelle il participe, chacun d'entre eux peut donner lieu à des conduites conformes ou non-conformes, certaines « fonctionnelles » et d'autres « dysfonctionnelles ». 1) Le *conformisme*, en tant que reconnaissance des valeurs et des moyens en vigueur. Il comprend les individus qui se conforment autant au critère de réussite qu'aux moyens légitimes pour y parvenir. 2) L'*innovation*, correspond au refus des moyens institutionnels existants en tant que normes culturelles partagées. Adaptation qui rejette les moyens légitimes pour atteindre la réussite et qui vise aux moyens déviants. 3) Le *ritualisme*, comme conformisme aux moyens sociaux prescrits, sans reconnaissance des moyens en vigueur. Les individus abandonnent les objectifs de la réussite économique et de la mobilité sociale rapide mais continuent d'être liés par des règles institutionnelles. 4) L'*évasion*, le rejet ou le renoncement aux valeurs actuelles et aux moyens institutionnels. Cela inclut les individus qui vivent en société, mais ne sont pas de la société. 5) La *rébellion*, refus des objectifs et des moyens qui sont remplacés par d'autres objectifs et d'autres moyens. La conformité et le ritualisme favorisent l'équilibre, l'innovation l'adaptation du système aux changements technologiques ou sociaux ; l'évasion est soignable, et enfin la rébellion implique l'usage légitime de la force et de la violence par les institutions.

Sur la même ligne de Simmel, Julien Freund conçoit le conflit en tant que phénomène social et surtout en tant que relation sociale, c'est-à-dire un comportement réciproque dans lequel les individus confèrent un sens à leurs actions en orientant leurs gestes et leurs actes les uns par rapport aux autres. En effet, un conflit ne peut se produire qu'en présence d'un autre individu ou en présence de plusieurs individus. Le sens accordé à leurs actions se définit à travers un contenu significatif et normatif donné subjectivement par les individus et déterminé par le fait d'être en lien avec les autres. Le sens de l'action se construit donc à travers la relation sociale qui, à son tour, ne se construit pas de façon automatique, en revanche elle est produite par les gestes et la volonté des individus. Cette relation sociale, établie de manière délibérée ou non, est instaurée selon un lien de réciprocité qui peut consister en un accord ou en l'amitié ; mais aussi en une compétition ou en une inimitié. Le conflit correspond à l'ordre des relations sociales qui dans leur réciprocité incorporent une discorde :

« au fond la société consiste en un jeu perpétuel d'harmonies et de discordes, de forces associatives et de forces dissociatives. Du point de vue strictement sociologique nous n'avons aucune raison, sinon idéologique, de privilégier l'harmonie. Le conflit, écrit-il même, est « le germe d'une future communauté » » (Freund, 1983, p. 49).

Le conflit est donc un élément essentiel pour comprendre la société ; il surgit donc en tant qu'élément indissociable à cette dernière, à la fois comme facteur de destruction et également comme force de développement et intégratrice. Il peut donc se présenter en tant qu'élément de désordre mais de l'autre côté sa fonction d'amélioration sera toujours manifeste, sa dimension d'équilibre et de maintien de l'unité du groupe et forme essentielle de socialisation. Il faut considérer donc son caractère adaptable et polyvalent dans l'ordre du vécu et dans des situations de tranquillité ou de débordement. Pareto l'avait déjà mis en évidence en affirmant que tout ordre social est un équilibre dynamique résultant, de temps en temps, de la contraposition plus ou moins solide entre des forces antagonistes ;

« le conflit ne naît pas nécessairement à propos de l'incompatibilité portant sur deux objets, deux enjeux ou deux propositions différentes, mais, en général, comme nous le verrons encore plus tard, à propos des opinions, des jugements ou simplement des impressions concernant un même point ou un même corps de faits. Les acteurs d'un conflit s'acharnent sur une même proie. [...] Le conflit consiste en un affrontement ou heurt intentionnel entre deux êtres ou groupes de même espèce qui manifestent les uns à l'égard des autres une intention hostile, en général à propos d'un droit, et qui pour maintenir, affirmer ou rétablir le droit essaient de briser la résistance de l'autre,

éventuellement par le recours à la violence, laquelle peut le cas échéant tendre à l'anéantissement physique de l'autre » (Freund, 1983, pp. 19 et 50).

Au cœur même du conflit se trouve un droit. Le conflit est l'abolition d'un droit écrit ou non-écrit. En rompant les règles et/ou les conventions établies, le conflit tente de faire valoir un droit lésé ou inconnu. Pour Freund le conflit est un affrontement entre deux ou plusieurs individus, lesquels se mettent les uns par rapport aux autres dans une situation hostile à cause d'un droit. On ne déclenche pas un conflit pour soi-même, mais en vue d'un but. Le but est celui de protéger ou obtenir ce droit ; ainsi faisant les parties en lutte tentent de briser, éventuellement en recourant à la violence, la résistance de l'autre. Le conflit se transforme ainsi en une activité sociale : des intentions, des motivations et la volonté subjective de l'acteur se montrent. Les antagonistes ne sont pas des adversaires mais des ennemis. Dans les sociétés modernes, pour des raisons complexes, le droit accomplit de moins et moins ses fonctions. Par conséquent, les causes de conflits sont de plus en plus nombreuses et les conflits surviennent simultanément dans des secteurs très différents et éloignés, les uns des autres. Régulièrement, des facteurs externes (économiques, sociaux, etc.) se cumulent avec des facteurs internes (psychologiques, moraux, idéologiques, religieux, etc.) et ils sont à l'origine des conflits. En raison de ces chevauchements confus et inextricables, les conflits apparaissent fluctuants, imprécis, indéterminés ; au contraire leur capacité de durée et de changement est assez significative. La plupart des crises se transforment en conflits ; cependant tous les conflits ne peuvent pas être résolus ou règlementés par des règles, conventions et institutions.

Freund avait fixé comme objectif celui d'identifier les catégories qui permettent de distinguer les différents types de conflit, en fonction du rôle joué par des éléments incontournables comme la violence et le « tiers ». En même temps, il a tenté d'élaborer une théorie politique de la paix et de la guerre centrée sur l'idée de la reconnaissance de l'ennemi. Selon Freund, la guerre se présente comme la forme extrême d'un conflit étant donné que la paix n'est qu'un état exceptionnel dans la société. Un des éléments qui distingue la guerre en tant que forme extrême de conflit est celui qui peut être retracé à la dichotomie entre *ami-ennemi* de Schmitt. Un autre élément est le fait que la guerre implique l'existence de groupes sociaux organisés, et non d'individus voués à cultiver leurs propres intérêts privés. La notion de groupe social organisé remet en question, comme troisième élément, le fait que chaque groupe, en règle générale, est organisé autour d'une volonté et d'institutions partagées publiquement :

« le conflit ne devient sociologiquement intelligible que si on conçoit la société comme une donnée de l'existence humaine et comme un tissu de relations que l'activité humaine transforme sans cesse, le conflit étant un des facteurs de ces continuelles modifications » (Freund, 1983, p. 115).

En résumé, en ayant ramené le conflit au centre de notre réflexion, nous le plaçons comme point de départ de notre analyse de la société et des interactions entre les individus. Dans cette perspective, le conflit nourrit l'existence des sujets collectifs en se positionnant au centre de la vie sociale et en se faisant partie intégrante. La situation conflictuelle ne doit pas être vue comme mobilisatrice de tensions et d'affrontements entre des groupes ou comme phénomène qui dissout les relations sociales, bien au contraire elle doit être vue comme moteur de socialisation et d'unité de la société. Régulateur de la vie collective, le conflit doit être perçu comme facteur naturel et positif, signe d'une forte intégration, qui garantit la cohésion du groupe tout en structurant un nouvel équilibre et un nouveau fonctionnement social, qui viendra après la résolution de tensions. Le conflit est un élément essentiel pour comprendre la société, son changement et son développement car il se configure comme phénomène social et surtout en tant que relation sociale ; un comportement réciproque dans lequel les individus confèrent un sens à leurs actions en orientant leurs gestes et leurs actes les uns par rapport aux autres. Les liens sociaux se produisent et se renforcent à travers le conflit qui à son tour engendre une solidarité de groupe : un nouvel équilibre s'instaure, un nouveau fonctionnement social « moteur de l'histoire ». Le conflit est donc essentiel pour comprendre la société : il se manifeste comme facteur indissociable à cette dernière, comme force de développement et intégratrice.

Pour notre part, nous donnons un sens positif à la conflictualité émergente et structurante entre les opposants tout en suivant, encore une fois, la pensée de George Simmel. Nous remettons donc en cause les rôles de chaque acteur qui prend part au conflit en plaçant ce dernier au cœur de la vie sociale et au cœur des relations entre les individus. Le conflit ne doit pas être vu comme chaos ou comme un accident mais comme une partie intégrante à la vie des sociétés. Il est une forme de socialisation, ce qui veut dire que la société vit et subsiste parce qu'elle comporte nécessairement des conflits.

« A Bure, nous avons toujours cultivé le conflit, on a toujours cherché à se bagarrer ensemble » (Entretien avec Frédéric, Maison de Résistance, février 2017).

Les tensions émergentes et les affrontements qui surviennent seront moteurs de socialisation et d'action, car la situation conflictuelle, qui est venue s'articuler entre les groupes

d'opposants, n'a pas la fonction de dissoudre les relations sociales, bien au contraire, elle se transforme en forme de socialisation des individus et d'unité de la société grâce aussi à l'émergence d' « affinités électives ».

2.3.7 Les affinités électives : attraction et renforcement mutuel

Les forces antagonistes, généralement hétérogènes, qui se précisent dans le conflit, souvent entrent en rapport entre elles et convergent pour former une symbiose et une synthèse finale : des affinités électives émergent. Michael Löwy (1998) définit l'affinité élective comme « un rapport d'attraction et de renforcement mutuels qui aboutit parfois à une sorte de symbiose culturelle ». Dans son article *Le concept d'affinité élective chez Max Weber*, Löwy restitue en bref l'histoire du terme, qui va de l'alchimie à la littérature romantique, avant l'emploi du concept par le sociologue allemand. Notamment, l'alchimie médiévale introduit pour la première fois ce terme afin d'illustrer plus clairement l'attraction et la fusion de corps « l'affinité est une force en vertu de laquelle deux substances diverses se recherchent, s'unissent et se retrouvent » (Löwy, 2004, p.93). D'après Goethe le terme est utilisé comme métaphore pour déterminer la passion à travers laquelle un homme et une femme se sentent attirés l'un par l'autre. « Pour Goethe il y a affinité élective quand deux êtres ou éléments se cherchent l'un l'autre, s'attirent, se saisissent l'un l'autre et ensuite ressurgissent de cette union intime dans une forme renouvelée et imprévue » (Löwy, 2004, p.94). Max Weber dans *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus* (1904), reprend le concept de Goethe, pour avancer l'hypothèse du développement des affinités électives (*Wahlverwandtschaft*) entre capitalisme émergent et certains aspects du protestantisme.

« En face de l'énorme enchevêtrement d'influences réciproques entre bases matérielles, formes d'organisation sociales et politiques, teneur spirituelle des époques de réforme, force nous est de commencer par rechercher si certaines « affinités électives » sont perceptibles entre les formes de la croyance religieuse et de l'éthique professionnelle. En même temps, il nous faudra élucider, dans la mesure du possible, de quelle façon et dans quelle direction le mouvement religieux, par suite de ces affinités électives, a influencé le développement de la civilisation matérielle » (Weber, 1994, p. 103 – 104).

Weber, dans ses ouvrages, ne définit jamais en détail le terme d'affinité élective mais il indique avec précision le processus grâce auquel elle émerge : deux tendances ou phénomènes

glissent dans un rapport d'attraction qui finit par créer une convergence et un renforcement mutuel.

Löwy (1999), de sa part, utilise le concept d'affinité élective pour peindre les interactions entre le messianisme juif et l'utopie libertaire, entre darwinisme et libéralisme aux Etats-Unis et entre christianisme et utopie en Amérique Latine. A ce propos, il indique que l'affinité élective peut avoir quatre différents niveaux : le premier se manifeste à travers une affinité tout court, la parenté spirituelle, la similarité structurelle ; le deuxième est l'attraction réciproque, des formes d'interaction et de convergence. Le troisième niveau est la convergence ou le mélange entre les partenaires qui ont pour résultat diverses formes d'union (la symbiose culturelle, la fusion partielle ou la fusion totale). Le dernier niveau s'explique à travers la création d'une figure nouvelle à partir de la fusion des éléments constitutifs.

Les affinités électives convergent pour former une symbiose et une synthèse finale notamment dans l'espace public car ce dernier est un terrain propice à l'agir des sujets et à l'externalisation des sentiments, à savoir, un lieu de tensions entre différentes visions du monde.

2.3.8 L'espace public

L'intérêt suscité dans les sciences sociales contemporaines pour la question de l'espace public dans l'analyse de la société est évidemment immense, pourtant le terme même soulève de nombreuses difficultés et incompréhensions puisqu'il renvoie et évoque des définitions et significations très ambiguës et des acceptions différentes. Or, le terme même a été plusieurs fois, et est encore aujourd'hui souvent remis en question, du fait qu'il est en rapport direct et immédiat avec la réalité historique dans laquelle et à travers laquelle il est considéré et analysé. L'espace public a une relation et un lien très proche et étroit avec la société dans laquelle il s'exprime. L'espace public est un espace ouvert où les acteurs – les citoyens – peuvent dialoguer, recevoir des informations, débattre, exprimer leurs propres opinions. « Parler et agir sont deux activités politiques, tout comme convaincre, car c'est par la parole que l'action politique a lieu ; communiquer c'est déjà agir » (Spurk, 2006, p. 136) ;

« des théoriciens comme Aristote ont soutenu que la pratique régulière de la discussion politique est une des caractéristiques essentielles d'une démocratie vivante ; que la discussion politique constitue l'essence même de la vie politique ; que la manière dont nous parlons de nos préoccupations contribue largement à leur donner

forme ; que la capacité à discuter de politique confère un pouvoir collectif aux citoyens » (Eliasoph, 2010, p. 12).

Il est nécessaire de remonter jusqu'à Kant pour retrouver l'origine du concept d' « espace public » autour duquel d'ailleurs Jürgen Habermas, Hannah Arendt et beaucoup d'autres, ont inspiré leurs réflexions. Dans *Beantwortung der Frage : Was ist Aufklärung ?*, texte philosophique envoyé en 1784 au Journal *Berlinische Monatsschrifts*, Kant porte sa réflexion autour du principe de *publicité*. Il différencie l'usage privé et l'usage public de la *raison* :

« l'utilisation privé de la raison peut être restreinte, mais en aucun cas l'utilisation publique de la raison peut être à son tour restreinte. Pourtant selon Kant, l'utilisation publique de la raison se limite à l'action des savants qui s'adressent à leur public de lecteurs. L'utilisation privée, par contre, a lieu dans des fonctions professionnelles ou officielles. [...] La Raison a comme public le peuple qui doit apprendre à se servir de la raison » (Spurk, 2006, p. 132).

Le savant incarne l'individu doué de raison et qui l'utilise. A travers l'usage de la raison l'homme peut discuter, argumenter, mais aussi observer, écouter et commenter afin d'atteindre la vérité.

« la vérité dans l'espace public qualitatif, ressemble aux *a priori* de Kant, car elle est donnée d'avance, sous la forme d'un droit naturel ou de textes canoniques. Le débat public a donc comme sujet l'interprétation de ces *a priori* ; il ne s'agit nullement de les remettre en question ou de les fonder par des argumentations » (Spurk, 2006, p. 134).

Dans le bref essai *Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht* (1784), Kant soutient que,

« chez l'homme, en tant que seule créature raisonnable sur terre, les dispositions naturelles qui visent à l'usage de sa raison ne devaient être développées complètement que dans l'espèce, mais non dans l'individu » (Dacheux, 2008, p. 266-267).

L'homme, qui est libre de discuter avec les autres, argumenter, démontrer et donc, raisonner avec les autres hommes, pourra établir « une constitution civile parfaitement juste ». Et, notamment la faculté même de raisonner

« permet aux hommes de se dégager eux-mêmes peu à peu de leur grossièreté, influe sur la mentalité du peuple, ce qui le rend un peu plus apte à agir librement, et finalement sur les principes mêmes du gouvernement » (Dacheux, 2008, p. 266-267).

Or, « dans la conception de l'*Aufklärung*, l'espace public est le lieu où la seule raison a le droit de cité, un lieu de développement raisonnable et conscient du projet de société ainsi que de l'autogestion de la société » (Spurk, 2014, p. 32).

De son côté, Giambattista Vico affirme que la *razionalità* n'est pas une caractéristique intrinsèque à la nature humaine, au contraire elle représente une *acquisizione storica*, c'est-à-dire, le résultat d'un processus d'acquisition lente et graduelle dans l'histoire.

Dans son ouvrage *De antiquissima italorum sapientia* (1710), Vico formule sa méthodologie du *ipsum-factum* : la transformation du « vrai » en « fait », nous confère le critère de vérité. Par ailleurs, écrit-il, en latin les mots « verum » et « factum » sont synonymes. L'action créative du sujet (*factum*) est la condition essentielle pour acquérir la vraie connaissance (*verum*). Dans *Orazioni inaugurali* dit-il :

« il criterio di avere scienza di una cosa è il mandarla ad affetto e che il provare dalla causa sia il farla; e questo essere assolutamente vero, perché si converte col fatto e la cognizione di esso e la operazione è una cosa istessa » (Vico, 1914, p. 258).

D'ailleurs, ce même concept avait déjà été exprimé par Guido Cavaglieri lorsqu'il présentait le programme de la *Rivista Italiana di Sociologia* en juillet 1897 avec l'expression « *spirito pubblico* », « esprit public ». Cavaglieri conclut son exposé comme suit :

« la tâche que nous nous sommes fixée n'est pas légère, mais nous sommes confiants dans la réussite grâce au besoin que nous croyons généralement ressenti par les amateurs des différentes sciences sociales, de faire converger leurs recherches particulières vers un but plus élevé, notre amour des études sociologiques et de la tradition de l'esprit public italien ; à travers des souvenirs classiques enclins à aimer et à encourager toute discipline qui vise au progrès intellectuel et civil »⁷².

Jürgen Habermas, de sa part, emploie le terme de « Öffentlichkeit », d'espace public, dans sa thèse *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft* (1962), où il précise, dans un cadre historique et théorique, l'apparition du principe de « Publizität ». Le terme même « espace public » pose un réel problème, puisque la traduction du terme allemand *Öffentlichkeit* en français (espace public), mais aussi en anglais (public sphere/space) ou en italien (*sfera pubblica*) a introduit dans la notion même, l'image et la caractéristique de « spatialité », laquelle n'était pas présente dans le texte original de Habermas, ni dans la tradition allemande.

⁷² Voir à ce sujet Garzia, 1992.

La notion de « *bürgerliche Öffentlichkeit* », « espace public bourgeois », analyse et interprète la démocratie non seulement en tant que forme d'organisation politique et comme sorte de « bon gouvernement », mais la notion elle-même de *Öffentlichkeit* contemple et considère les citoyens en tant qu'acteurs actifs dans les questions et dans les intérêts du gouvernement, de la collectivité et de la société. Certes, dans la pensée et dans l'apport de Habermas le terme *Öffentlichkeit* – comme nous l'avons esquissé ci-dessus - ne reproduit pas du tout une notion caractérisée par la spatialité, mais il renvoie précisément à des caractéristiques plus abstraites, qui spécifient et précisent un espace conceptuel où les acteurs, les citoyens actifs se rencontrent, se rassemblent, pour dialoguer, débattre et engendrer des relations discursives et sociales. L'adjectif *bürgerlich*, « bourgeois » reflète aussi des contradictions, en effet, l'adjectif souligne le « caractère social de cet espace public : il est l'espace public de la *bürgerlichen Gesellschaft* » (Spurk, 2014, p. 32).

Selon l'analyse de Nancy Fraser de l'ouvrage de Habermas, l'espace public

« désigne un espace, dans les sociétés modernes, où la participation politique passe par le médium du langage. C'est l'espace où les citoyens débattent de leurs affaires communes, une arène institutionnalisée d'interaction discursive. D'un point de vue conceptuel, cette arène est distincte de l'État, car il s'agit d'un lieu de production et de circulation de discours qui peuvent, en principe, être critiques envers l'État. L'espace public selon Habermas est aussi conceptuellement différent de l'économie officielle; ce n'est pas une arène de relations marchandes mais de relations discursives, c'est un théâtre de débats et de délibérations et non un lieu d'achat et de vente. Ainsi, ce concept d'espace public nous permet de ne pas perdre de vue les différences entre appareils d'État, marchés économiques et associations démocratiques, distinctions essentielles à la théorie de la démocratie » (Fraser, 2011, p. 109).

Dans son ouvrage, Habermas décrit la société bourgeoise du XVIII^e - XIX^e siècle, qui exerce et institutionnalise une critique morale contre les prérogatives de l'État absolutiste ; de même, grâce à cette critique morale de l'État, qui prend forme par le bas – par la société bourgeoise du XVIII^e siècle – s'engendre une sphère délibérative à vocation universelle, autrement dit un espace public spécifique (en réalité, un mythe moderne comme le démontre la sociologie et la psychologie collective italienne de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle ; un auteur très important est Scipio Sighele, sans parler de Pareto, Mosca, Michels et autres).

Or, Habermas définit l'*Öffentlichkeit*, l'espace public, en tant qu'espace abstrait de circulation des idées et des informations, où les citoyens ont le pouvoir de délibérer et débattre, en toute

égalité⁷³, des affaires et questions d'intérêt public ; autrement dit, des individus privés, usant de leur propre raison critique, se transforment en public. L'*Öffentlichkeit* est définie en tant qu'espace abstrait de délibérations, qui peuvent avoir lieu à la fois dans des cafés, des salons, ou des associations, mais aussi par des délibérations écrites, qui prennent forme dans les journaux ou dans les livres. Dans la société bourgeoise du XVIII^e siècle, d'un côté, la discussion et le débat rationnels et critiques, qui avaient lieu dans les salons et les cafés, étaient en grande partie, la cause dominante et responsable de l'émergence d'un modèle libéral d'espace public bourgeois (un espace public en réalité dominé par des minorités actives qui sont en lutte entre elles). Alors que, l'avènement et la montée en puissance des médias se caractérisent en tant que facteur clef du déclin et de la désintégration du même modèle libéral d'espace public bourgeois.

La notion d'accès et libre usage de la délibération est cruciale dans la pensée et l'argumentation de Habermas : l'espace public est accessible à tous les « citoyens bourgeois » et c'est notamment cette caractéristique d'accessibilité et d'ouverture qui

« favorise le caractère public, la « publicité » des échanges (*Öffentlichkeit*) ; vice-versa [...] le degré de liberté, le degré de décloisonnement ou de cloisonnement est une mesure de l'« ouverture » et un critère du bon fonctionnement de l'espace public. À ce sujet, Habermas considérait que l'espace public en Europe, authentiquement européen au XVIII^e siècle, s'est compartimenté au XIX^e et au XX^e siècle en espaces nationaux, seuls véritables espaces publics désormais » (Frank, Kaelble, Lévy et Passerini, 2010, p. 249).

Ce que Habermas décrit est un espace de délibération qui incarne un modèle de type idéal. Ce type idéal représente « une catégorie analytique, un outil conceptuel permettant non seulement de désigner un phénomène social spécifique mais aussi de l'analyser et de l'étudier » (Dahlgren, 1994). Ce type idéal se base sur la logique que les citoyens, quand ils se rassemblent, mettent en place des discours et des débats rationnels dans un climat de respect réciproque. Chaque acteur, chaque citoyen qui fait partie de cet espace public, peut employer et exercer les mêmes droits, et chaque citoyen est doté des mêmes capacités de langage.

Les notions d'*öffentliche Meinung* (opinion publique) et de *raison* recouvrent aussi un rôle crucial. L'opinion publique est basée sur des critères rationnels et sur la discussion critique ; notamment, à travers leurs débats et leurs argumentations rationnelles, les citoyens ont la possibilité d'atteindre la vérité. Autrement dit, à travers une communication rationnelle, les

⁷³ L'égalité est, bien évidemment, seulement formelle. Ce sont les élites qui ont le pouvoir et qui prennent les décisions partout surtout dans le Parlement comme le montre Sighele.

individus pourront délibérer et établir des normes universelles. Grâce aux individus l'espace public bourgeois se constitue; individus qui font usage de leur raison afin d'exercer la critique contre le pouvoir de l'État. L'usage de la raison encourage la production critique et notamment c'est à travers celle-ci que s'engendre l'opinion publique. En ce sens, le « type idéal » décrit est indépendant de la notion d'idéologie qui se développe en même temps, ce qui montre comme la manipulation intervient efficacement dans un contexte d'espace public. Idéalement, l'espace public est créateur et fondateur de liens sociaux ; à travers celui-ci se forment et se modèlent les interactions entre les individus. La sphère publique est un espace où il est possible de se confronter avec les problèmes et les questions visibles et sensibles des citoyens, en d'autres termes, l'intérêt général de la collectivité. L'espace public est présent, comme un espace de citoyens qui débattent, qui prennent leurs responsabilités, qui saisissent les autres citoyens directement, sans ressentir le besoin d'une médiation par une forme de démocratie immédiate (Favre, 1999, p. 141). L'espace public est un espace ouvert où les acteurs – les citoyens – peuvent dialoguer, recevoir des informations, débattre, exprimer leurs opinions. En fin de compte, ce sont les groupes minoritaires, les minorités actives ou même les leaders charismatiques qui guident le débat et prennent les décisions. Les citoyens servent à légitimer les décisions, même lors d'élections libres. Mais tout cela, que ce soit clair, n'invalide pas le concept et la pratique de ce qu'on appelle « l'espace public ».

Chaque espace public est un terrain propice à l'agir des sujets et à l'externalisation des sentiments, à savoir, un lieu de tensions entre différentes visions du monde. Dans cette perspective, l'espace public apparaît comme un lieu de production de significations, qui se matérialisent dans des actes, des sentiments, des ressentis⁷⁴.

2.3.8 Un malaise dans la société

Comme affirme Jan Spurk (2010) l'existence d'un véritable malaise dans la société est connue depuis longtemps et il continue à exister et persister de nos jours. Le malaise est vécu par les individus comme une sorte de blessure : une lacération entre les aspirations des sujets et leur prise de conscience des manques auxquels ils sont confrontés. A Bure, un malaise croissant, qui se lie, entre autre, à des préoccupations et problématiques concrètes qui touchent la société et l'opinion publique, émerge et se construit de manière factuelle : la

⁷⁴ A ce titre, nous pourrions citer l'exemple des mobilisations des Gilets Jaunes : un véritable sentiment de malaise les a poussés à agir au niveau de l'espace public.

peur du risque d'accidents, la constatation d'une menace vitale, d'un danger, réel ou futur, de mort, et le sentiment d'impuissance face à la réalité. De ce fait, il existe un malaise concernant ces grands projets d'aménagement du territoire, de la part des populations directement concernées par les installations et, plus largement, d'une partie de l'opinion publique. Peur et angoisse, sont les sentiments primordiaux qui ressortent de cette situation qui entoure les individus.

Après Kierkegaard (*Le concept d'angoisse*, 1844 et *La maladie à la mort*, 1849) Sigmund Freud, pour la première fois dans le domaine de la psychanalyse, confère, à l'angoisse un statut particulier, et dans *Inhibition, symptôme et angoisse* (1926) il la caractérise comme une réponse à un danger. Dans le même sens, Melanie Klein estime que, le danger est un des facteurs qui déclenche l'angoisse ;

« ce sont les pulsions destructrices qui sont la cause de l'angoisse [...] dans la perception première d'une pulsion de mort qui menacerait le moi de l'intérieur » (Baudin, 1997).

Auparavant, le sociologue et économiste italien Vilfredo Pareto dans son *Trattato di sociologia generale* (1916), avait identifié un comportement et un sentiment similaire, qu'il introduit dans sa théorie des résidus, classe V : *Intégrité de l'individu et ses dépendances*. Nous n'observons pas un effet pathologique de l'angoisse, au contraire l'angoisse fait partie du développement de la condition humaine et de la subjectivité des individus.

L'angoisse, la peur irrationnelle, évoquée par des objets et/ou des situations (lieux ouverts, lieux clos, lieux surélevés, araignées, serpents, tonnerres, voyages, foules, étrangers, etc.) est une réponse à un facteur non encore reconnu, que ce soit dans l'environnement ou en soi-même. L'angoisse peut être évoquée à la fois par des changements dans l'environnement et par des mouvements des forces inconscientes dans soi. Il peut s'agir d'une réaction du « moi » à l'augmentation de la tension instinctive ou émotionnelle. L'angoisse est un mécanisme d'alarme qui avertit le moi d'une menace qui domine son équilibre ; elle peut aussi être l'émotion qui accompagne la désintégration du moi et menace parfois son identité.

Des sentiments de malaise, de frustration, de mépris et refus de la situation actuelle et le désir d'une vie alternative et la recherche d'une reconnaissance basculent l'individu ; d'après Pareto, à ce titre, ce sont les sentiments profonds qui font agir les individus : classe III des résidus : le « besoin de manifester ses sentiments par des actes extérieurs ». Pareto définissait ce que nous venons de décrire à travers la classe I des résidus : l'« instinct des combinaisons », à savoir, la recherche des nouvelles idées et possibilités, des nouveaux

avenirs possibles. La classe I des résidus est ainsi en éternelle lutte et en éternelle combinaison avec la classe II, « la persistance des agrégats », tout ce qui est acquis, et qui est devenu traditionnel dans le temps, à savoir, l'ordre social (Garzia, 2013). Pareto estimait qu'un ordre social « ouvert » est le produit d'un équilibre entre le résidu de l'instinct des combinaisons et le résidu de la persistance des agrégats ; l'innovation, la découverte et l'invention qui deviendront après la conformité aux normes, aux valeurs, aux ethos sociaux. La peur et l'angoisse déclenchent la frustration et la motivation humaine, et encouragent les individus à se protéger à travers des mécanismes de défense et d'agression: une poussée à l'action qui se dirige vers un besoin – toujours plus croissant – de sûreté et surtout de reconnaissance.

2.3.9 Le modèle de la frustration – agression

Selon le modèle théorique élaboré par John Dollard et al. (1967) l'agression est toujours une conséquence de la frustration, définie comme « toute interférence avec l'activité en cours du sujet, activité orientée vers un but » (Dollard, 1939, p. 7). Plus précisément, un comportement agressif présuppose toujours un état de frustration et, vice-versa, l'existence de la frustration conduit toujours à une forme d'agression. Il n'est pas si évident que chaque frustration soit inévitablement suivie d'une agressivité d'une certaine intensité ; à cet égard il faut garder à l'esprit que l'une des premières choses que les êtres humains apprennent en vivant en société est la répression et le contrôle de leurs réactions ouvertement agressives. Particulièrement, dans la vie de tous les jours, il semble justifié d'attribuer toujours les comportements agressifs, du moins dans leurs formes plus courantes à une certaine frustration. Cependant, il n'est pas si évident que chaque état de frustration soit inévitablement suivi d'une agression d'une certaine intensité. Toutefois, les auteurs insistent sur le fait que les comportements agressifs peuvent prendre de nombreuses formes. Parfois l'agression est dirigée contre l'agent qui frappe, d'autres fois elle semble être dirigée contre des spectateurs innocents. Certaines formes d'agressions sont énergiques et évidentes, d'autres plus faibles ou indirectes (Dollard et al. 1967, p. 39).

Des incitations et des instigations plus vigoureuses provoquées par une frustration sont celles qui renversent des actions agressives contre l'agent considéré comme l'origine de la frustration ; des incitations et des instigations moins vigoureuses provoquent des actions agressives moins directes. Il existe une forte tendance à la « dislocation » des agressions

inhibées, c'est-à-dire s'adresser à des objets ou des personnes qui ne sont pas les origines de la frustration. Les auteurs de la théorie frustration-agression proposent les exemples suivants : une personne, dont les projets de vacances ont été gâchés par son chef, n'est pas qu'extrêmement en colère contre ce dernier, mais elle est également de mauvaise humeur en général avec toutes les personnes qui l'entourent. Une personne peut donner un coup de pied à une chaise parce qu'elle ne peut pas donner un coup de pied à son ennemi. Les rats attaquent une poupée en l'absence de l'autre rat avec lequel ils ont l'habitude de se battre ; une fille brouille le portier au lieu du propriétaire, les garçons qui ne peuvent pas participer à la fête de la mi-août donnent des jugements défavorables aux lointains Japonais ou Mexicains ; les habitants des états du sud frustrés par la faible valeur de la récolte du coton, lynchent les noirs ; et enfin, les électeurs frustrés par la sécheresse, ne réalisent pas les hommes politiques (Dollard et al. 1967, p. 51-53). Selon la terminologie freudienne, cette agression est « déplacée » d'un objet à l'autre : les individus déplacent l'objet de l'agression.

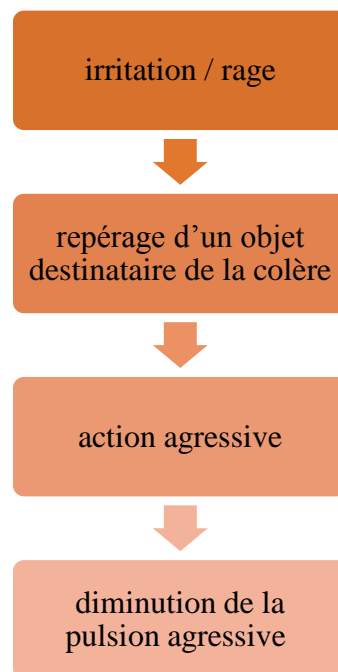
Quand l'agression directe est empêchée, les changements peuvent concerner non seulement l'objet de l'agression mais aussi sa forme. L'inhibition d'un acte d'agression produit donc une nouvelle frustration qui, à son tour, augmente l'incitation à l'agression. On peut dire aussi qu'inversement, la manifestation de tout acte d'agression réduit l'incitation à l'agression elle-même. Dans la terminologie psychanalytique, cette libération est appelée « catharsis ». Le principe selon lequel l'incitation, la plus intense à l'agression, dirigée contre l'agent considéré comme la source de la frustration, est appliquée socialement dans la propagande de guerre. Lasswell a montré que l'une des techniques pour rendre les gens agressifs contre l'ennemi pendant la Seconde Guerre mondiale était de faire croire que cet ennemi était la cause d'une frustration grave, réelle ou potentielle. Par conséquent, plus le degré d'inhibition spécifique à un acte d'agression direct est élevé, plus il est probable que des actes d'agressions indirects se produisent. Il est évident que si l'on empêche tous les actes agressifs dirigés contre un certain objet, il y aura une tendance à la survenance d'autres actes agressifs, non dirigés contre cet objet. Par exemple, comme nous l'avons déjà montré, une personne peut donner un coup de pied à une chaise sans pouvoir donner un coup de pied à son ennemi. Si, en revanche, l'interdiction ne concerne pas l'objet mais la forme de l'action agressive directe, des actions agressives d'une forme différente auront tendance à se produire.

Il existe une forte tendance à la dislocation de l'agressivité inhibée ; il semblerait par exemple que l'autopunition puisse être une forme disloquée d'une agression inhibée dans sa forme directe. L'individu est capable de se faire du mal. Certaines personnes déprimées se reprochent constamment les péchés qui ne sont pas du tout les leurs mais plutôt ceux de

certaines personnes qu'elles aiment. En réalité ces personnes ne se plaignent pas d'elles-mêmes, mais plutôt de leurs proches qui ont frustré l'individu. Non seulement les auto-accusations, mais aussi les blessures physiques et même les symptômes névrotiques peuvent être l'expression d'une agression dirigée contre soi-même. Dans ces cas, le mécanisme peut être très complexe et inclure des éléments tels que l'introjection et la culpabilité.

La question sur les « causes » réelles qui produisent la frustration est d'une grande importance théorique. Pourtant, chacun croit connaître la cause de ses déceptions. Étant donné que l'on suppose que l'instigation la plus intense concerne les actes d'agression dirigés contre l'agent considéré comme l'origine de la frustration, qu'elles soient exactes ou non, elles auront une importance considérable pour diriger l'agression.

La théorie de la frustration-agression a été ensuite révisée et réactualisée conformément au constat selon lequel il n'y a pas une relation automatique entre agression et frustration sous le schéma suivant :



Ted Gurr a, à cet égard, renforcé le modèle de la frustration-agression en introduisant la notion de *privation relative* :

« la condition nécessaire pour un conflit civil violent est la privation relative, définie comme la perception, par les acteurs, d'un écart entre les attentes qu'ils ont vis-à-vis de certaines valeurs, et les capacités apparentes de leur environnement à produire ces valeurs » (Gurr, 1972, p. 37).

On parle de privation « relative », car il ne s'agit pas d'une frustration « absolue », mais d'une frustration constituée par des attentes et des besoins subjectifs : « ce qui devrait être ». C'est la subjectivité des acteurs qui se façonne et qui modèle les gestes. Grâce à l'introduction de la notion de privation relative c'est l'idée de sujet et de subjectivité qui est remise en cause. C'est donc le sujet et sa perception subjective qui interviennent et qui se posent à l'origine de la frustration. Cette dernière passe d'un niveau subjectif à un niveau objectif : « des attentes des individus à la satisfaction objective des besoins » (Sommier, 2009). Les attentes des individus se combinent avec la satisfaction objective des besoins ; il se produit un écart entre la perception que les individus ont à propos des bien matériels ou immatériels auxquels ils pensent avoir droit (*value expectations*) et ceux qu'ils considèrent pouvoir acquérir et préserver (*value capacities*) (Gurr, 1972).

Cet outil sociologique d'emploi des notions de frustration et de privation relative a été souvent utilisé par les chercheurs pour expliquer les processus sociaux plus en général et les mobilisations collectives plus en détail. La vie en société est inévitablement frustrante (vie abimée) et les tendances à un comportement agressif sont constamment générées. C'est pourquoi certaines formes d'adaptation culturelle tendent à se développer en évitant la destruction de la société elle-même.

Ce sont des sentiments profonds qui font agir les individus, un sentiment de malaise, de privation et de frustration assaillent les sujets et leur intégrité. Dès lors qu'il y a un attentat à l'intégrité et aux convictions, les sujets ressentent le besoin de manifester leurs sentiments par des actes extérieurs. L'expérience et l'expérimentation, la lutte pour la reconnaissance, et le besoin de manifester les sentiments forgent le vécu des opposants de la commune de Bure et leur permettent d'expérimenter nouvelles formes de modes-de-vie alternative qui s'expriment dans des opinions et des revendications, et la remise en cause des mondes-de-la-vie. Grâce au basculement des sentiments qui poussent les acteurs à l'action et à la mobilisation un « contre-espace public » émerge.

2.3.10 Le contre-espace public

Entrer par l'expérience du conflit et par la dimension de l'espace public constitue une des voies possibles pour aborder la problématique autour de notre cas exemplaire. Le conflit à Bure ne peut pas être analysé si on ne l'inscrit pas dans une situation d'antagonisme, et ce

sont les visions du monde qui façonnent un « contre-espace public » : l'expression profonde et vigoureuse d'opinions et de revendications, une remise en cause des mondes-de-la-vie.

En partant de la dimension du conflit et en interrogeant les différentes formes d'opposition à l'espace public dominant, Oskar Negt et Alexander Kluge introduisent une nouvelle dimension de l'espace public : « l'espace public prolétarien ». Dans leur ouvrage *Öffentlichkeit und Erfahrung. Zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Öffentlichkeit* (1972) Negt et Kluge, d'une part, radicalisent la critique que Habermas avait développé à propos du pouvoir de la technostucture capitaliste sur la société et le monde vécu. D'autre part, ils remettent en question et re-politisent la catégorie idéal-typique et historique de l'espace public bourgeois du philosophe francfortois, en incluant la notion de « sphère publique plébéienne ou prolétarienne » (Negt, 2007). Cette dernière développe une opposition au modèle libéral bourgeois de l'espace public habermassien : la *Gegenöffentlichkeit*, un espace public-oppositionnel, ou contre-espace public. Habermas, en ayant prêté attention au modèle libéral de la sphère publique, considérait l'espace public comme essentiellement « bourgeois ». De ce fait, selon Negt et Kluge, il écartait inévitablement des pans entiers de la société de l'expérience politique démocratique, à savoir, les prolétaires. Toutefois, la catégorie de « prolétariat » ne doit pas être entendue ici comme la seule désignation de la classe ouvrière, « car elle renvoie surtout à l'ensemble des dimensions sociales, des expériences, des traits et caractéristiques existentiels qui ont pour spécificité d'être opprimés » (Negt, 2007, p. 38). Il est certain que, selon Negt et Kluge, la catégorie de l'espace public habermassien, ne pouvait pas suffire dans la définition de la démocratie, car, il ne représentait que l'expression d'une certaine partie de la société, en excluant toute une autre :

« tous les pays capitalistes ont connu un large éventail d'initiatives de base qui ont, à plusieurs reprises, fait leur apparition dans le débat public. Elles ont pris des formes très différentes, tout en partageant un même contenu : elles émergent spontanément des besoins de ceux qui sont frappés par l'oppression, l'exploitation et la domination légitime, pour se tourner contre les effets destructeurs et misanthropes du capitalisme. Elles sont ancrées localement et se trouvent en partie animées par des attentes d'émancipation individuelle » (Negt, 2007, p. 41).

Selon Negt et Kluge le contre-espace public réunit tous les groupes sociaux qui sont sous le contrôle d'un système de domination qui gère leurs existences au niveau du temps et de l'espace. La notion negtienne de *Gegenöffentlichkeit* ambitionne de prendre en compte toutes formes et actions de mouvement et d'effervescence contestataire qui ressortissent du cadre

établi de l'espace public, dans le but de renouveler les structures de ce dernier (Neumann, 2007). Comme l'affirme Alexander Neumann (2007) l'approche de Negt et Kluge est très originale car ils analysent systématiquement « les expériences fragmentaires, des murmures à peine audibles et des prises de parole plus hardies des acteurs ». Ils examinent les impulsions subversives, les débordements et les perspectives utopiques qui font mouvement et mobilisation ; ils explorent les tempéraments non-conformes, résistants et rebelles des sujets :

« nous pensons à la prise de possession spontanée des moyens de production qui s'est déroulée chez LIP, à la résistance des paysans du Larzac refusant la ruine et l'expropriation de leurs terres en faveur d'installations militaires. Cette série d'exemples doit être complétée par la multitude d'initiatives citoyennes, de squats et de luttes pour la préservation des quartiers, de centres culturels, et de maisons de jeunes indépendants au sein desquels la jeunesse échappe au contrôle des institutions, sachant que l'ensemble converge vers une conviction commune : la lutte contre le capitalisme est devenue une cause de la vie quotidienne des hommes et ne se limite en aucun cas à la classe ouvrière dans sa composition sociale traditionnelle » (Negt, 2007, p. 43).

A la suite de Negt et Kluge, Nancy Fraser porte sa réflexion sur la dimension d'égalité et de participation dans la sphère publique, en avançant ainsi sa théorie critique sur « les limites de la démocratie existante dans les sociétés du capitalisme tardif » comme le soutenait déjà Scipio Sighele à la fin du XIX siècle⁷⁵ et mentionnées aussi par Robert Michels dans son ouvrage *Sociologie du parti dans la démocratie moderne : enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes* (1911).

En abordant les thèmes d'égalité et de participation, la sociologue américaine porte sa réflexion sur le domaine du débat public et surtout sur le domaine de l'espace public : chaque membre de la société doit avoir la possibilité et l'opportunité de pouvoir s'exprimer ; il doit être réputé et estimé égal par ses partenaires d'interaction. En partant de cette logique,

⁷⁵ Dans *L'Intelligenza della folla* (1903) Sighele discute du parlement et de la psychologie collective ; une reprise des thèses exposées dans *Contro il parlamentarismo. Saggio di psicologia collettiva* (1895). Une incrimination au parlement et son essence en tant qu'organisme collectif, plutôt que un mépris pour ses composantes individuelles. Sighele n'en fait pas un problème moraliste (à l'époque, mais encore très répandu aujourd'hui), mais plutôt de la dynamique des règles d'assemblée. Puis rigoureusement expliquée par Michels dans *Sociologie du parti dans la démocratie moderne* (1911). Sighele a observé que la persuasion et la suggestion imprègnent la vie parlementaire, d'autant plus qu'elle est dominée par les avocats et leur rhétorique, ceux-ci étant « la majorité des représentants de Montecitorio ». Et, dans tous les cas, les lois de la psychologie collective s'appliquent à tous les domaines. On ne peut manquer de constater que *Contro il parlamentarismo* constitue une critique cinglante contre l'institution centrale du nouvel Etat libéral. Dans son analyse, Sighele a trouvé des analogies de comportement entre la foule anonyme et la foule hétérogène mais pas anonyme, comme un jury ou une assemblée, y compris celle parlementaire.

l'obstacle et la limite relevés par Fraser sont notamment le fait que « l'existence d'une structure de classe ou d'une hiérarchie statutaire représente toujours un obstacle à la parité de participation et donc, une injustice » (Fraser, 2011, p. 58). La réflexion de Fraser s'insère dans le cadre d'une pluralité d'approches qui depuis longtemps – nous pouvons peut-être affirmer – depuis toujours, cherchent à comprendre la dimension de la « distinction », de la « différenciation » inhérentes et strictement liées au rôle de l'individu dans la société : le processus de différenciation individuel et de construction sociale des individus. Est-ce que ce processus de différenciation, qui implique l'inégalité sociale, se révèle en tant que composante immanente à l'individu et à la société ? A ce titre, nous retenons que la position de Fraser ne puisse pas s'adapter à une déconstruction du modèle libéral de la sphère publique bourgeoise car les caractéristiques de « devoir être », à notre avis, ne peuvent pas non plus être les bases pour un contre-espace public. Nous citons de toute manière la démarche de Fraser pour donner une vue d'ensemble des approches sur la constitution d'un espace public alternatif, tout en nous distanciant de sa perspective.

Fraser souligne les ambiguïtés du modèle libéral bourgeois d'espace public habermassien en constatant que les structures socio-économiques et socio-sexuelles des sociétés produisent des « inégalités systémiques ». En introduisant la notion d'égalité sociale et la condition de « parité de participation » de tous publics subalternes, elle déconstruit le modèle libéral de la sphère publique bourgeoise dans le but de l'enrichir. Fraser (2001) propose comme hypothèse de départ que la notion de sphère publique conçue par Habermas soit indispensable à la théorie critique de la société et à la pratique politique démocratique. Selon la sociologue américaine il faut forcément y faire recours si on veut comprendre les limites de la démocratie capitaliste avancée existante et même si on souhaite élaborer des modèles alternatifs de démocratie. Pourtant, elle affirme, la forme que lui donne Habermas n'est pas complètement convenable, ainsi il faudrait la reconstruire de manière critique si l'on veut obtenir une catégorie permettant de théoriser les limites de la démocratie réellement existante.

Les limites du modèle libéral d'espace public habermassien se manifestent d'un côté, à travers l'absence de caractéristiques d'ouverture et d'accessibilité, et de l'autre côté, à travers la présence et l'existence des rapports d'inégalité sociale dans la participation au débat public et dans le processus de délibération. Cette existence des rapports d'inégalité tend à favoriser les groupes dominants de la société au détriment des groupes subordonnés. Pour Fraser, notamment les femmes se sont vues exclues de la participation officielle à la politique en raison de leur genre, et aussi les plus pauvres en raison de critères de propriété. Ou encore,

hommes et femmes de groupes ethniques racialisés ont été exclus sur la base de critères racistes (Fraser, 2011).

Selon Habermas, le public est constitué de personnes privées, égales entre elles, qui débattent ensemble du bien public. Des variantes spécifiques du développement de l'espace public existent dans les différents pays (Allemagne, France, Grande-Bretagne) alors qu'on peut constater comme dans la plupart des cas l'accès aux droits liés à la citoyenneté n'est pas accordé à tout le monde de manière équivalente ; uniquement les titulaires de propriétés sont concernés (Dahlgren, 1994). Fraser, en dénonçant la vision d'Habermas, introduit la notion de « publics faibles » et « publics forts ». Selon sa position, l'espace public bourgeois encourage l'émergence de publics faibles, au sein de ces derniers les pratiques de délibération ne prévoient que la formation d'une opinion et excluent la prise de décision (Fraser, 2011). Tous les membres des groupes subordonnés ne possèdent pas un lieu pour débattre de leurs objectifs, besoins et idées, et non plus, d'un lieu où ils pourraient engager des processus de communication qui ne seraient pas supervisés par les groupes dominants » (Fraser, 2001).

Les publics forts, de l'autre côté, sont caractérisés par le pouvoir d'influence, « la formation de l'opinion et la prise de décision » (Fraser, 2011, p. 140). Le public faible, qui est constamment exclu par le public fort, doit lutter sans arrêt pour réussir à « faire entendre sa voix ». Emergent et se concrétisent de telle manière, des « contre publics subalternes » : des arènes dans lesquelles il n'y a plus de rapports de domination et d'inégalités entre individus où les pratiques et les discours alternatifs se rendent clairs et se donnent un sens. Les membres des groupes sociaux subordonnés comme les femmes, les ouvriers, les gens de couleur et les homosexuels ont à plusieurs reprises mis en place des « publics alternatifs », à savoir, des espaces parallèles à travers lesquels ils ont pu formuler leurs propres objectifs, leurs propres idées, intérêts et stratégies, et surtout des arènes dans lesquelles leurs contre-discours pouvaient s'exprimer. Selon Fraser (2001) l'exemple le plus éclatant d'un contre-public subalterne est le mouvement féministe nord-américain de la fin du XX^e siècle, avec son large éventail de journaux, de libraires, de maisons d'édition ; de réseaux de distribution de films et de vidéos, de séries de conférences, de centres de recherches ; de programmes universitaires, de congrès, de conventions, de festivals et de lieux de réunions au niveau local. Ces contre-publics se sont opposés dès le début aux normes exclusives du public bourgeois, tout en élaborant de nouvelles attitudes politiques et de nouvelles normes de discours publics.

Celle-ci est une conceptualisation qui poursuit, à part entière, la notion de *Gegenöffentlichkeit* de Negt et Kluge. Pour Neumann (2016), le terme de contre-public subalterne adopté par Fraser préciserait une double dépendance quant à l'espace public habermassien.

Or, dans une société qui s'est constituée et qui continue à se développer comme une société multiculturelle, qui se caractérise par la mondialisation ou l'intensification et l'accélération des communications et des échanges internationaux, il faudra justement présupposer une « pluralité d'arènes publiques auxquelles participent des groupes ayant des valeurs et des rhétoriques différentes. Par définition une telle société doit accueillir une multiplicité de publics » (Fraser, 2011, p. 127). Dans un tel contexte, s'imposent le besoin et la nécessité de reconstruire un nouvel espace public, à l'intérieur duquel les citoyens peuvent s'exprimer, débattre et discuter les principes et les pratiques de la démocratie, où ils peuvent remplir et influencer les processus politiques :

« je prétends que dans les sociétés stratifiées, les dispositions qui autorisent la contestation entre une pluralité de publics concurrents favorisent mieux l'idéal de participation qu'un public unique global » (Fraser, 2003, p.118). « La prolifération de contre-publics subalternes est en général synonyme d'un élargissement du discours contestataire » (Fraser, 2001, p. 139).

Chaque membre de la société doit avoir la possibilité et l'opportunité de pouvoir y accéder et s'exprimer ; il doit être réputé et estimé égal par ses partenaires d'interaction. En partant de cette logique, l'obstacle et la limite relevés par Fraser sont notamment le fait que « l'existence d'une structure de classe ou d'une hiérarchie statuaire représente toujours un obstacle à la parité de participation et donc, une injustice » (Fraser, 2011, p.58).

2.4 Conclusion

Au-delà des portraits représentant les enjeux techniques, socio-économiques et territoriaux et des descriptions de l'émergence et la structuration de la contestation, nous souhaitons que notre recherche s'attarde sur l'agir et sur les visions du monde des acteurs appartenant à la commune de Bure ; à savoir, appréhender de l'intérieur les vécus des acteurs et leurs actions. Nous cherchons à comprendre tant objectivement que subjectivement sur quoi et en quoi se façonne l'action des individus. Nous étudions les formes d'actions collectives et les

dispositifs qui visent à faire connaître et reconnaître le sens que les acteurs donnent à leur action. Nous examinons les interactions et les relations entre les acteurs et la finalité de l'agir. A cet égard, ce sont les pulsions et les structures mentales persistantes qui orientent les relations et les interactions significatives, le sens et les directions de sens de l'action.

Nous avons débuté cette recherche à partir de six hypothèses principales, au cœur desquelles nous plaçons la subjectivité comme variable explicative des différents « agirs » des membres de la commune de Bure. La première hypothèse met en évidence le processus à travers lequel la commune de Bure s'est structurée au sein de la controverse autour du « projet Cigéo et son monde ». La deuxième hypothèse porte sur l'existence de deux niveaux de contestation et de lutte qui concernent la commune de Bure, le niveau « concret » et le niveau « sentimental-émotionnel » : un déterminant objectif et un déterminant subjectif entrant en jeu, deux éléments centraux pour construire et structurer le conflit. La troisième hypothèse questionne la coexistence de plusieurs conflits dans le conflit de Bure, entre les opposants de la commune. Ces conflits gérés par des « affinités électives » engagent des formes de solidarité qui s'appuient à un objectif commun entre les membres de la commune. La quatrième hypothèse suppose l'émergence dans les lieux de résistance à Bure d'« espaces d'expérience » : des lieux qui permettent aux acteurs de vivre selon leurs propres principes et d'exprimer leur subjectivité. La cinquième hypothèse interroge le rapport au malaise croissant qui émerge de manière factuelle à Bure. Les acteurs appartenant à la commune de Bure ne se reconnaissent plus dans la société dans laquelle ils vivent, une lacération très profonde s'installe à l'égard des attentes de reconnaissance. Le malaise généralisé et la frustration persistante et la quête de reconnaissance se transforment en pulsion vers l'action et cause de mobilisation. La sixième et dernière hypothèse retrace la remise en cause de l'ordre établi et des modes-de-vie qui assurent l'émergence d'un « contre-espace public » ; celui-ci se construit à travers le vécu des sujets dans la commune, la tension entre différentes visions du monde, le partage du sensible et le déclenchement d'un processus de subjectivation.

Suite aux réflexions que nous avons développé au sein de notre problématique et des hypothèses de recherche nous avons déployé notre état de la recherche. L'état de la recherche proposé dégage les notions et les analyses opérantes dans le cadre de l'étude de la commune et du conflit de Bure. Nous avons mis en évidence la littérature consacrée au phénomène Bure pour ensuite arriver à faire un tour d'horizon à travers les notions clés et les éléments féconds qui nous aideront à dévoiler et à développer notre analyse tout au long de la thèse. A ce titre,

pour nous, analyser le cas exemplaire de la commune de Bure signifie retrouver dans cette commune des éléments généralisables à la société et son fonctionnement. Notamment, interroger la finalité de l'agir, les vécus et les expériences des opposants appartenant à la commune, cela signifie se pencher particulièrement sur leurs visions du monde. Celles-ci dégagent une force tellement puissante qu'elles ont pu constituer une impulsion au changement social. Or, les mouvements sociaux, résultats de la composition d'actions, sentiments et visions du monde des acteurs qui en prennent partie, représentent l'expression d'un changement possible. Le sujet, qui constitue le mouvement social et qui agit en son sein, se repositionne dans l'action collective de ce celui-ci et dans les enjeux de la société. Le sujet est l'acteur qui pense soi-même, qui a conscience de soi et qui construit sa propre finalité et son propre destin. Au moment où on met en œuvre la construction et la reconnaissance de soi un espace réflexif émerge : l'espace réflexif de la subjectivité du sujet. Le lieu de prise de conscience de l'individu de sa relation avec les autres et avec le monde. Le sujet ne se présente pas comme immobile et inerte, mais il s'insère plutôt dans un processus de subjectivation caractérisé par une dynamique agissante. A cet égard, le sujet est en constante quête de reconnaissance de la part des autres et de la part de la société : le sujet cherche une place dans le monde. L'échec de l'activité de reconnaissance empêche l'établissement de l'individualité ; la reconnaissance correspond négativement à une forme de mépris. L'expérience de la méconnaissance produit des sentiments négatifs qui créent les conditions aptes à une position de conflictualité envers les autres. Le conflit se produit dans des situations d'humiliation, de mépris ou de méconnaissance et représente l'action à travers laquelle les sujets tentent d'obtenir la reconnaissance qu'ils ont appris à considérer comme légitime. A ce propos, le conflit nourrit l'existence des sujets collectifs en se positionnant au centre de la vie sociale et en se faisant partie intégrante de celle-ci. Les tensions qui surviennent dans le conflit seront motrices de socialisation et d'action, car la situation conflictuelle, qui est venue s'articuler entre les groupes d'opposants, n'a pas la fonction de dissoudre les relations sociales, bien au contraire, elle se transforme en forme de socialisation des individus et d'unité de la société grâce aussi à l'émergence d' « affinités électives ». Celles-ci convergent pour former une symbiose et une synthèse finale notamment dans l'espace public car ce dernier est un terrain propice à l'agir des sujets et à l'externalisation des sentiments, à savoir, un lieu de tensions entre différentes visions du monde. Dans cette perspective, l'espace public apparaît comme un lieu de production de significations, qui se matérialisent dans des actes, des sentiments, des ressentis. Nous nous référons particulièrement au malaise qui afflige les opposants de la commune de Bure. Tous ont en

commun un sentiment de malaise et de frustration qui les bouscule et qui les pousse à l'action. Pour tous, la mobilisation représente quelque chose qui ne peut pas être abandonné et quelque chose qui pourra leur donner un nouveau sentiment de reconnaissance. En se sentant opprimés par des forces externes, les acteurs veulent résister en défendant leur autonomie et en faisant ressortir leur subjectivité. Leurs actions dénoncent la situation qui les entoure et expriment leur refus envers la société, en cherchant – comme nous pourrions le constater dans leurs affirmations – des alternatives possibles à la société existante. La subjectivité et l'expérience, en étant au cœur de l'engagement, sont aussi au cœur de la personnalité de chaque individu et de chaque acteur du mouvement. L'engagement dans la mobilisation, l'intensité de l'expérience vécue, la solidarité, amènent les acteurs à développer et vouloir exprimer leur subjectivité dans l'espace public. La vie collective, la mise en pratique d'une vie alternative, la convivialité des relations sociales et la quête de reconnaissance produisent un processus de subjectivation et la structuration d'un contre-espace public.

Chapitre 3

Méthodes et techniques de recherche

Dans ce troisième chapitre nous présenterons les méthodes et les techniques de recherche utilisées au cours de notre enquête de terrain et nous introduirons l'analyse des données que nous avons développé tout au long de notre étude. Nous pouvons affirmer que l'étape de la recherche de terrain a représenté, à notre avis et dans notre cas d'étude, l'étape la plus importante. La recherche de terrain nous a permis véritablement de mettre au point notre problématique et nos hypothèses. Nous n'aurons pas pu le faire sans notre présence sur le terrain et l'échange avec la population enquêtée.

Reconstruire et tracer la méthodologie de notre recherche nous offre la possibilité de fournir toutes les phases et les étapes qui nous ont permis d'accéder aux hypothèses et d'obtenir les résultats de notre étude.

3.1 L'expérience du terrain

Une démarche qualitative de la recherche a été adoptée afin de pouvoir donner une structure à notre enquête de terrain. Il a été nécessaire d'employer différentes méthodes variées et complémentaires, typiques de la recherche qualitative en sciences humaines et sociales, puisqu'il est exceptionnel qu'une seule méthode de collecte puisse fournir tous les résultats souhaités afin de sonder et explorer entièrement un objet de recherche.

Nous avons exploité et combiné trois méthodes différentes et techniques de recherche telles que 1) les entretiens individuels et collectifs. L'entretien permet d'avoir accès aux opinions des individus, à leur expérience vécue, au sens qu'ils donnent à leurs actions. Il permet de rendre compte des systèmes de représentations et des pratiques sociales. 2) L'observation participante a été le moyen, le plus utile et efficace, pour arriver à saisir et comprendre les visions du monde, les raisons d'agir et les expériences des militants opposés au centre d'enfouissement des déchets nucléaires, ceci étant le but de notre recherche. L'observation participante s'est transformée au fil du temps en *participation observante*. 3) La collecte des données documentaires a recouvert aussi un rôle très important : la consultation des sources,

des données documentaires, statistiques issues d'archive et l'analyse des discours publics à travers des articles, journaux (presse écrite et électronique), sites internet, newsletter, blogs, tracts, brochures. Grâce à la collecte des données documentaires et à l'analyse de corpus, nous avons eu la possibilité d'explorer encore plus profondément les visions du monde, les raisons d'agir et les expériences des individus pour ensuite réussir à cerner l'importance de la notion de contre-espace public, qui est apparue tout au long de la recherche théorique mais surtout en étant sur le terrain.

A cet égard, grâce à la recherche de terrain nous avons pu développer la problématique et les hypothèses. Ces dernières ont évolué au gré des observations et des analyses dans une logique plutôt inductive. En effet, une approche inductive se caractérise par le passage qui commence du particulier pour arriver ensuite, au général : le chercheur entame sa recherche, en ne partant pas de ce qui est déjà connu sur le sujet en question, mais au contraire en se focalisant sur une particularité à l'aide de la collecte des données. C'est, enfin, la dernière étape, quand le chercheur essaie de construire des vérités générales, qu'il considère la relation entre les résultats obtenus et la littérature existante (Moses et Knutsen, 2007). Cette démarche se lie notamment à celle de la *Grounded Theory*, une proposition méthodologique avancée par Barney Glaser et Anselm Strauss (1967), qui s'insère dans le domaine des études de la recherche qualitative et qui repose sur la construction de la théorie de manière progressive à travers l'observation, la récolte et l'analyse des données.

Ainsi, grâce aux analyses des entretiens, et au temps passé sur le terrain en tant qu'observateurs, nous avons pu élaborer pleinement nos hypothèses à partir des résultats obtenus. Disons que, le terrain nous a conduit à mieux cadrer la recherche, en nous obligeant ensuite à nous éloigner et modifier certaines questions de départ. Nous avons ensuite avancé en faisant dialoguer les données recueillies avec le cadrage théorique afin de pouvoir réaliser une analyse exhaustive des problématiques. La recherche qualitative exhorte, donc, le chercheur à observer et examiner l'« intégralité scientifique », mais en même temps, « étant humain, il devra prendre en compte ses convictions personnelles, ses émotions et ses préjugés » (Berger, 2006) ; au centre il y a aussi l'inévitable travail d'interprétation que le chercheur donne des faits. Des faits, qui dans de tels cas, ont déjà été interprétés par ceux qui l'ont raconté au chercheur. Comme nous l'avons déjà explicité, l'étude ne prétend pas produire une sociographie des opposants sur le territoire, et elle n'aspire pas non plus à définir les logiques et les pourquoi du conflit à travers les parties « en lutte ». L'étude privilégie les actions, les gestes et les visions du monde sans préciser et insister sur les trajectoires

personnelles des acteurs. La question est surtout celle d'arriver à saisir la finalité de l'action des acteurs qui s'opposent au projet d'enfouissement des déchets nucléaires.

3.1.1 Le terrain

Au début de notre étude, nous ne nous sommes pas précipités sur le terrain, nous avons essayé tout d'abord de préparer l'enquête ; l'objectif de cette première étape préalable était de nous approprier des connaissances pour ensuite cerner et délimiter le terrain d'observation. Avant d'aller sur le terrain, nous avons essayé de recueillir le plus d'informations possible par rapport à la situation à Bure : nous avons repéré les lieux, défini les trajets, nous avons lu beaucoup d'ouvrages, des journaux, écouté la radio ou des podcasts afin d'être le plus renseignés possible et pour pouvoir nous figurer mentalement nos premiers pas sur le terrain. Se tenir informé, lire ce qui a déjà été produit sur le sujet, c'est la première démarche à entreprendre. Cela permet de pouvoir se projeter mentalement sur la question, et ensuite, une fois sur le terrain, d'entrer dans une conversation, de relancer un entretien, se rapprocher des gens, établir une forme de complicité avec eux. La recherche se construit, d'abord autour des ouvrages qui à leur tour, argumentent, discutent et citent d'autres ouvrages. A cet égard, Selon Barney Glaser et Anselm Strauss :

« il existe des ressemblances frappantes – quelquefois évidentes bien que souvent ignorées – entre le travail de terrain et la recherche en bibliothèque. Lorsque quelqu'un est debout au milieu des étagères, il se trouve métaphoriquement, entouré de voix suppliant d'être entendues. Chaque livre, chaque article de magazine a autant de valeur que l'informateur de l'anthropologue ou l'interviewé du sociologue. Dans ces publications, les personnes débattent, prennent position, argumentent avec conviction et décrivent les événements de manière tout à fait compatible avec ce que l'on voit et entend lors du travail sur le terrain. Le chercheur n'a qu'à tendre l'oreille pour entendre les voix dans la bibliothèque et découvrir ce qu'elles ont à lui dire afin de les utiliser pour ses analyses » (Glaser et Strauss, 2010, p.278).

Dans un premier temps, l'approche préalable avec le terrain nous l'avons eu en conduisant une première vague d'entretiens téléphoniques et en personnels que nous pourrions qualifier d'« entretiens exploratoires », dès lors qu'ils nous ont donné un premier regard sur la question. Nous avons pris contact par téléphone et aussi rencontré des experts, des témoins et des acteurs locaux concernées par la question autour la construction du centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, en adoptant une attitude d'écoute et

d'ouverture. Nous avons constitué une première liste de personnes et la prise de contacts s'est systématiquement faite par mail ou par téléphone.

A titre d'exemple, voici un mail envoyé (suite aussi à un appel) à la secrétaire du maire de Bure :

Bonjour Madame, Nous venons de parler au téléphone tout à l'heure. Je suis Eleonora Garzia, doctorante à l'Université Paris Descartes, mon professeur Jan Spurk et moi-même travaillons au projet de recherche "Malaise dans le nucléaire" à l'exemple du projet d'enfouissement de déchets radioactifs à Bure. Notre projet de recherche a comme finalité de comprendre le sens et le développement du projet d'enfouissement tout comme les problèmes et les conflits mais également les solutions possibles qui ont émergé au cours de ce projet. Nous serons très reconnaissants de bien vouloir nous accorder un rendez-vous avec Monsieur le Maire afin de parler du projet d'enfouissement. Nous vous proposons comme date le 3 novembre à partir de 16h, où pendant la journée du 4 novembre.⁷⁶ Cordialement, (Courriel électronique envoyé le 18 octobre 2016).

Le mail est volontairement succinct afin de pouvoir laisser du flou dans la présentation. Comme l'expliquent Florence Weber et Stéphane Beaud

« dans la présentation de votre enquête, vous avez le droit de laisser un certain nombre de choses dans le flou, non par esprit de calcul ou par « ruse », mais parce que : a) les considérations académiques ne sont pas du ressort de vos enquêtés ; b) vous ne savez jamais comment va évoluer l'enquête ; c) vous vous laissez une marge de manœuvre pour réorienter ultérieurement l'enquête si vos premières investigations le commandent » (Beaud et Weber, 2010, p.99).

Une première approche avec les habitants de la Maison de Résistance a été fructueuse dès le début, après un appel qui nous a mis tout de suite très à l'aise du fait qu'il s'est déroulé dans notre langue maternelle, en italien, nous avons tout de suite eu un mail de réponse pour pouvoir fixer la rencontre demandée.

« Bonjour, j'écris de la Maison de Résistance de Bure par rapport à la rencontre que vous avez proposé [par téléphone]. A priori il n'y a pas de problème et surement vous serez accueillis à la Maison. Confirmez la date et l'heure. Pour des infos sur l'actualité de la lutte : <https://burezonelibre.noblogs.org/>, <http://burestop.free.fr/spip/>, <http://vmc.camp/>. A plus » (Réponse par courriel électronique d'une habitante de la Maisons de Résistance. 18 octobre 2016).

⁷⁶ Par ailleurs, le maire de Bure n'a jamais répondu a nos appels, à nos mails et ne nous a jamais accordé un entretien. Ceci représente un résultat très parlant. Nous discuterons de ça dans les chapitres suivants.

De la part de l'Andra, le premier échange était aussi assez productif dès le début. A titre d'exemple le mail de réponse du Service communication et dialogue pour pouvoir se rendre à Bure et visiter le site :

« Bonjour, Nous pouvons vous recevoir le 2 novembre avec un groupe d'étudiants déjà inscrits pour une visite. Il faut prévoir la journée (10h-16h) sur notre site. Si cette date vous convient, nous vous remercions de bien vouloir compléter les formulaires joints en annexe et nous les retourner avant le 25 octobre. N'hésitez pas à nous contacter pour tout complément d'information, Cordialement »
(Réponse par courrier électronique de la part du Service communication et dialogue de l'Andra. 20 octobre 2016).

Nous avons préparé un guide d'entretien structuré, qui se composait d'une liste de questions et thèmes spécifiques et qui illustre les grands objectifs et les grands éléments à traiter avec la ou les personnes rencontrées. Nous disposions d'une certaine marge de liberté pour adapter l'entretien selon les réponses et les expériences individuelles de l'enquêté. Nous avons appris par cœur à l'avance nos thématiques générales du guide d'entretien, pour ne pas devoir poser notre guide devant les yeux de l'enquêté, en accroissant les chances de faire percevoir l'entretien comme une simple série des questions et afin de permettre à l'enquêté de toucher d'autres thématiques, et afin qu'il puisse se sentir désinvolte et spontané et de pouvoir évoquer des sujets très différents. Nous avons laissé à l'enquêté le plus de liberté possible dans l'organisation de sa réponse : l'objectif était celui de l'influencer le moins possible afin qu'il puisse exprimer son vécu et son opinion pour pouvoir ensuite reconstruire son expérience subjective.

Encadré 1.

Grille d'entretien avec les grands objectifs et les grands éléments à aborder

Enquête sur les visions du monde

1. CIGEO

- Opinion personnelle
- Risques
- Réversibilité
- Rapport au passé

- Rapport au futur
- Débat public

2. Territoire

- Risques
- Rapport au passé
- Rapport au futur
- Riverains
- Reconnaissance
- Appartenance
- Occupation

3. Environnement

- Question écologique
- Alternatives possibles

4. Conflit

- Pourquoi un conflit ?
- Entre qui ?
- Dichotomie « nous » / « autres »
- Reconnaissance
- Mépris
- Territoire

5. S'engager / Agir

- Militer (?)
- Agir(s) public(s)
- Agir(s) collectif(s)
- Forme(s)
- Finalité(s)

6. Avenirs possibles

- Opinion personnelle
- Plan sociétal
- CIGEO
- Place dans le monde
- Avenir de la société

7. Violence

- Violence policière
- Violence actions militantes

Notre question de départ nous a mené à une exploration du domaine choisi qui a abouti à une première version de notre problématique⁷⁷, au choix du cadre théorique et des méthodes les plus adaptées, et à l'élaboration d'hypothèses. Ces hypothèses sont alors converties en questions claires, neutres et compréhensibles par tout enquêté. Notre guide d'entretien a été un premier travail de traduction et interprétation des hypothèses de recherche en indicateurs concrets et de reformulation des questions de recherche (pour nous) en questions d'enquête (pour les interviewés).

La grille d'entretien a évolué au cours de notre présence sur le terrain car nous avons la possibilité de mieux l'adapter aussi selon les observations conduites. A partir de nos premiers entretiens exploratoires, nous avons ensuite incorporé de nouveaux aspects et formulé une grille plus détaillée et ponctuelle.

⁷⁷ Nous parlons d'une « première » version, car nous avons expérimenté un constant changement de la problématique au fur et à mesure que notre recherche de terrain a avancé et s'est développée.

Encadré 2.

Exemple grille d'entretien

Enquête sur les visions du monde

1. Présentation générale

- Présentation générale de l'interlocuteur
- Présentation de l'organisme dont l'interlocuteur fait partie
- Rôle de l'interlocuteur dans l'organisme
- Depuis quand occupez-vous cette fonction ?
- Pourquoi avez-vous choisi d'en faire partie ?

2. CIGEO

- Rôle de l'organisme (dont l'interlocuteur fait partie) en rapport au projet CIGEO
- Rôle de l'interlocuteur à propos de CIGEO
- Comment et quand avez-vous entendu parler de Bure pour la première fois ?
- Qu'est-ce que vous pensez, personnellement, du projet d'enfouissement ?
- L'enfouissement, est-il qu'une réponse correcte pour la question de la gestion des déchets ?
- Quelles sont les conséquences à long et à court terme du projet CIGEO ?
- Qu'est-ce que vous pensez à propos de la question des risques et de la dangerosité du projet d'enfouissement ?
- Le facteur « risques » induit quoi dans le positionnement pour vous ?
- Qu'est-ce que vous pensez à propos de la question de la « réversibilité » ?
- La gestion des déchets doit-elle être internationale ?
- Est-ce que la France devrait accueillir les déchets nucléaires en provenance de toute l'Europe ?
- A quel point pensez-vous que le nucléaire soit un sujet d'actualité ?
- Proposez-vous des alternatives au projet CIGEO ? Lesquelles ?
- Vous pensez quoi du rôle de l'Europe dans le projet CIGEO ?
- Quelle est le rapport entre le projet CIGEO et le territoire ?

Débat public

- Quels sont les objectifs du débat public ?
- Quels éléments du projet sont mis en débat ? Et, quels sont les éléments qui n'ont pas été mis en débat ?
- Êtes-vous satisfait de la façon dont fonctionne le débat public ?
- Vous avez rencontré des difficultés particulières ?
- Il y a généralement combien de personnes dans les réunions ?
- On constate une sorte de « malaise » de la part des populations concernées : Est-ce qu'il y a un problème d'entente entre les acteurs ?
- Est-il fréquent que vos propositions soient différentes de celles des opposants au centre d'enfouissement ?
- En général, ce que proposent les opposants, ce sont des choses raisonnables ?
- Des propositions de changement ont été prises en compte ?
- Qu'est-ce que proposent les acteurs locaux ?
- Est-ce que des éléments dans le projet sont changés ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients ?
- Le processus participatif a-t-il un impact sur la construction/ le fonctionnement du projet ?

Alternatives possibles

- Est-ce qu'il y a, à votre avis, des alternatives possibles au projet d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure ?
- Si oui, lesquelles ?

Environnement

- Êtes-vous particulièrement sensible à la question écologique ?
- Est-ce que vous triezy vos déchets ?
- Est-ce que vous mangez bio ?
- Êtes-vous sensible aux problématiques environnementales ?
- Quel est votre avis sur le nucléaire ?
- Êtes-vous plutôt favorable ou contre le maintien des centrales nucléaires en France ?
- Est-ce que le nucléaire vous semble une énergie propre ?

- Pensez-vous que des alternatives sont possibles ?
- Doit-on repenser notre rapport à l'énergie nucléaire ?
- Quel est le rôle de la transition énergétique pour sortir du nucléaire ?
- Etant donné la réalité politique actuelle à l'égard de l'écologie, est-ce que l'avenir de la lutte vous inquiète ?

S'engager / Agir

- Êtes-vous engagé politiquement ?
- Si oui, depuis quand ?
- Est-ce que votre engagement se résume à une cause particulière, ou est-il pluriel ?
- Est-ce que vous votez ?
- Est-ce que vous allez régulièrement en manifestation ?
- Comment se manifeste votre engagement pour la lutte à Bure ?
- Quelles sont les liens avec les organisations et les militants qui se mobilisent à Bure ?
- Avez-vous entendu parler d'autres ZAD comme NDDL ? Est-ce que vous y êtes allé, si oui pourquoi ?
- Êtes-vous impliqué dans d'autres luttes ?
- Pensez-vous que la lutte a un impact sur la conscience générale ?

Militant à Bure

- Comment êtes-vous rentré dans le milieu associatif/militant ?
- Comment se manifeste votre engagement pour la lutte à Bure ?
- Avez-vous entendu parler d'autres ZAD comme NDDL ? Est-ce que vous y êtes allé, si oui pourquoi ?
- Êtes-vous impliqué dans d'autres luttes ?
- Comment communiquez-vous ?
- Sensibilisez-vous aux enjeux de votre lutte ?
- Quelle est l'ambiance entre vous les militants ?
- Est-ce qu'il existe parfois des divergences de vues entre vous ?
- Et avec les autres collectifs militants sur le projet ?
- Quelles sont vos attentes par rapport à cet engagement ?
- Quels seraient les débouchés idéals selon vous ?

- Le collectif a-t-il des propositions dans ce sens ?
- Êtes-vous pour un abandon pur et simple du projet ou êtes-vous ouvert à des négociations ?
- Comment s'organise la communication/négociation avec les pouvoirs publics ou les acteurs impliqués dans le projet Cigéo ?
- Quelle est le rapport avec les riverains à Bure ?
- Quel est votre rapport avec le territoire ?

Violence

- Comment vous positionnez-vous à propos de la violence policière à Bure ?
- Pensez-vous que l'Etat doit intervenir à Bure ?
- Comment vous positionnez-vous à propos de la violence de la part des militants, à travers des actions de lutte ?
- Où place-t-on le curseur qui légitime ou délégitime une lutte ?

Dans nos questions pour les enquêtés, nous n'avons pas différencié « les représentations » et « les pratiques », c'est-à-dire, nous avons conjugué le « ce que les gens pensent », et le « comment les gens font ». Notre intérêt était celui de faire ressortir des entretiens les expériences concrètes des individus, le sens qu'ils donnent à leurs actes et la manière de les faire, pour après en extraire une analyse des visions du monde, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

« L'entretien est la méthode par excellence pour saisir les expériences vécues des membres de collectivités, pour comprendre les significations attribuées à une activité par ceux qui y sont engagés, pour appréhender les interprétations que les individus font des situations et mondes auxquels ils participent » (Demazière, 2012, p. 30)

3.1.2 L'échantillon

Encadré 3.
Entretiens réalisés

	Prénom (Anonymisation)	Sexe	Age	Lieu d'appartenance	Date entretien
1	Eugène	M	21	Maison de Résistance Militant	10/2016
2	Michael	M	30	Maison de Résistance Militant	10/2016
3	Claude	M	47	CLIS Salarié	11/2016
4	Zoé	F	31	Maison de Résistance militante	11/2016
5	Frédéric	M	32	Maison de Résistance Militant	02/2017
6	Manon	F	27	Maison de Résistance Militante	02/2017
7	Arnaud	M	77	Meuse, Nature, Environnement Militant	02/2017
8	Philippe	M	73	Maire village en Meuse Retrait	02/2017
9	Thibault	M	69	CEDRA Militant	02/2017
10	Stéphanie	F	-	Andra Salariée	02/2017
11	Sophie	F	26	Bois Lejuc Militante	11/2017
12	Jessica		28	Andra (P5) Salariée	11/2017
13	Laurianne	F	25	Maison de Résistance militante	11/2017

14	Gisèle	F	24	Maison de Résistance militante	11/2017
15	Clara	F	34	Réseau Sortir du nucléaire Militante	04/2018
16	Jean-Luc	M	22	Maison de Résistance Militant	06/2018
17	Jean	M	37	Les Amis de la Terre Militant	10/2018
18	Inès	F	23	Maison de Résistance Militante	11/2018
19	Simon	M	23	Maison de Résistance Militant	11/2018
20	Julien	M	43	Réseau Sortir du Nucléaire Salarié	11/2018
21	Charles	M	48	Réseau Sortir du Nucléaire Salarié	11/2018
22	Victor	M	29	Maison de Résistance Militant	11/2018
23	Thomas	M	32	Maison de Résistance militant	11/2018
24	Caroline	F	40	Habitante Mandres-en-Barrois militante	11/2018
25	Stéphane	M	-	LaREM Elu	11/2018
26	Matthias	M	-	Les Républicains (IDF) assistant d'élus	11/2018
27	Jérôme	M	-	PS (Aquitaine) Elu	11/2018
28	Camille	F	35	Réseau Sortir du Nucléaire Salariée	12/2018
29	Johannes	M	36	Bois Lejuc militant	12/2018

30	Morgane	F	27	Les Amis de la Terre Militant	12/2018
31	Chloé	F	-	Greenpeace Militant	12/2018
32	Victor	M	-	EELV (IDF) Elu	12/2018
33	Adrien	M	-	Collectif Antinucléaire Militant	12/2018
34	Hervé	M	26	UNI Militant	12/2018
35	Olivier	M	-	Arrêt du Nucléaire Militant	01/2019
36	Vincent	M	-	Criirad Militant	01/2019
37	Flavie	F	-	Réseau Sortir du Nucléaire Militante	01/2019
38	Damien	M	30	AGEPS Militant	01/2019
39	François	M	-	EELV Lorraine Elu	01/2019
40	Maxime	M	-	Licorne Militant	01/2019
41	Laure	F	27	Comité de soutien Bure IDF Militante	03/2019
42	Héloïse	F	31	Comité de soutien Bure IDF militante	04/2019
43	Robin	M	24	Comité de soutien Bure IDF Militant	09/2019

Nous avons pu mener 43 entretiens compréhensifs (Sauvayre, 2013) : interviews orales, individuelles ou de groupes, auprès des personnes ou groupes sélectionnés soigneusement. Les entretiens ont été réalisés auprès des opposants, des militants, des collectifs nationaux et

locaux, des habitants, des élus locaux et du personnel de l'Andra, dans le but de réussir à extraire et explorer en profondeur les ressentis, les représentations et les expériences individuelles ou de groupe. Le guide d'entretien représentait un memento pour nous. Comme tout memento, il était facilement et rapidement consultable, détaillé et précis et avec des notations brèves et claires. Il contenait toutes les questions possibles, mais nous avons, bien évidemment, posé les questions de manière différente selon la personne interviewée. S'il s'agissait du personnel de l'Andra certaines questions étaient posées, si, au contraire, il s'agissait d'un militant opposant, les questions n'étaient pas les mêmes et posées de manière différente.

L'entretien, tout au départ, se présente sous la forme d'une interaction entre deux ou plusieurs parties, d'un discours, d'un récit des opinions et des situations vécues, qui seront ensuite analysées et interprétées par le chercheur. Il s'agissait d'essayer d'accéder à la subjectivité des acteurs : leurs significations subjectives, à savoir, le sens qu'ils accordent à leur comportement.

« on a souvent reproché à la sociologie compréhensive, celle qui cherche à dégager le sens subjectif ou endogène d'une action, d'être un exercice trop simple et reposant sur des vertus d'empathie conduisant à une forme d'interprétation discutable. Je peux témoigner du contraire ; si le chercheur laisse aux acteurs la possibilité de formuler des problèmes, le système des partitions qui se met en place devient d'une extrême complexité laissant la fusion empathique désarmée. Alors, savoir ce qui est dit, y compris du point de vue des acteurs, n'est pas un exercice simpliste, ni simple » (Dubet, 1997, p. 429).

L'entretien s'est déroulé sur le mode de la « conversation » en s'appuyant sur les thématiques générales développées dans le guide d'entretien. L'objectif était de les exhorter à raconter leur vécu, leur expérience personnelle, leur relation et engagement avec ou contre la cause. Relativement aux résultats désirés, les entretiens rendent compte de la logique d'une action et le processus de son déroulement ; ils font apparaître les processus et

« le sens que les acteurs donnent à leur pratique, aux événements dont ils ont pu être les témoins actifs ; lorsqu'on veut mettre en évidence les systèmes de valeurs et les repères normatifs à partir desquels ils s'orientent et se déterminent. [Elles ont] pour spécificité de rapporter les idées à l'expérience du sujet » (Blanchet et Gotman, 2001, p.27).

La majorité des entretiens ont été conduits avec les opposants appartenant à la « commune », les militants installés à Bure, engagés contre la construction du centre d'enfouissement des

déchets nucléaires. Parmi les personnes rencontrées, nous pouvons affirmer qu'il n'y avait pas une majorité très explicite d'hommes ou de femmes, et que les âges s'étendent entre 20 et 25 à 60 et 65 ans, avec une majorité explicite, cette fois-ci, de jeunes. Les jeunes sont une composante très active du mouvement, ce qui constitue une spécificité particulière puisque, contrairement aux années 60 et 70, où les jeunes étaient les protagonistes les plus actifs des manifestations politiques et sociales, la participation des jeunes aux manifestations de rue a progressivement diminué au cours des décennies suivantes (Aime, 2016). De plus, nous pourrions affirmer comme les femmes sont aussi une composante très active du mouvement. Le rôle des femmes est très pertinent, dont la centralité dans le mouvement est attestée par la prise de parole constante dans les assemblées. Mesurer l'importance et le poids des femmes au sein d'un mouvement est un bon thermomètre pour évaluer sa réelle capacité de transformation.

Par ailleurs, nous avons eu l'occasion de discuter avec des personnes provenant de différents pays : France, Italie, Allemagne et Belgique⁷⁸ notamment. Il apparaît important de rencontrer des profils, certes non représentatifs mais variés pour comprendre au mieux les dynamiques et les motivations d'engagement.

Souvent les entretiens se déroulaient en tant que « simple » discussion avec la personne en question, car en se présentant sur le terrain muni des questionnaires ou en voulant conduire des entretiens, le chercheur, souvent, est considéré comme quelqu'un éloigné du groupe et de nombreux aspects lui sont cachés. Sur la même ligne, il n'était pas possible à chaque fois d'enregistrer les entretiens ou les conversations avec un dictaphone. Les entretiens conduits ont représenté de toute façon une scène d'observation. Nous avons donc privilégié la participation observante.

⁷⁸ En Belgique notamment nous étions des chercheurs invités au séjour de recherche SMAG « Mouvements sociaux à l'âge global ». Le séjour, dirigé par Geoffrey Pleyers, a eu lieu chaque année pendant la durée d'un mois à l'Université Catholique de Louvain. Nous avons pu collaborer très activement avec le groupe de recherche SMAG (organisation et participation aux colloques, séminaires de recherche, journées d'étude et groupes d'étude) autour des thématiques liées aux nouveaux mouvements sociaux, de l'alter-activisme et de la subjectivité. Nous avons eu l'occasion de rencontrer et de nous confronter avec plusieurs personnes (chercheurs et non) intéressées par les questions de l'engagement et par les thématiques traitées dans notre recherche.

3.2 L'observation participante

L'observation participante

« implique de la part du chercheur une immersion totale dans son terrain, pour tenter d'en saisir toutes les subtilités, au risque de manquer de recul et de perdre en objectivité. L'avantage est cependant clair en termes de production de données : cette méthode permet de vivre la réalité des sujets observés et de pouvoir comprendre certains mécanismes difficilement décryptables pour quiconque demeure en situation d'extériorité. En participant au même titre que les acteurs, le chercheur a un accès privilégié à des informations inaccessibles au moyen d'autres méthodes empiriques » (Soulé, 2007, p.128).

L'observation participante constitue une technique particulièrement appropriée à la collecte des données et matériaux, ainsi qu'à la connaissance plus approfondie du terrain par l'enquêteur et de ce dernier par les enquêtés. Entreprendre une observation participante implique la « sortie » du chercheur de son rôle de « simple » observateur et de participer de différentes manières au quotidien des enquêtés. Déjà Bronislaw Malinowski constate qu'il :

« n'est pas mauvais non plus que dans ce genre de travail, l'ethnographe abandonne quelquefois sa caméra, son bloc-notes et son crayon pour se joindre à ce qui se passe. Il prend part aux jeux des indigènes, les accompagner dans les visites et leurs promenades, s'asseoir, écouter, participer à leurs conversations [...] De ces plongeurs dans la vie indigène – que j'ai renouvelé à maintes reprises autant pour l'étude elle-même que par besoin de compagnie humaine – j'ai rapporté chaque fois le sentiment très net que leur conduite, leur manière d'être à l'occasion de toutes sortes de transactions tribales, me devenaient plus claires et plus intelligibles qu'auparavant » (Malinowski, 1989, p.78).

A plusieurs reprises, sur des périodes d'inégale durée, d'avril 2016 à la fin de 2018, nous avons séjourné sur place à Bure. Les conditions de séjour étaient très différentes : avec notre directeur de recherche⁷⁹, avec des amis, seule. En étant sur place, nous avons pu échanger

⁷⁹ De mai 2016 à juillet 2018 nous avons participé à un projet CNRS nommé Programme NEEDS (Nucléaire, énergie, environnement, déchets, société). Programme dirigé par le CNRS, Andra, Areva, BRGM, CEA, EDF, IRNS.

MANAP : Malaise dans le nucléaire et avenir possibles (Jan Spurk, Valerie Brunetière, Juan Alonso Aldama et Eleonora Garzia). Le projet réunit sociologues et sémiologues autour la problématique du risque, du « déchet » et de l'enfouissement de ce dernier, en lien avec la situation à Bure (France). L'approche sociologique sur la base d'analyses, entretiens et observations participantes est mise en relation avec une approche sémiologique et sémiotique de corpus (presse, enquêtes d'investigation, fictions filmiques et romanesques, sites internet).

avec les différents groupes⁸⁰, dès lors que les espaces occupés sont souvent morcelés et qu'il n'y a pas à proprement parler d'identification à un acteur collectif.

A partir d'octobre 2017, nous avons pu également prendre parti aux AG du comité de soutien Bure Paris IDF et à plusieurs événements mis en place par le comité. Le comité a été créé en octobre 2017 et il se réunit un jeudi sur deux, normalement le soir, à partir de 19h00. D'octobre 2017 à septembre 2018 le comité se réunissait à Vaydom, le centre social autogéré d'Ivry. Durant septembre 2018, le comité a changé son lieu de rencontre à la Parole Errante, un centre social autogéré à Montreuil.

« Rejoignez le comité de soutien Paris Ile-de-France : rendez-vous réguliers 1 jeudi sur 2 à 19h ! Solidarité avec tou.te.s les inculpé.e.s de l'Etat nucléaire et militaire. Bloquons le projet d'enfouissement CIGEO et ses malfaiteurs institutionnels ! »
AG du comité de soutien Bure Paris IDF. Paris-Luttes.info publié le 5 octobre 2018⁸¹.

Le carnet de terrain a été toujours rédigé après le séjour. Pendant l'observation participante nous avons pu accéder à des informations nécessaires pour ensuite saisir les opinions à la fois « publiques » et individuelles/ subjectives concernant la situation. A Bure, à la Maison de Résistance et au bois Lejuc occupé, nous n'avons pas eu besoin de négocier notre présence et nous n'avons donc pas du justifier la motivation de notre arrivée : ceci est une particularité d'espaces autonomes.

Par ailleurs, nous estimons que l'accès au terrain nous a été aussi plus facile grâce à la proximité générationnelle avec la majorité des occupants ; notre âge – comme nous avons pu voir dans l'encadré 3 – nous a fait correspondre aux caractéristiques majoritaires des militants.

L'observation participante

« consiste [...] à partager pendant une durée de temps assez importante tout ou partie de l'existence du groupe social que l'on étudie, cela afin de pouvoir bénéficier soi-même d'un point de vue de l'intérieur sur les relations sociales et sur les représentations culturelles de ce groupe » (Lepoutre, 1997, p.10)

Elle nous a permis de suivre les actions, les habitudes, et surtout, la vie quotidienne ; de nous placer au cœur des actions, pour en vivre l'expérience, « être avec », établir « une relation de

⁸⁰ Il y a plusieurs groupes d'opposition qui coexistent sur le même territoire de lutte.

⁸¹ <https://paris-luttes.info/ag-du-comite-de-soutien-bure-paris-10839?lang=fr>.

familiarité avec le terrain étudié » (Payre et Pollet, 2013, p.38) et d'écouter les échanges verbaux, partager des expériences communes en participant aux actes et aux gestes des individus.

Ainsi nous avons vécu et habité les lieux d'opposition à côté des militants et assumé certaines tâches de la vie quotidienne au même titre que les autres habitants de la Maison de Résistance à Bure ou du bois Lejuc ; mais nous avons aussi participé à la gestion d'événement dans le comité de soutien à Paris. A cet égard, les personnes installées à Bure n'étaient pas nos seuls interlocuteurs, mais aussi d'autres personnes « en dehors » de Bure.

3.2.1 L'enquête en immersion

Dans ces conditions, participer activement à la vie des militants ne devient pas un obstacle à la rigueur scientifique car les interactions sont l'origine de la production et l'élaboration des données. « Partager » implique l'entrée par d'autres registres de connaissances, de l'ordre du ressenti et de l'expérimenté (Bouillon, 2011). La *participation observante* est

« un investissement particulièrement prolongé sur le terrain. Elle suggère la prépondérance de la participation sur l'observation [...] La notion de participation observante apparaît fréquemment comme une sorte de figure de style, ayant vocation à souligner un investissement important, ou particulièrement prolongé, au sein d'un groupe, d'une communauté ou d'une organisation » (Soulé, 2007, p. 128 et 130).

Elle demande une alternance assez rigoureuse entre les perceptions, leur mémorisation et la prise de note sur les cahiers de terrain en matière de recueilli et production des données. Cette méthode nous a permis de nous insérer et de vivre la quotidienneté et la réalité des sujets observés et de décrypter de nombreux mécanismes qui auraient pu résulter très difficiles à saisir pour un observateur externe. Nous avons été sur place et nous avons pu participer au même titre que les acteurs concernés, en accédant à certaines informations qui difficilement auraient pu être abordées en utilisant d'autres méthodes empiriques. Nous avons participé de manière assidue aux assemblées générales et réunions de comité et nous nous sommes rendus souvent aux diverses activités (projections de films, projections des documentaires, projections débat, conférences gesticulées, etc.). Cette approche méthodologique nous a permis d'amasser un matériau dense au fur et à mesure que notre implication et nos relations avec les militants s'intensifiaient.

Au cours de chaque période d'enquête, les conditions, les objets et le cadrage de travail d'observation ont été modifiés en raison des lieux qui changent (observation conduite à Bure ou à Paris), les personnes avec qui nous avons discuté, les moments présents (avant ou après l'évacuation du bois Lejuc etc.).

En étant présents et impliqués sur le terrain à Bure et à Paris, nous avons reconstruit, depuis notre point de vue, le phénomène social observé à travers plusieurs dimensions : la situation, le ressenti, les émotions et le vécu des acteurs. Elles offrent, dans tous les sens, une matière primaire. Pourtant, l'aspect, le plus difficile, a été l'opérationnalisation de ces dimensions, l'exploitation des données, et l'analyse. Surtout le travail d'objectivation est ardu et nécessite beaucoup de temps.

3.3. Enquêter en milieu militant

L'enquête en milieu militant se conforme souvent à des règles assez rigides et elle n'assure pas les mêmes opportunités d'enquête que dans d'autres milieux plus « ouverts ». Elle demande des ajustements aux lieux et aux situations. Le problème majeur résulte de l'opposition entre le *we-group* et l'*in-group* (Berzano et Gallini, 2000). Les militants refusent souvent toute recherche sociologique sur leur milieu. La forte méfiance se transforme parfois en refus du monde académique et de la presse. Les personnes issues du milieu militant défendent avec force les confins qui délimitent le groupe ; ils considèrent les enquêtes comme intrusives ou même dangereuses, car elles sont menées par un « extérieur » au groupe. Cette attitude n'est-elle pas en contradiction avec les idées d'ouverture défendues dans ce milieu ? De plus, souvent les militants se montrent réfractaires envers un travail d'« objectivation » et de dévoilement des membres.

« [cependant] la difficulté de terrain doit s'entendre en termes relationnels : elle se tisse dans les interactions entre enquêteurs et enquêtés, qui actualisent leurs habitus respectifs dans la situation d'enquête. [...] Pénétrer un terrain sur lequel on a l'ambition de mener une recherche de type ethnographique amène à rentrer en contact, voire en conflit, avec d'éventuels ou de potentiels enquêtés, mais aussi avec des codes culturels que l'on n'a pas toujours intériorisés. L'affrontement est donc inévitable, voire permanent. Il comporte plusieurs facettes. Il implique de rentrer en confrontation avec des personnes, des idées, des visions du monde. Mais plus précisément, il demande de juguler le paradoxe entre distanciation et proximité, et

exige un travail sur soi constant, qui peut relever de l'affrontement en lui-même » (Boumaza et Campana, 2007, p.8-9).

Tout au long de notre enquête, nous avons constaté que, en se présentant en tant que chercheur qui investigate sur la situation et les problématiques liées à la question de la construction du centre d'enfouissement des déchets nucléaires et, en voulant mener des entretiens directs, nous n'arrivions pas à accéder à la totalité du vécu et de la subjectivité des acteurs et à rendre compte d'une situation complexe telle que la situation à Bure. En effet, nous avons constaté que les enquêtés, au lieu de parler de leur vécu personnel et de leur ressenti, produisent un discours « préfabriqué » ou militant (particulièrement les militants qui s'opposent à la construction du centre Cigéo). Néanmoins les entretiens directs ont été exploités et analysés dans la mesure où ils représentent une partie de leur vision du monde. Or, nous avons privilégié, comme indiqué, l'observation participante ou la « simple » discussion, un échange informel, avec l'enquêté, ce qui ne veut pas dire que les entretiens ont été secondaires et accessoires mais complémentaires. A ce propos, Beaud et Weber observent que :

« l'observation reste le principal outil de l'ethnographe, sa meilleure arme. L'entretien en est le complément plus ou moins indispensable. Selon les enquêtés, on s'appuiera plus sur l'un que sur l'autre. Par exemple, les travaux sur des institutions où il est difficile de s'installer comme enquêteur (prisons, usines) utilisent des entretiens longs et répétés avec des personnes qui travaillent à l'intérieur comme données de substitutions [...] au contraire, les pratiques les plus ordinaires se prêtent difficilement à l'entretien : les enquêtés ne voient littéralement pas ce qu'ils font, le travail reposera alors principalement sur l'observation » (Beaud et Weber, 2003, p.176).

Il n'était pas possible à chaque fois d'enregistrer les entretiens ou les conversations avec un dictaphone. Les entretiens conduits jusqu'à ce moment-là ont représenté de toute façon une scène d'observation. Nous avons donc privilégié la participation observante, en choisissant de nous rendre à Bure en essayant de ne pas forcément manifester notre engagement dans une recherche autour de la question du centre d'enfouissement, dans l'esprit de vouloir aller au-delà des discours standardisés. En se présentant sur le terrain munis des questionnaires ou en voulant conduire des entretiens, le chercheur, souvent, est considéré comme quelqu'un éloigné du groupe et de nombreux aspects lui sont cachés. A l'inverse, l'observateur qui tient à s'immerger totalement et directement avec les membres du groupe afin d'instaurer un rapport d'interaction personnelle sur une longue durée, peut tenter d'en saisir toutes les

subtilités liées aux événements sociaux et aux échanges entre individus. Il comprendra, de l'intérieur, les règles particulières de ce monde. Le chercheur ne doit donc pas exprimer les conditions de sa venue, et participer à toutes les activités (logistique, entretien, tâches domestiques) comme quiconque.

Les discours sont le résultat et le prolongement des actions et des expériences concrètes et imaginaires, car l'observation directe consiste à être les témoins des comportements sociaux d'individus ou des groupes dans les lieux mêmes de leurs activités quotidiennes, sans en modifier le déroulement ordinaire. L'observation directe conçoit son terrain de prédilection autour des groupes sociaux de taille réduite et dans les milieux se considérant comme menacés ou déconsidérés ; ce sont les situations qui n'admettent pas de témoins qui sont les plus fructueuses pour l'observation.

Nous avons choisi de rendre anonyme l'identité des interlocuteurs. Dans le milieu militant, tous les éléments qui permettent l'identification des personnes, ne peuvent pas être collectés et divulgués, justifié par le souci de la part des militants de se protéger des forces de police, surtout lorsque les actions transgressent la loi. L'usage du pseudonyme est la norme, et ces pseudonymes changent régulièrement. Les militants s'efforcent souvent de cacher leurs origines sociales, « cette attitude est aussi un choix politique, celui d'être attentif à ce que les gens font et savent faire plutôt qu'à ce qu'ils sont » (Dechezelles et Olive, 2007, p. 14). Nous n'avons donc pas pu poser explicitement de questions précises sur l'origine sociale des enquêtés. Nous avons pu accéder à ce sujet lorsqu'un militant abordait lui-même la question ou, par exemple, lorsqu'il parlait de sa famille. Ces informations restent pourtant assez vagues. Par exemple une militante à la Maison nous répond à la question « depuis combien de temps elle vit là-bas » par :

« j'ai passé en tout plus ou moins douze mois à la Maison, en fait, entre temps, j'ai dû prendre des pauses et rentrer chez mes parents, tu sais... il faut prendre des vacances parfois » (Entretien avec Inès, Maison de Résistance, novembre 2018).

Ou encore,

« Je viens de parler avec ma mère au téléphone, elle m'a demandé si j'avais besoin d'un peu d'argent. Je lui ai répondu que non, pour l'instant on vit bien comme ça » (Entretien avec Simon, Maison de Résistance, novembre 2018).

A cet égard, aborder et chercher à approfondir les parcours de vie des occupants résulte être une tâche assez difficile, car les militants s'efforcent, à tout prix, de cacher leurs origines sociales. Même entre militants, les liens qui se forment sont souvent caractérisés par la méfiance, justifiée par un souci d'être exposé aux forces policières. Cette démarche se présente aussi sous forme de choix politique : il est plus significatif de donner de l'importance à ce que les gens font et ce que les gens savent faire plutôt qu'à ce qu'ils sont et d'où ils viennent.

3.4 L'étude documentaire

L'étude de terrain a été accompagnée par l'analyse des documents récoltés en amont et pendant l'enquête de terrain. Dans la collecte des données nous nous sommes servis de plusieurs matériaux publics : textes écrits, images, vidéos et émissions de radio.

Tout d'abord nous avons consulté des recherches qui traitent directement la question du projet d'enfouissement des déchets nucléaires ou du conflit à Bure⁸². Et aussi, d'autres textes qui y font référence⁸³ : des articles qui traitent les questions contemporaines liées au nucléaire, à l'aménagement du territoire, aux ZAD, etc.

Ensuite, nous avons collecté l'ensemble de la production militante des nombreux textes provenant des articles des journaux en version papier et en version en ligne, mais surtout de textes du blog *vmc.camp*, des sites internet gérés par les militants des textes des tracts et des affiches émanant et distribués par des collectifs et aussi du journal interne *Le Hibou Express*. A travers tous ces documents nous avons pu saisir les discours publics des différents acteurs afin de pouvoir qualifier le vécu et l'expérience. Le moment de l'analyse de ces données a consisté à travailler et retravailler les données afin qu'elles puissent nous « parler ». Nous avons relevé tous les termes utilisés et reconstruit les visions du monde, les intentions et les significations que les acteurs ont donné et donnent à leur discours et aux actions. Une analyse systématique de chaque corpus n'a pas été possible dans la mesure où leur composition fut

⁸² Aumenier et Collectif, 2019 ; Beauguitte, 2019 ; Collectif Burestop 55, 2014 ; D'Allens et Fuori, 2017 ; Ginet, 2017 ; Spurk, 2017 ; Subra, 2018.

⁸³ Bulle, 2018 ; Bulle, 2020 ; Camille, 2013 ; Des plumes dans le goudron, 2018 ; Macé, 2019 ; Subra, 2017 ; Vidalou, 2017.

aléatoire et assez irrégulière. Cependant, le corpus documentaire nous a permis d'intensifier l'analyse au-delà de l'enquête de terrain *in situ*.

La plupart de ces documents se trouvent en ligne. Nous avons constitué un corpus de 157 documents (dont 5 vidéos) provenant d'article en ligne, texte de pages web ou textes de blogs, issus donc de l'arène médiatique dominante et environ 10 articles sur papier. Ces derniers ont été utilisés aussi amplement dans notre thèse en tant que citations ou références. Le but était celui aussi de comprendre comment se construisent les discours publics et tenter de faire ressortir le système de valeurs dans lequel ils s'intègrent.

Nous avons regroupé les titres de la presse régionale, nationale et internationale qui traitent de la controverse. Il s'agit des quotidiens nationaux comme *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, etc. et des titres régionaux diffusés en *Grand Est*, comme *l'Est Républicain*, *Manif-Est.info*, etc. Nous avons ensuite traité ces matériaux avec les outils de l'analyse du discours, dans une approche qualitative, qui assure la possibilité de mettre l'accent sur les discours et leurs dimensions idéologiques et stratégiques.

Encadré 4.

Ensemble de documents recueillis

20 minutes	2
A Rivista Anarchica	1
Andra	8
Bastamag.net	4
BURESTOP	1
Centre d'informations et de ressources sur Cigéo	1
Commission nationale du débat public	1
Coordination Nationale des Collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs	1
Corriere della Sera	1
Démosphère	1
DiaNuke.org	1
DINAMOpres	1
EqualTimes	1
Espaces et radicalités. Luttés de territoire et géographie des cultures radicales (blog)	4

Faire de la place	1
Fanpage.it	1
Festival les Bure'Lesques	1
Franceinfo	2
France Nature Environnement	2
Greenreport	1
Huffpost	1
InsideOver	1
ItaliaOggi	2
L'Est Républicain	8
L'Express	2
L'Usine Nouvelle	1
La Croix	3
Les Echos	1
Le Figaro.fr	7
Le Monde.fr	16
Le Monde Libertaire.net	1
Le Monde de l'Energie	1
Le Nouveau Jour J	2
Libération	3
Manif-Est.info	2
Mirabel Lorraine Nature Environnement	1
Overblog	1
Paris-Luttes.info	4
Reporterre, le quotidien de l'écologie	14
Réseau Sortir du nucléaire	8
SECRETdéfense	1
Sciences et Avenir	1
Sortons du nucléaire Moselle	1
Stop-Cigéo. Le portail de la coordination des opposant.e.s au projet Cigéo à Bure	1
Tv5monde	1
Valeurs	3
VMC.CAMP (blog militant)	25

Youtube	6
Zad.nadir.org	2
ZeitOnline	1

Puisque l'utilisation d'internet fait partie intégrante de l'activité des militants, nous avons pu repérer, classifier et analyser de nombreux documents provenant de plusieurs sites internet et de quelques *mailing list*.

« Pour mener leur combat, les organisations disposent aujourd'hui de nouveaux atouts, comme Internet, qui leur donnent une force décuplante en termes de visibilité et de capacité de mobilisation [...] Internet présente de multiples avantages pour les minorités actives [...] et favorise le désenclavement des luttes, leur globalisation, mais aussi la division du travail militant » (Sommier, 2003, p. 195).

Les dispositifs de communication numérique se présentent en tant que moyens pour faire exister les visions du projet et leur vision du monde, pour assurer leur visibilité et leur cause. Le web militant autour de Bure fournit des occasions sans précédent pour faire émerger et faire circuler des discours alternatifs à ceux des médias traditionnels ; produire des argumentaires qui nourrissent le contre-discours pour lui donner les moyens d'exister dans l'espace public. Dans ce sens, Internet représente un « espace à occuper » et l'opportunité de bénéficier des avantages que cette technologie offre au niveau de la communication et de la diffusion d'un volume énorme d'informations et des données. L'utilisation de ces canaux d'informations et de communication médiatiques reconfigure l'espace public et le re-conceptualise en ouvrant différentes opportunités à nouveaux types de mobilisations. Les sites, les blogs, les réseaux sociaux offrent une grande densité d'informations auxquelles chacun peut avoir accès : ils permettent une propagande extrêmement puissante, en favorisant la mobilisation et l'agrandissement (virtuel) de l'espace public (Sommier, 2003, p. 198 - 211). La rapidité de l'information facilite les échanges et arrive à déplacer la contestation d'un niveau national à un niveau international, en suscitant une participation qui dépasse les frontières.

Internet nous a permis de consulter en profondeur certaines informations présentes dans cet espace virtuel, dans lequel les militants relisent plusieurs activités de communication, échange et confrontation : une source inépuisable de données sur les mouvements contestataires, sur la contreculture ou la culture underground, sur les groupes anarchistes, autonomes, etc. Internet

représente pour les militants un espace pour « une communication libérée » et le no-copyright (Berzano et Gallini, 2000).

Les militants préfèrent, en effet, gérer leur communication en s'exprimant directement sur le web, sans passer par les médias traditionnels : la production d'un contre-discours divulgué sans intermédiaire. L'examen de sites web liés à l'activité militante nous permet d'identifier les modèles culturels et idéologiques auxquels les acteurs se réfèrent ; les objectifs de la lutte politique, les activités culturelles, la description des activités et des actions, le lien avec d'autres groupes. Ces sources présentent, tout de même, certaines limites. Les sites web évoluent et se modifient au fil du temps ; souvent de nouvelles informations se superposent aux anciennes informations, et ces dernières sont enfin effacées. Les auteurs des écrits restent en général anonymes : une des règles du milieu militant. Même si un document s'affiche dans un site collectif, il peut être écrit par un seul membre. Il en résulte très difficile d'attribuer une « identité » aux auteurs ou autrices.

Une des références la plus importante de la webographie militante associée à Bure est le blog *VMC.CAMP Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires*. Le blog a été créé notamment lors de l'organisation du camp antiautoritaire qui a eu lieu en août 2015, d'où le mot « camp ». Vmc est l'acronyme de Vladimir, Martine & Co. Tout d'abord il a été consacré à relater les actualités du campement pour réunir différents documents et informations (avec des publications en anglais, allemand, espagnol, italien, russe); ensuite il est devenu la référence la plus importante entre militants engagés pour la lutte à Bure

« Ce site a été créé pour le camp.vmc en résistance à la poubelle nucléaire comme support d'auto-média. Ayant toujours servi collectivement, l'appareil judiciaire en voit d'un autre œil et souhaite le relier à certaines personnes. Ainsi pour raison de sécurité contre la répression de l'Etat, il a été décidé de clore vmc.camp. Cependant la lutte continue, et son auto-média aussi. En attendant l'ouverture du prochain site internet, les publications liées à la lutte sur manif^{est} qui est le média libre de l'est de la France. Que tu souhaites publier et recevoir les informations sur Bure tu peux aller par ici ». Zad.nadir.org (2018, 24 août).

Le site a été fermé le 23 août 2018 et depuis mai 2019 il n'est plus accessible en ligne à cause des poursuites judiciaires en cours pour « association de malfaiteurs ». L'information militante sur Bure est passée sur Manif-est.info. Infos alternatives – Lorraine et Alentours⁸⁴ et

⁸⁴<https://manif-est.info/+Bure+.html> .

sur le site Bureburebure⁸⁵. D'autres références importantes de la webographie militante associée à Bure sont les sites *Nous sommes tou-te-s des malfaiteur-euse-s*⁸⁶, *Infokiosques.net*⁸⁷, *Bure Zone Libre*⁸⁸ et *DiaNuke.org*⁸⁹.

Ce dispositif d'écriture particulier permet notamment de mettre en ligne un contenu multimédia qui vient enrichir les registres d'expression politique avec des formes plus créatives. Ses auteurs cherchent à valoriser des dimensions absentes parfois du discours, celles de l'expérimentation d'une alternative possible sur les zones de contestation où la lutte est ancrée dans une réalité située et vécue dans les gestes quotidiens. Le récit proposé s'inscrit dans un temps long susceptible de rendre compte de ce mode de vie. Un des objectifs se pose comme la volonté de bouleverser le référentiel dominant en présentant Bure à partir du territoire et de l'expérience de lutte vécue sur celui-ci et dans le quotidien, et non plus à partir du projet Cigéo.

D'autres sources des publications d'information militante à propos de la lutte à Bure sont : *Reporterre le quotidien de l'écologie*⁹⁰, *Paris-Luttes.Info. Site coopératif et de luttes Paris-banlieue*⁹¹ ; le Flux RSS des opposant.e.s : *Stop-Cigéo. Le portail de la coordination des opposant.e.s au projet Cigéo à Bure*⁹². Ou encore de nombreuses informations sont diffusées à travers la mailing List *burestop*⁹³ (liste de l'association Bure Stop), *bloquonscigeo*⁹⁴ (liste pour les collectifs de toutes les régions), *noussommestousdesmalfaiteurs*⁹⁵ (liste au sujet de l'association de malfaiteuse.eur.s) tout comme celle gérée par le Réseau Sortir du nucléaire⁹⁶.

3.5 L'analyse des données

Par analyse de données nous étendons le regroupement et le classement des données recueillies, leur examen systématique accompagné par une réflexion sur leur pertinence, et

⁸⁵ <https://bureburebure.info/> .

⁸⁶ <https://noussommestousdesmalfaiteurs.noblogs.org/>.

⁸⁷ <https://infokiosques.net/>.

⁸⁸ <https://burezonelibre.noblogs.org/>.

⁸⁹ <https://www.dianuke.org/>.

⁹⁰ <https://reporterre.net/>.

⁹¹ <https://paris-luttes.info/> .

⁹² <http://www.stopcigeo-bure.eu/publications-des-opposant-e-s-a-cigeo/> .

⁹³ infobure@riseup.net .

⁹⁴ bloquonscigeo-subscribe@lists.riseup.net

⁹⁵ noussommestousdesmalfaiteurs-subscribe@lists.riseup.net .

⁹⁶ mobilisations@sortirdunucleaire.org

enfin leur interprétation par le biais de catégories générales. L'analyse qualitative des résultats n'enferme pas les données dans une seule catégorie, au contraire elle peut faire figurer certains éléments dans plusieurs catégories et significations. L'analyse s'explique à travers un processus d'alternance entre les questions nées de la consultation des données recueillies et celles formulées à partir de la problématique de la recherche. À travers ce processus, les hypothèses ont été mises à l'épreuve des faits et il a été possible de répondre aux objectifs fixés. Le but a été celui d'extraire les données capables de nous apporter des résultats et donc des réponses à nos hypothèses de recherche. Une fois recueillies les données documentaires recueillies, les entretiens retranscrits, les notes écrites pendant les discussions rangées, il a été question d'effectuer une première sélection et un premier tri de ce qui a été utile pour notre étude. Il a fallu ensuite opter pour la direction vers laquelle nous voulions aller, vers quelle analyse nous voulions nous projeter, pour faire parler les données, en les transformant en résultats.

A cet égard, pour donner un sens aux informations d'enquête recueillies, nous avons mobilisé la méthode d'analyse de contenu, qui

« [...] se définit comme une technique permettant l'examen méthodique, systématique, objectif et, à l'occasion, quantitatif du contenu de certains textes en vue d'en classer et d'en interpréter les éléments constitutifs, qui ne sont pas totalement accessibles à la lecture naïve. Le texte désigne ici tout type de production, verbale ou orale, écrite, et renvoie aux problèmes posés par le langage et les situations d'énonciation » (Robert et Bouillaguet, 2002, p.4).

Il s'est agi, premièrement, d'analyser le sens manifeste du matériel brut, ce qui a été ouvertement dit ou écrit. Deuxièmement, il s'est agi de repérer les éléments symboliques des informations, en d'autres termes ce qui n'était pas dit, ce qui a été caché par l'interlocuteur (L'écuyer, 1988). Les discours, mêmes les plus sincères, ne sont pas toujours le reflet de ce qui s'est réellement passé. Ils peuvent être contradictoires, comporter des dissimulations, varier en fonction du contexte. Grâce à cette « simplification » des contenus, nous avons pu produire, selon Blanchet et Gotman (2015, p.89) un effet d'intelligibilité et nous diriger vers une première interprétation.

Pour procéder de manière plus approfondie avec l'analyse des données, nous avons ensuite, adopté une analyse thématique, en aspirant à reformuler, interpréter et théoriser des phénomènes. L'approche de l'analyse thématique intègre l'ensemble des méthodes en

recherche qualitative caractérisées par une démarche visant à approcher de manière directe le sens des phénomènes et événements humains et sociaux. A cet égard le but a été celui de dégager les thèmes présents dans un corpus et donner du sens aux informations et données recueillies. A partir des matériaux recueillis, nous avons appliqué une thématisation du corpus, c'est-à-dire nous avons créé des thématiques et des catégories selon une logique classificatoire. Nous avons ensuite intégré dans cette classification tout ce qui d'un matériel à l'autre se réfère à un même thème. Ceci ne se présente pas comme l'aboutissement final du travail mais une production intermédiaire, très utile pour répondre à nos hypothèses et à notre problématique.

En ce que qui concerne notre étude, et pour ce qui est du corpus principal, nous avons souhaité analyser, d'une part, les visions du monde, et d'autre part, les finalités de l'action et de l'engagement des individus, particulièrement, des militants opposants. Ce sont les entretiens, les observations participantes, les données documentaires extraites d'internet et des tracts qui nous ont permis d'aller en profondeur de ces éléments. Avec l'analyse thématique nous sommes en mesure d'établir une première analyse pertinente pour mettre en place des modèles explicatifs de pratiques, de représentations et de savoirs produits par les visions du monde et productrices d'actions.

Encadré 5.

Catégories de structuration des entretiens et de l'analyse de discours des militants

	Pratiques	Représentations	Savoirs
Projet Cigéo	Types d'action (collective / individuelle)	Perceptions / visions du monde / opinions personnelles sur le projet	Types de savoir à propos du projet
Territoire	Types d'action/ pratique sur le territoire	Vision du territoire (passé, présent, futur)	Connaissances du territoire
Environnement	Types d'action (collective / individuelle)	Perceptions / visions du monde / opinions personnelles sur l'environnement	Types de savoir à propos de l'environnement

Engagement	Engagement social	Solidarité / individualisme	Formes d'engagement
Avenirs possibles	Types d'action (collective / individuelle)	Perceptions / visions du monde / opinions personnelles sur les avenirs	

Les thématiques sont développées à partir des hypothèses descriptives de la recherche. A cet égard, nous avons structuré le corpus selon les thématiques identifiées : chaque unité représente une thématique, « un type idéal, reconstruit et non réel, issu d'une synthèse à la fois verticale et horizontale des thèmes ou dimensions » (Blanchet et Gotman, 2015, p.99). Les thèmes à analyser, dans notre cas, ont été réfléchis préalablement, cependant tout au long de la réalisation de l'enquête de terrain et aussi pendant l'analyse des données, nous avons ajouté des sujets non prévus auparavant.

Apporter une analyse thématique signifie se détacher, pour ainsi dire, de l'intégralité du discours pour repérer dans chaque matériel ou donné le thème cherché et que l'on veut expliquer. En effet, tout au long de l'analyse, des extraits de discours sont comparés. Ces derniers, découpés de l'intégralité du texte, se rapportant à un même thème et issus de différents entretiens ou observations, permettent d'identifier des convergences ou des divergences entre des opinions, des modes de vie ou encore, des visions du monde. Dans certains cas nous contournerons et nous ne tiendrons pas compte de la cohérence singulière de l'entretien, mais nous chercherons une cohérence thématique inter-entretien. En revanche, d'autres fois nous nous référerons à l'intégralité de la discussion ou du texte.

Encadré 6.

Thématiques identifiées

1. Le projet Cigéo et l'enfouissement des déchets nucléaires

- Question écologique / environnement

- Risques
- Risques environnementaux
- Rapport au passé /rapport au futur
- Nucléaire
- Déchets nucléaires
- Projet Cigéo
- Projet européen
- Territoire
- Intérêt population
- Avenirs possibles

2. Action collective

- Engagement
- Engagement à distance
- Organisation (interne)
- Organisation (externe) - relation avec d'autres organisations
- Communication
- Relation avec les militants à Bure
- Relation avec les habitants
- Relation avec le territoire
- Intérêt pour le projet
- Perception
- Reconnaissance - visibilité dans l'espace public
- Tensions / Conflits
- Finalité
- Conflit
- Avenirs possibles

3. Militantisme

- Militer – agir public

- Relation avec la population locale
- Engagement
- Violence
- Motivations - visions du monde
- Impact de la mobilisation
- Vécu de la mobilisation
- Trajectoire
- Finalité
- Visions du monde
- Avenirs possibles

Nous avons, ensuite, classé, lorsque cela était possible, en thèmes principaux et thèmes secondaires, pour pouvoir découper au mieux l'information et scinder les éléments factuels des éléments de signification. Notre analyse thématique a entraîné un travail d'interprétation et explication. L'interprétation

« est en effet fondée sur la subjectivité du chercheur alors que c'est d'elle que dépend l'objectivation, la construction d'un projet sociologique révélant les limites de la connaissance spontanée. Ce paradoxe ne doit pas toutefois être poussé à l'extrême et conduire à penser qu'en étant très imaginaire un chercheur sera obligatoirement très scientifique. Car l'interprétation repose rarement sur la seule imagination, elle est argumentée, reliée à une grille d'analyse » (Kaufmann, 2016, p.93).

3.6 Conclusion

Pour saisir les raisons d'agir, les visions du monde et les expériences quotidiennes des individus, il a été nécessaire d'utiliser différentes méthodes mais néanmoins complémentaires, typiques de la recherche qualitative en sciences humaines et sociales. Nous avons ainsi utilisé une combinaison de méthodes telles que l'observation participante, les entretiens individuels ainsi que l'analyse des données et de documents. Ces outils de méthodologie qualitative ont servi à mettre en place notre terrain, à construire notre objet de recherche, à saisir les pratiques des enquêtés et le sens subjectif qu'ils accordent à leurs actions et leurs trajectoires. De plus, ils nous ont donné la possibilité d'explorer :

- les visions du monde et les raisons d’agir des individus appartenant à la commune de Bure
- les différentes situations qui, soit dans le conflit soit dans la vie de tous les jours, témoignent des comportements et opinions des individus par rapport à leurs expériences et vécus subjectifs.
- les stratégies d’action et tout un éventail de questions se rapportant à la perception de d’un malaise et d’une volonté d’action rapportée à celui-ci.
- l’importance de la notion de subjectivité, apparue au cours de la recherche.

Si la présente recherche s’appuie sur différentes techniques, celle de l’observation participante a été privilégiée car nous avons constaté que cette méthode pouvait rendre compte d’une situation complexe comme celle qui se déploie au sein de la commune de Bure. En effet, les entretiens individuels ne pouvaient pas refléter pleinement cette réalité : au lieu de parler de leur vécu personnel et d’interpréter leur vie quotidienne, les enquêtés se contentaient généralement d’exposer des discours « standardisés » à l’égard de leur opposition contre Cigéo, souvent des lieux communs, qui ne permettent pas d’approfondir les visions du monde individuelles. Néanmoins plusieurs entretiens ont été conduits sur le terrain ; la sélection de nos interviewés s’est étalée pendant plusieurs phases de notre terrain, dépendantes des observations que nous avons pu y faire. Notre échantillon a ainsi été construit progressivement. Les discussions ont été très peu enregistrées, les lieux ainsi que les enquêtés ne s’y prêtant pas. Nous avons emprunté l’outil du carnet de bord et annoté avec soin les éléments de ces rencontres.

Ainsi, au gré des activités et des événements nous nous sommes attachés à saisir les discours, les actions et les interactions dans leurs contextes. Les observations sur le terrain nous ont permis d’appréhender la variété des acteurs et actrices de la sphère militante et la pluralité de leurs raisons d’agir. Nous étions aussi attentifs aux discours et aux rôles d’autres acteurs qui s’exprimaient depuis des perspectives divergentes ; soit à cause de leur fonction dans le contexte soit à cause de la modalité de l’organisation des actions qui permettait d’être en présence de différents points de vue.

Les productions existantes, sous forme écrite, en dehors et au sein de divers espaces d’engagement ont constitué une source importante à explorer. Nous avons collecté l’ensemble de la production militante des nombreux textes provenant des articles des journaux en version papier et en version en ligne, mais surtout des textes des blogs et des sites internet. L’objectif

premier était avant tout de saisir les contextes de sens à partir et dans lesquels les motivations à la lutte contre Cigéo se déployaient et contribuaient au fil du temps à la formation d'un registre d'engagement au sein de la sphère militante. Nous avons ensuite étudié les brochures, dépliants, magazines et les tracts internes.

L'enquête en milieu militant se conforme souvent à des règles assez rigides et elle n'assure pas les mêmes opportunités d'enquête que dans d'autres milieux plus « ouverts ». Elle demande des ajustements aux lieux et aux situations. Les militants refusent souvent toute recherche sociologique sur leur milieu. La forte méfiance se transforme parfois en refus du monde académique et de la presse. A cet égard, aborder et chercher à approfondir les parcours de vie des occupants résulte une tâche assez difficile, car les militants s'efforcent, à tout prix, de cacher leurs origines sociales. Même entre militants, les liens qui se forment sont souvent caractérisés par la méfiance, justifiée par un souci d'être exposés aux forces policières.

Chapitre 4

Projet et contre-projet : des représentations en opposition

Nous pouvons affirmer que les mobilisations sont produites par des réseaux multiples et hétérogènes, du point de vue social et politico-idéologique ; ils mettent en place plusieurs actions, bien qu'avec un esprit d'engagement, des modalités et des caractéristiques différentes et qui s'étendent à la fois verticalement du haut (les militants) vers le bas (les citoyens), et le long de la dimension générationnelle (les jeunes, les personnes plus âgées). Chaque acteur collectif apporte des ressources spécifiques et aussi quelques éléments de tension, ce qui n'empêche pas pour autant l'intensification et l'extension des mobilisations.

Les acteurs engagés dans le conflit social tournent autour d'un objet, ou plusieurs objets du débat. Spécifiquement l'objet du conflit en question dans notre travail est la *controverse* autour de la problématique non consolidée de l'enfouissement des déchets nucléaires et toutes les questions qui en découlent. De manière générale, la controverse s'articule autour d'un débat entre deux ou plusieurs parties en lutte et porte sur des questions bien spécifiques mais qui suscitent incompatibilité et discordance et des trajectoires argumentatives différentes. Des arguments économiques, juridiques, moraux et surtout sociaux se mêlent et se heurtent, provoquant la manifestation et la mobilisation de différentes connaissances, pratiques et actions de la part des acteurs qui se sentent concernés. Au sein de l'espace public, des acteurs aux visions du monde et raisons d'agir différentes soutiennent des raisonnements divergents, des incertitudes scientifiques ou morales et visent à persuader le public le plus large possible de leurs argumentations.

4.1 Les ressources de la protestation

Le mouvement contre le centre d'enfouissement à Bure est caractérisé par une imbrication entre différents acteurs. Dans la protestation plusieurs types d'acteurs sont impliqués : des multiples voix s'élèvent ; des idées politiques les plus diverses, des visions du monde

contraires, mais tous ont des éléments communs à défendre comme l'environnement, le territoire et le droit à vivre sur le territoire, la qualité de la vie, le travail, la santé, une société meilleure. Comme nous le verrons, la dimension réticulaire présente des avantages, mais aussi des défis pour la mobilisation, en devant mettre en lien différents acteurs souvent en concurrence ou en désaccord, entre eux. Nous soulignerons la richesse mais aussi les tensions qu'un ensemble ainsi varié d'acteurs produit pendant la contestation. Nous pourrions voir les difficultés d'un processus d'agrégation des différents acteurs, avec une implication dans le conflit dès le début : des institutions locales, des associations écologistes, des comités de citoyens et des riverains. Les structures formelles et informelles permettent la mise en lien de ces différents acteurs au cours de la protestation. Tous ces acteurs contribuent à apporter à la contestation diverses ressources. Les acteurs et les ressources de la contestation se posent sur une dimension verticale : la protestation est vue comme s'étendant du haut, des militants les plus impliqués vers le bas, les riverains. Il y a aussi d'autres directions de croissance. L'un d'entre eux est celui des générations. Alors que les mobilisations socio-environnementales « traditionnelles » ont été considérées comme dominées par la génération post-matérialiste qui s'est socialisée dans les années 1970 (Della Porta et Piazza, 2008, p. 44), les événements de la contestation à Bure soulignent plutôt l'implication de jeunes militants.

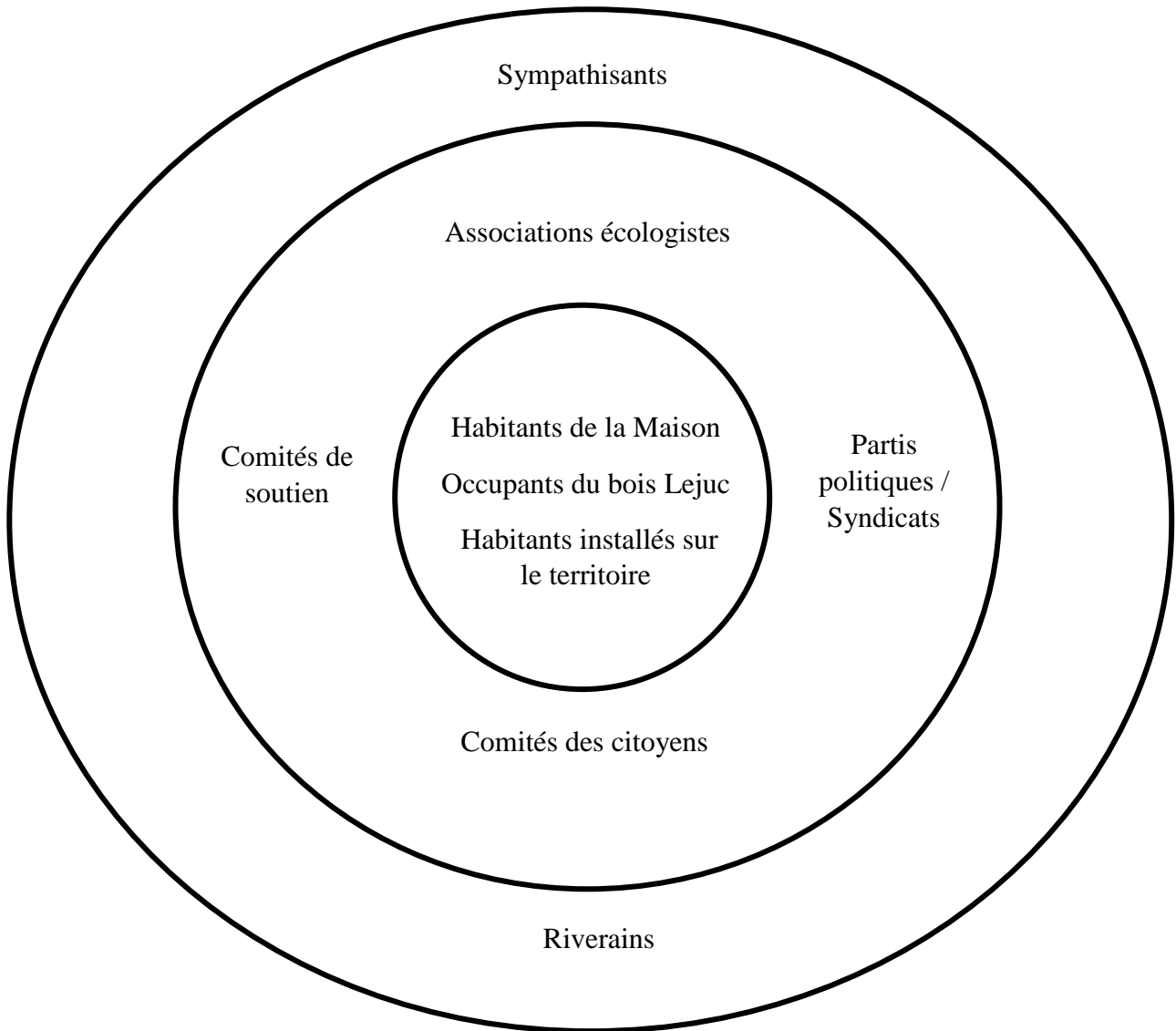
« Si l'on veut donner une connotation générationnelle, c'est certainement jeune, même s'il y a des gens de quarante et cinquante ans. En ce qui concerne la participation active aux événements, le mouvement se caractérise par un point de vue générationnel : ce sont surtout les jeunes qui participent » (Entretien avec Jean-Luc, Maison de Résistance, juin 2018).

Pour avoir une vision plus ample de la protestation à Bure et de son organisation, il peut être utile d'utiliser la métaphore des cercles concentriques. Le cœur battant de la mobilisation est caractérisé, comme nous l'avons décrit, par ce que nous appelons la commune de Bure : les habitants de la Maison de Résistance, les occupants du bois Lejuc et les opposants (ex. habitants de la Maison) installés de manière permanente sur le territoire de la région. Dans le cercle autour nous avons placé les associations écologistes qui soutiennent de loin la lutte avec les comités de citoyens qui se sont formés sur le territoire et les comités de soutien, qui, se sont constitués partout en France. Dans les cercles « plus distants » nous incluons les riverains, « spectateurs » de la mobilisation et tous les sympathisants, qui ne sont pas directement et constamment impliqués dans les activités de la contestation mais qui se

mobilisent pour des occasions et des initiatives particulières, exprimant le partage des raisons sous-jacentes de la contestation.

Encadré 7.

Les acteurs de la protestation



4.1.1 Le soutien à distance : les associations écologistes

Une enquête, menée avec 12 étudiants, interrogeait nombreux de acteurs de terrain qui gravitent autour de la question de Bure, laquelle, soutenue depuis plusieurs années, a suscité des vocations militantes un peu partout en France et a permis l'émergence d'organisations, d'associations, de collectifs de militants et de comités qui soutiennent la lutte à distance mais qui n'ont pas à priori les mêmes visées sur l'avenir du projet ou sur le nucléaire plus en général. Les entretiens ont été conduits avec des interlocuteurs, membres de différentes organisations associations ou partis politiques qui soutiennent, la lutte « à distance ». Les protagonistes des entretiens ont été des organisations et des associations ; d'autres encore ont été conduits auprès de personnalités engagées politiquement dans des partis ou syndicats. L'encadré suivant montre les noms des organisations/associations, partis politiques/syndicats et le nombre d'entretiens conduits avec ceux-ci. A cet égard, comités des citoyens, associations, organisations, partis politiques et syndicats participent à la formation de ce qui est « l'opposition » de Bure.

Encadré 8.
Entretiens conduites

Nom de l'organisation/association	Nombre d'entretiens
Amis de la Terre	2
Arrêt du nucléaire,	1
Collectif anti-nucléaire	1
Criirad	1
Greenpeace Réseau	1
Sortir du nucléaire	5

Nom du parti/syndicat ⁹⁷	Nombre d'entretiens
AGEPS	1
EELV	1
EELV (Lorraine)	1
LaREM	1
Les Républicains (IDF)	1
LICORNE (Grenoble)	1
PS	1
UNI	1

Della Porta et Piazza (2008) dans leurs enquêtes, ont pu observer comme les associations écologistes jouent un rôle important dans la mobilisation, surtout en ce qui concerne la phase initiale et d'incubation de la protestation. Le fait que les associations soutiennent aussi les actions et les occupations montre que les répertoires d'action ne sont pas fermés hermétiquement entre composante militante autonome et composante militante institutionnelle. Au nom de la protection de l'environnement, les associations écologistes s'engagent dans la lutte contre la construction de grandes infrastructures, contre les « monstres écologiques », incinérateurs, trains à grande vitesse, décharges etc. (Della Porta et Andretta, 2002). De même à Bure, la protestation se présente comme la continuation des luttes environnementales précédentes contre les centrales nucléaires et la gestion des déchets.

L'association Réseau Sortir du nucléaire a toujours fait partie de la lutte à Bure. Elle est créée en 1997 suite à la victoire pour l'arrêt du surgénérateur Superphénix (Creys-Malville) avec le

⁹⁷ L'enquête a mis en lumière, des acteurs plutôt discrets jusque-là : les syndicats. En effet, ceux-ci ne se sont pas prononcés très clairement sur le sujet, à l'exception de la CFS, qui considère le projet comme une possibilité d'embauche importante.

but de mettre en place un réseau national pour la sortie de la France du nucléaire civil et militaire. Une fédération qui appuie et soutient toutes les associations locales qui ont été instituées afin de lutter contre le nucléaire sur tout le territoire français. Une réalité qui rassemble des milliers de personnes (environ 900 associations et 60.000 signataires de la charte). A cet égard, les membres du réseau sont les associations, qui se réunissent une fois par an dans une assemblée générale, au sein de laquelle sont votés les statuts de règlement intérieur, les rapports financiers, les rapports moraux ou encore les rapports d'activité. Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale : ils sont des bénévoles qui appartiennent à des associations fédérées et qui, durant 3 ans, dirigeront le réseau. Le but de l'association est celui de renforcer les économies d'énergie et l'efficacité énergétique ; accroître une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) qui ont, à différence du nucléaire, des techniques et une production énergétique moins néfaste pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération...) ⁹⁸.

En rentrant sur le site web du Réseau ⁹⁹, on peut voir tout de suite plusieurs publications dédiées à la lutte contre Cigéo. Une pétition en soutien à la lutte contre Cigéo « Déchets nucléaires : Stop à la répression, Stop à Cigéo / Bure » condamne les perquisitions à répétitions, les gardes à vue, les condamnations à des peines de prisons et surtout dénonce la décision des pouvoirs publics de réprimer tous ceux qui s'opposent au « projet de mégapoubelle nucléaire Cigéo ». A travers cette pétition le Réseau demande l'arrêt de la répression, qui, à leur avis, intervient sur les opposants à Cigéo ; l'arrêt des travaux du laboratoire Bure, des investigations et travaux préparatoires de Cigéo ainsi que l'abandon total de tout projet d'enfouissement des déchets radioactifs ¹⁰⁰.

Or, Julien, salarié au Réseau Sortir du nucléaire nous explique, dans un entretien (novembre 2018) comme l'association, tout en soutenant la lutte à Bure, s'engage afin que le projet Cigéo ne se fasse pas, ni à Bure, ni ailleurs. Le Réseau assure, entre autre, le soutien financier et juridique : plusieurs actions légales sont menées et un budget est mis à disposition lors de l'organisation des différentes actions sur place et en dehors. Une grande priorité est donnée à l'information et à la sensibilisation afin que la lutte à Bure contre le projet Cigéo soit visible, à travers des communiqués de presse, des réunions publiques organisées un peu partout en France, du matériel militant distribué, des contenus pour le site, pour les revues, etc.

⁹⁸ Site Réseau Sortir du nucléaire.

⁹⁹ <https://www.sortirdunucleaire.org/>.

¹⁰⁰ <https://www.sortirdunucleaire.org/petition-soutien-bure#sign>.

En 2004 à l'aide des anti-nucléaire allemands et de l'association Réseau Sortir du nucléaire, la Maison de Résistance à la poubelle nucléaire est achetée. Le collectif BZL (Bure Zone Libre) et l'association Réseau possèdent la Maison à travers un contrat de société (SCI), grâce auquel elles partagent le bien immobilier. A présent, c'est l'association qui se charge de financer la Maison et les militants qui y habitent.

Tout en collaborant avec le Réseau Sortir du nucléaire, Greenpeace France s'engage aussi contre le projet Cigéo. Julien (novembre 2018) nous confirme avoir travaillé souvent conjointement avec les juristes de Greenpeace pour le dépôt des plaintes contre l'Andra.

« Une des associations la plus importante à laquelle on est lié est Greenpeace [...] »
(Entretien avec Charles, salarié Réseau Sortir du nucléaire, novembre 2018).

Greenpeace naît au début des années 1970 pour protester contre les essais nucléaires américains. Quarante ans plus tard, ses convictions sont toujours les mêmes : le nucléaire est très dangereux pour la planète et il faudrait y renoncer au plus vite¹⁰¹ :

« malgré plus de soixante ans d'exploitation de l'énergie nucléaire, il n'existe toujours pas de solution durable et sûre pour gérer les déchets nucléaires. Le projet Cigéo, qui consiste à enfouir en profondeur des déchets radioactifs hautement dangereux dans les sous-sols de Bure, est une très mauvaise option, à laquelle Greenpeace France est catégoriquement opposée »¹⁰².

Tout de même, l'association écologiste France Nature Environnement et Arrêt du nucléaire³⁴ s'engagent de loin et de près, contre le nucléaire et contre le projet Cigéo. France Nature Environnement appelle à la sortie du nucléaire afin, notamment, de ne plus produire des déchets et d'en connaître la réalité. Elle demande l'arrêt du projet Cigéo avant d'engager une phase pilote qui, à son avis, n'est autre que le démarrage effectif de l'enfouissement. France Nature Environnement condamne la construction du centre affirmant qu'il ne constitue pas un projet de territoire soutenable pour ses habitants ni pour l'ensemble de la nation qui ne pourrait assumer un tel héritage. Pour l'association construire « la plus grande poubelle nucléaire du monde » à Bure reviendrait à ajouter un grand nombre de risques ingérables à la catastrophe que représente d'ores et déjà la filière nucléaire¹⁰³.

¹⁰¹ <https://www.greenpeace.fr/sortir-du-nucleaire/>.

¹⁰² <https://www.greenpeace.fr/dechets-nucleaires-projet-cigeo-a-bure-etre-stoppe/>.

¹⁰³ <https://www.fne.asso.fr/dossiers/d%C3%A9chets-nucl%C3%A9aires%C2%A0-questions-explosives-soulev%C3%A9es-par-le-projet-cig%C3%A9o-%C3%A0-bure>.

Arrêt du nucléaire fait partie d'une fédération assez informelle avec une petite charte de 10 pages environ. Cette fédération rassemble des associations qui veulent immédiatement sortir du nucléaire. Tous ensemble elles interviennent sur les grandes manifestations nationales. Elles s'engagent dans des actions comme la distribution des tracts, l'utilisation de la médiatisation, pour faire venir des journalistes d'un peu de partout afin de se faire connaître et faire résonner leur combat (Entretien avec Olivier, militant dans l'association Arrêt du nucléaire, janvier 2019).

Les associations écologistes apportent des ressources techno-scientifiques, car les experts qui les intègrent élaborent des documents critiques par rapport aux projets d'aménagement et des ressources communicatives, puisqu'elles légitiment la protestation au niveau de l'opinion publique¹⁰⁴, dès lors qu'elles lui associent un caractère national en éloignant la question d'une simple mobilisation NIMBY ; sur cette ligne, en assumant le rôle de *gatekeepers*, elles facilitent et promeuvent la construction d'un réseau pour la coordination (Della Porta et Diani, 2004, p. 134-135). A cet égard, comme nous l'avons déjà souligné, Bure est pour le Réseau Sortir du Nucléaire un des axes thématiques centraux, raison pour laquelle une importante stratégie d'action est mise en place. Beaucoup d'argent, beaucoup de temps salarié, beaucoup de moyens, d'investissements sont employés par le Réseau en ce qui concerne l'aide à la lutte de Bure ; un panel d'outils assez large et mis en œuvre pour essayer d'atteindre une plus grande visibilité médiatique à l'égard de l'opinion publique (Entretien avec Julien, salarié Réseau Sortir du nucléaire, novembre 2018).

« [...] avec les groupes et collectifs sur place je pense qu'on est les plus engagés, je dirais que oui, l'association est assez présente dans ce combat » (Entretien avec Charles, salarié Réseau Sortir du nucléaire, novembre 2018).

De plus, les associations écologistes déploient également des ressources juridiques, en s'occupant souvent des actions judiciaires. L'emploi de connaissances critiques enracinées dans l'histoire de la lutte écologiste a souvent soutenu des visions alternatives de l'avenir développées dans les domaines scientifiques, plutôt que l'opposition à la modernité (Della Porta et Piazza, 2008). Les associations écologistes font également preuve de compétences et de connaissances en matière d'information et de stratégies procédurales, qu'elles mettent en

¹⁰⁴ Selon une recherche Eurisko, 2007 les associations écologistes sont considérées par les citoyens et l'opinion publique comme les sources d'information les plus faibles sur les cas de conflit contre les grands projets d'aménagement territorial.

œuvre en entravant la prise de décisions publiques à travers diverses formes d'action juridiques. Julien nous explique (novembre 2018) que plusieurs types d'actions de soutien juridique sont mises en place avec les opposants locaux et les petites associations locales. L'association, avec des juristes, les aide à rédiger des recours ou des plaintes et à les déposer avec le but de ralentir voir empêcher les travaux par une « espèce de guérilla juridique ».

« Effectivement, avec ce genre de procès, ce genre de procédure ça leur fait perdre du temps (à l'Andra), ça peut mettre facilement 6 mois, 1 ans, 2 ans dans la vue en terme de calendrier de travaux et tout donc effectivement, ça c'est un bon moyen d'essayer de ralentir, parce que d'empêcher c'est plus dur. Essayer de ralentir ce projet c'est sûr que l'action juridique c'est un bon levier » (Entretien avec Julien, salarié Réseau Sortir du nucléaire, novembre 2018).

Un exemple est représenté par un recours juridique au sujet du bois Lejuc. En 2015 l'échange du bois avait été voté en conseil municipal et il s'est avéré que le vote était irrégulier et juste sur cette petite irrégularité une juriste de Réseau a réussi à démontrer finalement que cet échange du bois entre l'Andra et la commune de Mandres-en-Barrois était illégal. Entre temps, l'Andra avait commencé des travaux préparatoires dans le bois : les ouvriers avaient commencé les défrichements, à couper des arbres, à emmener des engins de chantier et à construire un mur tout autour afin que des opposants ne viennent pas occuper la zone. A partir du moment où il a été déclaré que cette procédure n'était pas totalement légale de la part de l'Andra, il y a eu une action de désobéissance civile où des opposants ont fait tomber le mur avec des masses.

« Même si en soi c'est illégal de s'attaquer à un mur mais il y avait, quand même, une partie de légitimité dans leur action dans le sens où ce mur n'avait pas à être là et où l'Andra avait carrément fait les choses à l'envers : ils avaient commencé tous les travaux quand ils n'avaient aucune certitude de leur légalité » (Entretien avec Julien, salarié Réseau Sortir du nucléaire, novembre 2018).

Les associations écologistes, surtout dans le monde occidental, ont connu un grand taux d'adhésion, de collecte de fonds, de légitimité publique, de reconnaissance de la part des institutions politiques, d'inclusion dans le processus décisionnel et législatif. L'organisation interne a cependant changé au fur et à mesure, devenant plus bureaucratique et professionnelle et les associations sont devenues plus institutionnelles dans leurs relations vers l'externe (avec la politique, les entreprises et l'opinion publique) en essayant de déployer des connaissances plus technoscientifiques et communicatives plutôt qu'apparaître idéologisées (Spina, 2009, p. 62). Celles-ci sont devenues les composantes centrales de

l'écologisme européen (Rootes, 2003) en préférant la concertation à la protestation (Pellizzoni et Osti, 2003). Pour ces raisons, souvent, des tensions latentes et potentielles existent entre militants et associations, des querelles internes naissent. Même si les associations sont reconnues comme acteurs importants dans l'opposition, elles sont parfois perçues avec une certaine méfiance par les militants qui les considèrent comme trop focalisées seulement sur les dimensions environnementales et ils n'apprécient pas non plus les alliances avec les acteurs institutionnels.

4.1.2 Les comités de soutien à la lutte

Des « comités locaux de soutien à la lutte » se sont constitués, au fil du temps, dans toute la France. Ils relayent les informations, organisent le soutien à la Maison de Résistance et au bois Lejuc occupé, font vivre dans les autres régions françaises le refus du projet Cigéo et son monde. Voici une liste en ordre alphabétique exhaustive des lieux en France où des comités se sont constitués en soutien à la lutte de Bure¹⁰⁵ : Département de l'Allier, Annonay, Charleville-Mézières, Département de l'Ariège, Marseille, Département du Cher, Dijon, Trégor Finistère, Département des Côtes D'Armor, Besançon, Département de la Drôme, Albin (Tarn), Alès, Angers, Bayonne, Bar-le-Duc, Colmar, Nîmes, Département de l'Hérault, Département de la Lozère, Département du Lot et Garonne, Département du Jura, Département de la Marne (Chalons, Reims, Epernay, Vitry), Département de la Sarthe, Fougères, Guérande, Toulouse (Haute-Garonne), Tours, Lille, Loches, Longwy , Lons le Saunier, Lunéville, Lyon, Grenoble, Metz, Montmédy, Morbihan, Morvan, Mulhouse, Nancy, Nantes, Paris, Pays Haut (Meurthe-et-Moselle), Rouen, Saint-Etienne, Saint-Nazaire, Segré (Maine-et-Loire), Strasbourg, Territoire Pays de Retz, Toucy (Yonne), Verdun.

Les rencontres organisées par les comités de soutien se donnent, entre autres, pour objectifs de préparer les différentes mobilisations de soutien en dehors de Bure, de les organiser pour donner plus de contenu et de force ; d'imaginer d'autres formes de mobilisation et d'actions décentralisées et coordonnées ; de mieux se connaître entre comités et entre opposants (une convergence de lutte) pour se renforcer et penser ensemble des actions pour l'avenir autant sur la question du projet Cigéo que sur d'autres luttes (contre l'aménagement du territoire et tous les GPII, contre l'accaparement des terres agricoles, contre un modèle de société

¹⁰⁵ D'autres comités de soutien à la lutte se sont constitués aussi en Allemagne (Comité Atomklo Bure nirgendwo) Belgique (Comités Belgique Est, Comité Résistance Namur Bure), Suisse (Comité Zad Genève).

imposée, etc. pour l'énergie, la transitions écologique, pour la biodiversité et l'agriculture). Le but des comités est de faciliter les relais d'informations, distributions de tracts, covoiturage vers Bure, pour renfoncer l'occupation, en s'impliquant dans le mouvement de contestation.

Nous avons effectué une démarche d'observation participante en intégrant le comité de soutien Bure Paris IDF. Ce dernier a été créé en octobre 2017 et il se réunit un jeudi sur deux, normalement le soir, à partir de 19h. D'octobre 2017 à septembre 2018 le comité se réunissait à Vaydom, le centre social autogéré d'Ivry. En septembre 2018, le comité a changé son lieu de rencontre à la Parole Errante, un centre social autogéré à Montreuil. Toutes les informations concernant les événements et les réunions sont diffusées et dispatchées à travers les plateformes Paris-lutte.info¹⁰⁶ et Démosphere¹⁰⁷. Le groupe qui forme le comité est assez hétérogène d'une séance à l'autre, dans le sens où les gens viennent quand ils ont du temps et les moyens. Le comité est autogéré sans une structure réelle et une direction manifeste, même si, il en va de soi, certains militants restent à la tête du comité. Les réunions sont ouvertes à tous ; il y a aussi des réunions privées qui concernent plutôt les « anciens » et les militants plus engagés. Les réunions visent à sensibiliser à la lutte, faire connaître la résistance de Bure – en dehors de Bure – et en même temps discuter de tout ce qui se passe sur les lieux de contestation : petites actions à mener, favoriser la diffusion d'informations, discuter des sujets importants comme la présence et la violence policière etc. Le comité de soutien Bure IDF participe et organise de nombreux événements, actions et ateliers sur Paris : de nombreuses soirées de soutien et rassemblements (débat, projections, discussions, théâtre), la fabrication de masques en papier représentant des hiboux utilisés pendant les manifestations, des covoiturages¹⁰⁸ pour arriver à Bure, etc.

Voici comment sur le site Paris-Luttes.info, on présente les réunions organisées par le comité de soutien¹⁰⁹ :

« Rejoignez le comité de soutien Paris Ile-de-France : rendez-vous réguliers 1 jeudi sur 2 à 19h ! Solidarité avec tou.te.s les inculpé.e.s de l'Etat nucléaire et militaire. Bloquons le projet d'enfouissement CIGEO et ses malfaiteurs institutionnels ! Andra dégage !

¹⁰⁶ Site coopératif d'infos et de luttes Paris - banlieue

¹⁰⁷ Agenda alternatif de la région parisienne : le site diffuse les dates et les horaires des événements militants.

¹⁰⁸ La plateforme de covoiturage « Bure carBure » est utilisée pour gérer les déplacements vers Bure lors de grands rassemblements.

¹⁰⁹ Annexe 3 : tract AG comité de soutien à la lutte de Bure

Dans la Meuse et la Haute Marne, l'Etat cherche depuis plus de 20 ans à creuser sa poubelle atomique à coups d'intimidations. Des élu.e.s acceptent le projet en échange de subventions supplémentaires (déjà 1 Milliard € distribué sur place alors qu'il n'y a encore aucun déchet radioactif). Dans un territoire souffrant encore de la désindustrialisation et du chômage, l'Etat installe des activités de sa filière nucléaire. Cette illusion de création d'emplois pour ses habitant.e.s renforce l'acceptation sociale du projet. L'ANDRA se drape de technicité et de science mais des rapports et des contre-enquêtes ont dévoilé les faiblesses et mensonges du projet CIGEO !

Depuis juin 2016, une forêt (le bois Lejuc) avait été libérée de l'emprise de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA), qui cherchait à y creuser ses premiers puits, et un mur de béton a été abattu par les opposant.e.s. Les « hiboux », résistant.e.s qui vivaient avec les arbres, ont été violemment expulsé.e.s en février dernier. Le territoire est maintenant sous occupation militaire : brutalités et surveillance policière permanente des habitant.e.s, perquisitions à grand spectacle, condamnations pénales de nombreux-ses opposant.e.s... Mais cela n'a fait que renforcer la détermination de toutes celles et ceux qui luttent pour qu'on enterre au plus vite le projet de stockage souterrain CIGEO fomenté par l'ANDRA.

Afin de retarder sa chute, l'industrie nucléaire a besoin de dire qu'elle a trouvé une solution aux plus toxiques des déchets radioactifs : les enterrer à 500 m sous terre à Bure. La répression contre les militant.e.s et les habitant.e.s autour de CIGEO n'est qu'un prétexte pour disqualifier toute remise en cause des fondements même de l'énergie nucléaire.

Solidarité aux habitant.e.s de Bure et des environs !

Rassemblement en cas d'agression sur zone 18h30 place St-Michel à Paris devant la fontaine

Lieu : Centre social Autogéré de La Parole Errante, 9 rue François Debergue, 93 Montreuil, Métro 9 Croix de Chavaux » Paris-Luttes.info, publié le 5 octobre 2018¹¹⁰.

Les moments des réunions étaient des moments souvent conviviaux, nous étions en effet témoins des liens d'amitié qui il y avait entre certains militants, une amitié parfois contagieuse. Pendant les réunions chacun pouvait proposer des idées, il n'y a aucune obligation, tout se fait de manière autonome. La forme et le rythme des réunions varient en fonction des périodes et des évènements qui concernent la résistance, et bien qu'il y ait peu de monde qui y participe assidument, elles constituent des lieux d'« organisation politique ». Normalement le déploiement des réunions se constitue de manière suivante : la déclaration et la négociation de l'ordre du jour, la discussion des thématiques attestées comme importantes, des votations (s'il se présente la nécessité) et la clôture de la réunion. Souvent l'ordre du jour n'a pas été discuté en amont : les présents essaient donc de faire une liste des priorités et des thèmes à aborder pendant les heures qui suivront. Une fois que l'ordre du jour est négocié, les participants en discutent avant qu'il soit reconnu comme légitime et donc officiel pour la

¹¹⁰ <https://paris-luttes.info/ag-du-comite-de-soutien-bure-paris-10839>.

discussion à venir. Dès lors que le nombre de points et les thèmes de discussion sont jugés suffisants pour la rencontre, on procède à les ordonner du plus important au moins important. Habituellement, en premier, les présents récapitulent et discutent sur la situation en cours à Bure, sur les derniers évènements, sur les procès judiciaires, sur la présence de la police sur place, etc. Après la discussion s'oriente vers d'autres thématiques contingentes comme par exemple sur l'organisation des stands sur les marchés lors de manifestations, des événements et des rassemblements sur Paris, dans des squats, l'organisation des visites à Bure par covoiturage, etc. Les acteurs délibèrent, organisent et décident des activités. Le langage militant se montre significativement dans les coulisses, à la fois dans la substance idéologique et dans la forme de la discussion par l'usage d'un jargon politique et les modalités de distribution et de prise de parole. Certains de ces indicateurs positionnent les militants et les réunions dans l'espace anarchiste/autonome, en insistant sur les principes autogestionnaires et d'idéal d'horizontalité. L'espace de discussion est rendu très ouvert à des non-initiés, même si la participation aux réunions sollicite souvent des savoir-faire et des savoir-être militants, tout au moins des dispositions et des spécificités, qui apparaissent comme les conditions de possibilités à la reconnaissance symbolique d'un acteur. C'est pourtant à ce moment qu'une critique du monde social émerge, un refus des structures qui l'organisent et le gèrent et des idées révolutionnaires s'élèvent. C'est dans les assemblées et les réunions que les problèmes de la collectivité sont posés et discutés. Les auteurs du collectif Mauvaise Troupe (2014 p. 188-190) décrivent ces moments d'assemblée et de réunion comme des espaces ouverts où se transmettent des informations, se partagent des visions stratégiques et où s'élaborent des grandes actions communes. Les conflits, tant idéologiques que pratiques, et les convergences possibles sont énoncés. Ces espaces de discussion sont, tout de même, une opportunité de connexion avec des participants plus irréguliers, venus d'autres comités ou de l'étranger, qui souhaitent connaître le mouvement et se connecter au combat. Les réunions sont assez importantes car elles donnent la possibilité de trouver des fonctionnements communs et aussi par le fait que chacun a l'opportunité de prendre part au processus décisionnel – un droit basilaire, revendiqué par le mouvement d'occupation. Plusieurs dispositifs sont proposés dans les assemblées pour faciliter un fonctionnement le plus horizontal possible : réguler les prises de parole et éviter ainsi des disparités dans les attitudes des participants, contrôler la durée et la fréquence des interventions et assurer que la décision soit claire pour tout le monde. Chaque participant est donc à la fois acteur et public : il écoute et il participe aux décisions. Les décisions sont généralement prises en réunion. Mais il y a toujours quelqu'un qui a plus de clairvoyance politique et qui exprime des idées « au-dessus des autres ». La clôture de la

réunion se fait graduellement jusqu'à l'éclatement définitif du foyer d'attention commun et le départ des derniers participants.

4.1.3 Les comités des citoyens et les riverains

Selon une étude de Della Porta et Piazza (2008), qui a été conduite notamment au sujet de l'opposition No TAV et No Ponte¹¹¹, les comités de citoyens jouent un rôle très important dans la mobilisation de la contestation. A cet égard, les chercheurs ont observé comme, surtout dans la dernière décennie, les protestations contre les grands projets d'aménagement territorial ont été de plus en plus impulsées par les comités de citoyens, alors que les associations écologistes s'institutionnalisait (Della Porta et Diani, 2004). Les comités des citoyens ont été définis en tant que groupes organisés mais faiblement structurés, composés par des riverains qui se réunissent sur une base territoriale et qui utilisent la forme de la protestation pour s'opposer aux projets d'aménagement, lesquels pourraient endommager la qualité de leur vie sur leur territoire (Della Porta, 2004). Les comités, équipés de structures flexibles, sont caractérisés par des ressources matérielles limitées alors qu'ils disposent de nombreuses capacités de mobilisation dans la protestation. A cet égard les comités cherchent à s'enraciner sur le territoire en impliquant tout au plus les résidents à travers un appel à l'amélioration de la qualité de la vie, mais aussi à travers une revendication symbolique d'une identification au territoire. Dans les comités de citoyens expériences et vécus différents convergent mais ils restent des structures importantes dans la mobilisation de la protestation (Della Porta et Piazza, 2008). Des comités spontanés sont nés dans chaque pays, formés par des citoyens, des administrateurs locaux, des militants d'organisations. Les premiers comités agissent comme promoteurs de comités dans d'autres domaines. Les comités se caractérisent par une forme peu structurée, avec un niveau de coordination assez faible ; le niveau de division du travail est minimal et concerne un petit nombre de personnes (Spina, 2009 ; Della Porta et Diani 2004, p. 132). L'engagement spontané semble être la caractéristique principale de ces micro-organismes : cette composante anime l'organisation et lui confère une signification symbolique précise et devient ainsi un élément central de l'auto-représentation des comités tant devant les autorités politiques et les institutions que devant les citoyens non

¹¹¹ Protestation contre la construction du Pont de Messine qui devrait relier la Calabre et la Sicile. La campagne contre la construction du pont commence au cours des années 1990 : le désaccord du No Ponte s'étend de la défense de l'environnement aux demandes de modernisation des infrastructures selon des critères d'éco-compatibilité.

directement impliqués dans les comités. L'ouverture à la communauté est en fait l'un des objectifs premiers des comités, sachant que la mobilisation par le bas signifie éviter l'isolement, y compris l'isolement politique, augmenter la dotation en capital social et humain et augmenter les chances de succès (Spina, 2009).

En ce qui concerne l'opposition à Cigéo, en plus des associations et partis écologistes, la mobilisation est portée, en petite partie, également par certains comités locaux de la région, avec des caractéristiques différentes entre eux. A cet égard, il y a un enchevêtrement d'expériences politiques diverses à travers des interactions dans l'organisation de plusieurs initiatives et pratiques de lutte :

« l'association Criirad vise à rappeler ce qui se passe au niveau de la lutte et surtout vise à passer l'information. [...] On essaye de faire notre mieux, distribuer des tracts même si le projet Cigéo n'est néanmoins pas la priorité pour nous. [...] Heureusement qu'ils existent des comités de soutien, des associations qui se mobilisent et soutiennent la lutte à Bure contre le projet Cigéo » (Entretien avec Vincent, militant dans l'association Criirad, janvier 2019).

Ci-dessous (par ordre alphabétique) les plus importants comités et collectifs de citoyens formés contre l'enfouissement des déchets nucléaires.

Encadré 9.
Comités et collectifs de citoyens

Asodedra	Vosges
Association des élus meusiens et haut-marnais	Meuse / Haute Marne
Association des Habitants Vigilants du canton de Gondrecourt le château	Gondrecourt le château
Associations des Habitants Vigilants de Void-Vacon	Void-Vacon
Bure Stop 55	Meuse

CACENDR (Collectif d'action contre l'enfouissement des déchets radioactifs)	Lorraine
CEDRA (Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets radioactifs)	Bar-le-Duc
CEDRA52 (Collectif haut-marnais contre l'enfouissement des déchets radioactifs)	Saint-Dizier
Collectif Terres de Bure	Meuse / Haute Marne
CDR 55	Bar-le-Duc
CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité)	Valence
EODRA (Association des élus contre l'enfouissement des déchets radioactifs)	Lorraine
Fédération Mirabel – Lorraine Nature Environnement	Lorraine
Gudmont-dit-non	Gudmont Villiers
Mirabelle–LNE (Fédération Grand-Est STOP Déchets Nucléaires Mirabel Lorrain Nature Environnement)	Bar-le-Duc

La Coordination Stop Cigéo regroupe les associations, collectifs et individus en lutte localement contre le projet Cigéo.

Le but des collectifs est celui de regrouper le plus grand nombre possible de gens (élus, administrateurs locaux, autorités locales, citoyens, etc.) pour offrir une expression collective de l'opposition au projet Cigéo à Bure et aux alentours et afin qu'il soit abandonné définitivement. L'opposition doit s'expliquer à travers les moyens légaux, juridiques et démocratiques : l'objectif est celui de distribuer et de diffuser les documents et informer les personnes sur le projet, ses conséquences, ses risques et défis :

« les gens plus âgés vivent depuis 20-30 ans dans la région. Ils accompagnent les différentes formes de résistance contre le projet Cigéo comme ils ont beaucoup de soutien partout en France. Ils sont très motivés, solidaires et mènent un combat au

quotidien » (Entretien avec Vincent, militant dans l'association Criirad, janvier 2019).

Les comités de citoyens qui se sont formés autour la question de l'enfouissement des déchets à Bure, sont la forme organisationnelle spécifique qui accompagne le syndrome de NIMBY (Bobbio, 1999, p. 196) et ils sont les promoteurs de la protestation au-delà de la présence des opposants sur le territoire et d'autres organisations existantes comme les autorités locales, les partis politiques, les associations écologistes. Ils se sont formés sur le territoire : nés d'en bas, sans drapeau de parti, ni idéologie fondatrice, les comités sont l'expression spontanée des habitants engagés dans la lutte et conservent leur autonomie vis-à-vis des institutions locales. Les comités naissent de manière autonome et spontanée à la suite de l'annonce par l'autorité publique de la décision d'implanter un projet d'enfouissement des déchets nucléaires. Cependant comme l'a montré la recherche sur la mobilisation des ressources (Della Porta et Diani, 1997), il existe des conditions qui, plus que d'autres facilitent leur création et développement, notamment l'apport du capital social et du capital politique (Piazza, 2004 ; Spina, 2009). Fernando Spina dans son ouvrage *Sociologia dei Nimby* (2009) nous explique que le capital social auquel il est fait référence est bien celui élaboré par Bourdieu (1980) et Coleman (1990) concernant le réseau durable d'appartenance à des groupes sociaux. Cependant, dit-il, il est très important d'introduire les dimensions de confiance et de réciprocité, comme dans la définition de Putnam (1993) car les déclarations des protagonistes de la manifestation font référence à la confiance qui s'est formée dans les réseaux existants d'amitié, de connaissance et d'expérience. En ce sens la dotation en capital social des comités peut aussi inclure les composantes d'enracinement et d'identification territoriale, qui représentent pour les acteurs une forte motivation pour l'action et un élément clair de légitimité hors communauté. Fernando Spina introduit aussi dans son discours le capital politique et le capital humain. Le capital politique est l'ensemble des ressources, tant en termes de savoir-faire que de capacité à mettre en relation les acteurs individuels et collectifs, liés aux expériences passées et/ou actuelles des activités des partis, des syndicats et des mouvements sociaux ; il est un autre facteur qui facilite l'établissement d'une force promotrice de la contestation. Nombreux activistes ont déjà vécu des expériences antérieures de type politiques traditionnelles ou d'activités similaires autour du défi environnemental, pour d'autres le comité représente la première expérience d'action politique. Une ressource fondamentale pour le développement des comités, non pas tant dans la phase initiale mais surtout dans le développement de la protestation, est le capital humain, à savoir, l'ensemble

des connaissances techniques et des compétences spécialisées, l'expertise détenue par les militants et celle qu'ils mettent naturellement à disposition dans l'articulation de la protestation, dans la rédaction des documents, dans l'analyse des projets, dans la proposition des solutions alternatives (Spina, 2009). Les comités sont composés d'expériences et de sensibilités hétérogènes, et pas seulement environnementales. Dans la formation des comités, des réseaux des individus engagés sur le territoire apparaissent. Les comités se répandent sur l'ensemble du territoire à travers des processus non pas tant d'imitation que d'apprentissage. La mobilisation à Bure nécessite, surtout lors de manifestations, la coordination de différents acteurs collectifs. Certaines circonstances exigent également des alliances, même si elles sont souvent précaires et instrumentales entre les comités de citoyens, les opposants sur place, les administrateurs locaux et les associations écologistes. Certainement, la capacité à se coordonner, même si parfois de manière peu stable, en surmontant les différences de positions, a été importante pour mobiliser l'initiative.

A Bure et dans la région, l'opposition des riverains est assez faible, contrairement à d'autres oppositions où la participation est décidément massive¹¹². La présence d'un consensus sous-jacent n'est mobilisée qu'occasionnellement. On pourrait aussi parler de « spectateurs » de la manifestation, en opposition à la métaphore des « acteurs » qui agissent. Notamment, nous reportons ci-dessous la réponse du CLIS à notre question sur la possibilité de conduire des entretiens avec les gens du village de Bure :

« concernant la possibilité de discuter avec des habitants de Bure (ou des alentours), c'est bien sûr faisable, mais le résultat n'est pas garanti (les gens sont peu bavards...) et la situation actuelle sur le terrain n'offre pas un climat propice aux échanges » (Courriel électronique reçu le 10 mars 2017).

Ce n'est pas comme s'il n'y avait pas eu de résistance dans la région mais la faible densité de population a rendu l'implication des habitants plus difficile et le rapport de force avec l'Andra bien inégal. De plus, les opposants constatent un « coup au moral » et une perte d'énergie offensive dans la résistance quand en 2004 Sébastien Birat, un jeune de 22 ans, très investi dans la lutte antinucléaire lorraine, est happé par un train de transports de déchets et décède. Vmc.camp (2015, 28 juin). Ou encore, selon les opposants, un effet de fatalisme émerge à l'égard du cynisme des institutions. Or l'Andra a acheté aux agriculteurs à Bure et aux

¹¹² En tant qu'exemple, un grand nombre de riverains participent activement à la lutte de NDDL et la lutte NO TAV.

alentours environ 3.100 ha, en prévoyant des compensations environnementales nécessaires lors de la réalisation du projet. Des compensations ont été donc introduites pour les résidents, donnant parfois à certains opposants l'impression que l'Andra veuille les corrompre. Selon une publication sur le blog Vmc.camp (2015, 28 juin), il y a beaucoup d'argent qui circule dans les municipalités, via le groupement d'intérêt public de la Meuse (GIP Meuse). Tous les projets de rénovation, construction dans les villes et villages de la Meuse reçoivent un appui d'au moins 15% de l'argent de l'Andra. Partout on peut voir des nouveaux lampadaires, routes, égouts, abribus dans les villages. Selon les opposants, 50 millions d'euros ont été débloqués pour « acheter » les maires de la Meuse et ceux de la Haute-Marne. Les maires qui s'opposent ne reçoivent rien du tout et finissent soit par démissionner, soit par ne pas être réélus, soit enfin par céder à contrecœur. « Cette politique très aboutie de corruption au porte à porte, dans les mairies et chez les particuliers crée un climat de tension, de honte et d'amertume latente » Vmc.camp (2015, 28 juin).

Alors que l'Andra de son côté affirme que les populations locales sont peu actives car déstabilisées et traumatisées par les manifestations d'opposants violents et radicaux à Cigéo (Entretien avec Muriel Nguyen, préfète coordinatrice du projet Cigéo¹¹³).

Néanmoins, nous ne pouvons pas affirmer que les habitants sont contre ou pour le centre d'enfouissement. Il y a une « zone grise » de personnes qui ne sont pas ouvertement d'un côté ou de l'autre côté ou qui ne sont pas particulièrement intéressées par le problème. Un militant décrit :

« souvent nous distribuons des prospectus porte-à-porte à Bure ou dans les villages à côté. Les riverains ne veulent pas se mélanger, je pense, qu'ils ont peur. Ils ne veulent pas s'engager ou prendre position. A mon avis, ils ne sont pas informés et ils ne veulent pas s'informer » (Entretien avec Inès, Maison de Résistance, novembre 2019).

Au niveau de la population locale, nous ne pouvons pas parler d'un mouvement « pour » la construction du centre, qui contrasterait le « non ». Il s'agit plutôt d'une attitude critique à l'égard du mouvement, exprimée d'une manière individuelle ou souvent silencieuse et traduite par une non-participation. Certes, le désintérêt est assez répandu entre les riverains.

¹¹³ Centre d'informations et de ressources sur Cigéo <https://www.cigeo.gouv.fr/quelles-evolutions-pour-le-territoire-144>

4.1.4 Les rassemblements contre la « poubelle nucléaire »

Toutes les associations et collectifs contribuent au succès des mobilisations sociales, antinucléaires, environnementales et de territoire. En ce qui concerne le mouvement à Bure, elles s'ajoutent notamment lors de l'organisation des actions directes, des réunions et surtout des événements comme les manifestations, les campements et les festivals annuels. Les collectifs, les associations prennent part à l'organisation soit d'un point de vue financier ou de planification. Ces moments augmentent les échanges entre militants, associations et comités/collectifs, et encouragent donc l'expansion du processus de mise en réseau sur les thématiques des « grands projets d'aménagement ».

« Nous sommes en lien avec les associations locales, comme par exemple BureStop, Coordination Stop-Cigéo¹¹⁴, des associations comme Cedra¹¹⁵, l'Eodra. Enfin, voilà, c'est une nébuleuse d'associations locales mais elles ont beau être locale, elles ont quand même une grosse force de frappe en terme de moyens humains et c'est elles qui connaissent mieux le terrain, les habitants et tout. Voilà nous on travaille toujours en collaboration avec toutes ces structures locales » (Entretien avec Julien, salarié Réseau Sortir du nucléaire, novembre 2018).

Au-delà des tensions internes, ces événements représentent pour les militants, les associations et les comités concernés, d'une part, des moments importants de débat en profondeur sur diverses questions – pas seulement celles étroitement liées à la question du site de stockage (en effet, ils préparent des stands sur les marchés lors des manifestations ou ils organisent des débats avec des experts) ; d'autre part, des lieux d'élaboration de propositions alternatives et de nouvelles stratégies d'action pour la suite de la campagne de protestation, tant à travers les nombreux séminaires que les assemblées. Cet élargissement du champ de mobilisation est réitéré par les participants eux-mêmes, qui déclarent comme importante la consolidation et l'élargissement des réseaux et la coordination des mouvements de lutte contre les opérations d'attaque au niveau de la qualité sociale, environnementale et territoriale à travers les grands projets d'aménagement et, en général, toutes les opérations de « flexibilisation » des espaces et des temps de vie et de travail du capital monopoliste et spéculatif. En particulier, il est jugé utile d'étendre la coordination des comités de lutte contre les grands projets à toutes les situations actives sur ce sujet sur des questions similaires, ainsi que de croiser l'activité de cette organisation avec le réseau des associations écologistes et culturelles présentes sur ces

¹¹⁴ <http://www.stopcigeo-bure.eu/>.

¹¹⁵ <https://cedra52.jimdo.com/>.

questions, améliorant également les niveaux d'échange d'informations, de nouvelles et de ressources entre les groupes actifs (Della Porta et Piazza, 2008, p. 142). Vincent, militant dans l'association Criirad (janvier 2019) nous explique comme son association travaille très étroitement en collaboration avec les groupes locaux en organisant des mobilisations, des actions de terrain, des manifestations, des réunions publiques ; elle verse des aides financières et participe aussi à la restitution du travail sur les documents, sur le site internet, sur les revues afin de venir au renfort aux groupes locaux et pour être plus proche du terrain.

Or, le mouvement social ne s'exprime pas toujours à travers une action protestataire et surtout pas toujours à travers des protestations politiques. Cependant, généralement, l'idée de mouvement social est souvent associée à l'ensemble de formes de protestation et assimilée à la notion de manifestation. Charles Tilly (1984) affirme que l'action protestataire, à travers la mobilisation de l'opinion, encourage les arènes institutionnelles à s'ouvrir à la discussion. De même, Pierre Favre (1999) affirme que manifester c'est entreprendre un débat, c'est solliciter tous les citoyens à la réflexion. L'action de manifester invite les individus à se réapproprier leur liberté fondamentale de s'exprimer dans la rue. En effet,

« dans les régimes démocratiques, on constate une naturalisation de la manifestation devenue un mode habituel d'expression, même si les équilibres peuvent s'établir différemment entre l'ordre public et la liberté d'expression, entre le droit d'aller et venir et le droit d'occuper l'espace public pour manifester » (Favre, 2009).

Différents problèmes d'intérêt public, questions particulières et spécifiques sont introduits dans l'arène publique grâce aux manifestations ; ces dernières permettent que différentes thématiques, différentes revendications soient insérées dans la scène publique, notamment dans l'agenda politique. « Manifester c'est rendre manifeste, faire connaître publiquement, exprimer aux yeux de tout spectateur éventuel, donc s'introduire dans l'espace public » (Favre, 1999). L'action collective et particulièrement, la manifestation de rue est caractérisée par son effet de pression, d'incitation, de sollicitation de l'espace public. A cet égard Oliver Filleule (1997, p. 42) soutient que les manifestations ont comme caractéristique l'*expressivité* pour ses participants comme pour les publics, par l'affirmation visible d'un groupe préexistant ou non, par la mise au jour de demandes sociales diffuses ou précises. L'objectif d'une manifestation est de perturber l'agenda et l'ordre politique et public : elle se caractérise comme une expression de force, théâtre des affrontements souvent aussi violents. La violence

peut venir d'au moins deux autres protagonistes : de contre-manifestants et plus encore de l'Etat.

Dans ce sens, une des formes d'expression les plus importantes de la lutte se caractérise par l'organisation des manifestations dans la rue, campements et festivals : toute la société civile est invitée à participer pendant une journée ou plusieurs jours. A bien des égards, ces événements ne sont pas improvisés par les militants ; ils sont la synthèse finale de mois d'organisation, de réunions et discussions. Ces moments sont perçus comme essentiels pour la revendication : ils permettent en effet de faire converger les différentes luttes, de se rencontrer avec d'autres militants pour échanger, faire entendre leur voix. « Pendant ces moments nous nous sentons plus forts » (Entretien avec Héroïse, comité de soutien Bure, avril 2019). Organiser un campement, un festival une manifestation veut dire répondre à la nécessité de se rencontrer avec le plus grand nombre de gens qui s'engagent pour la même cause. C'est la possibilité de mettre en place des moments forts de rassemblement pour discuter, découvrir d'autres visions du monde et d'autres pratiques quotidiennes. L'enjeu est celui de réussir à construire des arènes de communication et des arènes de « confrontation-affrontement ». C'est l'occasion d'orienter et de réaliser des actions collectives et, entre autre, de sensibiliser, impliquer et mobiliser la population locale, à travers les nombreuses initiatives dans la région, les événements et les interactions continues avec les réalités environnantes. Tous ces moments de rencontre et de circulation entre les militants et les opposants sont de véritables « portes d'entrée » vers de multiples formes de lutte, affirment les opposants. Ces rencontres leur permettent de partager des savoirs et des savoirs-faire, de proposer des retours d'expériences, de parler de l'avenir pour l'envisager plus concrètement. Les campements (politiques autonomes ou autogérés) sont des moments de contestation et d'opposition. Il s'agit, pour le militants, de rassembler des personnes se reconnaissant dans des pratiques ou autour des volontés communes ; il s'agit de créer un espace de discussion et d'autonomie (temporaire) (Rage de camp, p. 21-22).

En août 2015, 10 jours de camp anticapitaliste et antiautoritaire ont été organisés à quelques kilomètres de Bure, à Mandres-en-Barrois, sur un terrain acheté par les opposants à l'emplacement de l'ancienne gare de Luméville-en-Ormois, lieu appelé « la Gare ». Le but du camp anticapitaliste et antiautoritaire était celui de créer une occasion pour renforcer et dynamiser le combat contre le « méga projet de poubelle nucléaire » en favorisant la participation d'autres composantes des luttes anticapitalistes du territoire français et d'ailleurs, souvent proches des milieux autonomes. Selon un article « Retour sur le camp

VMC à Bure » (Sortir du nucléaire, 2015, 17 août) environ 700 personnes étaient présentes pendant le camp autogéré. Ce camp prend exemple de l'expérience du premier Camp Action Climat de France en 2009 à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ; de même, sur le site destiné à l'aéroport l'objectif était aussi de faire converger différentes luttes et renforcer ainsi la lutte anti-aéroport.

Le camp à Bure aspirait à tracer une cartographie et faire un bilan des luttes en cours pour réfléchir aux modes d'actions présents et futurs. Pendant les 10 jours les militants ont organisé des débats, ateliers et projections sur différentes thématiques : le nucléaire, la violence et la répression policière, la question féministe et sexiste, la montée de l'extrême droite, l'avenir des terres agricoles, etc.

« Les objectifs du camp sont de faire un état des lieux des luttes actuelles et du contexte politique, réfléchir à nos modes d'actions, partager nos questionnements (rapports d'oppression, horizontalité, autonomie, etc.) en faire l'analyse et construire la suite » (Groupe Proudhon FA, 2015).

L'enjeu était donc celui de se mobiliser et s'organiser sur un champ de bataille solide comme Bure autour la réflexion, l'engagement et la résistance au projet du centre de stockage des déchets nucléaires ; et pareillement faire émerger d'autres thématiques transversales et essayer de dépasser la lutte locale pour s'ouvrir aux mobilisations nationales et internationales. Selon les militants, le camp devait donc se montrer comme point de rencontre dans un territoire déjà en lutte, une lutte qui soit aussi un symbole des revendications contre la COP 21 et le capitalisme industriel mondialisé :

« depuis presque un an s'imagine et s'organise un camp international de discussions et d'actions aux alentours de Bure, dans la Meuse, où l'Etat est bien décidé à construire une poubelle nucléaire, un centre d'enfouissement de déchets radioactifs. La résistance à ce projet, vivace depuis presque 20 ans, continue sur le terrain et le rassemblement de cet été a pour objectifs de la renforcer, ainsi que de poursuivre ensemble la réflexion autour des luttes actuelles, contre l'aménagement de nos vies, contre les choix énergétiques, la politique autoritaire et sécuritaire, avec pour autre ligne de mire les prochaines négociations inter-gouvernementales sur le climat, qui auront lieu à Paris en décembre 2015 » (Soirée de présentation du camp anti autoritaire et anticapitaliste qui aura lieu à Bure cet été, 2015).

Entre la Maison de Résistance et les terrains appartenant aux agriculteurs partisans de la lutte, les militants ont eu l'occasion de structurer et organiser le camp militant, en contact aussi avec la communauté locale. L'initiative n'a pas été donc portée par une seule réalité, mais par

des nombreux individus et groupes de différentes régions de la France. Grâce aux débats, réunions, assemblées, spectacles organisés, grâce aux cuisines collectives et autogérées, aux promenades, aux manifestations dans les campagnes et dans les villages, ils ont voulu renforcer la lutte locale et continuer à nourrir leur pensée et leur action politique :

« créer du commun aux croisement de luttes anti-capitalistes ? Un défi ambitieux, en partie relevé grâce à la gestion collective du quotidien. L'autogestion à l'épreuve de la réalité, c'est une sorte de grouillement ordonné par une organisation drastique qui se veut horizontale. Chaque matin, tous les participants, invités à se rassembler en groupes tournants se répartissaient les tâches : ravitaillement en eau potable, composition des équipes vaisselle, entretien des toilettes sèches, gestion des déchets, affichage d'information... Pas moins d'une vingtaine de commissions (déchets, équipe juridique, automédia, électricité, traduction, sérénité, etc.) permettaient à chacun de s'investir tout au long du camp selon ses envies ou compétences » (Rimbert, 2015).

Les initiatives contre-culturelles – concerts, spectacles – ont également été orientées pour communiquer une dimension à la fois de joie et de tranquillité et d'énergie, une dimension de complicité et sensibilisation pour « se faire connaître » et pour développer la lutte « d'ici et d'ailleurs », contre Bure et contre son monde. Ce campement n'était pas seulement antinucléaire, il dépassait ce cadre et se voulait à la croisée des luttes actuelles :

« nous voulions que ce campement soit l'occasion de construire des relations sur le long terme, nouer de nouveaux liens, créer de nouvelles connexions ou réseaux qui durent dans le temps malgré la distance d'un pays à l'autre. Nous voulions que ce camp soit un jalon, qui nous permette de nous poser des questions de fond sur nos manières de nous organiser, de lutter, et nous permette de ressortir plus fort.e.s, pour pouvoir se projeter sur la suite. [...] Le but était donc de créer un espace propice aux échanges, puis à des actions » (Rage de camp, p. 30).

Le camp a été structuré, organisé et géré selon un souci d'horizontalité qui s'est étendu aussi à la vie quotidienne pendant les 10 jours. Ces derniers n'étaient pas exempts de difficultés autant qu'à plusieurs moments l'organisation et la vie collective ont été mises à l'épreuve.

Chaque été depuis les années 2000 les opposants décident de camper toute la période estivale devant le chantier de l'Andra afin de montrer une présence et une contestation permanente. La présence des forces de l'ordre est aussi, à côté, toujours régulière et constante.

Une première édition de trois jours du festival des Bure'lesques a été organisé durant l'été 2017 à Biencourt-sur-Orge (Meuse), la deuxième édition comptait une semaine de « sérénité et de fête » à Héவில்liers (Meuse) pendant l'été 2019 :

« près de 4000 personnes se sont réunies ce week-end dans un champ pour manifester leur opposition au projet d'enfouissement de déchets nucléaires sur le site de la Meuse. Une manifestation à l'appel de collectifs écologiques qui alternait entre spectacles, concerts et conférences. [...] Le problème c'est qu'on oublie : les informations passent, le projet met du temps à se mettre en place. Mais ce festival montre qu'il y a une mobilisation contre le nucléaire et contre Cigéo » Festival les Bure'slesques 2019 (*Le Figaro.fr*, AFP agence, 2019).

Au programme il y a eu des spectacles d'artistes engagés, des conférences, des débats, des concerts, des bals, des projections etc. pour sensibiliser à la lutte contre Cigéo. L'envie de se rencontrer, de partager des moments conviviaux, d'échanger des informations sur ce projet industriel si controversé « Bure ou ailleurs...Enfouir ? Jamais. L'abandon, c'est maintenant » est écrit sur des pancartes à l'entrée du site ;

« l'information est une arme de résistance. La philosophie de ce festival est de toucher un maximum de personnes avec des spectacles pour les familles » explique à *Le Figaro* Johan Havelin, l'un des organisateurs du festival les Bure'slesques 2019 (*Le Figaro.fr*, AFP agence, 2019).

« [...] c'est l'occasion de faire un point de situation. C'est important qu'il y ait un contrepoint d'informations à ce que délivre l'Andra, qui fait de la communication erronée, tronquée, mensongère » explique à *Le Figaro* Corinne François, organisatrice du festival 2019 et membre de Burestop (*Le Figaro.fr*, AFP agence, 2019).

Ces formes d'action sont perçues comme un moment de développement intérieur, un moment d'agrégation et d'identification avec la protestation.

« Le camp anti-capitaliste et anti-autoritaire de cet été ? Il s'agissait de poser les bases d'un mouvement social et politique permettant de remettre en cause le système capitaliste. Pas un aboutissement, mais plutôt un temps préliminaire à la résistance » (Rimbert, 2015).

Dans les récits des militants, ils se souviennent des campements et des manifestations comme d'expériences à la fois détendues et intenses, de rétablissement des liens de solidarité. L'action elle-même est considérée comme une occasion de créer et de renforcer des ressources de solidarité et confiance mutuelle. La connaissance quotidienne crée une confiance qui permet de faire face à des situations même conflictuelles.

Les individus font « communauté » surtout au cours de certaines formes d'action, telles que les manifestations dans la rue et les campements pendant plusieurs jours ; elles fournissent des interactions longues et intenses en impliquant la vie quotidienne de ceux qui y participent et en formant des espaces de communication et de confrontation entre les différentes composantes politiques et territoriales. Elles deviennent des formes de socialité et de socialisation. Les campements et les moments de manifestation dans la rue se présentent ainsi comme des lieux de confrontation et de libération, des lieux d'expérimentation d'une démocratie différente, qui est aussi participative car elle permet à la créativité individuelle de s'exprimer.

4.2 Antagonisme dans la réflexion, antagonisme dans l'action

Le conflit social tourne autour d'un objet, ou de plusieurs objets. Spécifiquement l'objet du conflit en question dans notre travail c'est la *controverse* autour de la problématique non consolidée de l'enfouissement des déchets nucléaires et toutes les questions qui en découlent. De manière générale, la controverse s'articule autour d'un débat qui porte sur des questions bien spécifiques mais qui suscitent incompatibilité et discordance. A cet égard, il ne faut pas ainsi considérer l'objet de la construction du centre d'enfouissement des déchets nucléaires de façon isolé, en revanche il faut l'intégrer dans l'analyse croisée de plusieurs problématiques qui portent à la controverse. L'analyse que Vilfredo Pareto consacre à la communication et au langage est ici centrale. Le sociologue économiste, avec sa théorie des dérivations, explore dans un sens sociologique les controverses et les disputes qui exploitent les multiples ressources du langage. La théorie des dérivations relie les états psychiques au langage que Pareto appelle les variables de l'action, puisque l'action est formée d'une partie presque constante appelée « résidu » et d'une partie variable appelée « dérivation ». Cette dernière est variable car elle se base sur les multiples ressources du langage¹¹⁶. Dascal utilise presque les mêmes termes que Pareto avait déjà utilisé lorsqu'il observe que :

« un échange polémique donné peut être à la fois la manifestation linguistique de « disputes » de « discussions » et de « controverses » (Dascal, 1995).

¹¹⁶ Cf. le schéma complet des résidus et des dérivations en annexe.

Le problème qui surgit est circonscrit et précis, et à son tour, il ouvre à des problèmes afférents, dont la résolution se montre délicate et insoluble. Des arguments économiques, juridiques, moraux et surtout sociaux se mêlent et se heurtent, provoquant la manifestation et la mobilisation de différentes connaissances, pratiques et actions de la part des acteurs qui se sentent concernés. Ici les dérivations parétiennes de la classe III^e sont présentes : l'accord avec les sentiments (notamment les genres : les sentiments III α , l'intérêt individuel III β , l'intérêt collectif III γ , les entités juridiques III δ et parfois aussi les entités métaphysiques III ϵ ¹¹⁷. A ce propos, Delanoue observe correctement, mais on peut encore mieux préciser que la dimension cognitive peut être divisée avec les genres III α III β III γ III ϵ et la dimension normative coïncide avec le genre III δ :

« une controverse est constituée de deux dimensions : une dimension cognitive qui correspond aux façons de penser des acteurs, à leur manière de voir le monde, aux arguments mobilisés et à leur mode de raisonnement, et une dimension normative qui renvoie aux moyens d'agir des collectifs engagés dans la controverse » (Delanoue, 2018).

Le débat se présente donc en tant que controverse. Une controverse est une activité intellectuelle, un « dialogue » (écrit ou oral) entre deux ou plusieurs parties en divergence ; un échange méthodique et rationnel qui suit des règles précises, et offre une analyse et une réflexion profonde aux problématiques plutôt que des interprétations idéologiques (Dascal, 1998). Ce que Dascal observe est vrai, mais c'est aussi beaucoup plus que cela. La controverse tout en apportant des échanges d'ordre technique et scientifique, ainsi que social et politique, présente aussi toutes les argumentations et les problématiques relatives à la discussion, selon les modalités communicatives-linguistiques schématisées dans la théorie des dérivations de Pareto qui impliquent des résidus précis comme nous l'avons déjà indiqué dans les paragraphes précédents. En effet, on repère à Bure des problématiques, des ambiguïtés et des incertitudes autour de la question de l'enfouissement des déchets nucléaires, autour de la légitimité de la construction du projet et autour des pratiques pour la mise en œuvre. Ambiguïté et incertitude, c'est ce que provoque l'utilisation des multiples ressources de la langue au maximum de sa puissance avec les dérivations. Le choix de gérer la question des déchets nucléaires en optant pour l'enfouissement en profondeur est-il le plus pertinent ? Comment en

¹¹⁷ Pour aller plus en détail voir à ce sujet Pareto, 1964 (1916).

est-on venu à choisir le stockage en profondeur ? Existe-t-il un « bon » site d'implantation pour l'enfouissement en profondeur ? Quel est l'impact de l'enfouissement pour la population actuelle et sur les générations futures ? Quel est l'impact des déchets sur le territoire ? Quelle est la solution « moins pire » pour stocker les déchets ? Etc.... A chaque question des incertitudes s'ajoutent et des arguments se contrent, et ces incertitudes et arguments sont formulés par des acteurs qui prennent part à la controverse. Au sein de l'espace public, des acteurs aux visions du monde et raisons d'agir différentes soutiennent des raisonnements divergents, des incertitudes scientifiques ou morales et visent à persuader le public le plus large possible de leurs argumentations (en utilisant consciemment ou inconsciemment les dérivations communicatives-linguistiques de Pareto). La volonté et la résolution de vouloir faire participer le public à la controverse appartient à un acte stratégique de la part des acteurs (dérivations, c'est-à-dire les multiples ressources du langage déterminantes dans les débats dans l'espace public). Rendre le débat visible au public insère la controverse dans des dynamiques de publicisation et dans une dimension sociale, éthique et morale car on montre comme le débat ne doit pas rester confiné aux argumentations des scientifiques et techniques mais qu'il peut toucher un plus ample public. Ce dernier participe entièrement à la construction de la controverse.

Dans une situation de controverse ou de conflit, les acteurs impliqués, caractérisés par des intérêts opposés (dérivations : III α sentiments et III β intérêt individuel) et munis de représentations et visions différentes, introduisent des arguments spécifiques en affirmant et en consolidant leurs motivations et leurs positions défensives soit « pour déplacer le jeu des alliances et conquérir ou reconquérir l'assentiment du public » (Chateauraynaud, 2011, p. 131), soit pour affirmer leur antagonisme : un « nous » opposé au « vous » (dérivation III α sentiments). Des épreuves saillantes dans les discours et dans les actions des acteurs facilitent le repérage de cette contraposition : des mots clés dans des discours dans les débats publics, dans des écrits ou dans les discussions d'expertises, ou encore, des actions dans les mobilisations collectives ou dans les manifestations (ici toutes les classes et genres des dérivations sont présentes).

4.2.1 Trajectoires argumentatives et « choix de société »

Les promoteurs du projet Cigéo, ainsi que les acteurs liés au mouvement d'opposition, élaborent un discours (en utilisant toutes les ressources de langage) orienté à convaincre tous ceux qui sont « externes » à la lutte, de leurs positions et arguments. Ils emploient trois types des stratégies : l'*articulation*, qui lie différents événements dans un contexte et un cadre possiblement cohérent ; l'*amplification*, qui associe le discours plus spécifique concernant la mise en œuvre du projet à des problématiques plus générales ; et l'*alignement*, qui met en relation certaines thématiques avec une série des valeurs culturellement partagées (Dalla Porta et Piazza, 2008 ; Johnston et Noakes, 2005).

Lorsqu'il s'agit de « valeurs », les sentiments sont au centre (dérivation classe III^c accord avec des sentiments ou avec des principes, genres III α sentiments et III γ intérêt collectif), comme le montrent les citations suivantes :

« l'objectif fondamental de Cigéo est de protéger l'espèce humaine et l'environnement du danger que représentent les déchets les plus radioactifs et à vie longue, tout en limitant les charges qui seront supportées par les générations futures. Cigéo est conçu pour être sûr pendant sa construction, son exploitation, et après sa fermeture » affirme l'Andra. « La sûreté de Cigéo repose en grande partie sur la couche géologique dans laquelle seront implantées les installations souterraines. Cette couche géologique est stable depuis plus d'une centaine de millions d'années. [...] Pour chaque risque identifié, des dispositions de conception et d'exploitation permettent de le supprimer, si possible, ou bien de le prévenir et de réduire sa probabilité. Des moyens de contrôle et de surveillance seront mis en place pour détecter tout dysfonctionnement et ramener l'installation dans ces conditions normales de fonctionnement. Malgré ces dispositions, l'Andra suppose que des accidents puissent se produire et prévoit des dispositions supplémentaires pour les maîtriser afin d'en délimiter les conséquences » explique l'Andra dans son site [La sûreté : anticiper les risques (s.d.)].

Dans ce qui suit on voit comme les promoteurs du projet sont au courant de l'« impact » d'un tel projet mais ils essaient – à juste titre – de faire converger tous les arguments « positifs » :

« L'Andra essaye de gérer des déchets, de faire en sorte que la terre qu'on laisse soit la plus sûre possible. Evidemment on préférerait tous ne pas avoir de déchets à gérer, mais on les a et on doit les gérer au mieux. [...] Or la réalité est qu'il n'y a pas d'autres solutions. Même si, celle qu'on a n'est pas idéale, elle n'est pas non plus la fin du monde. A titre personnel, je suis père de famille, j'ai deux enfants, cela ne m'embêterait pas de vivre aux abords d'un site de stockage. L'impact des centres de

l'Andra est plusieurs milliers de fois inférieur à la radioactivité naturelle. C'est en effet dangereux, mais il ne faut pas jouer sur les peurs non plus. Tout ne risque pas d'exploser du jour au lendemain. Les risques sont gérés au mieux. A titre personnel, je crains plus de la pollution atmosphérique, de la pollution chimique, de la pollution de particules fines que de la pollution éventuelle des centres de l'Andra » (Entretien avec la chargée de communication et d'information chez l'Andra, novembre 2018).

A ces affirmations, les opposants au projet Cigéo répondent ainsi. L'argument de l'absence d'accident grave occasionné par le nucléaire est, pour eux, difficilement tenable :

« tout avec la garantie prétendue qu'il n'y aura pas de fuite d'eau (ce qui pourrait s'avérer très dangereux en terme de corrosion ou d'interactions chimiques avec les produits stockés), pas de mouvements excessifs des sols (en 100 000 ans, il est pour le moins difficile d'estimer ce genre de choses), pas de fuites d'air contaminé par les cheminées d'aération et que pendant 100 ans on pourra inverser le processus et ressortir la poubelle de son trou [...] Plusieurs questions se posent : que vont devenir les milliers de tonnes de terre qui seront extraits de 300 km de galeries ? Que va-t-il sortir des cheminées d'aération qui vont surplomber Bure à moins d'un km ? Quelle radioactivité sera mesurable au long d'une voie ferroviaire qui va accueillir à minima deux trains de déchets nucléaires par semaine ? » Vmc.camp (2015, 28 juin) ;

« de plus, le projet en lui-même présente des risques graves tels que les départs d'incendies incontrôlables, les fuites vers l'environnement, la radioactivité des gaz libérées par les cheminées d'aération du site, les accidents et les fuites lors du transport des déchets, etc. Une bonne partie de ces risques ont d'ailleurs été mis en lumière récemment dans les rapports de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) et de l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire. [...] C'est la destruction des espaces de vie des êtres vivant.e.s humain.e.s et non-humain.e.s. » Vmc.camp (2018, 16 juin).

« Alors très peu de communication de l'Andra sur les effets négatifs de ce projet puisque leur but c'est que le projet soit accepté par la population donc ils ont pas intérêt à communiquer sur les effets négatifs mais surtout sur ce que ça peut apporter de positif sur le territoire eux et c'est par le biais de son site internet, des réseaux sociaux, de documents mis à disposition du public dans divers installations et instances que l'Andra fait sa propagande là-dessus » (Entretien avec Camille, Réseau Sortir du nucléaire, décembre 2018).

Une réalité qui fait éclater les antinucléaires :

« c'est beaucoup trop dangereux. D'une part, cela signifie que pendant 100 ans, deux convois radioactifs traverseront chaque jour, la France pour venir à Bure. D'autre part, la sécurité du site ne peut pas être garantie tant qu'on a des durées de vie si longues. Que se passera-t-il si, un jour, ces 200.000 "colis" remontent à la surface alors qu'ils sont encore radioactifs ? » Jean-Marc Fleury, président de l'Eodra, collectif d'élus du Grand Est opposé au projet Cigéo (Beurq, 2017) ;

« [les déchets], bah, il faut les garder à l'œil, il faut les surveiller de manière permanente pour éviter une catastrophe. Le nucléaire dénote notre tendance morbide à produire des déchets mortifères, on produit, on enfouit, on produit, on enfouit sachant que chaque enfouissement dégrade le sol et par conséquent met en danger la survie des gens. Comment peut-on laisser ça continuer ? [...] Ce qui se passe à Bure est criminel » (Entretien avec Jean, militant dans Les Amis De La Terre, octobre 2018).

La critique portée par le mouvement d'opposition s'articule en liant les traits distinctifs du projet, l'objet le plus spécifique de l'opposition, à des thématiques plus générales. Le but est de légitimer le combat de l'opposition et de contribuer à la montée en généralité de la lutte et de son cadre contestataire en alignant ces thématiques à des valeurs culturelles qui peuvent être partagées :

« la lutte à Bure ce n'est pas simplement une occupation opposée à un grand projet nuisible, c'est bien plus vital que ça : c'est la course contre la montre contre un projet monstrueux qui couvre la totalité d'un département et déborde sur ses voisins, qui va conduire à des conséquences irréversibles et désastreuses pour les 100 000 années à venir au moins. [...] C'est la lutte contre une société financière mondialisée qui détruit cyniquement les écosystèmes, privatise les sols, l'air, l'eau et le vivant pour en tirer le jus de ses bénéfices » Vmc.camp (2015, 28 juin) ;

« le combat [doit] être mené [sur] deux fronts. D'abord dénoncer l'hypocrisie et le mensonge de l'Etat qui nous cache les enjeux du nucléaire avec la complicité de quelques groupes de personnes superpuissantes. Dans un deuxième temps, informer et sensibiliser au danger du projet Cigéo afin d'impliquer davantage les gens » (Entretien avec Morgane, militante dans Les Amis De La Terre, décembre 2018).

A Bure, nous nous retrouvons face à un conflit entre ce que Pareto (1916) appelle les premières deux classes des résidus : classe I^e, « instinct des combinaisons », à savoir, l'action innovatrice, la recherche des nouvelles idées, possibilités et solutions, contre la classe II^e, « persistance des agrégats », tout ce qui est acquis, et qui est devenu traditionnel dans le temps. Un conflit entre ceux qui veulent innover et ceux qui luttent pour préserver. A Bure différentes visions du monde s'opposent, diverses conceptions de l'environnement, de l'espace, de l'espace rurale. Plusieurs conceptions du progrès et nombreuses perspectives liées à l'avenir des territoires et à l'avenir de la société et de l'humanité s'affrontent et entrent en contradiction : une opposition qui consolide les parties en lutte à l'égard d'un « choix de société ».

La thématique centrale élaborée par les promoteurs du projet, selon une perspective stratégique, est le « développement » : le développement local et national, les deux se traduisent ensuite en compétitivité. Une mise en valeur et un développement du territoire sous différents angles : des infrastructures industrielles au tourisme industriel, de la diffusion de la culture scientifique et technique à l'augmentation de l'emploi. L'usage de la notion de « développement » (dérivation III γ intérêt collectif) comme argument pour lancer le projet :

« les objectifs, [à travers la réalisation d'un contrat de développement du territoire (CDT)] sont de préparer le territoire à l'arrivée de Cigéo. Il s'articule autour de trois thématiques : 1. Infrastructures de transport, 2. Cadre de vie et attractivité (servie, eau, habitat, numérique, paysage et patrimoine), 3. Développement économique (achats locaux, compétences, formation, insertion) [...] Cigéo représente une opportunité pour le développement local et en premier lieu en matière d'emploi : avant même le démarrage de la construction de Cigéo, des emplois seront générés progressivement par les chantiers d'aménagement préalables. Ensuite, la construction nécessitera jusqu'à 2000 personnes pendant cinq ans. En plus de ces emplois directs, Cigéo va générer des emplois indirects (fournisseurs, prestataires) et induits (liés aux consommations des salariés travaillant sur Cigéo), et ce sur plus d'un siècle » explique l'Andra dans son site [Un projet ancré dans le territoire (s.d.)].

Pour l'Andra le développement du territoire va dans le sens d'accroître et intensifier le tourisme industriel et diffuser la culture scientifique et technique afin de dynamiser la vie sociale et culturelle en Meuse et en Haute-Marne.

« L'Agence a adopté une charte des parrainages ayant pour objectif de soutenir les initiatives locales. Les manifestations ou projets doivent s'inscrire dans cinq domaines qui concernent la valorisation et la diffusion de la culture scientifique et technique, l'environnement et la découverte de la nature, la nature, la mémoire et la sauvegarde du patrimoine, la solidarité entre les générations et enfin l'action citoyenne locale ». (L'Andra en Meuse et Haute-Marne, septembre 2017, p. 16) ;

« l'objectif est de stimuler le développement du territoire autour de Cigéo, par exemple par la création de zones d'activités permettant l'installation d'entreprises. Il s'agit également d'anticiper les besoins, notamment en termes d'emploi et de formation, afin de faire bénéficier à la population des retombées économique du projet » intervient Muriel Nguyen, préfète coordinatrice du projet Cigéo dans un entretien publié dans Centre d'informations et de ressources sur Cigéo [Quelles évolutions pour le territoire ? (s.d.)].

Nous trouvons donc, d'un côté, de la part de l'Andra et des promoteurs du projet, une logique liée au progrès, au développement marchand et entrepreneurial des terres et leur artificialisation (résidus de la classe I^e : instinct des combinaisons). De l'autre côté,

l'enrôlement du développement dans le dispositif argumentatif à tout de suite fait l'objet de critiques et de contestations : les opposants partagent la défense d'un écosystème naturel en refusant toute logique marchande des terres et leur privatisation (résidus classe II^e : persistance des agrégats) :

« aborder Cigéo uniquement par son versant économique est extrêmement discutable, même si tout est mis en place par les pouvoirs publics pour jouer sur la corde sensible de l'emploi et des investissements » Communiqué BURESTOP 55 (29 avril 2019) ;

« contrairement à ce que certainEs en pensent, [la Meuse] ce n'est pas une région grise et hostile, couverte de champs et d'éoliennes, c'est un pays vallonné, dont les collines sont couronnées de forêts et où les vallons accueillent de pittoresques cours d'eau et étangs. Bref, un chouette endroit boisé qui aurait beaucoup à pâtir d'une poubelle nucléaire » Vmc.camp (2015, 28 juin) ;

« pour moi, personnellement, en tant qu'être-humain c'est très violent de vouloir enfouir des déchets nucléaires. C'est un manque de respect à la terre mère pour reprendre l'expression des amérindiens. Il faut rappeler qu'on parle d'enfouir sous terre à 500 m de profondeur, sur des kilomètres, 80 000 mètres cubes. Ces déchets radioactifs resteraient des centaines d'années sous terre, c'est à la limite de l'impensable, difficile à concevoir. En Afrique, on plantait un arbre pour remercier la terre et nous on fait le contraire, on laisse des déchets, une terre polluée aux générations futures » (Entretien avec Olivier, militant dans l'association Arrêt du nucléaire, janvier 2019).

Le discours qui s'oppose aux promoteurs du projet concerne un « autre » modèle de développement, un modèle alternatif, qui stigmatise les coûts et les risques économiques des grands projets d'aménagement et leur inutilité économique. La question des « communs » est mise en valeur, et s'oppose à la « privatisation » du territoire. Ceux qui s'opposent à un usage invasif du territoire préfèrent donc la valeur d'usage, plutôt qu'une valeur d'échange (Lefebvre, 2000). A ce propos, il s'agit d'un conflit non seulement entre deux visions du monde différentes mais aussi entre deux propensions à l'agir : pour parler avec les mots de Pareto, l'inclinaison du spéculateur (S) et l'inclinaison du rentier (R). Les divers états psychiques (le spéculateur, le renard parétien ou le « golpe » de Machiavelli et le rentier, le lion parétien ou le « lionne » de Machiavelli) ont des fonctions essentielles pour la société. L'un est une source de changement et de mouvement dans tous les sens du terme, l'autre une source de stabilité qui tend à atténuer les mouvements souvent aventureux du premier. Par conséquent, une société, où les porteurs des états psychiques R prévaudraient, resterait presque immobile, alors qu'au contraire une société, où les états psychiques S

prédomineraient, manquerait de stabilité, elle serait dans un état d'équilibre assez instable. Avec cela, Pareto ne confond pas les R avec les « conservateurs » et les S avec les « progressistes ». Il y a des points en commun mais pas d'identité (Garzia, 2007, p. 236-243). Comme on peut bien le voir dans le cas que nous étudions.

Le défi symbolique concerne la définition de progrès. La qualité de la vie est défendue contre tous les projets définis inutiles et aussi nuisibles pour le territoire. L'incompatibilité par rapport aux caractéristiques du développement local. Nous sommes face à une critique de la société de consommation, et à une proposition à la décroissance. Une recherche d'un modèle de développement alternatif qui va au-delà de la définition de « développement durable » mais plutôt en privilégiant « une vie non-accélérée » (valeur d'usage du territoire) plutôt que le développement économique (valeur d'échange) :

« nous sommes pour l'arrêt total du nucléaire, nous rejetons l'idée qu'une croissance perpétuelle est viable, nous estimons qu'il faut arrêter de produire au-delà de nos besoins vitaux. Nous nous opposons à tout le projet répondant à des logiques financières, plutôt qu'à nos besoins réels et avec toute la détermination nous nous opposons à toute forme de domination, d'impérialisme, et toute volonté d'opposer les peuples, les uns les autres, ainsi que toute forme d'autorité de contrôle sur nos vies » (Entretien avec Frédéric, Maison de Résistance, février 2017).

Le projet pour une société meilleure en dehors du nucléaire s'articule autour du développement des énergies renouvelables, de la sobriété énergétique et de l'« efficacité énergétique ». L'engagement continu pour un monde meilleur doit viser à éliminer le gaspillage d'énergie et à développer les énergies renouvelables, comme l'éolien, l'hydraulique, le solaire et la géothermie, en reconsidérant l'utilisation qu'on fait de l'énergie et en employant cette dernière raisonnablement :

« en combinant les énergies renouvelables avec la sobriété et l'efficacité énergétiques, nous pouvons simultanément sortir du nucléaire et réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, à qualité de vie équivalente ou améliorée. » (Réseau Sortir du nucléaire, 2011, p. 66-67).

Les militants anti-nucléaire cataloguent les sources d'énergie renouvelable comme automatiquement « bonnes » et « souhaitable » et l'énergie nucléaire comme « mauvaise » et « indésirable ». Au lieu que les considérer comme solutions différentes, intrinsèquement imparfaites, possédant des « bonnes » et des « mauvaises » caractéristiques. Le contexte et les problèmes liés aux solutions alternatives au nucléaire ne sont pas pris en compte :

« obtenir l'abandon du nucléaire en France grâce à une politique énergétique, en favorisant notamment la maîtrise de l'énergie, et le développement d'autres moyens de production électrique [...]. Le développement des économies d'énergie, la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) fortement créatrices d'emplois, le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...) [...]. Les initiatives que portent les membres du Réseau "Sortir du nucléaire" font la différence et amorcent un nouveau modèle de société » Site Réseau Sortir du nucléaire [L'association] (s.d.).

4.2.2 Expertise et contre-expertise

Toutes ces argumentations s'affrontent sous l'égide des experts, scientifiques, techniques, etc. Il y a un modèle (Chiarelli, 2015, p. 41) qui s'organise autour de trois phases : *décision*, *annonce*, *défense*. Un groupe de décideurs (administrateurs nationaux ou locaux) cerne une problématique précise et confie à une équipe la tâche de l'analyser et de proposer des solutions. L'équipe, en s'appuyant sur sa propre expertise technique, identifie des solutions, qui sont ensuite adoptées par les décideurs et après avoir annoncé à la population leur décision, ils la mettent en œuvre. Une autre phase s'ensuit : les promoteurs du projet essaient de défendre leurs choix contre les accusations et les déclarations des riverains et de les convaincre de leur décision. Cependant, suivre cette stratégie risque de favoriser deux conséquences négatives : transmettre à la communauté locale le message qu'elle est a priori opposée à l'œuvre en question ; cela tend à produire une opposition radicale et inflexible de la part de la population locale. A cet égard, les promoteurs réagissent en la stigmatisant et en accusant les riverains d'être irrationnels, égoïstes et ignorants. C'est un exemple, ce dernier, de la classe IV^e des dérivations : les preuves verbales.

Expertises et contre-expertises s'affrontent à Bure à l'égard de toutes sortes de problématiques : la construction d'un centre d'enfouissement des déchets nucléaires et leur gestion, les lois et les règlements concernant les risques radioactifs, les questions énergétiques et la relance ou l'abandon des programmes nucléaires. Des trajectoires argumentatives et contre-argumentatives s'instaurent, les unes et les autres bien équilibrées, et qui ont chacune leur propre logique et vision du futur. Francis Chateauraynaud (2011) définit une trajectoire argumentative comme le parcours entrepris par un argument ou une série d'arguments à travers multiples épreuves. La portée dans des arènes publiques d'une trajectoire

argumentative se détermine donc à travers ces épreuves qui passent par des controverses et/ou des querelles :

« cette notion de portée fournit un jeu de langage consistant pour saisir, sur des bases empiriques, ce qui fait la « force des arguments » » (Chateauraynaud, 2011, p. 132).

La « force des arguments » n'est rien d'autre que la classe I^e des dérivations, c'est-à-dire l'affirmation dont les genres sont « faits expérimentaux ou imaginaires », les « sentiments », un mélange de faits et de sentiments. Les affirmations qui sont répétées constituent une force puissante. Le répertoire des acteurs qui prennent la parole est très varié. Des experts officiels et des « contre-experts », des responsables politiques et des syndicalistes, des riverains et des chercheurs, des journalistes et des militants.

L'Andra, de son côté, intègre des parties prenantes, des personnes issues de la société civile et concernées par le résultat de l'exercice de hiérarchisation (Etat, entreprises, associations environnementales et sanitaires, élus, syndicats de salariés) et des experts scientifiques et techniques en termes de risques sanitaires, environnementaux, etc. :

« alors que le projet Cigéo est dans sa phase de conception détaillée, l'Andra a souhaité s'entourer d'experts indépendants et reconnus pour l'accompagnement dans la préparation de la phase de construction. Nous nous sommes inspirés des pratiques d'autres maîtres d'ouvrages sur de grands projets comme le Grand Paris Express ou le projet de tunnel Lyon-Turin qui ont des problématiques de travaux souterrains similaires aux nôtres, explique Nataliya Dias, experte Andra en travaux souterrains et secrétaire technique du CTS. Cigéo présente toutefois une spécificité car il fait appel à des compétences multiples : les ouvrages miniers, les travaux souterrains et le nucléaire. Nous avons rassemblé des spécialistes dont l'expérience couvre la totalité de ces domaines concernés. Le CTS se compose de onze experts français et internationaux. Leurs missions : évaluer les études menées par l'Andra et les ingénieries spécialisées qu'elle a mandaté sur la conception et la réalisation des ouvrages souterrains, émettre des avis critiques sur les choix techniques déjà retenus, ou formuler des recommandations sur les décisions à prendre, et enfin contribuer à l'élaboration des dossiers administratifs qui seront déposés par l'Andra. Il était important que l'Andra dispose d'un regard extérieur pour aller plus loin dans sa réflexion » explique l'Andra dans son site [Le Comité technique souterrain : un groupe d'experts aux côtés de l'Andra (s.d.)] ;

« sur la géologie, on a deux cent scientifiques qui ont travaillé pendant 15 ans pour établir des résultats avec des scientifiques du monde entier. Il y a des millions d'euros qui sont investis dans la recherche sur ces questions. Il y a des centaines d'articles scientifiques publiés, des thèses. Notre question n'est pas de sortir du nucléaire ou d'y rester. Mais de gérer les déchets par des solutions techniques. A savoir que ce n'est pas l'Andra qui décide, c'est le ministère de l'écologie, le

gouvernement, le parlement. L'Andra rend des rapports, faits par des ingénieurs, des chercheurs, aux décideurs, c'est-à-dire le gouvernement » (Entretien avec la chargée de communication et d'information de l'Andra, novembre 2018).

L'idée la plus répandue est que par rapport aux riverains et aux opposants, les experts « officiels » opèrent de manière plus « correcte » et fondent leur raisonnement sur des processus plus « rationnels ». Ils seraient donc plus en mesure de quantifier avec précision les coûts et les avantages de l'œuvre en question, en guidant et en conseillant de manière plus exacte et impartiale les décideurs. En suivant cette logique les experts seraient en mesure de connaître les risques objectifs, tandis que la population locale ou les opposants fonderaient leurs opinions sur une perception subjective, et pour cette raison, sur une perception du risque inadéquate. Or, à Bure les promoteurs ont tendance à analyser les risques en partant d'un paradigme objectiviste (dérivation classe I^o affirmation, genre I_γ : mélange des faits et sentiments), en prétendant pouvoir quantifier objectivement les risques réels et la gravité des conséquences négatives qui pourraient découler de ces risques ; tandis que les opposants ont tendance à raisonner en partant d'un paradigme constructiviste (comme les promoteurs, dérivations I_γ : mélange des faits et sentiments), en développant leur propre perception du risque sur la base de l'interaction qui s'instaure avec les promoteurs et avec les enjeux en question, lesquels peuvent être pour eux la qualité de leur vie ou, dans les cas les plus extrêmes, même leur propre survie (Mercalli et Giunti, 2015, p. 139). De manière générale, dans cette logique, le conflit trouverait son point d'appui dans l'opposition entre les « décideurs compétents » et les « opposants ignorants » (dérivation IV preuves verbales, notamment genre IV_β, terme désignant une chose, et qui fait naître des sentiments accessoires, ou des sentiments accessoires qui font choisir un terme ; et IV_ε termes douteux, indéterminés, qui ne correspondent à rien de concret). Selon ces argumentations l'opinion publique n'a pas seulement le droit de prendre part aux processus de prise de décision liés aux questions qui la concernent : elle n'a même pas le droit de s'exprimer sur ces questions. Indépendamment du fait qu'il est assez difficile de faire appel à des experts véritablement « neutres », car même l'expertise tend souvent à devenir partisane et à être achetée et vendue sur le marché. L'équilibre coûts/bénéfices totalement objectif est impossible à tout décideurs, surtout s'ils partent de valeurs, préférences et points de vue partiels (Lake, 1993). Les perceptions subjectives du risque développées par les opposants sont largement fondées sur la qualité de la relation instaurée avec les promoteurs. De toute évidence, le fait de traiter les opposants en les qualifiant d'égoïstes, irrationnels et ignorants ne facilite certainement pas les

interactions et une évaluation sereine des demandes des résidents (Roccatto et Mannarini, 2012).

Or, les opposants de leur côté, mobilisent aussi des expertises techniques, avec lesquelles ils sont en mesure de contester les prestations des promoteurs avec des arguments scientifiquement fondés et pertinents (Algotino, 2011). La contre-expertise alimente le débat pour faire évoluer les connaissances par rapport aux projets d'aménagement et leurs effets sur le territoire : nourrir la prise de conscience par rapport à l'environnement, la biodiversité et le paysage rural tout en additionnant des actions possibles et recours juridiques au sein même du conflit. Comme ressource de mobilisation, la contre-expertise restitue des compétences technoscientifiques, une certaine légitimation dans l'opinion publique et une sensibilité particulière envers des stratégies informatives et de communication. L'objectif est de produire des données alternatives à celles présentées par les experts « officiels », à utiliser dans l'arène de discussion afin de convaincre l'opinion publique de la qualité de leurs positions. Il est intéressant de noter que parfois la « contre-expertise » finisse par développer une recherche scientifique supérieure à celle des promoteurs, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif :

« je fais partie de la Criirad¹¹⁸. Je connais le milieu en tant que scientifique. J'interviens souvent en tant que physicien pour parler des problèmes radioactifs. Je constate que beaucoup de choses ne vont pas dans le dossier de l'Andra et il est important pour moi de m'informer de ce qui se passe à Bure mais aussi d'en informer les citoyens. Il y a beaucoup de scientifiques comme moi qui contestent l'enfouissement des déchets nucléaires car ils sont conscients du danger que cela représente. Pour moi, enfouir les déchets nucléaires c'est la pire solution pour traiter ces déchets, ce n'est pas la plus mauvaise comme disait Nicolas Hulot mais la pire. En plus, le dossier de l'Andra suppose trop d'interrogations. Il y a trop de failles dans leur dossier, selon moi. Or, l'Andra ne pourra répondre à toutes les interrogations scientifiques car ils ne savent pas tout, et ne le peuvent pas » (Entretien avec Vincent, militant dans l'association Criirad, janvier 2019) ;

« l'Andra escamote allègrement les risques industriels, technologiques et environnementaux de Cigéo, toujours en questionnement auprès de nombreux acteurs indépendants ou officiels. [...] le site de Bure ne pourra pas retenir longtemps l'énorme volume de radioactivité enfouie. Le risque d'explosion et d'incendies souterrains est réel et ne doit plus être évacué du débat ! « Communiqué BURESTOP 55 (29 avril 2019).

¹¹⁸ La CRIIRAD (<http://www.criirad.org/association/association.html>) « Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité ».

En élargissant notre perspective, nous constatons que les experts sont utilisés par les opposants non seulement pour légitimer leurs revendications (Regan, 1993), mais aussi pour politiser la controverse, c'est-à-dire pour lutter contre la tentative des partisans d'utiliser de façon potentiellement tendancieuse les « experts » officiels. Nous sommes donc en présence, comme prévu, de l'arrivée de la figure de l'autorité (dérivation II^e classe autorité, genre II α , autorité d'un homme ou de plusieurs hommes).

Le but est celui de mettre en lumière les « fausses » – selon leur vision – argumentations utilisées par les promoteurs :

« un développement inféodé à Cigéo serait inévitablement synonyme de dévaluation du patrimoine foncier et immobilier, de stérilisation des atouts de nos départements verts, de la fin des appellations contrôlées et labels, de désertification... »
Communiqué BURESTOP 55 (29 avril 2019) ;

« un ingénieur, Bertrand Thuillier, a étudié le dossier de l'Andra, a décortiqué ses 4000 pages et découvert qu'il y avait des risques d'incendies. Le dossier comporte des failles mais on n'en parle pas vraiment » (Entretien avec Clara, militante dans l'association Réseau Sortir du Nucléaire, avril 2018).

La critique anti-nucléaire met en place un système de déplacement et de retournement des arguments et épreuves donnés par les promoteurs :

« le développement économique auquel nous sommes attachés doit être recherché au travers de voies respectueuses de l'écologie et de l'avenir des générations futures. Le projet Cigéo doit être stoppé, au profit de l'exploration d'autres voies de gestion, dont la sub-surface sur les sites de production, de plus en plus évoquée actuellement »
» Communiqué BURESTOP 55 (29 avril 2019).

Et les promoteurs, à leur tour, essayent de discréditer à tout prix les opposants :

« alors, le sujet de la question des déchets radioactifs est souvent pris en otage par ceux qui sont pour et ceux qui sont contre l'industrie électronucléaire. Ceux qui sont pour vont dire « regardez, il y a une solution pour la gestion des déchets nucléaires, donc on peut continuer ». Ceux qui sont contre vont dire « non, il n'est pas acceptable de mettre dans la terre des déchets radioactifs définitivement, arrêtons le nucléaire ». Or la réalité est qu'il n'y a pas d'autres solutions » » (Entretien avec la chargée de communication et d'information chez l'Andra, novembre 2018) ;

« stop au débat confisqué. Depuis quelques années, le débat public autour de CIGEO est pris en otage par un groupuscule d'individus prêt à tous les moyens (même les plus musclés...) pour imposer leur seule vérité. [...] Face à la monopolisation de la

parole orchestrée par quelques-uns, aucun acteur ne parvient à faire entendre une vérité pourtant irréfutable : à l'heure actuelle et pour les années à venir, CIGEO EST UN DES PLUS IMPORTANTS PROJETS INDUSTRIELS EN FRANCE » (Le Collectif des 33000, 2019).

Les formules utilisées mettent en évidence comme l'enfouissement n'est pas la solution :

« qu'on balance ces déchets dans la mer ou qu'on les enfouisse dans la terre, le principe a toujours été le même : s'en débarrasser pour les oublier car on ne sait pas quoi en faire, » soutient Jean-Marie Brom, physicien et chercheur au CNRS. « Ce que je peux vous dire en tant que scientifique, c'est que l'enfouissement est la seule solution mais que c'est loin d'être la meilleure » (Onde Corte Blog, 2017).

Bernard Laponche, physicien nucléaire, ancien du Commissariat à l'énergie atomique et cofondateur de l'association Global Change parle dans un entretien avec Libération et il répond à la question de « qu'est-ce que vous pensez du stockage géologique profond prévu avec le projet Cigéo ? » :

« tout le monde est d'accord pour dire qu'il n'y a pas de solutions satisfaisantes. On nous dit que celle-ci est la moins mauvaise. Au contraire, c'est le plus mauvais car elle n'est pas réversible. On ne peut pas imposer quelque chose d'irréversible aux générations futures, pendant des centaines de milliers d'années, tout en reconnaissant que la solution n'est pas satisfaisante. Imaginez qu'un seul colis radioactif enfoncé dans des alvéoles de 100 mètres de long à 500 mètres sous terre soit défaillant et fuit, on ne pourra pas le récupérer [...] On se lance tête baissée dans un projet qui peut présenter des tas de problèmes. C'est d'une arrogance technique hallucinante. Par exemple, les colis de combustibles qui sont au fond des alvéoles émettent de l'hydrogène, qui peut exploser. Il faut donc une ventilation colossale, qui ne peut être interrompue qu'une dizaine de jours au maximum. Comment imaginer que sur plus d'un siècle il n'y aura pas d'interruption de la fourniture d'électricité alimentant cette ventilation, à cause d'un événement naturel ou d'une agression extérieure ? [...] C'est comme si on faisait Superphénix d'un coup, et en plus à 500 mètres sous terre. C'est de la folie. [...] Les déchets radioactifs à haute activité sont aujourd'hui vitrifiés et stockés à sec, à La Hague, dans des silos ventilés. Avant d'aller à Cigéo, ils devraient de toute façon y rester au moins soixante ans pour être refroidis. Nous proposons, au terme de ces soixante ans, de les mettre dans une enveloppe en acier puis un conteneur en béton avant de les stocker en sub-surface, par exemple dans un hangar à flanc de colline protégé des agressions extérieures. Un endroit contrôlable et réversible, accessible et surveillé. [...] Parallèlement, on donnerait du temps aux physiciens pour proposer une solution satisfaisante. La science nucléaire a moins d'un siècle, le neutron a été découvert en 1938, il y a des découvertes en physique en permanence sur la structure du noyau, on peut bien donner 200 ou 300 ans de plus aux chercheurs pour trouver une solution » (Schaub, 2019) ;

« les déchets que l'industrie nucléaire a généré sont là. Il faut donc en garantir la sûreté, à la fois dans l'immédiat et pour le long terme, afin que l'homme et l'environnement ne soient pas exposés à des niveaux d'irradiation ou de contamination » (Strohl, 2000).

L'autorité religieuse se manifeste également. A cet égard, des problèmes d'ordre éthique se soulèvent en même temps : les évêques des diocèses de Langres, Saint-Dié, Troyes et Verdun proposent un document : *Gestion des déchets nucléaires. Réflexions et questions sur les enjeux éthiques*¹¹⁹. La question qu'ils essaient d'aborder et à laquelle ils essaient de répondre est la suivante : « Quelle responsabilité à l'égard des générations futures ? ». A cet égard le souci est celui de ne pas transmettre aux générations futures

« des risques et des charges qui seraient jugés inacceptables pour les générations présentes, et dont le coût social ne serait pas excessif par rapport au coût du risque résiduel jugé acceptable » (Strohl, 2000).

Il faudrait donc constituer :

« une base technique permettant de déterminer si des systèmes de stockage définitif spécifiques offriraient à la société un niveau de sûreté satisfaisant pour les générations tant actuelles que futures [...] et s'efforcer d'éviter les actions dont les effets raisonnablement prévisibles sur les générations futures sont supérieurs à ceux qui sont admis pour la génération actuelle » (Strohl, 2000).

Des solutions possibles sont proposées afin de respecter ces prémisses : la transmutation des déchets, le stockage en surface ou subsurface, le stockage géologique profond, chaque solution avec ces avantages et désavantages en termes techniques et ses jugements et exigences d'ordre éthique.

De toute évidence, même à l'intérieur de deux « groupes » en opposition¹²⁰ que nous venons de décrire précédemment, nous retrouvons des points de vue et des visions du monde différents. Diverses conceptions de l'avenir des territoires, de l'avenir de l'humanité et de la société se croisent. Aux solutions alternatives du projet, sont aussi proposés l'abandon ou le rejet. Certains aussi s'inscrivent dans une optique de décroissance : l'argument central indique l'absurdité et le contre-sens de la construction d'un centre d'enfouissement et réclame l'arrêt immédiat du nucléaire. Un non-sens écologique et économique.

¹¹⁹ Consultable sur <http://www.annales.org/re/1999/re10-16-99/005-024%20strohl.pdf>

¹²⁰ Selon les états psychiques du spéculateur (S) et du rentier (R).

4.3 L'opposition « nous - autres »

Les opposants de la commune de Bure « conflictualisent l'action » (Wieviorka, 2008, p. 124) en définissant leur « adversaire social », leur *challenger*. A Bure, l'opposition est claire et nette. Une antinomie constante entre « nous, les opposants au centre d'enfouissement » (les rentiers R) et « vous, le lobby nucléaire » (les spéculateurs S).

« La lutte a mis la lumière sur la nécessité de construire une contestation sur les bases de ce à quoi elle aspire et, comme socle de solidarité, la reconnaissance d'un adversaire commun » (Zad.nadir.org, 2015).

Umberto Eco (2011) affirme que le fait d'avoir un ennemi est important pour fournir un obstacle contre lequel mesurer un système de valeurs et montrer la valeur en y faisant face. Créer un ennemi est fondamental aussi pour définir l'identité du groupe. A cet égard, pour augmenter la cohésion d'un groupe, il est souvent nécessaire de mettre en évidence les éléments communs mais aussi de souligner les différences par rapport aux autres. Ces « autres » doivent être créés, modelés pour être fonctionnels au projet. Un ennemi bien construit est fondamental pour affermir les individus et définir les limites du « nous ». Un mouvement s'organise au moment où il y a la possibilité pour lui de nommer son adversaire. Le conflit, en façonnant la conscience des acteurs, crée l'adversaire. La longue histoire des mouvements est aussi l'histoire de ce long processus de nomination et de reconnaissance, un processus bidirectionnel sans réciprocité. Affirmer l'identité du groupe signifie renforcer sa cohésion face aux autres groupes. L'identité est produite au moment où les individus entrent en relation avec un autre « concret » ou « imaginé ». Lewis Coser (1982) affirme comme les groupes en lutte avec une organisation rigide en leur sein, cherchent des ennemis en vue de préserver leur unité et leur cohésion internes. Le fait d'identifier un adversaire extérieur à son propre groupe, consolide la cohésion sociale et maintient la structuration, particulièrement aussi, si elle est en train d'être remise en question de l'intérieur. Les membres d'un groupe doivent penser être différents d'un autre groupe et en même temps, ils doivent penser eux-mêmes en tant que communauté. Le processus de construction d'identité collective et d'une communauté est directement lié au concept de « frontière » qui sépare le « nous » des « autres ». A cet égard, il faut se penser différemment pour pouvoir se distinguer des autres. Il s'agit d'une définition qui crée des frontières, une représentation qui naît de l'expérience. A cet égard, Jonathan Friedman affirme que bien que notre monde soit de plus en plus globalisé, les frontières ne disparaissent pas. La conscience de la communauté est enfermée dans la

perception des frontières (Aime, 2016). Selon Coser (1982) la distinction entre un groupe créant un « nous » et le groupe des « autres » est déterminée par le conflit. Celui-ci contribue à l'instauration d'une identité du groupe et maintient des limites avec les autres, et le monde social autour.

« Nous avons temporairement libéré le bois communal de Mandres-en-Barrois du joug de l'ANDRA et sa poubelle nucléaire CIGEO. Devant notre grand préau de bois érigé là où les premiers déboisements ont eu lieu, nous, habitant-e-s en résistance d'ici et d'ailleurs, associations, collectifs, déclarons la forêt de Mandres occupée. Nous engageons un nouveau pas dans la résistance, [...] nous opposons notre joie et notre espoir tenace, [...] nous allons défendre physiquement cette forêt qui appartient à toutes et tous. Ce qui se joue derrière ces taillis de charmes et de hêtres, c'est le symbole de la lutte contre l'arrogance et la violence de l'ANDRA » Paris-lutte.info, (2016, 26 juin).

Donatella Della Porta (2008) dans une recherche sur des protestations locales souligne la présence et surtout l'importance des ressources identitaires comme facteur déterminant pour la mobilisation. Le « nous » est souvent revendiqué à travers des traits particuliers, qui peuvent être culturels, liés aux appartenances, aux traditions, au territoire etc., mais aussi « créés » et « imaginés » par les membres qui structurent la « communauté ». C'est une construction symbolique de la communauté et de l'identité. A cet égard entre les opposants de la commune de Bure, nous ne trouvons pas un facteur identitaire lié aux sentiments d'appartenance et aux racines. Au contraire c'est une identité qui se structure au fur et à mesure de l'instauration de l'opposition et de la « défense » de la cause. Nous sommes en présence de la classe IV^e de résidus en rapport avec la sociabilité, genre IV α sociétés particulières (ou groupes particuliers) qui se réfèrent à la classe II^e des résidus, persistance des agrégats, genre II α persistance des rapports d'un homme avec d'autres hommes et avec des lieux. C'est un « nous », difficile à définir. Ce n'est pas celui d'un groupe homogène qui trouve la solidarité en se focalisant sur des sentiments d'appartenance, mais plutôt un sentiment qui traverse, celui « d'y être », fondé sur un quotidien en partage, la possibilité d'un ancrage, la défense d'une cause, l'opposition au projet. Ce qui fait partie de « nous », « nous qui sommes contre » est quelque chose que la communauté partage, comme, par exemple, le territoire.

La conscience de la communauté est contenue dans la perception des ses limites : une perception qui découle de l'expérience, qui dans le cas de la commune de Bure, est celle d'une menace causée par un ennemi extérieur. A cet égard, le Collectif Burestop (2014, p. 65)

nomme « les Attila des temps modernes » les pouvoirs publics, dont l'Andra et le Conseil général de la Meuse sont des représentants.

« Andra, casse-toi »

« Andra, rêve pas, tu dégageras »

« Que du tracas, que du blabla, c'est l'Andra »

« Notre terre, n'est pas votre laboratoire »

« Déchets dessous, fleurs dessus, avec l'Andra un enterrement de 1^{er} classe »

Des slogans sur des panneaux lors des manifestations contre le centre d'enfouissement des déchets nucléaires (Collectif Burestop 55, 2014, p. 93 – 133) ;

Un ennemi peut aussi être une menace, la peur d'un événement catastrophique, qui pousse non seulement un groupe d'individus à se rassembler autour d'une idée de communauté, dictée par la souffrance, par la condition dangereuse, mais qui peut aussi conduire à une réflexion sur les modèles d'existence dominants. La menace a transformé le groupe des opposants à Bure en une véritable communauté. Les acteurs ont ressenti le besoin commun de se retrouver, de partager des idées, des espaces et des formes de résistance. Selon Aime (2016) et McAdam (2005) trois mécanismes fondamentaux entrent en jeu dans les processus de mobilisation : le premier est basé sur la perception d'une menace, le deuxième est représenté par une appropriation sociale qui conduit à une base identitaire, le troisième est la mise en œuvre d'une protestation qui brise en quelque sorte la routine quotidienne. La menace à Bure est évidente : la menace à l'environnement, la menace aux générations présentes et futures. Ainsi, une communauté émerge autour de la contestation à la menace, une base identitaire s'instaure. Marco Aime (2006), en se référant à la constitution de la communauté et du mouvement de protestation NO TAV en Italie, constate une similitude entre le processus de construction des nationalismes classiques et la voie de la commune. Bien qu'il y ait des grandes différences entre les nationalismes et les mouvements comme celui de NO TAV ou de NDDL nous pourrions constater curieusement une certaine similitude aussi en ce qui concerne le processus de structuration de ces mouvements et aussi le processus de construction de la commune de Bure. En tenant compte des toutes les différences qui concernent les proportions des phénomènes, Aime retrace en quelque sorte les mêmes phases mises en évidence par l'historien médiéviste Patrick Geary. La première phase se construit sur l'idée d'un peuple opprimé, qui ne veut plus subir la domination des autres. La dimension de l'oppression des étrangers ou d'autres personnes est amplifiée, ce qui la rend plus propice à susciter des sentiments de mécontentement et des élans de révolte. La phase suivante est caractérisée par la propagande et la diffusion de ces idées par ceux qui sont définis comme

des patriotes. La volonté de rébellion commence à être transmise à la population, dans une tentative d'impliquer le plus grand nombre. Dans la troisième phase, qui représente l'apogée du mouvement national, les masses populaires soutiennent avec force les pulsions idéologiques désormais partagées par le plus grand nombre, transformant les aspirations nationales en nouvelle réalité politique. Dans le cas de la commune, nous pourrions voir que les premiers collectifs locaux ont joué le rôle des intellectuels du nationalisme, non pas dans une optique indépendantiste, mais en termes de diffusion d'idées et de concepts visant à défendre l'environnement contre la « colonisation » extérieure. A ce stade l'identification de l'ennemi est fondamentale pour la poursuite du processus : l'Andra et le « lobby nucléaire ». La circulation croissante des informations à travers les assemblées, les comités ou le web peut être comparée à la deuxième phase indiquée par Geary, tandis que la troisième, dans le cas de la commune de Bure, est représentée par toutes les formes de résistance et de protestation mises en œuvre par les militants depuis plus de vingt ans. Le but n'est certainement pas de construire un nationalisme, mais ce processus est fondamental pour la construction de la commune, qui se forme précisément à travers la lutte contre le projet Cigéo et qui en est pleinement consciente. La nouvelle identité de la commune est une « contre-identité » (Aime, 2006), qui naît d'une action commune et partagée.

L'Andra et le projet Cigéo sont *les* ennemis, mais nous pourrions affirmer aussi que sur un plan plus élevé, l'ennemi est l'Etat. C'est un ennemi à combattre au niveau politique, idéologique, médiatique, mais il est encore trop loin, dispersif pour catalyser les énergies car la rage a besoin d'un objectif réel, visible et identifiable pour trouver un débouché et parallèlement, servir de point d'appui à la construction d'une identité militante. A ce propos, pour la majorité des opposants de la commune la police et les gendarmes sont l'ennemi par excellence, celui que l'on voit, contre lequel il est possible de se mettre en colère, de se battre parce qu'il est là, sur place, présent sur le territoire, physiquement. Les forces de l'ordre et l'Etat qui les commande sont l'ennemi en raison de la pression et la violence exercée sur les militants et sur le territoire. De la même manière, les blocages des travaux, la pénétration de la zone d'aménagement ou l'utilisation des techniques de désobéissance civile de la part des opposants sont perçus par l'Andra, par la filière nucléaire et souvent aussi par l'opinion publique et les médias comme des actes de violence.

Or, sommes-nous véritablement face à des manifestations de « violence » ? La violence est un concept assez complexe, dont la définition échappe constamment à toute tentative de trouver des références empiriques stables ou des coordonnées précises de représentation et d'interprétation. La violence doit être considérée comme une catégorie qui englobe et

transcende les catégories plus traditionnelles de « criminalité » ou de « déviance ». Toute analyse du concept de violence est donnée par la relation circulaire existant entre la violence objective – représentée par des « faits », vécus comme une expérience – et la violence comme construction sociale, liée à un pouvoir de définition. La violence résultant de la crise du système social est un thème classique de la réflexion sociologique. Elle est considérée souvent comme moment de crise, ou comme le résultat du dysfonctionnement du système social et de sa capacité d'intégration. La violence peut être crise, oppression, conflit, domination, terreur et elle ne peut pas du tout représenter la justice et la défense légitime. Justement pour ces raisons nous souhaitons parler d'une véritable manifestation de « force ». La force est quelque chose de très différent de la violence, laquelle est accompagnée souvent par la faiblesse. Il y a des individus et des classes qui n'ayant pas la force de rester au pouvoir utilisent une violence odieuse et dénuée de sens¹²¹ (Garzia, 2007). Nous sommes ici en présence d'une précise « sociologie de la force ». En se liant aux approches sociologiques basées sur le système social durkheimien et sur son équilibre, nous considérons la manifestation des actes externes, caractérisés par la force, comme des éléments complémentaires de l'ordre plutôt que son antithèse radicale. La force assume ainsi un rôle important dans l'organisation de la société, tout comme le conflit. La construction sociale des dangers qui menacent l'ordre et la sécurité a donc une fonction centrale dans le maintien et le fonctionnement d'une communauté. En abordant la théorie du conflit nous pouvons affirmer comme les actes de force aient la fonction d'intégrer le groupe à l'action, de résoudre les tensions et de créer de nouveaux équilibres ; ils peuvent être une expression de non-conformité et donc de possibilité de changement. C'est un phénomène qui se lie à la vie sociale : la manifestation de la force a un caractère relationnel car elle renforce aussi l'ordre général. Les deux parties en lutte à Bure ont besoin de la force pour intégrer leur groupe et affirmer leur existence. Cependant, il convient de noter que parler de force implique aussi de se confronter à quelque chose qui dépasse le langage et qui ne peut donc pas être totalement dit et représenté. Elle peut avoir de nombreuses valeurs et utilisations différentes qui ne s'excluent pas mutuellement. La force n'est pas une simple représentation, elle est liée à des « faits », mais sa mesure et son évaluation ne peuvent être que subjectives et situées dans un contexte historique et socioculturel donné. La force n'est telle que dans le caractère unique de l'expérience subjective et ne peut donc avoir une objectivité absolue ou définitive. En dehors de

¹²¹ Le fort ne frappe pas, sauf en cas d'absolue nécessité ; mais alors rien ne l'arrête. Trajan était fort et pas violent ; Caligula était violent et pas fort. Si un être vivant perd les sentiments qui, dans certaines circonstances, sont nécessaires pour soutenir la lutte pour la vie, c'est un signe certain de dégénération, car l'absence de ces sentiments conduit, dans un avenir plus ou moins proche, à la mort.

l'expérience subjective, la force est construite comme une représentation sociale et, en tant que telle, elle peut prendre des formes et des significations très différentes selon le contexte. Elle est reconnue comme une composante de son propre comportement et, dans ce cas, elle est justifiée comme nécessaire et légitime.

Les sentiments de bienveillance de l'homme envers son prochain – ou de solidarité, comme l'exprime Durkheim – qui sont à la base de la société n'ont rien d'incompatible avec le principe de la lutte des classes et de la lutte des ouvriers. La défense, même très énergique, de ses propres droits peut parfaitement se faire dans le respect de ceux de son voisin. Chaque individu, s'il ne veut pas être opprimé, doit avoir la force de défendre ses propres intérêts ; mais cela ne signifie pas qu'il le fasse en opprimant d'autres individus. Au contraire ; l'expérience peut vous apprendre que l'un des meilleurs moyens de défendre ces intérêts est de prendre en compte, avec justice, équité et même bienveillance, ceux des autres (Garzia, 2007).

Il s'agit donc de faire une distinction entre « force » et « violence ». Les deux termes sont utilisés de la même manière pour les actions des autorités et pour ceux qui se rebellent. Nous sommes d'avis qu'il serait bien d'adopter une terminologie qui ne donne lieu à aucune ambiguïté. Nous affirmons que l'objet de la force est d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, alors que la violence tend à détruire cet ordre. A cet égard, à Bure, les deux parties en lutte sont légitimées à l'utilisation de la force laquelle façonne leur expressivité et les fait exister en tant que groupe qui revendique ses propres visions du monde. La force, tout comme le conflit, a fonction d'intégrer le groupe à l'action, de résoudre les tensions et de créer de nouveaux équilibres : elle est possibilité de changement.

Or, certains événements (des manifestations devant les portes du laboratoire, l'évacuation du bois, etc..) ont été marqués par des actions agressives, qui se sont transformées en véritables actes de violence, tant de la part des groupes minoritaires que de la police, de plus en plus massive et militarisée. Il est vrai cependant que, parfois, la mauvaise foi des médias, qui rarement décrivent des manifestations et des initiatives pacifiques, s'arrête que sur les gestes agressifs, qui à leur tour, déclenchent un cercle vicieux qui pousse parfois les manifestants à utiliser des formes de violence pour avoir de la visibilité. Laisant de côté la partie relative au contenu de la résistance, l'image parfois instrumentale produite par les médias, qui souvent s'attardent sur les affrontements, a déformé la perception de ce qui se passe. En réalité, souvent, la partie « violente » du mouvement est minoritaire ; au contraire, d'autres voies sont souvent suivies, marquées par un esprit de manifestation de force, en étant assez combatives.

La violence affecterait la nature du mouvement, sa fonction d'innovation culturelle et politique et ses perspectives de développement ; sachant que si les excès et les abus de pouvoir de la part des forces de l'ordre constitueraient une grave menace pour le maintien de la démocratie, la violence serait la principale menace pour l'existence d'un mouvement social et aussi pour le développement de la démocratie.

4.4 Conclusion

Nous avons, au cours de ce quatrième chapitre, identifié les différents acteurs qui participent à l'opposition contre le projet Cigéo, le rôle qu'ils y jouent et les relations qu'ils entretiennent. L'opposition au centre d'enfouissement est principalement portée dans l'espace public et elle reconnaît une forme de coordination des acteurs (individuels et organisés), souvent très différents les uns des autres, qui contribuent à apporter à la contestation diverses ressources : les associations écologistes, les institutions locales, les comités de citoyens et de riverains. Les structures formelles et informelles permettent la mise en lien de ces différents acteurs au cours de la protestation même si les points de vue au sein de ces mondes sont souvent hétérogènes. Les médias sont des intermédiaires entre ceux-ci et le public car ils servent de relai pour diffuser massivement leurs messages et participent à la publicisation de la controverse. Les scientifiques produisent aussi des preuves qui permettent aux différents acteurs d'appuyer leurs argumentations pour faire baisser l'incertitude du public.

Les associations écologistes jouent un rôle important dans la mobilisation, surtout en ce qui concerne la phase initiale et d'incubation de la protestation. Elles apportent des ressources techno-scientifiques, car les experts qui intègrent les associations élaborent des documents critiques par rapport aux projets d'aménagement et des ressources communicatives, puisqu'elles légitiment la protestation au niveau de l'opinion publique. Elles déploient également des ressources juridiques, en s'occupant souvent des actions judiciaires. De plus elles font également preuve de compétences et de connaissances en matière d'information et de stratégies procédurales. Au sein de la controverse, les associations restent donc globalement spécialisées sur la cause qu'elles défendent mais on peut remarquer parfois des glissements dans leurs argumentations vers d'autres enjeux. Ces regroupements ponctuels d'associations leur permettent d'unir leurs forces pour augmenter leur impact auprès des publics ciblés.

Des comités locaux de soutien de la lutte à Bure se sont constitués, au fil du temps, dans toute la France. Ils relayent les informations, organisent le soutien à la commune de Bure, font vivre dans les autres régions françaises le refus du projet Cigéo et son monde. En plus des associations et partis écologistes, la mobilisation est portée, en petite partie, également par certains comités locaux de la région, avec des caractéristiques différentes entre eux. Ils sont nés spontanément, formés par des citoyens, des administrateurs locaux, des militants d'organisations. Dans les comités de citoyens convergent expériences et vécus différents mais ils restent des structures importantes dans la mobilisation de la protestation. A cet égard, il y a un enchevêtrement d'expériences politiques diverses à travers des interactions dans l'organisation de plusieurs initiatives et pratiques de lutte. Les acteurs appartenant aux comités de citoyens ne partagent pas tous la même vision par rapport au projet Cigéo, ne donnent pas le même sens à la gestion des déchets et beaucoup de pratiques ne font pas consensus. Néanmoins, nous sommes face à une faible participation à l'opposition de la part des riverains, surtout en ce qui concerne les habitants du village de Bure. Souvent la plupart de contestations environnementales partent du local et essaient de trouver du soutien au niveau national ; à Bure le schéma inverse se profile : celle d'une contestation qui se développe surtout au niveau national et qui cherche à se renforcer localement. Les opposants de la commune de Bure pour compenser à la relative faiblesse de l'opposition locale, se mobilisent considérablement pour réunir des militants extérieurs.

La diversité des acteurs qui participent à l'opposition montre toutefois les rôles différents qu'ils jouent dans le conflit. Certains agissent auprès des pouvoirs publics pour influencer la réglementation, certains autres contribuent à la construction de trames narratives sur leur vision à propos de la gestion des déchets radioactifs et de l'utilisation de l'énergie nucléaire plus en général. Souvent, dans la mobilisation des formes de solidarité ou d'identification se développent : elles transcendent l'activité spécifique et lient les acteurs impliqués dans une perspective temporelle plus large.

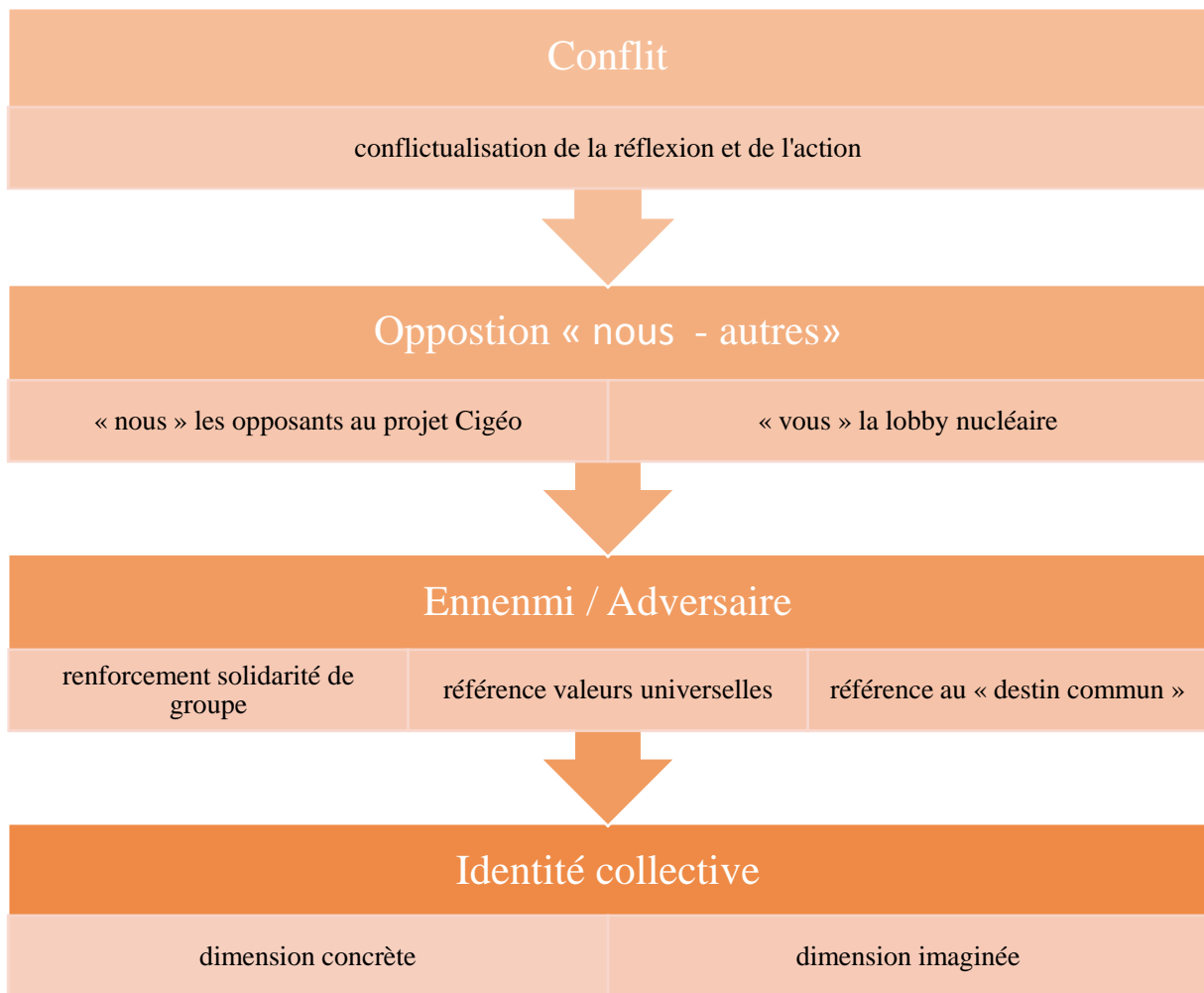
Nous retrouvons dans la controverse de Bure deux parties en lutte – les promoteurs et les opposants au projet – qui formulent des argumentations différentes et contraires, des raisonnements divergents afin de soutenir ou décourager le projet. Des arguments économiques, juridiques, moraux et surtout sociaux sont mis en place tout en déclenchant différentes assertions qui visent à toucher le public le plus large possible. Ils s'affrontent dans l'espace public, à savoir, ils proposent des points de vue divergents sur les incertitudes en question et des réponses différentes. En d'autres termes, les deux parties en lutte proposent

des « mondes » possibles et cherchent à les faire valoir. Ils essayent de rallier le public à leur cause dans l'objectif de faire évoluer leurs visions du monde et leurs argumentations. Dans ce combat, le poids des mots et des représentations est évidemment considérable. A côté des arguments scientifiques qu'ils mettent en avant, les opposants cherchent à imposer une vision préoccupante du projet pour obtenir une prise de conscience et un basculement de l'opinion ; alors que les promoteurs du projet mettent en avant tous les avantages qui pourront être portés par la construction d'une telle infrastructure.

A l'intermédiaire entre les deux parties en lutte et le public se situent des acteurs qui alimentent la controverse, parfois ils rentrent dans ces deux catégories, parfois ils préfèrent rester en dehors. Les scientifiques fournissent des preuves contribuant à réduire les incertitudes. Leurs résultats sont utilisés par les parties en lutte pour renforcer la portée de leur argumentation et améliorer leurs chances de convaincre le public. Les scientifiques ne sont pas, pour autant isolés ; ils sont témoins des échanges entre les parties et sont eux aussi influencés dans leurs pratiques. Différentes visions par rapport au projet Cigéo et à la gestion des déchets radioactifs sont exprimées par les chercheurs eux-mêmes ; ces différentes visions qui existent dans les travaux scientifiques expriment les manières différentes qu'ont les chercheurs d'aborder la problématique.

Partant du simple constat que le conflit à Bure a surgi lors d'une divergence d'intérêts entre plusieurs individus, nous pourrions affirmer que les acteurs, protagonistes de ce conflit ont fini forcément pour se regrouper dans des unités collectives qui s'opposent entre elles. Ainsi une distinction entre le « nous » et le « vous » s'établit. Pour les opposants à Bure, la mise en avant d'un adversaire, d'un ennemi, d'une menace extérieure représentés par l'Andra et l'Etat renforce la solidarité entre les membres tout en construisant une identité collective partagée par le groupe et structure la communauté en question. Les opposants de la commune sont donc encouragés à se penser comme un ensemble cohérent qui partage des idées, des espaces et de formes de résistance. Une multitude de vécus, de pensées coexistent, les opposants partagent leurs pratiques matérielles et symboliques et créent une nouvelle communauté qui partage une solidarité de destin et la volonté de mettre en pratique et de partager les valeurs défendues. Il est certain que pour pouvoir agir collectivement les membres de la commune de Bure doivent s'identifier comme participants à un « nous » qui s'oppose aux « autres ». Avec le schéma suivant nous souhaitons mettre en évidence ce processus qui part du conflit pour arriver à la structuration de la commune de Bure, en passant par la construction d'un ennemi extérieur qui détermine l'opposition entre le « nous » et les « autres ».

Encadré 10.
Processus de structuration de la commune de Bure



Chapitre 5

Deux niveaux de conflit

La commune des opposants à Bure se constitue sur deux niveaux différents de contestation et de lutte : le niveau « concret » et le niveau « sentimental-émotionnel ». Le premier s'explique dans le sens de l'ancrage au territoire, de la « lutte de territoire » et tous les lieux qui rapprochent et convergent les opposants. Le deuxième se précise à travers les visions du monde et les raisons d'agir. Pour ce faire, la contestation en se partageant en deux niveaux, s'enrichit et s'alimente mais en même temps elle se brise et se déstabilise.

Le conflit social à Bure pivote autour d'un objet spécifique et engendre différentes stratégies d'agir. Cet objet a deux dimensions bien distinctes : une dimension matérielle, celle qui est mise en évidence et une dimension plutôt symbolique, qui rassemble en soi les visions du monde et les raisons d'agir. Il s'avère nécessaire donc de ne pas considérer l'opposition de façon isolée, mais de l'inscrire dans l'analyse croisée avec d'autres problématiques, afin de permettre de faire ressortir toutes ses dimensions sociales.

5.1 Le niveau concret de la lutte

Le conflit à Bure se caractérise à la fois par des dimensions temporelles et spatiales. Les opposants sont, en effet, face à différents besoins : certains liés à la rapidité, consistant à promouvoir les initiatives nécessaires pour traiter la situation qui les entoure, à soutenir le développement immédiat des luttes, à construire des réponses adéquates pour faire face aux agressions de l'autre partie, à enraciner et étendre la participation et l'être conscient ; et encore ils sont confrontés à la nécessité de donner une continuité au conflit en construisant et en consolidant une présence qui rassemble la spontanéité et guide vers des perspectives organisationnelles durables.

Le niveau de lutte, que nous appelons « concret » s'explique à travers deux dimensions : la lutte contre la mise en œuvre du projet Cigéo et l'enfouissement des déchets nucléaires, un combat qui tisse un lien très étroit avec le territoire sur lequel le projet doit être réalisé. Le

mouvement donne une forte importance à la centralité de ces deux dimensions ; c'est donc sur ces points que nous voulons faire une analyse plus approfondie.

Nous identifions des incertitudes, des ambiguïtés et des refus autour de la question de l'enfouissement des déchets nucléaires, sa légitimité et les pratiques à mettre en œuvre qui la concernent. A cet égard, Réseau Sortir du nucléaire (2011, p. 9) affirme comme année après année, le nucléaire produit des milliers de tonnes de déchets radioactifs, qui seront dangereux pendant des centaines de milliers ou des millions d'années. Pour l'instant, il ne se profile aucune solution pour anéantir le risque majeur qu'ils représentent pour l'environnement et pour la santé humaine. Pour sa part le collectif Burestop qui gère la Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, exige immédiatement la sortie du nucléaire civil et militaire, l'abandon de tout projet d'enfouissement de déchets nucléaires et en tout premier lieu l'arrêt du laboratoire de Bure car les risques pour la santé, pour l'environnement et pour les générations futures sont trop lourds. Le collectif, vu la production et l'accumulation de déchets radioactifs de toutes catégories, sollicite le maintien des substances sur les lieux de production. Considérant le concept de l'enfouissement comme moralement inacceptable, il exige l'arrêt du retraitement et du transport des matières nucléaires¹²².

Les opposants de la commune de Bure, de concert avec les associations et les organisations écologistes, s'opposent de toutes leurs forces contre l'enfouissement des déchets radioactifs et ils examinent les technologies accessibles pour suggérer des alternatives à l'enfouissement. Tout au long des démarches et initiatives pour s'opposer au projet, ils développent et ils rassemblent des connaissances, non seulement scientifiques, mais aussi politiques et judiciaires à l'égard de la question qui concerne la gestion des déchets et leur enfouissement. En effet, par la production d'un discours autonome, appuyé sur des représentations et des conceptions, le refus de la construction du centre est net et bien argumenté. Pour les opposants tout rayonnement comporte des risques. Le combustible nucléaire irradié est une substance hautement radioactive qui, si elle était mise à nu, présenterait un taux de radiation mortel pour une personne présente à son contact. Une irradiation très forte tue les cellules et provoque des brûlures radioactives, la maladie et souvent la mort ; un niveau moins élevé entraîne des mutations dont les effets sont peu prévisibles. Il y aura des personnes qui

¹²² Charte de la Coordination nationale, lors de l'Assemblée Générale de la Coordination Nationale des Collectifs du 6 octobre 2001 à Villeneuve (Creuse) (Collectif Burestop 55, 2014, p. 105).

souffriront de cancers, ou donneront naissance à des enfants atteints de malformations. (BURESTOP! 2012, 1 avril). A cet égard les déchets nucléaires par leur complexité et leur dangerosité, représentent un véritable défi pour l'humanité. Tous ces produits seront dangereux et ingérables pour notre collectivité et pour les générations à venir (BURESTOP! 2017, 18 septembre). Olivier militant dans l'association Arrêt du nucléaire nous explique comme pour lui, en tant qu'être-humain c'est très violent de vouloir enfouir des déchets nucléaires. Il faut rappeler qu'on parle d'enfouir sous terre à 500 m de profondeur, sur des kilomètres, 80 000 mètres cubes. Ces déchets radioactifs resteraient des centaines d'années sous terre, c'est à la limite de l'impensable, difficile à concevoir. En Afrique, on plante un arbre pour remercier la terre et ici on fait le contraire, on laisse des déchets, une terre polluée aux générations futures. C'est un manque de respect à la terre mère pour reprendre l'expression des amérindiens (entretien avec Olivier, janvier 2019).

5.1.1 Le territoire comme dimension centrale du conflit

L'opposition à Bure s'enracine dans des lieux « réels », elle se manifeste en tant que « fait sociologique qui prend une forme spatiale » (Simmel, 1999. p. 607) :

« l'espace est un concept complexe du point de vue sémantique ; il a des significations multiples autant dans le langage ordinaire que dans son usage par les géographes et les spécialistes d'autres sciences sociales. Pour cette raison, la simple affirmation pleine de bon sens de « prendre l'espace au sérieux » est dans la pratique assez peu claire » (Sewell, 2001, p. 52).

En partant des travaux pionniers d'Henri Lefebvre, les théories et les analyses contemporaines renouvèlent l'importance de la portée de l'espace dans la compréhension de la société et des phénomènes sociaux. A cet égard, l'espace peut être considéré comme un des éléments qui produit la société et qui façonne son fonctionnement et ses processus sociaux. La société s'inscrit dans l'espace et ils deviennent ainsi inséparables. L'espace devient une construction sociale et tout à la fois explication du social. Parler de construction sociale ne signifie pas isoler l'espace en tant que réalité séparée, tout au contraire, on précise sa centralité dans les discours, les schémas de pensée et les visions du monde, situées et inscrites dans un tissu de relations sociales. Pour que le conflit puisse avoir lieu, il faut qu'il ait un espace commun dans lequel les acteurs puissent entrer en relation. Cet espace commun, à la fois « concret » et « imaginé », permet l'unité des enjeux du conflit : les acteurs en lutte, qui s'opposent pour

avoir le contrôle sur les mêmes ressources et sur les mêmes valeurs, reconnaissent leurs rôles et leur autonomie à l'intérieur de ce champ d'action.

L'espace physique et imaginé encourage et stimule l'émergence et la constitution des mouvements de contestation et en même temps ces derniers participent à rénover et mettre en relief le potentiel que l'espace peut donner à la constitution du social. Nous sommes face à une double dimension structurée et structurante de l'espace (Auyero, 2005). Le cadre spatial se constitue comme condition nécessaire à la matérialisation du conflit, de la contestation et du mouvement qui naît en son sein, tout comme la perspective de l'autonomie. L'espace se présente comme unité centrale dans la construction de la contestation et pour l'actualité du militantisme. A cet égard, les militants imaginent des manières de faire avec le potentiel à la fois spatial et temporel.

L'opposition à Bure qui, dans un premier temps, comptait sur un appui plutôt local passe au national et international. Un élément de preuve permettant de valider cette affirmation est tout d'abord le fait qu'en arrivant à Bure, à la Maison de Résistance ou au Bois Lejuc occupé, on entend parler plusieurs langues. Personnellement nous avons eu l'occasion d'échanger avec deux militants allemands, trois américains, un militant polonais, plusieurs militants italiens (issus notamment du mouvement NO TAV). De plus, plusieurs blogs ou sites internet, médias indépendants (autonomes et pas seulement) étrangers témoignent que la discussion sur Bure s'amplifie aussi en dehors des frontières françaises. Ici quelques exemples : *Onde Corte Blog* (Italie), *Inform-azione*, *Controinformazione et lotta alla repressione* (Italie), *RadioCane.info* (Italie) *OffTopic Lab.Politico* (Italie), *Mastodon.bida.im* (Italie), *Rivista Anarchica* (Italie), *Störfall Atomkraft* (Allemagne), *de.indymedia.org* (Allemagne), *ausgestrahlt.blog* (Allemagne).

A ce propos, un opposant affirme ainsi :

« nous sommes en relation avec des militants allemands, il y a eu un rassemblement international contre l'utilisation du nucléaire. L'entreprise Areva veut transporter des déchets venant d'une mine d'uranium au Kazakhstan qui arrivent au Port d'Hambourg. La France n'est pas la seule à subir les problèmes liés à l'utilisation du nucléaire. On a fait un rassemblement à Narbonne qui a duré des jours. Mais je pense qu'il faudrait une internationale de la lutte » (Entretien avec Olivier, militant dans l'association Arrêt du nucléaire, janvier 2019).

A travers une stratégie d'implantation locale sur le territoire de Bure, à partir des années 2000 à cause du démarrage des travaux pour la construction du laboratoire, la contestation essaie d'importer localement des militants extérieurs au territoire du projet. Les contestations et les oppositions au centre d'enfouissement, menées par différents collectifs, organisations et associations ne cessent de s'amplifier progressivement au fil du temps. En tant qu'exemple, lors de la grande journée de mobilisation contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires qui était organisée à Bar-le-Duc (Meuse) le 16 juin 2018, différents collectifs, associations et organisations se sont réunis sur place pour manifester : élu·e·s contre l'enfouissement EODRA, Stop Bure 55, CEDRA, Confédération Paysanne, des militant·e·s d'Attac, d'Alternatiba, de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et aux masques de hiboux (les occupants du bois Lejuc). Le NPA et EELV ont participé également ; La France insoumise, l'association des élus de France opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs, le Réseau Sortir du Nucléaire, l'ADN (Arrêt du nucléaire), Greenpeace, etc. L'enjeu immédiat est celui de l'annulation de l'implantation sur le territoire de la commune. L'implantation sur le territoire révèle l'importance de la définition du « cadre spatial » dans le conflit. La lutte à Bure engendre ainsi des regroupements sur des bases spatiales. Le conflit se modèle à la fois à travers l'engagement des opposants et prend forme sur le territoire. Un nouveau territoire se concrétise : un « territoire en lutte ».

L'environnement, la terre et le territoire deviennent des raisons constitutives de la mobilisation ; la terre, interprétée souvent à travers un lien très étroit avec l'environnement, au cours de l'opposition revêt une signification toujours plus ample et étendue. « Territoire » indique une partie de l'espace – naturelle ou modifiée par l'intervention humaine – qui présente des traits d'homogénéité et de continuité qui lui sont propres et qui servent de base aux processus de différenciation sociale qui s'y produisent ; la relation entre opposant et territoire est assez complexe et filtrée par les expériences. La meilleure manière de comprendre cette relation est celle d'analyser en profondeur l'action sur le territoire. Le territoire peut être pensé et représenté différemment. Il ne s'agit pas seulement de la partie particulière définie géographiquement et économiquement par l'utilisation, mais c'est avant tout le lieu d'une autre expérimentation possible (Centro sociale Askatasuna, 2012, 220 - 224). Les expériences accumulées sur le territoire sont fondamentales pour les militants, elles influencent le présent et préfigurent les avenir possibles : la lutte à Bure se transforme ainsi en une « lutte de territoire ».

La notion de territoire a été explorée à la lumière de diverses disciplines telles que la géographie, la sociologie, l'anthropologie, les sciences politiques. Grand est l'enthousiasme qui caractérise l'étude de cette notion, concept pourtant difficile à saisir et à définir de façon solide. Le territoire présente un caractère très particulier et il est constitué par un espace de représentation et d'effectuation d'un pouvoir (Lassault, 2007). Selon cette conception le territoire devient l'arène de l'union entre l'espace et le pouvoir. Lorsqu'un individu ou un groupe d'individus s'approprient un espace et en définissent l'usage et la propriété, cet espace devient un territoire.

La commune d'opposants à Bure donne une forte importance à la centralité du territoire, c'est donc sur ce point que nous voulons conduire une analyse approfondie car le territoire devient « à la fois le support du conflit et son enjeu » (Lecourt, 2002, p. 18). Le territoire est une composante très présente dans le conflit, il introduit des contraintes et des ressources, des possibilités de relations et de contraste : il influence tous ceux qui agissent en son sein. A travers différentes conditions et dispositions les opposants structurent et développent la relation au territoire ; ce dernier ne devient pas un espace neutre, mais le produit de l'interaction être l'espace et les individus, lesquels le modèlent au sens matériel et symbolique. Les opposants vivent le territoire, l'imaginent, le pratiquent en lui donnant un sens. A cet égard, dans le territoire se définissent à la fois les rapports de pouvoir et les formes de domination, ainsi que les processus d'autonomie et de libération. En d'autres termes il se présente comme le théâtre de polarisation et de lutte, un lieu qui a une histoire et des traditions, mais en même temps que qui est soumis à des transformations continues. L'opposition au projet Cigéo se construit en tant que « conflit de lieu » ; il se développe dans les relations que les individus construisent avec le territoire :

« la lutte locale, pour nous c'est extrêmement important, pour ancrer notre présence ici, dans un rapport de construction collective avec la lutte locale, avec les gens qui portent la lutte locale contre le projet d'enfouissement sur place depuis des années »
Citation tirée de la conférence de presse donnée par des militants pendant le camp anti-autoritaire organisé à Bure du 1^{er} au 10 août 2015¹²³.

Considéré du point de vue du conflit, le territoire se déploie sur quatre dimensions : il se caractérise comme le terrain pour l'enracinement de l'opposition, la sphère sociale de recomposition, de réalisation d'un projet et d'un processus alternatif. A Bure nous retrouvons ces quatre dimensions qui se concrétisent sur le terrain : des formes de lutte et d'appropriation

¹²³ Enregistrements consultables sur : <https://vmc.camp/2015/08/04/conf-presse-3-aout/>

du territoire, des formes d'organisation et des réalités de vie spécifiques. La Maison de Résistance, qui représente avant tout un lieu d'accueil de l'opposition ; le bois Lejuc occupé, un espace où la lutte s'ancre et se radicalise « sur » le territoire et « pour » la défense du territoire ; et l'implantation permanente d'un groupe d'opposants dans la commune de Bure et aux alentours avec l'objectif de faire « revivre le territoire » :

« la terre n'appartient pas à l'Etat, la terre appartient à ceux qui la protègent, à ceux qui la défendent, à ceux qui la travaillent » (Entretien avec Johannes, bois Lejuc, décembre 2018).

Le conflit devient un intermédiaire dans les rapports des acteurs au territoire. Les opposants créent ainsi, à l'occasion du conflit, leur espace de vie. De ce fait, une nouvelle « territorialité » se crée. Les opposants glissent ainsi dans un processus de territorialisation, que la géographie sociale « définit comme un double mouvement d'appropriation matériel et idéal d'une portion d'espace par un groupe social » (Lecourt et Faburel, 2008, p. 27).

Le territoire peut-être pensé et représenté différemment. Ce n'est pas seulement la partie du territoire définie géographiquement et économiquement par son utilisation et sa localisation productive. C'est aussi le lieu d'une autre expérimentation possible. On y compte les expériences, même embryonnaires, que le mouvement a construit et traversé. Aussi brefs soient-ils, ils éclairent le présent avec leur propre intensité et servent de préfiguration de futurs alternatifs.

Le territoire est également un lieu concret de confrontation et d'opposition. Plusieurs parties luttent en son sein. Le conflit et la menace se présentent ainsi comme des abstractions vécues qui circonscrivent l'espace et encouragent à se réapproprier le territoire. Le conflit se matérialise ainsi dans l'espace : un nouveau territoire, circonscrit par les opposants, se concrétise. En effet, les opposants délimitent l'espace : ils placent, à l'entrée et à la sortie du village, face au chantier de l'Andra, des panneaux qui annoncent les motifs de leur mobilisation. Dans le bois Lejuc l'opposition s'organise pour occuper le lieu ; des occupants protègent l'entrée du bois, des abris sont construits dans le bois pour garder le lieu :

« le bois Lejuc est plus que jamais, une fois encore, occupé, libéré, habité, défendu dans un respect de la diversité des tactiques, bref tout ce qu'il mérite : en vie » Réseau Sortir du nucléaire (2016, 21 novembre) ;

« c'est le sens de notre action ici, retrouver du collectif. On a fait des semis sur les terres appropriées par l'Andra cette année. On souhaite aussi organiser des marchés. L'occupation de la forêt est le prolongement de ces mobilisations pour montrer que le territoire reste toujours en vie. [...] La forêt est un lieu vivant, un bien commun utilisé depuis toujours par les paysans : elle sert de vaine pâture pour les cochons et les vaches. On ramasse le bois. C'est autant un complément de revenu pour les agriculteurs qu'un espace de liberté » Vmc.camp, (2016, 1 octobre).

Le territoire est le contexte spatial et temporel dans lequel les protagonistes du conflit agissent en tant que sujets individuels et collectifs. Dans le territoire se trouvent des canaux de communication, des voies de recomposition. Considéré dans son aspect social, le territoire est la sphère spatiale des relations sociales où se réalise la vie des personnes, comprise à la fois comme une reproduction de leur être et de leurs capacités et comme une sphère d'activation des liens privés et publics des individus et des groupes. Il faut alors que « le groupe construise et reconstruise sans cesse ce qui environne l'acteur social, matériellement et dans ses représentations » (Tizon, 1996, p. 21) :

« à ce stade de la mobilisation, c'est donc dans son espace de proximité que le groupe recherche les attributs participant à la construction de son identité territoriale. En retour, cette construction territoriale gagne en visibilité externe, ce qui favorise la défense du territoire correspondant » (Lecourt et Faburel, 2008, p. 28).

Le territoire devient pour les opposants à Bure un « espace de vie » : un « espace pratiqué » où ils habitent physiquement le lieu, cultivent la terre, se déplacent aux alentours et un « espace social », lieu de fréquentation des habitants du village et des gens qui, comme eux, sont arrivés à Bure pour habiter le lieu et lutter pour les mêmes causes. Le territoire se transforme ainsi pour les opposants en « espace vécu » : un système cohérent de symbole, de pensée et réflexion. Ils occupent le territoire à travers leurs pratiques symboliques, leurs rêves et leurs idéologies. De toute évidence, à Bure, il y a une liaison entre l'espace de vie et l'espace vécu :

« tels schémas territoriaux abstraits participent à la fois du matériel et de l'idéal, d'apprentissages concrets, forgés au hasard des habitudes et des pratiques (la part du matériel), mais aussi d'influences idéologiques diverses (de la part de l'idéal), transmises par le médium des cultures localisées, héritées et réactualisées » (Di Méo et Anglade, 1996, p. 110).

Entre espace social et espace vécu, le territoire se présente en tant qu'espace socialisé. Il manifeste une forme et une composition économique, sociale, politique et idéologique à travers lesquelles les groupes représentent eux-mêmes, leur histoire, leur subjectivité.

Les opposants « habitent »¹²⁴ désormais le territoire. Ils s'approprient des lieux, ils construisent une relation avec le territoire. En effet, habiter c'est appartenir aux lieux et se rapporter aux lieux en étant attaché à ce qui entoure ceux-ci : attaché aux gens qui y habitent, aux champs, aux maisons, au territoire (Collectif mauvaise troupe, 2016, p. 228) :

« ici, que ce soit dans une cabane en haut d'un chêne centenaire, à la Maison de Résistance, dans une caravane retapée, dans des maisons peu à peu habitées et dans tous les autres espaces dans lesquels nous mettons notre amour, nous voulons devenir un point de ralliement contre la poubelle nucléaire, un espace de convergence contre toutes celles et ceux qui veulent mettre au pas nos existences au nom du fric, du contrôle social, ou des frontières. Nous voulons faire de Bure un lieu où il fait bon vivre et s'organiser, là où l'Andra mise sur 150 ans de nettoyage par le vide » (Bonetti, 2017).

Les opposants habitent le territoire : ils l'habitent « différemment » ; le territoire devient ainsi un lieu de lutte et de conflit. Le territoire est perçu comme agressé, attaqué, dont il faut revendiquer l'unicité. Habiter, c'est aussi un acte de défense et les limites entre habiter et défendre deviennent très floues : les opposants veulent défendre le lieu où ils vivent, ils veulent préserver ce qu'ils créent chaque jour. L'habiter, à Bure, se transforme en « habiter engagé » (Barbe, 2016) :

« nous avons fait le choix de l'habiter, d'y construire nos cabanes et d'y retaper nos maisons [...] c'est bel et bien d'une lutte de territoire qu'il s'agit, une lutte dans, par, et pour un territoire » Vmc.camp (2017, 27 mars).

Délimiter et occuper l'espace sont des actions destinées à surveiller le territoire. Le territoire apparaît en tant que contexte indissociable à plusieurs moments forts de la lutte : « La terre est à nous ! » (Vmc.camp, 2016). Une sorte de complicité, de rapport affectif, entre l'individu et la terre se mobilise. Cette complicité peut se configurer en tant que territorialité : une territorialité réelle et imaginaire qui crée le lien spatial et le lien entre les individus, qui ont cette complicité en commun. Les opposants se mobilisent pour la défense du territoire :

¹²⁴ La notion d'« habiter » sera ici mobilisée, afin d'expliquer le comportement des acteurs.

« ici, on défend la terre nourricière contre le béton. Une fois que c'est bétonné, c'est fini, on ne peut plus revenir en arrière. Tant que la terre reste de la terre, il y a un espoir. Si le projet Cigéo aboutissait, des centaines d'hectares de terres agricoles disparaîtraient et les derniers céréaliers seraient eux-mêmes condamnés : qui voudrait acheter un grain susceptible d'être empoisonné ? Le territoire risque de se transformer en désert » Vmc.camp (2016, 1 octobre).

Les opposants habitent et vivent les terres, ils ne se limitent pas à dénoncer l'occupation, l'appropriation et la « consommation » de la part de l'Andra de (leurs) terres, mais ils luttent aussi pour pouvoir retrouver une certaine « autonomie paysanne » menacée par les formes d'urbanisation :

« une dynamique agricole s'est engagée, avec des rencontres entre paysans de Notre-Dame-des-Landes et Bure, et qui s'est poursuivie à l'automne avec des semis de pommes de terre, dans les champs laissés en friche par l'ANDRA. Cet automne-ci deux nouveaux hectares ont été labourés avec la complicité de nos amis paysans locaux, [...] et d'autres projets fleurissent déjà pour ne pas seulement occuper mais également habiter Bure et ses environs. [...] Face à un projet qui s'impose par la force, qui peu à peu supprime un territoire son histoire pour réécrire la sienne, nous voulons au contraire l'habiter, nous laisser habiter par lui et par ceux qui y vivent et vivaient avant nous » Vmc.camp (2017, 2 janvier).

Les revendications sont simples : pouvoir accéder à la terre et pouvoir la cultiver. Cette critique de l'usage dominant des terres agricoles donne à voir le combat qu'il implique : s'opposer à la domination des terres artificialisées sur les « terres vivrières » et à la logique compétitive qui s'accomplit à travers l'exploitation de ressources. Ainsi, nous sommes face à une volonté d'« un retour à la terre » : un rapprochement aux réalités plus locales et un détachement net de la métropole. Celle-ci est vue comme une zone désolée, indéfinie et illimitée, un continuum mondial d'hypercentres muséifiés, de zones industrielles et de lotissements. Dans la métropole on trouve des foules stressées et déracinée ; terrain d'un incessant conflit elle est considérée compatible avec la guerre. La métropole n'est pas qu'un amas urbanisé, une collision finale de la ville et de la campagne, un flux d'êtres et de choses. Un courant qui passe par tout un réseau de fibres optiques, de lignes TGV, de satellites, de caméras de vidéosurveillance, pour que jamais ce monde ne s'arrête de courir à sa perte (Comité invisible, 2007, p. 38 - 44).

Parfois l'identification avec le territoire où on habite, qu'on défend, qu'on vit peut se montrer en tant que source d'identité. Dans les subjectivités militantes le rapport « territoire-

mobilisation-identité » est particulièrement présent, il s'instaure au lieu du lien d'appartenance pour en faire une source stratégique et « mobilisante » qui est utilisée à la fois contre l'adversaire et pour la réalisation de soi-même. Ce n'est pas à travers l'appartenance que le territoire devient lieu de vie, d'action et de pensée (espace de vie) mais bien à travers le conflit. Les opposants se reconnaissent en tant que partie intégrante de ce territoire et par l'intermédiaire du territoire (espace vécu). Ils attribuent un sens au territoire et ainsi se dotent eux-mêmes de sens. À cet égard un processus identificatoire et identitaire s'engendre : le territoire social devient un produit de l'imagination et un produit des relations sociales (Tizon, 1996, p. 21). Les opposants, ne disposant pas de la composante d'appartenance au territoire, nécessitent d'une identité : elle peut être repérée dans la lutte, à travers la volonté d'habiter et de défendre le territoire. L'identité découle donc d'un choix : non par le fait d'appartenir au territoire, mais parce qu'on choisit de l'habiter et de le défendre. L'identité est une construction « imaginaire » et symbolique. Il s'en produit un « sens d'appartenance » qui est perçu comme construction de l'action. La formation d'une identité « en action » :

« Bure nous enseigne que défendre la terre, prendre soin de l'environnement, du territoire, des champs, des forêts et, par conséquent rejeter toute force destructrice et contaminant est le seul moyen de se sentir vivant. A Bure, la passivité et l'oppression sont vaincues par l'action » (Entretien avec Simon, Maison de Résistance, novembre 2018).

5.1.2 Communauté de vie

Du refus du projet on passe à la défense du territoire et à sa réévaluation : vivre le territoire, ou simplement, être présent sur le territoire, représente la première étape vers l'identification à celui-ci. Le territoire participe à construire l'identité du groupe et à consolider le sentiment d'appartenance au sens symbolique et matériel. Les opposants « imaginent » une « communauté ». C'est une « identité de communauté » qui se produit. Une identité de communauté non plus liée à une appartenance locale, mais plutôt à travers la conviction d'une participation avec un objectif partagé et une finalité commune. La référence à une identité est conçue de manière exclusive, elle prend donc le risque d'isoler les acteurs et la protestation ; au contraire à Bure la recherche de coalitions avec l'extérieur développe un lien symbolique entre identité locale et identité globale : la mobilisation et la recherche des aides avec l'extérieur développe le lien.

Les travaux de G.A. Hillery (1955), où sont analysées 94 définitions de la notion de communauté, constatent également qu'aucune d'entre elles ne nie le fait que le territoire est l'un des éléments constitutifs de la communauté. Sur cette base, Hillery pense pouvoir construire, à partir de la réalité, un modèle représentatif des communautés urbaines et rurales. Il sélectionne un certain nombre d'études sur les communautés locales urbaines et rurales, appartenant à des cultures hétérogènes, et les soumet à une grille d'une vingtaine de concepts, tels que la sociabilité, l'espace, la mobilité, les activités économiques, la conscience, la famille, la religion, la politique, la stratification, etc. Son étude se termine par la réduction de ces éléments à trois dimensions : l'espace, la coopération et la famille, qui seraient les éléments les plus stables, fondamentaux et représentatifs de la communauté, comme l'avait bien vu aussi Le Play (1875 ; 1893). Pareto, dans sa théorie des résidus, a indiqué la « persistance des relations d'un individu avec les autres individus et avec les lieux » et les « relations avec les lieux » comme deux résidus de la classe II^e, c'est-à-dire la classe de la persistance des agrégats. Si le territoire commun constitue la base de toutes les communautés territoriales, le sentiment d'appartenance est le lien socio-émotionnel sans lequel l'existence de groupes ne peut être imaginée, en particulier dans les communautés territoriales permanentes. Le sentiment d'appartenance est la combinaison de différents types d'attitudes de configuration très complexe, puisque la participation et l'identification au groupe se présentent dans une unité inextricable précisément là où les gens ont des intérêts communs dans une vie de groupe intense, surtout lorsque cette vie se déroule sur le même territoire. Il s'agit donc, parmi les nombreux éléments, d'en extraire deux qui caractérisent la position d'un individu dans une communauté : le rôle et la dépendance, qui apparaissent rarement à la conscience, sauf en certaines occasions. Avec ceux-ci, un troisième élément manifeste le sentiment d'appartenance, à savoir la variété des symboles (Garzia, 1988 ; 2013 - 2014).

Pour Ferdinand Tönnies, la *Gemeinschaft*, la communauté, a été fondée sur la compréhension mutuelle de tous ses membres et sur la compréhension commune (Tönnies, 1979). Nous reprenons ici le concept de *Gemeinschaft* pour analyser et appréhender la commune d'opposants à Bure comme une « communauté » et son articulation synchronique et diachronique des sous-systèmes socio-économiques, culturels-politiques et de la personnalité ; l'articulation de leurs relations conflictuelles et non-conflictuelles et de leurs dimensions de

communication, d'échange, d'interaction, d'influence et de décision¹²⁵. Bien entendu, nous n'examinerons pas ici les différentes utilisations du concept de communauté, mais nous nous concentrerons sur l'une des définitions que l'on trouve dans la littérature : une communauté en tant que groupe « situé » dans un espace spécifique, un nous, une forme de sociabilité qui naît de la fusion des consciences individuelles et qui va constituer une nouvelle totalité par rapport aux consciences (Gurvitch, 1965, p. 198-206).

La communauté, « la vie réelle et organique »¹²⁶ (Tönnies, 1979, p. 45 et 295) définie par la volonté comme concorde, coutume et religion, est un groupe humain qui possède relativement peu de membres, mais qui sont définis avec précision, dont les relations sont face à face et la collaboration qui en résulte est conforme aux règles traditionnelles. Si la communauté est formée de personnes unies par des liens naturels ou spontanés, dont les objectifs communs transcendent les intérêts de chacun, alors un sentiment d'appartenance domine leur pensée et leur action, assurant la coopération de chaque membre et l'unité du groupe. La communauté est donc un tout organique, où la vie et les intérêts des membres sont identifiés à la vie et aux intérêts de l'ensemble, et où les relations et la conscience d'un tout prévalent¹²⁷. La communauté est caractérisée par le droit familial : ceux qui s'aiment et se comprennent restent et vivent ensemble, et ordonnent leur vie en commun. La communauté est « l'unité du différent » dans laquelle les inégalités réelles ne peuvent s'étendre au-delà d'une certaine limite. La volonté communautaire implique la compréhension (le consensus, qui a une nature unique) et la concorde (l'unité de cœur, qui a une nature globale). La compréhension vient de la connaissance mutuelle, qui à son tour exige la participation et donc la vie commune, qui exige également la similarité (langage) (Tönnies, 1979, p. 229).

La théorie tönnesienne suppose comme objets de son investigation, exclusivement les relations d'« affirmation mutuelle ». Ces dernières, si elles sont positives, donnent naissance à des associations : la communauté est une association organique (communauté de langue, de coutume, de foi), alors que la société¹²⁸ est une association mécanique, artificielle et récente

¹²⁵ On pourrait affirmer donc que la « *communitas* » et non la « *societas* » avec ses connotations plus impersonnelles, est la véritable source étymologique de l'utilisation du mot « social » par les sociologues dans leurs études sur la personnalité, la parenté, l'économie, l'organisation de l'Etat (R. Nisbet).

¹²⁶ « Toute la réalité est organique, car elle ne peut être pensée qu'en relation avec l'ensemble de la réalité qui détermine sa nature et ses mouvements » (Tönnies, 1979, p. 47).

¹²⁷ Dans les détails, Tönnies distingue les communautés de sang (famille, prototype de toutes les unions de la *Gemeinschaft*, puis clan et parenté), les communautés de lieu (quartier et village) et les communautés d'esprit. La vie de la famille correspond à l'harmonie, la vie de la ville à la religion.

¹²⁸ Dans la société les relations entre les personnes sont établies sur la base des intérêts individuels, qui sont les rapports de concurrence et de compétition, de diversité et de calcul. Le monde des affaires, la

(société de profit, de voyage, de science). Chacune de ces relations représente une unité dans la pluralité ou une pluralité dans l'unité (Tönnies, 1979, p. 45-46). Donc selon Tönnies, il s'agit d'analyser les fondements psychiques des relations sociales qui forment le tissu de l'ensemble du groupe. La conception de Tönnies, il est important de le souligner, est un modèle théorique et non une description de deux types de sociétés qui se sont enchaînées historiquement. D'ailleurs ceci est bien montré par le tableau (Tönnies, 1979, p. 229) des concepts « liés et opposés » qu'il propose : *Gemeinschaft*, communauté (volonté essentielle, moi, possession, territoire, droit familial), *Gesellschaft*, société (volonté arbitraire, personne, biens, argent, droit des obligations). La théorie de la société se forme à partir de la construction d'un cercle d'hommes qui, comme dans la communauté, vivent, habitent et se côtoient pacifiquement, mais qui ne sont pas déjà essentiellement liés. Au contraire, ils sont essentiellement séparés, restant séparés malgré tous les liens, alors qu'ils restent liés malgré toutes les séparations (Tönnies, 1979, p. 83) :

« Bure est un lieu sûr, la certitude d'un lieu vers lequel retourner pour retrouver ses racines, ses amitiés, ses relations. Ce n'est pas un lieu fermé, mais, par vocation, un lieu ouvert, dans le partage des identités, des histoires, des idéaux ». (Entretien avec Gisèle, Maison de Résistance novembre 2017).

Le groupe d'opposants de la commune de Bure peut être défini comme une « communauté », puisque ses membres agissent réciproquement et envers d'autres, n'appartenant pas au groupe lui-même, en privilégiant plus ou moins consciemment les valeurs, les normes, les coutumes, les intérêts de la communauté, considérée dans son ensemble, aux valeurs personnelles ou d'autres groupes ; c'est-à-dire, lorsque la conscience d'intérêts communs, le sentiment d'appartenance et l'expérience des relations sociales deviennent en eux-mêmes des facteurs opérationnels de solidarité. Cela n'exclut pas, certes, la présence de conflits au sein de la communauté considérée, ni de formes de pouvoir ou de domination.

ville, la métropole, l'Etat, les groupes scientifiques sont des exemples de groupes basés sur les relations d'entreprise. A la vie de la métropole correspond la convention, à la vie nationale correspond la politique, à la vie cosmopolite correspond l'opinion publique. La société est caractérisée par le droit des obligations. La société, « formation idéale et mécanique », définie par la volonté sociale comme convention, politique, opinion publique, est un agrégat composé de membres relativement nombreux – dont la composition n'est pas bien définie – où les contacts face à face sont fonctionnels aux tâches à accomplir, la connaissance réciproque limitée, les activités différenciées et réglementées par des règles rationnelles. La société implique la délimitation des champs d'activité et des services réciproques d'une entité égale (concept d'échange et de valeur).

« Ce n'est pas une lutte d'acharnement, ce n'est pas une obsession vissée sur elle-même, c'est juste un rappel du sentiment primordial d'appartenance à un territoire, à la nature, à la terre » (Entretien avec Laure, comité de soutien Bure IDF, mars 2019).

Cette forme de solidarité a été étudiée dans des groupes territoriaux relativement petits, c'est-à-dire des communautés locales, mais par extension tout groupement (une association, un groupe religieux, l'équipage d'un navire, un département universitaire etc.) peut être considéré comme une communauté. En revanche, il ne peut pas être considéré en tant que « communauté politique » qui correspond aux exigences suivantes : population vivant en permanence sur un territoire défini et reconnu comme le sien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pas toujours dotée d'un gouvernement formellement établi, mais suffisamment importante, différenciée et équipée pour englober tous les principaux aspects de la vie associée: travail, famille, éducation, commerce, assistance, pratiques religieuses, loisirs, etc. ; entité territoriale minimale répondant à ces exigences résumées dans ce qu'on appelle le sentiment d'appartenance. Il va de soi, nous voulons le souligner, que la division actuelle (entre communautés et communautés politiques) n'a qu'une valeur fonctionnelle pour le chercheur ; elle est utile pour l'identification des institutions et des groupes les plus évidents. Alors que d'un point de vue phénoménologique, il n'y a pas de divisions, mais un ensemble infini de groupes, en perpétuelle évolution : certains en développement et désintégration rapides, d'autres plus stables, d'autres encore très stables.

Selon Franco Demarchi (1969 ; 1983) le concept de communauté locale implique nécessairement la dimension spatiale (comme nous l'avons pu le voir plus haut aussi dans le cas des opposants de la commune de Bure) : non seulement cet usage est conforme à la connotation quotidienne du terme, mais il reflète également l'accent dominant donné au concept par la littérature sociologique. L'élément commun à toutes les études sur les communautés est qu'elles prennent en compte un environnement social territorialement bien défini au sein duquel la communauté réelle est configurée et définie. L'élément spatial et territorial est donc caractéristique des études sur les communautés, au point qu'elles comprennent généralement aussi une description de l'environnement physique sur lequel repose l'unité sociale étudiée. Demarchi rappelle ensuite les six dimensions principales selon lesquelles les communautés locales diffèrent : l'autonomie par rapport aux autres communautés, la dimension démographique de la communauté, la densité, l'âge de la communauté, la composition démographique, les fonctions économiques.

La proximité spatiale et sociale, produite par l'action collective, aide à la création des liens sociaux :

« ... s'il n'y avait pas de conflit à Bure, il aurait fallu l'inventer pour que nous puissions tous nous rencontrer » (Entretien avec Gisèle, Maison de Résistance, novembre 2017).

À cet égard, l'expérience d'agir ensemble dans une logique de revendication a la fonction de structurer les liens et les identités qui ont trait au territoire. La conflictualité engendre et accroît les interactions entre les participants : elle développe des affinités, liaisons, réseaux. A cet égard le conflit ne doit pas être analysé comme dysfonctionnement car il constitue, au contraire, une forme positive de socialisation. Cette forme sociale réduit l'isolement social et rassemble les parties (Melé, 2013, p. 9).

« habiter à Bure, c'est arriver contre Cigèò et rester pour les relations qui se nouent. La lutte est un prétexte à la rencontre » (D'Allens et Fuori, 2007) ;

« avec l'occupation de la forêt, on avait l'impression de participer à une nouvelle forme de résistance. On a apporté notre aide à notre manière. Les paysans assurent d'abord un soutien logistique et matériel. Chacun donne en fonction de ses moyens. C'est drôle comment ces moments de solidarité nous ramènent à notre rôle premier » Vmc.camp (2016, 1 octobre).

Les opposants construisent ainsi une nouvelle communauté qui partage une « solidarité de destin ». Selon Albert Cohen la communauté crée des similitudes et des différences : les membres doivent avoir, ou au moins, sont supposés avoir quelque chose en commun, aucun de ses membres ne doit se sentir étranger. Cependant, ces mêmes membres doivent être ou se penser différemment pour se distinguer de ceux d'une autre communauté (Cohen, 1985). Si le territoire commun et le sentiment d'appartenance constituent les bases de chaque collectivité territoriale, l'existence des groupes ne peut pas être imaginée sans lien socio-émotionnel entre individus. Les opposants constituent ainsi, collectivement, des communautés liées à la terre : ils occupent le territoire à travers leurs pratiques matérielles et symboliques. Cela suscite donc l'exigence de repenser la notion de lien au territoire, des liens multiples au territoire, ainsi que la notion d'appartenance :

« il y a en ce moment un ancrage local de la lutte qui mobilise villageois, agriculteurs et militants, une cohésion que nous n'avons pas réussi à créer dans les années 2000 » Thorel (2016, 30 juin).

Dans ce sens, il faut reconnaître à la territorialité un rôle fondamental dans la formation du lien social, même si une multitude de vécus, de pensées coexistent sur le même territoire. A ce propos, justement, lors de l'occupation du bois Lejuc en solidarité avec la lutte, en juin 2016, certains agriculteurs ont fourni des légumes ou du matériel de construction aux habitants de la forêt. D'autres ont dormi sur les barricades et repartaient à quatre heures du matin pour la traite. Un agriculteur du coin a bloqué la route communale avec son tracteur, mettant en danger sont outil de travail Vmc.camp (2016, 1 octobre).

« Quoi qu'il arrive, nous sommes viscéralement attaché.es au sud-Meuse, lié.es à ce bout de campagne par des solidarités indéfectibles, des amitiés magnifiques, des souvenirs hors du commun, bons ou mauvais... » Fiche signalétique sur le site Nous sommes tou-te-s des malfaiteur-euse-s¹²⁹.

Le rapport est alors celui entre le territoire, la « communauté » et le mouvement. Le mouvement est-il l'expression directe de la communauté ou plutôt la communauté est-elle le produit du mouvement ? A Bure les horizons de contestations s'étendent et l'objectif de la protestation s'élargit. En constituant de nouvelles formes d'agrégation, en multipliant les chemins de recomposition, il s'agit de mettre en œuvre des systèmes de relations qui se font une place dans le territoire et dans l'imaginaire. Il faudra proposer et créer un monde, un processus pour former des subjectivités antagonistes.

5.2 Le niveau « sentimental-émotionnel » de la lutte

A côté du niveau « concret » un autre niveau émerge aussi : un niveau, que nous appelons « sentimental-émotionnel ». Nous voulons souligner l'importance de la composante émotionnelle et de la dimension symbolique de la question qui caractérise la controverse à Bure. La mobilisation des acteurs ne dépend pas que de l'entité du danger « tangible » et « concret », mais surtout elle est générée par un processus cognitif d'interprétation de la réalité, par une composante subjective liée à la sensibilité des individus envers les problèmes. Et, c'est dans ce processus subjectif d'interprétation que les acteurs font appel à des symboles culturels et sociaux, qui les poussent ensuite à l'action (Della Porta, 2008). A travers des

¹²⁹ <https://noussommestousdesmalfaiteurs.noblogs.org/fiche-signalétique/>.

schémas de référence les individus interprètent un événement, une situation, un problème et ils le placent dans un système des signifiés (Oliver et Johnston, 2005). Ces derniers permettent aux acteurs de définir les problèmes en tant que socialement déterminés, mais aussi d'imaginer des alternatives possibles, en proposant des nouveaux cadres sociaux, des nouveaux rapports entre individus.

Egalement, selon Simmel (1992) le conflit gravite autour d'une dimension objective, à savoir, la cause factuelle pour laquelle deux ou plusieurs groupes se contrarient et rentrent en conflit. Tout de même un déterminant subjectif entre en jeu, la cause idéologique et les intérêts propres aux acteurs. Où sont donc l'intérêt général et l'intérêt particulier ? Il s'agit, à cet égard, pour les opposants, de ne pas s'arrêter sur un (seul) type de revendication. Cela signifie, élargir ses propres argumentations en les liant aux questionnements qui concernent la qualité de la vie ou qui concernant le système et l'organisation sociale, politique et économique. Un processus de « montée en généralité » s'engendre ainsi. Manon nous expose ses réflexions. Pour elle, la lutte contre le projet d'enfouissement est un aspect du mouvement contre la globalisation qui veut dominer le monde, qui agit à niveau local et global, qui fait du conflit un outil pour la domination. Selon Manon, la lutte à Bure ne concerne pas uniquement une question environnementale, mais aussi une question éthique et morale (Entretien avec Manon, février 2017)

Or, la contestation à Bure n'est pas irréductible à des actions d'opposition et de négation du projet de construction d'un centre d'enfouissement des déchets nucléaires, elle se lie à des questionnements beaucoup plus profonds. Ce sont des sentiments profonds qui font agir les individus. Les motivations de la lutte et de l'occupation, bien souvent, se distancient de la « réelle » motivation qui concerne l'enfouissement des déchets nucléaires, pour se tourner vers une critique de la société existante, à travers et en accord avec des sentiments profonds qu'éprouvent les acteurs :

« je suis à Bure parce qu'ici la vie est cool, c'est un truc agrégeant, c'est la vie autonome. Nous sommes là pour faire chier. Nous sommes contre les rapports de domination, contre le capitalisme, la société qui nous opprime et le nucléaire est symbole de cet Etat centralisé » (Entretien avec Zoé, Maison de Résistance, octobre 2016) ;

« si toutes ces luttes sont singulières, nous sommes nombreux.ses à y porter les mêmes idéaux d'horizontalité et de réflexions pour combattre toutes les formes de domination. Nous trouvons aussi du commun dans nos modes de vie et d'action. Ces combats se croisent parfois, et se renforcent mutuellement » Vmc.camp (2015, 26 mars).

Pourtant ce n'est pas que le refus catégorique et émotionnel au projet et la qualification des lieux qui produisent et structurent l'action, mais aussi un système plus général de dénonciation et le désir de rupture, projetés vers une critique radicale de la société existante (Bulle, 2017). La perte de confiance des citoyens envers les institutions, les décideurs et le système social est un fait marquant de nos sociétés modernes (Dalton, 2004). *Reporterre* (2018, 17 juin) affirme comme la technologie crée le déséquilibre social et l'écrasement dans les superpuissances. A cet égard, le nucléaire en est une illustration parfaite, et ça ne peut aller de pair qu'avec un Etat policier, et la militarisation d'un lieu et des esprits.

Le projet d'enfouissement des déchets nucléaires devient ainsi un « prétexte » pour mener une lutte et pour une convergence des luttes :

« venir à Bure n'implique pas d'être militant-e écologiste ou antinucléaire, mais signifie qu'on croit en la nécessité de s'organiser au-delà de luttes locales. Nous construisons ensemble un espace pour y vivre [...] échanger des pratiques, de discussions à propos des luttes d'ici et d'ailleurs et sur nos manières de vivre le collectif, dans un esprit anti-autoritaire, soucieux de parer à toute forme de domination » Vmc.camp (2015, 26 mars).

L'opposition à Bure cherche, à la fois, à contrer les travaux de construction du centre et à concevoir une alternative possible à la société capitaliste existante et à ses rapports sociaux. Bure apparaît comme une « utopie » que si concrétise ; un moyen à travers lequel il devient possible de lutter contre le monde tel qu'il est.

5.2.1 La multiplicité et l'hétérogénéité des courants

Ce que nous appelons le « niveau sentimental-émotionnel » nous fait découvrir l'hétérogénéité et la multiplicité des courants à l'intérieur du mouvement d'opposition et les différents degrés de « subjectivation politique ». Composés de mouvances, d'orientations, de personnalités et de causes en tension et en interaction permanente, des idéologies, langages et modèles d'organisation assez diverses entre eux trouvent place dans les visions du monde des opposants, avec une multiplicité de références culturelles qui s'appuient sur différentes, mais à la fois, poreuses pratiques militantes et unités contestataires.

Le chemin que nous voulons entreprendre se constitue par la volonté d'analyser les différentes orientations et tendances des sujets au sein de la commune de Bure. Toutes les

orientations et tendances qui affèrent aux attentes et aux changements de subjectivité. Nous souhaitons tracer l'hétérogénéité et la multiplicité des composantes internes à la commune de Bure pour pouvoir ensuite mettre en lumière la dynamique des éléments et des relations entre les différentes composantes. Nous voulons souligner également que les profils que nous allons tracer sont purement descriptifs ; ils vont simplifier une réalité beaucoup plus complexe. Au sein de la commune, et au sein de chaque groupe qui se forme en elle, il y a plusieurs différences qui reflètent diverses postures et conduites envers la politique et la société, dans le mode de communication et de manifestation de son propre refus. Dans ce sens, nous ne pouvons pas regrouper tous les opposants de la commune de Bure – et en dehors de Bure – sous une seule et unique « étiquette » ; puisque, d'un côté, les opposants ne s'organisent pas en un seul groupe homogène, ni dans plusieurs groupes bien structurés. A cet égard Della Porta et Diani (1997) affirment que quand on parle de mouvements sociaux structurés on fait référence à la présence de réseaux d'interactions essentiellement informels entre une pluralité d'individus et groupes ; ces réseaux se fondent sur des croyances partagées et sur la solidarité et se mobilisent sur des thématiques conflictuelles à travers une utilisation fréquente de différentes formes de protestations. A Bure, comme nous verrons par la suite, tous ces éléments ne sont pas entièrement respectés.

Une définition ultime et uniforme de la composante est la somme des expériences différentes et antérieures de subjectivation qui entrent en jeu sur un terrain nouveau avec les nouvelles subjectivités qui sont apparues au cœur de la lutte. Sans aucun doute, le trait qui les rapproche et les unit est la reconnaissance d'eux-mêmes dans le mouvement, dans leurs objectifs et leurs finalités.

Nous essaierons d'aborder le périmètre idéologique et le degré de subjectivation politique qui inspirent les organisations militantes et notamment les opposants à Bure et aussi de discuter les différents éléments et les mécanismes qui prennent part à la construction des caractéristiques et des principes qui mobilisent les militants, ces caractéristiques mêmes qui suscitent un sentiment d'engagement sur le plan formel, idéologique et symbolique. Nous essaierons d'esquisser les contours de l'héritage politique qui caractérise ces mouvances et d'identifier le bagage idéologique que les différentes personnalités à l'intérieur du mouvement mobilisent ouvertement ou non. Souvent, un des aspects les plus remarquables des discours et des pratiques des publics militants, en comparaison avec les organisations politiques conventionnelles, comme les partis ou les syndicats, est l'absence de références idéologiques explicitement exprimées et revendiquées. Pour ce qui concerne la commune de

Bure, nous soutenons l'idée que les canaux d'expression et de revendication sont différents mais elles restent pourtant déclarées et manifestes à travers les mots et surtout les actes.

Pour saisir la « dimension politique » des opposants, nous ne devons pas nous arrêter qu'aux déclarations publiques du mouvement, aux documents et aux communiqués de presse issus de ses réunions, mais nous devons nous pencher sur la « politicité » intrinsèque qui, à son tour, exprime la finalité de l'action. Nous pouvons la retrouver dans les comportements de rejet et de désobéissance, dans l'affirmation d'une « identité antagoniste ». Elle émerge de temps à autre dans les phases d'organisation ainsi que dans les phases d'intensification et de radicalisation de la lutte. La composition politique du mouvement s'accroît par la multiplication des objectifs et par les différentes motivations, qui sont autant que les subjectivités qui l'habitent.

Souvent les militants rejettent toute « étiquette » d'ordre politique et/ou idéologique. On peut, cependant, d'une certaine manière, faire remonter l'hétérogénéité et la multiplicité des différents groupes présents à Bure aux idéologies et aux traditions culturelles, idéologiques et politiques du communisme et de l'anarchie. Ces dernières, à travers la période de contestation des années 1960 et 1970, ont influencé, de différentes manières, la conception du monde des jeunes surtout dans les années 1980 et 1990 et continuent aussi aujourd'hui :

« cette lutte a permis de faire coexister différentes sensibilités : citoyennes, anarchistes, autonomes, écolos, etc. » (Entretien avec Simon, Maison de Résistance, novembre 2018).

Sur le terrain, dans les conversations spontanées et dans les tracts et textes écrits, nous avons observé que nombre de militants choisissent pour se décrire l'appellation « autonome », « anarchiste » « antiautoritaire », appartenant à des réseaux « anarchistes », « libertaires » et « autonomes », aucun terme unificateur ne désigne ce mouvement car chaque appellation recouvre des projets politiques et des niveaux de radicalité distincts. Pour cette raison, nous avons donc choisi de conserver, lorsque cela est possible, les termes « autonomie » et « anarchisme » dont le radicalisme, l'antagonisme et la conflictualité sont les éléments de fond. A cet égard, à Bure, nous nous retrouvons ainsi confrontés à différents positionnements qui vont des « autonomes », aux « anarchistes », aux « alternativistes », en passant par une forte variété de composantes intermédiaires. Ils partagent des unités de pensée, des pratiques, des actions, de mouvances similaires qui convergent et visent des enjeux similaires. Certaines pratiques d'action, d'organisation, de production tout comme certaines pratiques politiques constituent les points de rencontre malgré l'existence de divergences et de rivalité. En dépit de

l'absence de références idéologiques explicites et de pensées politiques structurées, les opposants partagent plusieurs visions du monde communes, ils font référence – ensemble – à des mode-de-la-vie strictement partagés qui vont d'une tension permanente entre aspiration au commun (collectivisme) et autodétermination politique (individualisme).

5.2.2 La négation de toute forme de domination, d'autorité, de hiérarchie et d'inégalité

Nombre de militants, avec des pratiques politiques et sociales différentes, se retrouvent – parfois ouvertement, parfois moins ouvertement – dans la critique anarchiste, anticapitaliste, anti-institutionnelle et antiautoritaire. Tout refus du « principe d'autorité » (Proudhon), ses applications et conséquences, se mêlent à une politique de l'antagonisme. L'antiautoritarisme qui en découle constitue un des principes fondamentaux qui mobilisent les militants. Ce sont les préfixes « alter », « anti » et « auto », qui caractérisent la modalité d'organisation et les visions du monde de ces groupes, leur intention politique et les convictions qu'ils partagent :

« nous, ce qu'on amène comme particularité à ce camp là¹³⁰, ce sont des principes qui sont basés sur l'anti-autoritarisme, l'anticapitalisme et l'autogestion. Ce sont des valeurs qu'on porte collectivement » conférence de presse 4 août 2015, camp anti-autoritaire.

Il s'agit d'un rejet envers les institutions et toute sorte d'intervention publique. Le système imposé doit être démolé et avec ce dernier, toute technique de gouvernement gérant l'existant. La lecture du monde social se fait à partir des concepts de domination, inégalité et se transforme en une dénonciation fervente de « toute forme de représentation de classe » (Sommier, 2008, p. 54) : une « critique radicale de la représentation » s'explique par le refus radical de l'apanage exclusif du pouvoir de représenter le réel.

Le contenu de ce bagage politique se construit autour du concept d'anarchisme. La pensée anarchiste est plutôt un « credo » un ensemble de principes « humains » et « universels » et non une doctrine révolutionnaire scientifiquement déterminée. Dans son sens politique et idéologique, il s'agit de remettre en question et faire disparaître tous les rapports hiérarchiques et de domination qui concernent les domaines de la vie des individus. Dans son sens étymologique l'anarchie est la négation, privation ou l'absence (α privatif) de hiérarchie,

¹³⁰ Camp anti-autoritaire et anti-capitaliste qui a eu lieu en août 2015.

du mot grec ἀρχή (arkhé) signifiant commandement, hiérarchie. En ce sens l'anarchie existe en tant que pure et unique « négation » : négation de toute forme d'autorité et de domination, comme l'injustice, la soumission et l'oppression, appuyées par des formes produites par la société ; refus de l'Etat et de toute disposition et dimension politique. L'anarchisme vise dans ce sens à la libération des peuples de la domination politique et de l'exploitation économique, en ne promouvant pas une action gouvernementale mais au contraire, en encourageant une action directe. L'action directe, méthode logique et cohérente de l'anarchisme, vise l'autorité de la loi ; une autorité, cette dernière, envahissante et gênante du code morale. « N'entraînera-t-elle pas une révolution ? En effet elle l'entraînera. Il n'y a jamais eu de véritable changement social sans révolution ?¹³¹ » (Goldman, 1910, p. 29).

Il n'est pas possible de parler d'anarchisme dans la période présente sans la situer historiquement. Les premières expressions de l'anarchisme, avec des traits considérés comme contemporains, apparaissent en 1700 à l'époque de l'instauration de l'organisation politique de l'Etat, et la structuration du mode de production capitaliste-industriel. Dans les écrits utopistes de cette période émergent les premiers aperçus de l'anarchisme contre l'ingérence de l'Etat capitaliste qui envahissait la sphère sociale et individuelle. Ses racines intellectuelles remontent à la moitié du XIXème siècle, en se liant notamment à l'activisme de la classe ouvrière, peu avant l'époque des organisations de masse. Il s'est développé en Europe tout au long du XXème siècle, en se répandant aussi partout à travers le monde, de l'Amérique Latine à la Chine. Suite à une période de disparition, l'effervescence des années 1960 a vu un relèvement d'intérêt pour la pensée et l'activité anarchiste contemporaine. La pensée anarchiste a bénéficié dans les années 1960 et 1970 de moments de grande vitalité et de dynamisme ; il suffit de penser au moment où le drapeau noir anarchiste a été hissé à la Sorbonne avec la phrase de Bakounin : « la passion pour la destruction est aussi une passion créative » (Tarizzo, 1976). Aujourd'hui, on constate l'influence de l'anarchisme dans de nombreuses protestations et manifestations comme celles contre la vivisection animale, la militarisation et les armes nucléaires, le renouveau urbain, la libre éducation, la démocratie radicale, le développement des médias alternatifs, etc. (Kinna, 2010, p. 9 et 10).

Les idées anarchistes ont été conceptualisées en plusieurs temps et de plusieurs manières, raisons pour lesquelles ils existent plusieurs courants anarchistes, souvent en contraposition entre eux. La grande variété des courants est représentée par l'énorme quantité de préfixes et

¹³¹ Traduit de l'anglais par l'auteure.

suffixes qui décrivent les différentes convictions et intérêts : anarcho-syndacalisme, anarcho-féminisme, eco-anarchisme, anarcho-communisme, anarcho-capitalisme, etc. A ce titre, en 1905, Pëtr Kropotkin, dans *l'Encyclopédie Britannique* distingue six écoles de pensée anarchiste selon des critères éthiques et économiques : mutualiste, individualiste, collectiviste (antiautoritaire), communiste, chrétienne et littéraire.

Kinna (2010) dans son ouvrage *Anarchism, Beginner's Guide* analyse trois types de composantes internes aux idées anarchistes. Certains parmi ceux qui se définissent comme « anarchistes » considèrent l'anarchisme un mouvement politique qui vise la libération de la classe ouvrière. Dans le passé cette lutte a été axée sur les ouvriers dans l'industrie urbaine ou sur les travailleurs dans la campagne ; aujourd'hui elle s'oriente vers les luttes contre le racisme, le sexisme et le fascisme. Certains d'autres voient l'anarchisme comme un grand mouvement qui englobe d'autres mouvements comme les féministes, écologistes, de gays et lesbiens ; ils le voient comme la concrétisation d'un mode-de-vie, d'un engagement collectif avec des styles de vie alternatifs et contre-culturels, définis par l'interdépendance et le soutien réciproque. Un troisième groupe insiste sur la dimension esthétique de la libération, en établissant en lien avec l'art et vise à réprimer l'ennui et le consumérisme de la vie quotidienne à travers la « subversion culturelle » :

« en quoi croyons-nous en tant qu'anarchistes ? Nous croyons que les êtres humains ne peuvent atteindre leur développement et leur épanouissement maximum en tant que personnes dans une communauté d'individus que s'ils ont librement accès à des moyens de subsistance et sont égaux entre égaux ; nous affirmons que parvenir à une société dans laquelle ces conditions sont possibles est nécessaire pour détruire tout ce qui est autoritaire dans la société existante » citation de Vernon Richards, *Protest Without Illusions* (Kinna, 2010, p. 9).

Ce qui unit les différents courants anarchistes, tout comme ce qui lie les opposants de la commune de Bure, est l'idée que l'anarchie doit représenter une société alternative sans Etat, sans gouvernement ou, plus généralement, sans autorité¹³² ; une société basée sur une complète liberté des individus et sur l'égalité entre eux, sur la coopération et sur la réciprocité. Le gouvernement est vu comme un système de règles qui s'appuie sur la violence ; l'autorité représente les relations sociales qui sont défendues et assurées par le gouvernement, et le pouvoir est le dispositif par le biais duquel le gouvernement assure l'autorité :

¹³² Dans les écrits de Bakunin, de Proudhon et de Stirner, on trouve les fondements historiques de l'idée anti-autoritaire ; le rôle qu'elle a exercé dans l'histoire, et celui qu'elle est appelée à jouer dans l'avenir de la société et de l'humanité.

« être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu... Être gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré » (Proudhon, 1851).

L'Etat est considéré comme « immoral », il sème violence et agression ; « répressif » car il réprime la créativité ; « inefficent », dès lors qu'il mine à toute initiative locale et « injuste » puisqu'il existe pour préserver l'inégalité, pour exploiter et aliéner l'individu. Les anarchistes affirment, dans ce sens, que l'Etat est « violence » : un appareil de domination des masses ; raison pour laquelle il doit être aboli, purement et simplement remplacé. La disparition de l'Etat ne doit pas du tout être vue comme un événement qui amène désordre et violence. Au contraire, son effondrement peut éradiquer la violence et la répression tout en annonçant un nouvel ordre social. Les anarchistes veulent la destruction de tout ordre politique fondé sur l'autorité et la construction d'une société libre et égale, fondée sur l'harmonie des intérêts et sur la contribution volontaire de tous à la réalisation des tâches sociales (Malatesta, 2004).

L'anarchisme représente un ordre social basé sur le libre regroupement des individus dans le but de produire une véritable richesse sociale ; un ordre qui garantira à chaque être humain le libre accès à la terre et la pleine jouissance des nécessités de la vie, selon ses désirs, ses goûts et ses inclinations (Goldman, 1910). A cet égard, l'anarchisme est une forme de vie bien organisée. En effet, l'origine du symbole du A cerclé provient du slogan « l'anarchie, c'est l'ordre sans le pouvoir » de Proudhon. L'idée principale est d'envisager l'obtention de la liberté et une société sans domination et sans exploitation. L'individualisme et la compétition doivent être effacés pour faire place à la valeur de l'aide réciproque et de la solidarité envers l'autre. Le refus de l'ordre hiérarchique et du pouvoir se mêle au refus du travail, à savoir, ce type de travail qui prévaut sur l'existence et sur la vie sociale des individus. L'individu doit se rendre dans les conditions propices à pouvoir décider de son propre rythme de vie, son autonomie ; et pour faire cela, il doit s'éloigner du travail pour reconstituer un contrôle sur sa vie et sur le temps de sa vie. Il doit réinterpréter le travail et tirer bénéfice de ce qu'il a fait pour soi-même, et pas pour les autres. Ainsi faisant l'individu crée les conjonctures aptes à

une auto-valorisation de soi-même. Se libérer du rythme imposé par l'extérieur signifie s'éloigner des logiques imposées par le capital. Ainsi s'exprime le Comité Invisible :

« la confusion des sentiments qui entoure la question du travail peut s'expliquer ainsi : la notion de travail a toujours recouvert deux dimensions contradictoires : une dimension d'exploitation et une dimension de participation. Exploitation de la force de travail individuelle et collective par l'appropriation privée ou sociale de la plus-value ; participation à une œuvre commune par les liens qui se tissent entre ceux qui coopèrent au sein de l'univers de la production. Ces deux dimensions sont vicieusement confondues dans la notion de travail, ce qui explique l'indifférence des travailleurs, en fin de compte, à la rhétorique marxiste, qui dénie la dimension de participation, comme à la rhétorique managériale, qui dénie la dimension d'exploitation » (Comité invisible, 2007, p. 30).

A côté de la négation de l'autorité et de n'importe quelle forme de domination, l'anarchisme s'oppose radicalement, tant dans ses valeurs que dans ses pratiques, à toute forme de religion. L'individu est le cœur de la société, conservant l'essence de la vie sociale. L'anarchisme est la seule philosophie qui apporte à l'homme la conscience de lui-même, et qui soutient que Dieu, l'État et la société sont inexistantes, que leur promesse est nulle et non avenue. La religion est la domination de l'esprit humain ; la propriété, la domination des besoins humains, et le gouvernement, la domination de la conduite humaine, représentent le bastion de l'esclavage de l'homme et toutes les horreurs qu'il entraîne (Goldman, 1910) :

« l'anarchisme, le grand ferment de la pensée, imprègne aujourd'hui toutes les phases de l'activité humaine. La science, l'art, la littérature, le drame, l'effort d'amélioration économique ; en effet, toute opposition individuelle et sociale au désordre existant des choses, est illuminée par la lumière spirituelle de l'Anarchisme. C'est la philosophie de la souveraineté de l'individu. C'est la théorie de l'harmonie sociale. C'est la grande vérité vivante qui reconstruit le monde et qui inaugurerait l'Aurore » (Goldman, 1910, p. 29).

Des caractéristiques propres distinguent les autres mouvements du mouvement anarchiste : l'extrême indépendance de ces éléments, le refus de s'auto-représenter et la négation de n'importe quelle forme de hiérarchie. Dans ce sens, les fins concordent avec les moyens : aucune dictature populaire oligarchique ou bureaucratique au sein du mouvement n'est acceptée. Si l'objectif est l'obtention de la liberté par tous les individus, les moyens doivent concorder avec les objectifs : promouvoir les capacités individuelles à travers des organisations fluides et non structurées qui favorisent l'expression individuelle, la solidarité et l'action collective et coopérative. Ces principes ont conduit les anarchistes à refuser

unilatéralement toute forme de délégation politique, en reconnaissant un modèle de libre association. La délégation constitue elle-même une forme de domination des élites sur la masse. La logique du mouvement anarchiste se retrouve dans la commune d'opposants à Bure, lequel s'est construit sur différents registres organisationnels et décisionnels, sans avoir un leader reconnu. Le mouvement est donc acéphale, sans autorité centralisée et fondé, au contraire, sur un système segmentaire :

« c'est un mouvement qui n'a pas tendance à faire émerger de leaders » (Entretien avec Johannes, Bois Lejuc, novembre 2018) ;

« il n'y a pas de vrais leaders, des personnes qui décident pour les autres. Ceux qui semblent l'être, ont été seulement construits par les journaux, qui ont toujours besoin d'avoir quelqu'un avec qui parler. C'est probablement la raison pour laquelle le mouvement perdure dans le temps, parce qu'il y a la liberté » (Entretien avec Manon, Maison de Résistance, février 2017) ;

« mais... il serait tout aussi erroné de prétendre avoir un modèle horizontal, car il est vrai qu'il y a des personnalités qui émergent... » (Entretien avec Johannes, Bois Lejuc, novembre 2018).

A Bure, il n'y a pas de leaders « formels » ; personne n'a jamais été légitimé par le mouvement pour le représenter. Cependant, il y a certainement des membres du mouvement qui sont plus « visibles » et qui parlent plus souvent. Ce sont des figures charismatiques, mais elles n'ont jamais été investies par le mouvement d'une véritable autorité (Aime, 2016).

« Si tu veux te mettre en contact avec la Maison de Résistance, faut que tu appelles ce numéro 06XXXXXXXX. Jean est responsable de la communication de la Maison. C'est avec lui qu'il faut parler si on veut avoir des contacts à la Maison » (Entretien avec Arnaud, Meuse, Nature, Environnement, février 2017).

L'anarchisme joue un rôle important dans la commune. Il a influencé les modalités relationnelles, les pratiques et les actions adoptées, comme par exemple la forme réticulaire des groupes, ainsi que la lutte au capital global et à la gouvernance pour favoriser le retour aux petites communautés et aux rapports interpersonnels.

5.2.3 L'autonomie et l'autogestion comme principes d'organisation de la vie collective

À des degrés variables, les groupes militants promeuvent tous les principes d'autodétermination politique et d'autogestion¹³³, de démocratie directe, de fédéralisme, de mobilisation collective et d'émancipation individuelle conçus et projetés à travers le prisme de la lutte entre les classes, contre les inégalités sociales et la délégation du pouvoir. Les militants rejettent fermement toute relation de pouvoir et de hiérarchie à travers des projets collectifs dans lesquels tous les membres sont engagés et à la fois responsables. Ces projets incarnent l'expérimentation de l'autonomie et de l'autogestion et de nouvelles formes d'organisation : le besoin de penser de manière autonome, de faire autrement et contre ce qui est déjà établi. La subversion du monde existant, la réappropriation de la vie à travers le développement de capacités individuelles d'autogestion, auto-organisation et éducation à la solidarité, contre l'insatisfaction du mode de vie individualiste et consumériste de notre époque.

Quelle signification recouvre la notion d'autonomie ? Le terme « autonomie », c'est-à-dire d'une manière générale, les valeurs de choix personnel et d'initiative individuelle, circule dans le langage politico-journalistique depuis la moitié des années 1970 pour désigner un ensemble de formations politiques et d'expériences sociales assez hétérogènes qui se répandaient à l'époque et pour indiquer naturellement une indépendance croissante des mouvements populaires de travailleurs et d'étudiants vis-à-vis des syndicats et des politiques officielles. La signification du mot reste longtemps assez floue et indéfinie. De nos jours encore, pour certains, ce mot désigne une prédisposition à contrevenir les règles de légalité et à manifester un comportement radical.

Comme souvent, un détour par la socio-histoire présente un intérêt non négligeable pour dégager un objet d'étude d'actualité. A ce titre nous devons nous déplacer en Italie dans les années 1970 : lieu d'émergence et de cristallisation d'une contestation politique par le biais de grèves, mobilisations politiques et sociales et luttes urbaines, qui se poursuivront ensuite sur une dizaine d'années. Au cours de ces années l'Italie connaît une grande vague de protestations qui remet en cause l'ordre social ; certains groupes et catégories sociales,

¹³³ Selon Tony Andréani (2011) l'autogestion se caractérise avec l'objectif de « désatiser » la société. Pierre Rosanvallon (1976) voit l'autogestion en tant que « critique de l'étatisme bureaucratique ».

comme les étudiants, les femmes, les employés, qui se rassemblent autour des journaux comme *Lotta Continua*, *Ombre Rosse*, *Primo Maggio* et *Avanguardia Operaia*, mettent en valeur de nouvelles revendications sociales liées aux rapports de production tout en prolongeant et en dépassant l'opéraïsme qui les avait précédées et qui constituait auparavant le cadre interprétatif dominant. Dans ce sens, sous l'impulsion de théoriciens et de militants comme Mario Tronti, Antonio Negri, Sergio Bologna ou Alberto Asor Rosa ces groupes revendiquent une rupture totale entre les syndicats et les travailleurs engagés dans la lutte, l'affranchissement de tout ce qui pouvait être lié à l'économie et à la société industrielle. Les processus de production et de domination qui avaient lieu dans les usines et dans les fabriques ne déterminent plus l'engagement et la persévérance dans la lutte, en revanche le sens de la conflictualité se lie aux autres sphères de la vie sociale. La figure historique du prolétariat cède le pas au conflit social avec le capital et le gouvernement capitaliste : la lutte s'oriente, dès lors, vers l'ensemble des rapports de domination et d'oppression (Viparelli, 2016) et vers l'émancipation :

« les catégories classiques de l'opéraïsme – le « refus du travail » et l'« auto-valorisation » prolétaire -, associées au nouveau sujet productif « séparé », prennent nécessairement un sens radicalement nouveau. Elles deviennent des postulats non plus « de l'antagonisme » mais « de l'autonomie », des catégories non plus exclusivement politiques, mais éminemment ontologiques, exprimant la description de la nouvelle base, à la fois logique et historique, des rapports capitalistes de production » (Viparelli, 2016).

Les premiers groupes autonomes émergent pendant les nombreuses grèves ouvrières et les occupations des usines en mars 1973 pareillement à la crise des groupes d'extrême gauche provenant du « biennio rosso »¹³⁴. Dans ces groupes autonomes, convergent membres de l'organisation opéraïsme italienne *Potere Operaio*, qui allait progressivement se décomposer, ex-militants d'autres organisations marxistes léninistes ou communistes, comme *Lotta Continua* ou la *Federazione Comunista Libertaria* de Rome (Sommier, 1997, p. 151).

« L'Autonomie ouvrière¹³⁵ est en premier lieu un comportement spontané de masse, qui doit devenir une capacité consciente de lutte et d'organisation avec laquelle la classe développe son mouvement indépendamment, de façon autonome, de la

¹³⁴ Le « biennio rosso » est la période de temps de l'histoire italienne entre le 1919 et 1920, caractérisée par une série de luttes ouvrières.

¹³⁵ La classe ouvrière montre dans les formes de lutte, dans les objectifs, dans les formes d'organisation, le rejet du travail capitaliste et en même temps le rejet de la « réconciliation » avec le travail proposé par le courant du réformisme.

nécessité du capital de maintenir sa domination, et même en opposition ouverte et déclarée avec elle. Donc également Autonomie par rapport aux organisations traditionnelles de la classe qui, aujourd'hui, ne proposent d'autre alternative que celle de rester à la remorque, de se soumettre, de faire siens les projets de reprise patronale. [...] Dans les objectifs, dans les besoins, dans la pratique de lutte [...], il doit y avoir la préfiguration des conditions de vie différentes et des nouveaux rapports sociaux vers lesquels nous tendons et que nous voulons affirmer dans la nouvelle société »¹³⁶ (Comitati Autonomi Operai di Roma, 1976, p. 11).

Le mouvement autonome rencontre un succès dans l'Italie des années 1970 et s'exporte en France, avec une moindre ampleur, durant cette même période. A partir de 1980, du fait notamment de la répression des leaders autonomes italiens, « l'autonomie française » entre en décomposition et relève plus d'une mouvance que d'un véritable mouvement.

Les groupes autonomes se scindent ainsi des organisations qui les avaient précédé : ils refusent le travail¹³⁷ et ils rejettent la structuration autour d'une organisation centrale, un leadership et une idéologie unifiée. Comme Isabelle Sommier (1997) affirme, le mouvement autonome extrait les valeurs, les éléments et les mutations significatifs développés et portés en 1968 mais en les radicalisant et en les concrétisant en instruments de critique. Il insiste sur la valorisation du concept de révolution et sur l'élargissement de ce dernier dans la sphère culturelle et privée et pas seulement politique et économique, ainsi que sur la création des espaces alternatifs à l'intérieur de la société, des espaces autogérés à caractère culturel et festif (concerts, soirée musicales, ciné-forum, spectacles théâtrales, etc.) et sur la mise en valeur de la « libération du soi-même » à travers l'émancipation et les « groupes de prise de conscience » (féministes¹³⁸, homosexuels, consommateurs de drogues etc.). En 1977, en Italie, plusieurs militants se retirent de l'activisme lors de la grande répression de la part du gouvernement à cause de l'émergence d'organisations terroristes d'extrême gauche, les *Brigate Rosse*. Tout au long des années 1970, l'Italie s'est retrouvée dans un moment de crise

¹³⁶ Traduction d'Isabelle Sommier.

¹³⁷ Dans le cas italien, le rejet du travail a des caractéristiques originales, car il ne s'agissait pas d'abandonner l'usine, ou d'augmenter les heures de grève, mais plutôt de rester dans les lieux de travail en y créant des espaces d'« autoréalisation », en travaillant moins et en continuant à recevoir le salaire, en rompant avec les rythmes de production imposés (Bianchi et Camiti, 2007).

¹³⁸ Le mouvement social déterminé par la révolte du féminisme joue un rôle crucial dans les années 1970. C'est à partir de là qu'émerge la « révolution du privé » qui se reflète ensuite sur toutes les questions liées à la centralité et à la « gestion » du corps dans le processus révolutionnaire. Dans un premier temps l'Autonomie noue des relations avec toutes ces thématiques : la différence de genre s'impose comme enjeu central. Pendant un certain temps, plusieurs secteurs du féminisme regardent avec attention et curiosité les expériences des autonomes autour des pratiques de libération sexuelle, de désirs et de plaisirs. En revanche, la relation entre le mouvement féministe et le mouvement autonome sera très courte : car notamment les composantes de l'Autonomia ne seront pas en mesure de comprendre pleinement les valeurs révolutionnaires contenues dans les propositions de la révolte féministe. Plus tard, en 1977, la rupture sera définitive (Bianchi et Camiti, 2007).

politique, de changement économique très rapide et plongée dans des grandes vagues de mobilisation et de luttes urbaines lesquelles ont transformé le paysage politique de la société italienne et ensuite internationale.

Les étudiants et les jeunes travailleurs qui se sont mobilisés en 1977, mais qui depuis quelques années s'organisaient déjà sous une multitude de formes nouvelles (les centres du prolétariat des jeunes, les radios libres, les comités autonomes d'usines et de quartiers, les collectifs autonomes dans les écoles etc.) ont exprimé des comportements qui ne se liaient plus aux besoins du prolétariat industriel. Les thèmes et les lignes sur lesquels s'exprimaient et s'accumulaient l'insubordination et l'autonomie étaient la qualité de vie, le désir d'une existence épanouie, le désir de libérer le temps et le corps des contraintes du travail industriel. À ce moment, les mouvements étaient tous centrés sur la conquête de l'espace et du temps, et se présentaient sur un terrain de moins en moins politique et de plus en plus existentiel (Bianchi et Camiti, 2007).

Comme le montre Katsiaficas (1997) dans son ouvrage *The Subversion of Politics*, les militants afférents à des mouvances dites « autonomes » construisent des « bases urbaines » à Berlin, Hambourg, Amsterdam et Copenhague :

« la compréhension du mouvement autonome est rendue particulièrement ardue par son éclectisme et son rapport ambigu à l'expérience militante passée, qui pose une nouvelle fois la difficulté de penser la continuité dans la rupture » (Sommier, 1997, p. 152).

Il n'existe pas un seul mouvement autonome : il ne s'agit pas d'un mouvement spécifique, ou même d'un courant de pensée, ou d'une revendication à inscrire dans un programme ou un manifeste. Nous pourrions donc parler des *mouvements autonomes*, au pluriel : d'un éventail très étendu d'opinions et d'actions qui coexistent à travers plusieurs modèles organisationnels propres à chaque groupe qui les compose. Plusieurs courants ont inspiré les mouvements autonomes ; un mélange de différentes mouvances est à l'origine de l'autonomie : le mouvement de femmes, les squatters, le mouvement anti-nucléaire, conjointement au mouvement écologiste, au mouvement alternatif, au mouvement pacifiste, etc. Le féminisme a joué un rôle très important dans la transformation des mouvements sociaux. Le mouvement de femmes a maintenu son autonomie par rapport aux mouvements de gauche en plaçant cette dernière au centre de ses composantes définitionnelles. Surtout en Allemagne pendant les années 1970 des groupes de militants antinucléaire emploient le terme « autonome » et « indépendant » pour se décrire. Chacun de ces mouvements partage une

structure décentralisée et une croyance commune autour l'action directe et immédiate soutenue par tous les participants et pas seulement par des dirigeants (Katsiaficas, 1997, p. 67 et 102).

Les idées et les pratiques servant de support aux mobilisations afférentes à une mouvance dite des « autonomes » créent des liens très étroits avec la gauche radicale et avec certaines réflexions rattachées à l'anarchisme, l'anti-impérialisme et l'anti-colonialisme, les luttes liées à l'environnement et aux politiques identitaires. Néanmoins, l'autonomie :

« n'est rien de plus qu'une catégorie fourre-tout ; elle représente des cercles restreints et bien organisés de militants politiques orientés vers un but, ainsi que le spectre idéologique très diffus des manifestations militantes, qui fait surtout référence aux formes des manifestations (y compris les sous-cultures de jeunes) [...]. Pour Radikal, l'un de leurs magazines les plus importants, « l'autonomie était une notion qui du jour au lendemain a donné un nom à notre révolte... Auparavant, nous nous considérons comme anarchistes, spontis, communistes ou avions une conception diffuse et individuelle de la vie libre. Alors nous étions tous Autonomes »¹³⁹ (Katsiaficas, 1997, p. 188).

À présent, le mouvement autonome rassemble en son sein des groupes aux pratiques et expériences multiples et hétérogènes : la pratique du squat à l'instar des centres sociaux italiens occupés et autogérés, les actions anti carcérales, sabotages, pratiques clandestines et/ou émeutières. Il porte aussi des tensions et des influences idéologiques et politiques diverses comme l'opéraïsme, maoïsme, communisme libertaire, conseillisme, situationnisme, anarchisme, l'écologie politique et la pensée systémique qui se rejoignent autour d'une intersection d'une critique anticapitaliste et antiétatique d'inspiration marxiste¹⁴⁰.

Comme nous venons de l'exposer, l'autonomie ne peut pas se confiner à un seul courant ou un seul mouvement, car il n'y a aucune ligne politique et aucun corpus idéologique rigide et clairement figé. Plusieurs tendances sont en constante fluctuation et corrélation entre elles et à des degrés variables, chaque groupe promeut son propre modèle organisationnel, ses propres décisions et aspirations libertaires ; raisons pour lesquelles, souvent, nombreux désaccords s'instaurent entre les groupes militants quand par exemple certains se référant à Marx, alors que d'autres s'inscrivent dans une doctrine plutôt anarchiste. Cependant dans un certain sens, chaque courant se rejoint autour de la radicalisation d'une préfiguration de l'ordre

¹³⁹ Traduction de l'anglais par l'auteure.

¹⁴⁰ Du point de vue plutôt théorique le courant autonome est influencé par les théories marxistes dites « non dogmatiques » : un refus de l'idée marxiste de révolution prolétarienne au profit de la notion de changement social entendu comme une forme radicalisée de réformisme.

révolutionnaire et donc autour de la conception du « communisme immédiat » sans phase de transition : ils promeuvent l'« ici et maintenant » qui s'oppose nécessairement à l' « avant » et l' « après ». Le milieu autonome est lié par la sphère de la radicalité :

« le réseau constitué par les groupes, organisations, partis (ou fractions de partis), partageant des référent anticapitalistes et révolutionnaires, se revendiquant du prolétariat et/ou des sujets sociaux dominés et cherchant, enfin, dans une praxis (où se rencontrent réflexion et action) à transformer le monde qui les entoure » (Gottraux, 1997, p. 12).

Malgré l'absence d'une idéologie unifiée, les déclarations des autonomes font bien comprendre qu'ils ne luttent pas pour des idéologies, pour le prolétariat ou pour le peuple, mais pour une politique de la première personne, contre toutes les formes patriarcales de sexualité et de relations de genre, contre le racisme et la xénophobie (Katsiaficas, 1997). Ces formes patriarcales sont préservées par le système social en vigueur et elles se présentent comme la cause d'« inhumanité, exploitation et de monotonie quotidienne ». Le but est celui de subvertir les modèles traditionnels appartenant à une vision patriarcale de style de vie en promouvant l'autodétermination et l'autogestion, tout en transcendant l'Etat-nation et en s'éloignant de toutes les démarches et les pratiques concernant ce dernier ;

« au lieu de se conformer au système massif de démocratie représentative et du principe de majorité, ils vivent conformément aux principes de la démocratie directe et de l'autonomie. Ils ne cherchent pas à créer des énormes structures de pouvoir, ni sont intéressés à participer à ces dernières. Les mouvements autonomes ont été appelés « post-politiques » pour leur manque de considération pour les élections et les partis politiques »¹⁴¹ (Katsiaficas, 1997, p. 6).

La vision concernant l'Etat reste purement marxiste, ou bien, encore plus radicalisée : l'Etat est vu en tant qu'organisateur de l'exploitation et du contrôle social et perçu comme le mécanisme et la structure principale pour la reproduction du capital qui se renverse sur la reproduction sociale en la détruisant. L'autonomie

« radicalise à la fois la critique des organisations classiques du mouvement ouvrier et l'idée de la nécessité de communisme immédiat, sans attendre un hypothétique grand soir. Elle blâme plus généralement l'aliénation que représente à ses yeux le militantisme d'extrême gauche avec ses structures hiérarchisées et son oubli de la nécessité de la révolution dans les domaines culturels et privés. Ce mouvement fait

¹⁴¹ Traduction de l'anglais par l'auteure.

référence aux désirs et aux besoins, à combler de façon immédiate, par l'action directe, notamment la réappropriation des biens. Les actions illégales et parfois violentes le caractérisent. Le mouvement étend par ailleurs l'analyse classique de l'exploitation capitaliste à une dénonciation du travail salarié, développant l'idée de refus du travail » (Péchu, 2010, p. 95).

Dans le milieu autonome les individus ne se rejoignent pas autour d'une structure et une organisation centrale ; au contraire, le mode de fonctionnement de l'action directe *devrait être* soutenu par tous les participants et les décisions *devraient être* prises individuellement, indépendamment et conformément aux propres inspirations libertaires et non par des directives « d'en haut ». Tout le monde doit être encouragé à penser et à agir en accord avec ses capacités et inclinations. Ce modèle organisationnel reste extrêmement important pour la définition des mouvements autonomes ; cependant nous verrons comme la théorie et la pratique ne concordent pas forcément dans la factualité et elles ne sont pas toujours en interaction continue.

En revanche, sa structure horizontale, même circulaire, facilite non seulement les discussions mais surtout l'action. Ce sont les actions qui parlent et non les mots : « agir d'abord par soi-même et pour soi-même ». Les autonomes renforcent le libre choix de leurs formes de résistance, raison pour laquelle l'utilisation de la violence est souvent perçue comme action juste et adaptée aux finalités envisagées :

« la croissance de la violence est liée à la volonté d'obtenir immédiatement satisfaction sur le plan des besoins, de la conquête d'espaces à gérer en toute indépendance » (Virno, 1985, p. 61).

Le courant autonome est souvent associé aux actes de violence, raison pour laquelle il existe une certaine méfiance vis-à-vis des groupes qui revendiquent l'autonomie ; mais au-delà de sa dimension d'anéantissement de l'ordre établi, l'action révolutionnaire autonome peut être interprétée en tant qu'imagination et concrétisation de modes de vie alternatifs aptes à édifier un futur alternatif, un « nouvel ordre de vie » (Sommier, 1997).

Les expériences d'autogestion, autodétermination et d'autoproduction rompent avec certains aspects quotidiens du mode de vie et sous-tendent la concrétisation d'une vie alternative et collective, d'un projet alternatif à l'institution de la société existante, d'une démobilisation, et de la ré-imagination de la vie quotidienne, afin de faire (re)émerger une communauté, de

réinterroger ce qui constitue le lien entre les acteurs et de tisser une nouvelle pratique d'action politique :

« on sent bien maintenant que le sens de nos vies se cherche dans des lieux communs et autonomes : dans les salles autogérées de fac, dans les cantines urbaines, dans les zones à défendre... A Bure, la recherche d'autonomie politique prend place à la fois dans des maisons collectives achetées et dans le bois Lejuc. [...] Nous y avons fait notre nid » Vcm.camp (2017, 16 juin).

L'autogestion est considérée comme un moyen politique apte à la transformation de l'ensemble du tissu social. L'« autoproduction », c'est-à-dire la production et la gestion de ses propres produits culturels est une dimension fondamentale. L'action révolutionnaire se concrétise en actions directes, notamment à travers l'occupation des logements et l'émergence des squats. C'est tout particulièrement dans ces lieux que la vie est gérée collectivement – et non pas de manière isolée – guidée par le « besoin de communisme immédiat » et par le principe d'autogestion, caractéristique, cette dernière, spécifique et distinctive du milieu autonome conjointement à l'autoproduction et l'autofinancement. Le principe d'autogestion représente un modèle organisationnel de référence et la lecture radicale des principes d'autodétermination politique constitue l'identité des groupes : selon les militants autonomes, la vie doit être gérée selon des nouvelles normes et valeurs, qui s'éloignent de toute forme patriarcale et de domination en vigueur.

Les squats, mais également la commune de Bure, deviennent ainsi des lieux d'expérimentation politique et de communication « antagoniste ». Les deux aspects prennent forme à travers les nombreuses initiatives culturelles (concerts, soirée musicales, ciné-forum, spectacles théâtraux, etc.) et à travers les nombreuses démarches « politiques » (manifestations, débats, conférences, etc.) Lenteur et autonomie sont valorisées au détriment de la mondialisation, de la vitesse, de l'« accélération » (Rosa) et de l'hétéronomie impliquée par le système technicien (Ellul, 2004) :

« vivre concrètement avec les gens et partager avec eux différentes expériences, m'amène à penser que la lutte à Bure a aussi jeté les bases pour reprendre concrètement possession du territoire et de la vie, pour les vivre autrement, de façon autonome » (Entretien avec Zoé, Maison de Résistance, octobre 2016).

5.3 Conclusion

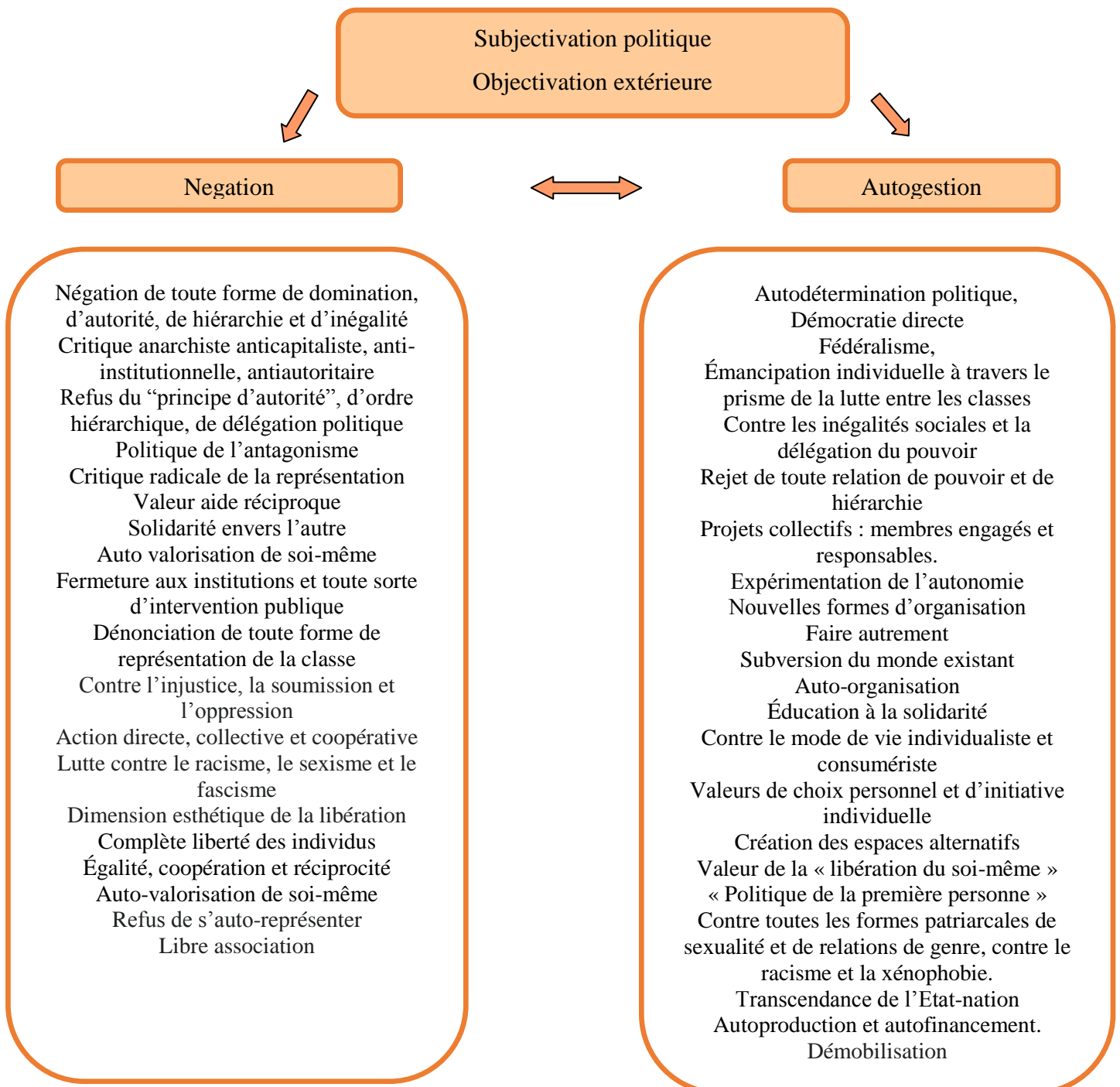
Au cours de ce cinquième chapitre, nous avons insisté sur l'espace concret de la lutte et sur l'importance de l'espace matériel de la mobilisation. Problématiser et analyser une opposition protestataire suppose d'être particulièrement attentif aussi à l'espace physique au sein duquel celle-ci se réalise, car dans la compréhension de la société et des phénomènes sociaux, l'espace dispose d'une importance non négligeable. Il ne s'agit pas seulement de la partie particulière définie géographiquement et économiquement par l'utilisation, mais c'est avant tout le lieu de l'agir et d'une autre expérimentation possible. Nous avons détaillé l'importance que revêt la dimension du territoire par les opposants de la commune de Bure et l'ancrage territorial qu'ils expérimentent dans leurs pratiques et dans leurs réflexions. Nous nous sommes intéressés notamment à la manière dont les opposants réfléchissent à leur rapport à la terre et leur rapport à la lutte qui s'ancre dans le territoire. L'environnement, la terre et le territoire deviennent des raisons constitutives de la mobilisation. Les opposants de la commune de Bure mettent en place un combat qui tisse un lien très étroit avec le territoire sur lequel le projet Cigéo doit être réalisé ; la relation entre opposants et territoire est assez complexe et filtrée par les expériences. Entre autre, le territoire participe à construire l'identité du groupe et à consolider le sentiment d'appartenance au sens symbolique et matériel. Les opposants « imaginent » une « communauté », une identité de communauté non liée à une appartenance locale, mais plutôt à travers la conviction d'une participation avec un objectif partagé et une finalité commune. La communauté à Bure, en tant que groupe situé dans un espace spécifique, se présente comme un « nous », une forme de sociabilité qui naît de la fusion des consciences individuelles et qui va constituer une nouvelle totalité par rapport aux consciences.

Le conflit tourne autour d'une dimension objective, c'est-à-dire, la cause factuelle en raison de laquelle deux ou plusieurs groupes se contrarient et rentrent en conflit. Tout de même, un déterminant subjectif entre en jeu, la cause idéologique et les intérêts propres aux acteurs. A cet égard, nous avons essayé de mettre en lumière comme le conflit à Bure ne se lie pas à une « simple » contestation autour des déchets nucléaires mais qu'elle se lie à des questionnements et à des sentiments profonds, d'ordre général, liés à la société, à un contre-projet sociétal. Différentes positions se dessinent, à travers aussi différentes définitions de l'antagonisme ; la commune d'opposants à Bure se compose de mouvances, d'orientations, de personnalités et de causes en tensions et en interaction permanente, des idéologies, langages

et modèles d'organisations variés. La composition politique du mouvement s'accroît par la multiplication des objectifs et par les différentes motivations, qui sont autant que les subjectivités qui l'habitent. A travers le schéma ci-dessous nous souhaitons résumer la subjectivation politique des opposants appartenant à la commune de Bure autour de deux grands aspects, celui de la « négation » et celui de l' « autogestion » avec toutes les caractéristiques et les attitudes qui en découlent.

Encadré 11.

La subjectivation politique de la commune de Bure



Chapitre 6

Conflits de subjectivités

Réfléchir aux logiques et aux pratiques d'un mode d'action demande aussi de réfléchir sur les acteurs qui les exercent et qui les vivent, sur leur subjectivité et le processus qui les façonnent et les mobilisent. Bure ne constitue pas une réalité homogène, elle se confronte à une diversité de lieux appropriés et occupés, de profils et trajectoires d'occupants, de leurs objectifs, de leurs motivations et de leurs positionnements politiques. Nous voulons démontrer comment l'espace public de Bure, qui, au premier regard d'un observateur externe, pourrait se présenter comme un (seul) espace public homogène de résistance et de lutte, se caractérise, *a contrario*, sous la forme de plusieurs espaces publics, assez hétérogènes entre eux.

6.1 La pluralité des conflits dans le conflit

Comme nous l'avons expliqué plus en détail dans le chapitre précédent les membres de la commune de Bure peuvent être vus comme une « communauté », dès lors que ses membres agissent réciproquement et envers d'autres. Ils privilégient plus ou moins consciemment les valeurs, les normes, les coutumes, les intérêts de la communauté, considérée dans son ensemble, aux valeurs personnelles ou d'autres groupes ; c'est-à-dire, lorsque la conscience d'intérêts communs, le sentiment d'appartenance et l'expérience de relations sociales deviennent en eux-mêmes des facteurs opérationnels de solidarité. En revanche, cela n'exclut pas la présence de conflits au sein de la communauté considérée, ni de formes de pouvoir ou de domination. A ce titre, plusieurs conflits coexistent dans le conflit.

Analyser le mouvement de Bure, notamment les liens et les relations qui s'instaurent entre les opposants de la commune et les associations qui soutiennent de loin la contestation, signifie s'immerger intégralement dans une pluralité de « modes » et des « mondes » sociaux dans lesquels une multitude de visions du monde et raisons d'agir s'entremêlent. Il s'agit d'analyser des dynamiques conflictuelles internes et externes qui conduisent à la fois à des fractures et des liaisons :

« [...] des constructions, des amitiés, des moments de poésie pure, mais aussi querelles internes pas toujours surmontées, des voix discordantes, des méfiances rentrées » (Coordination, 2013, p. 4).

6.1.1 Une multitude de prises de position et de trajectoires

Des acteurs et des groupes sociaux très variés et issus d'horizons divers se rallient dans l'opposition contre le projet de stockage des déchets nucléaires mais ils ne s'inscrivent pas de la même manière dans les lieux, ils n'ont pas les mêmes motivations pour adhérer à la contestation à Bure. Certes, tous les opposants installés de manière permanente à Bure et aux alentours se mobilisent contre le projet de construction du centre d'enfouissement, en revanche, les lieux de lutte sont habités et occupés par des sujets avec des visions du monde différentes entre eux. Souvent l'intensité et les raisons de l'engagement se diversifient fortement d'un individu à l'autre, entre les membres de la commune de Bure, entre les habitants de la région, les occupants militants de la première heure, sympathisants faisant de brefs séjours, curieux de passage, adhérents aux collectifs et aux associations. Entre eux, certains s'associent à la lutte du territoire en raison du fait qu'ils y sont nés ou pour manifester leur soutien aux populations concernées. Certains particulièrement sensibles à la lutte anti-nucléaire, adhèrent au mouvement en s'orientant vers l'interruption des programmes pour l'intensification de l'utilisation de l'énergie nucléaire déclenchés au début des années 1970 conjointement à l'arrêt des toutes les centrales nucléaires en fonctionnement. Certains autres viennent à Bure parce qu'ils s'opposent au pouvoir de la technocratie, aux origines variées et causes de la domination et de l'oppression ; ou d'autres encore vivent l'opposition comme la matérialisation d'une utopie expérimentale, d'une autre manière de vivre, une vie autonome et alternative. Pour ces raisons, les opposants ne détiennent pas les mêmes savoirs et savoir-faire vis-à-vis de la contestation. Leurs visions du monde et leurs raisons d'agir ne sont pas les mêmes. Ainsi, des relations de solidarité et des relations conflictuelles entre les opposants émergent au sein de l'opposition au projet Cigéo et notamment au sein de la commune de Bure. Les militants entretiennent des rapports d'interdépendance et des rapports contrastés ; la multiplicité des courants et l'hétérogénéité des mouvances font en sorte que la coexistence donne parfois lieu à des tensions. Dans ce sens il ne faut pas homogénéiser les différentes sensibilités de manière que, même si la communauté partage une solidarité générale entre les opposants, les positionnements politiques et idéologiques restent variés.

La situation de proximité et de cohabitation est bien sûr à la fois l'occasion de découvertes mutuelles et aussi de genèse de tensions et de discordes. Si tous les militants présents sont contre le projet Cigéo, les lieux sont occupés par des sujets ayant des visions du monde différentes entre eux.

A ce sujet, nous avons été directement témoins de tensions au sein de la commune de Bure. Au cours d'un séjour à Bure en novembre 2017 nous décidions de passer la journée au bois Lejuc occupé. En rentrant par Vigie Sud deux militants, habitants de la forêt, sont placés devant l'entrée. L'un des deux décide de nous accompagner pour nous montrer comment s'organise sur place l'occupation du bois. Il nous raconte comment on vit dans la forêt, les incursions des gendarmes et comment il faut être toujours très vigilant car les irruptions de la police peuvent avoir lieu à tout moment du jour et de la nuit. Ensuite il nous raconte n'avoir pas beaucoup de contacts avec les autres militants du bois et de la Maison : il habite Vigie Sud alors qu'une grande partie des militants habite Barricade Nord :

« je ne suis pas du tout d'accord avec les gens qui construisent leurs cabanes sur les arbres. Vous-voyez ? (Il nous indique une cabane construite sur un grand chêne), ils ont tué un être vivant pour construire leur habitation. Je ne peux pas du tout l'accepter ».

Nous arrivons ensuite à Vigie Sud-est¹⁴², et notre guide nous abandonne pour retourner sur ses pas. Un autre militant s'approche et regardant notre guide qui s'en va, il nous dit :

« il est un peu, même trop, bizarre, il veut rester toujours seul, il est trop extrême, un antispéciste radical. On ne parle pas trop avec lui ».

La communauté, comme nous l'avons vu, partage plusieurs principes politiques mis en acte au quotidien : anticonformisme, antiracisme, antifascisme, anticapitalisme, refus des discriminations de genre. En revanche, certains comportements éthiques concernant l'abolitionnisme, l'antispecisme, les droits des animaux, l'écologie, la violence et la non-violence etc. sont moins partagés, tout comme les comportements alimentaires qui créent parfois des tensions verbales entre les végétariens, les flexivores, les freegan vegans etc. Entre des individus issus de milieux différents et caractérisés par une hétérogénéité générationnelle,

¹⁴² Vigie Sud-est est une vigie beaucoup plus petite par rapport à Barricade nord et Vigie sud.

économique et sociale, on peut s'attendre à ce qu'ils n'aient pas les mêmes habitudes de consommation :

« il y a une semaine, c'était le chaos : un paysan du coin est venu nous apporter des choses à manger. Il avait des saucisses de sa propre production. Certains n'ont pas voulu le laisser entrer à la Maison et ils l'ont chassé en l'insultant : ils lui disaient « assassin, assassin ». Je n'étais pas du tout d'accord avec ce comportement. Je ne mange pas non plus de viande mais il ne faut pas attaquer de cette façon ceux qui nous soutiennent dans la lutte » (Entretien avec Gisèle, Maison de Résistance, novembre 2017).

Ainsi, la situation interne à la commune est relativement instable en raison des moments de conflit non rares entre ses membres. L'autogestion demande du temps, de la patience et de la confiance, de expérience et une révision constante. Parfois l'autogestion et l'occupation peuvent devenir des expériences de frustration, conflit, ressentiment, fatigue et inefficacité. Les situations de proximité entre acteurs peuvent engendrer des tensions à l'égard de toute forme de débordement que ce soit par excès d'engagement ou à l'inverse par des comportements en retrait. Encore une fois, nous avons été directement témoins des tensions au sein de la communauté. Lors d'un autre séjour au bois Lejuc, Sophie, « la reine du Nord¹⁴³ », nous invite à boire une bière dans sa cabane. Sa cabane venait d'être rénovée par son copain Johannes, durant les deux semaines précédentes à notre visite, pendant lesquelles Sophie avait passé du temps loin du bois. En rentrant, son copain lui avait offert la cabane rénovée comme cadeau. La décoration est sommaire, une grande couette en laine avec des motifs floraux est accrochée au mur. Une petite casserole, des bougies pour éclairer, un grand lit recouvert d'épaisses couvertures. La reine du Nord et son copain nous racontent leur vie au bois autour d'une bière. Ils se réveillent le matin – avec des oiseaux qui chantent juste à côté de leur cabane. Ils retapent leur cabane pour l'entretenir, ils travaillent pour construire d'autres cabanes. Ils apprennent à grimper sur les arbres. Malgré la menace présente d'une expulsion, la Reine du Nord et Johannes se projettent à long terme dans la forêt¹⁴⁴. Ils nous racontent des incursions des gendarmes et comment ils ont déjà fait face à cela ; il y a toujours des petites astuces à mettre en place.

De la part de Sophie et Johannes et d'autres habitants de la forêt une hostilité vis-à-vis de la Maison est exprimée :

¹⁴³ Sophie est ainsi appelée par les copains militants car elle habite la forêt, particulièrement Barricade Nord, depuis des mois et elle est très engagée dans l'occupation du bois.

¹⁴⁴ Ce séjour dans le bosquet meusien a en effet eu lieu en novembre 2017. La forêt sera ensuite évacuée en février 2018.

« la Maison, c'est de la merde » (Entretien avec Johannes, Bois Lejuc, novembre 2017) ;

« ici on vit intensément chaque jour, il y a un an je pensais ne pouvoir pas du tout passer une nuit dans le froid. Je ne vais pas trop souvent à la Maison, juste parfois pour prendre une douche. Je m'entends beaucoup plus avec les gens qui sont ici » (Entretien avec Sophie, Bois Lejuc, novembre 2017).

Il est assez rare qu'une même personne passe beaucoup de temps en forêt et à la Maison. Les qualificatifs utilisés pour désigner les personnes des autres lieux sont explicites : les personnes qui habitent Barricade Nord sont appelées « hippies » par les personnes habitant Vigie Sud. Le surnom « Shlagistan » a été utilisé plusieurs fois par les gens de Barricade Nord en se référant à Vigie Sud.

Pendant un autre séjour à Bure en novembre 2018, nous avons pu faire un petit tour dans les maisons achetées aux alentours de Bure, en particulier à Mandres-en Barrois. Nous avons visité des grands fermes achetées et en train d'être retapées par des militants, des anciens et premier habitants de la Maison, qui ont décidé de changer leur « style de vie » pour s'installer de manière permanente aux alentours de Bure, et mener leur propre bataille contre le projet d'enfouissement. La vie conduite est fortement différente par rapport à la vie à la Maison de Résistance. En échangeant avec les propriétaires de ces maisons quelque chose a attiré notre attention : l'indifférence et presque, la réticence envers les habitants de la Maison :

« non, je ne viendrai pas ce soir » c'est la réponse que me donne Caroline quand je lui demande s'elle se rendra à la Maison le soir même, pour la projection d'un film et débat « souvent là-bas ça prend une mauvaise tournure. Nous, ici, on est concentré sur notre vie et sur la lutte » (Entretien avec Caroline, Mandres-en-Barrois, novembre 2018).

A ce propos, nous insistons particulièrement aussi sur une sorte de séparation qui émerge au sein de l'espace public de Bure : la décision de la part de certains militants d'abandonner la Maison pour aller s'installer sur le territoire marque également une conflictualité interne. Le besoin de s'éloigner d'un certain mode de vie pour ensuite reconstruire et restructurer la contestation d'une manière différente selon d'autres règles de vie :

« bah, tu vois, c'est vraiment trop sale parfois » nous dit Victor en se référant à la Maison. « Nous avons vécu à la Maison, mais on a décidé de s'éloigner de ce monde petit à petit » (Entretien avec Victor, Mandres-en-Barrois, novembre 2018).

Notre observation participante au sein de ces espaces de lutte a montré que les arguments des uns et des autres se mêlent. Les opposants, aussi divers soient-ils, s'entendent tant bien que mal pour défendre un territoire et une vision du monde :

« je faisais partie de BURESTOP 55, mais après j'ai abandonné, ils étaient trop sectaires » (Entretien avec Arnaud, Meuse, Nature, Environnement, février 2017).

Un autre clivage concerne l'engagement dans la société marchande et salariale : certains adhèrent totalement à la vie de l'occupation en faisant de la récupération de biens de consommation ou en bénéficiant de dons de la part des paysans ou des gens du coin, certains autres vivent du revenu de solidarité active (RSA) tandis que d'autres ont une activité salariée à mi-temps ou sont auto-entrepreneurs. A cet égard, il n'est pas négligeable qu'une partie des conflits entre les opposants naissent du fait que certains militants s'ignorent, entraînant rumeurs et incompréhensions. Lorsque le groupe de militants est incapable de surmonter une crise déclenchée par des divergences d'opinion sur des problèmes éthiques, organisationnels ou stratégiques, certains militants peuvent faire défection. Ces dynamiques internes rendent difficiles les rapports entre les participants.

6.1.2 Alliances et antagonismes

Bien qu'elles soient reconnues comme des acteurs importants dans les protestations contre les grands projets d'aménagement, les associations écologistes sont souvent considérées avec une certaine méfiance par les militants issus d'autres milieux, qui les perçoivent comme trop profilées sur les questions environnementales et avec une tendance à ne s'intéresser qu'à un seul sujet. Même dans ce cas, si la phase de protestation favorise les alliances entre les associations environnementales et les comités de citoyens, les premières sont plus susceptibles d'aller au-delà d'une campagne spécifique, en déplaçant l'attention vers d'autres questions et d'autres stratégies. Dans les arènes autres que les arènes de la protestation, les associations accumulent des ressources (membres, fonds publics, pouvoir de négociation), qui les empêchent d'adopter des comportements et des attitudes trop conflictuelles. Ainsi, des tensions potentielles entre les associations environnementales et les autres acteurs de la protestation – en particulier les comités locaux et les militants les plus radicaux – émergent (Della Porta et Andretta, 2002). Ces derniers peuvent considérer les associations comme faisant partie du jeu institutionnel qui tend à étouffer les revendications de la société civile par

le bas, ils les considèrent comme trop enclines au compromis, peu ancrées dans le territoire ; impliquées dans une structure de représentations bureaucratiques. Les associations environnementales font également preuve d'une capacité de durabilité et de connaissance des stratégies d'information et de procédure qu'elles mettent en œuvre en entravant le processus décisionnel public par divers types d'actions en justice. Mais là aussi, des tensions apparaissent avec d'autres composantes – surtout les plus radicales – du mouvement, liées à la perception des environmentalistes comme des acteurs à enjeu unique et avec la tendance à privilégier des alliances avec d'autres acteurs institutionnels.

Tout de même, certaines associations écologistes mettent en discussion la composante plus radicale du mouvement et leurs pratiques d'action, souvent perçues comme conflictuelles et violentes. A cet égard, nous estimons très parlant un mail reçu le 15 juin 2018 de la part de Greenpeace lors de l'organisation d'une mobilisation contre le projet Cigéo à Bar-Le-Duc qui aurait eu lieu le lendemain. Dans ce mail, Greenpeace souligne l'importance ne pas adopter un comportement violent et radical lors des manifestations, en suivant la partie autonome de la mouvance qui ne partage pas la culture de la non-violence. Le directeur de Greenpeace rappelle comme le comportement d'un militant faisant partie de cette ONG ne devra pas forcément être le même que celui adopté par quelqu'un d'autre issu d'un autre groupe d'opposants sur place, même si tout le monde partage l'intérêt commun de manifester contre le projet Cigéo. Il faut maintenir, à cet égard, le cadre légal d'une manifestation avec l'idée principale de montrer que tous sont présents pour apporter du soutien à la lutte. La ZAD s'est construite peu à peu sur place contre ce projet et avec elle une réelle opposition non-violente. À partir de 2011/2012, une forme de lassitude des opposants « anciens » favorise l'arrivée et la prise de contrôle du territoire de la ZAD par des opposants nouveaux et de mouvance autonome. Ces derniers se différencient par le fait qu'ils ne sont pas ou que peu expérimentés, et qu'ils ne partagent pas la culture de la non-violence. En général, leur grande disponibilité leur permet d'avoir la capacité de militer « à plein temps » sur les lieux. La lutte prend alors une tournure violente. Les grands mouvements, collectifs et associations nationales (MAN, Les Amis de la Terre, Greenpeace, etc.) s'absentent. Aujourd'hui donc, les opposants autonomes (familièrement "totos" ou "anar") occupent et dominent le terrain de la ZAD et ils n'ont aucune culture de la non-violence ; mais le message de Greenpeace sur l'enfouissement des déchets et le projet Cigéo est clair : l'ONG soutient totalement son opposition non-violente. L'enjeu est alors de redonner à cette lutte une tonalité non-violente.

Tout au long de nos entretiens nous avons pu remarquer un manque d'accord, de convergence et d'échange entre les différentes associations écologistes qui soutiennent la lutte à distance en raisons de différentes visions et raisons d'agir par rapport à certaines thématiques liées à la contestation :

« nous (Réseau Sortir du nucléaire) sommes en lien avec Greenpeace, même si ces derniers temps ils se sont vachement désengagés, Bure n'était pas leur priorité, enfin... ça apparaît très peu dans leur communication ; ils préfèrent parler d'autre chose que du nucléaire, mais en fait... voilà c'est qu'ils avaient une image négative des opposants de Bure. Enfin, à cause des médias ils pensaient qu'ils étaient des voyous, donc ils préfèrent ne pas s'engager » (Entretien avec Julien, Réseau Sortir du nucléaire, novembre 2018 ;

« avant notre association travaillait avec le Réseau Sortir du Nucléaire mais ils prennent plus de temps, nous on veut un arrêt immédiat du nucléaire car il faut stopper maintenant, on ne peut plus attendre » (Entretien avec Olivier, Arrêt du nucléaire, janvier 2019).

Tout de même, les conflits et les divisions internes qui se créent entraînent une certaine méfiance entre collectifs et associations et une certaine défiance envers l'extérieur. A ce sujet, nous avons rencontré de nombreuses difficultés à conduire des entretiens avec certains salariés et militants engagés au sein d'associations et/ou collectifs. Malgré la conviction que ces acteurs, en première ligne dans la lutte contre le projet et dans le partage d'information sur la controverse, devraient se présenter très intéressés à accorder des entretiens pour parler du sujet de la contestation.

Une chargée de la communication et un salarié de Réseau Sortir du nucléaire se sont montrés assez méfiants pendant la prise de contact de notre part : ils ont, en effet, posé de nombreuses questions sur les raisons de notre projet et des justificatifs à signer sur l'engagement dans une discussion. Au final ils ont désisté prétextant un manque de disponibilité. Ou encore, nous avons rencontré de nombreux manques de réponse en contactant par téléphone ou par mail l'association, ainsi qu'en nous présentant au siège. Bien que nous avons rencontré plusieurs refus de salariés venant de la même organisation, notamment à cause de leur méfiance par rapport à notre projet, deux autres salariés ont enfin répondu positivement en demandant l'envoi de toutes les questions à l'avance pour pouvoir les faire valider par leur responsable. Malgré plusieurs tentatives d'envoi de mail, d'appel et de demande de rendez-vous directement en se présentant au siège de Greenpeace, personne dans l'association n'a voulu nous accorder un entretien. Il faut donc souligner comme la méfiance peut, parfois, se

transformer en véritable clôture envers l'externe. Or, comment toute cette mosaïque militante peut-elle vivre ensemble dans la durée ?

6.2 Affinités électives et manifestations de sociabilité

Toutes les différences idéologiques, culturelles et structurales, dont nous venons de parler à propos de Bure, se reflètent dans la manière dont les groupes se définissent eux-mêmes, dans leurs pratiques quotidiennes et durant les actions collectives, et dans les différentes façons de concevoir et pratiquer le rapport avec les institutions et le territoire. Cela signifie que des relations, soient parfois conflictuelles, voire parfois violentes, et une constellation hétérogène de militants est en train de se mettre en place.

Pour l'anthropologue britannique Victor Turner, comme pour beaucoup d'autres anthropologues de l'école de Manchester, les sociétés humaines ne se structurent pas à travers un état d'équilibre permanent, au contraire elles connaissent un état de conflit perpétuel. D'ailleurs tous les grands sociologues aussi s'accordent sur cet argument. Le conflit, selon Turner (2001) est un phénomène endémique de la structure sociale qui est ritualisé afin de réunir la société. La plupart du temps, la conflictualité est contenue à des niveaux de faible intensité et est donc gérable par le système organisationnel, mais parfois elle conduit à une rupture des relations internes et prend les caractéristiques de ce que Turner appelle le « drame social ». Celui-ci, conçu comme une véritable représentation collective s'articule à travers différentes phases : la première est la rupture qui interrompt le cours paisible et régulier de la vie quotidienne régie par des règles qui, à ce stade, ne sont plus partagées par tous. Une telle rupture peut conduire à une situation de crise qui, si elle n'est pas résolue rapidement, peut conduire la communauté à se partager en plusieurs coalitions qui s'opposent l'une contre l'autre. Pour empêcher que cela se produise, des moyens de résolution sont adoptés par ceux qui se considèrent ou sont considérés comme les représentants les plus légitimes ou les plus autorisés de la communauté en question. Si la situation ne s'améliore pas, des solutions alternatives doivent être adoptées. La première est la réconciliation des parties en conflit selon des processus juridiques, rituels ou militaires, la seconde est la reconnaissance consensuelle que la rupture est irrémédiable, généralement suivie par la séparation spatiale des factions. Le drame social suspend l'exercice normal et quotidien des rôles ; il interrompt le flux de la vie

sociale et oblige le groupe à prendre conscience de son propre comportement par rapport à ses propres valeurs, et parfois même à remettre en question la valeur de ces valeurs. Le drame induit des processus de réflexion légitime (Turner, 1986). C'est dans le moment central que le changement se produit et des expériences inhabituelles où les sujets connaissent des formes profondes d'altérité se produisent.

Comme nous avons pu voir, les causes qui portent à l'essor d'un conflit sont multiples, mais de l'autre côté leur fonction reste celle de restaurer l'unité qui vient d'être brisée. Les dispositions conflictuelles structureront un nouvel équilibre, et un nouveau fonctionnement social en faisant émerger des « affinités électives » (la « fraternité froide » wébérienne ou le « minimum de bienveillance » parétien) qui viendront juste après pour résoudre les tensions.

Or, il existe des formes de solidarité des groupes, des systèmes d'entraide, de partage. Certains objectifs semblent avoir la capacité d'unir toutes les différentes composantes du mouvement : la contestation au projet Cigéo, la défense de l'espace occupé (l'occupation policière a permis d'unir les forces contre un adversaire commun) et la survie des réalités autogérées et occupées (l'occupation du bois Lejuc interprète un rôle unificateur). Le mouvement réussit en même temps à mettre au centre de multiples cadres de références communes qui permettent à une grande diversité d'acteurs de pouvoir agir ensemble. Même si le spectre est large, un même principe demeure : celui du renversement du système établi et la valorisation de la ruralité. Cette culture alternative et radicale, reformule les bases de la tradition dans le cadre d'une critique sociale forte. C'est la création d'un monde commun, c'est le partage de situations (manifestations, fêtes, assemblées, actions collectives, etc.), c'est le partage de conditions de vie.

6.2.1 Les affinités électives motrices de la cohésion collective

Or, au-delà des différences sociales et des divergences idéologiques et politiques, autour d'une communion d'émotions, des coalitions et des attachements durables émergent : des « affinités électives ». Les affinités électives sont des forces extérieures, souvent hétérogènes, qui entrent en rapport entre elles et convergent pour former une symbiose et une synthèse finale. Max Weber dans *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus* (1904), reprend le concept de Goethe, pour avancer l'hypothèse du développement des affinités électives (*Wahlverwandschaft*) entre capitalisme émergent et certains aspects du protestantisme. D'après Goethe le terme est utilisé comme métaphore pour déterminer la

passion à travers laquelle un homme et une femme se sentent attirés l'un par l'autre. « Pour Goethe il y a affinité élective quand deux êtres ou éléments se cherchent l'un l'autre, s'attirent, se saisissent l'un l'autre et ensuite ressurgissent de cette union intime dans une forme renouvelée et imprévue » (Löwy, 2004, p. 94). Weber, dans ses ouvrages, ne définit jamais en détail le terme d'affinité élective mais il indique avec précision le processus grâce auquel elle émerge : deux tendances ou phénomènes glissent dans un rapport d'attraction qui finit par créer une convergence et un renforcement mutuel.

Appliquée à notre travail, cette notion désigne le processus à travers lequel les différentes tendances et constellations des acteurs faisant partie du mouvement d'opposition peuvent entrer dans un rapport de convergence, de renforcement mutuel à partir d'une communion d'émotions et des formes de solidarité qui s'appuient à un objectif commun. Nous proposons en ce sens d'explorer la relation entre les différentes tendances entre opposants comme une relation d'affinités électives – au sens wébérien du terme – et non comme une relation causale directe. Tous les différents profils et visions du monde présents au sein de la commune de Bure finissent par trouver une voie d'harmonisation commune en raison de la volonté de poursuivre une finalité commune : s'opposer fermement au le projet Cigéo et à la société autour de laquelle celui-ci s'appuie pour se légitimer. Ils entrent dans un rapport d'attraction avec les éléments sociétaux de leurs contextes de production : chaque élément exerce sur l'autre une attraction et se modifie à son contact. Les éléments se saisissent l'un l'autre pour resurgir de cette union dans une forme renouvelée. Au préalable le contraste entre différentes visions du monde est clair, défini et substantiel. Les tensions et les tendances entrent dans un rapport de réciprocité grâce à une intention d'unité effective qui implique des subjectivités très différentes. Des affinités électives émergent : les différences coexistent, se respectent et se soutiennent mutuellement, trouvent des occasions de s'exprimer, de se confronter et de se saisir, se manifestent avec plus de solidité – cela constituera ensuite la force du mouvement qu'exprimera continuité. En ce sens la correspondance établie entre les divers conflits à l'intérieur de la commune peut être analysée comme une « analogie significative » résultant d'une affinité élective.

Michel Löwy (1999) indique que l'affinité élective peut se développer sur quatre différents niveaux : le premier est celui de l'affinité tout court, la parenté spirituelle, l'homologie structurelle ; le deuxième niveau est l'attirance réciproque, le choix actif mutuel des deux configurations socioculturelles, qui conduisent ensuite à des formes d'interaction, de stimulation réciproque et de convergence. Le troisième niveau est l'articulation, la combinaison entre les partenaires ; cette articulation peut avoir, à son tour, trois résultats

différents : la symbiose culturelle, la fusion partielle et la fusion totale. Le quatrième niveau est la création d'une figure nouvelle à partir de la fusion des éléments constitutifs. Pour notre part, nous nous appuyerons sur ce dernier niveau tel que le définit par Löwy pour donner une explication à la convergence entre les différentes positions et subjectivations politiques qui se déploient au sein de la commune de Bure, pour ensuite former une nouvelle fusion. A travers l'unification d'éléments constitutifs à la commune – tous les éléments caractéristiques aux subjectivations politiques et sociales qui conduisent à un déploiement des conflits internes – leur combinaison permet ainsi de comprendre un certain type de conjonction entre des phénomènes apparemment disparates. Ils rendent compte d'un processus d'interaction qui ne relève pas de la causalité directe. Les tendances opposées se rejoignent autour d'une finalité commune, donc elles se rencontrent sous un objectif partagé, pour créer ensemble un projet. Les affinités électives qui se créent entre les tendances opposées finissent par créer des solidarités entre les « appartenants » à la commune qui, ensemble, se rejoignent autour d'un projet de société autre.

Comme nous avons pu remarquer, la commune de Bure, notamment, apparaît systématiquement sous la forme de groupes conflictuels, lesquels réunissent des acteurs aux caractéristiques sociales relativement hétérogènes. Conscients ou non, ces rapports conflictuels qui visent néanmoins des objectifs communs, permettent aux militants d'entrer et de conjuguer rapidement des interactions denses, à partir desquelles ils peuvent nouer des relations nécessaires au dynamisme du mouvement même. Un aspect fondamental des affinités électives est le fait de maintenir ensemble des personnes avec des positions politiques et/ou idéologiques très éloignées : des anarchistes aux catholiques, des personnes issues de milieux sociaux tout aussi différents ainsi que des professions très diverses. Il suffit de participer à quelques marches pour voir ensemble et mélangés jeunes et vieux, agriculteurs, travailleurs, professionnels, intellectuels. A Bure la dynamique collective repose désormais sur un solide maillage d'affinités électives.

6.2.2 Constitution du regroupement et sociabilité manifeste

Avec le langage du sociologue Georges Gurvitch nous pourrions exprimer le même concept en ce qui concerne l'instauration d'affinités électives dans le regroupement de la commune de Bure. Pour Gurvitch les éléments les plus simples qui composent la réalité sociale sont constitués par les multiples façons d'être unis par le tout et dans le tout, c'est-à-dire les

manifestations de la sociabilité qui, à différents degrés d'actualité et de virtualité, combattent et se combinent dans chaque groupe, chaque classe, chaque société globale. Ce sont de véritables collectivités ; ils représentent des microcosmes de manifestations de la sociabilité. Ce sont des phénomènes « sans structure » en raison de leur flexibilité sans limites, de leur incertitude accrue et de leur contingence ; ils n'admettent pas une disposition efficace des plans dans l'ordre hiérarchique. Cela dit, à Bure, à partir d'un ensemble des visions du monde différentes et hétérogènes se produit un groupe : un groupe qui reste fractionné et morcelé en son sein mais qui se montre fusionné, uni et compact en le regardant de l'extérieur. Nous pouvons parler d'un groupe fragmenté qui agit uniformément grâce à une finalité commune.

Or, qu'est-ce qu'un groupe ? Un groupe, de manière générale, est un ensemble d'individus qui présente les caractéristiques suivantes : a) ses membres ont conscience de leur appartenance commune, c'est-à-dire qu'ils savent qu'ils forment un groupe : ce qu'on appelle la *conscience du nous* ; b) le sentiment d'appartenance ne se développe que dans le contact réciproque des membres : l'existence d'un groupe se manifeste donc par la communication entre ses membres (qui, dans certains cas, n'est pas donnée, mais peut être plus ou moins accentuée) ; c) les membres d'un groupe établissent des règles de conduite auxquelles chacun d'entre eux doit se conformer : ce sont les règles établies au sein du groupe (règles générales du groupe et règles dans les groupes plus petits) ; d) les règles du groupe conditionnent l'intensité des relations entre ses membres : plus les règles sont strictes, plus les comportements qu'elles réglementent sont précis et plus la cohésion au sein du groupe est forte (cohésion variable) ; e) lorsqu'il existe une cohésion suffisante dans un groupe donné et des règles relativement strictes, il devient possible de prévoir le comportement d'un membre individuel dans un certain nombre de situations. Cette prédiction est basée sur la relative constance des comportements déterminés par des règles strictes et contrôlés par une forte cohésion sociale. On peut alors parler de prévisibilité des comportements (pour les manifestations) ; f) la possibilité de prédire les comportements repose en définitive sur le fait que chaque membre du groupe voit les mêmes attentes de son comportement converger vers lui depuis son propre environnement : cette cohérence des attentes est une dernière caractéristique importante qui permet de définir un groupe social. Enfin, on peut affirmer que les groupements sociaux sont toujours d'abord des structures de positions et de rôles sociaux, c'est-à-dire des formes de relations stables qui se présentent à l'individu avec la force contraignante d'une attente sanctionnée.

Selon Gurvitch le groupe est une unité collective réelle mais partielle, directement observable et basée sur des attitudes collectives continues et actives, avec un travail commun à réaliser,

une unité d'attitudes, de travaux et de comportements, qui constitue un cadre social structurable, tendant vers une cohésion relative des manifestations de la sociabilité¹⁴⁵. Le terme structurable appliqué aux groupes, indique une tendance à l'accommodement virtuel d'un équilibre de multiples hiérarchies en leur sein, ainsi qu'à la mise en avant du rôle et des relations du groupe « en dehors » de lui-même. Si cette tendance atteint son but et si l'équilibre, même précaire, est acquis, le groupe est structuré, ce qui ne signifie pas qu'il est organisé.

Le sociologue français établit une liste générale de classification des 49 groupements (Gurvitch, 1950, p. 293-295)¹⁴⁶, qui permet d'offrir des cadres de références pour des enquêtes et des recherches empiriques. Il s'agit de types abstraits-concrets permettant des observations et des vérifications directes. En suivant cette classification, nous pouvons estimer les différentes caractéristiques qui font de la commune de Bure un groupement. En résumé, nous pourrions voir le groupe des opposants appelé à remplir plusieurs fonctions précises car les finalités du groupe sont plusieurs et multiples. Le groupe reste de taille réduite et moyenne : le nombre de membres d'un groupe, en effet, peut contribuer à la constitution ou au changement de sa structure. La durée est importante pour la consistance du groupe, nous désignons le groupe d'opposant comme à la fois temporaire et durable. Il y a un temps particulier qui est propre à chaque groupement et qui se mesure de façon spécifique au sein de chacun d'eux, à Bure on tend à vivre sur trois niveaux : à cadence lente, à cadence moyenne et à cadence accélérée selon les différentes périodes et pendant les différents événements. Gurvitch précise comme c'est un préjugé de croire que les groupements ne peuvent exister sans que leurs membres soient rassemblés, au moins d'une façon périodique. Il existe de multiples groupements à distance, de même qu'il existe des groupements dont les membres ne communiquent qu'artificiellement ou ne se réunissent que très rarement. Les opposants se présentent en tant que groupe à distance, en ce qui concerne les comités de soutien qui se sont développés partout en France ; ils se rassemblent périodiquement lorsqu'ils organisent des manifestations contre le projet ; alors que certains sont réunis en permanence : les habitants de la Maison et les occupants du bois Lejuc. Le groupe volontaire se présente en tant que groupement auquel les membres participent de leur plein gré, c'est-à-dire auquel ils ont

¹⁴⁵ Gurvitch propose une opposition entre sociabilité active et sociabilité passive. La sociabilité est active quand la coloration volontaire propre à la mentalité, aux attitudes, aux comportements que cela implique, prédomine sur l'affectivité et l'activité de l'intellection qui l'accompagne. La sociabilité est passive lorsque la coloration affective propre à la mentalité, aux attitudes et aux comportements qu'elle implique, prédomine sur les actes de la volonté et de l'intellection qui l'accompagnent. Dans un même groupe, des « nous » actifs et passifs peuvent s'affirmer et se concurrencer.

¹⁴⁶ Voir annexe 4.

adhéré ou auquel ils ont été admis selon leur propre désir. L'accès aux groupements volontaires et aux groupements imposés peut être tantôt libre, tantôt soumis à des conditions, tantôt clos. Pareillement, cela a lieu pour le mouvement de Bure : le groupe devrait être libre selon ses caractéristiques liées à l'autonomie et à l'autogestion mais malheureusement une contradiction avance. Souvent le groupe se montre soumis à certaines conditions d'accès, parfois assez clos en raison de la méfiance et de la suspicion envers les autres qui s'agitent. Pour ces mêmes problématiques nous sommes face à des groupements inorganisés non structurés, inorganisés structurés et partiellement organisés. Les habitants de la région se caractérisent en tant que groupements de localité, de caractère territorial et dont les membres sont liés d'abord par le voisinage et la nécessité de maintenir la paix dans les lieux qu'ils habitent. Les autres groupes pourront être classifiés en tant que groupes d'activité non lucrative (comme les associations, les partis politiques, les sociétés savantes, etc.). Les groupes de division ont une orientation combative et les groupements d'union une orientation conciliatrice. L'orientation effective à Bure se décide en fonction de l'équilibre de tendances qui s'établit entre les différents membres. Tout groupement étant intégré dans la société globale et participant à la hiérarchie variable des groupements qui en constitue la structure, est nécessairement pénétré par la première. Comme nous l'avons montré plusieurs fois, la finalité du mouvement à Bure est celle de s'éloigner de l'ordre établi et construire un nouveau projet de société : les membres sont donc très réfractaires à la pénétration par la société globale. Entre eux les membres sont de la même espèce, mais à la fois partiellement compatibles et parfois aussi incompatibles ; ce sont les visions du monde et les modes d'agir qui caractérisent ces différences. Dans ce sens nous pourrions aussi désigner les groupements des opposants à la fois comme des groupes de domination et groupements de collaboration. Il s'engendre à Bure une « hiérarchie silencieuse » en raison de laquelle une ou plusieurs personnalités se configurent comme le point de repère pour l'expérience d'activisme et pour la gestion des projets, d'activités et d'actions, même si l'on avait vu comme le net refus de toute forme hiérarchique, de pouvoir et d'autorité est revendiqué comme un des principes fondamentaux. Les membres travailleront et agiront ensuite à travers une forte collaboration. Enfin, tout groupe étant une synthèse et un équilibre aboutissant à un certain degré d'unité, une distinction entre les groupements, d'après la mesure de leur unification, s'impose. Le groupe est fédéraliste, car il est fondé sur une synthèse de sous-groupes, synthèse aménagée de telle sorte que le groupe central et les sous-groupes, s'affirment comme équivalents dans la formation de son unité (Gurvitch, 1950, p. 292-338).

D'après Gurvitch, ce qui structure un groupe sont les « nous » (sociabilité par fusion partielle) et les « rapports avec autrui » (la sociabilité par opposition partielle). La fusion partielle dans le « nous » peut s'effectuer de façon plus ou moins intense et plus ou moins profonde. Les attitudes discontinues sont favorisées par les « masses » qui se caractérisent par un degré minimum d'intensité dans la participation du « nous » accompagné de la plus forte pression et de la plus faible attraction exercée sur tous les participants. Les modèles et les règles sont favorisées par les « communautés » qui présentent un degré moyen d'intensité dans la participation au « nous », accompagné d'une pression et d'une attraction également moyennes exercées par tous les participants. Enfin les institutions, les idées et les valeurs collectives sont encouragées par les « communions » qui proposent un degré maximal d'intensité dans la participation au « nous », accompagné de la plus faible pression et de la plus forte attraction exercée par l'ensemble sur les participants : son volume a alors tendance à se réduire pour maintenir la force et la profondeur de la fusion. La masse, la communauté et la communion ne sont que trois degrés génériques du Nous (Gurvitch, 1950, p. 124).

En ce qui concerne notre cas d'étude, selon cette classification, nous pourrions affirmer que nous sommes face à une « communauté » où le « moi » et les « autrui » peuvent fusionner en s'ouvrant et en s'interprétant sur un plan plus intime, et leur participation au Nous peut engager leurs profondeurs personnelles sans toutefois que cette intégration atteigne son maximum d'intensité.

Or, qu'est-ce qui maintient la cohésion des individus et des groupes ? Durkheim, en se référant à la société, dans *La division du travail social*, a montré que le mécanisme fondamental ne peut pas être simplement les récompenses que les individus échangent entre eux, car la relation d'échange présuppose la confiance que les autres rendront à leur tour les mêmes récompenses. L'idée d'un contrat social, telle qu'il a été proposé par Locke ou Rousseau, peut être dans certains cas, erronée pour la simple raison qu'une certaine solidarité est nécessaire avant qu'un contrat puisse devenir en quelque sorte contraignant. De même, le regroupement social ne peut être maintenu par la coercition, tout comme les contrats ne peuvent être exécutés par la seule contrainte, par exemple, par l'Etat ou toute entité qui monopolise la force. Nous devrions donc nous demander qui a permis à un organisme d'exercer un monopole de la force. Un individu ne pourrait pas tout seul exercer une contrainte sur beaucoup d'autres : la contrainte n'est en effet efficace que si elle est activée en groupe. Qui et qu'est-ce qui maintient ensemble le groupe capable d'exercer une certaine forme de coercition ? Le travail de Durkheim, en particulier dans *Les formes élémentaires de*

la vie religieuse vise à donner une réponse, que nous pouvons ici résumer immédiatement en un seul concept : la solidarité précontractuelle. La solidarité – la *philia* aristotélicienne, la fraternité froide et le minimum de bienveillance – est une condition préalable à tout calcul contractuel, car elle explique le mécanisme par lequel elle se produit et les changements qu'elle provoque sur les idées et les sentiments sociaux dans les différentes éventualités :

« une société dans laquelle chaque individu haïrait son semblable ne pourrait évidemment pas subsister et se dissoudrait. Il y a donc un certain minimum de bienveillance et de sympathie réciproques nécessaire pour que les membres de cette société, en se prêtant une assistance mutuelle, puissent résister aux violences des autres sociétés. Au-dessous de ce minimum, les sentiments d'affection peuvent varier plus ou moins. [...] L'instinct de sociabilité est certainement le principal d'entre les faits qui déterminent les maximes morales générales. Nous ignorons pourquoi cet instinct existe chez certains animaux, et n'existe pas chez d'autres ; nous devons par conséquent le tenir pour un fait primitif, au-delà duquel nous ne pouvons pas remonter » (Pareto, 1906, § 79 et § 81).

De même, les opposants à Bure savent bien qu'il faudra trouver un sentiment de solidarité qui puisse les lier ensemble et surtout, il faudra se montrer dans l'espace public comme un groupe très uni pour pouvoir se « défendre » de l'ennemi externe.

6.3 Conclusion

Le sixième chapitre souligne la présence de conflits au sein de la communauté considérée, en raison d'une pluralité de modes et des mondes sociaux dans lesquels une multitude des visions du monde et raisons d'agir s'entremêlent. La commune de Bure ne se présente pas en tant que réalité homogène, il y a, à cet égard, une diversité des trajectoires, d'objectifs, des motivations, des visions du monde et des subjectivités politiques qui émergent. Ainsi, des relations, à la fois, de solidarité et des relations conflictuelles se déploient au sein de l'opposition. Les militants entretiennent des rapports d'interdépendance et des rapports contrastés ; la multiplicité des courants et l'hétérogénéité des mouvances font en sorte que la coexistence donne parfois lieu à des tensions. Plusieurs conflits coexistent dans le conflit. Des acteurs et des groupes sociaux très variés se rallient dans l'opposition contre le projet de stockage des déchets nucléaires. Souvent l'intensité et les raisons de l'engagement se diversifient fortement d'un individu à l'autre. A cet égard les opposants ne détiennent pas les

mêmes savoirs et savoir-faire vis-à-vis de la contestation. Les visions du monde et les raisons d'agir ne sont pas les mêmes.

Néanmoins, des forces extérieures entrent en rapport entre eux et convergent pour former une symbiose et une synthèse finale entre les différentes tendances : des affinités électives. Un processus à travers lequel les acteurs faisant partie du mouvement d'opposition peuvent entrer dans un rapport de convergence, de renforcement mutuel à partir d'une communion d'émotions et des formes de solidarité qui s'appuient sur un objectif commun. Tous les différents profils et visions du monde présents au sein de la commune de Bure finissent par trouver une voie d'harmonisation commune en raison de la volonté de poursuivre une finalité commune. Les affinités électives qui se créent entre les tendances opposées finissent par créer des solidarités entre les « appartenants » à la commune qui, ensemble, se rejoignent autour un projet de société autre.

Chapitre 7

Expériences de résistance concrètes et radicales

Comme nous avons pu constater, ce qui unit les protestataires à Bure, ce sont autant les lieux que les pratiques et les raisons d'agir, ainsi que les modes de vie alternatifs légitimés par une critique radicale de la société capitaliste. L'installation – légale – à la Maison de Résistance et l'occupation – illégale – du bois Lejuc à Bure visent à protéger et à défendre un espace et des modes de vie perçus comme menacés par une puissance externe. S'installer, occuper et vivre le territoire signifie se rebeller et protester contre le sort réservé à ce lieu. Cela signifie faire émerger et montrer ses propres valeurs et visions d'un monde alternatif. Une politique préfigurative (Pleyers, 2016) s'incarne à travers un « projet social » et avec l'expérimentation d'une forme de « sociabilité libérée »¹⁴⁷ (Berzano et Gallini, 2000). Les formes et les pratiques à travers lesquelles les militants concrétisent cette « sociabilité libérée » sont les occupations et la constitution d'espaces alternatifs, dans lesquels fêtes, concerts, projections, organisations d'actions collectives et débats (sur des thématiques comme l'immigration, le féminisme, l'environnement, la liberté des détenus, la revendication de l'autodétermination des peuples, etc.) sont mis en place. Tout cela s'explique à travers une autre manière de voir le monde et de vivre le monde.

Nous voudrions dans ce chapitre nous focaliser sur la constitution d'un espace alternatif au sein de la Maison de Résistance et sur l'action occupante du bois Lejuc. L'installation sur le territoire et l'occupation restent des gestes emblématiques et se transforment ainsi en moyens de lutte. Dans les espaces alternatifs, les « occupants » tentent de fonder de nouvelles trajectoires pour la vie en société, de nouveaux modes de vie et « mondes-de-la-vie ». De même, l'occupation, une pratique souvent désapprouvée socialement, poursuit des actions et des finalités non conventionnelles – extérieures aux modalités propres à la démocratie représentative – telles que la vie en collectivité, l'autogestion, l'évitement du travail salarié, associés à une critique des rapports sociaux et économiques contemporains (individualisme, capitalisme). La volonté de vivre autrement signifie poursuivre des finalités socialement désapprouvées ou alternatives, avec l'objectif minimal de lutter contre la fragmentation du

¹⁴⁷ Traduit de l'italien par l'auteure.

tissu social. Les lieux occupés se présentent comme des espaces autogérés accessibles à quiconque cherche un lieu ouvert et informel ; lieux de rencontres et d'activités variées.

7.1 L'occupation : des finalités non conventionnelles

Charles Tilly définit le « répertoire d'action collective » en tant que « série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré » (Péchu, 2009a). L'idée communiquée est celle d'un assortiment d'actions et de pratiques dans lesquelles les individus peuvent piocher librement afin de structurer leur propre action contestataire. L'occupation s'inscrit dans le répertoire d'actions collectives, c'est-à-dire, un ensemble de moyens d'actions employés par ceux qui font de la contestation un outil essentiel. Occuper signifie extérioriser une forme de protestation et manifester des opinions et des convictions politiques à travers la prise et l'investissement temporaire d'une propriété publique ou privée par une ou plusieurs personnes. L'occupation est une pratique politique ancienne. A ce titre, Etienne Penissat (2005) dans son article *Les occupations de locaux dans les années 1960-1970. Processus sociohistorique de « réinvention » d'un mode d'action*, nous explique comme la pratique de l'occupation est en effet antérieure aux années 1970 et que notamment le mouvement ouvrier a pu s'en servir souvent. En Italie, les premières « occupazioni » sont mises en place dans les années 1920 dans les usines Fiat : la pratique était en lien avec le droit de propriété et le mode d'action représentait un complément à la grève. Quelques années plus tard, en France aussi, le terme « occupation » commence à entrer dans le langage courant : les grèves avec occupation de mai-juin 1936 en sont la démonstration. Il s'impose une fois qu'une propriété privée ou publique sont occupées pour montrer une protestation. Ensuite c'est dans les années 1960 et 1970 que l'occupation réapparaît « 1936, les ouvrières occupent leurs usines. 1968, les étudiants occupent leurs facultés » précise une pancarte suspendue à la Sorbonne par les étudiants en 1968 (Penissant, 2009). L'occupation productive surgit aussi comme une stratégie et des pratiques d'action représentatives des années 1960 et 1970. L'affaire Lip (1973-1977), l'occupation d'une usine horlogère à Besançon, reste un cas exemplaire en France¹⁴⁸. Les actions occupantes ont été reprises ensuite par des acteurs provenant de la gauche, et se sont au fur et à mesure développées hors des mondes ouvriers. On peut identifier comme pratiques occupantes :

¹⁴⁸ Voir à ce sujet : Gourgues, 2007 et Beurrier, 2003.

« l'ensemble des actions, matérielles ou cognitives, par lesquelles des acteurs s'emploient à (ré)investir, de manière éphémère ou durable, un espace physique de pratiques et de significations pour y créer une autre forme d'espace de vie (ou de survie), de débat et de rencontres, de revendication, d'affirmation d'un droit, de fabrique d'une parole collective, de construction d'une communauté ou d'un (nouveau) sujet politique. Ces opérations s'adossent aussi bien à des modes d'action routinisés de la revendication protestataire qu'à des pratiques sociales en apparence plus ordinaire (dormir, se laver, cuisiner, jardiner, etc.) qui peuvent néanmoins faire du lieu occupé un espace de possible remise en cause radicale ou, du moins, de proposition alternative d'organisation sociale ou de participation politique » (Dechezelles et Olive, 2017).

Les occupations ne doivent pas être entendues seulement en tant qu'actions directes et symboles de contre-culture. En revanche elles s'expriment en tant que formes de vie munies d'intensité et de radicalité¹⁴⁹. L'espace devient l'enjeu de la mobilisation et le médiateur pour la création d'une vie alternative dont l'agir se montre plus fort que le dire. Les occupants modèlent leurs gestes et leurs actions selon la configuration spatiale. A la fois lieu de vie et forme de vie, l'occupation doit être comprise comme une tentative de construction et déconstruction collectives dans un espace investi par des pratiques et par des discours. Giorgio Agamben décrit le lien intrinsèque qui émerge entre la vie et sa forme (Bulle, 2018). Il y a donc une concordance entre mode de vie et finalités possibles, entre réflexion et geste : une réalité sociale est possible seulement grâce à cette concordance. Le lien social et collectif se crée à travers le partage coopératif des espaces et à travers l'engagement dans le temps : des expériences de collaboration et de lutte commune qui modèlent le vécu. Différentes dynamiques de lutte et de mobilisation sont construites dans une visée d'autonomie et de radicalité. Cette radicalité se traduit dans le choix des modes d'action. Se créent à cet égard des microsociétés basées sur l'autonomie, l'anarchie et une critique radicale de la société.

A travers l'autogestion, l'autonomie, le partage en collectivité et les échanges, les lieux occupés façonnent la vie et les pratiques quotidiennes. Ils contribuent à explorer un processus « différent », partagé en de nombreux gestes quotidiens et actions directes destinés à la fois à rendre vivable l'espace investi, et donner une signification sociale et politique au processus entamé. A cet égard, l'occupation, cette forme radicale et directe d'action, ne doit pas être marginalisée et fragmentée, il conviendrait plutôt de la « politiser » dès lors qu'elle représente

¹⁴⁹ Nous mobilisons ici la notion de radicalité en s'arrêtant sur son sens étymologique : une action directe, un geste imminent sollicité par la volonté de résoudre et régler le problème à la racine et dans le moindre temps possible. Les groupes investissent cette action d'une charge émotionnelle très importante.

clairement un geste politique en le reconduisant à une pratique de résistance et de contre-perspective ou de contre-modèle. Quel que soit le type d'occupation (d'usines, des bâtiments, des lieux publics, etc.) la volonté exprimée par les occupants est fermement critique et contre-courant. Les motivations privilégiées par les acteurs se présentent comme le désir de changer des lois ou des politiques publiques, modifier les modes de prise de décision et contester les pratiques de la légitimité des élites. Les occupations, ouvrent-elles donc à une voie de résistance tangible à l'ordre social établi ? La dimension politique de l'occupation est en effet relancée et revitalisée systématiquement, afin de ne pas la limiter à une simple opération de mise en place d'un processus à contre-courant. Investis des significations politiques, les lieux occupés assument, à cet égard, la fonction de lieux créateurs d'une alternative possible, dans laquelle on cherche à matérialiser une utopie expérimentale et à bouleverser le monde à travers une forme totale d'engagement de la réflexion et du corps. Pour ces raisons l'occupation se transforme en moyen de lutte emblématique, un geste créatif et ancré pour une action directe. La forme d'occupation devient aussi médiatrice d'un refus de l'ordre établi, de l'existant qui nous entoure et de toute technique de gouvernement.

7.1.1 La Maison, un laboratoire de radicalisme

La Maison de Résistance est une vieille ferme transformée en espace ouvert¹⁵⁰ et autogérée, un lieu de regroupement d'acteurs aux trajectoires variées (militants, autonomes¹⁵¹, pacifistes, écologistes, libertaires, *travellers*, punks, visiteurs d'un jour, etc.). Sa particularité est, avant tout, le fait de pouvoir contribuer à une présence, sur la durée, d'opposants sur le territoire de la commune de Bure, mais aussi de montrer à l'opinion publique l'existence d'une résistance constante et régulière sur le territoire. La structure organisatrice est décentrée et flexible tout comme les stratégies discursives, identitaires et d'action. Une forte charge contre-culturelle caractérise les acteurs qui l'habitent, lesquels utilisent souvent des formes d'action radicales. Les acteurs ont – comme nous avons déjà pu voir – un ancrage très fort sur le territoire. A ce propos, la vie en collectivité et l'autogestion sont les fondements de la Maison, témoignage d'une résistance face à l'ordre établi.

¹⁵⁰ L'état d'esprit des habitants de la Maison est accueillant mais pas trop chaleureux. L'hospitalité et l'accueil se font remarquer pour leur caractère radical : le stade de l'interconnaissance est aboli ; on est les bienvenus (il ne faut pas présenter une autorisation pour s'installer) mais il faut respecter des règles précises et « se débrouiller » tous seuls. Personne n'indiquera où il y a de la place pour dormir dans le sleep-in ou ce qu'il faut faire ou comment et quand assister à toutes les activités de la maison.

¹⁵¹ Les méthodes d'action historique de l'autonomie au XX et XXIème siècle ont été aussi bien le sabotage, l'émeute, l'auto-réduction, le squat, la radio, le fanzine ou la revue, etc.

La vie quotidienne à la Maison et les modalités d'organisation sont propres au « milieu autonome », dans lequel pratique et réflexion sont déterminées par des modes de gestion anticapitaliste et révolutionnaire, afin de pouvoir changer et renouveler les avenir et le monde existant (Gottraux, 1997). Les pratiques et les modes de vie qui se concrétisent à la Maison font référence au monde du squat. La majorité des militants qui occupent (légalement) la Maison, proviennent, tout comme pour les squats urbains, de la gauche radicale non-institutionnelle¹⁵² ; principalement des étudiants, jeunes précaires, sous-employés, qui occupent des bâtiments dans lesquels ils organisent des activités politiques, sociales et culturelles. Ils contestent la modération des formes d'actions et la bureaucratisation dans le mode de fonctionnement des associations écologistes et des partis politiques et ils proposent des actions directes et des modes d'organisation participative. Ils vivent jour après jour radicalement.

A cet égard, il sera utile de s'arrêter brièvement sur les caractéristiques des squats, les mêmes caractéristiques que – à notre avis et selon notre expérience sur le terrain – nous avons retrouvé au sein de la Maison de Résistance, avec la seule différence qu'elle ne représente pas un lieu occupé illégalement.

Cécile Péchu dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux* (Péchu, 2009b) nous rappelle que le terme squat provient du mot anglais « squatter » et indiquait au début du XIX siècle les pionniers américains qui allaient s'installer sur des terres non encore occupées par les colons. Juste après la Seconde Guerre mondiale le terme commence à indiquer l'occupation de logements vides. En France, au début du XX siècle, les premiers « emménagements à la cloche de bois » (Kamoun, 2000 ; Péchu, 2007) se montrent en tant qu'occupations de logements. Dans sa définition actuelle le squat désigne l'occupation (statut juridique et mode d'action) illégale – parfois aussi légale – d'un lieu utilisé collectivement comme habitation et/ou comme lieu d'organisation de réunions, débats, rencontres ou fêtes.

Les squats se présentent en tant qu'héritage des luttes urbaines des années 1970, et bien que le nom soit resté le même, de nombreuses différences subsistent entre les squats d'hier et d'aujourd'hui. Les squats ont une longue tradition en Europe mais surtout en Italie. Les années 1970 sont à l'origine des premiers espaces autonomes qui émergent dans plusieurs

¹⁵² Une enquête (Castells et al., 1978) a illustré selon les activités et les actions pratiquées, les classes et les catégories sociales qui prennent part aux mouvements des squatteurs : des jeunes prolétaires, des sous-prolétaires et des immigrés guidés par des militants intellectuels d'extrême gauche en tête.

villes en Italie (Ruggero, 2000) : les « centri sociali » occupés et autogérés¹⁵³. Ils naissent à l'initiative des « cercles du prolétariat juvénile » : en effet, ces années, particulièrement à Rome, Milan et Turin, des nouvelles générations entreprennent différents parcours d'activisme à travers la réalisation des projets, expériences de vie, pratiques culturelles. « L'illégalité des luttes est source de droit » intitule la revue *Rosso* (n°15 mars-avril 1975, p. 49). A l'évidence, il s'agissait de l'enchevêtrement de l'activité politique avec la production des revues, des vidéos et la production théâtrale ; l'organisation de concerts et événements musicaux, jusqu'à arriver à l'expérience des « centri sociali occupati e autogestiti ». Ils se sont inspirés de l'autonomie italienne, les squats en Grande-Bretagne, les collectifs de désobéissance en Espagne, les Piqueteros en Argentine, le mouvement de Sem Terra au Brésil, les zapatistes au Mexique. En France les idées et les pratiques autonomes se diffusent, en premier lieu, à partir de la revue *Camarades*, fondée par Yann Moulier-Boutang en 1974. Les organisations d'extrême gauche prennent part à l'occupation et commencent à politiser les lieux, raison pour laquelle les « centres sociaux » participent ensuite au mouvement de contestation des années 1977. Le mouvement punk a ramené dans les squats plusieurs mutations politiques, sociales et économiques ; et la contestation étudiante dite de la panthère en 1989-1990 leur a donné un nouvel élan. Les acteurs qui agissent au sein des squats ne représentent plus les mouvements typiques de la société industrielle, dont le mouvement ouvrier et le syndicalisme avaient pour but d'anticiper l'histoire, le progrès, l'avenir utilisant comme levier l'identité de classe et le déni radical de l'ennemi bourgeois ; ils ne représentent pas non plus les mouvements sociaux qui se sont formés à partir de mai 1968 autour des questions telles que le pacifisme, le féminisme, les droits civils, constituant ainsi une contre-culture spécifique et variée de la jeunesse. Les centres sociaux naissent dans les zones urbanisées où plusieurs communautés radicales étaient installées ; des espaces publics réappropriés, des bâtiments vides occupés à travers des pratiques et d'activités d'auto-organisation. Ils représentaient à cet égard une réponse à la crise de consensus qui traversait les partis politiques à cette époque, ces derniers, en effet, étaient considérés comme n'étant plus en mesure de représenter les besoins sociaux émergents. Les contestations se caractérisaient à travers l'action directe de lutte contre les « propriétaires » : des grèves des

¹⁵³ A cet égard, à la Maison de Résistance, du 12 au 14 mai 2017, a eu lieu un week-end débat et « partage d'expériences » sur l'autonomie italienne des années 1970. « L'idée c'est de prendre ces moments pour partager ce qui s'est passé pendant ces années 1970 en Italie, depuis les grèves jusqu'à la lutte armée. C'est de découvrir ce qui a eu lieu, de s'en inspirer et surtout d'échanger sur les questions qui nous habitent autour de l'autonomie : entre les luttes, les espaces de vies en collectif, les coups d'éclats et le long terme etc. » Vmc.camp (2017, 1 mai).

usines et des loyers ; au fur et à mesure on passe à la revendication de logements pour les familles et l'opposition aux autorités publiques. Les « centres sociaux » sont des lieux

« d'expérimentation de pratiques politiques "non-conventionnelles", mais aussi de valeurs et modes de vie alternatifs légitimés par une critique radicale de la société capitaliste » (Sommier, 2018, p. 118).

Les jeunes sollicités par un style de vie alternatif et un engagement différent s'impliquent dans la création de ces espaces autogérés. A côté des militants politisés, des individus en situation de marginalité plutôt d'ordre matériel retrouvent dans l'occupation de locaux des espaces de réconfort moral et un refuge. Pour les sujets concernés, pour les relations sociales qui se forment, pour les objectifs et les actions collectives mises en œuvre, les squats semblent refléter certains processus de transformation de la société contemporaine :

« avec l'objectif minimal de lutter contre la fragmentation du tissu social, les centres sociaux se présentent comme des espaces autogérés ouverts à quiconque cherche un lieu ouvert et informel de rencontres. Les motivations et attentes (les offres aussi, mais toujours non contraignantes) y sont variées : on peut simplement y « tuer le temps », en raison de sa facilité d'accès et des prix modiques pratiqués, en buvant, mangeant, dansant, avec la certitude de toujours pouvoir y trouver quelqu'un avec qui parler et partager un moment. Mais on peut aussi y rechercher soit un enrichissement culturel ou politique en assistant aux débats qui y sont organisés, en participant aux ateliers ou en lisant dans la librairie, sans que personne ne vous somme d'acheter ; soit des services et des aides comme des renseignements sur les démarches administratives ou encore la toxicomanie » (Sommier, 1997).

Les membres, souvent stigmatisés par la presse comme des anarchistes insurrectionnalistes violents, considèrent ces espaces comme des opportunités de s'engager quotidiennement et de rendre visible le sens de leur lutte : « vivre malgré le capitalisme » (Pusey, 2010). L'idée est celle d'occuper, « squatter » des bâtiments abandonnés qui peuvent être exploités pour organiser des rencontres, des débats, des fêtes, etc. Une nouvelle ligne de conflit se dessine : une contre-culture qui veut résister à la bureaucratisation, la technocratisation et qui combat pour l'émancipation des minorités. Le squat identifie l'acte d'occuper illégalement un local vacant ou un bâtiment afin d'exprimer un refus de la société et un déni de la politique¹⁵⁴ ; il est un lieu d'habitation mais aussi un lieu artistique et associatif, un lieu d'expérimentation sociale :

¹⁵⁴ La politique comme activité *dans* la polis et non *de* la polis (Berzano et Gallini, 2000).

« une vieille baraque squattée aura toujours l'air plus peuplée que ces appartements de standing où l'on ne peut que poser ses meubles et perfectionner la déco en attendant le prochain déménagement » (Comité invisible, 2007, p. 41).

Hans Pruijt (2004 ; Pechu, 2009b) présente une catégorisation des types de squats basée sur les différentes actions et revendications mises en place : le squat basé sur la privation, le squat comme stratégie de logement alternatif, le squat entrepreneurial comme les bars, le squat de conservation comme la lutte contre les projets d'aménagement du territoire¹⁵⁵ et contre la destruction d'immeubles et le squat politique. Les membres du squat choisissent eux-mêmes les nouveaux venus et habitants du squat, selon la présentation qu'ils y font de soi, le vocabulaire adopté, le style vestimentaire. Parfois l'entrée est refusée à certaines personnes ou d'autres sont obligées de partir rapidement, d'autres encore s'installent et s'intègrent.

Qualifiés comme lieux déviants, de rencontre des personnes marginalisées et de ghettos métropolitains, dans les squats des nouvelles formes d'expérimentation et des nouvelles formes de socialité émergent. Pour beaucoup de squatteurs c'est une forme de soustraction à la dégradation métropolitaine. Les squats sont des espaces de vie et de loisirs. Les liens entre sociabilité, participation et politique se tissent de manière différente par rapport au passé : il n'y a plus une relation très étroite, comme cela se produisait, entre les sections des partis ou les cercles des prolétaires des années 1950 et 1970, mais il s'agit plutôt des espaces d'initiative et de transformation de la réalité environnante. Les squats sont des laboratoires de radicalisme politique autonome, générateurs de conflits, sans délégation aux partis et aux syndicats.

La dimension de la violence est celle que les mass médias attribuent le plus souvent aux squats urbains. Selon Lipsky (1977) et Berzano (2000) la violence des squatters est un moyen rapide d'entrer dans le jeu politique ; c'est parfois le début d'une négociation, d'une nouvelle logique interactive et instrumentale. L'usage de la force contre les personnes ou les biens peut

¹⁵⁵ Les acteurs appartenant au milieu du squat assument un rôle important aussi en ce qui concerne les luttes contre les grands projets d'aménagement (Della Porta et Piazza, 2008) : ils amènent au mouvement des ressources spécifiques en termes de générations et de compétences dans l'organisation de l'action directe. De ce point de vue, ils sont également importants pour relier l'action locale sur les grandes infrastructures à celle des acteurs impliqués dans d'autres thèmes et dans d'autres lieux, grâce à leur capacité de coordination et d'implication dans des réseaux spécifiques qui facilitent le lien entre les différentes campagnes de protestation. Souvent ils sont appréciés pour leurs compétences et les répertoires spécifiques y compris les activités de contre-information et de contre-culture. Les mobilisations sont produites par des grilles multiples et hétérogènes, du point de vue social et politico-idéologique, qui s'enlisent dans l'action, supposant des modalités et des caractéristiques différentes. Chaque acteur collectif apporte des ressources spécifiques et aussi un élément de tension, ce qui n'empêche cependant pas l'intensification et l'extension des mobilisations.

être conçu par les militants comme un moyen d'action légitime selon une lecture radicale des problèmes sociaux. La violence expressive est efficace précisément en raison de sa visibilité dans les médias ; elle prend plusieurs formes selon ses buts démonstratifs et provocateurs : barrage routier, incendie dans les rues, utilisation de pétards et de générateurs de fumée pendant les cortèges, lancement de ballons remplis d'eau, destruction de caméras de télévision, jets de pierres et peinture etc. jusqu'aux actes les plus extrêmes.

La Maison de Résistance à Bure, dont – à notre avis – les pratiques et modes de vie se rapprochent de très près de ceux des squats, représente aussi et surtout un lieu où le collectif revendique une cause et il constitue en même temps la réponse à la demande qu'il porte. En effet, les opposants se servent de la Maison pour accompagner leurs idéologies et revendications « concrètes » et « imaginées », pour reconnaître leur légitimité dans la lutte et pour instituer une défiance et une négation de la politique et de la démocratie représentative. S'immerger à la Maison veut dire s'immerger dans une pluralité de « modes » et « mondes » sociaux. Elle représente une lutte contre les structures du système établi et reflète un projet « alternatif » à la société existante.

L'autogestion est pour la Maison la règle fondamentale, le chemin vers un autre projet possible. L'expérience de l'autogestion est une forme d'utopie concrète et imaginée qui se place dans les interstices de la vie quotidienne. Cette expérience permet aux occupants de s'éloigner du sentiment qu'une alternative n'est pas possible et que les futurs sont incertains. Grâce à l'autogestion et la participation personnelle de tous les membres il est possible de rester en dehors du réseau du marché et de créer sa propre autonomie. Conjointement à l'autonomie et l'autogestion s'exprime l'exigence de ne pas se confondre avec les pouvoirs des partis politiques ou la représentation formelle des syndicats, tout en tenant compte du fait que la politique englobe totalement la sphère de l'existence dans laquelle la socialité, la culture, l'art et la vie sont inséparablement unies.

Les caractéristiques du comportement des acteurs demeurant dans les squats se lient à deux notions développées par Robert K. Merton : la « rébellion » et l'« innovation ». La rébellion dans le sens où des pratiques telles que l'occupation illégale ou l'utilisation des formes de violence directes condamnées par l'opinion publique sont employées par les squatters afin d'atteindre l'« innovation », des nouveaux modes de vie et des mondes-de-vie non conventionnels comme l'autogestion, la vie en communauté, le renversement des codes traditionnels de communication, l'éloignement du travail salarié combinés avec une critique ouverte aux modes de fonctionnement de la société capitaliste et individualiste (Petiau et

Pourtau, 2012). Pour ces raisons les squats ne représentent pas seulement des lieux alternatifs mais des espaces d'expérience et d'expérimentation de nouveaux projets préfiguratifs : une « socialité libérée » et une contre-culture alternative.

7.2 Les ZAD et la ZIRA de Bure

Ces dernières années, en nombre croissant, les pratiques protestataires d'occupation varient tant dans les pratiques que dans les significations qu'elles apportent. Elles s'éloignent des espaces urbains, de la métropole et des espaces de la démocratie représentative pour se transférer sur des territoires plus lointains, en campagne, et pour se pencher vers des espaces menacés par un projet d'aménagement du territoire ou une intervention publique et privée : celles qui seront appelées ensuite ZAD¹⁵⁶.

L'espace devient, à cet égard, l'enjeu de la mobilisation et la protestation se transforme et une remise en valeur de la richesse et des vertus de ce lieu. Les individus sentent qu'à cause d'une puissance extérieure ils sont en train de perdre l'usage du territoire et avec lui leur propre légitimation à le vivre : occuper signifie reprendre en main la situation pour une protestation anticapitaliste et expérimenter un laboratoire des nouvelles pratiques possibles. Ces sont des actions occupantes qui s'éloignent de la finalité d'élargir une base syndicale ou d'éveiller la conscience de classe à travers l'occupation des usines ; ces sont des pratiques occupantes qui essaient de donner une visibilité à leur cause en investissant de grands espaces publics et permettant la venue d'une vague hétérogène d'acteurs et de revendications. On défend la nature de l'aménagement capitaliste, on défend les droits des personnes en situation de précarité, les causes antinucléaires, antifascistes, les luttes du travail, les causes féministes, des immigrés, de droits de l'homme et internationalistes. Tous ces différents objectifs offrent aux militants la possibilité de se retrouver et de se rassembler en participant au dynamisme des mobilisations collectives à travers des expériences collectives :

« ces dernières années, les occupations de territoires s'opposant à des projets capitalistes ont poussé comme des champignons qui font halluciner leurs commanditaires, les irritant comme fleurs-au-nombril, mettant en colère les gros papounets destitués de leur autorité un lendemain de cuite. Et la (re-)descente n'est

¹⁵⁶ Littérature récente de type ethnographique sur la ZAD : Petit, 2015 ; Barbe 2016 ; Mabi, 2016 ; Subra, 2016 ; Dechézelles, 2017 ; Pruvost, 2017 ; Lepetit, 2018 ; Verdier, 2018.

pas toujours une partie de plaisir. [...] Depuis plusieurs mois on ne compte plus, du sud-ouest de la France à Bruxelles, les initiatives qui se reconnaissent dans l'appellation ZAD et s'en réclament. Qu'il s'agisse de ces « journalistes » qui spéculent sur de nouvelles zones à défendre agitant des épouvantails comme autant de conjurations, décomplexant au passage quelques aspirations fascistes comme à Sivens ou dans une moindre mesure, à Roybon ; de ces chefs, politiciens, hommes d'affaires et autres mafieux, qui voient une part de pouvoir leur échapper ; de ces sympathisantes anonymes et discrètes qui attendent ou espèrent que les choses se passent bien, ou encore de ces jeunes et volontaires utopistes qui répandent des « zad partout », les fantasmes pleuvent, les clichés fleurissent » *Zad.nadir.org* (2015, 16 novembre).

En nombre croissant ces dernières années, s'ajoutent aux formes d'occupation tels que les squats, les ZAD ; terme, à la fois, exigé et rejeté par les occupants. L'acronyme ZAD provient du détournement de l'acronyme technique français signifiant « Zone d'Aménagement Différé », une zone foncière, généralement située en secteur périurbain, à l'intérieur de laquelle une personne publique ou une société mixte d'aménagement ou une puissance publique peut exercer un droit de préemption sur les terrains bâtis ou non bâtis pour projeter la construction d'une grande infrastructure destinée au futur développement régional ou national ; pour se transformer ensuite en « Zone À Défendre ». En quoi se constitue le potentiel de la ZAD ? C'est une occupation qui vise à empêcher le début ou la continuation des travaux liés à une action d'aménagement territorial privée ou publique, à bloquer les GPII. Le lieu occupé correspond à l'enjeu de la contestation. Le territoire devient « à la fois le support du conflit et son enjeu » (Lecourt, 2002, p. 18), la dimension spatiale et locale est au centre de la lutte. Les caractéristiques centrales de la ZAD sont donc l'occupation permanente et souvent illégale d'un territoire dans le but de retarder ou empêcher les travaux de construction d'un projet d'aménagement :

« ZAD... rien de plus haïssable et froid que ce sigle – Zone d'aménagement différé – plaqué sur un bocage, depuis quelques bureaux d'études, en janvier 1974. Il s'agissait, entre bureaucrates, d'effacer un territoire habité, aussi sèchement que l'on trace un plan sur une table d'architecte, pour y implanter un aéroport. Et cela, dans la certitude bornée qu'un peuple de terre et de chair consentirait à disparaître [...] Tel fut, pour commencer, le sinistre contenu du sigle, et son avenir prévisible. Mais nombre d'habitants n'ont pas joué le rôle qui leur était réservé : [...] ils sont devenus des résistants [...] ils ont élaboré un nouvel ancrage. Ancrage à la terre, au bocage et aux autres récalcitrants, armés d'une connaissance nouvelle et méthodique des enjeux, et d'une farouche obstination. Tous ces traits, se croisant, ont engendré un singulier tissu, à la fois creuset, refuge, lieu de combat et exigence d'une autre façon de vivre. [...] Et plus il en arrivait, plus le sigle se vidait de sa signification première. A la place : des constructions, des amitiés, des moments de poésie pure, mais aussi querelles internes pas toujours surmontées, des voix discordantes, des méfiances

rentrées ; et tout cela à contribué – par le fait de rencontres incessantes, de paroles vives, de pratiques communes, de solidarité agissante face à l’ennemi commun – à constituer ce lieu comme Zone à défendre » (Coordination, 2013, p. 4) ;

« une ZAD est un territoire où des êtres décident de se passer des institutions pour construire leurs vies. Elle se constitue comme « zone à défendre », mais ses perspectives et sa raison d’être sont en réalité offensives car elle est aussi le lieu pour une opposition résolue au grand saccage de l’aménagement, où peuvent s’expérimenter des relations humaines hors du cash, de la hiérarchie, de l’utilitarisme économique (écologique), en bref, de l’unique pensée des obsessionnels du développement ; le lieu où tente de s’élaborer une utopie à portée de lutte » (Collectif, 2014).

La lutte contre les GPII fait référence à une nouvelle catégorie de mobilisations « anticapitalistes » qui s’opposent à la construction de projets d’aménagement territorial : de l’édification d’infrastructures publiques ou privées, comme centres commerciaux, centrales nucléaires etc., à la construction de lignes de transports à grand vitesse pour train, des autoroutes, des aéroports :

« ces projets s’inscrivent dans une logique de concurrence exacerbée entre les territoires et impliquent une fuite en avant vers toujours plus grand, plus vite, plus couteux, plus centralisateur » (Collectif, 2013).

7.2.1 De la ZAD de NDDL à la lutte NO TAV

L’opposition au projet de construction de l’aéroport pour le Grand Ouest à Notre-Dame-des-Landes (NDDL) et la construction de la « Zone à Défendre » en 2008, deviennent, notamment en France, une référence aux luttes contre les GPII et à la structuration d’un réseau dédié. NDDL est la première ZAD créée sur le territoire français et elle constitue un tournant dans les luttes historiques des ZAD. A partir de 2012¹⁵⁷ d’autres ZAD se sont disséminées partout en France en ramenant avec elles l’idée d’une relance de l’action occupante comme pratique pour s’opposer.

En 2009 le premier Camp Action Climat de France est organisé sur la ZAD de NDDL avec l’objectif de catalyser la convergence pour attirer l’attention et renforcer la lutte anti-aéroport. L’opposition entraîne une influence et un impact considérables sur la culture contemporaine

¹⁵⁷ En 2013 on comptait environ une dizaine de ZAD sur le territoire français dont Sivens (2013-2015) et Roybon (fin 2014) sont les plus connues.

des mouvements sociaux, surtout ceux qui se dédient aux luttes environnementales. Le projet d'aéroport est conçu en 1966 et confié au groupe Vinci pour la construction. En 1968 une « zone d'aménagement différée » sur le territoire est identifiée pour la construction d'une nouvelle infrastructure aéroportuaire qui devra remplacer celle de Nantes-Atlantique, née dans les années 1930 et desservant tout l'Ouest, de Nantes à Rennes. Les premières mobilisations débutent en 1974 lors de la promulgation de l'arrêté de création de la zone d'aménagement différé aéroportuaire qui s'appliquait à 2000 hectares sur 4 communes, dont le territoire de Notre-Dame-des-Landes était le plus central. Une dimension locale est tout de suite associée à la lutte. Les paysans se sont, dès le démarrage du projet dans les années 1970, attaqués à la proposition de construction de l'aéroport. Ils se sont retrouvés dans une association qui s'appelle l'ADECA (Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport), et pendant toute la lutte ils ont été une force extrêmement motrice :

« dans les manifestations aujourd'hui ils sont capables de ramener 150 tracteurs dans les rues de Nantes pour venir appuyer les manifestants. Un des travaux de ces paysans a été de faire que les gens ne partent pas de cette zone, que les paysans continuent d'exploiter les terres et objectivement ils ont vraiment réussi puisqu'aujourd'hui encore, les paysans historiques sont restés sur la ZAD alors qu'ils sont dans une situation de menace et de danger très fort » (Trancemedia.eu, 2018).

Les agriculteurs ont d'emblée soulevé la question du « développement économique » du territoire, en pensant l'agriculture « comme une activité économique à part entière, capable de créer des emplois et de la richesse ». Après ces premières mobilisations, le projet a été mis en veille pendant plusieurs années, principalement aussi en raison de la crise pétrolière.

Une deuxième composante de la lutte sont les associations citoyennes et les relais politiques, qui se sont créés dans les années 2000. Les associations citoyennes ont constitué, autour d'une association qui s'appelle la CIPA, une véritable mobilisation de masse, qui a réussi à intensifier les recours juridiques (178 décisions de justice suite aux recours) pour faire trainer en longueur le projet. La troisième et dernière composante de la lutte, le mouvement d'occupation, est la plus récente et elle est apparue dans les années 2009 – 2010. Une soixantaine de lieux de vie et une centaine d'hectares sont cultivés par les personnes appartenant au mouvement : riverains, agriculteurs, élus locaux, membres des associations de lutte contre l'aéroport, militants, libertaires, autonomes, écologistes, punks, pacifistes, visiteurs d'un jour (Pruvost, 2017) :

« dans toutes les maisons et les habitations qui sont dans la zone d'aménagement différée de l'aéroport certaines personnes ont fini par partir au fil des ans, et donc il y a eu des maisons qui se sont retrouvées vides, et les habitants des lieux, sous un qualificatif « les habitants qui résistent », ont appelé à les habiter, donc des jeunes gens, venus des villes, de Nantes, sont venus s'installer sur la zone à défendre » (Trancemedia.eu, 2018).

La ZAD de NDDL s'instaure : des maisons, des cabanes, des lieux de vie, qui accueillent près de 200 personnes qui y habitent pendant l'année. A partir de 2010, les acteurs deviennent plus nombreux, plus divers, plus radicaux et les enjeux du conflit passent très rapidement de l'échelle locale à nationale. Le premier « festival du climat » est prévu ; un festival qui a tout de suite attiré un très grand nombre de participants. La question du nouvel aéroport prend donc une dimension nationale, voire européenne, et fait écho à la mobilisation croissante contre le réchauffement climatique. Hervé Kempf dans un article sur *Reporterre* (Kempf, 2012) explique à juste titre :

« on s'étonne que ne soit pas comprise l'importance de ce bras de fer. Mais peut-être faut-il, de nouveau, en expliquer les enjeux. Il s'agit, donc, d'un projet d'aéroport qui occuperait près de 2000 hectares de terres au nord de Nantes. Vieux d'une quarantaine d'années, il a ressurgi au début des années 2000. La résistance tenace, non violente, assise sur des expertises solides, de paysans, d'élus, d'écologistes, de citoyens, d'habitants anciens et nouveaux, a retardé le projet. Elle a permis de voir que se cristallisent ici toutes les problématiques qui forment le complexe écologique de ce début du XXI^e siècle. Ce n'est pas Trifouilly-le-Oies, c'est une cause nationale » (Kempf, 2012).

A cet égard, la dimension locale a été souvent considérée comme une caractéristique importante des protestations contre le grand projet d'infrastructures et d'aménagement territorial. Souvent, les conflits locaux sont connus comme des mobilisations encouragées par des motivations NIMBY¹⁵⁸ (*Not In My Back Yard* « pas dans mon arrière-cour »), alors que, penser l'occupation de la ZAD comme une simple occupation NIMBY, serait la « disqualifier ».

A cet égard, pendant les années 1990, l'attention était focalisée notamment sur des « nouvelles » formes de protestation définies comme « locales », car elles ciblaient la défense d'un territoire, qui avait des frontières bien délimitées, en luttant contre la construction d'infrastructures considérées dangereuses pour l'équilibre écologique, la qualité de la vie ou

¹⁵⁸ La question NIMBY est amplement traitée et documentée par la littérature scientifique nord-américaine : Brion, 1991 ; Dear, 1992 ; Lake, 1993 ; McAvoy 1998 ; Burningham, 2000 ; Shively, 2007.

pour la sûreté des habitants. Les mobilisations NIMBY ont été interprétées comme un front de refus systématique, catégorique et émotionnel aux projets d'aménagement de la part des locaux contre les travaux publics comme des incinérateurs, des routes, des décharges, des usines industrielles, des centrales nucléaires ou les dépôts de substances dangereuses, etc. Ces oppositions locales se limiteraient à se contrer aux travaux publics, à les déclarer indésirables et à reconnaître comme nécessaires ou possibles les objets de litige, sans se préoccuper d'indiquer des solutions alternatives. Cela conduit au paradoxe que, tout en reconnaissant un travail nécessaire ou utile, il n'est pas possible de le construire. L'accusation d'avoir des motivations NIMBY tend souvent à mélanger égoïsme individuel et idéologisation, rationalité extrême et ignorance. La scientificité de l'analyse NIMBY a été donc contestée non seulement par les activistes mais aussi par les chercheurs en sciences sociales, qui ont observé que les discours dits NIMBY tendent à enfermer les riverains dans une position illégitime (Jobert, 1998), et soulignant, au contraire, l'existence d'une réalité plus complexe à propos des conflits de territoire (Della Porta et Piazza, 2008 ; Della Porta, 2004). Les Anglo-Saxons, pour indiquer la dégénération acritique du NIMBY, utilisent l'acronyme BANANA (*Build absolutely nothing anywhere near anything*) (MerCALLI et Giunti, 2015).

C'est assez rare de trouver des raisons NIMBY derrière les protestations contre les grands projets d'aménagement du territoire ; car elles sont des expérimentations de « citoyenneté active », expressions de résistance pour la défense d'intérêts particuliers qui se transforment ensuite en intérêts pour le « bien commun ». C'est un phénomène dit de « montée en généralité », qui consiste en l'élargissement du spectre des revendications, en l'augmentant jusqu'à l'étendre aux questions qui sont liées à la qualité de la vie ou au système général de l'organisation politique, économique et sociale.

Pour revenir sur nos pas, le projet de construction de l'aéroport devient ainsi l'« affaire Notre-Dame-des-Landes » ou « affaire NDDL ». Les occupations, l'organisation d'événements¹⁵⁹, la mise en commun des matériaux militants (tracts, affiches, badges, etc.), l'émergence des médias d'information en ligne comme notamment *Reporterre* et *Basta Mag*, le slogan « ZAD partout » ou « Ni ici ni ailleurs » fait en sorte que la lutte contre les GPII passe du niveau local au niveau national et international. Au fur et à mesure un réseau national et international d'opposition aux grands projets s'établit, et plus en général pour l'écologie politique.

¹⁵⁹ L'ACIPA rassemble chaque année en juillet plusieurs milliers de personnes en opposition au projet lors d'un festival de 3 jours.

En 2012 le gouvernement de Jean Marc Ayraud (ancien maire de Nantes) tente d'expulser les occupants de la ZAD de NDDL ; 1200 policiers et gendarmes sont mobilisés par le ministre Manuel Valls à travers une opération appelée César. Cependant, l'opération César se termine par un échec retentissant : l'évacuation des territoires, qui aurait dû durer quelques jours reste immobilisée au milieu de 1500 hectares de champs, forêts et étangs. Les occupants défendent le lieu : ils construisent des barricades, utilisent leur connaissance du site pour entraver les policiers et réparent le lendemain ce que la police et les bulldozers ont détruit la veille. Le mouvement est soutenu de partout, manifestations et comités de soutien se multiplient dans toute la France ; les opposants au projet de l'aéroport se mobilisent tous ensemble, les appels à mobilisation tournent massivement. Le slogan « ZAD Partout ! » apparaît à ce moment-là pour encourager les manifestations de solidarité envers la lutte et dans le cadre des mobilisations qui font suite. Plusieurs ZAD s'implantent un peu partout en France : dans le Morvan contre l'incinérateur, à Sivens contre le barrage de rétention, à Roybon contre le Center Park, à Agen contre le Technopole, à Haren en Belgique contre la maxi-prison, à Lyon contre le stade, etc. (Verdier, 2018). Après le retrait des gendarmes, des milliers de personnes convergent vers la ZAD pour reconstruire ce qui a été détruit : l'opération Astérix rassemble environ 40.000 personnes de toute la France pour transporter des haches, construire des maisons :

« ces terres, avec l'histoire, l'affect et l'émotion auxquelles elles renvoient, sont chargées de la force du symbole de la lutte et ce bien au-delà de la « zone » en question » (Zad.nadir.org, 2015).

En janvier 2018 le projet est abandonné par le gouvernement. Eduard Philippe a annoncé la fin du projet (Le monde.fr, 2018). Après 50 ans de lutte et de blocage, 10 ans d'occupation et de manifestations mémorables, la bataille contre la construction de l'aéroport international de Notre-Dame-des-Landes est terminée :

« cette victoire, ce n'est pas une victoire qui nous a été donnée, ce n'est pas une victoire qu'on a obtenu par un vote, ou que le gouvernement nous a laissé, c'est une victoire qu'on a arraché » (Trancemedia.eu, 2018).

Une grande journée de célébration est organisée le 10 février 2018 pour revendiquer la possibilité de poursuivre l'expérience politique, sociale et agricole qui a vu le jour entre temps dans les territoires de la ZAD. Aujourd'hui 400 hectares sont cultivés par 11 agriculteurs, 260 hectares par les occupants (Puletti, 2018) : le slogan « sème ta ZAD » gagne une certaine

popularité. Un territoire où les occupants ont inventé de nouvelles formes de vie en commun et d'agriculture basées sur le partage, le respect de l'environnement et la protection des biens communs. La ZAD, qui par l'Etat est vue comme synonyme de « chaos » et de « zone de non droit » (Trancemedia.eu, 2018), devient un laboratoire d'expérimentations pour une recherche d'autonomie et des pratiques alternatives. Les habitants de la ZAD, les « zadistes », mettent en pratique sous différentes formes et à travers diverses pratiques une occupation, à la fois « concrète » et « abstraite » : ils construisent la ZAD à partir de matériaux de récupération et ils la remplissent de visions du monde écologistes, anarchistes, féministes etc. en l'habitant ensuite pendant quelques semaines ou plusieurs mois voire années. L'espace rural a reconfiguré à partir des pratiques spécifiques visant à redéfinir son usage, des pratiques opposées à celles concernées par la privatisation et la marchandisation des terres. Ces redéfinitions, ces représentations, ces pratiques entraînent un nouvel rapport à l'espace et au conflit :

« nous allons vers la lutte, et la lutte vient vers nous. Ce qui se crée par cette rencontre c'est quelque chose de plus que la somme des deux composantes. Après l'abandon du projet l'idée est celle d'être comme une base arrière pour les autres luttes. Le front qui s'ouvre est celui de la « terre ». L'Etat voulait vendre les terrains aux agriculteurs, nous voulons créer quelque chose de commun comme la ZAD de Larzac¹⁶⁰. Cette ZAD qui a existé avant nous, elle est un exemple pour nous et elle nous permet de faire pression envers l'Etat » (Trancemedia.eu, 2018).

La ZAD à NDDL accueille aussi les gens avec des problèmes avec la justice et surtout il y a une fraction de cabanes qui accueille les migrants. Pour les zadistes, la ZAD est synonyme de « commun », une manière de s'organiser ensemble, de « communiser », organiser de manière horizontale l'agriculture, la vie, la politique, les décisions. Dans les assemblées, organisées une fois par mois et où convergent non seulement les habitants de la ZAD mais aussi les gens du mouvement, pour prendre des décisions il n'y a pas de vote, mais le consensus général. Dans la vie quotidienne sur la ZAD les gens peuvent participer aux ateliers de mécanique, de musique, de menuiserie ; on cultive la terre (notamment oignons, pommes de terre) et on fait du fromage. Une bibliothèque a été instituée et une radio pirate¹⁶¹ a été fondée. L'idée ce n'est pas de vivre en autarcie mais de partager avec tout le monde :

¹⁶⁰ Dix ans de lutte (1971-1981) contre l'extension d'un camp militaire sur le plateau du Larzac.

¹⁶¹ « Les zadistes de Notre-Dame-des Landes squattent les ondes de Vinci pour organiser la résistance » (Digiacomini, 2016).

« entre victoires et défaites, joies et douleurs, la ZAD de NDDL, en France et le mouvement NOTAV en Italie, comptent parmi les mouvements de lutte les plus importants des dernières décennies en Europe » (Collectif Mauvaise Troupe, 2016)¹⁶².

Les différences et les similitudes entre les deux luttes, celle en France et celle en Italie, suscitent des problèmes, des questions, des contradictions, des difficultés communes et universelles. Une autoréflexion sur des questions différentes, sur ce qu'est un territoire, sur ce qu'est un mouvement, sur ce qu'est une occupation et une lutte.

7.2.2 La lutte dans la Vallée de Susse : une réalité d'occupation et d'autogestion

En Italie, 336 mobilisations contre des grands projets d'aménagement rejetés par la population locale et nationale ont été enregistrées¹⁶³ ; 108 se sont développées depuis le début 2012. La mobilisation NO TAV¹⁶⁴ en est une parmi des centaines actives actuellement en Italie. L'objet de la contestation est la nouvelle ligne ferroviaire entre Turin et Lyon qui traverse la frontière entre l'Italie et la France. Il s'agit d'une ligne ferroviaire à grande vitesse qui prendrait en charge marchandises et voyageurs. Au début des années 1990 il y a la création du comité de promotion de la grande vitesse sur l'axe Trieste-Turin-Lyon, les premiers accords entre les deux pays et le soutien officiel de l'Union Européenne se définissent. Au cours des années, neuf gouvernements se sont alternés : le projet initial a été modifié à plusieurs reprises, mais la ligne n'a pas encore été réalisée. Le TAV divise encore la politique et aussi la communauté scientifique italienne entre ceux qui considèrent l'œuvre comme une opportunité nécessaire pour le développement du pays et ceux qui la considèrent inutile, coûteuse et nuisible. Le projet est au centre d'un débat assez animé. En 2001 la première proposition concrète pour la construction de la nouvelle ligne est signée entre la France et l'Italie. Les principaux objectifs des promoteurs de la TAV sont économiques (rendre le train plus compétitif pour le transport de personnes et de marchandises),

¹⁶² En 2016 *Contrées : histoires croisées de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV dans le Val Susa* (Collectif Mauvaise Troupe, 2016) est publié en français et après en 2018 en italien et il fait une comparaison continue entre la lutte qui se déploie à NDDL et la lutte en Val de Susse, en se basant sur des interviews, il montre les récits et les narrations des protagonistes des deux luttes. Un témoignage de l'histoire des luttes décrit par les protagonistes.

¹⁶³ www.nimbyforum.it

¹⁶⁴ TAV, « treno ad alta velocità » indique, généralement, les chemins de fer à grande vitesse, mais dans le débat public italien, ne signifie qu'une chose : le projet du nouvel axe ferroviaire entre l'Italie et la France et, plus précisément, entre Turin et Lyon.

environnementaux (réduire le nombre de camions sur les routes), sociaux (mieux connecter et améliorer les différentes zones).

Le mouvement d'opposition NO TAV s'est mobilisé tout de suite depuis les vallées de l'ouest du Piémont, tout particulièrement depuis le Val de Suse. La vallée a été l'incubatrice effectif du mouvement, où celui-ci est né, où une base sociale et politique de référence s'est formée, et où on constate un élargissement significatif de la mobilisation et l'entrée de nouveaux militants dans la lutte (Mercalli et Giunti, 2015) :

« l'histoire du mouvement NO TAV est l'histoire d'un processus d'activation, de participation, d'opposition qui n'est pas né de la spontanéité de la lutte, mais qui a été construit par le militantisme. Il y a eu une agression institutionnelle et capitaliste qui a généré des possibilités de désaccord. La volonté de quelqu'un s'est transformée en militantisme qui a construit des projets et cultivé des luttes. A travers plusieurs processus, elle s'est accrue, elle a valorisé les raisons soutenues, elle a sensibilisé les masses, elle est devenue un point de référence, d'abord local et territorial, puis général. C'est un processus qui a duré et s'est développé au fil des ans, établissant et consolidant opposition, légitimité et contre-pouvoir. Aujourd'hui, mouvement et militantisme sont un tout composé de parties complémentaires, qui s'échangent et se renforcent mutuellement »¹⁶⁵ (Centro sociale Askatasuna, 2012, p. 25).

Les premières grandes manifestations contre les travaux remontent à juin 1995. Au début des années 2000 la mobilisation se consolide lors de la proposition de construction d'un tunnel dans le Venaus, à proximité de Turin. En décembre 2005, 30.000 personnes manifestent contre les travaux en bloquant le chantier de Venaus ; les opposants se heurtent à la police. Le gouvernement italien est donc contraint de suspendre la poursuite des travaux. D'autres affrontements et violences ont lieu 2011 à Chiomonte (Val de Suse), où 47 manifestants ont été jugés, suite au commencement des travaux. Deux études (Campana, Dallago et Roccato, 2007; Mannarini, Roccato, Fedi et Rovere, 2009) montrent que, en plein débat autour la construction de la ligne, environ deux tiers des habitants du Val de Suse sont contre le projet et qu'au cours des 12 mois précédents l'enquête, entre un tiers et la moitié des habitants de la vallée ont participé à des manifestations publiques contre la construction de la ligne ferroviaire. Il n'y a pas de différences entre être citoyen et militant : la lutte est devenue raison d'être, elle chevauche toute activité normale, elle devient vie quotidienne. L'objectif est de « vivre personnellement » tout ce qui concerne la communauté : le partage profond des idées, la conscience et les objectifs communs. La vallée abrite une communauté d'hommes et de

¹⁶⁵ Traduit de l'italien par l'auteure.

femmes, qui, comme ils disent, luttent contre la logique économique du profit et de la dévastation (Chiarelli, 2015) :

« ce n'est pas par principe, mais pour la vie et l'existence d'un territoire, nous nous mobilisons depuis plus d'une décennie dans la Val de Suse pour empêcher la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse. C'est une communauté qui a consolidé un mouvement de masse et en même temps, la lutte NO TAV a transformé la communauté. Un mouvement de masse grandit, les combats et les initiatives se succèdent, consolidant la conscience de pouvoir gagner »¹⁶⁶ (Centro Sociale Askatasuna, 2012, p. 25).

Les positions contre les travaux sont multiples et ne sont pas imputables à un seul débat polarisé entre deux parties. Tout d'abord, le mouvement ne s'oppose pas au train à grande vitesse tout court, mais à la construction du tunnel, voulue par les institutions nationales et rejetée par les populations locales, qui demandent à voir leur territoire protégé à la lumière des données montrant la présence d'amiante et d'uranium dans les zones de fouilles. Ils disent « non » puisqu'elle se présente comme un œuvre inutile ; elle n'est pas justifiée par des prévisions raisonnables de trafic et de voyageurs ; le coût serait insoutenable. Ils disent « non » car elle représente un œuvre qui aurait un impact très fort et irréversible sur les territoires traversés par le train en nuisant les ressources environnementales et la santé des citoyens. Le mouvement NO TAV tente de s'opposer aux promoteurs du projet ; il explore tous les espaces de participation démocratique, il pratique des formes de résistance pacifique et de « désobéissance civile » :

« [nous voulons] mettre fin à la dévastation des territoires, à l'annulation des droits et des espaces de participation démocratique »¹⁶⁷ (Pizzo et Sullo, 2012) ;

« la résistance NO TAV est progressivement devenue un modèle pour de nombreuses résistances qui se trouvent vers un avenir où chacun peut être le protagoniste de son avenir, brisant l'imaginaire du développement et décolonisant les esprits »¹⁶⁸ (Pizzo et Sullo, 2012).

¹⁶⁶ Traduit de l'italien par l'auteure.

¹⁶⁷ Traduit de l'italien par l'auteure.

¹⁶⁸ Traduit de l'italien par l'auteure.

Le radicalisme et l'antagonisme qui trouvent expression sur les ZAD et le conflit qu'ils éveillent sont les signes de leur dimension politique¹⁶⁹. L'occupation des terres, la vie en collectivité, le partage des visions du monde contribuent à donner une forme et un aspect extérieur à une praxis qui est bien souvent plus politique qu'esthétique et culturelle. Deux seuls objectifs politiques semblent avoir la capacité d'unir les différentes composantes : la défense des espaces occupés et la survie des réalités autogérées et occupées :

« au fond, suffit-il de désigner une ZAD pour qu'elle existe ? Le label vend du rêve, promet de belles choses, et personne n'est légitime à autoriser ou interdire son usage ni même à en définir le modèle type ou la forme applicable. Une ZAD est-elle un état de fait ? Un laboratoire politique ? Ou une zone de spéculation de protection de la nature ? Qu'implique, concrètement, le fait de nommer une ZAD ? » *Zad.nadir.org* (2015, 16 novembre).

7.2.3 Défendre et vivre le bois : la ZIRA de Bure

« Tous les médias parlent de la « ZAD de Bure », pour mieux créer le parallèle avec NDDL dans l'esprit des gens. Nous avons toujours dit que s'il y avait une ZAD à Bure, c'était celle de tout un territoire, partout, parce que l'horreur atomique et le rouleau compresseur étatique qui la sous-tend ne connaissent pas de frontières quand il s'agit de broyer les existences des gentes et leurs territoires de vie au nom du profit et du contrôle » *Vmc.camp* (2018, 22 février).

Au bois Lejuc les opposants s'inspirent de la ZAD de NDDL. L'occupation ne prend pas l'acronyme de ZAD tout en préférant le terme de « zone d'insoumission à la radioactivité » (ZIRA) ; de toute manière, la grammaire des actions et des pratiques et l'imaginaire qui se développe sont assez similaires. L'occupation et la réalisation de la ZIRA repose sur l'installation illégale sur le site de la petite forêt et sa transformation en lieu de lutte et de vie, conditions indispensables de cette pratique de critique en acte. La ZIRA rêve d'une zone une fois pour toutes libérée des structures d'aménagement territorial et de domination capitaliste. La ZIRA de Bure s'efforce d'indiquer son territoire en délimitant les frontières artificiellement avec des barricades qui représentent le symbole des zones à défendre ; l'occupation du site ne se déploie pas à partir d'un point central, la forêt est partagée par les militants en différentes vigies, qui représentent aussi les principaux points d'entrée au bois : Vigie Sud (Schlaguistan) est l'entrée du bois la plus proche de la Maison en arrivant de Bure.

¹⁶⁹ Cette forme de contestation rejoint l'activisme occupationnel des mouvements récents, tels que l'occupation de places (Nuit Debout en France, la place Taksim en Turquie, le parc Zuccotti à New York) introduisant un élément d'originalité : la volonté d'appartenir au territoire.

Sa construction a été commencée avec la première occupation en juillet 2016. Barricade Nord (Hippistan) représente un autre point d'entrée au bois, accessible aussi par la forêt (nous avons en effet marché quelques kilomètres dans le bois de Vigie sud pour rejoindre Barricade nord). Vigie sud-est se constitue comme point de surveillance. Les barricades sont construites avec des matériaux de récupération, pneus, tranchées, cagettes en bois, pierres, etc. Des opposants s'organisent pour se partager une permanence constante sur les points d'entrée ; pour ces raisons la présence sur ces barricades constitue un lieu de vie (Beauguitte, 2019). Les barricades et les vigies participent à symboliser le combat pour l'autonomie de la zone contre l'Andra et par conséquent contre l'Etat capitaliste.

Sur le site il y a une grande variété de lieux d'habitation et de vie assez stratégiques pour la lutte et pour le refuge en cas d'intervention policière: des tentes, des cabanes (comme la Hutte de classes) en bois, des barricades (comme la Guêpière) et 4 cabanes en hauteur sur les arbres (une à Barricade nord, Le Loirier, le Grand Chêne et le Dracab)¹⁷⁰ (Beauguitte, 2019). Certaines cabanes sont plus privatisées que d'autres, elles sont habitées par les gens qui les ont construites, mais en définitive aucun lieu n'appartient à personne et la majorité des cabanes est collective ; il est très rare qu'une cabane soit habitée par une seule personne et normalement on y trouve tout le nécessaire pour pouvoir y vivre quelques jours.

La ZIRA de Bure se caractérise par une double dimension. Une première dimension dans le sens le plus concret, elle se distingue par des occupations sur des espaces de territoire à protéger, où il y a un projet d'aménagement en cours, et dans une dimension plutôt symbolique elle est investie de sens critique et politique, on y pratique des formes alternatives de vie. La revendication sur la ZIRA établit une liaison entre le refus du projet et une critique globale de la société existante.

Vivre et habiter le bois sont des expériences physiques totales et totalisantes : un choix de vie et qui s'incarne dans les tâches quotidiennes et dans la résistance de la lutte selon certains imaginaires, règles et valeurs à suivre. Les militants qui occupent la zone vivent jours après jours radicalement, régis par des règles qui sont propres à la ZAD et à l'occupation. La ZIRA de Bure se caractérise comme une autre forme d'opposition par rapport à la Maison de Résistance. L'occupation du bois est déjà en soi une action directe de l'opposition sur le territoire. L'opposition au projet et la volonté d'un changement sont vécues intensément au

¹⁷⁰ Nommer les lieux qui deviennent familiers à travers la lutte est une caractéristique très importante de la vie sur la ZAD ; et les jeux de mots sont nombreux.

bois Lejuc : sur la zone occupée des différents modes de vie, des différents liens au territoire s'expérimentent. Les occupants du bois investissent cette forme hybride d'habitat, cette volonté de réappropriation du territoire, d'un engagement très fort. Une grande majorité des jeunes occupants trouvent dans la ZIRA un endroit qui relie lieu de vie, espace de travail et activités artistiques et militantes. Les militants arrachent des espaces de liberté et de parole, voire de créativité pour construire leur propre mode de vie. Sylvaine Bulle (2017) nous explique comme l'occupation, l'installation sur le territoire, la construction des cabanes ou des lieux de vie sur la ZAD ne se résument pas à un processus de communication à une performance au sens de Goffman ou à une « esthétisation des révoltes », mais au contraire à des « formes de vie », des « prises critiques » qui s'expliquent dans un contexte spatio-temporel et à travers l'engagement quotidien. Bulle (2018) dans son article *Formes de vie, milieux de vie. La forme-occupation*, continue à nous expliquer que l'avancement des nouvelles propositions et qualifications sur la ZAD remet en question les différentes catégorisations politiques. Nous sommes face à une critique de la réalité sociale qui se lie à une prise sur la société qui nous entoure et sur le monde à travers des gestes (des plus quotidiens au plus violents), des réflexions, des expressions concrètes et abstraites. Ces dernières permettent de s'éloigner du système établi et imposé et de toute homogénéisation sociale pour créer une alternative possible :

« la forme-occupation n'est pas un simple recadrage de l'imaginaire anti-étatique ou utopique, mais le découpage d'une situation politique qui se nomme sécession d'avec les logiques inégalitaires produites par les institutions, l'Etat ou le marché. Pour un « occupant », rendre puissant le monde de l'égalité consiste à se rendre ingouvernable, à creuser des galeries – des brèches pour les utopistes, mais aussi, à construire, dans tous les cas, une concordance entre perception, pensée, affect et action » (Bulle, 2018).

A la ZIRA de Bure on passe de la phase de rejet à celle de l'expérimentation. Ces expériences concernent de petits groupes de personnes. Elles sont discontinues, limitées dans le temps et mobilisent des ressources en quantité variable. Leur but est celui d'obtenir la reconnaissance et la légitimité à se « réapproprier » du territoire et s'enraciner dans des lieux et des couches sociales où l'opposition et l'antagonisme peuvent se développer.

La structure qui apparaît à la ZIRA est toujours réticulaire ; une forme d'organisation typique des mouvements sociaux et des occupations protestataires (Diani, 1988). Elle garantit la communication directe des expériences et la continuité de la « mémoire » de la lutte. Cette structure est essentielle car ce n'est qu'ainsi que le réseau des réseaux (networking) peut

devenir accessible à toutes les composantes. Passant d'un point à un autre du réseau, les individus deviennent le véhicule d'une communication horizontale qui présente les éléments d'informalité et de capillarité (Consortio Aaster, 1996 ; Berzano et Gallini, 2000). Une deuxième ressource organisationnelle est leur structure horizontale (et non hiérarchique) qui cède la place à tous les points du réseau pour vivre comme un lieu spécifique de production de l'identité collective. D'où la formalisation et la fluidité minimales des structures organisationnelles, notamment en fonction des besoins spécifiques. Cette structure organisationnelle semble conforme à la présence d'une pluralité de sujets collectifs et à la fragmentation des conflits.

La ZIRA à Bure représente une nouvelle demande de sociabilité. Les activités expriment un besoin d'appartenance, de sociabilité et de vivre autrement: il s'agit de passer du temps ensemble et construire un avenir possible en communauté. La sociabilité rejoint de ce point de vue l'action collective, la participation et militantisme politique. En revanche, la ZAD tout comme la ZIRA de Bure ont une pluralité de visages, et ce qu'elles nécessitent ou autorisent varie corrélativement à ces différences. Par exemple, elles présentent des caractéristiques à la fois d'« inclusivité » et de « non-inclusivité » ; en effet, elles ne peuvent pas se montrer comme des espaces ouverts. La suspicion envers les gens pouvant donner des informations importantes à la police renverse les éléments d'ouverture comme lieux de vie en communauté et de militantisme. Quel qu'il soit, le type d'acteur qui se présente à l'entrée de la ZAD doit pouvoir donner des garanties et des certitudes de sa non-dangerosité. A ce propos, à l'entrée de Vigie sud, en venant de Bure, on est arrêté par les militants qui posent des questions sur la motivation de la venue à la ZIRA. La présentation de soi va déterminer le sort du nouvel arrivé. Par contre, très rarement on se voit refuser l'entrée au bois.

Un autre élément de l'expérimentation des ZAD est lié à un terme fréquemment utilisé dans le domaine des squats : nomadisme ; d'une « carrière militante » fortement marquée par le fait d'aller et venir d'une ZAD à l'autre, d'un squat à l'autre. De la « nomadologie » de Guattari et Deleuze au « sujet nomade » d'Agamben : le nomadisme est entré dans les raisons d'agir des militants, surtout ceux qui s'installent dans les squats et/ou dans les ZAD. Ces derniers ressemblent à des îles utopiques où le voyageur trouve un abri temporaire et donne des informations utiles par rapport au développement et au déploiement d'autres luttes. Cette « politique de déambulation » (Pruvost, 2017b) s'explique à travers une circulation entre les différents lieux de lutte :

« juste avant d'arriver ici à Bure, j'étais sur la ZAD de Roybon. J'ai plus aimé être là-bas, en fait les gens étaient plus ouverts et sympas qu'ici à Bure. Il y a trop de règles ici » (Entretien avec Laurianne, Maison Résistance, novembre 2017).

« Naviguant de zone en zone » (Beauguitte, 2019), les occupants ont de fait opté pour la diffusion de leur lutte par l'occupation et la circulation dans d'autres sites à défendre. « ZAD PARTOUT » est le slogan des zadistes ; lutter ensemble signifie vivre et lutter pour la même cause sur le même lieu avec un programme concerté, un contre-projet qui s'incarne dans le *hic et nunc* de leurs idées et aspirations. Ils expérimentent plusieurs ZAD et plusieurs squats conformément aux opportunités qui se présentent ou aux événements, manifestations, camps ou festival. La ZAD se transforme ainsi en « espace de passage » (Bulle, 2017), il se crée une fluidité entre les différents lieux de lutte et une circulation permanente des militants émerge.

7.3 Espaces d'expériences

À Bure, les opposants sont devenus des acteurs « permanents » : ils s'installent à la Maison de Résistance, aux alentours et ils occupent le bois Lejuc. Ils s'approprient des lieux et ils construisent une relation avec le territoire. En formant des groupes, des communautés localisées et en produisant sur une base spatiale différents types de regroupements avec différentes pratiques, les opposants sont encouragés à se penser comme un ensemble cohérent qui partage à la fois un lieu de résistance et de lutte et un lieu d'échange, d'expression et d'expérimentation :

« ouverte à toutes et tous, formidable espace de rencontres, d'échanges et de propositions d'alternatives au nucléaire et à son monde, [La Maison de Résistance] a pour ambition de devenir l'épine dans le pied des nucléocrates ». Nous pouvons le lire sur la page d'accueil du site¹⁷¹ Bure Zone Libre dédié à la Maison de Résistance.

Forts de leur engagement et de l'intensité de l'expérience vécue sur le territoire, les opposants à Bure, à la Maison de Résistance et au bois Lejuc, créent ce que Geoffrey Pleyers dans son ouvrage *Alter-Globalization. Becoming Actors in the Global Age* appelle « espaces d'expérience » :

¹⁷¹ <http://burezoneblog.over-blog.com/>

« des lieux suffisamment autonomes et distanciés de la société capitaliste qui permettent aux acteurs de vivre selon leurs propres principes, de nouer des relations sociales différentes et d'exprimer leur subjectivité. Ce sont à la fois des lieux de lutte et les antichambres qui préfigurent un autre monde. Ils permettent à chaque individu et à chaque collectivité de se construire comme sujet, de devenir acteur de sa propre vie et de défendre son droit à la singularité » (Pleyers, 2010).

Selon notre analyse, à Bure ces espaces d'expérience se montrent à la fois en tant qu'espaces « réels » et « imaginés ». Réels car ils représentent des « espaces de vie », davantage ancrés dans la vie quotidienne : des « espaces pratiqués » où les opposants habitent physiquement les lieux, cultivent la terre, rénovent les maisons, se déplacent aux alentours et des « espaces sociaux », lieux de fréquentation des habitants du village et des gens qui – comme eux – sont arrivés à Bure pour habiter le lieu et lutter pour la même cause. En même temps, ces espaces d'expériences sont des espaces imaginés, ils représentent aussi des espaces vécus : un système cohérent de symboles, de pensées, de réflexions et de valeurs. « Les valeurs sont des gestes, des manières de se tenir debout, de marcher, de parler » (Bourdieu, 1984, p. 134). Les opposants s'installent et occupent le territoire à travers leurs pratiques symboliques, leurs rêves et leurs idéologies, lesquels intensifient l'expérience vécue. De toute évidence, il y a une liaison entre les espaces réels, qui relèvent de l'ancrage dans la vie quotidienne, et les espaces imaginés, qui relèvent du vécu. Ils finissent par se traduire en espaces d'expérience et d'expérimentation, où pratiques et discours militants et existentiels se mêlent et se conjuguent :

« les jeunes alteractivistes apprécient particulièrement ces espaces qui leur permettent de vivre intensément leur engagement, de s'épanouir, d'expérimenter des formes concrètes de mise en pratique de leurs valeurs et de participer à un changement social » (Pleyers, 2016).

L'expérience et l'expérimentation, la conjonction entre discours et pratiques forgent le vécu des jeunes opposants et leur permettent d'expérimenter de nouvelles « formes de vie », afin de se libérer et de libérer les espaces des contraintes et des limites de la société de consommation.

A Bure, l'engagement est vécu intensément, chaque jour, à la Maison de Résistance et dans le bois Lejuc occupé : de nouvelles formes de vie alternatives sont proposées et expérimentées, surtout à travers l'expérience de la vie en collectivité où les valeurs d'un « autre monde » sont mises en pratique, afin d'échapper au « nouvel esprit du capitalisme » :

« la Maison de Résistance a pour principaux objectifs d'expérimenter des manières de s'organiser et de vivre ensemble, en autogestion et de façon horizontale »¹⁷².

7.3.1 Les gestes quotidiens : des « critiques en acte »

Les jeunes opposants mettent en commun savoirs et pratiques : ils vivent autrement. Ils limitent la consommation d'électricité grâce à des panneaux solaires et une petite éolienne pour s'éloigner de la consommation d'énergie nucléaire, ils construisent en utilisant de la terre-paille au lieu d'employer des matériaux standardisés, ils achètent des produits locaux tout en interdisant l'exploitation animale ; ils n'achètent jamais du neuf mais ils préfèrent la récupération, ils privilégient les déplacements en covoiturage, l'utilisation des toilettes sèches, le partage des repas, etc.

Celles-ci sont toutes des expériences et des processus d'expérimentation créative qui pénètrent chaque participant et son identité sociale et qui le portent à une réflexion constante. Il y a ainsi une cohérence entre les pratiques et les valeurs (ils s'éloignent des organisations hiérarchiques et du bureaucratisme dispendieux pour privilégier les décisions prises de manière horizontale), dans l'engagement au quotidien et dans l'engagement pour construire un autre monde. Les opposants mènent la lutte sur le terrain en étant en cohérence avec leur mode de vie, en incluant aussi bien le temps de travail, le rapport à l'argent, la manière d'habiter.

Il se produit un renversement des « modes de la vie » avec une valorisation de la ruralité. Ces modes de vie alternatifs et radicaux reformulent les bases de la tradition dans le cadre d'une critique sociale forte. Travail, vie privée, vie publique, loisirs forment un tout cohérent :

« nous partageons depuis plusieurs années des expériences collectives et un commun dans nos pratiques : partage de savoir, recherche de notre autonomie, horizontalité des organisations, ouverture d'espaces dans lesquels devient possible l'expérimentation collective, la bienveillance des un-e-s vis-à-vis des autres... Venir à Bure n'implique pas d'être militant-e écologiste ou antinucléaire, mais cela signifie qu'on croit en la nécessité de s'organiser au-delà de luttes locales. Nous construisons ensemble un espace pour y vivre [...] échanger des pratiques, des discussions à propos des luttes d'ici et d'ailleurs et sur nos manières de vivre le collectif, dans un esprit anti-autoritaire, soucieux de parer à toute forme de domination » Vmc.camp (2015, 26 mars).

¹⁷² <http://burezoneblog.over-blog.com/>

A Bure la réforme de la quotidienneté et de la contestation sont exemplaires : la revendication protestataire est soutenue par des actions et pratiques qui pourraient sembler, au premier regard, très ordinaires, comme dormir, cuisiner, cultiver la terre, rénover des maisons, faire pousser des légumes, etc. Toutefois, chaque jour, chaque action est revêtue d'un engagement intense. Il s'agit de se libérer du travail salarial, et travailler plutôt selon ses propres goûts et avec son temps ; créer des rapports horizontaux et antiautoritaires :

« les trois fonctions distinguées par la philosophe Hannah Arendt (le travail de reproduction quotidienne des besoins, la création d'œuvres et la vie politique visant au bien commun) sont ici superposées : le potager peut servir à l'autosubsistance, faire l'objet d'une inventivité relevant de l'art et devenir le support d'un apprentissage citoyen » (Pruvost, 2017).

On peut assigner une double utilité et une double fonction à chaque action et chaque objet (Bulle, 2018). Nous sommes face à un recadrage dans la durée de l'action directe, des actes les plus anodins aux plus violents : faire pousser les légumes, entretenir un potager et un jardin, cultiver la terre, planter des clous, construire des ateliers et fabriquer des barricades, occuper un bois, empêcher les travaux de creusement, réaliser une vigie de contrôle abattre un mur, mettre le feu à l'hôtel/restaurant de l'Andra¹⁷³ sont des actions directes, des critiques en acte. Bien évidemment, les types de produits consommés, les représentations liées à l'agriculture biologique, les réseaux empruntés pour l'acquisition des marchandises, varient considérablement d'un type d'acteur à un autre, d'une communauté à une autre. Plus particulièrement, c'est dans ce mode de vie autonome, en collectivité, de façon horizontale et coopérative, que la résistance et la lutte se transposent dans chaque acte ou geste de la vie quotidienne. A cet égard, les objectifs précèdent l'action ; cette dernière se base sur le principe que le changement envisagé doit l'incarner.

Des modes de consommation autres et alternatifs sont pratiqués comme autant de résistances et de revendications quotidiennes pensées tant pour améliorer le bien-être individuel et du collectif que pour ravitailler l'action et l'expression politique. A cet égard spécialement, le quotient devient un lieu de fécondation du politique, un lieu créatif et révolutionnaire fondé sur la « politisation du moindre geste » (Pruvost, 2017b), c'est-à-dire faire de la politique avec son corps, avec sa vie (Barbe, 2016). La lutte devient une expérience créative. Les militants essaient de défendre l'autonomie de leur expérience vécue face à l'influence de la société

¹⁷³ En juin 2017 une dizaine d'opposants sont rentrés dans l'hôtel-restaurant Bindeuil, situé à côté du laboratoire de l'Andra. Ils ont vandalisé l'établissement et tenté d'y mettre le feu. Cette tentative d'incendie est condamnée par le procureur de la République de Bar-le-Duc : une enquête est ouverte.

globale et du pouvoir économique dans tous les aspects de la vie, et ils se rebellent contre la manipulation des nécessités et de l'information. Le mouvement est un appel à la liberté personnelle contre les logiques du pouvoir et de la production, une résistance à la consommation et aux mass media. Il veut être une démonstration évidente qu'un autre monde est possible à travers une réorientation des styles de vie, des normes, de la vie en collectivité où il y a une forte division des tâches et du travail et où l'interaction et l'interdépendance est très forte et vigoureuse.

C'est dans les espaces d'expérience que la relation à soi devient fondamentale. Les limites entre la lutte et la vie, entre défendre et habiter le territoire deviennent très floues : les opposants ne veulent pas seulement défendre le territoire contre le projet Cigéo, mais ils veulent préserver ce qu'ils construisent chaque jour, et ce qui a son tour, les construit chaque jour. Ces lieux de vie et ces espaces vécus se lient définitivement à un travail constant de l'individu sur lui-même. Une transformation et une construction de soi se produisent à travers l'expérience : une construction de soi qui est au cœur de l'engagement personnel et dans son expression dans l'espace public :

« en s'affirmant comme sujet, l'individu devient acteur de sa vie, et, en se transformant lui-même, il transforme le monde » (Pleyers, 2016).

L'individu en attribuant du sens à ses pratiques et à sa vie sur le territoire en lutte, se dote lui-même de sens. Ainsi, un processus identificatoire et identitaire s'engendre : l'engagement devient producteur et, à son tour, produit de la construction de soi et aussi produit et producteur de relations sociales. Entre autres, la construction de soi s'engendre aussi, au moment où les individus entrent en relation les uns avec les autres. Une sorte de complicité entre les individus émerge : cette complicité crée des liens entre les individus, qui ont cette complicité en commun :

« c'est le sens de notre action ici, retrouver du collectif. On a fait des semis sur les terres appropriées par l'Andra cette année. On souhaite aussi organiser des marchés. L'occupation de la forêt est le prolongement de ces mobilisations pour montrer que le territoire reste toujours en vie » Vmc.camp, (2016, 1 octobre).

Or, une multitude de vécus, de pensées coexistent : les opposants partagent leurs pratiques matérielles et symboliques et créent une nouvelle communauté qui partage une solidarité de destin et la volonté de mettre en pratique et de partager les valeurs défendues. La vie

collective et la mise en pratique d'une vie alternative, la convivialité des relations sociales produisent la création du lien social :

« on veut en revanche découvrir le plaisir de décider en collectivité, recréer du lien social, faire revivre au moins un peu les campagnes nourricières » (S.B., 2015).

La proximité spatiale et sociale, produite par l'action collective et l'installation sur le territoire, aide à la création des liens sociaux. A cet égard, l'expérience d'agir ensemble dans une logique de revendication a la fonction de structurer les liens et la solidarité. La conflictualité engendre et accroît les interactions entre les participants : elle développe affinités et liens. Le conflit ne doit pas être analysé comme dysfonctionnement, il constitue une forme positive de socialisation. Ce phénomène social limite l'isolement social et réunit les acteurs.

L'engagement dans la lutte, l'intensité de l'expérience vécue, la solidarité amènent les opposants à vouloir exprimer leur subjectivité dans l'espace public. Leur engagement représente l'appel à l'expression du refus des logiques de domination, de production, de consommation de la société capitaliste.

« Si toutes ces luttes sont singulières, nous sommes nombreux.ses à y porter les mêmes idéaux d'horizontalité et de réflexions pour combattre toutes les formes de domination. Nous trouvons aussi du commun dans nos modes de vie et d'action. Ces combats se croisent parfois, et se renforcent mutuellement » Vmc.camp (2015, 26 mars).

Les opposants, en se sentant opprimés par le système, veulent résister à ce dernier en défendant leur autonomie et en faisant ressortir leur subjectivité. Leurs actions dénoncent la situation qui les entoure et expriment leur refus envers la société, en cherchant une alternative à la société existante.

« Tu sais, si on est ici, ce n'est pas en rupture et en rejet de cette société, mais bien également pour faire un pas de côté et comprendre comment l'améliorer » (S.B., 2015).

Or, la radicalité de la critique sociale s'affirme et s'impose ; au moment où la protestation se déploie la critique sociale devient manifeste, en se tournant vers l'Etat, contre le Gouvernement, qui de son côté impose et gère l'existence des gens, structure le mode d'existence. C'est ici que la subjectivité des acteurs s'exprime et se manifeste. En effet, la

constitution de la société et ses formes reposent toujours sur les mobilisations des individus et leur subjectivité.

7.3.2 Hétérotopies : des lieux « autres »

Dans le cadre d'une réflexion sur les « mondes-de-la-vie » (espaces alternatifs, occupations, ZAD) et de manière plus ample, sur le rapport à la spatialité, nous insisterons sur ces emplacements en tant que gestes et « modes-de-la-vie » qui déconstruisent l'ordre établi. A cet égard, les espaces alternatifs comme la Maison de Résistance et les occupations comme la ZIRA de Bure se présentent, en reprenant la notion de Foucault, en tant qu' « hétérotopies » : des lieux réels et concrets qui correspondent à l'imaginaire et à des utopies réalisées. Elles sont des lieux qui se situent à l'extérieur de n'importe quel endroit, même s'ils peuvent être parfaitement situés.

Michel Foucault a mené, sur France Culture en 1966 deux conférences qui avaient pour titre *Les utopies réelles* ou « lieux et autre-lieux » ensuite publiées dans *Le Corpus utopique*, suivi de *Les Hétérotopies* (2009). Pour le philosophe français les hétérotopies

« sont en quelque sorte des contre-espaces. Ces contre-espaces, ces utopies localisées, les enfants les connaissent parfaitement. Bien sûr c'est le grenier, ou mieux encore la tente d'Indiens dressée au milieu du grenier, ou encore, c'est – le jeudi après-midi – le grand lit des parents. C'est sur ce grand lit qu'on découvre l'océan, puisqu'on peut y nager entre les couvertures ; mais ce grand lit, c'est aussi le ciel, puisqu'on peut bondir sur les ressorts. [...] Ces contre-espaces, à vrai-dire, ce n'est pas la seule invention des enfants ; je crois, tout simplement, parce que les enfants n'inventent jamais rien [...] La société adulte a organisé elle-même, et bien avant les enfants, ses propres contre-espaces, ces utopies, ces lieux réels hors de tous les lieux » (Foucault, 2005, p. 40-41).

Foucault identifie, dans la conférence qu'il prononce en 1967 au Cercle d'Etudes Architecturales, une série de six principes qui définissent le phénomène et la notion d'hétérotopie. Le premier principe est un principe d'universalité et de variété. Il énonce que chaque société possède et produit ses propres hétérotopies spécifiques, autrement dit des « espaces autres » basés sur des fonctions précises : effacer, compenser, neutraliser ou purifier les sociétés. La société moderne remplace les « hétérotopies de crise » (personnes en phase de crise biologique : adolescents en puberté, personnes âgées) qui caractérisait les sociétés primitives, par des « hétérotopies de déviation », à savoir des lieux pour ces individus dont le

comportement ne se conforme pas à la norme exigée ou dont le comportement est déviant (malades, fous, criminels). Les dépôts de mendicité, les prisons, les asiles psychiatriques ou les maisons de retraite constituent des exemples d'hétérotopies de crise et de déviation.

Le deuxième principe est un principe de mutabilité et transformation fonctionnelle : un même type d'hétérotopie peut changer au fil du temps sa signification et son mode de fonctionnement. Les sociétés peuvent résorber et transformer les hétérotopies qu'elles avaient constitué. Le troisième principe est un principe de juxtaposition ou de superposition typologique : juxtaposer en un même lieu des espaces et des temps normalement incompatibles. Une hétérotopie se condense en elle-même en superposant des espaces de différents types qui sont normalement incompatibles les uns avec les autres. Le quatrième principe est un principe de balayage temporel, une rupture du temps traditionnel, selon lequel les hétérotopies opèrent des découpages du temps particuliers, hétérochroniques, comme le cas des musées ou des bibliothèques et des supports de dispersion, comme les foires et les villages de vacances. Ces dernières ont la particularité d'abolir le temps et d'offrir des moments éphémères d'inversion et de régénération. Le cinquième principe est un principe de contrôle d'accès : il stipule que l'ouverture et la fermeture, l'entrée et la fermeture d'une hétérotopie sont soigneusement régulées par l'hétérotopie elle-même. Elle constitue à la fois un lieu ni tout à fait fermé, ni tout à fait ouvert. Enfin, le sixième est un principe d'ambiguïté de fonction : une hétérotopie peut osciller entre la fonction de double illusion (illusion qui montre le monde extérieur à l'illusion comme les maisons closes) et la fonction de réalisation parfaite (comme la communauté jésuite) ; le champ entre ces deux extrêmes développe le potentiel de l'imagination hétérotopique qui se déroule dans la contestation du réel. L'hétérotopie devient un espace de contestation qui fonctionne soit comme une illusion dénonçant toutes les autres réalités comme des illusions, soit comme une compensation d'un monde inaccompli, comme un autre espace réel aussi parfait.

Avec le terme d'hétérotopie Foucault désigne plutôt un lieu réel mais séparé du contexte quotidien dans lequel nous vivons, des espaces où l'on peut se rendre mais ils continuent à renvoyer à un autre lieu imaginé, symbolique, qui est ailleurs. A cet égard, il reprend le terme d'« utopie », lequel peut être utilisé pour désigner un emplacement sans lieu réel. L'utopie est donc un lieu irréel qui a une relation d'analogie directe avec le réel (d'une société améliorée) ou d'analogie inversée (opposée à la société existante) : c'est la société elle-même perfectionnée ou l'envers de la société, mais en tout état de cause ces utopies sont des emplacements qui sont pour l'essentiel irréels. C'est une notion qui n'a jamais cessé, à chaque moment de l'histoire, d'être actuelle. Paul Ricœur explique comme le concept d'utopie

souffre habituellement d'un mauvais statut. Dans *L'idéologie et l'utopie* (1997) le philosophe français pense l'utopie dans son sens étymologique *ού-τόπος* « en aucun lieu » ; il désigne un lieu, un ailleurs qui n'existe pas mais qui est fondamentalement réalisable. Un espace qui se place en dehors de l'ordre établi et qui s'efforce de penser idéologiquement l'ouverture d'un avenir autre. Il se concrétise en une sorte de rêve social et de dénonciation du réel. Le concept d'utopie

« est considéré comme représentant une espèce de rêve social qui ne se soucie guère des étapes réelles nécessaires à la construction d'une nouvelle société. La vision utopique est souvent traitée comme une sorte d'attitude schizophrénique envers la société : à la fois une manière d'échapper à la logique de l'action par une construction extérieure à l'histoire, et une forme de protection contre toute espèce de vérification par une action concrète » (Ricœur, 1997, p. 17-18).

Les utopies s'incarnent dans des actes de résistance contre l'hégémonie de l'ordre établi qui tend à une civilisation unique : des innovations projetées et à venir dans leur diversité et leur opposition. L'utopie ne doit donc pas être conçue comme un rêve, lointain et irréalisable mais comme un désir, un objectif qui devient la source de pratiques :

« parce que les communautés utopiques peuvent chercher à se réaliser – et elles peuvent effectivement exister –, l'utopie est peut-être mieux définie par sa revendication, qui est de miner l'ordre établi, que par le manque de congruence » (Ricœur, 1997, p. 375).

Conçue afin de réaliser un projet imaginaire qui s'incarne dans une réalité autre, l'utopie implique l'idée d'un espoir à l'égard d'une alternative possible à la société qui ne satisfait plus. Elle ne représente donc pas une illusion mais le désir d'une société meilleure, lequel en structurant des symboles fait émerger des réalités concrètes. L'utopie se montre en tant qu'espace « entre » : entre l'idéal et le réel, entre création et réaction ; un « mode d'être » dans le temps et dans l'espace (Cossette-Trudel, 2010). Mannheim considérait les utopies comme des catégories d'idéologies transcendant la réalité actuelle. Dans son ouvrage *Ideologie und Utopie* (1929), il définit comme critère de distinction entre idéologie et utopie leur possible réalisation historique. Si l'idéologie exerce, selon Mannheim, la consolidation de l'ordre existant, l'utopie, au contraire, en rupture avec la réalité existante, est un phénomène révolutionnaire. Les formes différenciées de mentalité utopique identifiées par Mannheim sont : le chiliarisme orgiastique des Anabaptistes, la mentalité humanitaire-libérale, la mentalité conservatrice et l'utopie socialiste-communiste.

L'hétérotopie n'est donc pas la réalisation d'une utopie au sens où le projet d'une autre société possible serait complètement réalisé dans un espace concret et réel mais au sens où l'utopie disposerait d'un lieu pour s'expliquer. L'hétérotopie n'accueille pas une autre société possible mais son sens symbolique et imaginaire. En revanche l'utopie pourrait se montrer en tant que source d'une hétérotopie : d'une utopie déjà existante peut naître une nouvelle hétérotopie. Les utopies se matérialisent à travers les pratiques, les discours et les espaces. Il s'instaure donc un rapport à la fois d'opposition et de complémentarité entre les utopies et les hétérotopies. Ces dernières impliquent toujours un dispositif d'ouverture et de fermeture qui à la fois les soustrait et les rend perméables. Elles ont la caractéristique fondamentale de s'approprier de la réalité puisqu'elles sont présentes dans toutes les sociétés. Elles sont des « autres » lieux en dehors de tout lieu, des lieux qui contestent tous les autres lieux, mais qui sont inclus dans la société :

« des contre-espaces, des espaces différents, ces autres lieux, ces contestations mythiques et réelles de l'espace où nous vivons » (Foucault, 2009, p. 25).

Des lieux qui ne sont pas normés et qui sont en même temps régis par d'autres codes. Ils ont une place réelle et n'existent pas de manière absolue, mais seulement par rapport à un autre espace. Cette dernière catégorie, pour Foucault, est l'espace caractéristique du contemporain :

« des lieux réels, des lieux effectifs, des lieux qui sont dessinés dans l'institution même de la société » [ces « contre-emplacements » fonctionnent comme des] utopies effectivement réalisées dans lesquelles les emplacements réels, tous les autres emplacements réels que l'on peut trouver à l'intérieur de la culture sont à la fois représentés, contestés et inversés , des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables » (Foucault, 2001, 1574).

Henri Lefebvre à l'instar de Foucault s'intéresse aussi à la notion d'hétérotopie. L'objectif est celui d'étudier la nature de l'espace et la façon dont il est produit. Tout d'abord, il considère que l'espace est un produit tant de la nature que de l'homme, et en particulier de ses idéologies. Un produit de la nature car le territoire est inévitablement conditionné par les ressources naturelles ; un produit de l'homme puisqu'il a la capacité d'exploiter les ressources naturelles pour produire un espace qui correspond à son propre goût et ses besoins. A cet égard, l'hétérotopie désigne un espace non déterminé par l'hégémonie spatiale du système étatique d'organisation de la ville. Lefebvre affirme que les hétérotopies sont des « espaces rejetés les uns en dehors des autres » (Lefebvre, 1974, p. 422). Son concept d'hétérotopie est

radicalement différent de celui de Foucault ; l'hétérotopie délimite, en effet, des espaces sociaux de possibilité ou quelque chose de différent est, non seulement possible, mais fondamental pour la définition des trajectoires révolutionnaires. A cet égard, la définition qui se rapproche le plus de la définition d'hétérotopie de Foucault est celle de « contre-espace ».

La Maison de Résistance et le bois Lejuc occupé correspondent à l'exemple foucauldien de la tente d'Indiens construite par les enfants en opposition et en substitution au monde réel. En étant liés à l'espace et au temps de la lutte, les militants créent leurs modes-de vie, mais surtout leur monde-de-la-vie avec l'objectif de faire devenir leurs visions du monde, leurs espoirs, des alternatives possibles à la société existante, à la société qui les entoure. La Maison de Résistance

« accueille aux lieux toutes celles et ceux qui veulent lutter contre la poubelle nucléaire (et son monde) et construire des mondes plus beaux ! Depuis plusieurs années, cette belle bâtisse accueille au maximum de ses capacités, elle donne beaucoup : des dizaines, des centaines de personnes y passent, y vivent, pour quelques semaines, mois, années parfois ». Citation tirée de la conférence de presse donnée par des militants pendant le camp anti-autoritaire organisé à Bure du 1^{er} au 10 aout 2015.

La commune de Bure se manifeste comme la production d'une hétérotopie spécifique : la constitution effective d'une utopie réalisée, d'une projection idéale d'un monde autre à travers la disjonction et la suspension des activités normées. Les acteurs de la commune sont intimement liés à la nécessité de créer des espaces nouveaux, où leurs gestes et leurs pratiques pourront survivre et s'explicitent une fois pour toutes. Leurs revendications ne peuvent pas se réinventer et se réinvestir dans le monde qui les entoure, pour cette raison, à travers la contestation, les acteurs produisent des espaces existentiels et effectifs, des hétérotopies, afin de réinterpréter la délibération collective, la vie en communauté, la création d'un autre environnement. Les revendications évoluent progressivement en construction d'hétérotopies.

Les militants à Bure pénètrent ces emplacements au sein desquels ils ont la possibilité de se rencontrer, de se connaître, de se reconnaître, de vivre ensemble, de lutter ensemble en dehors les normes dominantes de l'ordre établi auxquelles ils ne veulent pas se rapporter. Cette connectivité et cette capacité à créer des relations et des liens s'actualise dans la production d'espaces spécifiques, opérateurs de dysfonctionnement des relations normées : ce sont les hétérotopies, la concrétisation des espaces autres qui sollicitent des temps autres à travers leur force de contestation.

L'espace représente un élément essentiel, étant donné que la défense de celui-ci constitue assez souvent la cause qui provoque la mobilisation et la contestation, et cet espace est aussi le lieu concret et physique dans lequel la mobilisation agit. Le lieu en étant créateur des relations sociales, se structure comme le contraire d'un « non-lieu ». En se référant à des endroits qui ne sont ni historiques (inscrits dans l'impermanence), ni relationnels (ils ne créent pas des liens), ni identitaires (ils ne construisent pas de référentiel collectif) Augé met en lumière les négations du lieu anthropologique en introduisant la notion du non-lieu. Les non-lieux sont des espaces que l'on n'habite pas, on y passe, on y transite de manière éphémère, on les parcourt, on les traverse (Augé, 1992).

Les tendances identitaires, relationnelles, territoriales, environnementales deviennent les raisons constitutives de la mobilisation à Bure : une construction concrète et symbolique de l'espace qui rend compte des vicissitudes et des contradictions de la vie sociale ; un principe de sens pour ceux qui l'habitent et qui le défendent et principe d'intelligibilité pour ceux qui l'observent.

A côté de la notion d'espace, le temps est aussi une dimension essentielle à prendre en compte dans notre analyse des hétérotopies. La conception du temps est très différente en arrivant sur place: un rapport au temps non-linéaire projette les acteurs dans un « autre » lieu, dans un « autre » temps qui n'appartient qu'à Bure :

« quand on est à Bure, on ne parle pas de choses en dehors de Bure » me répond une amie de retour à Paris après notre séjour à Bure.

A Bure, la notion de temps est complètement abolie : un sentiment d'hétérochronie s'alimente en relation aux différentes expériences qui façonnent le vécu des acteurs et leur relation au temps. Quand on est à Bure, on est comme dans un monde parallèle : une subjectivation strictement liée au territoire et au temps qui passe sur place transforme les acteurs. Cette altération du temps est modelée par la densité des relations sociales et par les expériences très riches qui sont entreprises sur place. Les acteurs vivent plus lentement, vivent avec la cyclicité du temps de la campagne (rythmes naturels du soleil et des saisons). La vie est mise en avant, chaque geste est revêtu d'une intensité profonde.

7.4 Conclusion

L'occupation (légale) de la Maison de la Résistance et l'occupation (illégal) du bois Lejuc restent des gestes emblématiques d'une action directe et elles se transforment ainsi en moyens de lutte et formes de vie munies d'intensité et de radicalité. A la fois lieu de vie et forme de vie, l'occupation doit être comprise comme une tentative de construction et de déconstruction collectives dans un espace investi tant par des pratiques que par des discours. Les lieux occupés se présentent comme des espaces autogérés accessibles à quiconque cherche un lieu ouvert et informel ; lieux de rencontres et d'activités variées (débats, fêtes, réunions, manifestations, etc.). Des lieux non conventionnels, mais aussi des lieux de valeurs et modes de vie alternatifs légitimés par une critique radicale de la société capitaliste. Les occupations à Bure représentent clairement des gestes politiques en les reconduisant à des pratiques de résistance et contre-modèle car la volonté exprimée par les occupants est fermement critique et à contre-courant.

Les pratiques et les modes de vie à la Maison se rapprochent de très près à celles du squat urbain : une forme d'occupation et une forme d'expérimentation qui fait émerger des nouvelles formes de socialité. La Maison, tout comme les squats, sont des laboratoires de radicalisme et de politique autonome, des lieux où le collectif revendique une cause et il constitue en même temps la réponse à la demande qu'il porte.

En nombre croissant, surtout ces dernières années, s'ajoutent aux formes d'occupation tels que les squats, les ZAD. Cette pratique protestataire s'éloigne des espaces urbains, de la métropole et des espaces de la démocratie représentative pour se transférer sur des territoires plus lointains, en campagne, et pour se pencher vers des espaces menacés par un projet d'aménagement du territoire ou une intervention publique et privée. A ce titre, c'est une occupation qui vise à empêcher le début ou à bloquer des GPII. NDDL est la première ZAD créée sur le territoire français et elle constitue un tournant dans les luttes historiques des ZAD. L'occupation au bois Lejuc et la relative réalisation de la ZIRA s'inspirent de la ZAD de NDDL : la grammaire d'actions et des pratiques et l'imaginaire qui se développe sont assez similaires. Le bois Lejuc se transforme en lieu de lutte et lieu de vie : occuper et vivre le bois sont des expériences physiques totales et totalisantes, un choix de vie qui s'incarne dans les tâches quotidiennes et dans la résistance de la lutte selon certains imaginaires, règles et valeurs à suivre.

La Maison et la ZIRA du bois Lejuc sont des laboratoires de radicalisme et pour cette raison, ils ne représentent pas seulement un lieu alternatif mais des espaces d'expérience et d'expérimentation pour de nouveaux projets préfiguratifs : une socialité libérée et une contre-culture alternative. Investis des multiples significations, ces lieux occupés assument la fonction des hétérotopies, lieux créateurs d'une alternative possible, dans laquelle les acteurs cherchent à matérialiser une utopie expérimentale et à bouleverser le monde à travers une forme totale d'engagement et de réflexion. A travers ces espaces d'expérience les acteurs de la commune de Bure tentent de fonder de nouvelles trajectoires pour la vie en société, de nouveaux modes de vie et « mondes-de-la-vie ». La volonté de vivre autrement signifie poursuivre des finalités socialement désapprouvées ou alternatives, avec l'objectif minimal de lutter contre la fragmentation du tissu social. L'occupation à Bure vise à protéger un espace perçu comme menacé par une puissance « externe » ; occuper signifie protester contre le sort réservé à ce lieu ; signifie faire émerger et montrer ses propres valeurs et visions d'un monde alternatif.

Chapitre 8

La créativité du contre-espace public

A Bure, un malaise croissant, qui se lie à des préoccupations et problématiques concrètes qui touchent la société et l'opinion publique, émerge et se construit de manière factuelle : la peur du risque d'accidents, la constatation d'une menace vitale, d'un danger, réel ou futur, de mort, et le sentiment d'impuissance face à la réalité. La tension entre ce qui devrait être, ce que les acteurs pensent avoir le droit d'attendre et ce qui est, ce qu'ils reçoivent effectivement, un mal de vivre s'engage. La non-satisfaction, la sensation d'injustice et de manque le mécontentement, les attentes déçues sont les premiers éléments qui engendrent un sentiment de frustration. Celui-ci est l'expression d'un fatalisme actif et on ne peut faire appel à aucune autre ressource morale que le ressentiment et l'indignation. Cette condition vécue est source de sentiments d'hostilité envers l'autre groupe auquel on impute la responsabilité de la situation jugée inéquitable ; elle génère du mécontentement et le besoin de manifester cette frustration par des actes extérieurs.

La recherche sur les mouvements sociaux a toujours été portée par la volonté d'interroger et comprendre les processus de mobilisation, ce qui pousse un acteur social à participer à une action collective. Les expériences émotionnelles et les sentiments moraux, qui jusqu'à présent ont été compris uniquement comme la composante affective des conflits sociaux, deviennent le moteur de la mobilisation et la pulsion vers un processus de subjectivation qui concerne les sujets agissants. Ces sont donc ces conditions qui font émerger un contre-espace public. Autant pour nous, les chercheurs en sciences sociales, que pour les militants, le contre-espace public, cet emplacement à la fois « concret » et « abstrait », devient un laboratoire ; un laboratoire sociologique pour les chercheurs et un laboratoire pour la réalisation d'une utopie matérialisée, une hétérotopie, pour les militants.

8.1 Souffrance et malaise

Chaque espace public est un terrain propice à l'agir des sujets et à l'externalisation des sentiments, à savoir, un lieu de développement de différentes visions du monde. Dans cette perspective, l'espace public apparaît comme un lieu de production de significations, qui se

matérialisent dans des actes, des sentiments, des ressentis. Les représentations et les gestes explicités dans l'espace public sont autant de « pratiques signifiantes », c'est-à-dire de pratiques qui donnent sens aux événements, rendent intelligibles les enjeux du monde social et les sujets qui s'y inscrivent. A cet égard, Jan Spurk (2010) affirme que nous sommes en train de cohabiter avec une multitude de ruptures qui touchent tous les domaines de la vie en société. Cependant, ces ruptures nous montrent l'avènement d'une nouvelle société, d'une nouvelle époque qui est à construire dont on ne connaît pas la conformation. Il faudra que cette société puisse s'enraciner dans le passé, tout en inventant ses traditions et « développer ses interprétations légitimes du présent pour déduire des avenir possibles » (Spurk, 2010, p. 42).

Or, la société se montre à nous comme une société pleine d'imperfections. Une société profondément ambiguë et ambivalente : une société qui exige aux sujets des dessins prédéterminés à travers les impositions de la gouvernance globale mais qui en même temps, fournit elle-même aux sujets les moyens pour s'engager et se rebeller, une opposition ferme et résolue qui vise à la connaissance et à la préparation des avenir autres encadrés dans une résignation au propos du dépassement de l'existant. Les sujets se retrouvent dans une situation à la fois de fatalisme et de résistance ; ils se sentent serrés entre des tenailles dans la société et non en mesure d'envisager et de définir un avenir différent de celui qui est la prolongation de l'existant dans lequel ils vivent. Les individus se sentent forcés de vivre ce monde qu'ils considèrent comme « abîmé ». S'engendre ainsi une réflexion sur l'éventuelle impossibilité de la part des individus de penser et de mettre en place le dépassement de la société établie. Tout cela explique l'émergence d'un malaise qui s'inscrit dans les individus.

Comme affirme Spurk (2010) l'existence d'un véritable malaise dans la société est connue depuis longtemps et il continue à exister et persister à nos jours. Le malaise est vécu par les individus comme une sorte de blessure : une lacération entre les aspirations des sujets et leur prise de conscience des manques auxquels ils sont confrontés. Les individus se sentent abandonnés et obligés de répondre à des exigences spécifiques imposées et prescrites par la société, exigences avec lesquelles ils ne se sentent pas conformes et à travers lesquelles ils savent ne pas pouvoir se réaliser en tant que sujets autonomes. Il se construit une place dans la société une sorte de tension entre la soumission, le fatalisme et la résistance qui conduit progressivement au malaise profond dans la société. Les sujets font l'expérience des ruptures qui s'expliquent dans la société sous la forme du malaise. Ce dernier s'associe aux vécus d'impuissance et de frustration. Selon Jan Spurk (2010), nous sommes en train de vivre un malaise, le même malaise que Freud a appelé « malaise dans la culture » ou Taylor « malaise

de la modernité ». Ce malaise est renforcé par la mutation et le déclin des institutions traditionnelles des états nations, des démocraties et de la politique, tout comme l'espace public bourgeois, les partis politiques et les syndicats.

Freud dans son texte *Das Unbehagen in der Kultur* (1930) explique que la société devrait garantir l'ordre et la propreté à ceux qui en font partie, mais les impératifs qu'elle impose à l'individu sont souvent en contradiction avec la satisfaction des besoins individuels. La *Kultur*, par nécessité intrinsèque d'ordre, conduit à l'étouffement des pulsions naturelles de l'être humain à travers la sublimation et la domination. Chez les individus, une souffrance persistante de prise de conscience de vivre avec des manques, dominés par la nature et la société s'engendre. Ils sont réprimés à travers une éthique de responsabilité sociale, à travers le renoncement à une partie du bonheur individuel au profit de normes prédéterminées. L'inconfort de vivre dans la civilisation est donc déterminé par le contraste permanent entre le bonheur individuel et la morale publique. Cet « inconfort » de vie est défini par Freud en tant que malaise : un duel incessant entre deux pulsions, *Eros* (Amour) et *Thanatos* (la pulsion de mort). Ce sont, en effet, les pulsions qui suscitent et stimulent l'intérêt de Freud : ce sont les pulsions qui façonnent l'individu inscrit dans la société. L'individu, un être « désirant », « cherche la vie bonne mais il n'y parvient pas » (Spurk, 2010, p. 84). Le désir est continu et insatiable ; de la satisfaction d'un désir naît immédiatement un autre qui lui permet de prendre conscience de sa situation de souffrance.

Freud, nous explique comme la souffrance menace l'homme sous trois différents côtés : du côté du corps, qui est destiné à se détériorer. C'est la force écrasante de la nature et la fragilité du corps humain qui se rencontrent. Du côté du monde extérieur qui gouverne et qui déchaîne sur l'humain de puissantes forces destructrices avec ses institutions qui régissent l'Etat et la société ; et enfin du côté de nos relations avec les autres. Cette dernière forme de souffrance est perçue comme la plus douloureuse. En ce qui concerne les deux premières sources de souffrance, Freud incite à les reconnaître comme inévitables et à s'y soumettre. Les hommes ne pourraient jamais dominer complètement la nature : l'organisme est une structure transitoire avec des pouvoirs d'adaptation limités. En ce qui concerne la troisième forme de souffrance, l'attitude des hommes vis-à-vis de cette dernière est très différente. Ils refusent de comprendre pourquoi les institutions que l'homme a lui-même créées ne devraient pas être une protection et un bénéfice pour tous. Ils se confrontent donc au fait que la responsabilité de notre misère devrait être imputée en grande partie à la « civilisation ». Freud désigne la civilisation comme la somme des réalisations et des ordres qui différencient la vie de celle des ancêtres animaux : protéger l'humanité contre la nature et régler les relations des hommes

entre eux. L'homme serait donc très heureux s'il pouvait renoncer à la civilité et revenir à des conditions primitives. Selon Guy Bajoit (2013) certains évènements et conditions significatifs touchent à l'identité de l'individu en produisant une sorte de mécontentement qui détruit les attentes de reconnaissance sociale et relationnelle et fait émerger des processus de tension existentielle entre les zones périphériques de l'identité ; c'est à ce moment-là, dans une condition de souffrance psychique qu'un malaise assaillit l'individu menaçant et détériorant son identité.

Fromm, en se distanciant de la vision des pulsions freudiennes en tant que génératrices du malaise, analyse ce dernier en tant que forme essentielle de l'existence des individus qui sont inscrits dans la société. Le malaise est un sentiment persistant dans la société capitaliste qui sous-tend la vie des individus. L'individu vit d'une peur constante de la liberté. Il voudrait être libre et exercer son individualité mais il n'y arrive pas car il a peur. Le progrès historique, qui s'est énormément accéléré au cours des cent dernières années, a permis à l'humanité d'acquérir des connaissances, de s'affranchir d'un système de contrôle préétabli – monarchie absolue, féodalisme, pouvoir religieux, etc. – pour acquérir plus d'autonomie. L'homme, d'après Fromm, a atteint la liberté, mais il ne peut pas l'utiliser pour se réaliser pleinement ; en effet, la liberté semble l'avoir rendu fragile et impuissant. Pourtant, cette « liberté de » (liberté négative) ne s'est pas transformée en « liberté pour » (liberté positive). Un sentiment d'impuissance qui opère une perversion de la liberté : l'individu se perçoit en tant que nullité avec la simple illusion d'être maître du monde, mais qui au contraire fait l'expérience d'être soumis à ce monde lui-même. L'homme est libre mais esclave de la perception que les autres ont de lui. L'individu est tiraillé par le doute et la frustration, poussé à s'humilier continuellement s'il ne répond pas aux critères imposés et aux relations avec les autres. L'homme moderne, individualisé, vit dans un monde avec lequel il a rompu toute forme de relation authentique, car il lui manque la vision du tout. Une fois les chaînes rompues, l'individu se sent seul et peu sûr de lui ; face à cette solitude, il développe un fort sentiment d'appartenance envers l'autre mais un vide grandissant l'effraie. Selon Fromm, ce sentiment d'isolement n'est pas durable : face à ces afflictions inconscientes, deux possibilités de fuite se montrent, la soumission à l'autorité ou le conformisme. Toutes les deux ne sont que des abris trompeurs et éphémères qui produisent un malaise existentiel et psychique intense.

8.1.1 La persistance du malaise

Un sentiment de malaise s'agite à Bure : les opposants affirment se sentir opprimés par le mode de fonctionnement de cette société, qu'ils retiennent manipulée par l'Etat et par la gouvernance globale et finissent par ne plus se reconnaître dans la société dans laquelle ils vivent. La construction du centre d'enfouissement des déchets nucléaires est vue comme une imposition qui questionne fortement le fonctionnement du système politique et démocratique. Ce qu'ils désignent comme « Etat nucléaire » représente pour eux un pouvoir d'oppression et de domination, dans lequel l'individu est asphyxié par une force centralisatrice. L'Etat est considéré comme répressif et initiateur de violence et d'agression ; il existe pour exploiter et aliéner l'individu. Il est, pour eux, symbole de violence et un appareil de domination des masses :

« un Etat nucléaire signifie toujours un Etat policier. La mise en œuvre de cette « technologie patriarcale » implique forcément la centralisation et l'accumulation de pouvoir » Burebure (2019, 30 septembre).

Un ressenti de « mal-vivre » émerge. Ce malaise est la consolidation entre ce qui vient de l'intérieur, le caractère interne, et ce qui provient du monde extérieur. Les individus souffrent car ils sont convaincus de vivre dans une société qui les emprisonne, où ils ne sont pas libres et égaux entre eux. Le gouvernement est perçu comme un système de règles qui s'appuie sur la violence ; une autorité qui utilise le pouvoir comme dispositif pour assurer sa continuité :

« le nucléaire est une industrie patriarcale contre laquelle nous luttons. Elle est opaque, mafieuse et militaire. Ses opposant-e-s sont systématiquement réprimé-e-s, muselé-e-s et enfermés-e-s. Le nucléaire va main dans la main avec les politiques autoritaires et liberticides. [...] Le nucléaire est une énergie sale, coûteuse et dangereuse, qui exproprie et exploite » Burebure (s.d.) ;

« la répression étatique par rapport à la résistance croissante autour de Bure est massive : des personnes se font contrôler, sont observé.e.s, reçoivent des interdictions de territoire et de rentrer en contact les unes avec les autres, sont arrêté.e.s et enfermés.e.s » Burebure (2019, 30 septembre).

Ils refusent le recours au nucléaire et le monde qui le concerne. Ces conditions fragilisent notamment les individus et font émerger un malaise profond qui s'accroche aux subjectivités. La souffrance s'installe durablement. Il existe une sorte de lacération entre l'imposition du

projet Cigéo de la part de l'Etat, le sentiment de danger et de manque de dépassement de la situation actuelle et une sorte de rébellion contre les règles imposées :

« le projet Cigéo est l'incarnation d'un Etat nucléaire qui veut nous dominer, qui nous opprime et qui nous prive de la liberté de vivre un monde meilleur. Nous devons combattre l'Etat nucléaire, nous devons combattre contre Cigéo. Nous ne voulons pas être soumis et soumises » (Entretien avec Eugène, Maison de Résistance, octobre 2016) ;

« l'Etat produit un discours mensonger et cache le danger, les maladies et les incidents » Bureburebure (s.d.).

Une souffrance déchirante s'impose et se concrétise envers une société à laquelle les acteurs cherchent à fuir, mais la souffrance menace le sujet qui ne peut pas échapper à la douleur et à l'angoisse. Les opposants vivent une lacération entre ce que la société leur impose, les exigences auxquelles se confrontent et le besoin de dépasser cette condition d'incertitude et de manque :

« le nucléaire et cet Etat centralisé qui le gère sont en train de détruire nos vies et nos existences » (Entretien avec Eugène, Maison Résistance, octobre 2016).

« nous sommes ici à Bure pour lutter contre le capitalisme, la société qui nous opprime et le nucléaire est symbole de cet Etat centralisé » (Entretien avec Zoé, Maison de Résistance, octobre 2016).

Un lieu de conflit, un espace où se montre et s'exprime le malaise vécu, se structure autour de la mobilisation ; un lieu de convergence de tout refus de l'ordre établi, d'expression de peur et du malaise. Ce n'est donc pas une résistance qui se confine à une lutte contre le nucléaire et contre l'exploitation économique ; elle s'exprime à travers une lutte animée par une forte indignation, par un ressenti de « mal-vivre ». Malaise, indignation, colère semblent désormais liés et renvoient à une inquiétude forte portant sur les relations entre le chacun et le commun :

« dans les motivations qu'on avait, en fait il y avait plusieurs volontés qui se recroisaient. [...] et c'est ce qui est le plus important pour nous, une nécessité de trouver des manières pour résister tous ensemble à des grands projets d'aménagement du territoire, des luttes qui sont très fortes dans ces dernières années, et qui résultent des logiques capitalistes qu'on rejette, et qui sont souvent, ces projets-là, imposés de manière autoritaire, voir violente. » Citation tirée de la

conférence de presse donnée par des militants pendant le camp anti-autoritaire organisé à Bure du 1^{er} au 10 août 2015¹⁷⁴ ;

« nous sommes une goutte de plus dans un océan de colère » Vmc.camp (2017, 27 mars).

La colère est un sentiment réactif qui révèle de l'impuissance. Elle est l'expression d'un « fatalisme actif » (Ceri, 2002, p. 88) : on ressent de la colère envers quelqu'un ou quelque chose mais en vérité on ressent aussi de la colère envers soi-même. On perçoit sa condition comme dénuée d'alternatives possibles, à tel point qu'on ne peut puiser dans aucune ressource morale autre que le ressentiment ou la violence. A la colère s'ajoute en même temps l'indignation, un sentiment qui révèle une opposition profonde et qui pousse ensuite vers une action qui exige la prise en charge des responsabilités de la part de celui qui exerce l'action. La colère ne peut que nourrir la révolte. Pour ceux qui sont en colère, l'injustice est vécue comme une privation résultant de la confrontation avec ceux qui ont plus. L'inégalité entre les hommes se profile : entre les classes, entre les sexes, entre les nations, entre les peuples.

8.1.2 Angoisse, privation et frustration

Les discours sur la contestation des acteurs de la commune de Bure sont programmatiques, pour ces raisons nous nous intéressons à la succession d'expériences et à l'expression de l'impuissance vécue.

« [...] C'est parce que, pour nous, le nucléaire c'est aussi un grand projet qu'on nous impose et pour nous il n'est pas déconnecté de ces autres luttes de territoire notamment. [...] L'horreur atomique et le rouleau compresseur étatique qui la soutient ne connaissent pas de frontières quand il s'agit de broyer les existences des gens et leurs territoires de vie au nom du profit et du contrôle » (Entretien avec Thomas, Maison de Résistance, novembre 2018).

Le malaise à Bure est un exemple frappant du théorème du sociologue W.I. Thomas (1928) qui affirme que si les hommes définissent une situation comme réelle, elle sera réelle dans ses conséquences. La vie d'une personne ou d'un groupe devient ce que les autres et elle-même pensent qu'elle est. La construction du centre d'enfouissement et les conséquences

¹⁷⁴ Enregistrements conférence de presse donnée par des militants pendant le camp anti-autoritaire organisé à Bure du 1^{er} au 10 août 2015 consultables sur <https://vmc.camp/2015/08/04/conf-presse-3-aout/>.

qui en découleront deviennent des dangers réels pour les opposants, des dangers qui auront un impact sur la société et sur la vie des personnes qui font partie de cette société :

« de plus, le projet en lui-même présente des risques graves tels que les départs d'incendies incontrôlables, les fuites vers l'environnement, la radioactivité des gaz libérées par les cheminées d'aération du site, les accidents et les fuites lors du transport des déchets, etc. » Vmc.camp (2018, 16 juin) ;

« c'est beaucoup trop dangereux » Jean-Marc Fleury, président de l'Eodra, collectif d'élus du Grand Est opposé au projet Cigéo (Beurq, 2017).

Se sentir opprimé ou rejeté par la société existante implique des conséquences qui, encore une fois, sont perçues comme réelles. A ce titre, les opposants se retrouvent dans un état de gêne, de souffrance, de privation. Des altérations, ces dernières, que les sujets se voient infligées, et qui basculent leur « équilibre idéal ». Ces états psychiques apparaissent immédiatement au premier plan. La privation¹⁷⁵ est l'expérience de recevoir insuffisamment, à peine, ce qui est nécessaire, en particulier l'attention et la considération, éléments nécessaires à des relations significatives :

« ces attaques insidieuses [de la part de l'Etat nucléaire et policier] constituent un travail de sape visant à empêcher les liens, les formes de solidarité et les stratégies de défense des opposants. En effet, il est peut-être plus facile de s'organiser lorsqu'un front clair existe. Tout en évitant l'effet scandale, les petites peines élargissent le spectre des personnes condamnables. Le mouvement montre cette augmentation du nombre de gens confrontés à la police et à la justice. Cela s'inscrit très clairement dans une stratégie de terreur et de privation toujours plus grande des libertés » Nous sommes tout-te-s des malfaiteur-euse-s (2019, 11 novembre).

Nous sommes face à un sentiment de privation, c'est-à-dire un sentiment de ne pas pouvoir vivre comme *on voudrait* – et, pour les opposants de la commune, vivre comme *il faudrait* – privation d'un équilibre qui devrait être idéal, une privation d'une situation, qui, à cet égard, est vue comme indépassable. Tous ces états émotionnels produisent inévitablement, comme nous l'avons déjà montré, un malaise car les individus sont entravés, empêchés, déçus. La privation apporte avec elle le malaise. En les distinguant, on peut voir comment le malaise se réfère au résultat d'une insatisfaction par rapport à une pulsion ou à l'incapacité d'atteindre un objectif. Alors que la privation peut être définie comme un manque de possibilité de

¹⁷⁵ La privation maternelle et sexuelle a été bien étudiée ; à ce sujet voir Parsons et Bales (1955).

poursuivre certaines satisfactions. En procédant à notre schématisation, nous pouvons affirmer que la privation génère le malaise.

Le malaise ainsi que la privation deviennent déchirants, et l'angoisse dominera la scène et non seulement de l'extérieur mais aussi de l'intérieur. L'angoisse et les défenses qui en résultent sont le point final. Ainsi le chemin se termine par des comportements visant nécessairement à rétablir l'intégrité. Des peurs déraisonnables sont ainsi déclenchées, évoquées par des objets et des situations : lieux ouverts, lieux fermés, lieux élevés, serpents, tonnerre, voyages, foules, étrangers, rêves, etc. comme réponse-défense à des facteurs inconnus internes (en soi) et relationnels (chez les autres et dans l'environnement) c'est-à-dire inconscients, générés par des tensions émotionnelles imaginaires ou même réelles. Ainsi, le moi menacé, en proie à la dépression et à l'angoisse, entraîne une distorsion de la perception, une incompréhension et un besoin exagéré d'être rassuré ; il cherche l'intégrité, il défend son équilibre.

Les opposants à Bure ressentent leur situation de mépris, leur vie abîmée avec une sorte de fatalité. Un sentiment de manque de reconnaissance se nourrit et un sentiment de malaise se produit. Lorsque les individus se retrouvent dans cette situation qui leur semble inégalitaire et injuste un état de tension survient et le décalage entre leurs perceptions subjectives et les nécessités objectives, entre leurs attentes et la réalité factuelle, porte inexorablement à l'insatisfaction et à la frustration. La tension entre ce qui *devrait être* et ce qui *est* entraîne un mal-de-vivre. La non-satisfaction, la sensation d'injustice et de manque, le mécontentement, les attentes déçues sont les premiers éléments qui engendrent un sentiment de frustration.

La frustration ressentie par les opposants à Bure est un sentiment purement réactif au malaise qui les opprime et les écrase. La frustration est l'expression d'un fatalisme actif et on ne peut faire appel à aucune ressource morale que le ressentiment et l'indignation. Celle-ci est un sentiment réfléchi qui révèle une profonde contrariété ou un scandale moral. L'indignation fait appel à des valeurs communes et, pour cette raison même, elle pousse vers une action qui revendique la prise de responsabilité de ceux qui exercent ou méritèrent d'exercer le pouvoir. L'indignation alimente, à cet égard, le mouvement social, l'indignation et la colère face à l'injustice dont les individus souffrent dans ce monde. L'injustice est vécue à la fois comme une privation relative qui concerne le sujet et sur le dépassement de la condition qui l'opprime et aussi comme une privation absolue résultant de la réflexion sur une alternative possible à la société

A Bure, cette condition vécue est source de sentiments d'hostilité des opposants envers l'Andra, l'Etat et la « société nucléaire » auxquels les militants imputent la responsabilité de la situation jugée inéquitable. Le mécontentement et un fort besoin de manifester cette frustration par des « actes extérieurs » surgit. Selon le modèle théorique élaboré par John Dollard et al. (1967) l'agression est toujours une conséquence de la frustration, définie comme « toute interférence avec l'activité en cours du sujet, activité orientée vers un but » (Dollard, 1939, p. 7). Plus précisément, un comportement agressif présuppose toujours un état de frustration et, vice-versa, l'existence de la frustration conduit toujours à une forme d'agression. L'agression est ici entendue comme « geste extériorisé », « action directe vers l'externe » ; elle est la conséquence d'une frustration qui traverse les individus. Toutefois, les auteurs insistent sur le fait que les comportements agressifs peuvent prendre de nombreuses formes. Parfois l'agression est dirigée contre l'agent qui frappe, d'autres fois elle semble être dirigée contre des spectateurs innocents. Certaines formes d'agression sont énergiques et évidentes, d'autres plus faibles ou indirectes (Dollard et al. 1967, p. 39). Des incitations et des instigations plus vigoureuses provoquées par une frustration sont celles qui renversent des actions agressives contre l'agent considéré comme l'origine de la frustration ; des incitations et des instigations moins vigoureuses provoquent des actions agressives moins directes. A ce titre, les membres de la commune s'engagent donc dans plusieurs actions collectives. Les plus vigoureuses pourraient être représentées par les actions directes contre le laboratoire de l'Andra, son restaurant et l'occupation du bois Lejuc, marquée à son tour, par le renversement du mur en béton construit par l'Andra ; d'autres moins vigoureuses sont constituées par des manifestations plus pacifiques, par l'organisation du festival estival, et de nombreuses rencontres entre militants.

Il existe une forte tendance à la « dislocation » des agressions inhibées, c'est-à-dire s'adresser à des objets ou des personnes qui ne sont pas les origines de la frustration. L'agression causée par les frustrations imposées par le système social établi est donc transférée sur des objets substitués. Selon la terminologie freudienne, cette agression est « déplacée » d'un objet à l'autre : les individus déplacent l'objet de l'agression. On parle de privation « relative », car il ne s'agit pas d'une frustration « absolue », mais d'une frustration constituée par des attentes et des besoins subjectifs : « ce qui devrait être ». C'est la subjectivité des acteurs qui se façonne et qui modèle les gestes. Grace à l'introduction de la notion de privation relative c'est l'idée de sujet et de subjectivité qui est remise en cause. C'est donc le sujet et sa perception subjective qui interviennent et qui se posent à l'origine de la frustration. Cette dernière passe d'un niveau subjectif à un niveau objectif : « des attentes des individus à la satisfaction

objective des besoins » (Sommier, 2009). Les attentes des individus se combinent avec la satisfaction objective des besoins ; il se produit un écart entre la perception que les individus ont à propos des biens matériels ou immatériels auxquels ils pensent avoir droit (*value expectations*) et ceux qu'ils considèrent pouvoir acquérir et préserver (*value capacities*) (Gurr, 1972).

L'état de tension qui s'est créé à Bure produit la révolte et radicalise la mobilisation. Le but est celui de se protéger des menaces et essayer d'aller vers une alternative possible. Les méthodes qui visent principalement à éviter la douleur et à repousser les angoisses et les souffrances qui proviennent de l'intérieur sont diversifiées en fonction de la source de mécontentement à laquelle elles accordent plus d'attention ; de toute manière on ne peut pas utiliser d'autres méthodes que celles utilisées contre les tiraillements qui viennent de l'extérieur. Certaines de ces méthodes sont radicales et d'autres modérées, des méthodes unilatérales et des méthodes qui abordent différents aspects du problème en même temps. La subjectivité de l'acteur se lie inévitablement au monde extérieur. L'acteur qui devient sujet inclut en lui-même les sentiments de malaise et il les lie au monde externe.

Les opposants se déchaînent contre le monde externe pour contrer ceux qu'ils considèrent comme des forces destructives puissantes. Les sujets se présentent donc à la fois comme « soumis » à l'ordre établi mais ils veulent lui résister. Cette double dimension explique la formation d'un potentiel de libération. Les sujets qui subissent cette condition de fatalité démontrent une impulsion à l'action : un effort énorme pour ramener en eux un potentiel de liberté et de pouvoir changer le monde.

Après avoir introduit le modelé théorique de la frustration-agression, il faudra procéder avec prudence en appliquant cette hypothèse de nature psychologique à nos données sociologiques. Pour pouvoir affirmer qu'une situation donnée est frustrante, il est nécessaire de bien connaître les sujets concernés afin de pouvoir identifier avec un certain degré de précision ce qui les a impulsés à l'action et envers qui. Bien évidemment, cette théorie psychologique de la frustration-agressivité est capable d'interpréter le matériel sociologique lorsqu'elle permet des observations plutôt psychologiques, que nous avons essayé de repérer à travers les visions du monde des individus interviewés. Il faut préciser aussi que l'agression n'est qu'une seule réponse possible à la situation de frustration (Sommier, 2009). La théorie de la frustration est souvent mobilisée en sociologie, dans de nombreuses situations. La frustration est certes une source de motivation possible pour l'action, mais elle n'est pas la seule. Entre la frustration et

l'action, il est nécessaire qu'un ensemble de raisonnements sociaux, de cadrages cognitifs et normatifs se nichent. Cet outil sociologique d'emploi des notions de frustration et de privation relative a été souvent utilisé par les chercheurs pour expliquer les processus sociaux plus en général et les mobilisations collectives plus en détail. La vie en société est inévitablement frustrante (vie abîmée) et les tendances à un comportement agressif sont constamment générées. C'est pourquoi certaines formes d'adaptation culturelle tendent à se développer en évitant la destruction de la société elle-même. La théorie de la frustration-agression et celle de la privation relative nous fournissent un angle d'attaque pour examiner le phénomène de Bure. Elles nous permettent de clarifier le sentiment de malaise comme condition première pour le développement d'une action collective et développent l'hypothèse selon laquelle la frustration relative explique le processus de mobilisation des opposants. Le malaise et la frustration sont les premiers pas vers le besoin de manifester les sentiments avec des actes externes. Nous voulons donc mettre l'accent sur la situation sociale du groupe, sur leurs expériences et leurs ressentis qui, en répondant à des sollicitations extérieures, façonnent le caractère subjectif et les actes vers l'externe. Ce caractère ne s'inscrit pas donc dans la nature humaine mais il se modèle à travers l'expérience.

En nous inspirant de Tocqueville, au sujet de sa célèbre thèse sur la frustration relative, nous pourrions affirmer que les acteurs cultivent une « passion pour l'égalité » (Tocqueville) et « une volonté de dépassement ». Chacun s'estime l'égal de l'autre et quand la moindre inégalité survient une forte frustration relative s'engendre. Chacun estime pouvoir vivre dans une société meilleure et quand il ne voit pas le dépassement une forte frustration survient. Le seul retour que peut donner la société est celui d'équilibrer et d'harmoniser les conditions de chaque acteur. Ce faisant la volonté de dépassement se trouve renforcée et c'est justement parce qu'elle s'autoalimente constamment que nous la pouvons la considérer comme insatiable.

8.2 Exprimer ses sentiments : une quête de reconnaissance

8.2.1 Le manque de reconnaissance

Le manque de reconnaissance, tout comme la frustration, est source d'agression - action. Ces blessures émotives sont à l'origine de luttes qui aspirent à trouver des relations de

reconnaissance. A ce propos, selon Honneth (1992), il existe un lien très fort entre l'impulsion à l'action et l'expérience du mépris (*Mißachtung*) ; à cet égard, l'apport majeur des travaux de Honneth consiste à mettre la lutte pour la reconnaissance au cœur des conflits. Les raisons de l'opposition et de la contestation sociale se forment dans le cadre d'expériences morales issues d'une lacération très profonde à l'égard des attentes de reconnaissance qui façonnent l'identité du sujet. Pourtant, le mépris s'explique à travers le déni de la valeur sociale du sujet de la part de son propre entourage : l'estime de soi par rapport à la communauté est mise en péril, car l'idéal de valeur et de vie du sujet n'est plus doté de sens. Les sentiments de mépris interviennent de manière très vigoureuse dans les interactions sociales entre les individus, car les sujets se mettent en relation les uns avec les autres avec des attentes de reconnaissance dont dépendent les conditions de leur intégrité. Si ces attentes normatives sont déçues par la société, il en résulte une expérience morale qui s'exprime dans le sentiment de mépris. Ces sentiments de malaise, que nous avons pu approfondir dans les paragraphes précédents, servent de base de motivation pour une opposition collective quand le sujet parvient à l'articuler dans un cadre interprétatif intersubjectif. L'expérience du mépris produit des sentiments hostiles qui créent les conditions aptes à une position de conflictualité envers les autres. La lutte (*Kampf*) naît de situations de déni, d'humiliation, de mépris et représente l'action par laquelle les sujets tentent d'obtenir la reconnaissance qu'ils ont appris à considérer comme légitime au cœur de leur vie.

Le manque de reconnaissance bouleverse la possibilité d'une subjectivité accomplie. A cet égard, les sujets sont en constante quête de reconnaissance de la part des autres, de la part de la société. Chaque individu, enfant ou adulte, comme nous le savons par le processus de socialisation, magistralement décrit par Parsons et Bales, poursuit inconsciemment dès l'enfance une réponse positive et significative, à partir de la relation avec la mère puis avec les autres personnes significatives ; c'est-à-dire qu'il doit constamment se battre pour la construction d'une interaction avec l'univers de l'autre personne puis des autres. Les sujets cherchent une place dans le monde. L'adulte, tout comme l'enfant, cherche une « place » aux yeux des autres. La plupart des individus, à des moments décisifs de leur vie, recherchent l'expérience d'occuper une position, espérant parfois la seule place importante dans la vision du monde d'une autre personne. On en peut en déduire qu'aucune théorie des relations entre les personnes ne peut ignorer le fait que dans l'interaction, on cherche dans l'autre uniquement à obtenir une gratification. Dans l'interaction, l'individu cherche dans l'autre une expérience unitaire dont il peut se sentir gratifié : non seulement posséder le monde entier *par* l'autre, mais aussi constituer, même temporairement, le monde entier *pour* l'autre.

L'expérience du mépris génère des sentiments hostiles qui créent des conditions propices aux positions conflictuelles. Le conflit se produit dans des situations d'humiliation, de mépris ou de méconnaissance et représentent l'action à travers laquelle les sujets tentent d'obtenir la reconnaissance qu'ils ont appris à considérer comme légitime. Par conséquent, la structuration d'une subjectivité dépend de cette prise de conscience individuelle et collective et qui permet aux sujets d'interpréter les expériences personnelles de déception comme quelque chose qui n'affecte pas que l'individu mais un cercle nombreux d'autres sujets à lui liés. Il est question donc de repérer dans les expériences morales de mépris les sources du conflit social qui dépassent largement les « intérêts » qui découlent objectivement de la répartition inégale des opportunités de la vie, sans être d'aucune façon connectés au réseau quotidien des sentiments moraux. Les intérêts sont des tendances orientées vers une cible, qui habituellement dépend de la situation économique et sociale des individus. Les raisons qui portent à l'action proviennent aussi du sentiment moral lié à la cause d'un mal qui affecte les sujets¹⁷⁶. Il s'agit d'un processus dans lequel les expériences individuelles de méconnaissance sont interprétées comme des conjonctures significatives orientant les motivations à l'action. L'action sera ensuite dirigée vers un rapport de reconnaissance entre les sujets impliqués. Si le sujet fait l'expérience de vivre dans un monde où il se sent respecté en tant qu'être autonome, son identité personnelle fixera les modèles sociaux de reconnaissance ; si ces attentes normatives sont déçues par le monde et par la société, le sujet traversera donc une expérience de méconnaissance de la part des sujets qui l'entourent.

Le sentiment de mépris peut représenter une forte impulsion à l'action. Cette action pourra être collective si le sujet est capable d'articuler le mépris dans un cadre interprétatif intersubjectif et d'interpréter les expériences personnelles partagées par d'autres. L'action d'opposition et l'agir dans l'espace public détache le sujet d'une situation de mépris qui le paralyse et, à travers un processus de subjectivation, il réalise une nouvelle relation positive avec soi-même. Les actes collectifs et les actes de protestation peuvent être pensés en tant qu'expériences morales qui permettent au sujet de passer d'une situation de méconnaissance à une autre de reconnaissance.

¹⁷⁶ Bien évidemment, en partant d'une analyse empirique, il s'agira de saisir cas par cas pour pouvoir ensuite vérifier dans quelle mesure un conflit social suit principalement la logique de la poursuite d'intérêts ou celle de la réaction morale de méconnaissance.

Les opposants à Bure se trouvent dans un moment très délicat de leur vie. Un sentiment de mépris et de privation les touche et ils essayent de chercher une reconnaissance dans la société et dans la relation avec les autres.

« [...] Pour tout révolté qui se met en place pour un monde juste, pour la fin des oppressions, pour toute révoltée qui se bat contre cette vie de merde, l'impression de vivre quelque chose de spécial » Nous sommes tout-te-s des malfaiteur-euse-s (2019, 25 décembre).

Les sentiments de malaise servent de base de motivation pour une opposition collective quand le sujet parvient à l'articuler dans un cadre interprétatif intersubjectif. Les opposants de la commune de Bure se sentent, en effet, méprisés par la société qui les entoure, par ce qu'ils considèrent la société nucléaire et l'Etat policier, et ils cherchent partout la reconnaissance qui, dans les sociétés contemporaines est considérée comme normativement contraignante. Les sujets, en effet, ont fait l'expérience d'une souffrance psychique lorsqu'ils ne se sentent pas respectés en tant qu'êtres autonomes et individualisés. L'expérience de la méconnaissance produit des sentiments hostiles qui créent les conditions aptes à une position de conflictualité envers les autres. Le manque de reconnaissance produit un sentiment d'impossibilité d'accomplir sa propre subjectivation. Ils viennent à Bure pour chercher à réaliser leurs propres aspirations et leurs désirs en tant qu'individus autonomes à travers un agir collectif engagé dans la lutte et un processus de développement de la confiance en soi, du respect de soi et de l'estime de soi :

« une volonté enragée de retrouver l'initiative, de ne pas se laisser faire, de ne pas laisser les ami.es. seul.es. Une envie dévorante de trouver des complices avec qui danser et rire pour sortir de la peur et affirmer que nous ne serons pas les prochain.es sur la liste. [...] Nous participons de toutes nos forces [...] par tous les moyens possibles » Fiche signalétique sur le site Nous sommes tou-te-s des malfaiteur-euse-s.

Ils ressentent un besoin incontournable de reconnaissance de leur propre humanité, à commencer par les autres sujets qui les entourent et qui, au final, concerne le sens profond de l'intégrité de l'individu dans la société. Et pour obtenir cette reconnaissance, ils ont également recours à une provocation claire en définissant eux-mêmes : nous sommes tou-te-s des malfaiteur-euse-s. Tout cela constitue des mécanismes de sureté qui permettent, au moins, une relation acceptable d'abord avec soi-même et ensuite avec les autres, et non la réalisation de soi, comme dans la théorie de Maslow, qui concernerait, dans la hiérarchie des besoins, les

situations « normales »¹⁷⁷. A cet égard, les raisons qui portent à l'action ne proviennent pas seulement d'une condition d'« intérêt », mais aussi des sentiments liés à la cause d'un mal qui affecte les sujets. L'action sera ensuite dirigée vers un rapport de reconnaissance entre les sujets impliqués. L'action sera ensuite caractérisée par une lutte pour la reconnaissance.

8.2.2 Rétablir l'intégrité et pousser la subjectivité

Les sentiments et les émotions ont été pendant longtemps interprétés – erronément – comme opposés à la conduite rationnelle d'un individu¹⁷⁸ : la folie des foules et des masses. L'action de l'acteur était conçue comme étant distanciée de la réalité entourant et visant à la réalisation de ses propres intérêts ; rien de ce qui concerne le domaine du sentiment et du ressenti avait de l'importance. Des émotions comme la peur, la colère ou la rage étaient souvent retenues plus comme négatives que positives. Ou encore, les théories de la mobilisation des ressources voyaient les actions impulsées par les émotions et les actions orientées par le calcul rationnel comme incompatibles. Or, les émotions représentent une des impulsions et un des canaux principaux de l'action collective. Elles contribuent à la définition des situations, et elles ont une dimension essentielle dans les événements et les actions ; elles sont indissociables des actes, des perceptions, des visions du monde.

Selon le sociologue Pareto, comme nous l'avons déjà évoqué plusieurs fois dans cette étude, ce sont des sentiments profonds qui font agir les individus. Des sentiments profonds traversent l'individu, des sentiments de malaise et de privation assaillent les sujets et leur intégrité (V^e classe des résidus : intégrité de l'individu et de ses dépendances). Dès lors qu'il y a une atteinte à l'intégrité et aux convictions, les sujets ressentent le besoin de rétablir leur situation, de sauvegarder le propre sens du monde. Il se produit, à cet égard, un besoin violent et extrême de manifester ses propres sentiments par des actes extérieurs (III^e classe des résidus : besoin de manifester ses sentiments par des actes extérieurs). Le sujet doit agir, il se sent obligé d'intervenir pour reprendre en main sa situation qu'il n'arrive plus à contrôler. De même, auparavant, Gabriel Tarde avait formulé une de ses lois : du dedans au dehors (*ab*

¹⁷⁷ A. Maslow (1954) identifie quatre besoins fondamentaux, selon une échelle hiérarchique de bas en haut : le besoin physique, qui exige la satisfaction de la nourriture, du sommeil, du sexe, de la défense, de l'habillement et de la sécurité ; le besoin social, c'est-à-dire la demande d'amour, d'affection, d'appartenance ; le besoin d'estime de soi, c'est-à-dire la construction de sa propre identité et, par conséquent, l'estime de soi, l'estime des autres ; au sommet, il y a le besoin de réalisation de soi, c'est-à-dire la possibilité d'exprimer son propre potentiel ou ses besoins de maturation : sens, autosuffisance, joie, simplicité, ordre, justice, perfection, individualité, bonté, vérité.

¹⁷⁸ Le Bon (1895) ; Smelser (1962).

interioribus ad exteriora) ; les « dedans » sont les idées et les buts, les « dehors » sont les moyens et les expressions. Quelque chose qui s'agite à l'intérieur d'un sujet et qui doit s'exprimer en ressortant à l'extérieur.

L'acteur à Bure agit dans une situation donnée et il faut le considérer dans le contexte et dans sa dimension processuelle et dynamique. Il voudrait constituer son autonomie face à la société qui impose des règles de comportement. Afin qu'une libération se produise, les sujets devront exprimer leur volonté de résistance et de changement : ils devront agir. C'est ici qu'un potentiel de changement s'engendre, un potentiel de libération. Le mouvement d'opposants en vivant avec ce malaise étouffant essaie d'y faire face, de le tolérer et de le métaboliser, le transformer en colère et puis en lutte, en agressant – en sens figuratif – l'autre, l'adversaire. Le sujet passe à l'action.

Les expériences émotionnelles et les sentiments moraux, qui jusqu'à présent ont été compris uniquement comme la composante affective des conflits sociaux, deviennent le moteur de la mobilisation et la pulsion à un processus de subjectivation qui concerne le sujet agissant.

La lutte pour la reconnaissance s'explique en tant que « volonté » de la part des individus d'atteindre l'autonomie, d'une reconnaissance d'être sujets dans le monde.

Selon Alfred Adler l'objectif général que les individus poursuivent est la pleine appréciation et valorisation de l'intérieur (par eux-mêmes) et par l'extérieur (par les autres) car le sujet n'est pas isolé, il est inséré dans des réseaux sociaux de relations capables d'influencer son comportement et sa perception. Les individus essaient de se sentir forts et d'affronter et de surmonter avec compétence les tâches que la vie leur impose chaque jour. Adler attribue une valeur à cette pulsion et la définit comme « volonté de puissance »¹⁷⁹, qui pourra être interprétée au même niveau que la lutte pour la reconnaissance d'Honneth ou le besoin de manifester ses sentiments par des actes extérieurs de Pareto. L'agressivité alimente un besoin irrépressible de rivaliser avec les autres pour trouver sa place dans le monde, de se proposer à la reconnaissance des autres, d'affirmer sa valeur, de vivre. L'affirmation de soi et la recherche de la sécurité. Le « sentiment social », également définit comme sens de la communauté, n'est pas simplement le fait d'être ensemble avec d'autres ou un sentiment de loyauté envers les autres : c'est la perception des valeurs et des principes qui régissent les relations humaines, qui peuvent s'étendre de la famille et du groupe d'origine à la nation, au monde et à l'univers.

¹⁷⁹ C'est un terme et un concept qu'Adler emprunte à Nietzsche, mais en même temps il est utilisé différemment par les deux auteurs.

Adler a construit toute sa théorie à partir de l'observation minutieuse que chaque individu tend vers « le haut », c'est-à-dire qu'il passe d'une position vécue comme inférieure, à un objectif de supériorité. Le terme de volonté de puissance, de matrice nietzschéenne émerge et il explique que l'individu tend à réagir à sa propre infériorité en s'élevant vers le haut : une volonté de rançon, le besoin d'affirmer soi-même.

De même, à la base de la pensée de Tönnies se trouve la conception selon laquelle la volonté humaine produit toute relation sociale ; autrement dit, toute interaction sociale est le produit d'actes volontaires d'origines diverses et, par conséquent, la relation sociale, qui pour Tönnies est l'unité ou l'atome de la vie sociale, ne peut être que la manifestation des deux formes de la volonté humaine. Dans *Gemeinschaft und Gesellschaft* (1887), on retrouve souvent l'affirmation selon laquelle tout un ensemble de relations sociales, par exemple la *Gesellschaft*, peut être différent d'un autre ensemble, par exemple la *Gemeinschaft*, selon le type de volonté qui y prédomine ; type de volonté, bien entendu, conçu comme idéal ou normal. Nous aurons alors une *Gesellschaft* lorsque la volonté arbitraire (*Kürwille*) prédomine dans l'ensemble des relations sociales, ou au contraire, une *Gemeinschaft*, lorsque la volonté essentielle (*Wesensille*) prédomine dans le complexe des relations entre les individus. Puisque toute action humaine est définie comme humaine sur la base de la participation de la pensée, il faut distinguer entre « la volonté, dans la mesure où elle contient la pensée, et la pensée, dans la mesure où elle contient la volonté ». La volonté et la pensée représentent un tout cohérent, dans lequel la multiplicité des sentiments, des pulsions, des désirs trouve son unité dans toute leur diversité ; mais cette unité doit être comprise dans le premier concept comme réelle ou naturelle, et dans le second comme idéale ou créée. La volonté de l'individu sera dite dans le premier sens « volonté essentielle », dans le second « volonté arbitraire ». Les volontés impliquent des relations multiples entre elles ; et chacune de ces relations constitue une action réciproque qui, dans la mesure où elle est accomplie ou donnée par une partie, est subie ou reçue par l'autre (Tönnies, 1979, p. 129). Ces actions sont de telle nature – observe Tönnies – qu'elles tendent à la préservation ou à la destruction de l'autre volonté ou de l'autre corps ; elles sont, en effet, affirmatives ou négatives.

Les deux théories de la communauté et de la société, qui forment le premier livre de *Gemeinschaft und Gesellschaft* de Tönnies (1887), sont précédées d'une brève discussion sur la volonté humaine dans un double sens. La théorie tönnesienne supposera comme objets de son investigation exclusivement les relations d'affirmation mutuelle. Celles-ci, si elles sont positives, donnent naissance à des associations : la communauté est une association organique (communauté de langue, de coutume, de foi). La société est une association mécanique,

artificielle et récente (société de profit, de voyage, de science). Chacune de ces relations représente une unité dans la pluralité ou une pluralité dans l'unité (Tönnies, 1979, p. 45-46). Il s'agit donc, selon Tönnies, d'analyser les fondements psychiques des relations sociales qui forment le tissu de l'ensemble du groupe. Dans le deuxième livre, la discussion sur les volontés, c'est-à-dire les mécanismes qui motivent et guident la conduite humaine, est développée en distinguant la « volonté naturelle » (*Wesenwille*) directement liée à l'organisme humain¹⁸⁰, et la « volonté rationnelle » (*Kürwille*), dominée par la pensée et l'intelligence. Plus précisément, la volonté essentielle est l'équivalent psychologique du corps humain, c'est-à-dire le principe de l'unité de vie. Elle implique la pensée de la même manière que l'organisme contient les cellules du cerveau. La volonté arbitraire est, au contraire, une formation de la pensée elle-même, un produit conceptuel, qui ne possède une véritable réalité que par rapport à son auteur, le sujet de la pensée. Les formes essentielles de la volonté sont le plaisir, l'habitude, la mémoire (Tönnies, 1979, p. 135-139) ; les formes de la volonté arbitraire sont la délibération, la discrétion, le concept (Tönnies, 1979, p. 150-153). Les concepts de formes et d'attitudes de la volonté ne sont rien d'autre que des produits de la pensée (« concepts normaux ») pour faciliter la compréhension de la réalité. En tant que tels, ils s'excluent mutuellement, c'est-à-dire qu'ils constituent une antithèse. Mais ce qui importe, à notre avis, c'est ce que Tönnies ajoute immédiatement après ; si les concepts sont pris dans un « sens empirique », ils ne sont rien d'autre que des normes par lesquelles une multiplicité intuitive ou représentative est embrassée et contenue, entraînant des vides de caractère proportionnels à leur ampleur. Il est facile de voir d'après l'observation et la réflexion, qu'aucune volonté essentielle ne peut se présenter dans l'expérience sans une volonté arbitraire dans laquelle elle doit s'exprimer, et qu'aucune volonté arbitraire ne peut se présenter sans une volonté essentielle sur laquelle elle doit se fonder (Tönnies, 1979, p. 176).

8.3 *Gegenöffentlichkeit et Eigensinn*

L'expérience et l'expérimentation, la lutte pour la reconnaissance, la volonté de puissance et le besoin de manifester les sentiments par des actes extérieurs forgent le vécu des opposants de la commune de Bure et leur permettent d'expérimenter de nouvelles formes de modes-de-vie alternatifs qui s'expriment dans des opinions et des revendications, et la remise en cause

¹⁸⁰ Il semble que Tönnies ait dérivé le concept de *Wesenwille* de A. Schopenhauer et W. Wundt et celui de *Kürwille* de T. Hobbes.

des mondes-de-la-vie. En raison du basculement des sentiments qui poussent les acteurs à l'action et à la mobilisation, un « contre-espace public » émerge. Le contre-espace public de Bure : un lieu autre dans lequel des alternatives « imaginés » et « concrètes » à la vie et à la société se façonnent. Celui-ci reformule des expressions publiques rebelles et modèle un nouveau type de délibération, qui sera plutôt centrée sur l'espace vécu des sujets, sur la tension entre différentes visions du monde, le partage du sensible et le déclenchement d'un processus de subjectivation. Le sujet, en essayant de manifester ses propres sentiments, produit et structure un contre-espace public, un lieu dans lequel des nouvelles solutions, de nouvelles formes de vie et des nouveaux mondes-de-la-vie sont visés et examinés (I^e classe des résidus : instinct des combinaisons). Des nouveaux groupes, des nouvelles communautés (IV^e classe des résidus : résidus en rapport avec la sociabilité), de nouvelles idées sont alors produites dans le contre-espace public grâce à la « combinaison » incessante de l'agir et de la réflexion des sujets. Selon Negt et Kluge (1972) le contre-espace public réunit tous les groupes sociaux qui sont sous le contrôle d'un système de domination qui gère leurs existences au niveau du temps et de l'espace :

« les masses font constamment l'expérience de la violence, de la domination, de l'exploitation et de l'aliénation au sens le plus large du terme. La restriction de leurs possibilités existentielles et de leur liberté de mouvement s'impose à elles comme une évidence, matérielle et sensible. En ce sens, la résistance à cet état de fait est ressentie avec une sorte de limpidité » (Negt, 2007, p. 90).

Le contre-espace public se montre comme une nouvelle dimension de l'espace public : l'expression profonde et vigoureuse d'opinions et de revendications, une remise en cause des mondes-de-la-vie. Il réunit toutes les expériences et les expérimentations mais surtout il se produit au moment où les individus imaginent et mettent en place des alternatives concrètes. Il ambitionne de prendre en compte toutes formes d'action et d'effervescence qui ressortent du cadre établi de l'espace public, dans le but de renouveler les structures de ce dernier. A Bure, la quête de reconnaissance et la forte volonté d'expression de propres sentiments produisent une alternative concrète : la formation d'un contre-espace public enraciné, qui devient un point de référence et une proposition de méthode pour une nouvelle action sociale et politique.

Les opposants s'expriment ainsi dans le contre-espace public et en s'exprimant ils recherchent la reconnaissance qu'ils sentent avoir perdu à travers l'oppression de l'Etat et de la société qui les entoure. Un nouveau sujet collectif diffus émerge. Le sujet se modèle dans l'action, dans

l'expérience de la réalité, dans la connaissance vécue, dans la lutte pour la reconnaissance ; le sujet est l'acteur qui auto-réfléchi, qui a conscience de soi et qui auto-fonde son propre destin. Dans le contre-espace public un processus de subjectivation du sujet lui-même s'engendre. Dans le mouvement des opposants de la commune de Bure, un processus de subjectivation des acteurs s'active pour la construction d'un projet alternatif et le fait vivre en l'enracinant dans le contexte.

Une des fonctions du contre-espace public est de pousser les acteurs vers la reconnaissance en les liants à travers leur subjectivité. L'individu peut se reconnaître lui-même dans le rapport qu'il entretient avec les autres : la réciprocité est essentielle à la reconnaissance de soi. A travers la mobilisation, les individus créent des subjectivités qui mettront en place une manière d'unifier les individus : le « je » existe que par rapport à l'autre. A cet égard, à la notion de sujet qui se mobilise dans un contre-espace public il faut ajouter la dimension de processus, car le sujet ne se présente pas comme immobile et stationnaire, mais il s'insère plutôt dans un processus caractérisé par une dynamique agissante. Un processus de subjectivation lié à l'imaginaire, aux désirs, aux expériences, aux besoins, transforme le sujet. Un processus de subjectivation s'engendre : les sujets se construisent eux-mêmes et leur subjectivité est définie. Ce processus de subjectivation est un parcours assez complexe qui amène les individus faisant partie de la commune de Bure à se mesurer et à intervenir à différents niveaux de la réalité, à acquérir différentes capacités de critique, d'organisation et de réflexion. Le processus est la constitution, la réalisation, le progrès, l'évolution et le changement d'un sujet, d'une situation, d'une variable. Le processus permet de prendre en considération la manière dont le phénomène est caractérisé et les étapes d'évolution. La subjectivation se réalise dans la pensée et dans l'agir et tout de même aussi dans la reconnaissance. Les actions sont à la fois méthode de compréhension et d'organisation. Il faut agir ensemble et faire agir de manière concertée les subjectivités individuelles et collectives. Il y a donc une tension permanente entre vécu et abstraction au moment où l'individu s'inscrit dans l'expérience sensible.

Les opposants de la commune projettent vers l'avant leur subjectivité pour retrouver la reconnaissance. En se rapport à la situation de conflit, l'opposant cherche non seulement la réalisation de certaines aspirations individuelles et collectives, mais aussi la réalisation de ses propres désirs et attentes. Cette duplicité peut coexister sur un chemin de croissance, de réalisation et reconnaissance commune. Cela exige un effort continu pour construire des moments significatifs de synthèse, en maintenant également ensemble des positions et des situations significativement diversifiées.

L'individu se construit lui-même comme principe de sens, il fait un exercice sur lui-même pour contrôler et réussir à gérer son expérience. Pour s'exprimer dans le contre-espace public le sujet devra exprimer « sa volonté de se construire comme un être singulier de formuler ses propres choix » (Pleyers, 2014) :

« je considère la participation au mouvement à Bure comme partie intégrante de mon existence et non pas séparée des autres aspects de ma vie quotidienne. Cette expérience, au fil des mois et des ans, a certainement contribué à changer plusieurs aspects pratiques de ma vie, et aussi mon approche du monde qui m'entoure. Les expériences de communauté et de partage, les discussions menées dans les différents contextes avec des personnes très différentes les unes des autres sur le plan social et culturel, ont suggéré de nouvelles clés de lecture et de nouvelles idées sur la manière de mener les luttes sociales et d'interpréter les dimensions collectives » (Entretien avec Simon, Maison Résistance, novembre 2018).

Le processus de subjectivation est à la fois collectif et profondément personnel : il se montre en tant que quête pour la reconnaissance. Nous verrons, à ce titre, comme une des spécificités des individus est leur auto-reflexivité : ils pensent eux-mêmes et ils se pensent par rapport aux autres et au monde, pour être ensuite reconnus par les autres et par le monde. Pleyers (2016) nous explique comme l'implication dans un mouvement social travaille profondément l'individu dans sa subjectivité et sa subjectivation, entendue comme la manière de se penser et de se construire soi-même comme principe de sens :

« il faut remettre en question le nucléaire, mais en même temps il faut remettre en question tout le reste qui nous entoure. Il faut travailler sur nous-mêmes, se former un esprit critique, une conscience collective » (Entretien avec Thomas, Maison de Résistance, novembre 2018).

La participation au mouvement produit des transformations chez les sujets qui s'impliquent en son sein, dans leurs relations et dans la situation qu'ils vivent. Dans ce sens, le processus de subjectivation implique à la fois une profonde réflexivité de la part des acteurs vis-à-vis d'eux-mêmes, mais aussi de leur rapport à la société et aux institutions. Pleyers, à juste titre, affirme comme la subjectivité est à la fois le rapport à soi et un rapport au monde (de bas en haut : *bottom-up*). Vouloir corriger et changer le monde passe forcément par une transformation de soi et de sa vie. Les sujets mettent en place des formes de vie et des formes d'engagement et d'actions préfiguratives, à savoir, ils transposent les propres exigences personnelles dans les pratiques quotidiennes et construisent un horizon anticipateur. La démocratie, la justice sociale, la dignité et la reconnaissance sont considérées comme des

exigences personnelles qui façonnent leur vie. La construction de soi passe par une dimension de résistance. Le fondement de l'engagement passe ainsi par la résistance aux forces sociales qui influencent l'existence des sujets. La résistance est toujours subjective et exprime un refus de l'hétéronomie et de la domination (Spurk, 2010). L'affirmation de soi et, par conséquent, l'affirmation de sa propre subjectivité est un des moyens de résister face à l'ordre établi. A ce propos, partir de l'analyse des pratiques et sur le sens donné aux actions de la part des sujets, donne des informations sur la société et sur le rapport entre les acteurs.

Dans la commune de Bure, le processus de subjectivation se produit dans des conditions concrètes et à travers une corrélation intense entre le sens, les pratiques et l'action. Mettre au centre la relation à soi ne signifie pas pour les acteurs d'ignorer l'importance des enjeux sociaux, qui doivent rester au centre de la réflexion. Puisque, les opposants ont une expérience de la vie sociale, un vécu, des représentations, qu'ils donnent du sens aux actions qu'ils mènent, qu'ils interprètent. La lutte pour la reconnaissance produit une transformation des individus impliqués, de leurs relations et du contexte dans lequel ils agissent. Un processus de subjectivation s'engendre et la subjectivité se structure : l'agir façonne les individus qui prennent conscience d'eux-mêmes et de leur action. Les membres de la commune ont en commun la finalité de l'opposition et la quête de reconnaissance à travers la lutte. Les objectifs maintiennent en vie les sujets et les structurent. Un sujet, surtout s'il est collectif, se définit, se représente et il se reconnaît dans le but qu'il poursuit. A cet égard, ce que les membres de la commune ont en commun c'est la finalité de l'action et chacun est prêt à se reconnaître et à se mesurer avec celle-ci :

« nous sommes ce pour quoi ou contre quoi nous luttons » (Entretien avec Jean-Luc, Bois Lejuc, juin 2018).

A travers cet extrait d'entretien, nous rappelons la nature changeante du sujet qui se détermine toujours dans une relation conflictuelle avec ceux qui l'empêchent de s'affirmer comme tel et une relation de réciprocité avec ce qui lui permet de s'affirmer comme soi-même.

Néanmoins, si le but de leurs actions est défini clairement pour tous les membres, les raisons subjectives d'agir peuvent être les plus variées. C'est pour cela qu'on est face à différentes subjectivités changeantes. Ainsi, il peut arriver que dans le devenir et le développement de la lutte, des objectifs plus circonscrits se montrent, des objectifs individuels ou collectifs. Pour l'écologiste, la promotion de formes de vie plus « durables », pour l'anarchiste une autonomie

plus conforme au contexte réel, pour quelqu'un d'autre une occasion de venger ce qu'ils appellent la domination et soumission quotidienne de l'Etat, etc.

La finalité est ce qui pousse les sujets. La finalité est déterminée : la lutte pour la reconnaissance. Elle donne au sujet le sens et la perspective pour se réaliser. La volonté et le besoin de poursuivre un objectif fait exister le sujet qui, grâce à ce dernier, fonde sa subjectivité. Le sujet apparaît sous une forme déterminée, il assume certaines caractéristiques, il assume une certaine composition politique ; il peut entreprendre des chemins de recomposition et d'auto-valorisation à un moment donné, en poursuivant une fin et en réagissant aux conditions qu'il a trouvé dans le contexte. Si un sujet ne se mobilisait pas pour atteindre ses objectifs, le processus de subjectivation n'aurait pas lieu. Il est donc encore plus important d'identifier, attribuer et révéler l'essence des objectifs de chaque sujet présente dans le contexte et dans le conflit. Les finalités soutenues dans un contre-espace public par des sujets qui tentent et constituent des voies antagonistes, ont une forte valeur déterminante et polarisante. Elles sont liées à des dimensions complexes, définies par des systèmes ou des organisations structurées qui sont le résultat de positions et de manières multiples d'être et d'agir. Grâce à la mise en place des vies autres, des vécus alternatifs et d'un mode de vie en ligne avec leurs aspirations, les acteurs de la commune trouvent, dans le contre-espace public de Bure, la reconnaissance longuement cherchée et à laquelle ils aspiraient. Les opposants de la commune de Bure ont construit autour de la lutte contre le projet Cigéo, la lutte pour la reconnaissance : leur objectif particulier se lie ainsi à un intérêt plus général. Nous pouvons affirmer que la commune de Bure est un mouvement de lutte pour la reconnaissance, car dans sa particularité il y a un enjeu de libération plus élevé. Tous les opposants admettent le contenu anticapitaliste de cette lutte, et tout le monde est parfaitement conscient – précisément parce qu'elle, la lutte, va à l'encontre des « pouvoirs forts » plutôt génériques mais évidents – qu'elle remet en question et met en jeu des niveaux plus élevés de confrontation avec le pouvoir qui ordonne et gère nos vies. Le fait que l'affrontement ne concerne plus seulement la construction du centre d'enfouissement des déchets nucléaires, mais surtout un modèle de développement et la manière dont les relations sociales sont comprises, est désormais – comme nous l'avons répété plusieurs fois – un fait établi et difficile à contester :

« nous représentons quelque chose avec l'occupation du bois Lejuc, et le pouvoir ressent le besoin de nous vaincre, et non pour mettre en œuvre leur projet de poubelle nucléaire mais pour détruire et effacer notre manière de vivre et de faire. Si elle était

reproduite à grande échelle, elle remettrait sérieusement en cause la gouvernance actuelle » (Entretien avec Jean-Luc, Maison de Résistance, juin 2018).

C'est un parcours et un processus très complexe et tortueux qui amène les acteurs du mouvement à agir à différents niveaux de réalité, à acquérir différentes capacités de critique, de destruction et de construction : critique de l'existant et de l'ordre établi, destruction des visions du monde et point de vue de l'adversaire, construction d'une alternative possible, d'une organisation différente, d'un autre type de « monde ». La dimension identitaire, le renforcement de certaines croyances et visions du monde, certaines idéologies assument un rôle assez important dans ce processus.

Comme nous l'avons montré auparavant, Negt et Kluge introduisent une nouvelle dimension de l'espace public : l'espace public prolétarien. Ce dernier, comme concept historique, se confronte et s'oppose à l'espace public bourgeois. Les intérêts des travailleurs peuvent s'articuler et se structurer dans la vie sociale en s'insérant dans un espace public distinct, alors que la bourgeoisie impose et gère ses intérêts dans une alternance des registres privés et publics. Les intérêts des travailleurs, pour exister, ont la nécessité de s'organiser et de se structurer au sein d'un espace public prolétarien (Negt, 2007, p.97). L'espace public devient ainsi un lieu de rencontre de différentes subjectivités qui expriment des visions du monde opposées et discordantes à l'ordre social établi. La *Gegenöffentlichkeit* se caractérise comme lieu de convergence de toutes « *Eigensinn* », « autonomies subjectives »¹⁸¹, qui souhaitent « se rebeller » à une totalité non-vraie (Adorno) qui les opprime.

Spurk (2016) souligne comme l'autonomie subjective est le geste et le processus de donner une autre signification au sens qui est imposé et qui domine la société ; le geste de donner un autre sens aux réflexions, aux pensées et aux actions. Pour cette raison, l'autonomie subjective exprime un net refus de l'ordre établi tout en formulant une alternative : « [elle] peut être le point de départ de la libération » (Spurk, 2016, p. 35-37).

Le concept de *Eigensinn* se produit dans un contre-espace public, mais à son tour, ce dernier est produit lui-aussi par l'autonomie subjective : c'est un processus bidirectionnel et réciproque. A travers l'autonomie subjective les individus tentent de s'opposer et de résister à l'espace public établi, qui est défini en tant que « synthèse sociale illusoire » (Negt, 2007, p. 122) :

¹⁸¹ Alexander Neumann (2007) traduit l'expression allemande « *Eigensinn* » en « subjectivités rebelles ». Jan Spurk (2016) de son côté, traduit l'expression en « autonomie subjective ». Dans le cadre de notre étude, nous utiliserons plutôt cette dernière traduction, dès lors que nous jugeons important le concept d'autonomie lié au concept du sujet et de la subjectivité.

« le genre d'espace public oppositionnel, qui se fonde sur des discours et des idées dont le leitmotiv est la raison, n'est pas en état de déployer des armes tranchantes contre un système se composant de l'illusion, de la publicité et de la puissance publique [...] (Negt, 2007, p. 122).

Negt l'exprime très ponctuellement : l'autonomie subjective se caractérise comme un net refus et incarne l'anticorps face à une production illusoire de la société. Le sociologue allemand nous explique que dans des circonstances de décomposition et désintégration des systèmes de domination hérités du passé des formes autres d'auto-organisation de l'ensemble de la vie émergent - c'est en effet, l'histoire qui nous enseigne cela. Au sein de ces formes autres les dominés et les opprimés s'efforcent de trouver des liens avec les méprisés et les humiliés, avec lesquels ils pourront exprimer leur indignation à travers une rébellion collective pour se contrer à la construction hiérarchique de l'Etat et de la société. L'intensité de la rébellion découle de la nécessité de mettre en pratique l'égalité et l'autorégulation démocratique (Negt, 2007, p. 34). L'espace public prolétarien, « autonome, susceptible de porter cette libération et qui serait également une instance de contrôle à l'égard des partis et de l'Etat, en cas de conflit » (Negt, 2007, p. 38), reformule des expressions publiques rebelles et façonne un nouveau type de délibération, qui sera plutôt centrée sur l'espace vécu des sujets, sur la tension entre différentes visions du monde et le partage du sensible. Ce que Negt appelle « espace public prolétarien » est le domaine au sein duquel les acteurs peuvent donner une charge politique aux intérêts et aspirations existentielles (Negt, 2007). Autrement dit, ces lieux visent à donner la parole à travers des modalités d'expression multiples à toute forme d'hétérogénéité des acteurs dans un désir commun de changement :

« l'espace public prolétarien exclut l'espace public bourgeois, dans la mesure où le premier dissout les éléments constitutifs du second, qui sont pour partie détruits, pour partie assimilés. L'espace public bourgeois procède de même, obéissant à des intérêts diamétralement opposés, avec toute sorte d'espace public prolétarien que n'est pas en mesure de s'appuyer sur un contre-pouvoir, afin de mettre en échec l'attaque dont il fait l'objet. La coexistence est impossible » (Negt, 2007, p. 82).

Comment les autonomies subjectives donnent-elles un autre sens que le sens dominant à certains phénomènes ? Comment donnent-elles « un autre sens » au monde-de-la-vie ? Ce sont les visions du monde qui, en tant que « totalités ordonnées », guident et poussent les autonomies subjectives ; car, *die Weltanschauungen*, les visions du monde, en se référant à tout l'ensemble d'opinions et de croyances, afférent à la perception de l'existence d'un

individu ou d'un groupe d'individus, dans le monde et dans l'univers. « Un phénomène qui dévoile une certaine totalité, une certaine unité de la société et qui serait à la charnière de l'objectivité et de la subjectivité » (Rioux, 1962). Spurk (2017) nous explique comme le regard est la relation, la connexion active et réciproque que l'acteur lui-même maintient avec le monde et avec les autres qui l'entourent. A travers ce regard l'individu a la possibilité d'expérimenter le monde et de découvrir les autres. Egalement, c'est dans le regard des autres que l'acteur se reconnaît. Les individus, à travers leur regard, essayent d'interpréter le monde ; à travers leur opinion, ils s'insèrent dans le monde social pour essayer de donner un sens à leur vie et à leur agir dans la société et dans la totalité. « Les visions du monde se réfèrent aux « mondes-de-la-vie » (Husserl), c'est-à-dire à l'apparence et à l'expérience spécifique du concret de la société, pour la maîtriser » (Spurk, 2017 p. 48).

Les visions du monde émergent à partir de l'expérience de chaque individu dans la société, du vécu de chaque acteur dans le monde. La situation dans laquelle un individu se trouve provoque en lui un questionnement permanent, en se donnant comme réponse un idéal qui vient, au fur et à mesure, à se composer ; un « déchiffrement humain du réel » (Heyndels, 1977). Une *Weltanschauung* se caractérise par trois éléments spécifiques et liés les uns aux autres. Le premier élément s'organise sous forme des croyances appartenant au monde empirique, le deuxième élément se réfère à l'ensemble de jugements de valeur ; le troisième rassemble les désirs, les obligations, les règles pratiques et les principes (Rioux, 1962).

Les visions du monde, en ayant leur propre autonomie (*Eigengesetzlichkeit*) s'expriment à la fois en tant que fondement et force d'action. Cette force se manifeste comme une capacité, sur laquelle les individus peuvent s'appuyer, tout comme la capacité à travers laquelle les individus se sentent encouragés à l'action. Les visions du monde, en tant que « totalités ordonnées » sont à la fois promotrices et impulsions d'action :

« une fois établies, les visions du monde marquent une disjonction entre le domaine intramondain et un ordre éthique systématique de valeurs et d'idéaux. Et c'est cette contradiction entre la « totalité ordonnée » et le caractère irrationnel des événements intramondains qui, selon Weber, met en mouvement une force d'impulsion idéale autonome » (Kalberg, 2007).

Les visions du monde créent l'impulsion nécessaire à l'action ; elles dirigent et influencent donc l'agir des individus : la prise de décision la finalité de l'action, tout en en conservant l'ensemble et les orientations des valeurs. Les visions du monde dégagent une force tellement puissante qu'elles ont pu constituer une impulsion au changement social. Par le biais de leurs

Weltanschauungen, les individus créent un lien direct et symétrique avec le monde, qu'ils essayent d'interpréter, et dans lequel ils se situent. En trouvant leur place dans « le-monde-de-la-vie », ils peuvent connaître eux-mêmes, et donner un sens à leur existence : *verstehen, deuten und erklären*

Nous avons à Bure, des visions du monde qui sont tellement puissantes qu'elles entraînent un processus dynamique dans la transformation des autonomies subjectives ; à travers ce processus les visions du monde amènent les opposants de la commune de Bure à penser différemment l'avenir et à développer une volonté et un potentiel de changement :

« ici, nous ne défendons pas l'existant, mais nous souhaitons et nous nous organisons pour un autre avenir. Le mouvement ne défend pas seulement ce qui existe – qui doit rester de tous et ne pas être approprié au niveau capitaliste – mais fait exactement le contraire : il transforme ce qui existe, tout en préfigurant un autre avenir » (Entretien avec Inès, Maison de Résistance, novembre 2018).

Les autonomies subjectives des opposants émergent au sein du contre-espace public de Bure. En constituant un potentiel de changement, elles multiplient les chemins de recomposition, elles mettent en œuvre des systèmes de relations qui prennent place dans le concret et dans l'imaginaire de l'engagement et de la résistance. Elles proposent et créent un monde autre, un processus pour former ce que nous appelons, des « contre-subjectivités ». Ces derniers, en se mobilisant dans le contre-espace public, développent un potentiel d'action qui accompagne la volonté de changement. Un futur possible se structure à Bure. La contre-subjectivité se réalise à la fois dans les actions et dans les visions du monde des opposants. La formation d'une contre-subjectivité enracinée, devient un point de référence et une proposition de méthode pour une nouvelle action sociale et politique. Elle construit un monde alternatif à travers sa volonté de puissance et de changement dans une dimension concrète et imaginée. L'expérience sensible à Bure est inscrite dans une tension entre vécu et abstraction. La subjectivité et le processus de subjectivation proposent et réalisent un autre monde. C'est un parcours très tortueux qui amène les opposants de la commune à agir à différents niveaux de réalité, à montrer différentes capacités de critique, de destruction pour la reconstruction. Construction d'une alternative possible, d'une organisation différente et d'un autre type de monde. C'est un activisme préfiguratif dans des espaces d'expériences (comme la Maison ou le bois Lejuc) où l'engagement dans la lutte est vu comme une exigence personnelle : s'engager veut dire vouloir changer le monde. La capacité d'agir (*agency*) s'exprime dans le

processus de subjectivation des opposants qui essaient de se construire comme individus face à l'ordre établi en s'éloignant de la société. Vivre à Bure représente un acte politique en soi et pour les membres de la commune ; résister et créer à Bure entraîne de l'expérience et de l'expérimentation : un élargissement des champs de compétences et de trajectoires de vie.

Pour les opposants, il s'agit de redéfinir la manière d'être : dans la situation sociale et contre la dimension systémique. Proposer de nouvelles voies plus efficaces d'autodétermination et d'altérité. Cultiver la croissance de la subjectivité et se concentrer sur l'altérité, également dans la pensée et dans l'action. Les opposants poursuivent des objectifs précis et – peut-être – réalisables, dans lesquels ils pourront se reconnaître en tant qu'acteurs et obtenir des résultats, même partiels, à partir desquels ils pourront ensuite construire d'autres mobilisations et d'autres avancées.

8.4 Conclusion

Les acteurs se modèlent dans l'action, dans la connaissance, dans l'expérience de la réalité vécue. Ils font l'expérience des ruptures qui se manifestent dans la société sous la forme d'un malaise, qui s'associe aux vécus d'impuissance et mépris. Les sujets se sentent ainsi constamment dévorés par une frustration qui les envahit. Il y a une indignation et une frustration à Bure qui ne sont pas assumées et acceptées par les membres de la commune. La vie dans la société est inévitablement sujette à des frustrations, générant des tendances à un comportement agressif, qui est souvent le résultat de menaces réelles ou imaginaires à l'estime de soi, à l'intégrité de l'individu, à sa quête de reconnaissance. Le malaise généralisé et la frustration persistante se transforment ainsi en pulsions vers l'action, ils deviennent cause de mobilisation. Dès lorsqu'il y a un attentat à leur propre intégrité et aux convictions, les sujets ressentent le besoin de rétablir leur situation, de sauvegarder le sens du monde. Il se produit, à cet égard, un besoin violent et extrême de manifester ses propres sentiments par des actes extérieurs. Les sentiments de colère, de frustration et d'impuissance suscités par le sentiment de privation, de prévarication et de non-reconnaissance troublent les sujets qui répondent, à leur tour, à travers une action collective. Il s'agit, pour les sujets, de transformer un malaise généralisé en injustice, en scandale, de le légitimer par rapport à un système de normes et de valeurs, c'est-à-dire, « passer à la dimension générale », transformer un cas en une cause.

C'est dans l'espace public que les acteurs agissent ; celui-ci se développe et il se modèle dans et par l'action des acteurs. L'espace public est l'espace où s'engendre l'action, le débat critique et rationnel, un lieu de délibération et de création des liens sociaux. Dans l'espace public les acteurs ont la possibilité d'agir, d'exprimer collectivement leurs opinions et revendications. Les sentiments de mépris, la quête de reconnaissance, les expériences vécues et l'inscription dans un processus de subjectivation pour construire le sens de la vie font émerger des espaces autres dans la société. Les expériences émotionnelles et les sentiments moraux, qui jusqu'à présent ont été compris uniquement comme la composante affective des conflits sociaux, deviennent le moteur de la mobilisation et la pulsion vers un processus de subjectivation qui concerne les sujets agissants. Grâce au basculement des sentiments qui poussent les acteurs à l'action et à la mobilisation, les espaces d'expériences mis en place par les acteurs se montrent à nous en tant que contre-espace publics. Sans doute les sciences sociales ont donné une grande centralité à l'étude de l'espace public et des mouvements sociaux qui agissent en son sein. Cela dit, sauf quelques exceptions que nous avons citées ci-dessus, la dimension du contre-espace public reste peu interrogée, ou ne l'est pas de façon approfondie et systématique. Or, tout nous indique son importance pour les mouvements sociaux, en chaque moment de leur processus : naissance, structuration, revendication, action. Nous faisons de cette dimension un véritable outil d'analyse, conceptualisé et problématisé. Le contre-espace public, autant que l'espace public, doit être perçu comme un élément problématique, méritant d'être conceptualisé en tant que tel et étudié systématiquement. Pour notre part, il s'est agi de traiter la notion de contre-espace public à travers le prisme du conflit et de la subjectivité et d'essayer de donner une lecture renouvelée à partir de la place importante que nous accordons aux émotions, aux sentiments, et notamment à la quête de reconnaissance.

A cause du sentiment de mépris et de frustration, à travers la quête de la reconnaissance, les sujets sont portés à s'inscrire dans un processus de subjectivation et à construire leur propre sens-de-la-vie, à travers lequel ils organisent tous leurs expériences. Les gestes, les émotions et les expériences, les pensées et les connaissances, entreprennent dans le cadre du monde de la vie, un mouvement commun vers un but. Les opposants de la commune de Bure s'expriment ainsi dans le contre-espace public et en s'exprimant ils recherchent la reconnaissance qu'ils sentent avoir perdu à cause du projet imposé, de l'oppression de l'Etat et de la société qui les entoure. Ils projettent vers l'avant leur subjectivité pour retrouver la reconnaissance ; grâce à la mise en place des vies autres, des vécus alternatifs et d'un mode de vie en ligne avec leurs aspirations, les acteurs de la commune trouvent, dans le contre-

espace public de Bure, la reconnaissance longuement cherchée et à laquelle ils aspiraient. Geoffrey Pleyers (2008) souligne comme les luttes culturelles, notamment celles axées sur la reconnaissance ont joué un rôle central au cours des dernières années. Les revendications posées par les femmes et aussi par les minorités culturelles ont pris une importance croissante depuis les années 1980. Or, c'est pour contrer la globalisation extrême qui engendre des problèmes au niveau des groupes, que des nouveaux acteurs ont émergé. Une composante alter-activiste (Pleyers, 2018) des mouvements qui s'engage pour construire un monde meilleur. Dans cette culture activiste centrée sur la subjectivité les acteurs s'opposent à la domination du marché et ils se construisent en tant qu'acteurs de leur vie. Les militants luttent avec leur corps, leurs émotions et leur subjectivité pour atteindre une reconnaissance dans la société et dans la relation avec les autres. Ils ressentent un besoin incontournable de reconnaissance de leur propre humanité, à commencer par les autres sujets qui les entourent et qui, au finalement, concerne le sens profond de l'intégrité de l'individu dans la société.

« Quiconque doute à cette heure de la possibilité d'une transformation profonde de la société... à renoncé. Il ne tient pour réalisable ce qu'il projette, en fait il ne veut même pas le réaliser. En laissant les choses en l'état, il les approuve sans se l'avouer »¹⁸²

T. W. Adorno

Conclusion générale

Pour la compréhension du social, selon la plus ancienne tradition sociologique, il faut se focaliser sur le sens subjectif, c'est-à-dire donner du sens aux liens sociaux qui s'instaurent entre les sujets et comprendre le sens qu'ils donnent à leurs actions. Le sujet se modèle dans l'action, dans l'expérience de la réalité, dans la connaissance vécue. A cet égard, le mouvement d'opposants de la commune de Bure a une spécificité et des caractères bien définis, il a consolidé un refus et une lutte avec des objectifs et des finalités clairs. Il a construit un regroupement, une communauté, qui a réalisé une continuité et une progression. Il n'est pas un mouvement centré sur le local, ni un mouvement tourné vers le passé ; il propose des formes de résistance à la modernité actuelle en pratiquant de nouvelles formes de radicalité. Comme témoigne Gurvitch, on commettrait une grave erreur d'analyse en croyant que les conduites collectives en effervescence, innovantes et créatives n'ont un rôle que dans des circonstances assez exceptionnelles, dans lesquelles leur intensité est incontestablement maximale. Elles existent à chaque instant dans la réalité sociale ; elles se manifestent différemment et participent en tant qu'élément constitutif de chaque phénomène social total. A partir des conduites collectives se fonde une lutte qui caractérise toute réalité sociale, un conflit entre visions du monde de nature différente, entre des sentiments et des attitudes tournés vers l'avenir.

Nous nous proposons, dans cette thèse, d'identifier, à partir d'un phénomène particulier, des structures générales dans la société. A travers l'exemple de la commune de Bure, cette thèse a essayé de montrer comment l'expérience du conflit et de la quête de reconnaissance peut faire réfléchir sur le malaise qui touche la société et sur les avènements possibles auxquels les sujets peuvent aspirer. A cet égard, les acteurs ressentent un besoin incontournable de

¹⁸² Adorno, T. W. (2001). Résignation. *Tumultes*, 17-18(2), 173-178.

reconnaissance de leur propre humanité, à commencer par les autres sujets qui les entourent et qui, au final, concerne le sens profond de l'intégrité de l'individu dans la société. L'enjeu principal de cette étude consistait à observer le phénomène de Bure à partir de l'agir et des visions du monde des acteurs, notamment à partir de membres de la commune de Bure qui s'opposent à la construction du projet d'enfouissement des déchets nucléaires. L'enjeu consistait aussi à rendre compte des représentations et des pratiques qui façonnent les acteurs. Cette démarche ne pouvait saisir les conditions de l'expérience vécue qu'à travers une enquête qualitative fondée sur l'observation participante et sur les entretiens compréhensifs. L'étude consistait alors à comprendre l'agir des acteurs à travers leur activité réflexive et subjective, à appréhender de l'intérieur les vécus des acteurs et leurs actions. Il s'est agi en effet, dans ce travail, d'analyser les représentations et les pratiques qui alimentent tant objectivement que subjectivement l'action des individus. L'enjeu était celui d'analyser des processus portés par des visions du monde qui entraînent des actions collectives et particulièrement la spécificité individuelle et collective du processus de subjectivation. Notre volonté était notamment celle de nous concentrer sur la « direction de sens » de l'agir des acteurs faisant partie de la commune. Et encore, le sens qu'ils donnent à leurs actions et les éléments qui les poussent à la mobilisation. Ce sont donc les structures mentales persistantes, les sentiments profonds et les interactions significatives qui orientent le sens et les directions de sens de l'action. Tous les acteurs ont en commun un sentiment de malaise, de frustration et de manque de reconnaissance qui les trouble et qui les pousse à l'action. Pour les acteurs, la mobilisation représente quelque chose qui ne peut pas être abandonné et quelque chose qui pourra leur donner un nouveau sentiment de reconnaissance. L'engagement a des aspects importants : il se définit comme une subjectivité qui est activée pour la construction d'un projet et qui le fait vivre en l'enracinant dans le contexte. La résistance se transpose dans chaque geste de la vie quotidienne : les changements que les acteurs envisagent se concrétisent dans les petits gestes de tous les jours.

Cette thèse a tenté de réfléchir à un mouvement d'opposition, qui, à travers une action antagoniste et conflictuelle produit son agir et son « sens » de l'action. Le conflit constitue l'un des principaux domaines d'action où s'expriment les passions et les sentiments. Loin de se réduire à un instrument destiné à être appliqué mécaniquement, il introduit aux grands problèmes du comportement humain. Le conflit résulte en tant que construction sociale qui s'est progressivement sédimentée au cours de l'histoire relativement récente de cette controverse. Ce conflit continue à se reproduire notamment à travers les visions du monde des individus, ce qui présage de sa persistance dans le temps. Tout d'abord, à Bure s'établit, ce

que nous appelons, un « conflit technique ». Une controverse scientifique et technique autour des déchets nucléaires et leur gestion. Que faire des déchets radioactifs, pour lesquels aucune utilisation ultérieure n'est prévue, à ce jour ? Comment les gérer aux mieux ? Comment se positionner autour de la question du nucléaire ? A cet égard, un « conflit temporel » émerge, c'est en effet il y a peu moins de 30 ans que la question et la controverse autour de la gestion des déchets nucléaires à Bure a débuté, et parallèlement à celle-ci les premières contestations. Et, encore avant ces dernières, la société a été confrontée aux mobilisations anti-nucléaire des années 70. Un « conflit temporel » car la question de la gestion des déchets radioactifs perdurera – encore et sûrement – dans le temps et dans les années à venir. Les déchets nucléaires sont là, qu'en faire donc ? Le projet Cigéo implique la construction et l'implantation d'un centre d'entreposage des déchets radioactifs sur le territoire, le conflit s'inscrit ainsi dans la réalisation de plusieurs changements et altérations au niveau territorial et, surtout, environnemental ; se profile ainsi un « conflit d'espace », une « lutte de territoire ». Ce qui en résulte c'est aussi un « conflit social » : deux et plusieurs parties en lutte, pour et contre le projet de construction conjointement à différentes nuances et tons de la controverse, autour des implications et des conséquences humaines et sociales mises en avant par l'industrie et « le monde » nucléaire. Un « conflit de subjectivités » car Bure ne constitue pas une réalité homogène, il se confronte à une diversité de lieux appropriés et occupés, de profils et de trajectoires des occupants, de leurs objectifs, de leurs motivations et de leurs positionnements politiques. Enfin, un « conflit d'avenir » : à Bure des enjeux se profilent concernant le futur de la société et l'avenir de l'humanité. La dimension du conflit se configure comme déterminante dans l'émergence et la création du contre-espace public de Bure. Pour notre part, nous avons essayé de donner un sens positif à la conflictualité émergente et structurante entre les opposants. Nous souhaitons mettre en valeur la portée du conflit entre les opposants. Notre volonté était celle de démontrer la manière dont il contribue à la contestation en tant que facteur d'association et d'organisation au sein des groupes d'opposants mais surtout la manière dont il contribue à l'agir des acteurs, en le considérant comme élément central et régulateur.

Progressivement nous avons découvert l'existence de deux niveaux de contestation et de lutte qui concernent la commune de Bure : un niveau « concret » et un niveau « sentimental-émotionnel » : deux déterminants, un plus objectif et l'autre plus subjectif. Nous nous retrouvons ainsi devant une lutte de territoire, une revendication centrée autour de la construction d'un lien à la terre, qui participe à la structuration et qui représente une des

raisons constitutives de la mobilisation. Les opposants de la commune s'opposent avec toute leur force contre le projet Cigéo qui s'installe sur un territoire qui, à leur avis, doit être préservé. L'environnement, la terre et le territoire façonnent la relation à la lutte. Elles sont des composantes très présentes ; elles influencent tous ceux qui agissent en introduisant des contraintes et des ressources, des possibilités de relations et de contraste. Le territoire est espace de vie et espace vécu : un système cohérent de pratiques et de symboles. Au même niveau un processus cognitif d'interprétation de la réalité émerge au sein de la commune : il s'agit, pour les membres, d'élargir leurs propres argumentations et convictions en les liant aux questionnements qui concernent la vie, la politique et l'organisation sociale. Or la contestation à Bure n'est pas irréductible à des actions d'opposition et de négation du projet Cigéo, les revendications se tournent aussi vers une critique et une dénonciation violente de la société existante, à travers et en accord avec des sentiments profonds. L'opposition de la commune de Bure cherche à la fois, à contrer les travaux de construction du centre et à concevoir une alternative possible à la société capitaliste existante et à ses rapports sociaux. Ce que nous appelons le niveau sentimental-émotionnel nous a fait découvrir une pluralité de courants à l'intérieur du mouvement, lesquels façonnent des subjectivations politiques variées. Des idéologies, des langages et des modèles d'organisation assez diverses trouvent place au sein de la commune ; des visions du monde avec une multiplicité de références culturelles et politiques qui s'appuient sur des différentes unités contestataires bien que poreuses. A Bure, nous nous sommes retrouvés confrontés à de nombreux positionnements qui vont des autonomes aux anarchistes et aux « alternativistes » en passant par une forte variété de composantes intermédiaires. Ils partagent des unités de pensée, des pratiques, des actions, de mouvances similaires qui convergent et visent des enjeux similaires. Une définition ultime et uniforme de la composante du groupement est la somme des expériences différentes et antérieures de subjectivation qui entrent en jeu sur un terrain nouveau avec les nouvelles subjectivités qui sont apparues au cœur de la lutte. Sans aucun doute, le trait qui les rapproche et les unit est la reconnaissance d'eux-mêmes dans le mouvement, dans leurs objectifs et leurs finalités. Certes, comme nous avons pu le voir, ce sont les affinités électives qui rapprochent les membres de la commune : les divers éléments se saisissent les uns et les autres pour resurgir de cette union dans une forme renouvelée. Les différentes constellations des opposants peuvent entrer dans un rapport de renforcement mutuel par la symbiose d'émotions et des formes de solidarité qui leur procure un objectif commun. Tous les profils et visions du monde présents au sein de la commune de Bure finissent pour trouver une voie d'harmonisation commune en raison de la volonté de poursuivre une finalité commune. Nous

avons voulu ensuite montrer comment toutes ces pratiques et visions du monde se rassemblent dans des lieux particuliers qui permettent aux sujets de vivre selon leurs propres principes et d'exprimer leur subjectivité : les espaces d'expériences. Pour changer le monde il faut mettre en place une série de petits gestes et de petites actions qui puissent avoir un impact concret sur le territoire et sur les individus. La Maison de Résistance et le bois Lejuc sont à Bure, les espaces d'expérience par excellence : des espaces alternatifs où les membres de la commune tentent de fonder de nouvelles trajectoires pour la vie en société, de nouveaux modes de vie et mondes-de-la-vie. L'expérience et l'expérimentation, la conjonction entre discours et pratiques forgent le vécu des jeunes opposants et leur permet d'expérimenter des nouvelles formes de vie, afin de se libérer et de libérer les espaces des contraintes et de limites de la société de consommation. A Bure, l'engagement est vécu intensément, chaque jour, à la Maison et au bois. A Bure, la réforme de la quotidienneté et de la contestation sont exemplaires : la revendication protestataire est soutenue par des actions et pratiques qui peuvent sembler, au premier regard, très ordinaires, comme dormir, cuisiner, cultiver la terre, rénover des maisons, faire pousser des légumes, etc. toutefois chaque jour, chaque action est revêtue d'un engagement intense ; se renforcent ainsi les espaces d'expérience, des hétérotopies, des lieux réels et concrets qui correspondent à l'imaginaire et à des utopies réalisées. La commune de Bure se manifeste comme la production d'une hétérotopie spécifique : la constitution effective d'une utopie réalisée, d'une projection idéale d'un monde autre à travers la disjonction et la suspension des activités normées afin de réinterpréter la délibération collective, la vie en communauté, la création d'un autre environnement.

L'opposition des acteurs appartenant à la commune de Bure, en tension permanente entre « réel » et « imaginé », entre « concret » et « abstrait », ancre un « régime de réalité » (Martuccelli, 2014) et une « activité de sens » à l'émergence des sphères particulières et délimitées dans, et à côté, de l'espace public. Ce régime de réalité, qui gouverne et régit tout développement futur, est la consolidation de la séparation entre l'intérieur, ce qui appartient à la sphère de la subjectivation, et l'extérieur, ce qui vient du monde externe :

« nous avons fait de Bure un lieu de rencontre et de rassemblement contre Cigéo et sa poubelle nucléaire, [...] nous avons créé et nous voulons continuer à promouvoir un lieu pour s'organiser collectivement et où il fait bon vivre [...]. C'est exactement le sens de notre action ici à Bure, combattre collectivement le nucléaire qui est la marque d'un Etat centralisé et résister également à toute forme d'oppression et de domination » (Entretien avec Manon, Maison de Résistance, février 2017).

Bure est « imaginé »¹⁸³ et « se concrétise » à travers les yeux des opposants au projet, en tant que lieu de résistance, de « lutte pour la signification » (Dalibert et Quemer, 2017), un lieu de rencontre et de tension entre différentes visions du monde, une multitude d'expériences vécues, réflexions et actions, qui donnent sens aux discours et aux pratiques des acteurs impliqués. Cet espace n'est « rien d'autre que le domaine public au sein duquel les hommes arrivent à donner une expression politique à leurs intérêts et aspirations existentielles » (Negt, 2007, p.38). Un lieu de convergence de tout refus de l'ordre établi, un espace « autre » qui ambitionne de prendre en compte toute forme et action de mouvement et d'effervescence contestataire qui ressort du cadre établi de l'espace public, dans le but de renouveler les structures de ce dernier, à savoir, un « contre-espace public ». L'expérience et l'expérimentation, la lutte pour la reconnaissance, la volonté de puissance et le besoin de manifester les sentiments forment le vécu des opposants de la commune de Bure et leur permettent d'expérimenter de nouvelles formes des modes-de-vie alternatives qui s'expriment dans des opinions et des revendications, et la remise en cause des mondes-de-la-vie. Des espaces d'expérience où des alternatives « concrètes » et « imaginées » à la vie et à la société se façonnent. Grâce au basculement des sentiments qui poussent les acteurs à l'action et à la mobilisation, ces espaces d'expériences se transforment en contre-espaces publics.

Le contre-espace public est un chantier programmatique au sein duquel un complexe processus de subjectivation s'engendre : les acteurs pensent et agissent, en rendant possible un avenir souhaité. Un avenir différent peut se dessiner, un avenir encore incertain mais possible, basé sur la participation et la confrontation. A cet égard, nous proposons d'examiner

¹⁸³ L'emploi du mot « imaginé » compte laisser place à la notion d'image en tant que « représentation mentale ». Grâce à un dispositif dynamique et organisateur, l'image permet d'entrer en relation avec le monde, avec les autres et avec soi-même ; elle possède un pouvoir immense, elle est fondatrice du sens (Grassi, 2005). L'imagination est productrice d'action, est anticipation des dynamiques et des processus qui opèrent dans l'espace public et par conséquent participe à la « construction sociale de la réalité ». L'imagination est le processus à travers lequel la représentation s'accomplit à travers une transfiguration symbolique. L'imaginaire est la force de cette transformation. L'image est l'unité de l'imaginaire. L'imagination est le processus ou la faculté de concevoir les représentations d'objets, événements, etc. qui ne sont réellement présents. Ce processus produit des résultats qui sont a) imaginaires voire fictifs, irréels, etc. b) imaginatifs, c'est-à-dire, ils fournissent des solutions aux problèmes qui n'ont jamais été aussi bien résolus auparavant et qui reflètent ou enrichissent néanmoins l'expérience. L'imagination est entendue parfois sous le mot « fantaisie », auquel cas il faudra voir si elle est évasive, créative, défensive, adaptative. Cornelius Castoriadis pense l'imaginaire, la création et l'autonomie comme des catégories qui, considérées en corrélation, permettent au sujet collectif de réfléchir et d'articuler sa propre identité en développant des formes symboliques et des structures institutionnelles. Les structures sociales ne sont pas simplement le produit des forces économiques prédominantes, ni le résultat de cadres politiques préétablis, elles sont conditionnées par l'imagination. L'imagination n'est pas seulement une condition subjective, mais c'est aussi la capacité collective des individus à définir leurs propres règles et structures sociales (classe I des dérivations parétiennes : I- α faits expérimentaux et faits imaginaires).

attentivement la perspective du conflit, comprise comme une forme de libération et la possibilité de construire des liens sociaux différents. Une voie qui peut enrichir les capacités humaines, donner un sens différent à l'existence des individus en tant que tels et offrir une nouvelle perspective. Il faut agir pour susciter de nouvelles formes de participation et donner vie à une présence collective qui vit l'existence, les besoins, les désirs et les aspirations opposés à ce qu'impose le système dominant. Le contre-espace public s'oppose à l'influence de la société globale et du pouvoir économique dans tous les aspects de la vie. Les acteurs qui agissent en son sein, veulent défendre leur autonomie en valorisant leur expérience vécue et leur expérimentation, car celles-ci sont des processus créatifs pour mettre en valeur un monde différent. Les sujets, comme affirme Geoffrey Pleyers (2018), essaient de construire un autre monde à partir de leurs pratiques et leurs expériences alternatives. Le contre-espace public manifeste une opposition à l'espace public établi, les acteurs en son sein concrétisent un nouveau partage du sensible et valorisent les expériences vivantes, hétérogènes. Les expériences émotionnelles et les sentiments moraux, qui jusqu'à présent ont été compris uniquement comme la composante affective des conflits sociaux, deviennent le moteur de la mobilisation et la pulsion vers un processus de subjectivation qui concerne les sujets agissants. Dans le contre-espace public un processus de subjectivation du sujet lui-même s'engendre. Dans le mouvement, un processus de subjectivation des acteurs s'active pour la construction d'un projet et le fait vivre en l'enracinant dans le contexte.

Nous souhaitons observer et analyser la réalité de la vie en société pour comprendre la relation de corrélation et d'opposition entre l'hétéronomie et les mouvances de résistance qui s'expriment dans l'espace public. Le mouvement à Bure en représente un cas exemplaire. Avec ces propos, nous nous interrogeons de la manière suivante : dans ces conditions, le mouvement de résistance de Bure contient-il un potentiel de changement et de dépassement ? Les formes d'engagement et les formes de vie sont l'action directe à travers laquelle les idées radicales deviennent des alternatives tangibles et anticipatrices d'un changement souhaité. Les militants promeuvent à Bure des espaces autonomes autogérés, radicaux et libres de toute logique de profit qui prend forme sous un profil collectiviste. Dans ces espaces, des formes de « résistance expérimentée », des pratiques radicales, collectives et autogérées se développent. Le but, pour les membres de la commune de Bure, est aussi celui de proposer et créer un « contre-projet de société » : le changement radical à travers la critique du modèle libéral et la proposition d'alternatives qui font de l'expérience le moyen à travers lequel proposer des alternatives anticapitalistes. Les opposants souhaitent importer un nouvel

« imaginaire social » (Castoriadis, 1996) et promouvoir des alternatives vécues réalisables dans la vie quotidienne : les individus deviennent acteurs mêmes du changement désiré à travers des actions quotidiennes créatives. A cet égard, deux mots peuvent notamment nous servir pour comprendre le sens de ce mouvement : « créativité » et « désir ». Les deux interviennent de manière ambiguë sur le plan social ; le mot créativité fait référence au souhait de briser les barrières traditionnelles à travers un flux de rébellion et d'expressivité et d'aller vers quelque chose d'autre, vers un avenir possible. Le mot désir¹⁸⁴ permet de comprendre l'action sociale en termes de création de mondes culturels indépendants, plutôt qu'en termes de dialectique oppositionnelle et d'antithèses critiques. Le but de cette politique préfigurative portée par les opposants de la commune de Bure est la liberté, entendue en tant qu'autonomie, une condition, cette dernière, dans laquelle l'individu peut décider de lui-même par lui-même, vivre et agir selon ses propres pensées et raisonnements et jugements. Cette politique préfigurative s'incarne à travers un « projet social » et l'expérimentation d'une forme de « sociabilité libérée »¹⁸⁵ (Berzano et Gallini, 2000). De chaque « non » peut naître une proposition alternative crédible ; des propositions partagées, des formes et des pratiques à travers lesquelles les militants concrétisent des occupations et la constitution d'espaces alternatifs, dans lesquels fêtes, concerts, projections, organisations d'actions collectives et débats (sur des thématiques comme l'immigration, l'environnement, la liberté des détenus, la revendication de l'autodétermination des peuples) sont mis en place. Tout cela s'explique à travers une autre manière de voir le monde et de le vivre. Les acteurs de la commune de Bure souhaitent développer leurs capacités, leur individualité sans aucune imposition, à leur dire, de la part de l'ordre établi : la société ne devra rien leur demander.

L'individu est instinct, besoin, impulsion et aussi raison. Boudon reprend, à juste titre, une expression de Pareto : « L'homme a besoin de donner un sens logique à ses croyances. Pourquoi ? Puisque ces croyances sont souvent vécues non pas comme des vérités subjectives qui ne dépendent que d'une conviction intime, mais au contraire comme des vérités objectives ». Nous pouvons dire que l'ensemble de ce travail est une recherche de la réalité qui se cache sous les comportements, les pulsions et la subjectivité des acteurs. Nous voulons donc conclure par une question qui peut sembler paradoxale, après avoir tenté d'y répondre

¹⁸⁴ Le mot « désir » entre dans la discussion publique lorsque les écrits de Felix Guattari et Gilles Deleuze (*L'Anti-Œdipe*, 1972) commencent à circuler. Dans ce sens Guattari et Deleuze insistent sur la force créative du désir, alors que dans les mêmes années Jean Baudrillard pense le désir et la créativité comme les moyens privilégiés du capitalisme pour répandre sa domination.

¹⁸⁵ Traduit de l'italien par l'auteure.

pendant toute notre étude : quelle est l'origine de l'action ? Sans aucun doute, nous pouvons revenir au point de départ, c'est-à-dire nous pouvons dire avec certitude, après un parcours aussi long et fascinant, que les passions, les sentiments, les pulsions sont à la base de la décision et de la volonté d'agir.

Les avenir possibles de la démocratie

Or, au fur et à mesure de cette recherche quelques interrogations se sont dégagées, qui, il nous semble mériteraient d'être explorées plus avant, dans le cadre de futurs travaux. A partir du fait que des nouvelles formes de subjectivité sont en train de se former dans la société, est-ce qu'en même temps des formes de délibération autres sont créées, pouvant constituer des alternatives à la démocratie existante ? Comme affirme Jan Spurk (2016), les citoyens sont en train de vivre une « crise érosion » ; une crise qui concerne notamment et surtout les pratiques et les institutions démocratiques dès lors que la société se trouve devant la logique toujours plus puissante de la gouvernance globale, laquelle s'impose sur les sujets et arrive à se substituer aux formes démocratiques de prise de décision ; il est certain que le système politique ne fonctionne pas comme il devrait fonctionner. De l'autre côté, la société présente aussi un développement croissant de mouvements de résistance et de changements, dans lesquels une conjugaison de différents éléments s'établit : entre la critique, le pouvoir de refus, la capacité à explorer des possibles et la volonté d'un dépassement. Même si la volonté d'arriver à cerner un dépassement possible ne reste pour l'instant qu'une aspiration, ce sont des mouvements qui, néanmoins, remettent en question le modèle de développement, rejettent la médiation avec le système des partis, critiquent les institutions présentes et proposent des formes spécifiques d'autonomie. A l'instar de Bure, ces mouvements sont en train de créer des contre-espaces publics où un changement vers un futur alternatif est imaginé et réfléchi ; une demande de reconnaissance en tant que citoyens est avancée à travers la réalisation d'un contre-projet de société. Une protestation contre l'ordre social établi se lie avec l'expérimentation créative d'autres formes de vivre le monde et de vivre le politique. Peuvent-ils, ces mouvements, être les symptômes d'une nouvelle forme de démocratie ? Ces mouvements prennent en compte les processus de décomposition de la démocratie et formulent des propositions, mettent en œuvre des pratiques et regroupements et essaient de reconstruire le social différemment, en définissant une nouvelle légitimité et consolidant une diversité effective dans les contenus et les formes de lutte. Pourrions-nous considérer ces

mouvements comme des « bulles » de démocratie dans notre société ? A cet égard, la démocratie ne doit pas être interprétée en tant que régime politique, mais plutôt comme mode d'action politique et d'organisation sociale, comme une volonté d'agir. Est-ce que ces mouvements tout en s'opposant à l'ordre établi, peuvent apporter une nouvelle reconfiguration pratique du politique ? Il y a différentes formes de vivre ensemble et de contre-projet de société, mais nous ne nous confrontons pas encore avec un dépassement concret. Ces mouvements, ces subjectivations politiques, pourront-elles donc être les indices vers la constitution de nouvelles formes dans la *cit* à travers une auto-mobilisation des sujets ?

Annexes

Annexe 1.

Charte Réseau Sortir du Nucléaire¹⁸⁶.

Plus de 70% des Français sont favorable à la sortie du nucléaire

924 groupes et 61 919 personnes ont déjà signé notre charte et sont membres du Réseau « Sortir du nucléaire »...

Considérant :

- 1) Les catastrophes déjà survenues et en cours créant une situation inacceptable pour les populations et dévastant des régions pour toujours ;
- 2) les risques croissants d'accidents majeurs dus au vieillissement inquiétant des installations nucléaires ;
- 3) les dangers que l'accumulation des déchets radioactifs fait courir aux générations présentes et futures ;
- 4) les risques pour la santé, liés à la pollution radioactive due à toute installation nucléaire ;
- 5) que le nucléaire civil favorise directement ou indirectement la prolifération et l'usage de l'arme nucléaire ;
- 6) le coût prohibitif de la filière nucléaire (construction et démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs) ;
- 7) les dangers que représente le lobby nucléaire pour la démocratie ;
- 8) que la France est le dernier pays en Europe à tout miser sur le nucléaire.

En cette période critique, face aux risques croissants d'accidents et de confrontations militaires, et devant la nécessité de nouvelles orientations énergétiques et stratégiques, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie urgente du nucléaire civil et militaire.

Nous voulons :

- 1) l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs ;

¹⁸⁶ <http://www.sortirdunucleaire.org/charte>

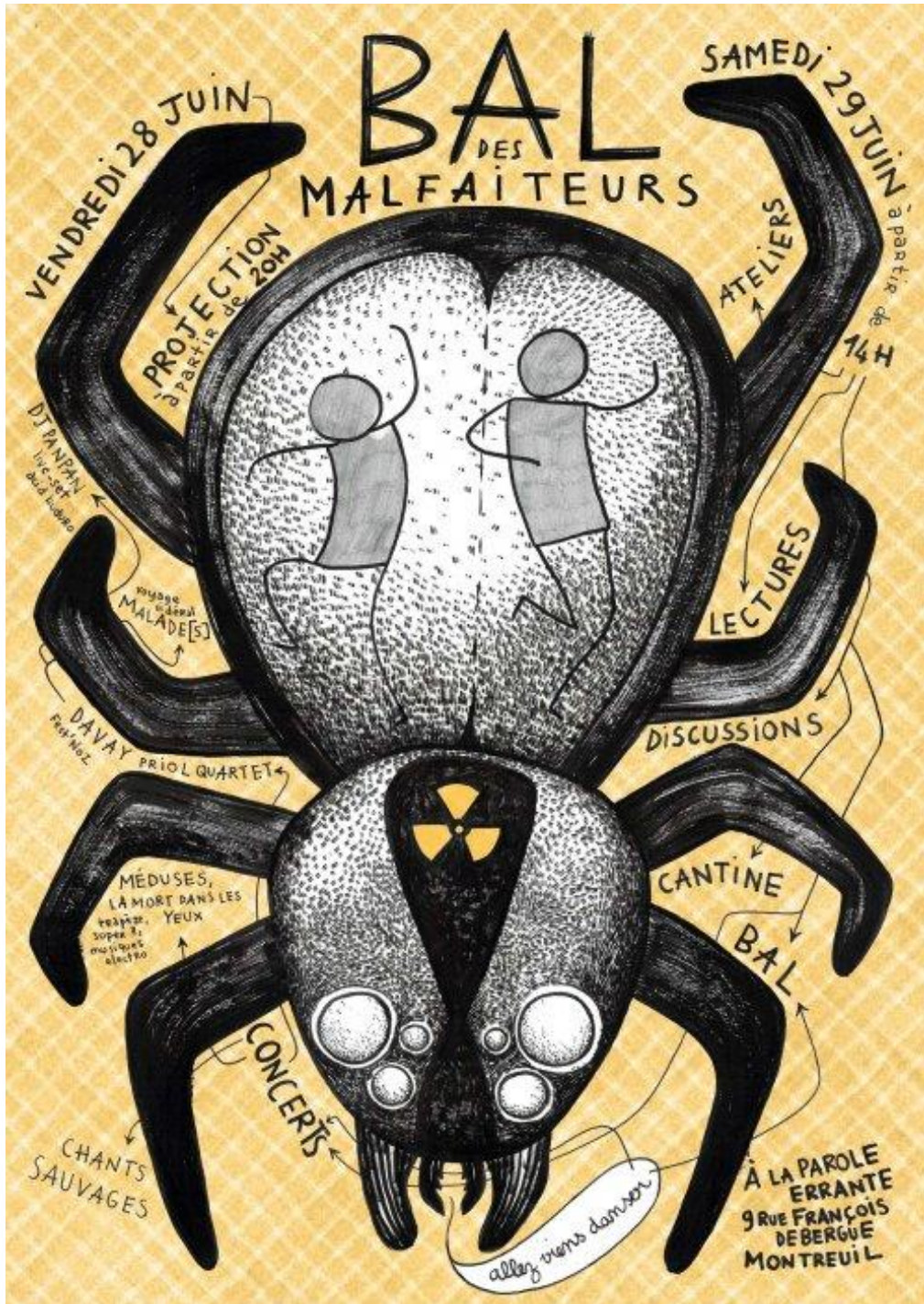
- 2) l'arrêt du retraitement du combustible usé à la Hague et de l'utilisation du plutonium à des fins énergétiques (combustible MOX) ;
- 3) l'arrêt des exportations d'électricité et de toute technologie nucléaire ;
- 4) le non renouvellement du parc nucléaire ;
- 5) la fermeture des réacteurs en fonctionnement ;
- 6) l'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires ou radioactives.

C'est possible avec :

- 1) le développement des économies d'énergie ;
- 2) la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) fortement créatrices d'emplois ;
- 3) le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...).

Annexe 2.

Affiche événement Association de Malfaiteurs à Paris¹⁸⁷



¹⁸⁷ <http://laparoleerrantedemain.org/index.php/2019/06/26/grand-bal-des-malfaiteur-ses-en-soutien-a-la-lutte-contre-le-centre-denfouissement-des-dechets-nucleaires-a-bure/>

Annexe 3.

Tract AG comité de soutien à la lutte de Bure¹⁸⁸

**POUBELLE NUCLÉAIRE
NI À BURE NI AILLEURS!**



**MALGRÉ LA RÉPRESSION,
ON NE NOUS FERA PAS TAIRE !**

solidarité avec tou-te-s les inculpé-e-s de
l'Etat nucléaire et militaire

Bloquons le projet d'enfouissement CIGÉO
et ses malfaiteurs institutionnels !

ANDRA DÉGAGE !

Pour plus d'infos, consultez: manif-est.info,
vmc.camp, burestop.eu, stopcigeo-bure.eu

COMITÉ DE SOUTIEN À BURE PARIS-IDF
comitebureparisidf@riseup.net 

¹⁸⁸ <https://paris-luttes.info/ag-du-comite-de-soutien-bure-paris-10839>

Annexe 4.

Liste générale de classification des 49 groupements de G. Gurvitch

1. Contenu :
 - a. groupements uni-fonctionnels
 - b. groupements multi-fonctionnels
 - c. groupements supra-fonctionnels
2. Envergure (nombre des participants) :
 - a. groupements réduits
 - b. groupements moyens
 - c. groupements étendus
3. Durée :
 - a. groupements temporaires
 - b. groupements durables
 - c. groupements permanents
4. Rythme :
 - a. groupements à cadence lente
 - b. groupements à cadence moyenne
 - c. groupements à cadence accélérée
5. Mesure de dispersion :
 - a. groupements à distance
 - b. groupements à contacts artificiels
 - c. groupements rassemblés périodiquement
 - d. groupements réunis en permanence
6. Fondement de formation :
 - a. groupements de fait
 - b. groupements volontaires
 - c. groupements imposés
7. Modes d'accès :
 - a. groupements ouverts
 - b. groupements à accès conditionnel
 - c. groupements clos
8. Degré d'extériorisation :
 - a. groupements inorganisés non structurés

- b. groupements inorganisés structurés
 - c. groupements partiellement organisés
 - d. complètement organisés
9. Fonctions :
- a. groupements de parenté
 - b. groupements d'affinité fraternelle
 - c. groupements de localité
 - d. groupements d'activité économique
 - e. groupements intermédiaires entre l'affinité fraternelle et l'activité économique
 - f. groupements d'activité non lucrative
 - g. groupements mystico-extatique
10. Orientation :
- a. groupements de division
 - b. groupements d'union
11. Modes de pénétration par la société globale :
- a. groupements réfractaires à la pénétration par la société globale
 - b. groupements soumis plus ou moins à la pénétration par la société globale
 - c. groupements entièrement soumis à la pénétration par la société globale
12. Degré de compatibilité entre les groupements :
- a. groupements de la même espèce entièrement compatibles entre eux
 - b. groupements de la même espèce partiellement compatibles entre eux
 - c. groupements de la même espèce incompatibles entre eux
 - d. exclusifs
13. Mode de contrainte :
- a. groupements disposant de la contrainte conditionnelle
 - b. groupements disposant de la contrainte inconditionnelle
14. Principe régissant l'organisation :
- a. groupements de domination
 - b. groupements de collaboration
15. Degré d'unité :
- a. groupements unitaires
 - b. groupements fédéralistes
 - c. confédéralistes.

Annexe 5.

Classification des résidus :

I^e CLASSE. INSTINCT DES COMBINAISONS

(I- α) Combinaisons en générale

(I- β) Combinaisons de choses semblables ou contraires ; (I- β 1) Ressemblance et opposition en général ; (I- β 2) Choses rares ; événements exceptionnels ; (I- β 3) Choses et événements terribles ; (I- β 4) Etat heureux uni à des choses bonnes ; état malheureux uni à des choses mauvaises ; (I- β 5) Choses assimilées produisant des effets de nature semblable ; rarement de nature opposée

(I- γ) Pouvoir mystérieux de certaines choses et de certains actes ; (I- γ 1) Pouvoir mystérieux en général ; (I- γ 2) Noms unis mystérieusement aux choses

(I- δ) Besoin d'unir des résidus

(I- ϵ) Besoin de développements logiques

(I- ζ) Foi en l'efficacité des combinaisons

II^e CLASSE. PERSISTANCE DES AGREGATS

(II- α) Persistance des rapports d'un homme avec d'autres hommes et avec des lieux ; (II- α 1) Rapports de famille et de collectivité ; (II- α 2) Rapports avec des lieux ; (II- α 3) Rapports de classes sociales

(II- β) Persistance des rapports entre les vivants et les morts

(II- γ) Persistance des rapports entre un mort et des choses qu'il possédait durant sa vie

(II- δ) Persistance d'une abstraction

(II- ϵ) Persistance des uniformités

(II- ζ) Sentiments transformés en réalités objectives

(II- η) Personnifications

(II- θ) Besoin de nouvelles abstractions

III^e CLASSE. BESOIN DE MANIFESTER SES SENTIMENTS PAR DES ACTES EXTERIEURS

(III- α) Besoin d'agir se manifestant par des combinaisons

(III- β) Exaltation religieuse

IV^e CLASSE. RESIDUS EN RAPPORT AVEC LA SOCIALITE

(IV- α) Sociétés particulières

(IV- β) Besoin d'uniformité ; (IV- β 1) Uniformité obtenue en agissant sur soi-même ; (IV- β 2) Uniformité imposée aux autres ; (IV- β 3)

Néophobie ; (IV- γ) Pitié et cruauté ; (IV- γ 1) Pitié pour soi reportée sur autrui ; (IV- γ 2) Répugnance instinctive pour la souffrance en général ; (IV- γ 3) Répugnance raisonnée pour les souffrances inutiles

(IV- δ) Tendance à imposer à soi-même un mal, pour le bien d'autrui ; (IV- δ 1) Tendance à exposer sa vie ; (IV- δ 2) Partage de ses biens avec autrui

(IV- ϵ) Sentiments de hiérarchie ; (IV- ϵ 1) Sentiments des supérieurs ; (IV- ϵ 2) Sentiments des inférieurs ; (IV- ϵ 3) Besoin de l'approbation de la collectivité

(IV- ζ) Ascétisme

V^e CLASSE. INTEGRITE DE L'INDIVIDU ET DE SES DEPENDANCES

(V- α) Sentiments qui contrastent avec les altérations de l'équilibre social

(V- β) Sentiments d'égalité chez les inférieurs

(V- γ) Rétablissement de l'intégrité par des opérations se rapportant aux sujets qui ont souffert l'altération ; (V- γ 1) Sujets réels ; (V- γ 2) Sujets imaginaires ou abstraits

(V- δ) Rétablissement de l'intégrité par des opérations se rapportant à ceux qui l'ont altérée ;

(V- δ 1) Agent réel d'altération ; (V- δ 2) Agent imaginaire ou abstrait

VI^e CLASSE. RESIDU SEXUEL

Classification des dérivations :

I^{er} CLASSE. AFFIRMATION

(I- α) Faits expérimentaux ou faits imaginaires

(I- β) Sentiments

(I- γ) Mélange de faits et de sentiments

II^e CLASSE. AUTORITE

(II- α) Autorité d'un homme ou de plusieurs hommes

(II- β) Autorité de tradition, des usages et des coutumes

(II- γ) Autorité d'un être vivant ou d'une personnification

IIIe CLASSE. ACCORD AVEC DES SENTIMENTS OU AVEC DES PRINCIPES

(III- α) Sentiments

(III- β) Intérêt individuel

(III- γ) Intérêt collectif

(III- δ) Entités juridiques

(III- ϵ) Entités métaphasiques

(III- ζ) Entités surnaturelles

IVe CLASSE. PREUVES VERBALES

(IV- α) Terme indéterminé désignant une chose réelle et chose indéterminée correspondant à un terme

(IV- β) Terme désignant une chose, et qui fait naître des sentiments accessoires, ou sentiments accessoires qui font choisir un terme

(IV- γ) Terme à plusieurs sens, et choses différentes désignées par un seul terme

(IV- δ) Métaphores, allégories, analogies

(IV- ϵ) Termes douteux, indéterminés, qui ne correspondent à rien de concret.

Bibliographie

A

- Adorno T. W. (1954). How to Look at Television. *Rev. of The Quarterly of Film Radio and Television* by University of California Press, 8(3) 213 – 235.
- Adorno, T. W. (2001). Résignation. *Tumultes*, 17-18(2), 173-178.
- Agamben, G. (2002). « Formes de vie », Dans *Moyens sans fin*. Paris : Payot & Rivages.
- Andréani, T. (2011). *Dix essais sur le socialisme du XXI siècle*. Chanzy : Le temps des cerises.
- Aime, M. (2016). *Fuori dal tunnel. Viaggio antropologico nella val di Susa*. Milano: Meltemi Editore.
- Algotino, A. (2011). *Democrazia, rappresentanza, partecipazione. Il caso del movimento NO TAV*. Napoli: Jovene Editore.
- Arendt, H. (1983). *Condition de l'homme moderne*. Calmann Lévy.
- Asara, V., Otero, I., Demaria, F., Corbera, V., (2015). Socially sustainable degrowth as a social-ecological transformation: repoliticizing sustainability. *Sustainability Science*, 10 (3), p. 375 – 384.
- Associations contre le nucléaire et son monde. (2007). *Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France*. Paris : Editions La Lenteur.
- Audoin-Rouzeau, S., Braud, P., Nahoum-Grappe, V., Philonenko, A., Holeidre, J.V. « Les passions dans la guerre ». Penser la guerre, journée d'études Centre de recherches politiques Raymond-Aron, Ecole des hautes études en Sciences Sociales, Amphiteatre de l'EHESS, Paris, vendredi 6 juin 2008.
- Augé, M. (1992). *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris : Seuil.
- Aumenier, S. (2019). *Bure, contre le nucléaire et son monde*. Collection : Les Dossiers de la Fédération anarchiste. Paris : Editions du monde libertaire.
- Auyero, J. (2005). L'espace des luttes. Topographies des mobilisations collectives. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160 (5). 122 – 132.

B

- Bagliani, M., Dansero, E. (2011). *Politiche per l'ambiente. Dalla natura al territorio*. Novara : De Agostini.

- Bajoit, G. (2013). *L'individu sujet de lui-même: Vers une socio-analyse de la relation sociale*. Paris: Armand Colin.
- Barbe, F. (2016). La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique. *Norois. Environnement, aménagement, société*, 238-239 (1), 109-130.
- Barthe, Y. (2006). *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*. Paris : Economica.
- Baudin, A. (1997). L'angoisse dans l'œuvre de Melanie Klein : quelques jalons. Dans N. Amar, A. Le Guen et A. Oppenheimer (dir.), *Angoisses : pluralité d'approches*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- Bauman, Z. (2007). *Voglia di comunità*, Laterza: Bari.
- Beaud, S., Weber, F. (2003). *Guide de l'enquête de terrain*. Editions La Découverte.
- Beaud, S., Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain*. Editions La Découverte.
- Beauguitte, L. (2019). Le Bois Lejuc occupé : éléments sur le fonctionnement d'une petite zad en Meuse (2016 – 2018). *L'Espace politique* [En ligne], 37 (1).
- Beck, U. (1986). *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*. Suhrkamp.
- Benatouïl, T.(1999). Critique et pragmatique en sociologie. Quelques principes de lecture. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 54(2), 281-317.
- Benjamin, W. (2008). *The Work of Art in the Age of Its Technological Reproducibility, and Other Writings on Media*. London : The Belknap Press of Harvard University Press.
- Berger, P. (2006). *Invitation à la sociologie*. Paris, France : La Découverte.
- Berzano L., Gallini, R. (2000). Centri Sociali Autogestiti a Torino. *Quaderni di Sociologia*, 22, 50-79.
- Bertina, L-P. (2017). *La « conversion » écologiste de l'Eglise catholique en France : sociologie politique de l'appropriation du référent écologiste par une institution religieuse*. Thèse de doctorat en lettres, Ecole Pratique des Hautes Etudes.
- Beurier, J. (2003). La mémoire Lip ou la fin du mythe autogestionnaire. Dans F. Georgi (dir.), *L'autogestion, la dernière utopie ?* Paris : Publications de la Sorbonne.
- Bey, H. (2009). *TAZ. Zone autonome temporaire*. Paris, France : L'Éclat.
- Bianchi, S., Camiti, L. (2007). *Gli autonomi. Le storie, le lotte, le teorie. vol I*. Roma : DeriveApprodi.
- Bianchi, S., Camiti, L. (2007). *Gli autonomi. Le storie, le lotte, le teorie. vol II*. Roma : DeriveApprodi.
- Bianchi, S., Camiti, L. (2008). *Gli autonomi. Le storie, le lotte, le teorie. vol III*. Roma : DeriveApprodi.

- Biarez, S. (1999). Repenser la sphère locale selon l'espace public. Dans B., François, E., Neveu, (dir.) *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Blanchet, A., Gotman, A. (2001). *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*. Paris : Nathan.
- Blanchet, A., Gotman, A. (2007). *L'entretien*. Paris : Armand Colin.
- Blanchet, A., Gotman, A. (2015). *L'entretien*. Paris: Armand Colin.
- Blanck, J. (2016). Gouverner par le temps: Cadres temporels du problème des déchets radioactifs et construction d'une irréversibilité technique. *Gouvernement et action publique*, vol. 5(1), 91-116.
- Bobbio, L. (1999). Un processo equo per una localizzazione equa. Dans Bobbio L., Zeppetella A. (eds.) *Perché proprio qui? Grandi opere e opposizioni locali*. Milano : Franco Angeli.
- Boltanski, L. (2006). Les changements actuels du capitalisme et la culture du projet. *Cosmopolitiques*, 12, 17-41.
- Boudon, R. (1979). *La logique du social*. Paris : Librairie Hachette.
- Boudon, R., Bourricaud, F. (1986). *Dictionnaire critique de la sociologie*. Paris : PUF.
- Bouillon, F. (2002). A quoi servent les squats? Compétences des acteurs et ressources des lieux. *Revue Française des Affaires Sociales*, 2, 45 – 63.
- Bouillon, F. (2011). Le squat. *Regards croisés sur l'économie*, 9 (1), 75-84.
- Boumaza, M., Campana, A. (2007). Enquêter en milieu « difficile ». *Revue française de science politique*, 57(1).
- Bourdieu, P. (1980). Le capital social. Notes provisoires. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31, 2-3.
- Bourdieu, P. (1984). *Questions de sociologie*. Paris : Minuit.
- Brion, DJ. (1991). *Essential industry and the NIMBY phenomenon*. New York: Quorum Books.
- Bulle, S. (2017). Se réapproprié un village abandonné en Galilée : une « prise » territoriale comme forme de contestation. *Politix*, 117 (1), 145-169.
- Bulle, S. (2018). Formes de vie, milieux de vie. La forme-occupation. *Multitudes*, 71(2) p. 168 – 175.
- Bulle, S. (2020). *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie de Bure à N.-D.-des-Landes*. Grenoble : UGA éditions.
- Burningham, K. (2000). Using the language of NIMBY: a topic for research, not an activity for researchers. *Local Environment* 5(1), 55-67.

C

- Camille. (2013). *Livre noir des grands projets inutiles*. Le Pré-Saint-Gervais : Le Passager clandestin.
- Campana, P., Dallago, F., Roccato, M. (2007). *Valsusa, Italia: La Tav e le grandi opere nella percezione dell'opinione pubblica*. Roma: Carocci.
- Carlino, V. (2018). Temporalités de la controverse sur le nucléaire en Lorraine: Temps « long » des désaccords, temps « infini » des déchets radioactifs. *Questions de communication*, 34(2), 155-172.
- Castells, M., Cherki, E., Godard, F., Mehl, D., (1978). *Crise du logement et mouvements sociaux urbains*. Paris: Mouton.
- Castells, M., Khosrokar, F., Touraine, A., Wieworka, M. (2013). L'unité des grandes contestations contemporaines. *Socio*, 2, 139-167.
- Castoriadis, C. (1996). *La montée de l'insignifiance*. Paris : Seuil.
- Centro Sociale Askatasuna. (2012). *A sarà diura. Storie di vita e di militanza no tav*. Roma: DeriveApprodi.
- Ceri, P. (2002). *Movimenti globali. La protesta nel XXI secolo*. Roma-Bari: Editori Laterza.
- Chambru, M. (2014). L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962 – 2012). *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, 7 (1-13), pp. 33-43.
- Chateauraynaud, F. (2011) Sociologie argumentative et dynamique des controverses : l'exemple de l'argument climatique dans la relance de l'énergie nucléaire en Europe. *A contrario*, 16 (2), 131-150.
- Chateauraynaud, F., Debaz, J., (2017). *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*. Paris : Pétra.
- Chazel F. (1993) *Action collective et mouvements sociaux*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Chiantera-Stutte, P. (2003). Ai margini del movimento. Le individualità anarchiche noglobal e il movimento dei movimenti. *Quaderni di Sociologia [Online]*, 33.
- Chiarelli, A. (2015). *I ribelli della montagna. Una storia del movimento no tav*. Bologna: Odoja.
- Cohen, A.P. (1985). *The Symbolic Construction of Community*. Routledge: London.
- Coleman, J. (1990). *Foundations of social theory*. Cambridge (MA): Harvard University Press.
- Collectif. (2014). *Sivens sans retenue*. Paris: La Lenteur.

- Collectif Burestop 55. (2014). *Notre colère n'est pas réversible. Enfouir les déchets nucléaires atomiques : le refus*. Collectif Burestop 55.
- Collectif Mauvaise Troupe. (2014). *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune XXIème siècle*. Paris : L'Éclat.
- Collectif Mauvaise Troupe. (2016). *Contrées : histoires croisées de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV dans le Val Susa*. Paris : L'Éclat.
- Collins, R. (1975). *Conflict Sociology. Toward an explanatory science*. New York: Academic Press.
- Combes, H. (2011). Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux. *Politix*, 1 n°93, p. 7-27.
- Comitati Autonomie Operai di Roma (1976). *Autonomia operaia*. Roma: Savelli.
- Comité invisible (2007). *L'insurrection qui vient*. Paris : La fabrique éditions.
- Consorzio Aaster, Centro sociale Cox 18, Centro sociale Leoncavallo, Moroni P. (1996). *Centri sociali. geografie del desiderio. Dati, statistiche, progetti, mappe, divenire*. Milano: Shake Edizioni Underground.
- Cook D. (1996). *The Culture Industry Revisited. Theodor W. Adorno on Mass Culture*. London: Rowman & Littlefield Publisher, Inc.
- Coordination. (2013). *ZAD partout. Zone à défendre à Notre-Dame-des-Landes, textes et images*. Montreuil : L'insomniaque.
- Corbetta, P. (2003). *La ricerca sociale : metodologia e tecniche*. Bologna : Il Mulino.
- Coser, A.L. (1982). *Les fonctions du conflit social*. Paris : PUF, coll. « Sociologies ».
- Cossette-Trudel, M-A. (2010). La temporalité de l'utopie : entre création et réaction. *Temporalités* [en ligne], 12.
- Cotta, M., Della Porta, D., Morlino, L. (2001). *Scienza politica*. Bologna: Il Mulino.
- Coutant, P. (2014). Réinventer le politique : autour de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. *Chimères*, 83(2), 149-158.

D

- D'Allens, G., Fuori, A., (2017). *Bure, la bataille du nucléaire*, Paris, Editions du Seuil.
- Dacheux, É. (2008). *L'espace public*. Paris: CNRS éditions, collection Les Essentiels d'Hermès.
- Daher, L.M. (2002). *Azione collettiva. Teorie e problemi*. Milano: FrancoAngeli.

- Dahlgren, P., et al. (1994). L'espace public et les médias. Une nouvelle ère ?. *Hermès, La Revue*, (1), 13-14, 243-262.
- Dahrendorf, R. [(1971)1967]. *Uscire dall'utopia*. Bologna : Il Mulino.
- Dalibert, M., Quemer, N. (2017). Introduction. *Etudes de communication*, 48 (1), 7-20.
- Dalton, R. (2004). *Democratic challenges, democratic choices : The erosion of political support in advanced industrial democracies*. Oxford: Oxford University Press.
- Dascal, M. (1995). Observations sur la dynamique des controverses. *Cahiers de linguistique française*, 17, 99 - 121.
- Dascal, M. (1998). Types of polemics and types of polemical moves. Dans J.H.S. Cmejrkova, O. Mulleriva, J. Svetla (dir.). *Dialogue Analysis, VI, 1*, (Proceedings of the 6h Conference, Prague, 1996). Tübingen: Max Niemeyer, 15 -33.
- De Carlo N.A., Brunoro, G., Pedon, A. (1981). *Energia nucleare. Indagine su atteggiamenti e opinioni*. Padova: Liviana.
- Dear, M. (1992). Understanding and Overcoming the NIMBY Syndrome. *Journal of the American Planning Associations*. 58, 141-149.
- Dechezelles, S. (2017). Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel. *Politix*, 117(1), 91-116.
- Dechezelles, S., Olive, M. (2017). Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer. *Politix*, 117 (1), 7-34.
- Defossé, J-C. (1990). *Le Petit Guide Des Grands Travaux Inutiles*. Bruxelles : Paul Legrain.
- Delanoue, E. (2018). Débats et mobilisations autour de l'élevage : analyse d'une controverse. (Thèse de doctorat) Université Rennes 2.
- Della Porta, D., Andretta, M. (2002). Changing Forms of Environmentalism in Italy: The Protest Campaign on the High Speed Railway System. *Mobilization*, 7, 59 – 77.
- Della Porta, D. (2004). *Comitati cittadini e democrazia urbana*. Soveria Mannelli: Rubbettino.
- Della Porta, D., Diani M. (1997). *I movimenti sociali*. Roma : Carocci.
- Della Porta, D., Diani M. (2004). *Movimenti senza protesta? L'ambientalismo in Italia*. Bologna: Il Mulino.
- Della Porta, D., Piazza, G. (2008). *Le ragioni del no. Le campagne contro la TAV in Val di Susa e il Ponte sullo Stretto*. Milano: Feltrinelli Editore.
- Della Porta, D., Caiani, M. (2009). *Social Movements and Europeanization*. Oxford: Oxford University Press.
- Demarchi, F., (1969). *Società e spazio*. Trenti : Istituto Superiore di Scienze Sociali.

- Demarchi, F., (1983). Il territorio come fornitore di referenti simbolici. *Sociologia urbana e rurale*, V (12).
- Demazière, D. (2012). L'entretien de recherche et ses conditions de réalisation. Variété des sujets enquêtés et des objets de l'enquête. *Sur le journalisme*, 1 (1), 30-39.
- Des plumes dans le goudron, (2018). *Résister aux grands projets inutiles et imposés. De Notre-Dame-des-Landes à Bure*. Paris : Editions Textuels.
- Desanti, R., Cardon, P. (2010). *Initiation à l'enquête sociologique*. Editions ASH.
- Di Meo, G., Anglade, M. (1996). Identité, idéologie et symboles territoriaux : l'exemple du Vic-Bilh en Béarn. Dans G. Di Meo (dir.), *Les territoires du quotidien*. Paris : l'Harmattan p. 87-110.
- Diani, M. (1988). *Isole nell'arcipelago. Il movimento ecologista in Italia*. Bologna : Il Mulino.
- Dietz, M., et Garrelts, H. (2014). *Routledge Handbook of Climate Change Movement*. London, New York : Routledge.
- Dollard, J., Miller, N.E., Door, L.W., Mowrer, O.H., Sears, R.R. (1967). *Frustrazione e aggressività*. Traduction italienne de Todeschi, G. Firenze: Giunti.
- Dubet, F. (1997). *La Galère: jeunes et survie*. Paris : Fayard.

E

- Eco, U. (2011). *Costruire il nemico e altri scritti occasionali*. Milano: Bompiani.
- Eley, G. (1992). Nations, Publics, and Political Cultures : Placing Habermas in the Nineteenth Century. Dans C. Calhoun (dir.), *Habermas and the Public Sphere*. Cambridge: The MIT Press.
- Eliasoph, N., (2010). *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris : Économica.
- Ellul, J. 2004 [1977]. *Le système technicien*. Paris: Le Cherche midi.
- Eurisko, (2007). *Gli italiani e le infrastrutture*. A cura di Paolo Anselmi. Milano: Eurisko.

F

- Favre, P., (1999). Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics. Dans François, B., Neveu, E., (éds). *Espaces publiques mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

- Favre, P., (2009). Manifestation. Dans Fillieule, O., et al. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, « Références ».
- Fillieule, O., (1997). *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Fillieule, O., Agrikoliansky, E., Sommier, I. (2010). *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris : La Découverte.
- Flipo, F. (2017). *La Décroissance, ici et maintenant !* Lyon, France : Le Passager clandestin.
- Foucault, M. (2001). Des espaces autres. Dans *Dits et écrits 1954-1988*. II, 1976-1988. Paris : Gallimard, collection « Quarto », 1571 – 1581.
- Foucault, M. (2005). *Die Heterotopien. Der utopische Körper*. Frankfurt am Main : Suhrkamp.
- Foucault, M. (2009). *Le corps utopique, les hétérotopies*. Paris : Editions Lignes.
- Frachisse, M., Delalande, S., (2017). L’outil juridique, réelle neutralité ou dévolution au système ? Dans Ginet, P. (eds.). *L’opposition citoyenne au projet Cigéo. Cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux*. Paris : L’Harmattan.
- François, B., Neveu, E. (1999). *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Frank, R., Kaelble, H., Lévy M-F., Passerini, L. (2010). *Building a European Public Sphere. From the 1950s to the Present. Un espace public européen en construction. Des années 1950 à nos jours*. Brussels : Peter Lang.
- Fraser, N. (2001). Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement: Extrait de *Habermas and the Public Sphere*, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142. *Hermès, La Revue*, 31(3), 125-156.
- Fraser, N. (2003). Repenser l’espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante. Dans E., Renault, Y., Sintomer (dir.), *Où en est la théorie critique*. La Découverte, Paris.
- Fraser, N. (2011). *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. Paris : éditions La Découverte.
- Frère, B., Jacquemain, M. (2013). *Résister au quotidien*. Paris, France : Presses de Sciences Po.
- Freud, S., [2005 (1926)] *Inhibition, symptôme et angoisse*. Paris : Presses universitaires de France.
- Foucault, M. (2001) *Dits et Ecrits*, I et II. Paris : Gallimard.

Fukuyama, F. (1992). *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris, France : Flammarion.

G

Gamba, F. (2010). Kracauer photographie de la vie moderne. Une leçon méthodologique pour la sociologie postmoderne. *Sociétés* 110, (4), 79-94.

Garzia, M., (1988). Die Tönnische Gegenüberstellung als grenzlose Ganzheiten. *Annali di Sociologia/Soziologisches Jahrbuch*, 4 (II).

Garzia, M. (1992). For the History of sociological Analyses. A scientific Laboratory : The Rivista Italiana di Sociologia of Guido Cavaglieri (1897 – 1921). Germany: Schmidt Periodicals GmbH.

Garzia, M., (2007). *Metodologia Peretiana. Tomo I Differenziazione, non linearità, equilibrio*. Bern: Peter Lang.

Garzia, M., (2013). *Metodologia Paretiana. Tomo II Stati psichici e costanti dell'azione*. Bern: Peter Lang.

Garzia, M., (2015). *Metodologia Paretiana. Tomo III Stati psichici e variabili dell'azione*. Bern: Peter Lang.

Garzia, M., (a.a. 2013 - 2014). *Dispense di Sociologia Generale, parte I Delle comunità*. Facoltà di Economia e Management, Università degli Studi di Trento, p. 1 -89.

Genua, M. (2005). Machiavelli ed il ruolo dei conflitti nella vita politica. Dans A. Arienzo, D. Caruso (dir.), *Conflitti*. Napoli : Dante & Descartes. pp. 19 – 57.

Gieryn, T.F. (2003). A Space for Place in Sociology. *Annual Review of Sociology*. 26(1), 463-496.

Ginet, P. (dir.) (2017). *L'opposition citoyenne au projet Cigéo. Cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux*. Paris : L'Harmattan.

Ginet, P. (2018). Cigéo à Bure : un grand projet d'aménagement plusieurs approches de la démocratie. Trame de la conférence scientifique proposée, acceptée et prestée au Festival International de Géographie le 06/10/2018 à St Dié-des-Vosges.

Glaser, B., et Strauss, A. L. (1967). *The discovery of grounded theory. Strategies for qualitative research*. New Brunswick, Etats-Unis: Aldine Transaction.

Glaser, B., et Strauss, A. L. (2010). *La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative*. Paris : Armand Colin.

Goldman, E. (1910). *Anarchism and Other Essays*. The Anarchist Library.

- Grandhomme, V. (2017). *L'action pour répertoire. Socialisation militante et processus de politisation par l'expérimentation en milieu contestataire* (Thèse de doctorat). Université de Bretagne Loire.
- Grassi, V. (2005). *Introduction à la sociologie de l'imaginaire. Une compréhension de la vie quotidienne*. Toulouse, France: ERES.
- Griggs, S., Howarth, D. (2002). An Alliance of Interest and Identity ? Explaining the Campaign against Manchester Airport's Second Runway. *Mobilization*, 7(1), 43-58.
- Griffon, I. (2016, 3 mars). Bure : cinq associations attaquent l'arrêté sur le cout de Cigéo. *Franceinfo*.
- Grisoni, A. (2015). Les mouvements d'oppositions contre les Grands projets inutiles imposées (GPII) à l'avant-garde de la ruralité ? Le mouvement Notav contre le Lyon-Turin ». *Mouvements*, 84 (4), 126-130.
- Gottraux, P., (1997) « *Socialisme ou Barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*. Lausanne : Payot.
- Gourgues, G. (2007). Occuper son usine et produire : stratégie de lutte ou de survie : La fragile politisation des occupations de l'usine Lip (1973-1977). *Politix*, 117(1), 117-143.
- Gurr, T.R. (1972). *Why Men Rebel*. Princeton, Princeton University Press.
- Gurvitch, G. (1950). *La vocation actuelle de la sociologie*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Gurvitch, G. (1965). *La vocazione attuale della sociologia*. Bologna: Il Mulino.

H

- Habermas, J. (1962). *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Neuwied: Luchterhand.
- Hannigan, J. (1985). Alain Touraine, Manuel Castells and Social Movement Theory a Critical Appraisal. *The Sociological Quarterly*, 26(4), 435-454.
- Heyndels, R. (1977). Etude du concept de « vision du monde », sa portée en théorie de la littérature. *L'Homme et la société*. 43-44, 133-140.
- Hillery, G.H. (1955). Definitions of community: areas of agreement. *Rural Sociology*, XX (2).
- Hodkinson, S., Chatterton, P. (2006). Autonomy in the city? Reflections on the social centres movements in the UK. *City* 10(3), 305-315.
- Honneth, A. (1992). *Kampf und Anerkennung : zur moralischen Grammatik sozialer Konflikte*. Frankfurt am Main : Suhrkamp.

Hunter, S., Leyden, K.M. (1990). Beyond Nimby: Explaining opposition to hazardous waste facilities. *Policy Studies Journal*, 23, 601-619.

J

Jobert, A. (1998). L'aménagement en politique. Ou ce que le syndrome NIMBY nous dit de l'intérêt général. *Politix*, 11(42), 62-92.

Johnston, H., Noakes, J.A. (2005). Frames of Protest: A Roadmap to a Protest. Dans H. Johnston, J.A. Noakes (dir.), *Frames of Protest. Social Movements and the Framing Perspective*. Lanham, Boulder Co., 1-30.

K

Kaelble, H., (2010). The European Public Sphere. Dans R. Frank, H. Kaelble, M-F. Lévy, L. Passerini, L., (dir.), *Bulding a European Public Sphere. From the 1950 to the Present. Un espace public européen en construction. Des années 1950 à nos jours*. Brussel : Peter Lang.

Kalberg, S., L'influence passée et présente des « visions du monde ». L'analyse wébérienne d'un concept sociologique négligé. *Revue du MAUSS* 2007/2, 30, p. 321-352.

Kamoun, P. (2000). *V'là Cochon qui déménage. Prélude au droit au logement*. Vauchrétien: Ivan Davy editeur, coll. "Faits et gestes2".

Katsiaficas, G. (1997). *The Subversion of Politics. European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday Life*. Humanities Press International

Kaufmann, J-C. (2016). *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.

Kinna, R. (2010). *Che cos'è l'anarchia. La guida essenziale alla teoria della libertà*. Roma : Alberto Castelvechi Editore.

Kierkegaard, S. (1968). *Il concetto dell'angoscia. La malattia mortale*. Firenze: Sansoni.

Kropotkin, P.A. (1913). *La Scienza moderna et l'anarchia*. Ginevra: Edizioni del risveglio.

L

Lake, R. (1993). Rethinking NIMBY. *Journal of the American Planning Association*, 59 (1), 87-93.

L'écuyer, R. (1988). L'analyse de contenu : notion et étapes. Dans, J.-P. Deslauriers (dir.), *Les méthodes de la recherche qualitative*. Sillery : Editions Presse de L'Université du Québec.

- Lassault, M., (2007). *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*. Edition du Paris.
- Le Bon, G. [(2009)1895]. *Psychologie des foules*. Paris : Flammarion.
- Lecourt, A. (2002). Une géographie des conflits associatifs liés à l'environnement : analyse théorique et pratique à partir du cas breton. *ESO, Travaux et Documents*, 18, 17-21.
- Lecourt, A., Faburel, G., (2008). Comprendre la place des territoires et de leurs vécus dans les conflits d'aménagement. Proposition d'un modèle d'analyse pour les grands équipements. Dans T. Kirat, A. Torre (dir.), *Territoires de conflits : analyses des mutations de l'occupation de l'espace* (p. 21 – 47). Paris : L'Harmattan.
- Lefebvre, P., Lagneau, E. (2002). Chapitre 13. Le moment Vilvorde: action protestataire et espace public européen. Dans, R. Balme, D. Chabanet, V. Wright (dir.), *L'action collective en Europe*. Presses de Sciences Po « Académique ». pp. 495 – 529.
- Lefebvre, H. [1974 (2000)]. *La production de l'espace*. Paris : Anthropos – Economica.
- Lehmann, V., Motulsky, B. (éds.) (2013). *Communication et grands projets. Les nouveaux défis*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lepetit, C., (2018). *Les Zad. Des espaces d'expérience et d'émancipation*. Paris : L'unebêvue, coll. « La Menthe à l'eau ».
- Leplay, F., (1875). *L'organisation de la famille, selon le vrai modèle signalé par l'histoire de toutes les races et tous les temps*. Tours : A. Mame et fils.
- Leplay, F., (1893). *La constitution essentielle de l'humanité, exposé des principes et des coutumes qui créent la prospérité ou la souffrance des nations*. Tours : A. Mame et fils
- Lepoutre, D. (1997). *Cœur de banlieue*. Paris: Odile Jacob.
- Lipsky, M. (1997). Protest as a political resource. Dans S. David (dir.) *Urban politics and public policy in crises*. New York : Praeger.
- Löwy, M., (1998). *La Guerre des dieux. Religion et politique en Amérique Latine*. Paris : Le Félin.
- Löwy, M., (1999). Le concept d'affinité élective en sciences sociales. Dans *Critique internationale*, vol.2. La formation de l'Europe, sous la direction de Christian Lequesne. pp.42-50.
- Löwy, M., (2004). Le concept d'affinité élective chez Max Weber. *Archives de sciences sociales des religions*, 127, 93 – 103.
- Lucidi, F., Alivernini, F., Pedon, A., (2008). *Metodologia della ricerca qualitativa*. Bologna: Il Mulino.
- Lukács, G. [1960 (1923)]. *Histoire et Conscience de Classe*. Paris : Editions de Minuit

Luhmann, N. (2006). *Beobachtungen der Moderne*. II édition. Opladen

M

- Mabi, C. (2016). Luttés sociales et environnementales à l'épreuve du numérique. Radicalité politique et circulation des discours. *Etudes de communication*, 47 (2), 111-130.
- Macé, M. (2019). *Nos cabanes*. Lagrasse : Editions Verdier.
- Malatesta, E. (2004). *L'anarchia*. Roma: Datanews.
- Malinowski, B. (1989). *Les Argonautes du Pacifique occidental*. Paris : Gallimard
- Mannarini, T., Roccato, M., Fedi, A., Rovere, A. (2009). Six factors fostering political protest: Predicting in locally unwanted land uses movements. *Political Psychology*, 30, 895 – 920.
- Mannheim, K. (1957). *Ideologia e utopia*. Il Mulino: Bologna.
- Merton, R.K. (1957 [1949]). *Social theory and social structure*. New York : Collier-MacMillan.
- Martuccelli, D. (2002). *Grammaires de l'individu*, Paris : Gallimard
- Martuccelli, D. (2014). *Les sociétés et l'impossible. Les limites imaginaires de la réalité*. Paris: Armand Colin.
- Maslow, A.H. (1954). *Motivation and personality*. New York: Harpers
- Masseran, A., Weil, A. (2014). De la réunion publique vers le dispositif internet : migrations et reformatages du débat public autour du centre de stockage de déchets radioactifs CIGEO. *Sciences, techniques et société. Recherches sur les technologies digitales*.
- Mathieu, L. (2012). *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombes-en-Bauges : Les éditions du Croquant.
- Mayo, E. (1988 [1945]). *The Social problems of an industrial civilization: with an appendix on the political problem*. Salem, N.H.: Ayer.
- McAdam, D. (2005). Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant. Dans O. Fillieule (eds.) *Le désengagement militant*. Paris : Belin.
- Mcavoy, G. (1998). « Partisan probing and democratic decision making: rethinking the NIMBY syndrome » *Policy studies journal*, 26(2), 274-292.
- McCarthy, J., McPhail, C., & Smith, J. (1996). Images of Protest: Dimensions of Selection Bias in Media Coverage of Washington Demonstrations, 1982 and 1991. *American Sociological Review*, 61(3), 478-499.

- McDonald, K. (2006). *Global Movements. Action and Culture*. Londres, Royaume-Uni : Blackwell.
- McLaughlin, L. (2004). Feminism and the political economy of transnational public sphere. Dans N. Crossley, J.M. Roberts (dir.), *After Habermas. New Perspectives on the Public Sphere*. Oxford: Blackwell Publishing.
- Melé, P. (2013). *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Melucci, A. (1982). Réponse à Alain Touraine. Dans A., Touraine (dir.), *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*. Paris : Les éditions ouvrières.
- Melucci, A. (1991). *L'invenzione del presente. Movimenti sociali nelle società complesse*. Bologna: Il Mulino.
- Mendras, H. (1975). *Les éléments de sociologie*. Paris: Armand Colin.
- Mercalli, L., Giunti, L. (2015). *Tav no tav. Le ragioni di una scelta*. Trieste: Scienza Express edizioni
- Merton, R.K. (1966). *Teoria e Struttura Sociale*. Bologna: Il Mulino.
- Michels, R. [2005 (1911)]. *Sociologie du parti dans la démocratie moderne: enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*. Paris : Gallimard.
- Montagna, N. (2007). *I movimenti sociali e le mobilitazioni globali. Temi, progressi e strutture organizzative*. Milano: Franco Angeli.
- Moscovici, S. (1996). *Psychologie des minorités actives*. Paris, France : Presses universitaires de France.
- Moses, J. M., Knutsen, T. L. (2007) *Ways of Knowing: Competing Methodologies in Social and Political Research*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Mucchi Faina, A. (2002). *Psicologia collettiva*. Roma: Carocci.

N

- Negt, O., Kluge, A., (1972) *Öffentlichkeit und Erfahrung: zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Öffentlichkeit*. Frankfurt am Main, Allemagne : Suhrkamp
- Negt, O. (2007). *L'espace public oppositionnel* (traduit de l'allemand par Alexander Neumann). Paris : Payot.
- Nelkin D., Pollak M., (1981). *The Atom Besieged*. Cambridge, MA: London : The M.I.T Press.

- Neumann, A. (2007). Oskar Negt et le courant chaud de la théorie critique : espace public oppositionnel, subjectivité rebelle, travail vivant. Préface à Oskar Negt, *L'espace public oppositionnel*, traduit de l'allemand par Alexander Neumann. Paris, France : Payot. pp. 7-27.
- Neumann, A. (2016). Conceptualiser l'espace public oppositionnel. *Variations*, 19.
- Neveu, E. (1996). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.

O

- Oberschall, A. (1996). *Social Movements: Ideologies, Interests and Identities*. New Brunswick, NJ et London : Transaction.
- Oliver, P., Johnston, H. (2005). What a Good Idea. Idea and Frames in Social Movement Research. Dans H. Johnston et J.A. Noakes (dir.), *Frame of Protest. Social Movements and the Framing Perspective*. Lanham, Boulder Co., pp. 185 - 204.

P

- Patinaux, L. (2017). *Enfouir des déchets nucléaires dans un monde conflictuel. Une histoire de la démonstration de sûreté de projets de stockage géologique, en France (1982-2013)*. Thèse de doctorat en histoire, Paris, EHESS.
- Payre, R., Pollet, G., (2013). *Socio-histoire de l'action publique*. Paris : La Découverte.
- Pareto, V., [1964 (1916)]. *Trattato di Sociologia Generale*. Milano: Edizioni di Comunità.
- Pareto, V., (1906) *Manuale di economia politica*. Milano: Società Editrice Libreria.
- Park, R.E., (1925). The city: Suggestions for the investigation of human behavior in the urban environment. Dans R.E. Park, E.W. Burgess, R.D. McKenzie, (dir.), *The City*. Chicago, University of Chicago Press.
- Parsons, T. et Bales, R.F. (1955). *Family, socialization and interaction process*. New York : Free Press.
- Péchu, C. (2009a). Répertoire d'action. Dans Fillieule (eds.) *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po « Références », 454 – 462.
- Péchu, C. (2009b). Squat. Dans Fillieule (eds.) *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po « Références », 524 – 530.
- Péchu, C. (2010). *Les squats*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Pellizzoni L., Osti,G. (2003). *Sociologia dell'ambiente*. Bologna, Il Mulino.

- Pellizzoni, L. (2011). The Politics of Facts: Local environmental Conflicts and Expertise, *Environmental Politics*, 20, 756 – 785.
- Penissant, E. (2005). Les occupations de locaux dans les années 1960 – 1970 : processus sociohistoriques de « réinvention » d'un mode d'action. *Belin « Genèses »*, 59 (2), 71 – 93.
- Penissant, E. (2009). Occupation de locaux. Dans Fillieule (eds.) *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po « Références », 386 – 393.
- Peretz, H. (2004). *Les méthodes en sociologie. L'observation*. Paris : Editions La Découverte.
- Petiau, A., Pourtau, L. (2012). Une autonomie polysémique. Réflexions à partir d'une recherche-action sur l'accès aux droits et aux soins des squatters. *ERES « Vie sociale »*, 1, 97 – 109.
- Petit, J. (2015). *La Bataille de Notre-Dame-Des-Landes*. Eléments de langage. Paris : L'Harmattan, coll. « Questions Contemporaines ».
- Piazza, G. (2004). Le risorse dei comitati nei processi decisionali. Dans D. Della Porta (eds.) *Comitati cittadini e democrazia urbana*. Soveria Mannelli: Rubettino.
- Pizzo, A., Sullo, P. (2012). No Tav d'Italia. Facce e ragioni dei cittadini che difendono il territorio. Napoli: Edizioni Intra Moenia e DkmO.
- Pleyers, G. (2008). Chapitre 3. Sociologie de l'action et enjeux sociétaux chez Alain Touraine. Dans : Marc Jacquemain éd., *Épistémologie de la sociologie: Paradigmes pour le XXI^e siècle* (pp. 69-86). Louvain-la-Neuve, Belgique: De Boeck Supérieur.
- Pleyers, G., (2010). *Alter-globalization. Becoming actors in the Global Age*. Cambridge: Polity Press.
- Pleyers, G. (2014). *La vulnérabilité, condition du sujet, obstacle à l'acteur ? Contribution à partir d'une intervention sociologique avec des jeunes écologistes*. Texte préparé la journée d'étude « La vulnérabilité du sujet », organisée au CADIS/EHESS à Paris, le 7 mars 2014, revisité en novembre 2016.
- Pleyers, G., (2016). Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes. *Agora débats/jeunesses* 72 (1), 107 – 122.
- Pleyers, G., Capitaine, B. (2016). *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*. Paris: Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- Pleyers, G. (2018). *Movimientos sociales en el siglo XXI: perspectivas y herramientas analíticas*. Buenos Aires: CLACSO.
- Polletta, F. (2003). *Freedom is an endless meeting*. Chicago : The press of the University of Chicago.

- Proudhon, P.J. (1851). *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle : choix d'études sur la pratique révolutionnaire et industrielle*. Paris : Garnier frères.
- Pruijt, H., (2004). Okupar en Europa. Dans M. Martinez Lopez, R. Adell (dir.). *Donde estan las llaves ? El movimiento okupa : practicas y contextos sociales*. Madrid : La Catarata, 35-60.
- Pruvost, G. (2017a). Modes de vie alternatifs et engagement. Dans B. Badie (eds). *En quete d'alternatives*. Paris : La Découverte.
- Pruvost, G. (2017b). Critique en acte de la vie quotidienne à la zad de Notre-Dame-des-Landes (2013 – 2014). *Politix*, 117 (1), 35 – 62.
- Pusey, A. (2010). « Social Centres and the New Cooperativism of the Common ». *Affinities: A Journal of Radical Theory, Culture and Action*, 41 (1), 176-198.
- Putnam, R.D., Leonardi, R., Nanetti, R.Y. (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton: Princeton University Press.

Q

- Quadruppani, S. (2018). *Le monde des Grands Projets et ses ennemis. Voyage au cœur des nouvelles pratiques révolutionnaires*. Paris : La Découverte.

R

- Regan, P. (1993). Ideas or interests: Privacy in electronic communication. *Policy Studies Journal*, 21, 450 - 469.
- Réseau Sortir du nucléaire (2011). *Sortir du nucléaire, c'est possible*. Paris : Nova Editions.
- Ricoeur, P. (1997). *L'idéologie et l'utopie*. Paris : Seuil.
- Rioux, M. (1962). Remarques sur les concepts de vision du monde et de totalité. *Anthropologica*, 4(2), 207 – 231.
- Roccatò, M., Mannarini, T., (2012). *Non nel mio giardino. Prendere su serio i movimenti Nimby*. Bologna: Il Mulino.
- Robert, A.D., Bouillaguet, A. (2002). *L'analyse de contenu*. 2^e édition Coll. « QSJ ? » n° 49251. Paris : Editions Presses Universitaires de France.
- Roccatò, M., Mannarini, T. (2012). *Nel mio giardino. Prendere sul serio i movimenti Nimby*. Bologna: Il Mulino.

- Rocheblave-Spenlé, A-M. (1970). *Psychologie du conflit*. Paris : Editions Universitaires
- Rootes, C. (2003). *Environmental Movements: Local, National and Global*. London: Routledge.
- Rootes, C. (2005). A limited Transnationalization ? The British Environmental Movement. Dans D. Della Porta e S. Tarrow (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*. New York: Rowman & Littlefield.
- Rosanvallon, P. (1976) *L'âge de l'autogestion*. Paris : Seuil.
- Ruggiero, V. (2000). New social movements and the centri sociali in Milan. *The Sociological Review* 329 (2), 167-185.

S

- Saint, P.M., Flavell, R.J., Fox, P.F. (2009). *NIMBY wars: The politics of land use*. Franklin, TN: Saint University Press.
- Sauvayre, R. (2013.) *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales*. Paris : Dunod.
- Schulz-Forberg, H., Stråth, B. (2010). Soft and Strong European Public Sphere. Dans R. Frank, H. Kaelble, M-F. Lévy, L. Passerini, (dir.), *Building a European Public Sphere. From the 1950s to the Present. Un espace public européen en construction. Des années 1950 à nos jours*. Brussel : Peter Lang.
- Schmitt, C. [2012 (1950)]. *Le nomos de la Terre ; dans le droit des gens du Jus publicum europaeum*. Paris : Presses universitaires de France.
- Scotto D'Apollonia, L. (2014). *Les controverses climatiques : une analyse socio épistémique* (Thèse de doctorat) Université Montpellier – Paul – Valéry.
- Segalen M. (1988). *Rite et rituels contemporaines*. Paris : Editions Nathan.
- Sewell, W.H. (2001). Space in contentious politics. Dans R. Aminzade et al. (dir.) *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 55 – 88.
- Shively, C. (2007). Understanding the NIMBY and LULU Phenomena: Reassessing Our Knowledge Base and Informing Future Research. *Journal of Planning Literature*, 21, 255-266.
- Sighele, S. (1903). *Il Parlamento e la psicologia collettiva*. Dans *L'intelligenza della folla*. Torino: Bocca.
- Simmel, G. (1894). Le problème de la sociologie. *Revue de métaphysique et de morale*, p. 497-502.

- Simmel, G. (1908). *Sociologie, Etudes sur les formes de la socialisation*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Simmel, G. (1918). *Le conflit*. Belval: Les éditions Circé.
- Simmel, G. (1955). *Conflict*. New York: The Free Press.
- Simmel, G. (1989). *Sociologia*. Milano: Edizioni di Comunità.
- Simmel, G. (1992) *Le conflit*. Paris : Circé.
- Simmel, G. [1999 (1908)], *Sociologie, Etudes sur les formes de la socialisation*. Paris : PUF.
- Smelser, N.J. (1962). *Theory of Collective Behavior*. New York: The Free Press.
- Sombart, W. (1939). *Weltanschauung, Sciences and Economy*. New York: Veritas Press.
- Sommier, I. (1997). Un nouvel ordre de vie par le désordre. Histoire inachevée des luttes urbaines en Italie. Dans CURAPP (eds.), *Le désordre*. Paris : PUF, 145-159.
- Sommier, I. (1998). Un espace politique non homologué : les Centres Sociaux Occupés et Autogérés en Italie. Dans CURAPP (eds.), *La politique ailleurs*. Paris : PUF, p. 117 – 129.
- Sommier, I. (2003). *Le renouveau des mouvements contestataires. A l'heure de la mondialisation*. Paris : Flammarion.
- Sommier, I. (2008). *La violence révolutionnaire*. Paris : Les Presses de SciencePo., coll. « Contester ».
- Sommier, I. (2009). Privation relative. Dans Fillieule (eds.) *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po « Références ». 441 – 448.
- Soulé, B. (2007). Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches Qualitatives*, 27(1), 127-140.
- Spina, F. (2009). *Sociologia dei Nimby. I conflitti di localizzazione tra movimenti e istituzioni*. Nardò: Besa editore.
- Spurk, J. (2006). *Quel avenir pour la sociologie ?* Paris : Presses Universitaires de France.
- Spurk, J. (2007). *Du caractère social*. Lyon : Parangon.
- Spurk, J. (2010). *Malaise dans la société : soumission et résistance*. Lyon, France : Parangon-Vs.
- Spurk, J. (2014). *Et si les grenouilles redemandaient un roi ?* France : Editions mimesis.
- Spurk, J. (2016a). *Au-delà de la crise. Critique, imagination, autonomie*. Vulaines sur Seine, France : Editions du Croquant.
- Spurk, J. (2016b). La *gouvernance* ou le règne de la raison instrumentale. *L'Homme & la Société*, 199(1), 21-46.

- Spurk, J. (2017). *Les limites de l'indignation. La révolution commencera-t-elle à Bure ?* Vulaines sur Seine, France : Editions du Croquant.
- Stark R., Bainbridge, W.S. (1985). *The future of Religion*. Berkeley : Un. Of California Press.
- Strohl, P. (2000). Quelle éthique pour la gestion des déchets radioactifs à vie longue ?. *Annales des Mines, Responsabilité & Environnement*, 16 -17.
- Subra, P. (2016). *Zones à Défendre. De Sivens à Notra-Dames-Des-Landes*. La Tour D'Aigues, L'aube.
- Subra, P. (2017). De Notre-Dame-des-Landes à Bure, la folle décennie des « zones à défendre » (2008-2017). *Hérodote* 165 (2), 11-30.

T

- Tarde, G., (1999). *Monadologie et sociologie*. Paris : Le Plessis-Robinson.
- Tarizzo, D. (1976). *L'anarchia. Storia dei movimenti libertari nel mondo*. Milano: Mondadori Editore.
- Thomas, W.I. (1923). *The Unadjusted Girl*. Boston: Little, Brown.
- Thomas, W.I. (1928). *The Child in America*. New York: Alfred A. Knopf.
- Tilly, C. (1978). *From Mobilization to Revolution*. Reading, MA : Addison – Wesley.
- Tilly, C., (1984). Social Movements and National Politics ». Dans Bright, C., Harding, S., (éds). *Statemaking and Social Movements: Essays in History and Theory*. Ann Arbor (Mich.): University of Michigan Press.
- Tizon, P. (1996). Qu'est-ce que le territoire ?. Dans G. Di Meo (eds.), *Les territoires du quotidien*. Paris : l'Harmattan, p. 17 – 34.
- Tönnies, F. (1979). *Comunità e società*. Milano : Edizioni di Comunità
- Topçu, S. (2013). *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*. Paris: Seuil.
- Touraine, A. (1973). *Production de la société*. Paris : éditions du Seuil.
- Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris, France : Seuil.
- Touraine, A. (1982). *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*. Paris, France : Les éditions ouvrières.
- Touraine, A. (1984). *Le retour de l'acteur. Essai de sociologie*. Paris, France : Fayard.
- Touraine, (1992). *Critique de la modernité*. Paris : Livre de poche.
- Touraine, A. (1993). Découvrir les mouvements sociaux. Dans F., Chazel (dir), *Action collective et mouvements sociaux*. Paris : Presses Universitaires de France.

- Touraine, A. (1994). *Qu'est-ce que la démocratie ?* Paris : Fayard. Touraine, A. (1998). *Comment sortir du libéralisme ?*. Paris : Fayard.
- Touraine A., Hegedus Z., Dubet F., Wieviorka M., (1980). *La prophétie anti-nucléaire*. Paris : Editions du Seuil.
- Turner, V. (1986). *Dal rito al teatro*. Bologna: Il Mulino.
- Turner, V. (2001). *Il processo rituale*. Brescia: Morcelliana.

V

- Vaillancourt J.G., 1982. *Mouvement écologique, énergie et environnement. Essais d'écosociologie*. Montréal : Les Editions coopératives Albert Saint-Martin.
- Verdier, M. (2018). *La perspective de l'autonomie. La critique radicale de la représentation et la formation du commun dans l'expérience de l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes* [Thèse de doctorat].
- Vico, G. (1914). *Le orazioni inaugurali. Il De Italorum Sapientia e le polemiche* (a cura di G. Gentile e F. Nicolini). Bari: Laterza.
- Viparelli, I. (2016). L'ouvrier social. Entre « résidu dialectique » et « constitution ontologique » ». Cahiers du GRM, 9.
- Virno, P. (1985). Do you remember revolution ?. Dans : Negri T. *Italie rouge et noire*. Paris, Hachette.

W

- Warner, M. (2002). *Publics and Counterpublics*. New York: Zone Books.
- Weber, M. (1976). *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen: Mohr.
- Weber, M. 1994. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1904 – 1905)*. Paris : réédition en poche, coll. Agora, Presses Pocket.
- Weber, M. (2016). *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus: Schriften 1904 – 1920*. Tübingen: Deutschland: Mohr.
- Wieviorka, M. (2004). *La violence*. Paris, France : Balland.
- Wieviorka M. (2008). *Neuf leçons de sociologie*. Paris : Editions Robert Laffont.
- Wieviorka, M. (2013). Social Conflict, in: *Current Sociology Review*, [En ligne] Vol. 61 (5-6), 696-731. csi.sagepub.com DOI : 10.1177/205684601054.
- Weisbein, J. (2002). La question de l'espace public européen. Dans B. Cautrès, D. Reynié, (dir.), *L'opinion européenne 2002*. Paris : Presses de Sciences Po « Academique ».

Z

Zonabend, F.(1989). *La presque île au nucléaire*. Paris : Editions Odile Jacob

Articles de journaux

Anonymes, (2017, 16 août). Déchets nucléaires : une manifestation à Bure tourne à l'affrontement avec les gendarmes. *Le figaro.fr*. Consulté le 13 août 2019 sur <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/08/15/01016-20170815ARTFIG00195-dechets-nucleaires-une-manifestation-a-bure-tourne-a-l-affrontement-avec-les-gendarmes.php>.

Anonymes (2017, 21 septembre) Bure : « En Meuse, nous vivons sous occupation militaire ». Reporterre.net Consulté le 3 octobre 2019 sur <https://reporterre.net/Bure-En-Meuse-nous-vivons-sous-occupation-militaire>.

Anonymes, (2017, 21 septembre) Bure : « En Meuse, nous vivons sous occupation militaire ». Reporterre.net (2019, 19 juillet). A Bure, le bois Lejuc est réoccupé. Consulté le 24 septembre 2017 sur <https://reporterre.net/A-Bure-le-bois-Lejuc-est-reoccupe>.

Anonymes, (2018, 17 janvier). Le gouvernement annonce l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. *Le Monde.fr*. Consulté le 19 août 2019 sur https://www.le-monde.fr/planete/article/2018/01/17/le-gouvernement-annonce-l-abandon-du-projet-d-aeroport-a-notre-dame-des-landes_5243002_3244.html.

Anonymes, (2018, 29 janvier). Déchets nucléaires à Bure : « on a besoin de plus de forces de sécurité » face à des opposants violents et radicalisé ». *Franceinfo*. Consulté le 21 juin 2019 sur https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/dechets-nucleaires-a-bure/dechets-nucleaires-a-bure-on-a-besoin-de-plus-de-forces-de-securite-face-a-des-opposants-violents-et-radicalises_2584322.html.

Anonymes, (2019, 12 août). Dans la Meuse, un festival contre « la poubelle atomique » à Bure. *Le figaro.fr*. Consulté le 13 août 2019 sur <http://www.lefigaro.fr/culture/dans-la-meuse-un-festival-contre-la-poubelle-atomique-a-bure-20190812>.

Anonymes, (2019, 19 juillet). A Bure, le bois Lejuc est réoccupé. Reporterre.net. Consulté le 21 juillet 2019 sur <https://reporterre.net/A-Bure-le-bois-Lejuc-est-reoccupe>.

- Astier, M. (2018, 23 février). L'action du gouvernement à Bure est-elle légale ? Rien n'est moins sûr. *Reporterre*. Consulté le 15 décembre 2019 sur <https://reporterre.net/L-action-du-gouvernement-a-Bure-est-elle-legale-Rien-n-est-moins-sur>.
- Beurq, J. (2017, 17 octobre). Que faire des déchets nucléaires ? La question qui divise la France. *Equal Times*. Consulté le 18 octobre 2017 sur <https://www.equaltimes.org/que-faire-des-dechets-nucleaires?lang=fr#.XQtn0RYzbIV>.
- Bonetti, S., (2017, 20 février). La lutte contre l'enfouissement des déchets nucléaires s'amplifie à Bure », *Reporterre.net*, Consulté le 21 mai 2017 sur <https://reporterre.net/La-lutte-contre-l-enfouissement-des-dechets-nucleaires-s-amplifie-a-Bure>.
- Digiacomì, C. (2016, 27 mars). Les zadistes de Notre-Dame-des-Landes squattent les ondes de Vinci pour organiser la résistance. *Huffpost*. Consulté le 29 août 2019 sur https://www.huffingtonpost.fr/2016/03/08/notre-dame-des-landes-radio-klaxon-pirate-zadistes-resistance-ondes_n_9409904.html.
- Kempf, H. (2012, 21 octobre). Une cause nationale. *Reporterre*. Consulté le 17 février 2019 sur <https://reporterre.net/Une-cause-nationale>.
- Le Collectif des 33 000 (2019, 21 avril). Cigéo : le débat, oui ! La « désattractivité », non ! *Est Republican*. Consulté le 3 juin 2019 sur <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?article942>.
- Le Devin, W., Delmas, A., Halissat, I. (2018). Bure : le zèle nucléaire de la justice. *Liberation*. Consulté le 30 novembre 2019 sur https://www.liberation.fr/france/2018/11/14/bure-le-zele-nucleaire-de-la-justice_1692100.
- Le Monde avec AFP (2017, 22 mai). Déchets nucléaires à Bure : la justice confirme l'illégalité des travaux dans le bois Lejuc. *Le Monde*. Consulté le 4 janvier 2019 sur https://www.lemonde.fr/planete/article/2017/05/22/dechets-nucleaires-a-bure-la-justice-confirme-l-illegalite-des-travaux-dans-le-bois-lejuc_5131997_3244.html.
- Rimbert, I. (2015, 10 septembre). A Bure, le camp estival a élargi la lutte contre les déchets nucléaires. *Reporterre.net*. Consulté le 23 mars 2018 sur <https://reporterre.net/A-Bure-le-camp-estival-a-elargi-la-lutte-contre-les-dechets-nucleaires>.
- Puletti, F. (2018, 25 janvier). Note-Dame-des-Landes : racconto di un movimento ecologista e sociale vittorioso. *DINAMOpress*. Consulté le 29 août 2019 sur <https://www.dinamopress.it/news/notre-dame-des-landes-racconto-un-movimento-ecologista-sociale-vittorioso/>.
- S.B. (2015, 22 janvier). La maison près de la poubelle. *Le nouveau jour J*. Consulté le 28 octobre 2019 sur <http://www.nouveaunjourn.fr/articles/121-la-maison-pres-de-la-poubelle>.

- Schaub, C. (2019, 16 avril). Déchets nucléaires : « Cigéo, c'est la solution la plus mauvaise car elle n'est pas réversible ». *Liberation*, Consulté le 16 novembre 2018 sur https://www.liberation.fr/france/2019/04/16/dechets-nucleaires-cigeo-c-est-la-solution-la-plus-mauvaise-car-elle-n-est-pas-reversible_1721778?fbclid=IwAR178gDxkQrjaupIPeWRSzalscbCVFvge5TXoLOfN7TKiTsrH6CR5TCjUn8.
- Thorel, J. (2016, 30 juin). A Bure, habitants et paysans refusent que leur territoire devienne une « grande poubelle nucléaire », *Basta !*, Consulté le 5 avril 2018 sur <https://www.bastamag.net/A-Bure-habitants-paysans-et-militants-refusent-que-leur-territoire-devienne-une>.

Sources internet

(En ordre alphabétique)

- Burebure (2019, 30 septembre). Prison de Nancy-Maxéville : Etat nucléaire = Etat policier. [Burebure.info] Consulté le 08 mars 2020 sur <https://burebure-bure.info/prison-de-nancy-maxeville-etat-nucleaire-etat-policier/>.
- Burebure. (s.d). Chahutons l'industrie du nucléaire... [Burebure.info] Consulté le 08 mars 2020 sur <https://burebure.info/event/chahutons-lindustrie-du-nucleaire/>.
- BURESTOP! (2012, 1 avril). Radioactivité. Consulté le 23 septembre 2017 sur <http://bure-stop.free.fr/spip/spip.php?rubrique94>.
- BURESTOP! (2017, 15 septembre). Transports nucléaires. Consulté le 23 septembre 2017 sur <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?rubrique89>.
- BURESTOP! (2017, 18 septembre). L'impasse déchets. Consulté le 23 septembre 2017 sur <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?rubrique95>.
- BURESTOP! (2019, 29 avril). EFFET CIGEO : chacun voit midi à sa porte !. Consulté le 29 avril 2019 sur <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?article942>.
- BURESTOP! (s.d) Déchets nucléaires : surtout ne pas enfouir, arrêter d'en produire. [Cigéo : tout ce qu'on nous cache] (s.d.) Consulté le 23 septembre 2016 sur <http://bure-stop.free.fr/spip/>.
- Centre d'informations et de ressources sur Cigéo [Quelles évolutions pour le territoire] (s.d.) Consulté le 18 août 2019 sur <https://www.cigeo.gouv.fr/quelles-evolutions-pour-le-territoire-144>.

- Groupe Proudhon FA (2015, 9 mai). Bure : un camp anti-autoritaire et anti-capitaliste [Blog]. Consulté le 26 juin 2019 sur <http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com/2015/05/bure-un-camp-anti-autoritaire-et-anti-capitaliste.html>.
- L'Andra en Meuse et Haute-Marne. Andra, 355J (septembre 2017). Consulté le 25 juillet 2019 sur <https://www.andra.fr/sites/default/files/2018-01/355j.pdf>.
- L'Andra en Meuse et Haute-Marne. Andra, octobre 2017. Projet Cigéo. Le dialogue et la concertation avec la société. Bilan 2014 – 2016.
- L'Andra en Meuse et Haute-Marne. Andra, (mars 2018). Consulté le 25 juillet 2019 sur <https://www.andra.fr/fin-de-loccupation-illegale-du-bois-lejuc>.
- Nous sommes tout-te-s des malfaiteur-euse-s (2019, 11 novembre). Consulté le 08 mars 2020 sur <https://noussoimmestousdesmalfaiteurs.noblogs.org/ladm-de-napoleon-aux-gilets-jau-nes/>.
- Nous sommes tout-te-s des malfaiteur-euse-s (2019, 25 décembre) Consulté le 08 mars 2020 sur <https://noussoimmestousdesmalfaiteurs.noblogs.org/de-quoi-lassociation-de-malfaiteu-rs-est-elle-la-clef/>.
- Onde Corte Blog (2017, 17 octobre). Que faire des déchets nucléaires ? La question qui divise la France. [Blog] Consulté le 28 juillet 2019 sur <http://burestop.free.fr/spip/spip.php?article942>.
- Paris-lutte.info, (2016, 26 juin). Début d'occupation et mise à sac du chantier de l'Andra à Bure » Consulté le 13 mai 2017 sur <https://paris-luttes.info/etedurgence-debut-d-occupation-et-6223?lang=fr>.
- Reporterre.net (2018, 17 juin). *Manifestation contre les déchets nucléaires à Bar le Duc, 16 juin 2018* [Youtube]. Consulté le 13 septembre 2019 sur <https://www.youtube.com/watch?v=4FuIPbceDx4>.
- Réseau Sortir du nucléaire (2016, 21 novembre). Appel à ré-ré-occupation du Bois Lejuc. *Réseau Sortir du nucléaire*, Consulté le 10 juin 2017 sur <http://www.sortir-dunucleaire.org/Appel-a-re-re-occupation-du-Bois-Lejuc>.
- Réseau Sortir du Nucléaire, (2016) « Appel à ré-ré-occupation du Bois Lejuc » *Réseau Sortir du nucléaire*. Consulté le 10 août 2019 sur <http://www.sortirdunucleaire.org/Appel-a-re-re-occupation-du-Bois-Lejuc>.
- Réseau Sortir du nucléaire (2017, 17 août). Retour sur le camp VMC à Bure. Consulté le 2 octobre 2019 sur <https://www.sortirdunucleaire.org/Retour-sur-le-camp-VMC-a-Bure>.
- Réseau Sortir du nucléaire [L'association] (s.d.) Consulté le 6 octobre 2016 sur <https://www.sortirdunucleaire.org/L-association-844>.

- Retour sur le camp VMC à Bure (2015, 17 août). Consulté le 26 juin 2019 sur <https://www.sortirdunucleaire.org/Retour-sur-le-camp-VMC-a-Bure>.
- Site de l'Andra [La sûreté : anticiper les risques] (s.d.) Consulté le 23 juin 2019 sur <https://meusehautemarne.andra.fr/le-projet-cigeo/la-surete-anticiper-les-risques>.
- Site de l'Andra [Un projet ancré dans le territoire] (s.d.) Consulté le 23 juin 2019 sur <https://meusehautemarne.andra.fr/le-projet-cigeo/un-projet-ancre-dans-le-territoire>.
- Site de l'Andra [Le Comité technique souterrain : un groupe d'experts aux côtés de l'Andra] (s.d.) Consulté le 23 juin 2019 sur <https://www.andra.fr/le-comite-technique-souterrain-un-groupe-dexperts-aux-cotes-de-landra>.
- Site de l'Andra [Cigéo] (s.d.) Consulté le 23 juin 2019 sur <https://www.andra.fr/cigeo>.
- Soirée de présentation du camp anti autoritaire et anticapitaliste qui aura lieu à Bure cet été (2015, 22 mai). Consulté le 26 juin 2019 sur <https://zad.nadir.org/spip.php?article3027>.
- Trancemedia.eu. (2018, 13 juillet). *CONTRADE – STORIE DI ZAD E NOTAV alla Credenza di Bussoleno, dopo la prima vittoria* [YouTube]. Consulté le 12 septembre 2019 sur <https://www.youtube.com/watch?v=dSUtOiAj0VI>.
- Vmc.camp (2015, 26 mars). Ramène ta pioche. [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 5 septembre 2017 sur <https://vmc.camp/2015/03/26/ramene-ta-pioche/>.
- Vmc.camp (2015, 28 juin). Bure et l'argent de Bure [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 13 février 2019 sur <https://vmc.camp/2015/06/28/bure-et-largent-de-bure/>.
- Vmc.camp, (2016, 1 octobre). La terre est à nous. Témoignages de paysan.ne.s en lutte à Bure [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 4 mai 2017 sur <http://vmc.camp/wp-content/uploads/2016/10/brochure-paysans-en-lutte-bure.pdf>.
- Vmc.camp (2017, 2 janvier). Contre le projet Cigéo. Consulté le 9 juillet 2017 sur <https://vmc.camp/2017/01/02/bure-annee-deter-contre-projet-cigeo/>.
- Vmc.camp (2017, 27 mars). A Bure, nous ne nous laisserons pas interdire de territoire. [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 8 septembre 2017 sur <http://vmc.camp/2017/03/27/a-bure-nous-ne-nous-laisserons-pas-interdire-de-territoire/>.
- Vmc.camp (2017, 27 mars). Appel à action les monstres de Cigéo. [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 27 novembre 2019 sur <https://vmc.camp/2018/06/16/appel-a-action-les-monstres-de-cigeo/>.

- Vmc.camp (2017, 28 avril). Expulsables mais pas expulsé.e.s. [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 27 nov 2019 sur <https://web.archive.org/web/20170616205218/http://vmc.camp/2017/04/28/expulsables-mais-pas-expulse-e-s/#more-5357>.
- Vmc.camp (2017, 1 mai). Discussion sur l'autonomie italienne durant les années 70 [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 3 septembre 2017 sur <https://vmc.camp/2017/05/01/discussions-sur-lautonomie-italienne-durant-les-annees-70/>.
- Vmc.camp (2017, 16 juin). Chouette c'est mon anniversaire ! Du 19 au 26 juin : Gouter interminable ! [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 27 novembre 2019 sur <https://web.archive.org/web/20170625100832/http://vmc.camp/2017/06/16/chouette-cest-mon-anniversaire-du-19-au-26-juin-gouter-interminable/>.
- Vmc.camp (2017, 15 novembre) [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 16 mars 2019 <https://vmc.camp/2017/11/15/montier-en-der-ou-le-monde-derriere-lobjectif/>.
- Vmc.camp (2018, 16 juin). Appel à action les monstres de Cigéo. [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 5 décembre 2018 sur <https://vmc.camp/2018/06/16/appel-a-action-les-monstres-de-cigeo/>.
- Vmc.camp (2018, 22 février). Communiqué de quelques hiboux de Bure. Appel à résistance, rassemblement, création de comités partout. [Blog : Plus Bure sera leur chute ... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires] Consulté le 3 mars 2018 sur <https://vmc.camp/2018/02/22/communiquedequelqueshibouxdebureappelaresistance-rassemblements-creation-de-comites-partout/>.
- Zad.nadir.org (2015, 16 novembre). Label ZAD et autres sornettes. [Blog : Zone A Défendre. Tritons créé-e-s contre béton armé]. Consulté le 30 août 2019 sur <https://zad.nadir.org/spip.php?article3270>.
- Zad.nadir.org (2018, 24 août). Bure : fermeture du site vmc.camp. Consulté le 10 septembre 2019 sur <https://zad.nadir.org/spip.php?article6080>.

Tables des matières

Introduction	9
Chapitre 1.....	21
« Bure partout ».....	21
1.1 La « commune de Bure » comme objet de la recherche	21
1.1.1 Un regroupement en perpétuel effervescence	29
1.1.2 Des conduites et des attitudes collectives	32
1.2 Bure : une longue histoire.....	35
1.2.1 La gestion des déchets radioactifs.....	37
1.2.1 Le choix de Bure	38
1.2.2 Le projet Cigéo	43
1.2.3 La radicalisation de l’opposition.....	45
1.2.4 La bataille juridique	51
1.3 Conclusion.....	55
Chapitre 2.....	57
La problématique, les hypothèses et l’état de la recherche	57
2.1 La problématique	57
2.2 Les hypothèses de recherche	58
2.2.1 Le processus de structuration de la commune de Bure : l’opposition « nous – autres »	58
2.2.2 Deux niveaux de contestation et de lutte	60
2.2.3 Conflits dans le conflit	61
2.2.4 L’émergence d’« espaces d’expérience »	62
2.2.5 La contradiction vécue par les acteurs	63
2.2.6 Formes de vie autres et structuration du contre-espace public	64
2.3 L’état de la recherche	65
2.3.1 La commune à Bure : un cas exemplaire	69
2.3.2 Les visions du monde : dévoiler la totalité de la société.....	70
2.3.3 Les mouvements sociaux	72
2.3.4 Le retour du sujet	76
2.3.5 Reconnaissance et mépris	82

2.3.6 Le conflit au centre de la vie sociale.....	84
2.3.7 Les affinités électives : attraction et renforcement mutuel	96
2.3.8 L'espace public	97
2.3.8 Un malaise dans la société	102
2.3.9 Le modèle de la frustration – agression	104
2.3.10 Le contre-espace public	107
2.4 Conclusion.....	112
Chapitre 3.....	117
Méthodes et techniques de recherche	117
3.1 L'expérience du terrain	117
3.1.1 Le terrain	119
3.1.2 L'échantillon	128
3.2 L'observation participante	133
3.2.1 L'enquête en immersion	135
3.3. Enquêter en milieu militant.....	136
3.4 L'étude documentaire	139
3.5 L'analyse des données.....	144
3.6 Conclusion.....	149
Chapitre 4.....	153
Projet et contre-projet : des représentations en opposition	153
4.1 Les ressources de la protestation	153
4.1.1 Le soutien à distance : les associations écologistes	156
4.1.2 Les comités de soutien à la lutte	162
4.1.3 Les comités des citoyens et les riverains	166
4.1.4 Les rassemblements contre la « poubelle nucléaire »	172
4.2 Antagonisme dans la réflexion, antagonisme dans l'action.....	178
4.2.1 Trajectoires argumentatives et « choix de société »	181
4.2.2 Expertise et contre-expertise.....	187
4.3 L'opposition « nous - autres »	194
4.4 Conclusion.....	200
Chapitre 5.....	205
Deux niveaux de conflit.....	205

5.1 Le niveau concret de la lutte.....	205
5.1.1 Le territoire comme dimension centrale du conflit.....	207
5.1.2 Communauté de vie	215
5.2 Le niveau « sentimental-émotionnel » de la lutte	221
5.2.1 La multiplicité et l'hétérogénéité des courants	223
5.2.2 La négation de toute forme de domination, d'autorité, de hiérarchie et d'inégalité	226
5.2.3 L'autonomie et l'autogestion comme principes d'organisation de la vie collective	232
5.3 Conclusion.....	240
Chapitre 6.....	243
Conflits de subjectivités	243
6.1 La pluralité des conflits dans le conflit.....	243
6.1.1 Une multitude de prises de position et de trajectoires	244
6.1.2 Alliances et antagonismes.....	248
6.2 Affinités électives et manifestations de sociabilité.....	251
6.2.1 Les affinités électives motrices de la cohésion collective	252
6.2.2 Constitution du regroupement et sociabilité manifeste.....	254
6.3 Conclusion.....	259
Chapitre 7.....	261
Expériences de résistance concrètes et radicales	261
7.1 L'occupation : des finalités non conventionnelles	262
7.1.1 La Maison, un laboratoire de radicalisme.....	264
7.2 Les ZAD et la ZIRA de Bure.....	270
7.2.1 De la ZAD de NDDL à la lutte NO TAV	272
7.2.2 La lutte dans la Vallée de Susse : une réalité d'occupation et d'autogestion.....	278
7.2.3 Défendre et vivre le bois : la ZIRA de Bure	281
7.3 Espaces d'expériences	285
7.3.1 Les gestes quotidiens : des « critiques en acte »	287
7.3.2 Hétérotopies : des lieux « autres »	291
7.4 Conclusion.....	297
Chapitre 8.....	299

La créativité du contre-espace public.....	299
8.1 Souffrance et malaise	299
8.1.1 La persistance du malaise	303
8.1.2 Angoisse, privation et frustration.....	305
8.2 Exprimer ses sentiments : une quête de reconnaissance	310
8.2.1 Le manque de reconnaissance.....	310
8.2.2 Rétablir l'intégrité et pousser la subjectivité	314
8.3 <i>Gegenöffentlichkeit</i> et <i>Eigensinn</i>	317
8.4 Conclusion.....	327
Conclusion générale	331
Annexes	341
Annexe 1.....	341
Annexe 2.....	343
Annexe 3.....	344
Annexe 4.....	345
Annexe 5.....	347
Bibliographie.....	350